

Histoire de Madrid

Bartolomé Bennassar

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Bartolomé Bennassar



Histoire de Madrid

POUR L'HISTOIRE

PERRIN

Ce livre numérique est une création originale notamment protégée par les dispositions des lois sur le droit d'auteur. Il est identifié par un tatouage numérique permettant d'assurer sa traçabilité. La reprise du contenu de ce livre numérique ne peut intervenir que dans le cadre de courtes citations conformément à l'article L.122-5 du Code de la Propriété Intellectuelle. En cas d'utilisation contraire aux lois, sachez que vous vous exposez à des sanctions pénales et civiles.

DU MÊME AUTEUR

- Valladolid au Siècle d'or*, Paris et La Haye, Mouton, 1967.
Recherches sur les grandes épidémies dans le nord de l'Espagne à la fin du XII^e siècle, Paris, SEVPEN, 1969.
Saint-Jacques-de-Compostelle, Paris, Julliard, 1970.
L'Homme espagnol. Attitudes et mentalités du XVI^e au XIX^e siècle, Paris, Hachette, 1975.
Un siècle d'or espagnol, Paris, Robert Laffont, 1982.
Les Chrétiens d'Allah, avec Lucile Bennassar, Paris, Perrin, 1989.
1492. Un monde nouveau ?, avec Lucile Bennassar, Paris, Perrin, 1991.
Histoire de la tauromachie, Paris, Desjonquères, 1993.
Franco, Paris, Perrin, 1995.
Brève histoire de l'Inquisition : l'intolérance au service du pouvoir, Monsempron-Libos, Fragile, 1999.
Histoire du Brésil : 1500-2000, Paris, Fayard, 2000.
Cortès : le conquérant de l'impossible, Paris, Payot, 2001.
Histoire des Espagnols : VI^e-XX^e siècle, Paris, Robert Laffont, 2001.
La Guerre d'Espagne et ses lendemains, Paris, Perrin, 2004.
Le Lit, le Pouvoir et la Mort, Paris, éd. de Fallois, 2006.
Vélasquez. Une vie, éd. de Fallois, 2010.

Pour
en
savoir
plus
sur
les
Editions
Perrin
(catalogue,
auteurs,
titres,
extraits,
salons,

actualité...),
vous
pouvez
consulter
notre
site
Internet
:

[www.editions-
perrin.fr](http://www.editions-perrin.fr)

Bartolomé BENNASSAR

Histoire de Madrid

PERRIN

www.editions-perrin.fr

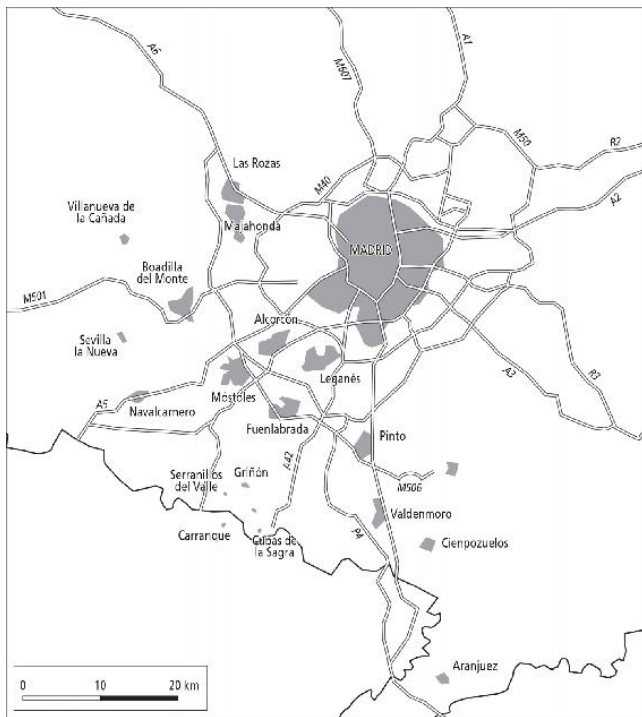
© Perrin, 2013

ISBN : 978-2-262-04330-8

Couverture : Plaza Mayor. La statue de Philippe II fait face à la Casa de la Panaderia.

© David Barnes/onlyworld.net

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »



Agglomération de Madrid

PROLOGUE

Madrid avant 1561 : une ville parmi d'autres

Madrid n'est pas née de la rencontre avantageuse d'un grand fleuve, au cœur d'une riche campagne nourricière. Ni de la conjonction entre une large vallée, voie de passage privilégiée, et une mer étroite parcourue en tous sens par les marchands et les pêcheurs des nations riveraines. En bref, ni Paris ni Londres. Elle n'était pas campée sur un estuaire, ouvert au grand large : ni Lisbonne ni Buenos Aires.

Madrid n'a pas dû son élévation à sa victoire finale sur quelques bourgades voisines, ses rivales, qui durent accepter sa loi comme ce fut le cas de Rome. Pas davantage à une position géographique d'exception, telle Constantinople-Byzance-Istanbul, ville gardienne de détroits décisifs et capitale de trois empires successifs, dont la fortune contemporaine d'Ankara n'éclipse pas le prestige. Elle n'a pas été une capitale créée *ex nihilo* par une volonté collective, celle de rassembler des gens accourus des lointains du monde et de fédérer des courants et des idéaux divergents – en somme, rien de Washington ou de Canberra.

Madrid n'a pas pris, dans le rôle de capitale, le relais d'un prestigieux empire détruit par une conquête étrangère comme Mexico. Ou la succession d'une ville corsaire, telle Alger.

Elle n'était pas campée au centre d'une marche frontière, sentinelle aux aguets des invasions ottomanes, comme le fut longtemps Vienne à la tête d'un empire multinational. Elle n'était pas la capitale déjà ancienne d'un petit royaume qui parvint à rassembler et unir les États presque innombrables d'une grande nation éparpillée en royaumes, duchés, principautés laïques ou ecclésiastiques, républiques, villes libres, ce qui fut le destin et la fortune de Berlin.

Non, rien de tout cela. Madrid est née du désert ou, pour mieux dire, de l'espace. On pourrait avancer que Brasilia est née pareillement du désert et de l'espace. Mais la capitale du Brésil a été voulue et créée par le pouvoir exécutif afin de

lancer la conquête et le peuplement de l'ouest de ce vaste pays. Elle a été programmée comme capitale avant même de naître.

À l'inverse, la naissance de Madrid a été fort discrète, à peu près ignorée des autres Espagnols et du reste du monde. Elle ne menaçait de supplanter aucune autre ville, elle ne mettait pas en cause les situations acquises ou qui paraissaient telles. Mais cela ne signifie nullement que Madrid est née du hasard.

Entre les hautes montagnes qui barrent l'horizon du nord, cette longue dorsale que forment les sierras de Guadarrama et de Gredos, qui dépassent plusieurs fois 2 000 mètres, voire 2 500, et, au sud, les monts de Tolède, d'altitude inférieure, s'étale un vaste bassin, très légèrement basculé vers l'ouest, comme l'ensemble de la Meseta, ce qui a déterminé l'orientation des grandes vallées, Duero au nord, Tage au sud. Ce bassin est d'une altitude modeste, 700 à 500 mètres en moyenne, et son climat moins rigoureux que celui de la Meseta septentrionale, de Burgos et León à Soria ou à Valladolid. La pluviosité est parfois insuffisante (Madrid reçoit en moyenne 500 millimètres de pluie par an), mais les nombreuses petites rivières qui descendent des sierras affectées par d'importantes précipitations pluvio-nivales servent de compensation, et les niveaux de sources sont nombreux. Les premiers habitants furent attirés par l'abondance de ces sources, et il est significatif que les Arabes aient donné à la bourgade qu'ils venaient de fonder le nom de Mayrit, c'est-à-dire « mère des eaux » ou encore « lieu où abondent les voyages d'eau ». Le terme de *mayrat* (adduction d'eau) pourrait bien être, comme le pensent Jaime Oliver Asin et Cristina Segura, la référence étymologique la plus probable du nom de Madrid¹. De fait, Madrid fut bien pourvue en eau potable jusqu'au milieu du XVII^e siècle. Mais à partir des années 1630, l'insuffisance des installations d'adduction d'eau freina la croissance de la ville. Les travaux entrepris au milieu du XIX^e (adduction des eaux du río Lozoya), puis au XX^e siècle augmentèrent considérablement l'alimentation en eau et permirent l'expansion de la ville. Jusqu'aux années 1960, l'eau de Madrid jouissait d'une excellente réputation, d'ailleurs méritée, mais qui se dégrada jusqu'au début du XXI^e siècle. Depuis, elle a retrouvé une qualité satisfaisante grâce à d'importants investissements.

Insuffisamment drainé par de petites rivières (Henares,

Jarama, longue de 190 kilomètres, et son affluent le Manzanares, Guadarrama, Alberche), ce bassin a été remblayé au cours des millénaires par des sédiments de toutes sortes, produits de l'érosion des montagnes ou des quelques crêtes rocheuses qui surgissent à l'est (ainsi les *páramos* de la Alcarria) ou à l'ouest (sierra de San Vicente) : argiles, marnes, calcaires lacustres, sables, cailloutis. Au centre, les accidents du relief sont peu marqués, telle la butte qui a servi de socle à Madrid. À l'écart des plaines littorales, la région de Madrid est un royaume d'altitude né dans le berceau des montagnes.

La présence humaine est attestée dès le paléolithique inférieur par des trouvailles archéologiques sur les rives du Manzanares (haches de pierre, pointes de flèches solutréennes), qui démontrent l'existence de chasseurs, mais elle était très modeste. La faible densité de l'occupation humaine tout au long de la préhistoire, de l'Antiquité et du Moyen Âge a favorisé l'expansion d'une végétation de *monte bajo* dont l'arbre emblématique était le chêne vert (*encina*), mais qui acceptait aussi des boisements de chênes-lièges (*alcornoque*), de genévriers (*enebros*), d'arbousiers (*madroño*, un arbre qui figure dans les armes de Madrid) et des garrigues (*carrascal*). Jusqu'à la fin du Moyen Âge, il y eut dans la région abondance de bois. L'écrivain madrilène Francisco Umbral voyait Madrid « comme une ville arborée sur la Meseta, qui semblait émerger de la forêt ». Et, au contraire de la densité humaine très réduite, la présence animale fut longtemps considérable : il ne s'agissait pas seulement de petits mammifères. Certes, lièvres, perdrix, coqs de bruyère faisaient partie de la faune de la région, mais les ours (animal présent à côté de l'arbousier dans les armes de Madrid), les cerfs et les loups abondaient également. Les rois d'Espagne, grands chasseurs, au temps des Habsbourg comme à celui des Bourbons, appréciaient grandement cette richesse cynégétique et firent construire des relais de chasse pour mieux se livrer à leur passion : dès 1405, Henri III de Trastamare, lui-même grand chasseur, avait fait construire un petit pavillon de chasse, le Pardo, dont Charles Quint décida l'agrandissement en 1543 : les travaux étaient à peu près achevés à la fin des années 1550 ; à l'époque de Philippe IV, un autre pavillon de chasse, la Torre de la Parada, fut mis en service dans les mêmes parages...

Il ne s'agissait donc pas d'un désert privé de vie, mais d'un

espace libre quasi illimité, seulement traversé par les grandes pistes charretières et les *cañadas*, ces itinéraires de transhumance qui, de Castille et de León vers l'Andalousie ou Murcie, drainaient alternativement les troupeaux de moutons vers les pâturages d'hiver ou d'été. Absence d'organismes urbains puissants ou même de villes moyennes dynamiques, à l'inverse de la Meseta du nord ou de l'Andalousie du Guadalquivir. Un espace offert à l'initiative des hommes de pouvoir. Peut-être l'existence pendant près de deux siècles d'une sorte de *no man's land* de fait, entre la ligne des forteresses chrétiennes du Duero et celle du Tage, contrôlée par les musulmans, jusqu'à la prise de Tolède par Alphonse VI (1085), puis la longue halte de la Reconquête jusqu'au XIII^e siècle, a-t-elle suspendu le dynamisme urbain et les entreprises chrétiennes.

Le destin brillant de Madrid, devenu dès la seconde moitié du XVI^e siècle la capitale d'un empire de dimensions mondiales, explique sans doute l'imagination débridée de nombreux auteurs, depuis le Siècle d'or et jusqu'au XX^e siècle, qui ont voulu à tout prix découvrir à Madrid des origines glorieuses. Accueillons avec un scepticisme amusé ces élucubrations qui, à coups de documents imaginaires faussement attribués à tel ou tel historien de l'Antiquité (Diodore de Sicile par exemple), à coups de noms antiques étrangement sollicités (Mantua Carpetana, Maioritum, Ursaria), échafaudent d'étonnantes théories qui voient l'étoile de Madrid surgir dans la nuit des temps, dix siècles pour le moins avant l'apparition de Remus et Romulus au cœur de l'Italie ! Le fils d'un roi d'Étrurie et de la pythonisse Manta venue de Thèbes, Ulysse lui-même sont parfois évoqués à propos de la fondation de Madrid². Quelques auteurs méfiants à l'égard de ce « délire des origines » veulent au moins s'assurer que la naissance de la capitale de l'Espagne ne doive rien aux musulmans. Antériorité de la présence chrétienne ! Les Vierges qui se partagent la dévotion des pieux Madrilènes, la Almudena et la Vierge d'Atocha, attestent, pensent-ils, une installation chrétienne plus ancienne.

Il serait plus raisonnable de renoncer à ces lubies dépourvues de tout fondement historique, dont se moque dans un roman récent un grand écrivain espagnol, Eduardo Mendoza, et d'accepter la modestie des origines d'une grande capitale pour mieux apprécier l'intelligence du choix

de Philippe II. Il ne s'agit certes pas de nier l'ancienneté de l'occupation humaine dans la région de Madrid. « Les occupations humaines les plus anciennes observées sur le territoire qu'occupe actuellement notre ville remontent à un temps imprécis du pléistocène moyen, peut-être le riss initial, autour des 350 000 ans », écrivent Inmaculada Rus et Fernando Velasco Steigrad dans la dernière *Historia de Madrid*³. Le vestige le plus ancien a été trouvé près d'Arganda et, au total, quelque cent cinquante localisations ont été repérées pour l'ensemble du pléistocène. Bernard Bessière, auteur lui-même d'une très bonne *Histoire de Madrid*, avait marqué les jalons de cette occupation : au-delà du site paléolithique de la colline de San Isidro qui, semble-t-il, n'a révélé que les fossiles de grands mammifères, les sites néolithiques des rives droites du Manzanares et de la Jarama, les « fonds de cabanes », les sépultures et divers objets d'artisanat attestent la réalité de petits établissements humains à cette époque. Le même auteur avait aussi signalé les étapes principales de la préhistoire madrilène : le site des Carolinas prouve l'existence de la « culture du vase campaniforme » – vases, jarres, terrines, épées, bracelets –, tandis que les creusets confirment l'activité métallique de cette période. Bernard Bessière précisait qu'à l'âge du bronze, les « autochtones madrilènes » cultivaient la terre, chassaient et pêchaient, et la découverte de nombreuses céramiques sur les terrasses du Manzanares confirme la continuité de l'occupation humaine pendant la préhistoire. Mais il faut observer que la plupart des gisements de la vallée du Manzanares qui constituaient le site archéologique principal ont été détruits par les travaux publics et l'expansion urbaine⁴.

Un siècle environ avant la conquête romaine, on observe l'existence de plusieurs bourgades celtibères. La région de Madrid est alors occupée par les Carpetanos. À l'époque romaine, de nombreux établissements (villas, domaines agricoles) sont documentés : ainsi de la villa dont les restes ont été découverts dans le faubourg de Carabanchel, décorée de portraits masculins dont la tête était ornée de grappes de raisins et de feuilles de vigne, et de la Casa de Baco, sur le territoire d'Alcalá de Henares, qui possède une mosaïque dont le vin est le personnage principal⁵. À la même époque, de petites villes obtiennent le statut de *municipe* : laissons provisoirement Toletum (Tolède) installé plus au sud sur un méandre du Tage, mais retenons Complutum (Alcalá de

Henares) dont le musée archéologique démontre l'importance dans l'Espagne romaine (peut-être 5 000 habitants). Ce noyau urbain est le seul de la région qui soit signalé par les géographes romains du I^{er} siècle. Par la suite, l'importance d'Alcalá comme centre religieux n'est pas douteuse : la ville où l'archevêque de Tolède posséda un palais fut plusieurs fois le siège de synodes diocésains et de conciles provinciaux. Consabura (Consuegra) fut une bourgade de quelque importance, mais deux autres localités attestées, Titulcia et Miaccum, ne furent guère que des villages. Bien que Titulcia se trouvât au croisement des deux grandes voies qui joignaient Emerita (Mérida) à Caesar Augusta (Saragosse) et Asturicas (Oviedo) à Córdoba (Cordoue), ni ce bourg ni aucun autre ne peut revendiquer la naissance de Madrid. Au temps des Wisigoths, la croissance de Tolède s'affirme, et Alcalá obtient le siège d'un évêché, mais rien n'annonce Madrid.

Il faut l'admettre. Ce sont bien les Arabes qui ont fondé Madrid. L'humaniste érasmien López de Hoyos qui ne veut pas se résigner à ce que Madrid soit une création musulmane reconnaît cependant que le nom même de Madrid (Mayrit) est d'origine arabe. Faut-il ajouter que l'on a retrouvé dans l'actuelle calle Mayor les traces de la mosquée dont la ville avait été dotée ?

Plus précisément, le fondateur fut l'émir omeyyade Muhammad I^{er} (852-886), fils de 'Abd al-Rahman II, qui fonda Mayrit, comme le précisent les chroniqueurs Al-Razi (888-955) et Ibn Hayyan (987-1076). Pour protéger Tolède des entreprises de la Reconquête chrétienne, il fit bâtir, au-dessus du Manzanares dont la vallée était ainsi mise sous surveillance, une forteresse, l'Alcázar, qui devait jouer un grand rôle pendant les premiers siècles de l'histoire de Madrid. L'épisode de la fondation se situe vers 865 : Muhammad I^{er} « fut celui qui, pour les gens de la frontière de Tolède, fit construire le château (*hishn*) de Talamanca, le château (*hishn*) de Mayrit, et le château (*hishn*) de Peñafora. Il recevait souvent des nouvelles des marches, se préoccupait de ce qui s'y passait et envoyait des personnes de sa confiance pour vérifier que les choses allaient bien⁶ ».

La construction d'une fortification (*hishn*) ne signifie pas « fondation », et il est donc vraisemblable qu'un établissement islamique ait existé avant la forteresse. Celle-ci aurait été édifiée autant pour permettre à son gouverneur, représentant du pouvoir central, d'agir afin de réprimer les

soulèvements continuels des Tolédans contre l'émir de Cordoue que pour protéger la frontière contre les entreprises chrétiennes. D'autres hypothèses, fruits de recherches récentes, font de la nouvelle forteresse un point d'appui pour les Banu Salim, implantés dans les régions de Medinaceli et Guadalajara, qui auraient collaboré avec l'émir de Cordoue pour dompter les Tolédans, éternels insoumis. Ainsi, la protection de la frontière dévolue à Mayrit aurait pris plusieurs formes⁷. Et son intégration dans l'État omeyyade supposa l'implantation d'une administration évidemment accompagnée d'une fiscalité et d'une islamisation.

Des vestiges de ce Madrid de l'an mil ont été retrouvés, notamment des restes de la muraille, rythmée par des tours peu saillantes, en plein centre urbain, proches de la cathédrale de la Almudena (situés derrière le chevet de l'église), qui ont fait l'objet d'une restauration en 1987-1988 et sont actuellement protégés par une clôture métallique. On a pu établir que la petite ville était enfermée dans un quadrilatère irrégulier d'une superficie de quatre hectares, soit 40 000 mètres carrés. Quatre groupes d'habitations furent édifiées hors les murs dès le IX^e siècle à des moments différents. Il semble que Mayrit et ses environs immédiats aient été peuplés par des groupes berbères dans le cadre d'une migration en direction du sud.

Le développement de Madrid, certes limité, qui fit du *hisn* une ville (*madina*) correspond à un progrès de l'urbanisation dans Al-Andalus au cours des IX^e et X^e siècles, mouvement qui concerne tout l'Occident islamique. C'est dans les années 935-936 que le terme de *madina* se substitue à celui de *hisn* à propos de Mayrit, ce qui est un signe d'urbanisation. La ville avait un gouverneur, une garnison, une mosquée (*aljama*), des citernes, un marché. Contrairement à une croyance longtemps partagée, la forteresse ne se trouvait pas sur l'emplacement du palais royal actuel. Aucune source n'atteste un tel emplacement. L'équipement le plus remarquable de ce Mayrit musulman fut le système d'adduction d'eau, les *qanawat*, soit des canaux souterrains réalisés selon une technique hydraulique orientale ; des puits verticaux creusés à partir de la surface jusqu'à la galerie assuraient la ventilation. Les restes d'un de ces *qanawat* ont été découverts en 1983, sur la Plaza de los Carros, dans l'une des zones habitées *extra-muros*⁸.

Tout en servant de tremplin aux entreprises de répression à l'égard de Tolède, l'Alcázar de Mayrit joua aussi pendant

plus de un siècle le rôle de frein de la Reconquête. La forteresse repoussa plusieurs assauts chrétiens, dont celui de Fernán González, comte de Castille, et surtout, en 932, celui de Ramiro II, roi de León, qui était pourtant parvenu à s'emparer des faubourgs de la petite ville, et enfin celui de Ferdinand I^{er}. Après cette alerte, les renforts venus du Sud retardèrent l'échéance.

Au x^e siècle, la vie de Mayrit se déroule d'abord (jusqu'aux années 930) sous l'autorité d'un clan berbère, les Banu Salim, eux-mêmes soumis au califat omeyyade de Cordoue. Grâce à Ibn Hayyan, nous savons que les personnages essentiels de la ville sont l'amil, qui a en charge la collecte des impôts et le recrutement des troupes, et le cadí, qui rend la justice : Ibn Hayyan a même donné la liste nominative de ces personnages. À partir des années 930, les Omeyyades prétendent exercer une autorité directe sur la zone frontière et nomment l'amil et le cadí. L'existence de plusieurs ulémas et de médecins est attestée : la ville jouait un rôle modeste de foyer culturel.

Au x^e siècle, Mayrit compte de nombreux artisans, surtout des potiers, grâce à des argiles de bonne qualité. On a pu distinguer plusieurs groupes de céramiques, à partir de la diversité des couleurs, de la nature des argiles et des motifs décoratifs. La petite ville comptait aussi bon nombre de fileuses et une population paysanne notable : les fouilles archéologiques ont livré nombre de houes et de faucilles, tout en démontrant l'existence d'un élevage de petit bétail.

Enfin Mayrit, ville-frontière, était aussi « une petite ville faite pour la guerre »... et la négociation. Elle a pu attirer des ulémas guerriers en quête de ribat, qui associaient dévotions religieuses et participation aux opérations militaires⁹.

Cependant, au xi^e siècle, le déclin puis la disparition du califat défirent les liens entre Mayrit et Cordoue et la ville devint le poste avancé de la taïfa de Tolède. Au milieu du xi^e siècle, la Mayrit musulmane connut une réelle prospérité et la population civile devint plus nombreuse que le contingent militaire. Il est toutefois peu probable que des mozarabes soient venus s'établir à Madrid, bastion défensif musulman face aux entreprises guerrières des chrétiens.

Au cours du dernier quart du xi^e siècle, Alphonse VI relança l'offensive. Il est possible, mais non certain, que Alphonse VI se soit emparé de Mayrit dès 1083, mais il a pu aussi ne le faire qu'au cours des opérations qui entraînèrent la chute de Tolède (1085). La petite ville, bien située, attire

de nouveaux habitants, chrétiens ou juifs, tout en conservant les musulmans qui ont accepté la domination chrétienne (origine des mudéjars). La mosquée est remplacée par une église consacrée à la Vierge (Santa María), que l'on appellera souvent Almudena en souvenir de l'époque musulmane, et Mayrit devient Madrid.

La violente réaction musulmane provoquée par les conquêtes chrétiennes et l'arrivée des Almoravides en Espagne remirent en question le sort de Madrid durant quelques années. Les chrétiens avaient perdu provisoirement toutes leurs positions dans la vallée du Tage et, en 1110, Madrid fut occupée, à l'exception de l'Alcázar, devenu forteresse chrétienne ! Mais la pression almoravide se relâcha bientôt et, dès 1118, le roi accorda à Madrid le même *fuero* (charte garantissant les privilèges et libertés d'une ville ou d'une province) qu'à Tolède, texte bref qui semblait destiné à une population rurale. La croissance de la ville, lente mais continue, alimentée par une immigration qui venait du nord, lui valut d'obtenir en 1202 un *fuero* propre, mais encore succinct et qui démontre le peu de considération que les monarques castillans accordaient alors à la ville de Madrid. Malgré l'irruption des Almoravides, le passage de la domination musulmane à la souveraineté chrétienne s'était réalisé sans violences, avec une certaine facilité.

Du milieu du XII^e au XIV^e siècle, la ville s'intégra progressivement dans le royaume de Castille, dont elle adopta les règles de vie publique et privée. Et son adhésion à la monarchie chrétienne ne peut être contestée : des milices madrilènes ont participé en 1212 à la bataille de Las Navas de Tolosa et, au milieu du XIII^e siècle, aux sièges victorieux de Cordoue et Séville.

Comme les autres villes du royaume, la ville se dota d'un Conseil (*concejo*) qui apparut vers le milieu du XII^e siècle : d'abord un Conseil ouvert (*abierto*) qui se tenait le dimanche matin à la sortie de la messe célébrée à Santa María. Les chefs de famille qui souhaitaient y participer délibéraient sur les problèmes inhérents à la vie urbaine et les relations souvent conflictuelles avec d'autres villes, Ségovie notamment. Peu à peu, sur le modèle des autres villes, ce Conseil se ferma : au XIII^e siècle, il était réservé aux membres du groupe dominant de la société madrilène, les *caballeros*, qui monopolisaient les offices municipaux d'importance, naguère électifs.

Le *fuero* de Madrid de 1302 se réfère aux *moros* et à leurs obligations. Nous savons qu'au XIV^e siècle, une *aljama* mudéjar existait à Madrid, avec son cadi qui la représentait auprès du Conseil de la ville. Certes, il s'agissait d'une petite communauté, rassemblée dans la paroisse San Pedro, dont les effectifs diminuèrent au XV^e siècle, peut-être en raison d'une émigration vers le royaume de Grenade. Les mudéjars madrilènes comptaient des forgerons et des chaudronniers, mais ils s'adonnaient surtout à la construction : maçons et charpentiers étaient nombreux et plusieurs maîtres maçons (*alarif*) figuraient parmi les ouvriers des Rois Catholiques et ont participé aux travaux de l'Alcázar. Il semble qu'en 1501 ou 1502, l'*aljama* ait négocié avec le conseil de Madrid un accord de conversion collective au christianisme¹⁰.

Une communauté juive s'installa à Madrid au cours des XIII^e et XIV^e siècles. La majorité résidait dans le faubourg de Lavapiés, proche de la place de la Cebada, siège d'un grand marché de grains, de légumes et de lard. La communauté ne put échapper aux émeutes raciales, déclenchées par les prédications violentes de l'archiprêtre d'Écija, Ferrán Martínez, qui affligèrent au XIV^e siècle les royaumes d'Aragon et de Castille et provoquèrent un saccage partiel de l'*aljama* de Madrid en 1392.

Aux XIV^e et XV^e siècles, la ville s'agrandit. Un portique fut construit pour abriter les postes du plus important marché, celui de la place de l'Arrabal (future Plaza Mayor). Tout proche était le faubourg de Santa Cruz qui regroupait les cordonniers, les vanniers et nattiers, les luthiers. Près de l'église de San Ginés étaient installés les boutiques et les ateliers des brodeurs, des teinturiers, des marchands d'outres. Dans le quartier de San Martín travaillaient les tanneurs.

À la fin du XV^e siècle, la ville se dota d'un grand hôpital, celui de la Latina, édifié à partir de 1499. La maison de prostitution était reléguée hors les murs, près de l'actuelle Puerta del Sol.

Comme celles des autres villes du royaume de Castille, l'organisation municipale de Madrid connut une transformation importante en application de l'ordonnance d'Alcalá, approuvée sous le règne d'Alphonse XI par les Cortes d'Alcalá de Henares en 1348. Le Conseil fut remplacé par un *regimiento*, assemblée composée de douze *regidores* nommés par le roi. Mais l'institution du *corregidor*, placé au-dessus des *regidores*, quoique projetée par Henri III, ne

devint effective qu'au temps des Rois Catholiques. À l'évidence, ce changement était le signe d'un renforcement du pouvoir royal. Avant cette importante mesure, les *caballeros* nommés *regidores* parvinrent à obtenir l'hérédité de leur charge et à exclure chaque jour davantage les humbles des responsabilités municipales, à se réserver le monopole des charges municipales dont ils profitèrent pour s'emparer des meilleurs *solares* (terrains à bâtir). De sorte que les artisans, boutiquiers, travailleurs des champs accueillirent avec satisfaction l'institution du *corregidor*, dont ils sollicitèrent l'arbitrage et auprès de qui ils purent exprimer leurs griefs. Les conflits entre celui-ci et l'oligarchie municipale devinrent fréquents et, en 1491 par exemple, Isabelle la Catholique n'hésita pas à suspendre pour un an les *regidores*.

Ce Conseil, qui représentait la population urbaine, s'opposa de toutes ses forces aux aliénations de villages (par exemple Barajas, Torredón, Alcobendas) et de terres au profit de la noblesse, qui diminuait l'importance réelle de l'*alfoz* de Madrid (cf. *infra*). Ce processus de féodalisation fut surtout important sous les Trastamare. Pendant tout le XIV^e siècle, le conseil multiplia les procès pour défendre le patrimoine de la ville, et c'est pour définir avec précision les limites de ce patrimoine qu'il fit rédiger en 1380 des ordonnances relatives à l'exploitation des domaines communaux.

Madrid fut choisie pour la première fois en 1309 par Ferdinand IV pour recevoir les Cortes de Castille, puis trois fois en 1329, 1339 et 1341 par Alphonse XI pour le même rôle. Ces désignations en faveur d'une ville encore peu peuplée et qui n'exerçait aucune fonction essentielle sont la preuve de l'un des atouts de Madrid : sa position géographique centrale, qui favorisait le rassemblement des délégués venus de toutes les parties du royaume. Ce qui explique que ce choix se soit renouvelé treize fois encore de 1390 à 1552, de Henri III à Charles Quint. Comme les autres villes invitées aux Cortes, Madrid désignait deux représentants (*procuradores*) pour siéger au sein de l'Assemblée.

À l'époque musulmane, Madrid avait juridiction sur le territoire environnant sans que les limites de ce contrôle soient très nettes. Sous la domination chrétienne, ce territoire, désigné sous le nom d'*alfoz* comme à Tolède ou Ségovie, et qui correspondait ici comme ailleurs à la

communauté dite de Villa y Tierra, fut progressivement délimité. Du XII^e au XIV^e siècle, une bonne trentaine de villages ou de hameaux furent ainsi incorporés à l'*alfoz* madrilène. Leurs noms évoquent, pour ceux qui connaissent Madrid, des quartiers actuels de la capitale espagnole (Alcobendas, Atocha, Carabanchel, Hortaleza, Vallecas) ou d'importantes agglomérations de banlieue (Barajas, Getafe, Leganés¹¹).

Au lendemain de la conquête chrétienne, la population madrilène, en grande majorité musulmane (dite désormais mudéjar), fut assez rapidement renouvelée par une forte immigration chrétienne venue du nord, notamment des terres de Burgos, et ce mouvement fut favorisé par les rois, surtout Alphonse VII.

La ville absorbait une bonne part des immigrants. Mais ceux qui souhaitaient s'établir dans les campagnes voisines, dans l'espoir raisonnable d'écouler les produits de leur travail à venir sur un marché urbain en expansion, rencontraient la concurrence des colons venus de Ségovie, dont les visées expansionnistes étaient évidentes. Alphonse VII tenta en 1152 de mettre fin aux affrontements en fixant la frontière nord de l'*alfoz* de Madrid (qui était du même coup la frontière sud de celui de Ségovie). Les Ségoviens ne respectèrent pas cette limite, malgré sa confirmation en 1246 par Ferdinand III, et poussèrent leurs installations jusqu'aux bois du Pardo très proches de Madrid. Ferdinand IV trouva la solution en créant une seigneurie au bénéfice de son parent Alfonso de la Cerda, à qui il concéda la haute vallée du Manzanares, tandis que le Pardo demeurait madrilène. De la sorte, il avait créé une zone tampon entre Ségoviens et Madrilènes. Lorsque la seigneurie passa aux Mendoza, dont l'État s'étendait loin vers l'est, cette zone fut encore agrandie. Mais l'*alfoz* madrilène était réduit à une superficie modeste, d'autant que son extension était limitée par les possessions de l'archevêque de Tolède à l'est (Talamanca et Alcalá de Henares) et par les *encomiendas* (commanderies) de l'ordre militaire de Santiago au sud-ouest.

Ces circonstances ralentirent l'essor de la ville : en 1561, lorsque Madrid fut désignée comme capitale, elle était entourée d'une couronne de villages modestes déjà évoqués : Barajas, Leganés, Vallecas, Fuenlabrada, Getafe, faubourgs ou banlieues du Madrid d'aujourd'hui, voire villes à part entière, mais qui n'avaient alors au maximum que 300 ou

400 feux. Entre les sierras de Guadarrama et de Gredos, outre Alcalá, seules deux bourgades avaient connu quelque développement : Colmenar Viejo et San Martín de Valdeiglesias qui, en 1561, comptaient respectivement 899 et 704 feux.

Bien entendu, dès que la conquête chrétienne fut confirmée, la ville s'était transformée tout en s'étendant à l'est et au sud de l'Alcázar qui, à l'angle nord-est de la ville, surplombait la vallée du Manzanares. La nouveauté d'évidence était l'affirmation chrétienne. Au fil de trois siècles, de nombreuses églises surgirent, dont les clochers dominaient le paysage urbain. À la fin du XIII^e siècle, la ville disposait d'un réseau paroissial dense : paroisses, après Santa María, San Miguel de la Sagra, San Andrés, San Pedro, San Luis, San Juan, San Justo, Santiago, Santo Domingo, El Salvador, San Nicolás, San Miguel de los Octoes... Au XIII^e siècle s'y ajouta San Ginés, puis au XV^e apparurent San Martín et Santa Cruz. Soit un nombre de paroisses élevé, si l'on considère l'extension de la ville, de sorte que chaque « collation » ne gérait qu'un espace réduit, d'autant que plusieurs ermitages rognaien cet espace.

Les curés des paroisses, malgré les conflits de limites ou les divergences, avaient constitué un chapitre qui donnait plus de poids au clergé séculier face à la municipalité et face aux réguliers. Car à la fin du XV^e siècle, Madrid comptait cinq monastères importants : San Francisco, Santa Clara, Santo Domingo, San Martín et San Jerónimo. La fièvre conventuelle du XVI^e siècle devait augmenter nettement la présence et l'influence des ordres réguliers dès avant l'installation de la capitale. Des hôpitaux s'étaient ouverts : Anton Martín, la Latina, le Corpus Christi, au XV^e siècle l'hôpital de San Sebastián destiné aux pestiférés, et quelques petits hospices.

Il semble que le culte de San Isidro, patron de Madrid, se soit développé à partir du XIII^e siècle. Il est remarquable qu'une ville ait choisi pour patron un travailleur des champs d'humble origine, puisque Isidro, qui vécut à la fin du XI^e ou au début du XII^e siècle, était un domestique de la famille Vargas. Cristina Segura observe que le choix de ce saint patron souligne le caractère très rural de Madrid en ses commencements. Sans doute la biographie d'Isidro, due à un prêtre de San Andrés, Juan Diácono, mort en odeur de sainteté, fut-elle à l'origine du culte de San Isidro, malgré tous les doutes que soulève cette biographie¹².

La municipalité s'était dotée d'une Casa del Concejo, qui devint ensuite celle du Regimiento. La vaste place de l'Arrabal (future Plaza Mayor), dont le nom (place du Faubourg) vient de ce que son premier emplacement se trouvait hors les murs, était l'un des centres d'attraction de la ville qui avait créé une halle du pain (*alhondiga*) afin de prévenir d'éventuelles disettes de grains et qui surveillait avec vigilance les marchés des viandes et des poissons.

Après la Reconquête, la ville avait construit un mur d'enceinte pourvu de plusieurs portes qui ouvraient les routes des villes voisines : Tolède, Ségovie, Guadalajara. La célèbre Puerta del Sol fut l'une des portes ménagées lors de la construction d'une troisième enceinte. Mais la disparition progressive de la menace musulmane fit exploser le tissu urbain et, sous le règne des Rois Catholiques, plusieurs faubourgs se développèrent hors de l'enceinte : Atocha, autour du sanctuaire dominicain de la Vierge d'Atocha, San Ginés, San Martín. À la périphérie il y avait abondance de tavernes (*bodegones*) et d'auberges (*mesónes*). La maison publique de prostitution (*mancebia* ou *puteria*) demeura hors les murs.

Le tracé de la ville était très irrégulier et ne procédait d'aucune idée directrice ni du moindre souci d'urbanisation. Seule évidence, la dépendance de l'enceinte à l'égard de l'Alcázar, puisque la *cerca* (l'enceinte) partait de l'angle sud-ouest de la forteresse et achevait son parcours à l'angle nord-est de celle-ci. Le pont de la Vega, la Puerta Cerrada et la porte de Guadalajara marquaient les angles majeurs de cette enceinte qui laissait en dehors d'elle la Puerta del Sol et la place de l'Arrabal et jouxtait le quartier more (*moreria*). Ainsi, à l'époque des Rois Catholiques, la population qui vivait hors les murs était aussi importante que celle installée à l'intérieur de l'enceinte.

À cette époque, il n'existait aucun service d'évacuation des ordures. Les maisons étaient pour la plupart de peu d'apparence, même celles des familles de l'oligarchie, malgré leur puissance. Même les Luzón, Vargas, Gudiel, Zapata, Luján, les premières grandes familles de la ville, qui s'étaient installés autour de la place du Salvador, tardèrent à se doter de demeures plus prestigieuses. Cependant, au ^{xv}e siècle, les Lasso édifièrent près de l'église San Andrés un petit palais flanqué d'une tour fortifiée. Les Luján pourvurent aussi leur maison d'une tour et les Zapata édifièrent un château à Barajas.

Le prestige de Tolède, relativement proche, freina sans doute le développement de Madrid. Toutefois, au début du ^{xv}^e siècle, Henri III de Trastamare (1379-1406) avait fait de Madrid une résidence royale en convertissant la forteresse de l'Alcázar en palais, pourvu de plusieurs tours. La salubrité du climat et l'abondance du gibier attiraient les princes. Son fils Jean II fit construire la chapelle royale et un salon d'apparat dont la décoration était somptueuse. Quant à Henri IV de Trastamare, il fit de Madrid sa résidence préférée et c'est à l'Alcázar que naquit en 1462 l'une de ses filles, surnommée la Beltraneja, la future Jeanne de Castille. Les agrandissements et travaux successifs avaient augmenté notablement la superficie du palais.

Les Rois Catholiques confirmèrent l'intérêt que les Trastamare avaient porté à Madrid, ville modeste certes, sans monuments prestigieux, mais originale avec une population mixte de chrétiens, de musulmans et de juifs, remarquablement située au centre du royaume. Ils effectuèrent dans la ville de fréquents séjours, aujourd'hui bien connus grâce à l'*Itinerario de los Reyes Católicos* (1474-1506), retrouvé en 1974. Les souverains résidèrent à Madrid parfois ensemble, parfois isolés. Ces séjours furent brefs au début de leur règne, plus longs ensuite (6 novembre 1482-28 avril 1483 ; 16 septembre 1494-25 mai 1495 ; 8 mars-29 mai 1499 ; 30 septembre 1502-14 janvier 1503). Le premier (1482-1483) avait pour but d'obtenir la collaboration de la Santa Hermandad, puissante force policière, dans la lutte contre les Mores de Grenade. Mais ce fut aussi l'occasion de planifier et de commencer la construction du pont de Tolède, de prendre des mesures pour entreprendre l'empierrement des rues et pour combattre la saleté de la ville. Plusieurs fondations importantes appartiennent à leur règne : le monastère de San Jerónimo el Real, érigé en 1503, les hôpitaux du Buen Suceso et de la Latina.

Les Rois Catholiques ne tinrent nulle rigueur à Madrid de s'être divisée lors des guerres civiles entre partisans d'Isabelle (la future Isabelle I^{re} la Catholique) et partisans de la Beltraneja, car il s'agissait là d'un comportement commun à la plupart des villes de Castille. Observons aussi qu'après la mort d'Isabelle, Ferdinand, régent du royaume de Castille, vint plusieurs fois à Madrid où furent convoquées les Cortes de 1510¹³.

Charles Quint, souvent absent du royaume, mais qui

appréciait Madrid, fit transformer le pavillon en un petit palais. Et, en l'absence de l'empereur, l'impératrice Isabelle effectua plusieurs séjours de quelques mois à Madrid en compagnie des Conseils de gouvernement : ainsi entre 1529 et 1532, puis en 1534 et 1535. Cependant, jusqu'à l'abdication de Charles Quint, Tolède et Valladolid jouèrent bien plus que Madrid le rôle de capitale : ces deux villes comptabilisèrent de nombreuses réunions de Cortes (cinq par exemple pour Valladolid de 1542 à 1558, soit le maximum), elles étaient le lieu de résidence préféré des Conseils et Valladolid était aussi le siège de la principale audience et chancellerie du royaume de Castille. Tolède et Valladolid, beaucoup mieux pourvues en commerces et artisanats de toutes sortes, notamment en artisanats de luxe, et en résidences nobiliaires, beaucoup plus peuplées, paraissaient avoir plus d'arguments pour tenir le rôle de capitale du royaume de Castille que Madrid, qui ne comptait vers 1560 que 10 000 à 15 000 habitants.

À vrai dire, il est bien difficile d'évaluer la population de Madrid au milieu du XVI^e siècle, tant sont différents, voire contradictoires les résultats proposés par les statisticiens de l'époque. Un brouillon de recensement effectué en 1528, qui offre de trompeuses précisions (il prétend distinguer les roturiers des exempts d'impôts, les veuves « chefs de famille » des pauvres !), annonce 939 *vecinos*, soit environ 4 500 habitants. À l'évidence sous enregistrement ! Car comment alors prêter quelque crédit à la *Cosmographie* de Gaspar Barreiros qui, quatorze ans plus tard (1542), donne à Madrid 4 500 *vecinos*, « *poco más o menos* », c'est-à-dire quelque 18 000 habitants, ou l'estimation de 1546 (6 000 *vecinos* ou feux) ? Et que dire de l'enquête de 1561 qui avance le chiffre ridicule de 2 811 *vecinos* ? Mieux vaut prendre le parti provisoire de l'ignorance en attendant de risquer une comptabilité régressive¹⁴.

La création pendant le règne de Charles Quint d'un empire à la dimension du monde, le développement de l'État moderne et de ses services exigeaient l'établissement d'une capitale définitive, où puissent s'établir les organes de gouvernement, pourvue de la logistique indispensable, capable d'héberger les diplomates étrangers et de favoriser une vie de Cour. Le choix de la capitale fut différé sans inconvénient majeur pendant le règne de Charles Quint, parce que l'empereur courait de Rome à Tunis, de Valladolid

à Gand, quand il ne guerroyait pas en Provence ou en Lorraine. Charles Quint ne passa au total qu'une douzaine d'années en Espagne.

Certains auteurs avancent qu'il pensa peut-être à Madrid comme siège futur de la capitale de ses royaumes. C'est ce que suggère explicitement Luis Cabrera de Córdoba lorsqu'il écrit que le « Roi Catholique » (Philippe II) réalisa le souhait de son père en établissant sa Cour, « sa résidence royale et le gouvernement de sa monarchie » dans la ville de Madrid, car l'installation d'une Cour importante et des services de la monarchie était très difficile, sinon impossible, à Tolède, alors que Madrid disposait de tous les avantages naturels pour devenir une grande cité. Par ailleurs, l'empereur avait acquis de nombreux domaines à proximité de Madrid, et Philippe II lui-même, dès 1556-1557, acheta de vastes propriétés, le Campo del Moro et la Huerta de la Priora, de façon à isoler l'Alcázar du reste de la ville¹⁵.

La participation de Madrid à la révolte des Comunidades en 1520, pour protester contre les mesures prises par Charles I^{er}, futur Charles Quint, ne pouvait pas être un obstacle au choix de Madrid comme capitale, puisque les autres villes possibles, notamment Tolède et Valladolid, avaient tenu un rôle bien plus important dans le soulèvement. La première réunion de la junte révolutionnaire de Madrid, dirigée par Juan Zapata, ne se tint que le 17 juin 1520 et Madrid n'entra en rébellion qu'à la suite de la démarche d'un *alcalde* de Corte qui prétendait lever un détachement pour courir sus à Tolède ! L'*alcalde* trouva le salut dans la fuite, mais il déclencha l'assaut de l'Alcázar ; les défenseurs capitulèrent rapidement (dès le 2 août), de sorte qu'ils ne subirent pas de violences, et la forteresse ne souffrit d'aucune déprédation.

On observe que Cabrera de Córdoba ne fait pas la moindre allusion à cette crise lorsqu'il évoque les intentions de Charles Quint en faveur du choix de Madrid. Cependant, la plupart des contemporains n'avaient pas conscience de cette possible préférence de l'empereur et la preuve en est que les Madrilènes ne considérèrent le choix de leur ville comme définitif qu'en 1606, après les cinq années du séjour de la capitale à Valladolid. Jusqu'à cette date, ils eurent le sentiment du provisoire.

Car c'est à Valladolid que l'empereur avait séjourné le plus souvent : 1 053 jours, soit près de trois ans répartis en neuf séjours dont le plus long, après la crise des Comunidades,

dura un an (26 août 1522-24 août 1523). On l'a déjà noté, ce fut aussi la ville du Pisuerga qui, sous le règne de Charles Quint, fut le plus souvent choisie comme lieu de réunion des Cortes du royaume (cinq fois de 1542 à 1558).

Et, malgré le manque d'espace, Tolède était l'autre ville qui paraissait la mieux placée pour devenir la capitale. L'impératrice avait manifesté une certaine préférence pour la cité du Tage. D'ailleurs, deux villes relativement proches de Tolède, Madrid, précisément, et Ocaña, pouvaient jouer le rôle d'annexes et accueillir une partie des organes du gouvernement. De plus, en 1561, Philippe II, reprenant un projet de Charles Quint, décida la construction d'un palais royal à Aranjuez, très proche de Tolède. Autour du palais furent également dessinés et plantés de beaux jardins. Mais la décision de construire le palais monastère monumental de l'Escorial, dont le coût devait être très élevé, paralysa le développement d'Aranjuez.

Quoi qu'il en soit, l'avènement d'un souverain sédentaire peu porté aux longues absences, homme de bureau et de papier, entouré de ses secrétaires et conseillers, telle « une araignée au centre de sa toile », rendait indispensable la désignation d'une capitale fixe. En octobre 1559, au retour de la longue période de cinq années vécue dans les pays du Nord, Philippe II aspirait à la stabilité et il ne tarda guère à prendre sa décision. L'installation de la Cour, des Conseils et de leurs services à Tolède en 1559, où ils demeurèrent plus de un an, ne trompa que les naïfs : il s'agissait de mener à Madrid les travaux nécessaires pour que quelques milliers de personnes, dont de nombreux *letrados* et autant de courtisans habitués à une relative abondance et aux commodités d'une capitale, puissent s'installer.

Le choix de Madrid était donc acquis dès 1559, même s'il fallut attendre 1561 pour qu'il soit annoncé et que s'effectue le transfert effectif de l'appareil d'État et des services annexes. Quelles furent les raisons de ce choix ?

À cette époque, Madrid n'était qu'une ville médiocre dont le seul monument notable était l'Alcázar. Dans le royaume de Castille, siège quasi obligatoire de la capitale, car la Castille était à la fois le royaume le plus vaste, le plus peuplé et celui dont la contribution aux dépenses publiques était la plus élevée, une vingtaine de villes étaient aussi considérables, voire plus peuplées ou plus actives : Burgos, Ségovie, Valladolid, Medina del Campo, Ávila, Salamanque, León, Oviedo, Cuenca, Tolède, Cáceres, Cordoue, Séville,

Jerez de la Frontera, Grenade, Málaga, Murcie et quelques autres. Si Madrid avait au mieux 3 000 feux en 1560, Séville en avait six fois davantage, Tolède quatre fois, Valladolid trois fois. Ce n'était pas une ville industrielle, à la différence de Ségovie, Cuenca ou Cordoue ; elle n'avait pas de foires internationales comme Medina del Campo ou Medina de Rioseco ; elle ne pouvait se prévaloir de la présence de grands banquiers et riches négociants, au contraire de Burgos au nord et de Séville au sud ; elle ne bénéficiait pas d'un prestige culturel incontestable, à l'inverse de Salamanque dont l'université était fameuse dans toute l'Europe ; ce n'était pas une métropole religieuse : à la différence de sa voisine Tolède, Madrid n'était même pas le siège d'un évêché ! Dans le royaume d'Aragón, Barcelone et Valence avaient alors des mérites très supérieurs à ceux de Madrid, même si leur désignation était politiquement impossible.

Quels étaient donc aux yeux du roi les avantages de Madrid ? Sans aucun doute sa situation géographique, au centre du pays. À cet égard, Burgos au nord et Séville au sud étaient trop excentrées. Mais Tolède, fameuse en Europe, était aussi bien placée que Madrid. Admettons cependant que le climat de Madrid, certes continental, mais tempéré, épargné par les rigueurs hivernales excessives et les canicules estivales, était un argument important relevé par l'abondance des eaux potables. La qualité de l'air était un autre avantage incontestable de Madrid. Lorsque le Français Antoine de Brunel séjourna à Madrid en 1655, il observa : « Chacun sait qu'à Madrid [...] on jette tout dans les rues ; mais c'est une merveille de voir que l'air y est si vif et pénétrant qu'il consume tout en un moment [...]. En effet, j'ai souvent rencontré dans les rues des chiens et des chats morts qui ne pouaient point ; on peut juger par là qu'on a eu raison de choisir ce lieu pour la demeure des rois, puisque l'air n'y est pas seulement difficile à se corrompre, mais, de plus, ôte la cause de la corruption même [...]. Un air qui n'en a point de semblable quant à sa pureté¹⁶. »

Comme on l'a vu, Madrid disposait d'un espace quasi illimité, capable d'accepter et de gérer la croissance indéfinie d'une grande capitale. En revanche, Tolède, campée sur sa falaise au-dessus du Tage, ne pouvait grandir qu'aux dépens de la Sagra, la riche plaine alluviale qui était son grenier, son potager et son verger, dont la terre avait une valeur vénale élevée. D'ailleurs, en 1559, la population

tolédane avait accueilli sans aucun enthousiasme la foule des courtisans venus s'installer provisoirement dans la ville. Enfin, Tolède souffrait aussi d'une insuffisance grave en eau potable.

L'altitude et la rigueur hivernale des climats de Ségovie et d'Ávila qui disposaient d'espace étaient dissuasifs. Salamanque était beaucoup plus attirante, mais il ne semble pas que cette ville un peu excentrée ait été considérée comme une candidate possible.

Restait évidemment Valladolid, qui possédait les infrastructures nécessaires, l'expérience de la vie de Cour, les commerces et artisanats de luxe désirables, un personnel abondant d'hommes de loi, une université importante et qui ne manquait pas de possibilités d'extension. Outre la présence de financiers étrangers, notamment italiens, Valladolid avait un autre argument de poids. Elle était proche de la plus considérable région céréalière du royaume, la Tierra de Campos, et d'un vignoble qui produisait des vins dignes des tables royales, celui de Medina del Campo. Elle était bien ravitaillée en poissons de mer qui arrivaient par caravanes de Galice ou des Asturies, en baril ou salé (*cecial*) avant d'être « remouillés » (*remojado*) pour être consommés. La proximité des villes de foire les plus actives (les deux Medina) comptait aussi.

Il semble que la situation géographique de Valladolid ait joué contre elle et en faveur de Madrid. En effet, depuis les années 1540, la croissance continue des arrivées de métaux précieux d'Amérique, contrôlée par Séville, était devenue un élément essentiel de la politique espagnole. Le roi devait être le plus rapidement possible informé des nouvelles des Indes. Or, pendant de longs mois, la barrière montagneuse des sierras de Guadarrama et de Gredos rendait difficiles les communications entre Valladolid et Séville, ralentissait les courriers. À partir de Madrid, au contraire, la route qui passait par l'ouest, à travers l'Estrémadure, évitait les hautes montagnes et permettait des communications plus rapides avec Séville et l'Andalousie.

Il est vrai que Tolède présentait le même avantage. Mais, outre le manque d'espace, Tolède souffrait d'un autre inconvénient. La ville était le siège d'un pouvoir qui, d'une certaine façon, pouvait faire de l'ombre au monarque : le pouvoir religieux, celui de l'archevêque de Tolède, primat d'Espagne. De plus, la cathédrale de Tolède et son chapitre, le plus riche d'Espagne, achevaient de transformer la ville en

une puissance cléricale de premier ordre. Quelle que fût la piété de Philippe II, son attachement au catholicisme et son respect pour le pontife romain, il était jaloux de son autorité et n'imaginait pas partager le pouvoir dans son royaume. Le grave conflit qui opposa en janvier 1559 les hommes du roi, *corregidor* inclus, aux hommes de l'archevêque Carranza et notamment à son vicaire, et qui se termina par l'humiliation du *corregidor*, représentant du roi, ne fut pas du goût du monarque¹⁷.

Cette remarque vaut, à un degré moindre, pour Valladolid, où l'audience et ses *letrados* jouissaient d'un grand prestige et où de grandes maisons nobiliaires possédaient leur palais. À tout prendre, il valait mieux choisir une ville dépourvue de prestige, une capitale inédite où le roi serait tout, source de toutes les faveurs et de toutes les délégations de pouvoirs. La désignation de Madrid comme capitale attirerait dans la ville une foule de courtisans qui n'auraient d'autre référence que le roi et la monarchie. Et le souverain pourrait aménager à son gré la ville et ses abords. Et cela d'autant plus que Charles Quint avait légué à son héritier ses domaines madrilènes. Argument non négligeable.

Il est vrai que ce choix pouvait ne pas être définitif. Et de fait, lorsque, par le fait de décès prématurés et de l'ordre de succession, la couronne du Portugal échut à Philippe II en 1580, le monarque envisagea d'établir la capitale de tous ses royaumes à Lisbonne : car l'Atlantique était désormais tout à la fois le lieu des routes avec les Indes orientales et les Indes occidentales dont Philippe était le souverain : la maîtrise de cet océan devenait d'une importance primordiale, à la fois économique et stratégique, à l'heure où la politique d'Élisabeth I^{re} d'Angleterre se faisait agressive. De fait, Philippe II, proclamé roi de Portugal le 11 septembre 1580, s'installa à Lisbonne avec une partie de ses conseillers le 27 juillet 1581 et y demeura jusqu'en février 1583. Certains historiens estiment qu'il aurait dû persévérer. Cependant, l'expérience fut abandonnée. Philippe II revint à Madrid.

L'épisode de 1601-1606 marqué par le retour provisoire de la Cour à Valladolid est d'une moindre importance. Il s'agit sans doute d'une expérience, mais surtout d'une manœuvre intéressée du tout-puissant favori (*valido*) de Philippe III, le duc de Lerme, qui tira de beaux profits de cet aller-retour dont la principale victime fut la ville de Valladolid.

En faveur de Madrid restait un argument décisif : lorsque

Philippe II décida d'établir sa capitale sur les rives du Manzanares, il venait de choisir le site du grand palais monastère qu'il souhaitait élever à la gloire de la dynastie : l'Escorial, un grand monument, écrit José Cepeda Adán, qui serait tout à la fois « panthéon, palais, bibliothèque, église, monastère, surtout un grand monument funéraire où il pourrait donner une sépulture à ses ancêtres ». La confrontation des dates est éloquent : le 16 avril 1561, Philippe II écrivit au général de l'ordre des hiéronymites pour lui promettre un monastère en réparation du dommage commis par son armée à l'occasion de la grande victoire de Saint-Quentin qui avait permis la signature de l'avantageux traité de paix du Cateau-Cambrésis. Un mois après avoir écrit cette lettre, le 11 mai 1561, le roi faisait présenter à l'Ayuntamiento (hôtel de ville) de Madrid une cédula adressée « au Conseil, Justice, *regidores*, chevaliers, écuyers, officiers et bons hommes de la noble ville de Madrid », qui annonçait sa décision de s'établir avec sa Cour dans cette ville, et il avait chargé son maréchal des logis et son fourrier (*apostentador*) d'aménager sa résidence. Il ordonnait à la municipalité de se prêter à l'opération.

Philippe II avait le souci de l'équilibre de ses finances, souvent compromis. Pour réduire les dépenses occasionnées par le grand œuvre projeté, il fallait trouver un lieu où la matière première fût à pied-d'œuvre. Or, Guadarrama offrait son granit et le bois d'œuvre de ses forêts. Philippe II vint examiner le site, choisit l'architecte, Juan Bautista de Tolède. Au début de 1563 les travaux commençaient, et la proximité de Madrid permettait au roi d'en suivre l'avancement. Ainsi, l'établissement de la Cour à Madrid et le lancement de la construction du monument qui devait servir le prestige de la monarchie étaient deux opérations parfaitement complémentaires.

En dépit des importantes parenthèses de 1581-1583 en faveur de Lisbonne et de 1601-1606 au bénéfice de Valladolid (bénéfice provisoire et fallacieux), le choix de 1561 était bien, malgré ces deux alertes, un choix définitif¹⁸.

PREMIÈRE PARTIE

LA CAPITALE D'UN GRAND EMPIRE (XVI^e-XVIII^e siècle)

Le Madrid des Habsbourg

L'installation d'une capitale.

Résidences royales et organes de pouvoir

Lorsque Philippe II décide de choisir Madrid pour capitale, il peut compter sur une résidence digne d'un roi, quoiqu'elle souffre de la comparaison avec celles d'autres souverains européens. Les historiens ont démontré que dès 1537, Charles Quint avait décidé de transformer l'Alcázar, et l'on peut juger de ces nouveautés en comparant le dessin de 1534, dû à Cornelius Vermeyen, qui présente un château de facture médiévale composé de deux corps de bâtiments distincts, mais reliés par des constructions intermédiaires, avec celui d'Anton Van den Wyngaerde, de la Bibliothèque nationale de Vienne. Véronique Gérard a bien résumé le sens de ces transformations : « D'une part l'aménagement et l'agrandissement du palais, de l'autre la création d'un véritable quartier sous sa dépendance¹⁹. » Les architectes Luis de Vega et Alonso de Covarrubias commencèrent les travaux en 1537.

Déjà en 1548, l'apparence du palais avait changé. Certes, il conservait plusieurs de ses caractères traditionnels : le grand salon et la chapelle avaient toujours un plafond *artesonado* de style mudéjar. Mais la façade était désormais conforme au modèle symétrique conçu par Covarrubias. L'escalier impérial était réalisé et le patio de la reine, en cours de transformation, était entouré des nouveaux appartements. À l'angle nord du palais avait été édifiée la tour de Charles Quint. Les nouveaux bâtiments portaient la marque de la Renaissance et la superficie du palais avait doublé. Le prince héritier (le futur Philippe II) s'était beaucoup intéressé à ces travaux, comme s'il envisageait déjà de s'établir dans ce palais. Il faut convenir cependant

que gravures et peintures montrent un monument composite, et la tour Dorée, élevée à l'angle de la façade sud pendant le règne de Philippe II, d'un style très différent, surmontée d'un chapiteau d'ardoise dans le goût de l'Escorial en cours de construction, renforçait l'impression d'étrangeté de l'édifice. L'Alcázar ne manquait pas d'allure, mais il défiait les règles de l'harmonie.

Parallèlement, le quartier proche de l'Alcázar était en pleine mutation. L'église de San Miguel avait été abattue et celle de San Gil déplacée. L'empereur avait acheté la quasi-totalité des maisons voisines, qui avaient été détruites. L'espace ainsi libéré avait permis de dessiner une place assez vaste, bordée à l'ouest par les écuries royales, et au nord du palais il devenait possible d'aménager un parc.

La décision de 1561 avait donc été préparée : l'achat à Bernardino de Mendoza de terrains voisins permit d'édifier, à partir de 1568, la Casa del Tesoro, réceptacle des bijoux et trésors de la monarchie. Mais le principal problème à résoudre était en effet de permettre à l'Alcázar de jouer simultanément tous les rôles qui lui incombaient : d'abord, celui de palais royal où devaient s'installer la Maison du roi, celle de la reine, celle des princes et des infantes, avec toutes leurs dépendances, notamment les écuries, qui furent installées sur le côté sud, et la chapelle royale. Comme on le verra, cela représentait plusieurs centaines de personnes.

L'Alcázar devait être aussi le siège du gouvernement et de l'administration centrale de la monarchie. C'est notamment à l'Alcázar que devaient résider les Conseils de gouvernement, de consultation quasi quotidienne puisque la monarchie hispanique avait adopté, déjà sous Charles Quint, le système polysynodal. Et, de fait, ces Conseils s'installèrent à l'Alcázar où ils demeurèrent tous jusqu'en 1717. Or, à la fin du règne de Philippe II, ils étaient au nombre de treize, car le roi avait ajouté trois nouveaux Conseils à la liste héritée de son père : Italie en 1556, Portugal en 1582, Flandres en 1588. On sait que ces Conseils se distinguaient par une spécialisation thématique (finances, guerre, Inquisition, etc.) ou géographique (Castille, Aragón, Indes, etc.). Certes, plusieurs Conseils réunissaient quelques personnes seulement (croisades, Inquisition), mais d'autres avaient un effectif plus nombreux, comme celui de Castille qui, à la fin du règne de Philippe II, comptait seize conseillers, ou ceux d'État, de Guerre ou de Finances. Ces

assemblées employaient un personnel important : huissiers, notaires, scribes, etc. Il fallait évidemment disposer de salles bien aménagées pour le travail de ces prestigieuses assemblées dont certaines étaient, en principe, présidées par le roi (État, guerre) ou, en son absence, par leur secrétaire.

De plus, Philippe II prit l'habitude de nommer des *juntas*, c'est-à-dire des commissions chargées de l'étude et de la résolution d'un problème urgent. Elles étaient dissoutes ensuite. Cependant, certaines *juntas* devinrent permanentes, comme celle de *Galeras* (Galères), chargée de l'organisation des flottes, ou celle de *Obras y Bosques* (Travaux et Forêts). Les *juntas*, comme les Conseils, avaient besoin de locaux et d'un personnel subalterne important.

L'Alcázar abritait par conséquent une armée de secrétaires de rang et d'importance fort différents. Les secrétaires privés du roi étaient des personnages de premier ordre : sous Philippe II, Francisco de Eraso, qui avait déjà joué un rôle sous Charles Quint, Martín de Gaztelu, Pedro del Hoyo tinrent une place importante. Moindre cependant que celle occupée par Mateo Vázquez de Leca, obscur prêtre sévillan d'origine corse qui, à partir de sa nomination en 1573, contesta habilement, jusqu'à sa victoire finale en 1579, l'influence d'un autre secrétaire, personnage trouble et corrompu, Antonio Pérez. Philippe II dialoguait directement avec ses secrétaires privés pour le traitement des affaires de gouvernement (*despacho a boca*). Les secrétaires des Conseils étaient également d'importants personnages, et on a pu remarquer le grand nombre de secrétaires d'origine basque, parfois provenant d'une même famille, comme les Idiaquez. Il n'est guère douteux que le système de gouvernement de Philippe II ait produit un « labyrinthe bureaucratique » dont les pistes se croisaient dans les couloirs et les salles de l'Alcázar.

Les appartements royaux que Philippe II fit transformer et améliorer considérablement à partir de 1568, sous la direction de Gaspar de Vega, grâce à l'intervention d'une foule d'artisans de toutes spécialités – charpentiers, verriers, sculpteurs, peintres, dont beaucoup venus d'Italie, des Pays-Bas ou de France –, changèrent de visage et furent désormais plus conformes au prestige d'une grande monarchie.

Depuis 1548, la cour de la monarchie hispanique était organisée selon les usages de celle de Bourgogne et Charles Quint en avait fixé l'étiquette à laquelle Philippe II se montra très attaché. La Casa del Rey qui, au début du

règne de Philippe II, avait pour grand majordome le duc d'Albe, se divisait en plusieurs départements distincts : la Casa y Camara (qui disposait du personnel de beaucoup le plus nombreux), les Caballerizas (écuries) et la Capilla Real (qui incluait la chapelle musicale).

Les diverses Maisons, et tout spécialement la Casa del Rey, étaient organisées selon le principe de la division du travail réglementée de la manière la plus stricte. Dans les années 1560, 28 « gentilshommes de la Bouche » et 35 « gentilshommes de la Maison » dirigeaient les divers services, chacun ayant sous ses ordres un trésorier, un comptable, un greffier et nombre d'exécutants. Notamment, pour le service de la Bouche, le *Guardamangier*, chargé de l'approvisionnement en viandes, poissons, œufs et graisses ; la Boulangerie, qui devait gérer le pain, les biscuits, le sel et le sucre, les beurres et fromages, le miel, mais aussi les nappes ; la *Cava*, à laquelle incombait la fourniture des vins (entre autres les vins du Rhin à l'époque de Philippe II qui les appréciait beaucoup), des eaux de table, de la cannelle et de la neige destinée à rafraîchir les boissons ; tandis que le Saucier avait la charge de la vaisselle d'argent destinée aux tables royales. Le service de la Bouche avait à cœur de recruter des cuisiniers prestigieux tels que Francisco Martínez Montaña, qui fit ses débuts sous Philippe II, officia sous Philippe III et pendant la première partie du règne de Philippe IV, ou Juan de Mesónes, l'un des cuisiniers d'élite de Philippe III.

Le personnel de la Maison (*Casa*) était tout aussi considérable. Le service de la cire (*Cereria*) s'occupait des illuminations du palais ; le service des fourriers (*Furrieria*), de la propreté du palais et du mobilier. Le service de santé comprenait deux médecins de la chambre, des chirurgiens et barbiers. Il y avait bien entendu une pharmacie (*botica*). La chambre (*camara*), espace privé du roi, était servie par des aides de chambre (*ayudas de camara*), un garde du vestiaire (*guardarropas*), choisis avec grand soin et assistés de plusieurs artisans : tailleurs, tailleurs de chausses, cordonniers.

Naturellement, la Maison de la reine était organisée selon les mêmes principes, avec à sa tête un grand majordome et trois hauts dignitaires. Elle employait une main-d'œuvre féminine considérable, tout un peuple de « bonnes » (*criadas*) dont nombre de filles de noble naissance dévolues aux services les plus honorifiques, sous la direction de la

grande chambrière (*camarera mayor*), sans oublier les servantes plus humbles : lingères, couturières, blanchisseuses, filles de cuisine²⁰.

Les écuries royales et la chapelle disposaient elles aussi d'un personnel nombreux. Il est donc évident que le choix de Madrid comme siège du gouvernement et de la Cour attira dans la ville plusieurs milliers de personnes à qui la construction, les services de transport, de commerce, d'alimentation, proposaient des emplois de toutes sortes. Naturellement, parmi les nouveaux venus, les escrocs, les *pícaros* de tout poil, les femmes de petite ou de moindre vertu, les mendiants, les délinquants en fuite affluaient en quête d'occasions de fortune. Il était nécessaire de mettre en place un service de police capable de maintenir l'ordre et de faire justice : ce fut la Sala de Alcaldes de Casa y Corte, installée elle aussi à l'Alcázar.

Cette juridiction, créée en 1446 par Jean II qui avait nommé quatre juges (*alcaldes*) à sa tête, avait été itinérante dès ses origines, à l'instar de la Cour qu'elle suivait dans ses déplacements. Chargée de rendre la justice du roi en tous lieux où il passait et résidait, elle avait eu des relations correctes avec les administrations locales. Mais lorsque, avec la Cour, elle fut établie à Madrid de façon définitive, les conflits de compétence avec la municipalité madrilène se multiplièrent rapidement, de sorte que le Conseil de Castille et même le roi durent intervenir fréquemment. En 1563, Philippe II décida que les appels aux sentences criminelles rendues par la municipalité de Madrid seraient jugées par la Sala de Alcaldes. L'augmentation de la charge ainsi dévolue au tribunal de Cour conduisit le roi à créer deux nouveaux juges en 1583. Désormais, quatre des *alcaldes* jugeraient les causes criminelles de la Cour et les appels du tribunal de la ville, tandis que les deux autres juges auraient en charge les causes civiles. Le système demeura sans changement au XVII^e siècle.

La dernière fonction de l'Alcázar était une fonction de prestige : le palais devait abriter les collections royales : peintures, sculptures, manuscrits... Mais il allait partager ce rôle avec l'Escorial dès le règne de Philippe II et, plus tard, au temps de Philippe IV, avec le Buen Retiro et même la Torre de la Parada. On comprend mieux le sens du choix de Philippe II. Madrid devenait dans toute la force du terme un site royal (*sitio real*) et toutes ses fonctions à venir procéderaient de ce statut.

J'ai fait allusion aux conflits de compétence entre la Sala de Alcaldes et la municipalité de Madrid. En effet, lorsque Philippe II choisit Madrid pour capitale, la ville était gouvernée depuis 1346 par un conseil composé de douze *regidores*, sous le contrôle, depuis 1484, d'un *corregidor* nommé par le roi. Ces *regidores* se réunissaient deux heures par jour sur la convocation du *corregidor*, mais ils étaient fréquemment absents et arrivaient souvent en retard : dans la seconde moitié du XVI^e siècle, l'assistance moyenne des *regidores* aux séances du Conseil fut de 39 % (une présence de quelques minutes valait pour une séance !) et certains ne venaient jamais. Les nobles titrés, les officiers du roi et les marchands accumulaient les absences ! De sorte que certains clans, représentés chacun par plusieurs familles, assumèrent l'essentiel du gouvernement de la ville : les Barrionuevo de Peralta, les Henao et les Vozmediano.

L'impression prévaut qu'à partir de 1561 le Conseil de Madrid a été comme étourdi par la présence de la Cour et des Conseils de la monarchie, si bien qu'il hésitait à prendre les décisions importantes et qu'il finit par se déconsidérer ; ce pourquoi les Conseils royaux créèrent des juntas pour résoudre les questions les plus urgentes. Pourtant c'était le conseil municipal qui pourvoyait, à la Saint-Michel, à un grand nombre d'offices indispensables : chefs de la police (*Alguaciles de la Villa*), contrôleurs des paroisses (*Fieles*), majordome des propriétés communales (dont le rôle était grand au point que l'un d'eux resta treize ans en exercice !), trésorier général (*Depositario general*), qui avait le soin des finances de la ville et de leur gestion, office longuement contrôlé par le clan des Barrionuevo, contrôleurs des poids et mesures (*Fieles ejecutores*), gardes des forêts, majordome du grenier à blé (*Posito*), etc. C'était également au Conseil qu'il revenait d'édicter les ordonnances concernant les métiers et les examens auxquels devaient satisfaire les ouvriers : ainsi, en février 1562, furent publiées les ordonnances des charpentiers, maçons, plâtriers, etc. Il semble que les ordonnances de Valladolid aient parfois servi de modèles.

La vente de nouveaux offices de *regidores* à partir de 1566 créa des tensions très vives au sein de l'assemblée et provoqua des conflits, ainsi en 1567, lorsque Juan Zapata de Villafuerte accusa plusieurs *regidores* d'avoir été subornés. Ces incidents provoquèrent des réformes de procédure : exigence du quorum lors des élections de *regidores* en 1570,

recours au vote secret imposé par Philippe II à partir de 1575.

Dès 1566, la monarchie pratiqua l'*acrecentamiento*, c'est-à-dire l'augmentation du nombre des offices, et c'est ainsi qu'en 1606 le Conseil de Madrid comptait 37 *regidores* ! Ils étaient hidalgos en majorité (61 %) et les relations de parenté entre eux étaient fréquentes. Sur les 171 *regidores* de Madrid dans la seconde moitié du XVI^e siècle, 63 % étaient madrilènes et 16 % provenaient de la terre de Madrid²¹.

Naturellement, comme toutes les villes avec droit aux Cortes, Madrid était représentée aux réunions des Cortes de Castille par deux députés (*procuradores*) élus lors de chaque consultation, qui pouvaient être des *regidores*. Il ne semble pas que les élus madrilènes aient eu une influence majeure dans la politique de la monarchie.

Observons que des acteurs indispensables au fonctionnement de la société, les notaires du nombre (*escribanos del numero*) et les avoués et avocats (*procuradores del numero*) qui suivaient les procès devant les juridictions appropriées, ne dépendaient pas du Conseil de la ville.

On a déjà affirmé que le choix de Madrid comme capitale fut associé étroitement à celui du site de l'Escorial pour l'édification du monument qui devait immortaliser le règne de Philippe II. Celui-ci entendait créer un palais monastère qui fût à la fois « mémoire et sépulcre », « un palais panthéon digne de la grandeur de sa dynastie » (José Cepeda Adán). On a vu que les travaux de l'Escorial commencèrent en 1563 : la pose de la première pierre eut lieu le 20 août 1563. Il y a donc concomitance entre l'organisation de l'Alcázar et la construction de l'Escorial : Philippe II effectua des allers-retours continuels entre Madrid et l'Escorial pour suivre l'avancement des travaux. Il prenait le chemin de Valladolid jusqu'à Torrelodones où, au début des travaux, il passait la nuit (au Mesón de Baños) ; ensuite, il suivait la vallée du Guadarrama jusqu'à Galapagar et parvenait aux abords du chantier. Juan de Herrera fit aménager un logement pour le roi à La Fresneda, près de l'Escorial, puis à proximité du chantier et, dès que cela fut possible, à partir de 1571, le souverain put exercer son travail de gouvernement dans une partie déjà utilisable du palais, lorsqu'il se trouvait sur les lieux.

Ce grand œuvre, dont la direction fut confiée à l'architecte Juan Bautista de Toledo que le roi fit venir de Naples en 1559, et dont Juan de Herrera assumait la succession après sa

mort en 1567, fut un chantier colossal. Compte tenu de l'ampleur de l'édifice qui réunit un palais, un monastère et une basilique pourvue d'un panthéon, la durée relativement brève des travaux (vingt et un ans) relève de l'exploit. Il est vrai que le budget engagé fut considérable : au total quelque 6 millions de ducats, soit l'équivalent du revenu annuel du royaume de Castille (mais l'empire américain contribua au financement). Lors des périodes d'activité les plus intenses, ainsi de 1567 à 1571, puis à l'occasion de la construction de la basilique, de 1574 à 1580, le nombre des ouvriers atteignit ou dépassa légèrement les 3 000. La journée de travail était de neuf heures en hiver, de onze en été. Mais les conditions de travail étaient bonnes : les salaires des manœuvres étaient plus élevés qu'ailleurs et exempts d'impôts, les prix des produits alimentaires très surveillés et inférieurs aux prix du marché, le chantier disposait d'un service de santé (cas exceptionnel), les jours fériés étaient payés et, en cas de chômage technique, pour quelque raison que ce soit (tempête, chutes de neige, retards de livraisons), la moitié du salaire était versée afin d'assurer la stabilité de l'emploi, et le licenciement ne survenait qu'en cas de faute professionnelle.

Les travaux connurent un important ralentissement en 1567 à cause de la mort de Juan Bautista de Toledo. Et, après le transfert de la communauté des moines hiéronymites au monastère en 1571, les mois et les années qui suivirent jusqu'en 1574 correspondent à une pause importante avec réduction du nombre des travailleurs et périodes de chômage technique. Par ailleurs, il y eut aussi en périodes normales des incidents et des grèves, dont la grande grève des tailleurs de pierre (*canteros*) en mai 1577, à la suite de l'emprisonnement de quelques compagnons de travail basques par le maire d'un village voisin. Les *canteros*, en général d'une grande compétence, étaient presque tous des hommes du Nord (Basques, Asturiens, Montañeses) qui se tenaient pour nobles et ne reconnaissaient pas l'autorité d'un maire de village.

L'ampleur du chantier apparaît sur le merveilleux dessin dit de Hatfield (dont l'auteur reste inconnu), qui appartient aux marquis de Salisbury et que l'on peut dater approximativement de 1576, compte tenu de l'état d'avancement des travaux : on voit que le monastère est achevé et que les travaux de la basilique ont commencé. Ce dessin, qui représente une architecture en cours d'exécution,

exprime la dynamique de l'œuvre, souligne les reliefs, projette les lumières et les ombres²².

Le chantier bénéficia des progrès techniques les plus récents et notamment des grues mobiles, montées sur deux grandes roues. Selon le père Siguenza, dès 1576, on utilisa seize grandes grues pour la construction de l'église, puis dix-huit en 1578. Elles supportaient de grands panneaux de bois et des échafaudages qui permettaient aux ouvriers de travailler avec une aisance relative.

À 7 lieues de Madrid, le souverain de toutes les Espagnes disposait désormais d'un palais monastère prestigieux apte aux célébrations solennelles du culte catholique (réplique à la Réforme), prêt à recevoir les objets culturels de grande valeur : livres et manuscrits, collections de meubles, de tapis, d'horloges, de porcelaines et céramiques, de peintures et de gravures. Le palais, qui était aussi lieu de prière, de méditation et de travail, échappait au tourbillon urbain. Entouré de parcs et de jardins, il convenait à la nature d'un roi qui, parvenu à l'âge mûr, fuyait la foule, le bruit et la simple présence des courtisans et qui, au petit matin, écoutait avec ravissement le chant des rossignols²³.

Au début de leur règne, Philippe III et son épouse la reine Marguerite n'apprécièrent guère la sévérité du séjour de l'Escorial et l'austère grandeur du palais. Il est vrai qu'ils voyagèrent beaucoup pendant les trois premières années, parcourant le royaume d'Aragón, de Valence à Saragosse en passant par Barcelone, puis le royaume de Castille, dont ils visitèrent toutes les villes historiques : Ségovie, Burgos, León, Ávila, Zamora, Salamanque. Au printemps et en automne, ils aimaient séjourner à Aranjuez dont les jardins les enchantaient et où ils passèrent souvent le mois de mai. Les cinq années du séjour de la Cour à Valladolid modifièrent leurs habitudes, car la reine Marguerite souhaitait accoucher à l'Escorial, ce qu'elle put faire en 1606 et 1609. Elle aimait aussi beaucoup assister à la semaine sainte au monastère. Ces souverains justifiaient pleinement l'appellation de *sitios reales* donnée à l'Escorial, au Pardo et à Aranjuez en y faisant des séjours prolongés. Durant le règne de Philippe III, il ne fut pas question de construire un autre palais.

Le long règne de Philippe IV (1621-65) renforça le rôle de Madrid comme capitale grâce à la construction sur les marges de la ville d'un nouveau palais royal, le Buen Retiro²⁴. La conjoncture était différente. D'une part,

Philippe IV était jeune, la nouvelle reine venait de la cour de France et la société aristocratique, de tendance hédoniste, était avide de plaisirs. L'homme qui, au terme de quelques mois, était devenu le ministre et le conseiller très écouté du roi, le comte d'Olivares (bientôt comte-duc), était ambitieux pour lui-même et pour son roi. Les finances royales se portaient mieux grâce à la longue paix du règne de Philippe III et aux arrivées de métaux précieux des Indes qui avaient atteint leur apogée au cours des années 1600-1620. D'autre part, les années 1620 avaient été fastes pour la monarchie, surtout l'année 1625, *annus mirabilis*, marquée par de nombreuses victoires militaires : prise de Breda, défense victorieuse de Cadix, reprise de Bahia aux dépens des Hollandais. Philippe IV devenait le « roi Planète ».

Pour une Cour et une société en demande de fêtes, de bals, de théâtre, de divertissements de toutes sortes, il fallait un cadre approprié. L'Alcázar, espace réservé aux tâches de gouvernement, ne convenait guère, et le long séjour que la Cour dut faire dans ce château le démontra. Aranjuez, malgré le charme de ses jardins et de ses fontaines, n'offrait pas de salles et de salons de grandes dimensions et se trouvait à 12 lieues de Madrid. Le Pardo n'était qu'un pavillon de chasse agrandi. Quant à l'Escorial, monument de prestige incontesté, lieu de prière, de méditation, de retraite, il ne se prêtait guère à la fête. La puissance des pierres, le deuil des couleurs claires et gaies, l'austérité des formes, la force des volumes, l'ampleur des espaces, la présence sonore du monastère étaient autant de défis à la recherche du plaisir et du divertissement.

C'est dans ces conditions que, grâce « à un curieux mélange d'improvisation et de préméditation » (Jonathan Brown et John H. Elliott), fut décidée et réalisée la construction du Buen Retiro, tout près de Madrid, sur les terres du monastère de San Jerónimo, selon le modèle des grandes villas suburbaines des capitales de la Renaissance.

Ce fut Olivares qui orienta le choix du site vers la banlieue orientale de Madrid. Il y avait là une résidence royale de petites dimensions qui jouxtait le monastère Saint-Jérôme où le roi faisait retraite lors des fêtes de Pâques. En juillet 1630, Olivares se fit nommer gouverneur de cette résidence où le jeune Baltasar Carlos, héritier de la monarchie, devait prêter son serment d'allégeance à la Couronne. Un premier agrandissement de la résidence, conçu par l'architecte italien Jean-Baptiste Crescenzi, permit à la cérémonie du serment

de se dérouler avec un grand faste en mars 1632. Olivares se rendit alors compte qu'il y avait là un site idéal pour une vaste résidence, d'autant que l'église Saint-Jérôme, considérée comme une église royale, était flanquée d'une oliveraie prolongée par la campagne : il n'y aurait donc aucun obstacle à l'extension des bâtiments. Séduit par ces avantages, Olivares décida de créer une villa imposante telle que la concevait Alberti, le grand théoricien de l'architecture de la Renaissance. La décision fut prise en 1632. Dès lors, l'affaire fut conduite avec une extraordinaire rapidité. De plus, alors que le projet initial d'agrandissement était presque réalisé, en mai 1633, le roi et Olivares décidèrent de construire un palais de grande ampleur, une façon de confondre les courtisans qui avaient méchamment qualifié la nouvelle résidence de « poulailler » (*gallinero*).

Le plan et même l'apparence du palais (détruit pendant la guerre d'Indépendance en 1812-1813) sont connus grâce à quelques tableaux, surtout celui de Jusepe Leonardo, un peintre de Cour qui exécuta en 1636-1637 une toile dite *Palacio del Buen Retiro*, conservée au Musée municipal de Madrid. Il s'agissait d'un grand édifice carré avec quatre tours d'angle, aux toits d'ardoise, qui abritait une grande cour intérieure. Chaque côté avait trois étages (sauf une partie de l'aile sud) et un attique. La construction était de briques et de bois, et des moulures de granit cerclaient portes et fenêtres. Dans l'ensemble, un matériau de qualité médiocre, sans commune mesure avec celui de l'Escorial. La façade principale, très ouverte (32 fenêtres), donnait sur l'ouest, en direction de Madrid. Les autres façades, identiques, donnaient sur la cour intérieure. Sur le flanc sud, l'église Saint-Jérôme jouait le rôle de chapelle. Par la suite, plusieurs ermitages furent construits dans les jardins.

Le palais était à la fois un lieu de fête et de divertissement et un écrin pour les collections d'objets d'art, l'un des objectifs premiers du roi. En même temps, il devait servir à la glorification de la monarchie, et l'organisation intérieure du palais fut conçue dans cet esprit, comme le montre bien le salon des Royaumes au premier étage (parfois appelé salon des Batailles), de 35 mètres de long, 20 de large et 8 de hauteur.

Comme il s'agissait de rendre le palais « utile » dans les plus brefs délais, la construction fut réalisée sous la direction de l'architecte italien Jean-Baptiste Crescenzi, avec une rapidité qui stupéfia les contemporains, étrangers compris.

Les ouvriers engagés, au nombre d'un millier, puis de 1 500 pendant les derniers mois, durent travailler du lever au coucher du soleil, dimanches et jours fériés inclus, avec seulement une pause d'une heure à la mi-journée. De la sorte, les travaux furent achevés en sept mois, et les fêtes de l'inauguration purent avoir lieu en décembre 1633 : une course de taureaux dans sa variante chevaleresque (combat à cheval), une joute, à laquelle participa le roi, et une pièce de théâtre étaient au programme.

Je l'ai déjà indiqué, la glorification de la monarchie était l'objectif essentiel. Le programme iconographique du salon des Royaumes en apporte la démonstration : sur le mur ouest, les portraits équestres des parents du roi, Philippe III et Marguerite d'Autriche ; sur le mur est, les portraits équestres de Philippe IV, de la reine Élisabeth de Bourbon et du prince Baltasar Carlos, héritier de la Couronne. Tous ces portraits étaient à la charge de Velázquez, dont l'art était parvenu à maturité, et de son atelier. Sur les murs nord et sud, la série des *Travaux d'Hercule*, peints par Zurbarán dans un format relativement réduit (160 × 150 ou 150 × 135 centimètres) et, au-dessous, la série des douze victoires des armées de la monarchie au cours des années 1620, en très grand format (environ 380, ou, au minimum, 320 × 300). Naturellement, *Les Travaux d'Hercule*, ce héros qui incarnait la vertu et la force, n'étaient qu'une anticipation des triomphes du règne de Philippe IV, *Hercules hispanicus* en quelque sorte. Ainsi, *Les Lances* ou *La Reddition de Breda*, l'un des chefs-d'œuvre de Velázquez, *La Reprise de Bahía* de Maíno, *La Défense de Cadix* de Zurbarán ou *La Délivrance de Gênes* d'Antonio de Pereda étaient les œuvres de grands peintres qui, pour le public de Madrid, étaient parfois des révélations (Zurbarán, Pereda). Les autres toiles furent confiées aux soins des peintres de Cour : Vicente Carducho, Cajés, Castelo, Leonardo. Toutes ces toiles étaient en place à la fin avril 1635.

Quoique le plan fût banal et douteuse la qualité des matériaux employés, dans l'esprit du roi et d'Olivares, les ermitages, les jardins, les pièces d'eau et les fontaines en devenir devaient assurer la promotion du nouveau palais auprès du public et des courtisans. D'autant que d'autres salles devaient recevoir des œuvres d'art remarquables, ainsi la série des Bouffons. Le palais, qui abritait les appartements du roi et ceux de la reine, disposait aussi de salles en enfilade, à l'instar des palais italiens du XVII^e siècle, d'une

galerie des Paysages, d'un théâtre (le Colisée) et d'une grande salle de bal (le *casón*).

Vers 1640, Madrid était devenue une capitale fort bien pourvue en *sitios reales* : l'Alcázar, comme siège du gouvernement et des services ; le Buen Retiro, voué aux fêtes et aux divertissements ; à petite distance, le Pardo comme pavillon de chasse, et la Torre de la Parada, autre pavillon de chasse construit sous Philippe IV ; peu après, le Buen Retiro ; un peu plus loin Aranjuez, séjour de printemps ; enfin l'Escorial, monument de prestige, sépulcre de la dynastie, mais aussi témoignage de sa grandeur. L'Alcázar, l'Escorial et le Buen Retiro étaient aussi les réceptacles des collections d'art de la monarchie.

Siège des organes du pouvoir royal, Madrid échappait dans une large mesure à l'emprise du pouvoir religieux. L'archevêque de Tolède était toujours primat d'Espagne, il était à Madrid dans les grandes occasions, mais il ne pesait guère sur la ville qui n'avait toujours pas d'évêché, puisque Madrid se trouvait sous la juridiction de l'évêque d'Alcalá de Henares. La ville et même le roi essayèrent vainement d'obtenir de Rome, à défaut d'évêché, une cathédrale. En raison de l'opposition de l'archevêque de Tolède, tous leurs efforts furent vains, même après la canonisation de saint Isidro en 1622. La chapelle du saint devint simplement une « chapelle royale » servie par douze, puis vingt-quatre chapelains. Le contrôle de l'Église de Tolède s'exerçait par le canal d'une Vicaria et de deux tribunaux ecclésiastiques.

Cependant, Madrid n'échappa nullement à la vigilance des jésuites. Dès que la nouvelle de l'installation de la Cour à Madrid se diffusa, la Compagnie multiplia les interventions pour obtenir la création d'un collège destiné aux nobles et le substituer à l'école de grammaire de la ville qui existait depuis 1346, sous la direction d'un bachelier. Elle parvint à ses fins en 1567 : les 25 000 maravédís pris sur les revenus de la ville pour le salaire du bachelier passèrent aux jésuites, chargés désormais de l'enseignement de la grammaire. Le collège, qui prit le nom d'Imperial en 1572, imposa peu à peu le *ratio studiorum*. En 1582 le collège, que fréquenta Pedro Calderón de la Barca, avait 600 élèves ; en 1600, il en comptait 750, et l'Estudio dut fermer ses portes en 1619. Une autre institution d'un haut niveau scientifique fut l'Académie de mathématiques, fondée en 1582 par Philippe II²⁵.

La structure paroissiale demeura sans changement : 14 paroisses, comme au XIV^e siècle ! Il est vrai que le nombre des maisons de Madrid n'augmentait pas : elles étaient seulement plus grandes et plus peuplées. Mais la géographie paroissiale devint de plus en plus déséquilibrée : dès la fin du XVI^e siècle, les quatre paroisses les plus peuplées – San Ginés, San Martín, San Sebastián et San Justo – rassemblaient 68 % des paroissiens.

Étant du ressort de Tolède, Madrid n'avait pas non plus de tribunal de l'Inquisition. Il est vrai que, dès 1560, la ville comptait une vingtaine de familiers du tribunal²⁶ et qu'en 1680 eut lieu sur la Plaza Mayor un célèbre autodafé, dont les principales victimes furent les *conversos* (juifs et musulmans convertis au catholicisme, le plus souvent par contrainte) : il donna lieu en 1683 à la grande toile de Francisco Rizi, dont la précision est digne d'un miniaturiste.

Cependant, après 1561, la géographie religieuse de Madrid fut sensiblement modifiée par les nombreuses fondations conventuelles qui s'établirent en ville, conformément aux idéaux de la Contre-Réforme. Le peuple chrétien devait être témoin des vies consacrées à Dieu et à son service. Or, l'avènement au rang de capitale suscita à Madrid un mouvement continu de fondations stimulé par l'exaltation religieuse de l'époque. Sur les vingt-six fondations du XVI^e siècle, vingt et une sont postérieures à 1545. Au début du XVII^e siècle, le mouvement s'accéléra : dix-sept fondations entre 1600 et 1619.

Ce mouvement concernait aussi bien les fondations féminines que les masculines : en 1656, lorsque Pedro Teixeira composa sa *Topografía de la Villa de Madrid*, il recensa vingt-six couvents de femmes. La fondation du plus ancien, le monastère de Santo Domingo el Real, datait de 1217 ou 1219. Deux autres, Santa Clara et Nuestra Señora de Constantinopla, couvents de franciscaines l'un et l'autre, avaient vu le jour en 1460 et 1469. Trois autres (hiéronymites, dominicaines et franciscaines) dataient du début du XVI^e siècle (1501 à 1512).

Ensuite, la fièvre conventuelle s'embrasa : huit fondations de maisons féminines de 1553 à 1592, neuf de 1603 à 1624, qui représentaient plusieurs ordres dont les vocations étaient très différentes, de la contemplation à l'action sociale (accueil des filles repenties, entretien et éducation des orphelines...).

Il est évident que l'installation de la Cour à Madrid avait

joué un rôle important dans ce mouvement. D'autant plus que bon nombre de familles nobles qui avaient elles-mêmes subi l'attraction de la Cour intervenaient dans ces fondations : au XVII^e siècle, plusieurs couvents de femmes ont été fondés à Madrid par des nobles titrés, par exemple la comtesse de Castellar (1607) ou le duc d'Uceda (1616) ; de même, le couvent de Saint-Placide, pour les bénédictines déchaussées, fondé par don Jerónimo de Villanueva, protonotaire d'Aragón, en 1624. Pour ces grands personnages, la création et le patronage d'un monastère établissaient une forme de lien avec la divinité et, surtout, les introduisaient dans le lignage spirituel du saint fondateur de l'ordre du couvent qu'ils venaient de créer. De plus, un couvent de femmes à Madrid avait une utilité sociale et, précisément, huit des treize créés par des familles aristocratiques à Madrid au XVII^e siècle étaient dédiés aux femmes. En un temps où bien des filles de haute naissance étaient vouées au célibat pour sauvegarder l'unité du patrimoine, l'entrée dans un couvent de Madrid placé sous un patronage nobiliaire permettait de ne pas déchoir²⁷.

La vie religieuse de Madrid devait aussi beaucoup aux confréries, dont bon nombre virent le jour après 1561. Comme l'industrie madrilène était alors peu développée, le nombre des confréries de métiers intégrés dans le système corporatif (*gremios*) était modeste, mais il s'accrut beaucoup entre 1580 et 1620. De plus, nombre de confréries concernaient les gens attachés au service de la Cour : policiers (*alguaciles de Corte*), avoués (*procuradores*) des Conseils, avocats de la Cour et des Conseils. Plusieurs confréries nouvelles s'assignèrent des buts caritatifs : soin des enfants abandonnés (*expositos*), des « pauvres honteux », des détenus, et plus encore des orphelines prises en charge par les confréries paroissiales qui les dotaient en vue d'un mariage ou d'une entrée au couvent... Quelques confréries rassemblèrent des immigrants de même origine, mais, comme les confréries sacramentelles, elles se développèrent surtout au siècle suivant.

Explosion démographique et dilatation de l'espace urbain

Le choix et la confirmation de Madrid comme capitale de la monarchie des Habsbourg eurent comme effets logiques une croissance démographique rapide et forte, en même temps qu'une extension considérable de l'organisme urbain : au cours des sept décennies qui suivirent l'installation de la

Cour, les zones urbanisées se développèrent de manière spectaculaire et plus ou moins maîtrisée, et ce malgré l'intermède vallisolétan de 1601-1606.

La Cour à elle seule et l'appareil gouvernemental, administratif et judiciaire rassemblaient un personnel nombreux : en 1625 déjà, la Maison du roi (Casa Real) comptait 1 825 employés de diverses sortes, tandis que les Conseils et autres organes de l'administration centrale en regroupaient 564. Au total, la Casa Real, la Casa del Principe et les Conseils comptaient 2 145 personnes avec droit au logement (*aposenso*). Ce qui amena un membre important du Conseil de Castille, Diego del Corral y Arellano, à pratiquer une inspection sérieuse des maisons de la ville qui devaient être astreintes à l'*aposenso* au profit des fonctionnaires des Casas Reales. La bureaucratie municipale, pour sa part, disposait d'une centaine de salariés. Le développement de ces divers services fut tel qu'au milieu du XVII^e siècle l'ensemble des trois administrations occupait environ 3 500 personnes (dont, par exemple, 800 pour les 12 Conseils).

Soit, avec les membres de leurs familles et leurs gens de service, quelque 12 000 à 13 000 personnes, à peu près le dixième de la population madrilène qui, en 1617, atteignait 127 000 habitants selon des historiens très dignes de foi (Antonio Domínguez Ortiz et María F. Carbajo Isla). En effet, entre 1606 (année du retour de la Cour à Madrid) et 1617, la population de la capitale aurait doublé. Il s'agit donc d'une croissance très rapide. María F. Carbajo Isla, qui a soigneusement examiné tous les documents disponibles (nombre des maisons, baptêmes de 1595 à 1599, recensement des roturiers de 1597 dit « de Tomás González », nombre des personnes dites « de confession et de communion »), et qui a débusqué les omissions du document de 1597, parvient à une population estimée « comprise entre 83 000 et 90 000 habitants en 1597 », soit trois à quatre ans avant le départ à Valladolid. En 1617, en usant de sources comparables et en se livrant aux mêmes démarches critiques, elle évalue cette population à un total oscillant entre 118 000 et 135 000. Les résultats auxquels est parvenu Antonio Domínguez Ortiz sont très comparables²⁸. Le recensement de 1597 donne 11 857 *vecinos*, soit 45 422 habitants en âge de se confesser et de communier, mais trois paroisses (environ 65 000 habitants) ont été omises. Cependant la population religieuse (de 3 000 à

4 000 personnes) n'est pas comprise dans ce total.

Comment comprendre la forte hausse de cet effectif en une douzaine d'années de 1606 à 1617 ? Par le rôle d'accélérateur qu'avait joué la décision d'un retour qui pouvait alors paraître définitif : la ville n'avait pas seulement attiré à elle les aristocrates de toutes provenances, les marchands et les artisans avides de bonnes affaires, les bureaucrates inévitables, les artistes en quête de commandes, les moines et les nonnes qui peuplaient les monastères et les couvents nouvellement fondés : ainsi, entre la fin du règne de Philippe II et 1617, le nombre des religieux des deux sexes passa à Madrid de 2 500 à 3 543, en majorité des réguliers. Plusieurs des fondations religieuses de cette période, qui occupèrent une part notable de l'espace urbain, devaient avoir un avenir remarquable.

Ajoutez une multitude de marginaux et de délinquants, « pauvres de solennité » ou *pícaros*, prêts à plumer les riches *peruleros* trop naïfs de retour des Indes ou les étrangers imprudents. Madrid était devenue une ville prématurément hypertrophiée où se coudoyaient dans un étrange désordre des milliers de privilégiés et d'exclus, telle que l'avait vue, dans une étonnante anticipation, Eugenio de Salazar dès 1567²⁹.

Tous les documents disponibles suggèrent que cette forte croissance démographique se maintint jusqu'en 1630. À cette date, María F. Carbajo propose une population de 142 000 habitants. David Ringrose va jusqu'à 150 000. Il semble à peu près acquis que, de 1630 à 1670 au moins, l'essor démographique s'est interrompu : ainsi, le nombre des baptêmes enregistrés dans les paroisses madrilènes en 1659 est égal à celui de 1617 ; les difficultés de ravitaillement ont été considérables de 1645 à 1648, prolongées par les mesures d'isolement de la capitale maintenues de 1647 à 1650 pour éviter à Madrid la contagion de la grande peste du milieu du XVII^e siècle qui faisait rage dans le Levant et en Andalousie. On observe encore que la mortalité fut exceptionnelle à Madrid en 1659. Cependant, l'installation de nouveaux couvents et monastères se poursuivit : le nombre des communautés de réguliers s'élevait à 59 en 1660, contre 30 en 1597 et 44 en 1629. L'estimation argumentée d'Álvarez Ossorio pour 1685 (150 000 personnes) paraît raisonnable et confirmerait cette relative stagnation³⁰.

Le nombre des maisons recensées peut être trompeur :

7 592 en 1597, 10 800 en 1627, mais seulement 9 000 à la fin du XVII^e siècle. Tout dépend évidemment du nombre des habitants de chaque maison. Or, il n'y avait pas de commune mesure entre le nombre des personnes qui résidaient dans les demeures aristocratiques et celui des habitants des maisons sans étages (*casas a malicia*), de façon à éluder le privilège de la Couronne (*regalia de aposentos*) qui pouvait réserver la moitié des immeubles à étages au logement des fonctionnaires ou des courtisans. D'ailleurs, les recensements paroissiaux de 1597, 1617 et 1623 signalent d'énormes variations du taux « habitants par maison » : cette année-là, on compte 6,8 habitants par maison dans la paroisse de San Martín, 8,3 dans celle de San Sebastián et 8,9 dans celle de San Ginés ; mais 20,8 à Santa María, 26,2 à San Juan et 33,3 à San Salvador !³¹

Bien entendu, la ville avait conquis l'espace indispensable pour loger cette population nouvelle. La surface occupée, soit 282 hectares en 1597, en atteignait 400 en 1625. Le mur d'enceinte élevé par Philippe II en 1566 était rapidement tombé en désuétude ; deux nouvelles enceintes furent édifiées en 1625, puis en 1656 pour des raisons légales et surtout fiscales, afin de délimiter précisément le nouvel espace urbain, et on peut suivre aisément le tracé de la muraille de 1656 sur le plan Teixeira. Quoique de nouveaux immeubles aient été édifiés hors les murs après 1656, l'arrêt de la croissance urbaine permet d'utiliser l'enceinte de 1656 pour proposer une description sommaire de la capitale au milieu du XVII^e siècle. D'autant que la construction du Buen Retiro au début des années 1630 avait bloqué l'expansion de la ville vers l'est. Au surplus, à l'est, de vastes terrains enserrés par la muraille n'étaient pas encore bâtis ni peuplés : au-delà des Prados d'Atocha et de Recoletos d'aujourd'hui, l'espace n'était pas urbanisé et il en allait de même d'une partie des terrains proches de la porte d'Alcalá et de la *carrera* de San Jerónimo ou de terrains proches de l'Alcázar. David Ringrose estime que 40 % de la zone comprise à l'intérieur de l'enceinte de 1656 n'était pas urbanisée à cette date³². Les espaces verts, parcs et jardins, occupaient une bonne part de l'espace qui apparaît sur le plan Teixeira. Un réseau paroissial relativement dense s'était constitué : en 1629, Madrid comptait treize paroisses, vingt-cinq monastères d'hommes et dix-neuf couvents de femmes.

On sait qu'à l'époque moderne, les grandes villes étaient mortifères. La saleté généralisée, les conditions de vie

souvent désastreuses, la multiplication des maladies contagieuses, la pauvreté du plus grand nombre, la cherté des aliments, les incertitudes de l'emploi et du travail avaient pour effet évident une forte mortalité, notamment infantile, d'autant que de nombreux nouveau-nés étaient abandonnés – abandons favorisés par le faible taux de nuptialité : les jeunes immigrants n'avaient pas les moyens de fonder une famille et, dans beaucoup de maisons, les domestiques, hommes ou femmes, n'avaient pas le droit de se marier ! Pas plus que nombre de jeunes ouvriers et d'apprentis. Le nombre des naissances illégitimes, fruits de brèves rencontres, plus élevé à Madrid que dans les autres villes, était un facteur de surmortalité infantile.

Dans ces conditions, en année normale, les paroisses de Madrid enregistraient plus de décès que de naissances et la ville ne put accroître sa population que grâce à un afflux important d'immigrants, continu jusqu'à 1630. David Ringrose a évalué le déficit démographique naturel : entre 1 000 et 2 000 vies par an. En période de croissance urbaine, il faut donc doubler ce chiffre pour obtenir un solde positif. Le nombre annuel des immigrants à Madrid aurait ainsi atteint 2 500 à 3 500 personnes entre 1606 et 1630. Et, compte tenu de la demande en services et travail, il s'agissait pour l'essentiel d'individus âgés de 15 à 40 ans.

Il n'est pas difficile de connaître la provenance et les professions ou les métiers de la plupart des immigrants. Julián Montemayor observe dès les années 1580 l'attraction de Madrid sur la population de Tolède « désormais surpeuplée » : elle concerne « quelques artisans et surtout des commerçants », d'autant que « la Cour est aussi une place financière où l'on peut traiter de bonnes affaires ». Mais c'est surtout après 1606 que se produit le transfert : « Le retour de la Cour à Madrid déclenche [à Tolède] un phénomène de décompression démographique sans précédent [...]. Les paroisses les plus touchées semblent être celles [...] des artisans. » La présence d'un marché à fort pouvoir d'achat et moins réglementé exerce aussi son influence³³.

David Ringrose confirme ces observations : « La décennie 1590 connut une accélération de l'afflux à Madrid de notaires, commerçants, boutiquiers, artisans et travailleurs spécialisés », qui provenaient d'autres cités castillanes, et « Tolède était la ville la plus sérieusement affectée par cette migration vers la nouvelle capitale ». Le même auteur a

examiné les nombreuses *peticiones de vecindad* de la période 1600-1663 qui ont été conservées. Pendant la phase de forte croissance, 1605-1630, ces pétitions sont surtout le fait « de personnes vouées aux activités essentielles d'une économie urbaine : artisans, travailleurs spécialisés, activités de service (aubergistes, barbiers, chirurgiens, coiffeurs...) » et les commerçants forment un groupe nourri. Après 1630, les pétitions déposées par les représentants de ces professions déclinent nettement, alors qu'augmentent beaucoup celles des employés du service royal et des nobles (*caballeros* ou titrés) dont la présence entraîne celle de nombreux domestiques. Ceux-ci sont toujours nombreux à Madrid. Dès 1597, les paroisses de San Justo y Pastor et Santiago, étudiées par Annie Molinié-Bertrand, comptaient 20 % de gens de service³⁴. Au cours de cette période de stagnation, le tissu économique se reproduit naturellement, tandis que l'essor de la vie de Cour (accélééré par la construction du Buen Retiro) attire les nobles³⁵.

Une autre ville qui perdit de nombreux habitants au profit de Madrid fut bien évidemment Valladolid à partir de 1606. Les provinces castillanes voisines (Tolède, Ségovie, Ciudad Real, Cuenca, Guadalajara) envoyaient à Madrid une majorité de femmes. Mais, d'après les sources notariales, on peut admettre que pendant le dernier tiers du siècle une majorité d'immigrants, surtout des hommes jeunes, provenaient du Nord-Ouest cantabrique : Asturies, Montaña, pays Basque. Leur présence était déjà notable au début du siècle, car tailleurs de pierre, maçons et charpentiers étaient souvent des hommes du Nord, mais à la fin du siècle, elle devint majoritaire. De Galice provenaient aussi beaucoup de jeunes filles en quête d'un emploi de service. On vit apparaître les *padres de mozos y mozas* ou les *madres de mozas* (« parrains » et « marraines »), véritables agences de placement qui fournissaient en personnel les maisons nobiliaires, les gens du roi et les riches commerçants³⁶.

David Ringrose a montré de manière convaincante le rôle joué par les itinéraires cérémoniels dans l'urbanisation de Madrid et dans l'émergence de quartiers à caractère monumental dignes de la fonction de capitale. Ces itinéraires étaient empruntés à l'occasion des « entrées royales » qui marquaient l'avènement des nouveaux souverains, ou la réception de nouvelles reines, telle la cérémonie organisée en 1569 en l'honneur d'Anne d'Autriche, quatrième et dernière épouse de Philippe II, ou

celle qui célébra l'arrivée de Marguerite d'Autriche, épouse du nouveau roi Philippe III en 1599. Autre entrée mémorable, celle du prince Charles d'Angleterre (le futur Charles I^{er}), accueilli avec un faste exceptionnel en 1623. Avant la construction du Buen Retiro, dans les années 1630, l'itinéraire cérémoniel partait du monastère Saint-Jérôme (San Jerónimo) – important centre religieux de la Couronne où, en 1528, le jeune Philippe II avait prêté serment comme prince des Asturies –, suivait une direction est-ouest et avait pour terme le palais de l'Alcázar. Par la suite, la direction fut inversée : le cortège partait de l'Alcázar et terminait son parcours au Buen Retiro. À la faveur de ces cérémonies, des artères comme Atocha, calle Mayor, Alcalá et San Bernardo adoptèrent progressivement un tracé rectiligne, conservèrent une largeur suffisante, tandis que disparaissaient plusieurs portes (Puerta Cerrada, Puerta de Guadalajara entre autres). La rue d'Alcalá fut pavée et élargie, ses bordures furent régularisées et la porte d'Alcalá fut embellie de motifs iconographiques pour l'entrée de Marguerite d'Autriche. De sorte qu'au XVII^e siècle, elle servit d'axe cérémoniel alternatif, en concurrence avec la *carrera* de San Jerónimo. La construction du très beau pont de Ségovie eut également une influence favorable sur la rue éponyme, débarrassée des palissades et murettes qui l'encombraient. La Puerta del Sol et la place de Santa María de la Almudena, qui se trouvaient sur le trajet, bénéficièrent aussi de travaux d'embellissement et plusieurs palais aristocratiques furent édifiés sur le parcours ou à ses abords immédiats.

Toutes les processions passèrent par la Plaza Mayor lorsque la construction de celle-ci, commencée en 1617 sur le site de l'ancienne place de l'Arrabal, fut achevée en 1619. Le système cérémoniel joua ainsi le rôle d'une planification urbaine, mais évidemment d'une manière insuffisante, car de nombreux quartiers de la capitale ne bénéficièrent pas de la promotion. Madrid resta pour l'essentiel une accumulation de maisons basses, mal construites, entre lesquelles des rues étroites, tortueuses, sales, au sol inégal, se frayaient un chemin malaisé. Si les grandes artères trouvaient grâce aux yeux des étrangers, ceux-ci s'accordaient pour dénoncer la saleté de la ville, voire sa puanteur, et ce tout au long de la période 1560-1700. En 1569, le chevalier hollandais Lambert Wyts, venu à Madrid dans la suite de Marguerite d'Autriche, est très sévère : « Je tiens cette ville de Madrid pour la plus sale et la plus infecte de toutes celles d'Espagne,

car on ne voit dans les rues autre chose que ces grands serviteurs (comme ils disent !) qui sont de grands pots de chambre pleins de merde que l'on vide dans les rues, ce qui provoque une puanteur incroyable. Après dix heures il n'est pas agréable de se promener dans les rues, car vous entendez partout voler les pots de chambre et l'ordure. » Vingt ans plus tard, en 1588, le Français Philippe de Caverel, qui accompagne en Espagne Jean Sarrazin, abbé de Saint-Vaast, écrit : « [La ville] ne laisse d'être assez orde [sale] et puante, pour les ordures que l'on jette par la rue, faute de retraits [lieux d'aisance], en étant mal pourvue. Ou pour la difficulté qu'il y a à les creuser [...] n'ayant aussi aucune rivière qui puisse emporter les immondices. » Passe un demi-siècle. En 1655, un autre Français, Antoine de Brunel, qui visite Madrid, observe : « Chacun sait qu'à Madrid, n'ayant point de ruisseau qui amène les immondices, ni d'égout qui les reçoive, on jette tout dans les rues... Comme les rues sont les égouts généraux, on serait sujet à être arrosé s'il était permis de jeter à tout moment par les fenêtres ce qu'on ne veut point dans les maisons ; mais depuis qu'il est jour jusqu'à dix heures du soir, il est défendu, sous peine pécuniaire, de rien verser. » Cependant, comme on l'a déjà remarqué, Brunel s'émerveillait de la salubrité de l'air à Madrid, un air qui détruisait la cause même de la corruption³⁷.

On peut risquer une sociologie approximative de Madrid vers la fin du XVI^e et au milieu du XVII^e siècle. L'analyse des paroisses de San Justo y Pastor, de Santiago, de San Nicolás et de San Andrés en 1597 présente des familles qui comptent de trois à quatre personnes en moyenne (mais les enfants de moins de 7 ans ne sont pas recensés). La proportion élevée de couples sans enfants ou de personnes seules explique cette moyenne relativement faible. Les maisons aristocratiques constituent de véritables communautés qui rassemblent parents, enfants, « clients » et une abondante domesticité : les maisons de don Francisco Gómez de Sandoval y Rojas, duc de Lerme, et de l'évêque Álvaro de Ataíde comptent respectivement 35 et 36 personnes ; celles du comte de Chinchón et du marquis de Moya, son gendre, 105 personnes ! Celle de don Pedro Portocarrero, 78 ! Celle de don Juan de Zuñiga, comte de Miranda, 106, dont 60 valets ou serviteurs ! On peut s'étonner de rencontrer des gens de condition modeste pourvus d'un ou plusieurs domestiques : un savetier et sa femme ont un domestique ; le

licencié Santa Cruz et son épouse en ont quatre. À la différence de beaucoup d'autres villes, Madrid ne semble pas être un séjour de choix pour les veuves.

L'affirmation de Madrid comme capitale impériale et comme tête de l'administration des royaumes de la monarchie fixa dans la ville un nombre élevé de courtisans, mais aussi de bureaucrates et de fonctionnaires de toutes sortes, de gens de justice et de finances qui firent construire leurs maisons et s'établirent avec leurs familles. Progressivement, surtout au temps de Philippe IV, la noblesse titrée fit construire à Madrid des palais où elle séjournait une partie importante de l'année, à l'image de celui du comte d'Oñate dans la calle Mayor. « L'avalanche nobiliaire commence dans la décennie 1630 », note José Miguel López García. À la même époque se produit un afflux spectaculaire de banquiers et de financiers, notamment génois et portugais, mais aussi castillans et catalans, quelque 500 à 600, dont plus du tiers installés aux abords immédiats de la Plaza Mayor. Felipe Ruiz observait que Madrid « se convertit alors, dès les années 1560, après la suspension des paiements de 1557, en capitale financière des royaumes de Castille et indirectement de la Péninsule, et, ce qui était plus important, en centre de gravité des finances de la monarchie ». Cette mutation se consolide à la fin du règne de Philippe II et au début de celui de Philippe III avec la migration de plusieurs banquiers de Burgos à Madrid (Ortega de la Torre, los Vitoria). Par ailleurs, dès les années 1569-1570, Madrid est devenue une place de change en profitant du fonctionnement médiocre des changes aux foires de Medina del Campo. Et, un peu plus tard, les maisons d'assurances maritimes de Burgos transfèrent leurs bureaux à Madrid³⁸. Le nombre important de grands seigneurs, de banquiers, de riches marchands explique le pourcentage élevé de domestiques, proche de 20 %. Ils étaient 8 000 à la fin du XVI^e, 24 000 à la fin du XVII^e, hommes ou femmes. La proportion avait été maintenue.

L'existence d'une importante population à revenus élevés, dont les goûts pouvaient être raffinés, attira à Madrid les maisons commerciales spécialisées en articles de luxe. De la sorte, les marchands-banquiers, les drapiers, les soyeux, les joailliers et les merciers prirent une importance croissante et finirent par constituer les Cinco Gremios mayores, dont le rôle économique devint primordial dans le Madrid d'Ancien Régime. En 1689, 218 commerçants, en majorité issus de ces

cinq corporations, payaient 37 % du total des contributions fiscales prélevées à Madrid.

En 1613, une ordonnance obligea toutes les personnes qui travaillaient à Madrid à faire partie d'une corporation (*gremio*), manière de contrôler les activités de production, de distribution et de service et de fiscaliser plus facilement tous les agents économiques. Ce sont d'ailleurs les documents fiscaux (par exemple les *donativos*) qui nous fournissent l'information économique la plus précise. Le nombre des *gremios* s'éleva à 37 en 1623, à 58 en 1634. L'un des plus importants était celui des tailleurs : 280 en 1625. À l'inverse, Madrid comptait peu de tisserands (29 en 1625) : il est évident que la capitale n'avait pas développé d'industries de base. Les industries d'art à l'intention d'une clientèle fortunée furent importantes, telle l'orfèvrerie : les orfèvres (*plateros*) colonisèrent un secteur de la calle Mayor, entre la porte de Guadalajara et la place de la Villa (à l'époque place de San Salvador), au point que ce secteur prit le nom de Platerías.

L'afflux des provinciaux de passage et des étrangers, venus à Madrid pour des affaires de toutes sortes, développa un réseau serré d'auberges et de tavernes plus ou moins importantes (*mesóneros*, *taberneros*, *bodegoneros*), d'autant qu'une partie importante de la population célibataire prenait ses repas dans ces « restaurants » où venaient souvent, en clientèle de passage, les centaines de muletiers (tels les *maragatos* de la région d'Astorga) et de charretiers de Soria ou de la sierra de Gredos qui ravitaillaient la capitale. On connaît plusieurs des auberges (*mesónes*) de cette époque. Celle du Caballo qui donnait sur la Puerta del Sol, celle de la Torrecilla, rue Alcalá, et, dans la même rue, celles de la Herradura et du Toro, ou encore le *mesón* de La Fruta, rue des Postas, et le *mesón* de Paños, calle Mayor. Il s'agit là des auberges les plus centrales.

Il n'est pas douteux que beaucoup de jeunes femmes sans emploi finissaient par se livrer à la prostitution. Les étrangers rencontraient à Madrid abondance de prostituées, d'autant que la fermeture des bordels publics (*mancebias*) décidée en 1623 fut un échec total. De sorte qu'en 1661, une nouvelle pragmatique décida de rassembler les « femmes perdues ». La prostitution masculine était plus développée qu'on ne le croit souvent, comme le montre le cas de ce Martín de Castro, qui n'hésitait pas à nommer ses clients les plus huppés et qui fut brûlé en 1574 à Madrid en compagnie

de quelques autres mauvais garçons à la fois souteneurs (*rufianes*) et prostitués sodomites (*putos*³⁹).

En revanche, comme l'a montré le regretté Claude Larquié, le nombre des esclaves (presque tous africains) n'a cessé de diminuer à Madrid au XVII^e siècle, surtout parce que l'esclave était devenu un produit de luxe que seules les maisons aristocratiques pouvaient s'offrir. Madrid avait beaucoup moins d'esclaves que Lisbonne ou que les villes importantes d'Andalousie – Séville, Cordoue, Málaga : quelques dizaines seulement vers 1680.

Malgré une proportion importante de pauvres et de marginaux (peut-être de 30 à 40 %) qui vivaient de peu et se nourrissaient surtout de pain, Madrid était devenu en effet un énorme marché de consommation, et une part très importante de ses aliments de base venait de loin.

La denrée de base était le pain. Les pauvres consommaient quotidiennement de 500 à 600 grammes de pain (blé, plus un peu d'orge ou de seigle), un peu de viande (agneau ou porc), quelques poignées de pois chiches ou de fèves et une ou deux cuillerées d'huile d'olive. Les autorités municipales, souvent coiffées par la Sala de Alcaldes de Casa y Corte, veillèrent donc à garantir le ravitaillement en blé et, dès la décennie 1580, elles instituèrent le *pan de registro* : c'est-à-dire que tous les producteurs de blé situés dans un périmètre dit le Rastro de la Corte (le marché de la Cour, si l'on veut) de plus en plus considérable, devaient livrer une part importante de leur production sur le marché madrilène aux prix taxés par le Conseil de Castille. De 1606 à 1664, le rayon de l'aire soumise au *pan de registro* passa de 55 à 110 kilomètres environ. En année normale, les quantités exigées des paysans des environs représentaient approximativement les deux tiers de la consommation de la Villa y Corte.

Cependant, le *pan de registro* ne suffisait pas. À l'instar des autres villes importantes de Castille et d'Aragón, Madrid avait été dotée d'un *posito*, c'est-à-dire d'une halle aux blés qui, dès la fin des moissons, stockait du grain de façon à éviter les disettes et la hausse sauvage des prix. Le service municipal en charge du *posito* achetait en priorité les grains que les grands propriétaires recevaient de leurs fermiers ou métayers et les institutions religieuses des dîmes. Les évêchés de Tolède, Ségovie, Ávila étaient les premiers fournisseurs. Mais lors des crises de subsistances, en 1625, 1629-1632 ou 1664-1665, les envoyés de l'administration

allaient jusqu'en Tierra de Campos, au León et même jusqu'en Basse-Andalousie.

Le ravitaillement en viande était plus simple et son organisation de type précapitaliste. La ville passait un contrat avec un *abastecedor* (ravitailleur) ou obligé qui envoyait ses employés aux foires de Trujillo (moutons, porcs) et de La Bañeza (bovins), tandis que les agneaux provenaient surtout des environs de Madrid. Le bétail était acheté sur pied et acheminé jusqu'aux abords de la capitale où des enclos et des prairies réservées lui permettaient de pâturer en attendant l'abattage. Le vin venait de la région de Madrid et Tolède et déjà de la Manche. L'huile d'olive de la haute Andalousie (Jaén, Cordoue). Le bois à brûler des sierras de Gredos et Guadarrama. Dans tous les cas, et pour d'évidentes raisons politiques, une vigilance réelle s'attachait au contrôle des prix, malgré quelques défaillances.

Il semble établi que le XVII^e siècle ait été un temps de paupérisation pour une grande partie de la population madrilène en raison d'une pression fiscale de plus en plus lourde : fiscalité indirecte notamment marquée par une aggravation continue des *sisas*, taxes qui frappaient un grand nombre de produits : viandes, vin, chandelles, huile, etc. On a pu calculer ainsi que, de 1591 à 1630, la consommation de vin avait diminué de 46 % et celle de viande de mouton de 23 %, tandis que celle de pain, recours suprême, augmentait⁴⁰.

L'indispensable approvisionnement en eau (et pas seulement potable) avait multiplié l'installation de fontaines devenues des lieux de sociabilité. Celles-ci étaient alimentées par un réseau de galeries souterraines qui drainaient les eaux apportées au nord-est de Madrid par plusieurs petits torrents, les fameux « voyages d'eaux » de la chronique madrilène, le premier ayant été, semble-t-il, celui d'Alcubilla dès 1399. En 1600, la fontaine la plus appréciée était celle de Leganitos, évoquée par Cervantès. Tout au long du XVII^e siècle, des fontaines furent mises en service : au milieu du XVII^e siècle, il y en avait treize sur le Paseo du Prado (Peñasco, Sierpe, Olivo, Caño Dorado, etc. dès 1515). Sous les règnes de Philippe III et Philippe IV, plusieurs des nouvelles fontaines, dessinées par Juan Gómez de Mora et le sculpteur florentin Rutilio Gaci, qui abondaient en références mythologiques, avaient évidemment des prétentions ornementales. Ainsi les fontaines de Diane et d'Orphée sur les places de Puerta Cerrada et de Provincia,

inaugurées en 1618. Ou celle des Lions sur la place de San Salvador en 1621, celle de la place de la Cebada en 1624 et celle de Mariblanca sur la Puerta del Sol en 1625. Au total, sur le plan de Teixeira, sont signalées trente-cinq fontaines⁴¹.

Au fil des années, plusieurs lieux de la capitale avaient pris une signification particulière. Il ne s'agit pas seulement des palais royaux, de certaines églises, mais aussi de lieux de rassemblement où les oisifs venaient s'informer des événements de Madrid ou du monde et des lieux festifs.

Ainsi les *mentideros* de Madrid (traduisons « parloirs aux mensonges ») avaient acquis une réputation internationale. Les Losas de l'Alcázar, promenade aménagée devant la façade du palais, fréquentées par les courtisans et les gens en attente de places ou de faveurs, étaient le lieu de diffusion des nouvelles, des rumeurs plus ou moins fondées en provenance du palais royal. Les Gradas de San Felipe, c'est-à-dire les escaliers de l'église de San Felipe, qui dominait la Puerta del Sol, proche de la Poste royale, étaient le domaine de ceux qui commentaient les nouvelles vraies ou fausses en provenance de tous les royaumes d'Espagne, du reste du monde, des Indes. Enfin, dans la rue de León, le *mentidero* des Représentantes rassemblait la bohème des comédiens, des écrivains, des poètes, qui critiquaient les dernières comédies jouées dans les théâtres de Madrid, diffusaient les mensonges les plus étonnants, médisaient et calomniaient à l'envi.

Par ailleurs, à partir de 1620, la Plaza Mayor, construite de 1617 à 1619 et ornée du très bel édifice dit « maison de la Boulangerie » (Casa de la Panaderia), était devenue le centre officiel des festivités. On y donnait les corridas royales, de type chevaleresque, dont la première eut lieu le 3 juillet 1619, d'autres spectacles taurins animés par des bouffons, certaines pièces de théâtre que le roi et la reine pouvaient honorer de leur présence (mais à la fin des années 1630, le Buen Retiro détourna à son profit les représentations théâtrales), et même les autodafés inquisitoriaux. Les grandes processions passaient par la Plaza Mayor.

Naissance et affirmation d'une métropole culturelle

Un des effets les plus durables de la promotion de Madrid au rang de capitale fut la naissance d'un foyer culturel

exceptionnel qui, en dépit de quelques phases d'effacement, devait se développer jusqu'à nos jours et, lors de périodes privilégiées, briller d'un vif éclat.

Première certitude : Madrid est très vite devenue le centre espagnol le plus important de la production de livres. Jusqu'à la pragmatique de 1558 qui, sous l'effet de la panique provoquée par les progrès de la Réforme en Espagne, réduisit considérablement la liberté d'imprimer et institua un contrôle rigoureux (censure préventive, index), la conjoncture avait été très favorable au livre. À la fin du XVI^e siècle, des villes comme Séville et Valladolid imprimaient de 20 à 30 livres par an. À Madrid, l'ouverture de la première imprimerie en 1566 suivit de près la promotion de la ville au rang de capitale et dès lors le progrès fut rapide, irrésistible jusqu'aux années 1620-1630 : 112 livres en 1626, 102 en 1627. À partir de 1625, la production madrilène de livres décline et les index de 1632 et 1640 aggravent la situation. Cependant, cette production reste très supérieure à celle des autres villes : alors que Séville ne produit plus que 7 ou 8 livres par an, Valladolid et Alcalá de Henares 5 ou 6, Madrid imprime encore 85 livres en 1628 et 66 en 1630. Il est vrai que la concession de monopoles gênait les imprimeurs madrilènes : celui des livres liturgiques au monastère de l'Escorial (on reste cependant dans la sphère d'influence madrilène), celui des abécédaires et livrets de catéchisme à la cathédrale de Valladolid...

Par ailleurs, la réussite de plusieurs libraires montre qu'à Madrid notamment il y avait un appétit réel pour le livre. La fortune du libraire Francisco López l'Ancien, mort en 1579, s'élevait à 16 000 ducats : un beau capital ! Celle de Francisco López le Jeune, qui n'avait pas de parenté avec le précédent, atteignait en 1608 14 000 ducats et elle avait été constituée intégralement grâce à l'édition et au commerce des livres. Le fonds de cette librairie valait alors 8 000 ducats. Mais, après 1620, la prospérité des libraires déclina et le projet royal de soumettre le commerce des livres à l'*alcabala*⁴² en 1636 suscita la réplique du libraire madrilène Blas González de Ribero, dont le mémorial dresse le catalogue des handicaps de l'économie du livre : tracasseries inquisitoriales, abus des monopoles, manque de bon papier. À l'inverse, les décennies de prospérité du livre avaient été favorisées par les progrès de l'alphabétisation dont de nombreuses études ont montré la réalité. Claude

Larqué a observé qu'à cet égard « le score de Madrid est très honorable pour l'Europe de ce temps [...]. Un peu moins de la moitié des Madrilènes est capable de signer en 1650. La culture est principalement aristocratique : les milieux de la noblesse, de l'administration, des grands offices, l'armée dans ses échelons supérieurs savent lire et écrire. L'Église, bien entendu, aussi. La frontière entre l'alphabétisme et l'analphabétisme est installée dans le monde de la boutique et de l'artisanat⁴³ ». De plus, les inventaires de bibliothèques jettent une lumière précieuse sur la nature des lectures des Madrilènes de ce temps. C'est ainsi que les bibliothèques de deux peintres célèbres – Vicente Carducho (216 livres) et Diego Velázquez (156 livres) – montrent à l'évidence que préoccupations et intérêts pouvaient être très différents⁴⁴.

La capitale est aussi devenue un centre d'enseignement à l'intention des élites malgré l'absence d'universités, car Alcalá de Henares, Salamanque et Valladolid veillent à ce que Madrid demeure privée de ces foyers d'études prestigieux et des *colegios mayores* qui y sont associés. Le Collège impérial, fondé par les jésuites en 1572, héritera en 1625 des chaires et du patrimoine de l'Académie royale de mathématiques, créée en 1582 ou 1584 par Philippe II.

Si Madrid resta sous Philippe II un centre important de la création et de l'interprétation de la musique grâce à la conservation de deux chapelles musicales royales – celle héritée des ducs de Bourgogne et celle qui procédait des Rois Catholiques –, la ville connut sous ce règne l'explosion du théâtre : elle devient capitale au moment même où le théâtre espagnol prend un essor tel qu'il produit un ensemble d'œuvres (*La Comedia* et, en marge, les *autos sacramentales*) parmi les plus remarquables du théâtre universel, et où il se révèle, « au tournant du XVII^e siècle, le fait culturel majeur en Espagne », soutenu par les municipalités et par les confréries, car le produit des entrées finance leurs œuvres de bienfaisance. Il s'agit bien d'un phénomène nouveau, car au Moyen Âge on ne saurait parler de théâtre, seulement de drames liturgiques, de disputes en forme de représentations et de farces. Les spectacles se donnaient sur les places publiques, sur des tréteaux ou des chars qui tenaient lieu de scène⁴⁵.

Au début du XVI^e siècle (1502), *La Célestine* annonce des temps nouveaux. Dès lors, sous le règne de Philippe II, quelques auteurs féconds en Andalousie et à Valence inventent réellement l'art dramatique espagnol : Lope de

Rueda (à la fois auteur, directeur de troupe et acteur), Juan de Timoneda, Juan de la Cueva, Guillén de Castro. Cet essor va susciter la création de théâtres permanents, dits *corrales de comedias*, au cours du dernier tiers du XVI^e siècle.

Dans cette conjoncture, il n'est pas étonnant que Madrid ait été le foyer théâtral d'assez loin le plus remarquable du théâtre espagnol. Et ce n'est sans doute pas un hasard si les trois plus grands auteurs du théâtre du Siècle d'or sont nés à Madrid : Félix Lope de Vega y Carpio (1562-1635), Gabriel Téllez, dit Tirso de Molina (vers 1583-1648), Pedro Calderón de la Barca (1600-1681). Ce dernier a connu pendant les années 1981-1991 une extraordinaire promotion dont la critique d'art dramatique anglo-saxonne a pris la direction. Un quatrième auteur de qualité, Juan Pérez de Montalbán (1602-1638), était également madrilène. Un auteur tel que Juan Ruiz de Alarcón, né à Mexico, accomplit toute sa carrière dramatique à Madrid, comme quelques autres producteurs de *comedias* notables, parmi lesquels Agustín Moreto y Cabaña, lui aussi madrilène.

Les premiers *corrales de comedias* de Madrid furent le *corral* de la Cruz et le *corral* del Principe (« du prince ») : celui-ci a été construit en 1583. En 1981 on a découvert le *corral* d'Alcalá de Henares, qui date de 1601. Connu depuis longtemps, le *corral* d'Almagro, merveilleusement conservé, qui date semble-t-il de 1680, sert toujours de référence et de modèle. Il faut ajouter que, au XVI^e siècle, des estrades ou des scènes provisoires pouvaient être installées sur les places ou dans les rues. Avec l'apparition des *corrales de comedias*, et jusqu'en 1631, seuls les *autos sacramentales*, ces pièces liturgiques jouées à l'occasion de la semaine sainte et surtout du Corpus Christi, continueront à être joués sur les places publiques. Par ailleurs, pendant la décennie 1630, les palais royaux furent pourvus de salles de spectacles bien conditionnées avec lumière artificielle, décors mobiles et machinerie perfectionnée : le Colisée du Buen Retiro, le salon Doré de l'Alcázar et le petit théâtre de la Zarzuela : le roi lui-même (Philippe IV), les princes et de grands seigneurs se produisirent parfois sur les planches de ces théâtres ; on vit même Diego Velázquez interpréter un petit rôle.

Philippe II avait édicté en 1565 les règles qui définissaient l'architecture des théâtres. La façade devait donner sur une rue ou une place publique. La scène (*tablado*) devait se trouver au fond et elle était limitée latéralement par des rideaux qui favorisaient les entrées et sorties des acteurs. De

forme rectangulaire, le théâtre devait avoir deux étages de façon à comporter un balcon ; celui-ci était souvent double, propice aux effets de scène les plus spectaculaires : tremblements de terre, orages, agressions, apparitions. Les gradins, adossés aux murs des maisons mitoyennes, et sur les deux longueurs, encadraient un espace médian où pouvaient circuler les acteurs. En hauteur, face à la scène, les femmes se regroupaient dans la « casserole » (*cazuela*).

Les règlements de 1608 fixèrent les horaires : les représentations devaient commencer à 2 heures de l'après-midi en hiver et à 4 heures en été, de façon que la sortie du spectacle s'effectue à la lumière du jour. Il s'agissait de permettre le contrôle de la sécurité (rixes éventuelles) et de la moralité publique en évitant toute forme de « harcèlement sexuel ».

Les auteurs de comédies concluaient des contrats avec les municipalités pour un nombre donné de spectacles et avec les acteurs pour des engagements à durée variable. Certains acteurs et actrices jouissaient d'une grande popularité, telle la Calderona qui fut la maîtresse de Philippe IV et donna au roi un fils, don Juan José d'Autriche, qui joua un rôle politique important sous Charles II.

La passion du théâtre devint immense dans les dernières décennies du règne de Philippe II. Le genre témoignait d'une grande liberté qui fut consacrée par le fameux *Art nouveau de faire des comédies en ce temps*, publié en 1609 par Lope de Vega. Cet auteur, considéré comme le plus fécond de l'époque, composa plusieurs centaines de comédies, dont plusieurs « éditions pirates » furent imprimées sans son aval, car Lope ne s'intéressa que tardivement à l'édition de ses œuvres, écrites à la main pour être jouées aussitôt. Lope définit les principes du nouveau théâtre : mélange des genres, comique et tragique, grave et burlesque ; disparition de l'unité de temps et de lieu, mais affirmation de l'unité d'action ; appartenance des personnages à l'aristocratie, à l'exception possible du *gracioso* (personnage comique) ; découpage en trois actes, séparés par des *entremeses* ; polymétrie de l'écriture qui utilise toutes les formes poétiques et une grande variété de procédés : dialogues, récits, chants, etc. Lope, dont la vie privée extraordinairement agitée était une source inépuisable d'intrigues amoureuses, de situations délictueuses et de conflits en tous genres, recommandait les répliques brillantes, l'usage du suspense, les doubles sens qui créaient

l'illusion et la surprise, le recours fréquent à l'exaltation du sentiment de l'honneur. Il n'est guère douteux que Lope ait recherché de manière abusive la satisfaction des goûts du public, duquel il n'avait cependant pas une très haute idée : il n'est que de relever ses allusions très nombreuses au *vulgo*, au *vulgar aplauso*. Il ne recherchait que le succès et ne se préoccupait nullement d'élever le public, d'éduquer ses goûts, comme l'a signalé discrètement Cervantès. De sorte que seules une douzaine de pièces de Lope échappent à cette critique restrictive. Et souvent parce qu'il enfreignit ses propres règles : c'est ainsi que les héros de plusieurs de ses chefs-d'œuvre ne sont pas des aristocrates, mais des paysans et, qui plus est, des paysans en révolte : tels Peribáñez et Fuenteovejuna.

Il reste que la faveur dont jouissait le théâtre a permis à d'autres grands auteurs de trouver un public : notamment Tirso de Molina, frère mercédaire, le créateur de *Don Juan*, dont le génie de l'intrigue fait souvent merveille ; et Calderón de la Barca, qui a renouvelé la *comedia*, auteur, entre autres pièces de grande valeur, du *Médecin de son honneur*, de *L'Alcalde de Zalamea* et de *La vie est un songe*, sans oublier son énorme production d'*autos sacramentales* dont il fut le maître, avec comme thème majeur l'Eucharistie.

Mais la demande était telle à Madrid et ailleurs que la plupart des auteurs écrivaient leurs comédies dans la précipitation en usant de procédés et de fictions éculés – des comédies de série B, en somme ! L'avalanche des productions de mauvaise qualité favorisa les attaques des moralistes, notamment des jésuites, et provoqua plusieurs fermetures prolongées des théâtres pendant les années 1640-1650. Cependant, les archives notariales de Madrid abondent en documents qui concernent les contrats entre auteurs et acteurs, entre municipalités des environs de Madrid (par exemple Valdemoro, Cogolludo, Pastrana) et compagnies de théâtre pour la représentation de comédies et d'*autos sacramentales*. Tolède et les bourgs voisins étaient aussi demandeurs. On a pu conclure, selon John Varey, à « l'existence d'une vie théâtrale florissante dans les villages et bourgs des environs de Madrid durant tout le XVII^e siècle ». Et nous savons que cette passion fut largement partagée dans les royaumes d'Espagne.

Je retiendrai volontiers l'une des conclusions de Robert Jammes : « Le théâtre a propagé dans toutes les couches de

la société, et jusque dans les provinces reculées, les modes venues de la capitale : vêtements, chansons, danses, vocabulaire galant, coutumes diverses, etc. Indéniablement [...] le théâtre a pu jouer, sur le plan culturel, un rôle unificateur⁴⁶. » En définitive, il a favorisé le rayonnement de la nouvelle capitale.

Madrid et San Lorenzo del Escorial, son annexe, sont devenus le réceptacle privilégié des grandes collections royales d'œuvres d'art. Certes, les Rois Catholiques et Charles Quint, assisté par Marie de Hongrie sa sœur, avaient déjà commencé à réunir des œuvres d'art de grande valeur en provenance, pour la plupart, des Pays-Bas et d'Italie, sans négliger la production des royaumes ibériques. Mais ce fut Philippe II qui donna à la politique des collections d'art une grande ampleur : il semble bien que le goût artistique de Philippe se soit formé au cours du « très heureux voyage » qu'il effectua de 1548 à 1551 en Italie, où il visita les palais des Doria (Gênes), des Sforza (Milan) et des Gonzague (Mantoue), et aux Pays-Bas. Le jeune homme, qui avait alors une vingtaine d'années, éprouva une grande admiration, qui devait être durable, pour la peinture italienne et pour l'art flamand. Cette passion de collectionneur fut partagée, avec beaucoup de discernement et de goût, par son petit-fils Philippe IV, assisté par l'un de ses frères (le cardinal-infant Ferdinand) et quelques grands seigneurs, eux-mêmes collectionneurs émérites, de sorte que tout au long d'un siècle (1560-1660), le patrimoine de tableaux de maîtres de la cour d'Espagne ne cessa de grandir et devint, selon Jonathan Brown, la plus considérable collection de peinture de l'histoire européenne.

À l'époque de Philippe II, le palais monastère de l'Escorial, en construction, mais dont plusieurs parties furent achevées dans les années 1570, reçut une quantité très importante des collections royales : la bibliothèque Laurentine, fondée par le roi et dirigée par Benito Arias Montano, s'enrichit très rapidement grâce à l'acquisition de bibliothèques prestigieuses, celle de son directeur d'abord, celle de Diego Hurtado de Mendoza, celle de l'archevêque de Tarragone Antonio Agustín, bien d'autres encore, celle de la chapelle royale de Grenade qui abritait les plus beaux livres d'Isabelle la Catholique. Philippe II lui-même acheta plusieurs pièces de collection, de nombreux codex d'auteurs classiques (Virgile, Tite-Live, Horace, Pline), le manuscrit supposé de

saint Augustin, la célèbre et splendide *Apocalypse* de Beatus de Liébana, quelques bijoux de la vieille littérature castillane : les *Cantigas* de Santa María, le *Libro de los Juegos* d'Alphonse X, le *Libro de la Monteria* d'Alphonse XI, ou de grandes œuvres de l'époque comme les manuscrits autographes de Thérèse d'Ávila : *Vida*, *Libro de fundaciones*, *Camino de perfección*. Plusieurs des œuvres relatives aux mondes nouveaux, telle la *Relación de Michoacán*. Un magnifique recueil des gravures de Dürer et d'autres d'artistes flamands et italiens, un fonds remarquable de codex grecs, une collection exceptionnelle de manuscrits arabes – quelque 500 : de médecine, d'astronomie, d'histoire, et plusieurs commentaires du Coran, de très beaux exemplaires du Coran, dont celui saisi à Lépante⁴⁷.

À la bibliothèque était adjoind un cabinet scientifique d'une grande richesse en cartes de tous continents et pays, en cartes marines, en globes terrestres ou célestes, en astrolabes, en horloges.

On sait que Philippe II fut l'un des plus grands collectionneurs de reliques de l'histoire, non seulement par dévotion, mais aussi parce qu'il leur attribuait le pouvoir de transmettre une part de l'énergie spirituelle des hommes ou des femmes dont provenaient ces reliques. Il en rassembla 7 420, toutes déposées à l'Escorial dans des reliquaires qui étaient presque toujours des œuvres d'art, pièces d'orfèvrerie ou d'argenterie ; bustes-reliquaires sculptés allemands, italiens, espagnols ; coffrets en bois doré, en ivoire, en albâtre, d'une très grande variété de formes : églises, nefs, calices, pyramides, têtes couronnées, etc. Les nécessités de la liturgie suscitérent la création à l'Escorial d'un atelier de broderie dont demeurent de très belles créations.

L'Escorial ne fut pas un vrai musée de sculpture. Seul le maître autel de la basilique, où le retable et les statues orantes de la famille royale réalisées par Leone et Pompeo Leoni sont à eux seuls un spectacle, montre que la sculpture n'a pas été ignorée. Il est vrai que le duc de Toscane offrit à Philippe II un splendide *Christ crucifié* de Benvenuto Cellini et que des pièces de qualité, antiques ou modernes, qui provenaient des collections d'Antonio Agustín et de Hurtado de Mendoza, enrichirent la décoration de l'Escorial.

Mais c'est la peinture qui, tout au long de son règne, fut l'objet de tous les soins de Philippe II. « Les peintres de la chambre » sont des portraitistes de qualité, tels Alonso Sánchez Coello et Juan Pantoja de la Cruz. Mais ce sont les

collections qui intéressent surtout le roi : Jonathan Brown a évalué à un millier le nombre des toiles de maître acquises par le roi d'Espagne et ses envoyés, ses vice-rois ou ses gouverneurs. Compte tenu des tableaux déjà rassemblés par ses prédécesseurs, Philippe II put faire placer à l'Escorial quelque 1 150 tableaux, tandis que l'Alcázar en conservait environ 300 et le Pardo de 60 à 80. Il faut préciser que Philippe II témoigna toujours d'un goût très sûr, sauf à l'égard du Greco qu'il ne comprenait pas.

Les œuvres destinées à l'Escorial furent presque toutes des peintures d'inspiration religieuse. Le goût personnel de Philippe II et son ambition de servir l'entreprise de la Contre-Réforme jouèrent un grand rôle dans ces choix. Les tableaux firent l'objet de sept livraisons successives, de 1571 à 1598, en fonction de l'avancement des travaux et de l'achèvement des édifices qui composent le monastère. Nous en possédons la liste complète. Le premier lot important arriva à l'Escorial en 1574 : il comprenait plusieurs chefs-d'œuvre du Titien (*Le Paradis*, *La Dernière Cène*, *L'Oraison au jardin des Oliviers*, *Le Martyre de saint Laurent*) et de Jérôme Bosch (*Naissance du Christ*, *Le Christ portant sa croix*, *La Charrette de foin*, *Les Sept Péchés capitaux*) et quelques œuvres majeures de Rogier Van der Weyden (*Calvaire*, *Descente de Croix*) et de Joachim Patinir (*Tentations de saint Antoine*). Des paysages flamands et des planches de Dürer figuraient aussi dans cet envoi.

Les livraisons de 1584 et 1593 furent aussi de grande qualité. Lors de la première, les Vénitiens furent à l'honneur : le Titien (*Saint Jérôme*), le Tintoret (*L'Adoration des bergers*), Véronèse (*L'Annonciation*). Mais le *Martyre de saint Maurice* du Greco n'eut pas l'heur de plaire au roi. La deuxième fut illuminée par le génie de Jérôme Bosch, pour qui Philippe II avait des faiblesses : *Le Jardin des délices* et *Le Couronnement d'épines*. Le roi prudent avait d'admirables audaces.

Avec un grand souci du détail, Philippe II veilla au conditionnement et au placement de ces tableaux. Il choisit même les encadrements. La sacristie fut l'un des lieux privilégiés dans la distribution des tableaux avec huit toiles du Titien et la *Descente de Croix* de Van der Weyden.

Le Prado et l'Alcázar conservèrent une part notable de la collection royale. Le Prado fut ainsi doté d'une somptueuse galerie des Habsbourg : quarante-cinq portraits, dont une bonne part provenaient de l'héritage de Marie de Hongrie

qui avait fait réaliser à Augsbourg par le Titien et son atelier les portraits des membres de la dynastie. Les autres étaient dus au pinceau d'Antonio Moro et certains, plus tardifs, à celui de Sánchez Coello. Il y eut aussi au Prado plusieurs versions de la *Tentation de saint Antoine* de Jérôme Bosch. Malheureusement, plusieurs de ces tableaux disparurent dans l'incendie de 1604.

Après les transferts à l'Escorial, l'Alcázar resta le lieu d'exposition des toiles de caractère profane : quelque trois cents toiles dont de nombreux chefs-d'œuvre, tels que *L'Impératrice Isabelle* ou *Charles Quint à Mühlberg*, deux toiles fameuses du Titien, ou encore *L'Allégorie de Lépante*. Beaucoup d'œuvres des maîtres flamands, italiens et espagnols faisaient de l'Alcázar un des palais européens les mieux pourvus en œuvres d'art.

Philippe III ne développa que modérément ce patrimoine. Mais son fils Philippe IV fut, selon le terme retenu par Jonathan Brown, un « mégacollectionneur » qui fit de Madrid l'une des références obligatoires de la peinture européenne. L'action de Philippe IV fut triple : il augmenta considérablement les collections royales grâce à des achats importants en Angleterre, aux Pays-Bas et en Italie, et aux créations des artistes espagnols dont un peintre de génie, Diego Velázquez. Sous l'impulsion du comte-duc d'Olivares, il dota la capitale et ses environs d'autres lieux culturels importants : le palais du Buen Retiro pourvu d'un théâtre et de salons qui étaient au vrai des galeries de peinture, et le pavillon de La Torre de La Parada. Enfin, il confia à Velázquez la mission de rénover l'Alcázar pour en faire « un palais baroque de style italianisant » et celle de conduire les travaux d'amélioration de l'Escorial tout en révisant complètement la distribution des œuvres d'art à l'intérieur du palais.

Le premier objectif fut atteint par l'achat de nombreuses pièces de la collection de Rubens après la mort de l'artiste en 1640 : de la sorte, Philippe IV en vint à posséder 120 tableaux du maître flamand ! En 1650, la vente à Londres de la collection de Charles I^{er} d'Angleterre, exécuté le 9 février 1649, permit au roi d'Espagne d'acheter un lot de Van Dyck, deux Dürer, les tapisseries des *Actes des Apôtres* de Raphaël et de nombreuses toiles des grands Italiens : le Titien (la série des *Empereurs romains*), le Tintoret, Giorgione, le Corrège, le Pérugin, Mantegna. Enfin, lors de son deuxième voyage en Italie (1649-1652), Velázquez

acheta sur l'ordre de Philippe IV plusieurs chefs-d'œuvre de la sculpture antique (ainsi *le Germanicus*, *le Faune au repos*, *le Discobole*, *le Gladiateur*, *l'Hermaphrodite*, etc.) ou en fit exécuter des copies, fondues à Rome même. Au total, quelque 450 caisses d'« antiques » furent expédiées d'Italie à partir d'avril 1651. Un lot important de toiles des maîtres vénitiens (le Titien, le Tintoret, Veronèse...) compléta la collecte⁴⁸.

Qui plus est, l'épanouissement d'une grande peinture espagnole élargit le registre de la collection royale. C'est au cours des années 1625-1660 que Velázquez produisit les chefs-d'œuvre dont beaucoup se trouvent aujourd'hui au Prado. Et c'est aussi pendant le règne de Philippe IV que les autres grands peintres espagnols du Siècle d'or (Maíno, Zurbarán, Antonio de Pereda, Murillo, Valdés Leal) contribuèrent à l'enrichissement du patrimoine national.

Le Buen Retiro, dont nous connaissons très bien l'histoire grâce à John H. Elliott et Jonathan Brown, construit avec une extraordinaire célérité au cours de l'année 1633, fut précisément, comme je l'ai déjà souligné, le réceptacle de la nouvelle peinture espagnole. En effet, Velázquez réalisa, avec le concours de son atelier, les cinq portraits équestres à la gloire de la dynastie qui ornaient les murs est et ouest du salon des Royaumes – dit aussi salon des Batailles parce qu'il mettait en scène les douze victoires militaires des débuts du règne, avec le concours, entre autres, outre Velázquez, de Maíno, Pereda, Zurbarán dont *Les Travaux d'Hercule* furent une autre contribution. Et le Buen Retiro eut aussi son salon des Bouffons, autre démonstration de la présence d'une peinture espagnole majeure, son théâtre et son *casón*, vaste salle de bal et de concert. De beaux jardins, pourvus de pièces d'eau, furent ornés de statues ou de groupes sculptés avec pour emblème la statue équestre de Philippe IV réalisée par l'artiste florentin Pietro Tacca. Pour compléter le réseau des sites royaux de la capitale, le pavillon de la Torre de la Parada fut orné des tableaux des princes (le roi, les infants Carlos et Ferdinand, Baltasar Carlos) en chasseurs, de philosophes et de bouffons⁴⁹.

Enfin, les transformations de l'Alcázar et de l'Escorial se firent sous l'impulsion du roi et de Velázquez. Comme on peut en juger grâce à l'inventaire de 1686, analysé avec précision par Yves Bottineau, l'Alcázar fut transformé en palais baroque au terme d'un travail de longue haleine qui prit une douzaine d'années⁵⁰. Le salon des Miroirs (salón de

los Espejos), inauguré en 1659 lors de l'ambassade du maréchal de Gramont, était devenu la pièce la plus étonnante grâce au travail des fresquistes italiens Colonna et Mitelli, recrutés en Italie par Velázquez et qui, logés dans l'appartement du peintre espagnol, avaient travaillé sans relâche pendant des mois : le salon était un chef-d'œuvre d'architecture illusionniste où « les reflets des miroirs multipliaient les harmonies colorées et les illusions d'optique » (Yves Bottineau). Le salon Octogonal abritait désormais les répliques de trois sculptures antiques célèbres : *Le Faune au repos*, *L'Orateur* et *Le Discobole*. La galerie du Nord (Cierzo) n'était pas qu'une exposition permanente de la peinture flamande. Dès l'entrée, elle proposait aux visiteurs *L'Hermaphrodite* et *La Vénus à la coquille*. Puis une dizaine d'antiques, placés dans les intervalles des onze fenêtres, rassemblaient de nombreux Rubens, dont les portraits d'Anne d'Autriche et de Marie de Médicis, trois portraits du Greco et *Le Triomphe de Bacchus* (ou *Los Borrachos*) de Velázquez. La galerie du Midi, qui affichait cinquante-neuf portraits, dont les quinze *Empereurs romains* du Titien, fut par malheur la plus affectée par l'incendie désastreux de 1734. Las Bovedas, salles voûtées sous la galerie du Midi, avaient été placées sous le signe de la femme et de l'amour avec *Adam et Ève*, *Tarquin et Lucrèce*, *L'Offrande à Vénus* du Titien, *Les Trois Grâces* de Rubens, une *Ève* de Dürer, les *Nymphes au bain* de Jordaens et d'autres œuvres de Ribera, Veronèse, Zuccaro. On voit volontiers dans ce choix l'effet d'une complicité entre le roi et son peintre. Cette partie du palais fut également dévastée par le sinistre de 1734⁵¹.

Quant à l'Escorial, Philippe IV considéra comme une obligation morale d'achever le Panthéon et sa crypte consacrés à ses ancêtres. De 1645 à 1652, à la faveur de fréquentes allées et venues entre Madrid et le monastère, il veilla personnellement à la réalisation de l'escalier monumental, au pavement et à l'éclairage de la coupole. Puis il chargea Velázquez de rénover la décoration du palais, ce à quoi le peintre s'employa longuement, surtout pendant l'année 1656. L'exigence de qualité de Velázquez provoqua l'élimination de nombreuses œuvres. Il garda le meilleur des collections de Philippe II et compléta avec les nouveaux tableaux réunis par Philippe IV, notamment grâce à ses achats récents. Et il apporta un soin particulier aux deux sacristies, celle du Panthéon et celle de la basilique, aux

salles les plus fréquentées par les moines de Saint-Laurent : salle capitulaire et salle de lecture où les moines étudiaient la théologie. Les maîtres vénitiens (le Titien en tête) et flamands ou wallons (Rubens, Van Dyck, mais aussi Van der Weyden) eurent droit à un traitement de faveur, avec les six toiles de Pantoja de la Cruz qui représentaient les membres de la famille royale sculptés par les Leoni. *L'Allégorie de la Sainte-Ligue* du Greco fut sauvée elle aussi. Enfin, la sacristie de la basilique fut choisie pour servir de galerie emblématique : c'était une exposition de chefs-d'œuvre où les Italiens avaient la meilleure part.

Deux désastres – l'incendie de l'Alcázar en 1734 et la destruction du Buen Retiro pendant la guerre d'Indépendance entre 1811 et 1814 – devaient mutiler la construction artistique que les Habsbourg avaient réussie à Madrid.

Éphémérides. Chronique du Madrid des Habsbourg

Toute ville a une lecture originale du temps. Il y a bien sûr au programme les jours qui, chaque année, reviennent, attendus, parfois espérés ou redoutés. Il y a des jours pour le souvenir, d'autres pour la prière et le recueillement, d'autres encore pour les réjouissances publiques. Mais il y a aussi le nouveau et l'inattendu, les surprises du bonheur et du malheur, de la guerre et de l'épidémie, les célébrations des victoires, des naissances et des mariages royaux, le deuil collectif. Événements récurrents et accidentels composent une chronique particulière à chaque ville, différente de celles des autres, proches ou lointaines.

Avant même que Madrid fût promue au rang de capitale, la ville fut le lieu d'une détention exceptionnelle : celle, en 1525, de François I^{er}, roi de France, qui, après sa défaite et sa capture à Pavie, fut amené en Espagne et enfermé dans l'Alcázar de Madrid où, en septembre, il paraissait aux portes de la mort. Il reçut là la visite de Charles Quint, la messe fut célébrée dans sa chambre le 22 septembre et sa sœur, Marguerite, duchesse d'Alençon, vint le voir. C'est un peu plus tard, en janvier 1526, après le rétablissement de François I^{er}, que fut signé le traité de Madrid, dans la prison de l'Alcázar où les deux « enfants de France », les deux fils de François I^{er}, viendront en otages prendre la place de leur père – durant près de cinq ans, jusqu'en 1530, ils resteront les prisonniers de Madrid.

Madrid capitale a été le théâtre des célébrations

habituelles : les fêtes religieuses communes à l'ensemble du monde chrétien et une bonne part des 32 fêtes conservées à Madrid à partir de 1643 (après suppression de 15 à 20 autres fêtes) étaient des fêtes religieuses. Comme dans beaucoup d'autres villes, la Saint-Jean et la Saint-Jacques bénéficiaient d'une ferveur particulière, la Saint-Jean (et surtout la nuit de la Saint-Jean) parce qu'elle était souvent l'occasion de la recherche d'un(e) partenaire avec un mariage en perspective, la Saint-Jacques parce que Santiago était le patron de l'Espagne. La *romeria* de San Blas (2 février) donnait lieu à une belle fête d'hiver. Bien sûr, Madrid avait (et a toujours) son propre patron, San Isidro laboureur dont la fête, le 15 mai, occasion d'une *romeria* très courue, est au cœur d'un cycle festif. Une autre fête religieuse qui, à partir de la clôture du concile de Trente (décembre 1563), connut un très grand succès à Madrid fut la fête du Corpus Christi, dont la date déterminée par celle de Pâques est mobile. Cette exaltation de l'Eucharistie occasionnait une procession solennelle et très longue qui partait de la chapelle royale et y revenait après être passée par toutes les places importantes de la ville (dont la Plaza Mayor à partir de 1618). De longues stations donnaient lieu à la représentation d'*autos sacramentales* choisis parmi les meilleurs du genre. La procession était souvent perturbée par les gestes étranges de la tarasque, figure féminine monstrueuse, mais considérée comme protectrice et qui survécut jusqu'au XVIII^e siècle .

On se contentera de proposer une sélection, évidemment contestable, des événements qui firent sensation à Madrid de l'installation de Philippe II en 1561 à la mort de Charles II en 1700. En octobre-novembre 1571, la nouvelle et les détails de la grande victoire remportée à Lépante par la Sainte-Ligue commandée par don Juan d'Autriche, demi-frère du roi, donnèrent lieu à un *Te Deum* et des réjouissances populaires compréhensibles. L'année suivante, la nouvelle du massacre des protestants français lors de la Saint-Barthélemy fut l'occasion d'autres explosions d'allégresse qui, aujourd'hui, paraissent bien évidemment scandaleuses. À l'inverse, on conçoit que le mariage de Philippe II avec Élisabeth de Valois, fille d'Henri II, en 1559, effet du traité de paix du Cateau-Cambrésis, soit apparu et fêté comme un gage de paix. Élisabeth (Isabel en espagnol) fut d'ailleurs appelée à Madrid la « princesse de la Paix ». De même, le traité de paix de Vervins avec la France en 1598,

puis celui de Londres avec l'Angleterre en 1604, préludes à une paix générale, effective lorsque fut signée en 1609 la trêve de douze ans avec les Hollandais, furent l'occasion de fêtes populaires.

Au XVII^e siècle, plusieurs événements vinrent alimenter la chronique madrilène : les obsèques en 1611 de la reine Marguerite d'Autriche, très populaire, et qui avait combattu l'influence néfaste du duc de Lerme sur son époux, Philippe III, furent très suivies, d'autant que de beaux monuments éphémères avaient été érigés en l'honneur de la défunte souveraine ; les entrées solennelles des nouvelles reines, les visites du peintre diplomate Rubens, l'inauguration de la Plaza Mayor en 1619, où eut lieu en 1621 l'exécution de Rodrigo Calderón, comte d'Oliva, marquis de Sieteiglesias, qui avait été des années durant le secrétaire et l'homme de confiance du duc de Lerme, le *valido* de Philippe III. Cet homme haï à la fois par les grands seigneurs et les humbles, accusé justement de crimes et de prévarications, impressionna vivement la foule en raison de son arrogance et de son courage lors de son exécution, au point de susciter une expression : « *Tener mas orgullo que don Rodrigo en la horca* » (« Montrer plus d'orgueil que don Rodrigue au gibet ») !

L'année suivante, en 1622, après l'allégresse provoquée par la victoire de Fleurus sur l'Union protestante, de grandes fêtes, accompagnées de célébrations religieuses et de l'érection de monuments éphémères, furent organisées à Madrid à l'occasion de la canonisation simultanée de quatre saints espagnols par le pape Grégoire XV : deux jésuites, Ignace de Loyola et François Xavier, la carmélite Thérèse d'Ávila et le patron de Madrid, San Isidro laboureur, dont le dossier était modeste et dont les miracles étaient très hypothétiques, mais c'était un hommage de l'Église de Rome à l'Espagne et une manière de démontrer que les humbles pouvaient aspirer à la sainteté.

Les années 1620 furent décidément des années fastes à Madrid, car en 1623, le prince de Galles, le futur Charles I^{er} d'Angleterre, fut reçu dans la capitale espagnole avec les plus grands honneurs : un projet de mariage avec l'infante avait été élaboré, qui échoua pour des raisons religieuses. En 1625 on fêta plusieurs victoires : la prise de Breda, la reprise de Bahia, l'échec infligé à la flotte anglaise devant Cadix. Deux ans plus tard, Rubens vint en visite diplomatique à Madrid et fit du jeune Philippe IV un portrait très admiré.

À cette occasion, Rubens fit la connaissance de Velázquez, pressentit son génie et conseilla à Philippe IV de l'envoyer en Italie afin qu'il y complétât sa formation. Conseil suivi d'effet.

Il fallut déplorer les décès de plusieurs infants et infantes qui vécurent quelques jours à peine. Mais, en 1629, la naissance de Baltasar Carlos, un bel enfant apparemment robuste, parut assurer l'avenir prochain de la dynastie. Son deuxième anniversaire, en 1631, donna lieu à une grande fête taurine sur la Plaza Mayor.

Les années 1630 permirent de fêter l'inauguration du palais du Buen Retiro en 1633, marquée par une orgie de spectacles, puis de célébrer la brillante victoire, en 1634, du cardinal infant Ferdinand, frère du roi, à Nördlingen sur Gustave-Adolphe et ses Suédois, et finalement la victoire, le 7 septembre 1638, de Fontarrabie sur les Français qui avaient pénétré au Pays basque : le comte-duc d'Olivares, dont ce fut le dernier grand succès, s'employa à donner un lustre particulier à cette victoire.

Mais les années 1640 accumulent les malheurs et Madrid en éprouve les effets : en 1640, les révoltes de la Catalogne et du Portugal alimentent évidemment les commentaires des *mentideros* et plus encore les détails de la conspiration d'Andalousie, menée par le duc de Medina Sidonia et le marquis d'Ayamonte à l'été 1641. Survient alors la première défaite grave depuis des lustres de l'armée espagnole à Rocroi (1643).

En revanche, la victoire de Fraga et la récupération de la Catalogne, après l'entrée de Philippe IV à Lerida, coïncident avec l'arrivée à Madrid du célèbre portrait de Philippe IV peint par Velázquez, précisément à Fraga, portrait exposé dans l'église de San Martín, qui était en quelque sorte la paroisse des Catalans à Madrid, pour leur fête du 10 août qui semble sceller la réconciliation des deux principaux royaumes de la monarchie.

Pendant les années 1640, plusieurs deuils cruels frappent le roi et obscurcissent l'avenir de la dynastie : la reine Élisabeth de Bourbon, très respectée par le peuple madrilène, meurt le 6 octobre 1644, et l'infant Baltasar Carlos, immortalisé par les admirables portraits de Velázquez, est emporté par une crise de variole le 9 mars 1646. Malgré ses infidélités notoires, le roi aimait la reine et adorait son fils. Le remariage que Philippe IV accepta pour tenter de donner des héritiers à sa Couronne fut dénué

d'enthousiasme, comme le prouve sa correspondance.

Le 6 août 1660, Velázquez meurt à Madrid, quelques jours après son retour de l'île des Faisans où il était allé avec le roi pour préparer et célébrer le mariage de Marie-Thérèse avec le futur Louis XIV.

Sans doute la naissance en 1661 de l'infant Charles (le futur Charles II) fut-elle l'occasion de fêtes prolongées et son baptême, le 6 novembre, le prétexte à mascarades qui s'en prenaient aux médecins coupables de n'avoir pas sauvé le petit infant Philippe Prosper, disparu un ou deux ans plus tôt. En 1665, la dernière corrida royale présidée par Philippe IV, peu de temps avant sa mort, est l'occasion d'une grande parade politique et sociale sur la Plaza Mayor, à laquelle assistent les ambassadeurs de toutes les monarchies européennes, celui de la République de Venise, le nonce du pape et les membres des conseils de gouvernement, parade longuement décrite par Jacques Carel de Sainte-Garde, secrétaire de l'archevêque d'Embrun⁵².

Il n'empêche. La chronique madrilène des Habsbourg était devenue une triste litanie. Philippe IV, décédé en 1665, n'était pas parvenu à donner une conclusion honorable à l'affaire portugaise et il fallut attendre janvier 1668 pour qu'un traité signé à Madrid reconnaisse l'indépendance du Portugal, qui vivrait seul désormais la suite de son histoire.

En 1680, le dernier jour de juin, la Plaza Mayor fut le théâtre du plus grand autodafé que Madrid ait connu. Le marquis de Villars, alors ambassadeur de France, a laissé un récit de cet « *auto* général [...] la relation publique du procès et de la condamnation de plusieurs coupables de crimes contre la religion, que l'on avait rassemblés de toutes les Inquisitions d'Espagne [...]. Depuis sept heures du matin jusqu'à neuf du soir, on fut occupé à voir des criminels et à entendre leurs condamnations. Dix-huit juifs, tant hommes que femmes, obstinés, deux relaps avec un mahométan furent condamnés au feu ; cinquante autres juifs ou juives, pris pour la première fois et repentants, furent condamnés à quelques années de prison et à porter ce qu'on appelle *sambenito* [...] dix autres coupables de doubles mariages, de sortilèges et d'autres maléfices parurent [...] la corde au col et une bougie à la main : la peine de ceux-ci est ordinairement le fouet, les galères ou le bannissement⁵³ ».

Quant à l'empire européen de l'Espagne, il se défaisait lentement. Chaque traité de paix emportait quelques lambeaux de l'originale construction politique organisée par

Charles Quint et Philippe II.

Le petit peuple madrilène tout comme les courtisans n'espéraient plus qu'un miracle pour détourner le destin, c'est-à-dire un enfant royal, né du fantomatique Charles II, issu des dernières copulations de Philippe IV. Elle était pourtant belle et gracieuse, la Gavacha (terme désignant une Française, avec une connotation péjorative), cette Marie-Louise d'Orléans que Charles II, incrédule, avait accueillie comme un cadeau improbable du ciel, auprès de laquelle il s'efforçait chaque nuit ou presque. L'Alcázar et les *mentideros* n'étaient que rumeurs. Plusieurs fois, on crut en effet que le miracle était devenu réalité. La reine était enceinte ! Le roi rayonnait de bonheur avant de sombrer, quelques semaines plus tard, dans un noir désespoir.

Au fil des années et des déceptions, les rumeurs se muèrent en calomnies, en accusations venimeuses. La princesse française, inspirée par Louis XIV, avait pris des drogues contraceptives afin de ne pas concevoir d'enfant ! Le roi de France pourrait ainsi, à la mort de Charles II, mettre la main sur l'héritage espagnol. En juillet 1685, une émeute antifranaïaise éclata à Madrid aux cris de : « Vive le roi ! À mort la Gavacha ! » Marie-Louise, qui avait déjà accepté, dans son désir d'enfant, tous les expédients, se déclara même prête à un exorcisme, dont elle ne fut sauvée que par une crise de petite vérole. Mais point d'enfant. Épuisée, la jeune reine mourut le 11 février 1689, peut-être empoisonnée par des gens à la solde de l'ambassadeur autrichien Mansfeld, désigné par Saint-Simon comme l'instigateur du crime et aussitôt rappelé à Vienne après le décès de Marie-Louise. Autre hypothèse : une péritonite.

Quoi qu'il en fût, la nouvelle reine, l'Autrichienne Marianne de Neubourg, ne parvint pas davantage à concevoir un héritier. À l'impossible... En 1700, à la mort de Charles II, le problème de la Succession d'Espagne allait enflammer l'Europe.

Au long de ce règne désenchanté, Madrid végétait et sa population avait même diminué légèrement. Dans une conjoncture démographique dépressive, l'alluvion migratoire ne renouvelait pas suffisamment une population peu dynamique à faible taux de nuptialité. Il est vrai qu'une pression fiscale ravageuse qui enchérissait toutes choses, au point d'amputer de 12 à 15 % les revenus des artisans, ne cessa de s'aggraver, au moins jusqu'en 1680. La diète du petit peuple s'appauvrisait continûment et les vagues

périodiques de paysans ruinés avaient multiplié dans la ville les mendiants, mais aussi les délinquants et les criminels. Les nombreux hôpitaux ouverts à Madrid – une quinzaine – étaient débordés : les deux plus importants, l'hôpital général et son annexe, l'hôpital de la Passion, assistèrent, de 1680 à 1689, en moyenne quelque 9 000 personnes par an. Tandis que l'instance judiciaire, la Sala de Alcaldes de Casa y Corte, multipliait arrestations et condamnations, dont 200 environ chaque année à de lourdes peines pendant toute la durée du règne (1665-1700). La présence parmi les condamnés de nombreux soldats, mais aussi de notaires ou d'officiers de police (*alguaciles*) en dit long sur le délabrement et la corruption de la société madrilène en cette fin de siècle.

Un révélateur évident de cette dégradation fut le Motín de Oropesa (émeute d'Oropesa) le 28 avril 1699. Il éclata à propos d'un incident banal, la plainte d'une pauvre femme qui, sur la Plaza Mayor, déplorait la mauvaise qualité du pain de ménage. Le *corregidor* commit l'erreur de l'insulter. Or, depuis deux ou trois mois, quelque 20 000 paysans affamés avaient envahi Madrid où, désœuvrés, ils erraient en compagnie des pauvres et des chômeurs habituels. L'émeute se déclencha brutalement, regroupa mendiants, manœuvres, artisans, travailleurs du bâtiment. La foule furieuse assiégea et pilla le palais d'Oropesa, favori et Premier ministre (*valido*) en exercice. Il y eut même un groupe considérable qui força les portes de l'Alcázar et exigea à grands cris la destitution d'Oropesa et du *corregidor*, la baisse du prix du pain, la taxation du grain et la garantie du pardon pour les émeutiers. Charles II, déjà malade, accéda à toutes les pétitions et sollicita lui-même le pardon de son peuple pour sa passivité.

Au cœur de la capitale, un symptôme fort de l'épuisement de la dynastie.

Le Madrid des premiers Bourbons

Madrid pendant la guerre de Succession d'Espagne

Le testament de Charles II et sa mort créèrent à Madrid une atmosphère étrange, perceptible dès l'entrée dans la capitale en février 1701 d'un jeune roi de 17 ans, Philippe d'Anjou, le petit-fils de Louis XIV devenu Philippe V d'Espagne. Soudain, la ville s'emplit de Français qui paraissaient en charge des destinées du pays. Il ne s'agissait pas seulement des secrétaires, tels Claude Étienne de La Roche, des médecins ou des gens de service, comme le valet de chambre Valois, qui accompagnèrent le jeune roi. Et, paradoxalement, si l'aristocratie se montrait réservée, l'opinion populaire ne semblait nullement hostile à cette intrusion, comme si elle était parfaitement consciente de l'absolue nécessité de l'appui de la France pour que l'Espagne conserve ce qui restait de son empire. Car, dès 1703, l'alliance entre l'Angleterre, l'Autriche, les Provinces-Unies et le Portugal, qui refusaient le testament de Charles II et se ralliaient à l'archiduc Charles d'Autriche comme prétendant au trône d'Espagne, rendait la guerre inévitable. Pour conduire cette guerre, pour mobiliser les ressources de l'Espagne, les Français qui accompagnèrent Philippe V paraissaient indispensables.

Louis XIV entendait bien diriger la politique espagnole par l'intermédiaire de son petit-fils, à qui il avait recommandé de devenir un bon Espagnol, mais de ne jamais oublier la France, et qu'il avait placé sous influence : sans le consulter, il lui avait fait épouser en 1701 à Barcelone Marie-Louise de Savoie, âgée de seulement 13 ans, qui n'avait pas été davantage consultée. Et il avait prévu que l'ambassadeur de France à Madrid, le cardinal César d'Estrées, jouerait auprès de Philippe le rôle d'un Premier ministre. Mais il avait aussi

envoyé à Madrid Marie-Anne de La Trémoille, princesse des Ursins, une femme impérieuse, énergique, qui devait jouer à la tête de la Maison de la reine le rôle de *camarera mayor*. Elle exerça en effet une influence notable sur le jeune roi grâce à Marie-Louise, elle même subjuguée par la princesse, malgré la force de caractère et la personnalité remarquable de cette toute jeune femme, révélées au fil des années. De sorte que les grands seigneurs espagnols qui participèrent aux affaires furent les témoins étonnés de l'affrontement entre le cardinal d'Estrées, allié au chef de la Maison du roi, le marquis de Louville, et la princesse des Ursins qui reçut le concours du technicien des Finances, Jean Orry.

Par chance, les deux jeunes gens étaient enchantés l'un de l'autre. La découverte du plaisir charnel suscita un tel émerveillement chez Philippe V qu'il devint amoureux fou de sa femme, elle-même très ardente. Le roi et la reine couchaient dans le même lit où ils passaient de longues heures, ne se levant qu'à l'approche de midi, sauf s'il s'agissait d'un jour de messe de communion. Il est piquant de constater que ce qu'écrivit le duc de Saint-Simon, ambassadeur à Madrid en 1721-1722, à propos de l'étroite intimité entre Philippe V et sa deuxième épouse, Élisabeth Farnèse, aurait pu s'appliquer parfaitement aux relations de Philippe et de Marie-Louise. Lisons plutôt : « Le roi et la reine n'ont jamais pour eux deux qu'un appartement, que les mêmes pièces pour le même usage, que la même table pour tout ce qu'ils veulent faire et ils font toujours ensemble les mêmes choses ; ils ne se séparent jamais que pour des fonctions courtes, rares, indispensables ; leurs audiences sont presque toujours ensemble... Ils couchent dans le même lit et il leur est arrivé d'avoir tous deux la fièvre en même temps sans avoir pu être persuadés de découcher d'ensemble, même en faisant apporter un autre lit auprès du leur. C'est celui où je les ai vus⁵⁴. » Saint-Simon aurait pu voir en effet Philippe et Marie-Louise dans la même situation. Et, comme plus tard Philippe et Élisabeth, ils lisaient ensemble des livres de dévotion, puis, après la toilette, entendaient la messe. Bref, ils étaient inséparables. La reine accompagnait même le roi à la chasse à l'affût, s'embusquait avec lui dans une feuillée. Nos contemporains qualifieraient cette union de « fusionnelle ».

Ces amours royales étaient tout à fait du goût du peuple madrilène, qui fêta avec enthousiasme son premier fruit, l'infant Luis Fernando, né à Madrid le 25 août 1707. Les

Espagnols avaient enfin un héritier du trône bien à eux, né en Espagne. Et l'avenir parut plus assuré grâce à la naissance en 1713 d'un deuxième fils, Ferdinand, qui devait en effet devenir Ferdinand VI. Les Castillans appréciaient aussi que le « roi immigré » aille prendre la tête des armées, en 1705 d'abord, puis en 1710, lors d'une des pires conjonctures de la guerre. Et si dans sa majorité l'aristocratie, la noblesse titrée, restait réservée, souvent retirée dans ses domaines, le peuple de Madrid avait choisi la cause des Bourbons, celle de Philippe et de Marie-Louise. Il le montra de façon évidente pendant l'année 1706 (à partir du 27 juin), lors de la première occupation de la capitale par les troupes de l'archiduc Charles, puis de nouveau en 1710 lorsque l'armée de Habsbourg reprit Madrid, et cela malgré la présence de l'archiduc, lui-même accueilli très froidement par la population. Il est vrai qu'en 1706, les Alliés avaient fait preuve d'une rare maladresse et d'une ignorance totale de la psychologie des peuples en confiant le contrôle de la capitale aux miquelets catalans dont la réputation était détestable et qui se rendirent vite insupportables⁵⁵.

La princesse des Ursins avait eu le tort, lors de son premier séjour madrilène de 1702 à 1704, « de marginaliser les ministres espagnols, d'exclure les Grands et même de s'aliéner les ambassadeurs de France⁵⁶ ». Louis XIV la rappela à Paris pour lui faire la leçon, mais, dès 1705, il dut la renvoyer à Madrid où la reine la réclamait à grands cris. Toutefois, Louis XIV dépêcha en même temps dans la capitale espagnole un politique et diplomate avisé, Michel-Jean Amelot, qui, très rapidement, prit le contrôle du Despacho, le « Conseil de cabinet », apparu sous Charles II, et qui avait peu à peu court-circuité les Conseils dominés par les aristocrates. Amelot devint ainsi un Premier ministre de fait. À son arrivée, il ignorait tout de l'Espagne et n'avait pas grande considération pour les Espagnols. Mais, comme il était intelligent, il nuança peu à peu ses jugements, et les propos qu'il tenait en 1710 étaient fort différents de ceux de 1706.

De plus, Louis XIV lui renvoya comme collaborateur Jean Orry, déjà en Espagne de 1701 à 1704, et qui jusqu'en 1715 multiplia les allers-retour entre la France et l'Espagne, car Louis XIV avait souvent besoin de lui. Technicien des Finances d'une compétence exceptionnelle, il avait dès 1703 mis au point un plan pour la régie des Affaires du roi d'Espagne. Il avait étudié à fond l'organisation fiscale de

l'Espagne et il joua un grand rôle dans les importantes réformes financières du premier Bourbon (décrets de Nueva Planta). Il créa dès octobre 1703 la Grande Trésorerie de guerre (suspendue de 1711 à 1713) et, grâce à l'appui d'Amelot, il parvint à réduire notablement les intérêts des *juros* (sorte d'obligations d'État), ce qui soulagea les Finances publiques. En 1713-1714, en collaboration avec Macanaz, il mit au point le plan Orry, réforme essentielle du système des conseils, car la réalité du pouvoir passait aux quatre secrétariats du Despacho universel nouvellement créés. Ainsi, les collaborateurs français de Philippe V, envoyés par Louis XIV à Madrid, exercèrent un rôle essentiel dans la transformation du système politique espagnol dès l'avènement de la nouvelle dynastie. Ils avaient aussi joué un rôle dans la préparation du décret royal du 11 juillet 1705 qui divisait le Despacho en deux conseils, l'un chargé de la Guerre et des Finances, le deuxième de toutes les autres questions⁵⁷.

Ces réformes furent acceptées par la Castille parce qu'elles avaient été réalisées dans l'urgence pour accompagner la conduite de la guerre, notamment la levée de troupes et leur paiement. Un autre aspect de l'intervention française fut en effet l'envoi de chefs de guerre : le chevalier d'Asfeld, le maréchal de Tessé, le maréchal de Berwick, d'origine anglaise (fils naturel de Jacques II d'Angleterre), mais au service de la France, et, en 1712, le duc de Vendôme.

Toutefois, la reconstitution d'une armée espagnole de valeur fut obtenue par des réformes profondes, dirigées par Francisco Fernández de Córdoba, qui concernaient à la fois le recrutement (conscription assortie d'un tirage au sort qui ne conservait qu'un homme sur cinq), l'organisation des unités et l'armement. Il s'agit d'une question qui déborde la logique de ce livre, mais il est important de savoir que grâce à ces réformes, et non sans difficultés, l'armée espagnole en 1709 put aligner 73 bataillons d'infanterie et 135 escadrons de cavalerie convenablement équipés et armés, voire payés. Signe fort : les nobles s'intéressaient de nouveau aux problèmes militaires et recherchaient les grades d'officiers.

Ce sont les circonstances de la guerre qui jouèrent un grand rôle dans le ralliement définitif de Madrid et de son peuple à la dynastie. Déjà, la victoire d'Almansa de l'armée franco-espagnole sur les alliés en avril 1707 avait donné un certain lustre à la nouvelle armée. Mais ce sont les événements de 1709-1710 qui furent décisifs. La France,

épuisée par le terrible hiver de 1709, en proie à la famine et dont l'armée, malgré son héroïque résistance à Malplaquet, paraissait aux abois, semblait sur le point d'abandonner l'Espagne. Louis XIV, lui-même décidé à traiter à tout prix avec les alliés, était prêt à sacrifier son petit-fils qu'il avait morigéné sans ménagements depuis 1701 et à qui il avait souvent imposé ses volontés.

Mais cette fois, Philippe V et Marie-Louise s'insurgèrent. Philippe V, profondément choqué que son grand-père ait songé sans le consulter à abandonner l'Espagne et son empire à l'archiduc Charles, déclara au roi de France qu'il ne quitterait jamais l'Espagne sauf mort, qu'il préférait périr en combattant pied à pied à la tête de ses troupes. « Je dois cette résolution à ma conscience, à mon honneur et à l'amour de mes sujets... Et je ne quitterai jamais l'Espagne tant que j'aurai un souffle de vie », lui dit-il. Le jeune roi et son épouse désavouèrent le projet français, en appelèrent au peuple espagnol, comme le fit Marie-Louise du balcon du palais royal avant de quitter Madrid pour Valladolid en 1710. Et le peuple, qui aimait celle qui se faisait appeler « la Savoyarde », répondit par son engagement. Philippe et Marie-Louise démontraient que l'Espagne n'était pas un simple satellite de la France. D'ailleurs, pendant le séjour des alliés dans la capitale en 1710, les partisans castillans conduits par des leaders spontanés, Feliciano de Bracamonte et José Vallejo, harcelèrent les troupes de l'archiduc aux abords de la ville. Si les Espagnols furent encore battus à Saragosse en août 1710, les bataillons espagnols contribuèrent grandement à la victoire de Villaviciosa en décembre 1710. Il est vrai que Louis XIV avait consenti un dernier effort en envoyant en Espagne un de ses meilleurs chefs de guerre, le duc de Vendôme.

La réaction de Philippe avait sans doute surpris Louis XIV. Elle lui rendait plus intolérable encore la prétention des alliés qui exigeaient que le roi de France détrônât lui-même son petit-fils. Et la roue de l'histoire tournait : la preuve était faite que la Castille et Madrid ne pourraient être dominées qu'au prix d'une armée d'occupation nombreuse. L'aristocratie se ralliait à Philippe V : en septembre 1710, 32 grands seigneurs signèrent un document où ils affirmaient leur fidélité à la personne de Philippe V et demandaient l'assistance militaire de la France. De plus, la mort de l'empereur Joseph faisait de l'archiduc Charles le nouvel empereur. Ni les Anglais ni les Hollandais ne

souhaitaient reconstituer à son bénéfice l'empire de Charles Quint. Ils étaient prêts à reconnaître Philippe V comme roi d'Espagne moyennant l'abandon des domaines européens de l'Espagne en Italie et aux Pays-Bas. Ce furent ces circonstances nouvelles qui conduisirent au traité d'Utrecht signé le 11 avril 1713. L'Espagne conservait son empire américain, clause d'autant plus heureuse que la production des métaux précieux connaissait un nouvel élan après une longue dépression.

La guerre de Succession d'Espagne eut une grande importance pour Madrid car, déjà siège de la Cour, elle devint alors la véritable capitale de l'Espagne. En effet, les Bourbons, Philippe V le premier, purent considérer que les royaumes d'Aragón et de Valence, qui s'étaient ralliés à l'archiduc Charles et dont les soldats avaient combattu ses armées, étaient des rebelles qui avaient fait un mauvais usage de leurs privilèges. En conséquence, le décret du 29 juin 1707 abolit les *fueros*. Il se référait explicitement à la rébellion des royaumes d'Aragón et de Valence qui, en refusant leur allégeance à leur souverain légitime, « avaient perdu tous les droits, privilèges, immunités et libertés dont ils jouissaient ». Et le premier décret de Nueva Planta, signé le même jour, s'appliqua au royaume de Valence. Par la suite, des décrets comparables concernèrent l'Aragón, les Baléares et enfin la Catalogne, après la capitulation de Barcelone (décret du 16 janvier 1716).

« La couronne d'Aragón et la principauté de Catalogne, écrit John Lynch, avaient cessé d'exister comme des parties séparées de la monarchie espagnole. » Ainsi, le Conseil d'Aragón disparut. La voie paraissait ouverte à une centralisation politique et administrative dirigée depuis Madrid. Certes, l'unification fiscale ne fut pas totale, mais « la guerre de Succession donna une grande impulsion à la Réforme. L'Espagne disposait d'une armée moderne, de revenus plus élevés, d'un nouveau gouvernement central, et d'une élite bureaucratique » dont un personnage comme Macanaz, au cœur de l'entreprise réformiste, était le symbole⁵⁸. Et cette entreprise était élaborée et définie à Madrid.

Madrid, capitale politique et administrative de l'Espagne

Le premier gouvernement de l'Espagne après le traité d'Utrecht fut encore dominé par la princesse des Ursins et il était toujours sous influence française. Le nouveau plan de

gouvernement, retenu le 10 novembre 1713, créait cinq secrétaireries d'État (État, Guerre, Finances, Marine et Indes, Justice) qui avaient autorité sur les Conseils. Un décret daté du même jour « remodelait profondément les structures » du Conseil de Castille, de loin le plus important de tous, car il avait en charge toute l'Espagne. Macanaz et Orry étaient les personnages clés du gouvernement, mais Macanaz fut très vite en mauvais termes avec l'Inquisiteur général.

Un événement important bouleversa la situation : en février 1714, la reine Marie-Louise mourut de la tuberculose. Elle avait 27 ans. Or, selon le mot d'un témoin, Philippe V avait surtout besoin d'un livre de prières et d'une femme et, comme l'observa Silhouette qui visita l'Espagne en 1720-1722, « son tempérament ne lui permettait pas de rester veuf ». Malgré son désespoir, il lui fallut quelques mois à peine pour remplacer Marie-Louise de Savoie. L'élue le fut grâce au portrait séduisant qu'en fit le diplomate italien Alberoni qui se préparait un avenir et oublia de préciser l'empreinte laissée par la variole sur le visage de la jeune femme, il est vrai fort bien faite. Ce fut Élisabeth Farnèse, fille du duc de Parme, Édouard III, âgée alors de 22 ans. D'emblée, le 22 décembre 1714, après une entrevue orageuse, elle marqua son territoire en renvoyant la princesse des Ursins à la frontière au milieu d'une glaciale nuit d'hiver. La jeune Élisabeth, qui s'empara aussitôt de l'esprit (et des sens) du faible Philippe, d'une culture limitée, mais ambitieuse et habile, fut autant détestée du peuple espagnol que Marie-Louise en avait été aimée. D'autant que si elle mit des bornes à l'influence française, elle ne fit aucune faveur aux Espagnols : ce furent désormais les Italiens, Alberoni en tête, qui inspirèrent la politique de Philippe V, au moins pour un temps. Dès février 1715, Orry et Macanaz furent congédiés, et le décret de novembre 1713 fut révoqué. Très impopulaire, Élisabeth Farnèse conserva toute son emprise sur le roi, d'autant qu'elle assura l'avenir de la dynastie grâce aux nombreux enfants qu'elle lui donna : sept, dont six parvinrent à l'âge adulte, et parmi eux le futur Charles III.

Cependant, la vie de Cour à Madrid n'en fut pas transformée. On la connaît assez bien par le témoignage déjà évoqué de Saint-Simon, présent à Madrid de 1720 à 1722. Cour assez médiocre, quoique le duc concède : « En certains jours, la Cour est grosse et magnifique et a toute la splendeur de celle d'un grand roi. »

Il est vrai que le déroulement habituel de cette vie de Cour paraît convenu et monotone, même si certains détails peuvent surprendre : ainsi, la toilette de la reine est très suivie par ceux qui ont déjà assisté à celle du roi, et « le prince, la princesse et les infants » ne la manquent jamais ; le cardinal Borgia lui-même l'honore de sa présence. La messe qui suit la toilette de la reine est également recherchée. Les souverains passent directement de leur appartement intérieur à la chapelle. « Tout ce qui peut entrer à la toilette de la reine entre aussi à la tribune de la chapelle », avec le capitaine des gardes en sus. Les « heures de Cour » sont très inégalement fréquentées. Celle du matin, après la toilette du roi et l'entretien d'une bonne demi-heure avec son confesseur, n'est pas très courue, alors que celle qui suit le retour de la chasse, « presque toujours à la nuit », a plus de succès : « Il s'y trouve quelquefois assez de monde », d'autant plus que le roi, la reine et les princes prennent alors une collation avec tous les gens qui les avaient accompagnés à la chasse.

Saint-Simon s'attarde avec complaisance sur la description de ces chasses, « l'occupation la plus continuelle du roi et de la reine d'Espagne ». Décidément, la chasse a toujours passionné les rois d'Espagne, qu'ils fussent Habsbourg ou Bourbons. « Comme cette chasse est de tous les jours, il faut souvent changer de lieu. » Les chasseurs se mettent à l'affût dans des feuillées dressées au lieu choisi, vers lesquelles les paysans mobilisés pour l'occasion (jusqu'à 400 parfois !) dirigent le gibier « avec bruit et méthode pour chasser les bêtes vers l'enceinte... avec une telle justesse qu'il n'arrive presque point que ce soit hors de portée de fusil... On tire, à droite, à gauche, sur tout ce qui passe, mais on observe de ne tirer qu'après Leurs Majestés et le prince ». Les loups et les renards, s'il y en a, sont abandonnés, mais « sangliers, cerfs, biches, daims, lièvres, etc., on apporte tout devant la feuillée du roi [...] et tandis qu'on éventre et qu'on vide les bêtes et qu'on les attache derrière le carosse du roi, c'est un temps de Cour et de conversation pour les assistants où le roi parle plus qu'ailleurs et que la reine égaye toujours ». Et le cortège revient aux flambeaux.

Saint-Simon, qui a assisté deux fois à cette chasse, évoque aussi le temps du carême, période où les souverains se mortifient en renonçant à la chasse. La Cour séjourne alors au Buen Retiro, proche du monastère de Notre-Dame d'Atocha où le roi et la reine peuvent faire leurs dévotions.

L'ambassadeur français réserve une place importante aux audiences que le roi accorde avec la reine (et il est recommandé aux solliciteurs de souhaiter la présence de la reine !), qu'il s'agisse des audiences publiques comme celle du Conseil de Castille ou celles des ministres étrangers, ou des audiences particulières dont le cérémonial est minutieusement décrit. Saint-Simon fait bien comprendre à ses lecteurs l'empire que la reine a sur l'esprit du roi : « On ne peut exprimer la mesure et la discrétion avec laquelle elle se laisse aller à entrer dans ce qui se dit, puis, insensiblement, à mener la parole comme si elle ne la menait pas, à égayer les choses sérieuses sans indécence, et sans sortir d'aucunes bornes d'une justesse à tout, ce qui ne peut être que le fruit d'une grande justesse d'esprit, d'une application continuelle et d'une intime connaissance du roi. Attentive à le louer, à lui tout reporter, à s'anéantir devant lui, pourtant avec dignité, et à le soulager en toutes choses et à aider aussi avec bonté celui qui est à l'audience⁵⁹. »

La Cour et ses services, plus modestes qu'au temps des trois Philippe, était en quelque sorte la vitrine de la monarchie, à usage international et à l'intention de l'aristocratie qu'il s'agissait de rallier définitivement à la nouvelle dynastie. Mais, à Madrid, le nouveau régime eut des effets considérables : la création des secrétaires d'État, qui devinrent progressivement les personnages essentiels du gouvernement, le rôle élargi du Conseil de Castille qui, en 1707, hérita des compétences du Conseil d'Aragon supprimé, de son annexe la Chambre de Castille (*Camara de Castilla*), de la Sala de Alcaldes de Casa y Corte et, à l'échelon local, du *corregidor* et des *regidores*, renforcèrent le contrôle du pouvoir politique et de l'administration centrale. Résultat évident : une augmentation importante du nombre des fonctionnaires et des officiers, et notamment de ceux qui vivaient à Madrid. Et paradoxal : Cour moins brillante qu'au temps de Philippe IV, mais qui absorbe la ville et ses institutions !

Les conseillers français de Philippe V, qui avaient guidé ses premiers pas dans le gouvernement de l'Espagne, étaient opposés à la polysynodie traditionnelle des Habsbourg, mais ils ne souhaitaient pas imposer aux élites politiques du pays une transformation trop brutale. Le décret du 30 novembre 1714 confirma celui de février 1713 en instituant cinq secrétaires d'État qui se partageaient les affaires de gouvernement, et en établissant la prééminence des

secrétaires d'État sur les Conseils dont les compétences étaient réduites, sauf celles du Conseil de Castille qui eut pour lui la permanence, l'expérience de ses membres et de son personnel. Les listes de mémoires et dossiers soumis chaque année au Conseil de Castille et qui sont d'une variété immense (agriculture, industrie, commerce, conflits entre les villes, assistance, Église, enseignement, fiscalité, armée et marine, monnaie, etc.) donnent une idée de ses compétences. Certes, le contrôle royal et les pouvoirs des secrétaires d'État furent renforcés par la réforme de la *consulta* du vendredi : désormais, les dossiers en examen, au lieu d'être récupérés par le Conseil après avis du roi, étaient conservés par celui-ci et ne revenaient au Conseil qu'au terme de quelques jours par « la voie réservée », c'est-à-dire par les secrétaires d'État dont la suprématie fut ainsi bien marquée.

Mais les péripéties du règne de Philippe V, les phases de dépression du roi, les choix parfois inattendus d'Élisabeth Farnèse, les ambitions excessives d'Alberoni et sa disgrâce, l'abdication de Philippe V en janvier 1724 en faveur de son fils aîné Louis et son retour contesté sur le trône huit mois plus tard sur l'insistance d'Élisabeth après la mort brutale de Louis – tout cela ne facilita guère la stabilité des fonctions importantes de gouvernement, de sorte que José Grimaldo, secrétaire d'État à la Guerre et aux Finances, très apprécié de Philippe V, fut l'un des rares ministres qui ait joui d'une durée aux affaires. À l'inverse, le Conseil de Castille eut pour lui le temps. Pendant le long règne de Philippe V (1701-1746), il demeura la structure de pouvoir la plus visible et la plus constante aux yeux des Madrilènes.

L'importance des missions confiées au Conseil de Castille explique l'augmentation du nombre des conseillers. Dès 1480, le Conseil avait été divisé en cinq chambres, mais les affaires les plus importantes étaient traitées en séance plénière. Le nombre des conseillers, qui était de 16 en 1588, puis de 20 en 1691, fut porté à 22 en 1715, à 25 en 1717 et à 30 en 1766. Ces conseillers, tous juristes très qualifiés, passés par les trois grandes universités de Castille et presque tous par les grands collèges (*colegios mayores*), provenaient surtout des provinces du Nord. Sous Philippe V, 10 de ces conseillers étaient eux-mêmes nés à Madrid, mais leurs parents venaient le plus souvent d'autres provinces (Burgos, León, Santander, Aragón), ce qui est un signe de l'attraction croissante de la capitale.

Bien entendu, le Conseil avait besoin de nombreux collaborateurs – de 140 à 150 au XVIII^e siècle : greffiers (*escribanos de camara*), rapporteurs (*relatores*), receveurs (*receptores*), huissiers (*porteros*), sans compter les agents occasionnels et les avocats. Les offices de receveurs étaient vénaux, mais les rapporteurs étaient recrutés par concours. La Camara de Castille, annexe du Conseil, n'avait que 5 conseillers en 1715, mais employait une dizaine de collaborateurs (secrétaires, huissiers, rapporteur...). Et la Sala de Alcaldes de Casa y Corte, réorganisée en 1715, dirigée par un gouverneur, avait 12 juges (*alcaldes*), un procureur (fiscal), une dizaine de collaborateurs divers (greffiers, huissiers) et 40 officiers de police (*alguaciles*).

En bref, le Conseil de Castille et ses annexes constituaient une structure de pouvoir et de justice lourde qui rassemblait quelque 300 personnes. Certes, c'était une institution à la dimension du royaume, mais qui intervenait très souvent dans les affaires municipales de Madrid. Par voie de conséquence, la Sala de Alcaldes intervenait elle aussi dans le gouvernement de la cité, d'autant que ses compétences exclusives au criminel lui confiaient la responsabilité de l'ordre public.

Or, la désastreuse gestion de la ville mettait en péril cet ordre public. Depuis 1640, la ville était administrée, théoriquement au moins, par 40 *regidores*. Les offices de *regidores* étaient devenus presque tous perpétuels parce que la Couronne, toujours en quête d'argent, avait mis en vente le privilège de perpétuité des offices et, au début du XVIII^e siècle, 35 des 40 *regidores* étaient perpétuels ; les *regidores* qui, en 1603, avaient obtenu un statut exigeant *hidalguia* et pureté du sang pour prétendre à l'office avaient ainsi constitué une oligarchie de plus en plus fermée, fortifiée par une politique de clientèles, mais qui se désintéressait totalement de la population. Absentéisme, corruption, incompétence, tels étaient les vices caractéristiques de l'institution municipale.

Pour comble, malgré des recettes confortables (10 millions de réaux par an sous Philippe V), les finances de la ville se portaient très mal. Car les *regidores* avaient en quelque sorte acheté leurs privilèges au XVII^e siècle en accédant aux exigences de la Couronne : à tel point que, sous Philippe V, 59 % des recettes étaient absorbées par les intérêts de la dette et, une fois les salaires payés, 30 % environ des recettes seulement demeuraient disponibles.

Au début du XVIII^e siècle, 49 commissions municipales, théoriquement dirigées chacune par deux *regidores*, se partageaient la gestion des affaires municipales, de la fiscalité aux festivités en passant par le ravitaillement et la police des marchés, l'assistance, l'urbanisme, etc. ; 8 de ces commissions avaient en charge la gestion des domaines de la ville (*propios*). Ces commissions dans l'ensemble fonctionnaient mal. Et la mauvaise gestion, l'incurie des responsables, le chaos administratif perturbaient fréquemment l'ordre public, notamment le ravitaillement et la sécurité, ce qui provoquait les interventions de la Sala de Alcaldes.

Cependant, à partir de 1715, le *corregidor*, véritable maire de Madrid, fut un agent de stabilité. Nommé par le roi (souvent sur la suggestion du Conseil de Castille), doté de pouvoirs de gouvernement et de justice, il devait mettre à exécution les décisions municipales, plus souvent celles que le Conseil de Castille imposait à l'Ayuntamiento de Madrid. Or il se trouve que, de 1715 à 1746, Madrid n'a eu que trois *corregidores*, dont deux ont duré longtemps, et d'abord Francisco Antonio Salcedo, marquis de Vadillo, de 1715 à 1729. Ce bon commis de la monarchie, très expérimenté car il avait été *corregidor* de Plasencia, Salamanque et Cordoue, fut un agent de liaison efficace entre le Conseil de Castille et la Sala de Alcaldes d'une part, les *regidores* de l'autre, et sa marque fut très perceptible dans l'urbanisme : ainsi, il fit ouvrir le nouveau Paseo du Prado, dont il fit une promenade rectiligne ornée de belles fontaines et de jardins arborés. C'est sous son mandat que fut achevé (en 1719) le très beau pont de Tolède où travaillèrent de bons architectes : José del Olmo, Teodoro Ardemans. Et, de 1731 à 1746, le marquis de Monte Alto eut aussi pour lui la durée.

Les nouveaux sitios reales : la Granja et le palais d'Orient

La nouvelle dynastie hérita des Habsbourg un bel ensemble de *sitios reales* : deux palais dans Madrid et, à courte distance, une gamme riche de résidences dignes de grands souverains, prestigieuses comme l'Escorial, attrayantes comme Aranjuez, bien placées pour satisfaire la passion de la chasse – le Pardo et la Torre de la Parada.

Cependant, Philippe V n'était pas satisfait. Nostalgie de Versailles ? Envie de fuir la fournaise madrilène au cœur de l'été pour un séjour d'altitude ? Ou, bien plutôt, retraite d'un homme malade qui entretenait avec lui-même un dialogue

sans complaisance et songeait à se préparer dans une nature préservée un refuge d'arbres, de verdure, d'eaux courantes, de fables et de rêves : la demeure d'un roi obsédé par la tentation de l'abdication ?

Telle fut sans doute l'origine de la Granja de San Ildefonso que Philippe V fit édifier à partir de 1723 et qui ne fut achevée qu'en 1739. Le concepteur fut un architecte madrilène, Teodoro Ardemans, à qui l'on devait déjà quelques réalisations notables à Madrid et ailleurs en Castille. Mais, après sa mort survenue en 1726, Juvarra qui prit la succession apporta des changements importants au plan d'Ardemans dont il transforma la façade.

Philippe V avait été séduit par le paysage agreste découvert lors d'une visite au petit palais de Valsain, sur le versant nord de la sierra de Guadarrama, proche de Ségovie. Les moines hiéronymites d'El Poular auxquels Henri IV de Trastamare avait fait don d'un ermitage avaient construit là une ferme (*granja*), dite de San Ildefonso, à 1 180 mètres d'altitude. Philippe V jeta son dévolu sur le site et lança le projet de ses rêves, « une image de Versailles qui, quoique imparfaite, ne peut que plaire à des yeux français... un séjour enchanteur... au milieu des bois solitaires et au sein des montagnes escarpées », écrit Jean-François Bourgoing qui effectua une longue visite à la Granja à la fin du XVIII^e siècle.

Saint-Simon jugeait le lieu sinistre, ce qui n'est ni l'avis de Bourgoing... ni le nôtre. « À mesure que l'on approche de San Ildefonso, le paysage devient plus riant. On voit des ruisseaux circuler au milieu d'une verdure assez fraîche, les cerfs et les daims errer par troupes dans les taillis⁶⁰. »

La façade du palais qui donne sur les jardins, ornée en son centre d'un portique surmonté d'un attique, est en pierre grise ; elle est couronnée par une frise de marbre rose et porte des pilastres. La façade arrière dissimule la chapelle érigée du vivant de Philippe V et le mausolée en marbre rouge du roi où reposent ses cendres.

Philippe V ne rêvait que jardins, eaux jaillissantes et fontaines. Comme des conseillers français avaient remodelé le système politique de la monarchie, des artistes venus de France à l'appel du roi aménagèrent jardins et fontaines : René Carlier dessina avec le concours d'Étienne Boutelou les plans des jardins, « ces magnifiques jardins qui seuls mériteraient qu'on entreprît le voyage d'Espagne », assure Bourgoing. Les sculpteurs René Fremin, Jean Thierry,

Jacques Rousseau et leurs collaborateurs (Demandre, Pitué) sculptèrent vingt-six admirables fontaines qui sont le plus souvent des illustrations de fables mythologiques : ainsi le groupe le plus élevé, celui d'Andromède attachée sur un rocher, celui de Latone, les fontaines de la Renommée et de Diane au bain entourée de ses nymphes, et le groupe le plus beau peut-être, celui de Neptune, « dieu de l'Océan entouré de sa Cour marine ». Bourgoing s'enthousiasme, convoque les voyageurs qui veulent réjouir tous leurs sens à la fois lorsque, dans les salons de verdure, il voit monter les colonnes de cristal des jets d'eau à la hauteur des arbres.

Ce programme ambitieux, de longue haleine et qui ne fut achevé que sous Charles III, est en quelque sorte un don du goût français à la Castille et aux Madrilènes. Lorsqu'il abdiqua en 1724, Philippe V se retira à la Granja alors en construction, mais la mort brutale de son fils Louis, emporté par la variole, le ramena à Madrid au bout de quelques mois. Par la suite, il fit de fréquents séjours dans ce palais montagnard qui apaisait ses angoisses.

Le palais royal ou palais d'Orient ne doit rien au rêve, mais tout à la nécessité. Il est le fruit d'un sinistre, de la nuit dramatique de Noël 1734. La Cour avait délaissé l'Alcázar pour s'installer au Buen Retiro et la garde de l'Alcázar avait été réduite. Or, profitant de l'absence du peintre français Jean Ranc, qui séjournait au palais, quelques membres du personnel s'introduisent dans son appartement, trouvent dans une armoire plusieurs bouteilles de très bon vin, qu'ils vident sans scrupules tout en festoyant, et ils sont ivres morts quand le feu prend dans une cheminée sans doute trop chargée. Les cloches sonnent au désespoir sans que personne ne s'émeuve, jusqu'à ce que les moines du couvent voisin de San Gil aperçoivent les flammes depuis leurs cellules. Leur intervention n'a pas de résultat immédiat, car l'effolement est général, le désordre complet. Certains pensent qu'il faut d'abord sauver les précieuses reliques conservées dans la chapelle (jusqu'à un morceau de la vraie Croix et trois épines de la couronne du Christ, un lambeau du manteau de la Vierge Marie !), mais la clé de la chapelle est introuvable et le serrurier appelé en catastrophe n'arrive qu'à 4 heures du matin.

On sauve les pièces majeures du reliquaire, mais la plupart des œuvres de maîtres qui décorent les galeries de l'Alcázar, les Titien, les Tintoret, les Rubens, les Velázquez, sont détruites, comme l'essentiel des archives des rois de la

dynastie précédente, des documents des Indes et des bulles du pape. Pendant la journée de Noël, les sauveteurs ne parviennent pas à maîtriser l'incendie, car le feu est attisé par le vent d'ouest. Les moines de San Gil réussissent à sauver des meubles, quelques tapisseries, quelques toiles de grande valeur, de la vaisselle, des bijoux, en jetant tout ce qu'ils trouvent par les fenêtres. Nul ne peut empêcher que les flammes ne consomment le salon Dorado et le salon des Ambassadeurs. L'incendie continue pendant la journée du 26 décembre et la nuit du 26 au 27. La tour de Charles Quint souffre l'attaque du feu au matin du 27. Ce n'est que dans la journée du 28 que l'incendie est maîtrisé, réduit à un petit périmètre. Le marquis de Monte Alto, *corregidor*, fait dégager les décombres, et l'on retrouve la petite boîte qui contient le clou de la « vraie Croix », puis quantité d'objets en or et en argent fondus par la chaleur. On constatera ensuite que, surtout grâce aux moines de San Gil, quelque 300 ou 400 tableaux qui constitueront le fonds original du musée du Prado ont échappé au désastre.

C'est grâce au récit du marquis de La Torrecilla que l'on connaît dans le détail les origines et le déroulement de l'incendie. La destruction de l'Alcázar faisait disparaître le monument à l'abri duquel le vieux Madrid avait vécu et grandi et qui était riche de grands souvenirs historiques. Car il fut rapidement évident que le palais n'était pas réparable. Il n'était plus que ruines, pans de murs noircis, plafonds effondrés, monceaux de gravats fumants... Au terme de quelques mois, après que le site eut été entièrement nettoyé, Philippe V décida de faire construire un palais tout neuf et, après maintes discussions, il fut résolu de l'édifier sur le même site⁶¹.

Le palais de l'Orient est donc né de ces circonstances tragiques. Philippe V, écrit Jean-François Peyron qui visita Madrid en 1777, voulut le « rebâtir avec une magnificence et une étendue qui n'eussent pas d'égale en Europe ». L'abbé Filippo Juvarra qui venait de s'illustrer en réalisant l'étonnante basilique de Superga à Turin (1717-1731) fut d'abord sollicité et vint à Madrid en 1735. Le gigantisme de sa maquette effraya le roi et la Cour. Juvarra décéda en 1736, et ce fut son meilleur élève, un autre Piémontais, Sacchetti (qui devient Saquet sous la plume de Peyron !), qui parvint à proposer un plan au goût du roi. Les travaux commencèrent en 1737. Ils ne devaient s'achever que sous le règne de Charles III, en 1764. Sacchetti lui-même disparut

plusieurs années avant l'achèvement de son grand œuvre, en 1756. Et, pour plusieurs décennies, le siège permanent de la Cour fut le palais du Buen Retiro.

Quoique le projet quasi démentiel de Jovarra n'eût pas été retenu, le palais conçu par Sacchetti était un édifice immense, colossal : le plus grand palais d'Europe après le Louvre. La longueur des travaux qui se poursuivirent après la mort de Sacchetti (1754) avec le concours de Ventura Rodríguez, entre autres, s'explique donc par l'ampleur du projet, l'importance des charrois nécessaires, la quantité des matériaux pondéreux indispensables, d'autant que le bois fut proscrit : hantise de l'incendie ! Les soins d'une décoration très différenciée et la réunion des collections que le palais devait exposer prirent également beaucoup de temps.

Les matériaux choisis furent de qualité : granit, marbre, pierre blanche de Colmenar. Vers l'est, le palais présente une façade longue de 130 mètres et haute de 33, à trois niveaux : l'inférieur, aveugle, est à bossages ; les deux supérieurs, éclairés par des centaines de fenêtres, sont surmontés d'une large corniche à balustrade. La déclivité du terrain explique que les façades nord et sud aient quatre niveaux, et la façade ouest, cinq. Elles sont toutes de même longueur. De la sorte, au sol, le palais a la forme d'un carré. La façade est ouverte sur un grand portique qui conduit au pied du grand escalier.

Un soin particulier avait été apporté à certaines salles : celle du Trône évidemment, dont la voûte fut peinte à fresques par Tiepolo sous le règne de Charles III. Il s'agit d'une allégorie de la monarchie d'Espagne. Le salon des Ambassadeurs, le salon des Miroirs qui est plus tardif (règne de Charles IV), l'Armurerie royale (qui abrite une collection d'armes exceptionnelle), le salon de musique (avec les stradivarius), les galeries de tableaux sont quelques-uns des morceaux de choix de ce palais. Les grands peintres de l'époque – Tiepolo, Mengs, Giaquinto, Bayeu et même Goya – furent mobilisés pour participer à la décoration du palais. Mengs fit ainsi deux longs séjours à Madrid (1761-1769 et 1774-1776) et peignit une *Aurore* pour la chambre de la reine et une *Apothéose d'Hercule*. Les statues des rois wisigoths qui devaient coiffer la balustrade supérieure, trop lourdes, ont servi de décoration à la place d'Orient, où elles se trouvent encore. Mais, on l'a compris, l'entreprise du palais d'Orient se poursuit pendant trois décennies. De sorte qu'au XVIII^e siècle, les Bourbons ont eu à Madrid trois résidences royales successives : l'Alcázar jusqu'en 1734, le

Buen Retiro de 1734 à 1765, enfin le palais d'Orient à partir de 1765.

Cependant, Charles III, dont le règne espagnol fut long (1758-1788), ne faisait que de brefs séjours à Madrid, mais il fit grand usage des sites champêtres – l'Escorial, la Granja, Aranjuez... –, où il pouvait donner libre cours à sa passion de la chasse. Dès son veuvage, en 1760, ce roi austère et dévot, peu enclin aux fêtes et divertissements, ne parut guère à la Cour, mais près de 20 000 personnes l'accompagnaient dans ses déplacements réguliers vers l'un ou l'autre des trois sites et se logeaient comme ils le pouvaient dans les villages environnants. La noblesse de sang tenait en effet à affirmer sa présence lors des jours de gala de la Cour (8 avec uniforme, lors des anniversaires du roi et des princes, et 14 sans uniforme) et à présenter ses devoirs au souverain. Cette présence s'affirma aussi par l'édification de palais de prestige tels que ceux de Liria, Villahermosa ou Buenavista. Il s'agissait de suivre l'exemple donné par la Couronne, qui avait construit un palais royal de grande allure.

Une croissance démographique modeste

Au cours du XVIII^e siècle, la population espagnole a connu une croissance remarquable : 8 millions environ en 1715, 11,5 millions en 1797. La tendance à la baisse qui a caractérisé le siècle précédent s'est inversée pendant la décennie 1680. Mais la capitale n'a bénéficié que modérément de cette nouvelle conjoncture démographique, contrairement à Barcelone, dont la population tripla au cours du siècle, tandis que celle de villes comme Valence, Séville ou Cadix doublait ou presque.

On dispose de sources relativement abondantes pour étudier l'évolution de la population madrilène : des recensements (*vecindarios*) réalisés par les paroisses de la capitale à l'initiative de l'Église en 1723 et 1740. En 1757, le cadastre commandé par le marquis de La Ensenada a établi le nombre des nobles et des roturiers (*pecheros*) vivant à Madrid, tout en précisant le nombre des pauvres et des veuves (aussi bien nobles que roturières) et en donnant un tableau des métiers et professions. Le plan général de la population de Madrid publié en 1766 à la suite des enquêtes réalisées de 1761 à 1765 indique le nombre des feux (*vecinos*), celui des personnes, celui des religieux et des religieuses. Le recensement d'Aranda en 1768, qui propose

un nombre total de 133 426 personnes, distingue entre les hommes et les femmes, qu'il s'agisse des laïcs, du clergé séculier et du clergé régulier, plus les internes résidant dans les institutions. Le recensement de Floridablanca en 1787 affine le calcul en répartissant la population en huit districts (*cuarteles*) et en distinguant d'une part les classes d'âge (six catégories) pour chaque sexe, et d'autre part les hommes et les femmes célibataires, mariés et veufs pour chacun des districts ; il dresse aussi un tableau des métiers et professions. Le recensement de Godoy en 1797 suit les mêmes principes, avec des nuances. Comme celui de 1804 (« Démonstration générale de la population de Madrid »), que je propose d'étudier avec ceux du XVIII^e siècle en raison de la coupure de 1808.

L'hétérogénéité évidente des sources crée de nombreuses difficultés d'interprétation. D'abord, les recensements paroissiaux de 1723 et 1740, qui présentent déjà l'avantage de compter les maisons, ne distinguent pas entre les hommes et les femmes et ne concernent que les « personnes de communion », de sorte que les enfants de 0 à 7 ans sont exclus et qu'il faut les évaluer. Le cadastre de La Ensenada de 1757 ne compte que les individus de sexe masculin de moins de 18 ans, mais il distingue, parmi les roturiers, les journaliers, les pauvres et les « sans domicile fixe ». Les deux derniers recensements, celui d'Aranda (1768) et de Floridablanca (1787), témoignent de progrès considérables : ils distinguent les classes d'âge, au masculin comme au féminin, de sorte que l'on peut construire des pyramides des âges. De plus, le document dû à Floridablanca distingue à la fois les catégories sociales (hidalgos, roturiers, membres du clergé) et les emplois ou professions (étudiants, laboureurs, journaliers, artisans, domestiques, etc.). Et il propose une répartition spatiale de la population. Le recensement de Godoy se propose surtout de combler certaines lacunes de celui de Floridablanca.

Fort heureusement, une historienne démographe s'est livrée à un remarquable travail d'expertise dont les conclusions sont pour l'essentiel toujours recevables. Elle a tiré le meilleur parti des séries conservées des actes paroissiaux de baptêmes et de décès pour évaluer le pourcentage des enfants de moins de 7 ans et pour mesurer la fiabilité des évolutions quantitatives entre deux recensements. Que peut-on retenir de ces documents et de l'expertise de María F. Carbajo Isla⁶² ?

En 1723, la population madrilène n'était pas plus nombreuse qu'en 1623. On peut l'évaluer à 119 166 habitants (mineurs de 7 ans : 20 %), au maximum à 127 000 (mineurs de 7 ans : 25 %). Cette stabilité n'est évidemment qu'apparente. On le sait, la population avait d'abord augmenté jusqu'au milieu du XVII^e siècle (approximativement), puis elle avait diminué. On notera que le nombre des maisons s'était réduit nettement de 1623 à 1723. La densité de l'habitat avait donc augmenté (11,7 personnes par maison contre 10,2). Les désordres de la guerre de Succession d'Espagne, avec les deux occupations de Madrid par les troupes de l'archiduc Charles, ont certainement freiné la croissance de la ville. D'ailleurs, le nombre des naissances avait beaucoup diminué pendant la guerre : de 4 199 en 1696, on était tombé à 2 799 en 1711 !

De 1723 à 1740, on enregistre une légère augmentation démographique : la population atteindrait de 128 000 à 130 000 habitants, chiffre en cohérence avec le nombre des baptêmes. La tendance se confirme avec l'évaluation de 1757 : 145 920 habitants au minimum, 152 658 au maximum et une majorité d'hommes. Le plan général permet de retenir un effectif de 155 000 habitants et met en évidence les défauts du recensement d'Aranda qui propose un effectif peu crédible. Il faut bien cependant conclure à une stagnation au milieu du siècle, due sans doute à la forte mortalité des années 1760, surtout de la mortalité infantile, en 1763 notamment. Stagnation qui se confirme, car le recensement de Floridablanca donne 156 672 habitants. Celui de Godoy enregistre une hausse légère : 167 607 en 1797, évaluation minimale. La population semble progresser encore, mais lentement au début du XIX^e siècle.

Bien entendu, l'étude approfondie de ces recensements offre bien plus qu'un compte des individus. Ainsi, le taux de masculinité à Madrid se révèle atypique : de 16 à 25 ans, les femmes sont de beaucoup plus nombreuses, alors que de 25 à 50 ans, c'est l'inverse. On en déduit que les femmes dominent parmi les jeunes immigrants, tandis qu'à l'âge mûr, les immigrants sont surtout des hommes. Par ailleurs, les célibataires sont très nombreux, au moins en apparence, car beaucoup d'hommes de plus de 25 ans sont probablement mariés, mais ont laissé épouse et enfants dans leur localité d'origine avec l'intention d'y revenir : ils ne seraient donc que des immigrants temporaires, ce qui expliquerait à la fois la lenteur de la croissance

démographique, le nombre relativement faible des enfants de Madrid et le fort pourcentage des enfants abandonnés : de 15 à 30 % selon les années.

Autre évidence : le nombre des maisons n'ayant pas augmenté pendant plus de un siècle – 8 504 en 1793 contre 9 439 en 1623 et 8 082 en 1723 –, cela signifie que beaucoup de maisons sont plus grandes. Le modèle des maisons basses sans étages, dites *casas a malicia*, a cessé d'être dominant. Cela était déjà très sensible en 1723 dans certaines paroisses : ainsi San Ginés, une des paroisses les plus peuplées, comptait 2 013 maisons en 1623, 1 460 seulement en 1723, mais avec 14,6 individus par maison au lieu de 8,9. San Martín, qui avait 2 387 maisons en 1623, en a presque autant (2 336) en 1723, mais le taux d'occupation est passé de 6,8 à 8,9 personnes par maison. À San Andrés, qui n'a plus que 482 maisons, contre 591, ce taux d'occupation est passé de 9,4 à 13,9.

Ce phénomène est dû à ce que les propriétaires ont construit une seule maison à partir des deux ou trois qu'ils possédaient sur le même espace. Une maison plus vaste évidemment, et qui pouvait avoir trois étages au lieu de deux ou d'un seul. Ce qui veut dire que les maisons de 1717 occupaient le même espace au sol que celles de 1597. Et les propriétaires (nobles en majorité) louaient ces maisons par *cuartos* dont les prix variaient en fonction de la surface et de la situation. Dolores Brandis, à qui l'on doit une analyse précise et lucide du processus, conclut : « Les nouvelles constructions ont un plus grand nombre d'étages et par conséquent peuvent héberger un plus grand nombre de familles⁶³. »

Les recensements ne manquent pas de faire un sort à la population ecclésiastique considérable. Le recensement d'Aranda (1768) annonce 1 443 personnes pour le clergé séculier et 3 766 pour le clergé régulier, dont 2 569 hommes. Le recensement de Floridablanca (1787), 1 676 séculiers et 2 646 réguliers, dont 1 824 hommes, mais ces chiffres ne tiennent pas compte des très nombreuses religieuses attachées à des hôpitaux.

Toutefois, ces chiffres font apparaître une baisse du nombre des religieux des deux sexes. D'ailleurs, on ne compte que trois fondations de couvents au cours du siècle, dont deux de salésiennes françaises vouées à l'enseignement. C'est l'effet d'un changement de mentalité : le sacré devient le privilège de la conscience individuelle, et l'Église cesse

progressivement d'être une institution totalitaire productrice de normes et de comportements qui concernent toute la vie. Elle doit réserver son action à la conduite et à la morale privées. Cette attitude n'est d'ailleurs pas définitive : le rôle essentiel de l'Église sous le régime de la Restauration le prouvera.

Reste que désormais un nombre moindre d'hommes et de femmes consacrent toute leur vie à Dieu. L'expulsion des jésuites en 1766 renforce le mouvement. À l'inverse, le clergé séculier qui doit gérer le quotidien est renforcé. Il bénéficie de la « délégitimation » du modèle de religiosité du siècle précédent au profit d'un modèle fondé sur la vie paroissiale. Mais la ville n'est toujours pas parvenue à obtenir une cathédrale : seulement une collégiale en 1788, avec un chapitre.

La géographie paroissiale ne change pas, à ceci près qu'elle est encore plus déséquilibrée. Toujours treize paroisses, mais, en 1768, les mêmes quatre plus grandes paroisses rassemblent 84 % des paroissiens, et en 1792, 80 %. La vie de ces communautés est souvent très intense grâce à l'activité des confréries. Celles des paroisses atteignent leur apogée en ce siècle : elles prennent en charge le culte de l'Eucharistie, notamment lors des processions du Corpus Christi qu'elles organisent, accompagnent les enterrements, tiennent des séances de prières pour les âmes des pauvres et des gens décédés de mort violente sans le secours des sacrements. Elles jouent aussi un grand rôle dans les nombreuses processions de la semaine sainte : vingt à Madrid du dimanche des Rameaux à celui de Pâques, surtout les mercredi, jeudi et vendredi saints.

De plus, de nombreuses confréries, créées surtout après 1723, permettent aux immigrants de diverses provenances de se retrouver : Riojanos en 1723 (Notre-Dame de Valvanera), Castellans et Léonais en 1727 (Santo Toribio), Burgalais en 1732 (Santo Cristo de Burgos), Galiciens en 1740 (Santiago), Asturiens en 1743 (Notre Dame de Covadonga), Noirs en 1747 (San Benito de Palerme), évêché de Cuenca en 1748 (San Julian), Manchegos en 1750 (San Tomas de Villanueva)... Des confréries spécialisées s'occupent des hôpitaux.

L'esprit des Lumières a modifié certains comportements religieux. Dans son *Tableau de l'Espagne moderne* publié en 1790, Jean-François Bourgoing constate : « On a supprimé à Madrid même un grand nombre de ces processions qui, sous

le nom de *rosarios*, presque à toutes les heures du jour, croisaient la ville dans tous les sens pour aller d'une église à l'autre en psalmodiant des cantiques inintelligibles, cérémonies au moins inutiles aux yeux de la saine religion... » Cependant, l'empreinte de la religion baroque demeure, ainsi les confréries de disciplinants. Le même Bourgoing observe : « Il y a à Madrid une église où pendant la semaine sainte les fidèles les plus fervents se rassemblent dans un caveau obscur. De longs fouets leur sont distribués à la porte. Ils se mettent nus jusqu'aux hanches ; et, à un signal convenu, ils se flagellent avec assez de violence pour faire ruisseler leur sang [...]. La plupart font ainsi une trêve passagère à leur vie licencieuse [...]. Ils ont le courage de se châtier ; ils n'ont pas celui de s'amender ; et tout est en pure perte dans cette œuvre de la plus cruelle superstition⁶⁴. »

Par ailleurs, le recensement de Floridablanca permet d'établir un bilan de caractère socio-économique à la fin du XVIII^e siècle, qu'il faut comparer à celui du cadastre de La Ensenada de 1757 pour apprécier les changements survenus dans la seconde moitié du siècle. Il vaut d'être publié ici, car il servira d'introduction à la sociologie de Madrid et à sa fonction économique.

Hidalgos, arto	8 898		
Ecclésiastiques	595		
Artisans	6 584		
Étudiants	17 273		
Employés du roi	5 068		
Militaires	8 485		

Encore faudrait-il tenir compte du personnel de l'Inquisition (74) et de celui de la Croisade (35), des communautés dont les hôpitaux et du clergé, séculiers et réguliers⁶⁵. (Le conseil de la Croisade organisait la perception des dons et taxes levés pour une croisade en vue de reconquérir les lieux saints sous l'égide du pape.)

La société madrilène et sa fonction économique au XVIII^e siècle

Il est évident que la fonction dominante de Madrid est de nature politique. Tandis que la Cour attire une part importante et croissante de la noblesse, alors même que le temps des Lumières produit d'importantes mutations en Espagne, la capitale demeure la cité emblématique d'un ordre féodal. Au nombre des quelque 8 000 à 9 000 hidalgos qui résidaient alors à Madrid, une partie de l'année au

moins, il y avait près de 200 nobles titrés (ducs, comtes, marquis...). Cette présence de la haute noblesse se renforce sous Charles III avec l'arrivée de nombreux titrés d'origine étrangère, surtout italiens (ducs d'Atri, Populi, Berwick...). Le cens de Godoy en 1797 nous apprend que les grands nobles de souche ancienne cumulaient 289 titres, à la suite de mariages et de confusions de patrimoines. Selon la *Planimetria General de Madrid* (1766), Église et noblesse possédaient 46 % des 7 553 maisons alors recensées. De plus, l'aristocratie était maîtresse des campagnes voisines. Sur les 223 *pueblos* recensés en 1785, qui correspondraient aux municipes actuels de la communauté de Madrid, 166 étaient de juridiction seigneuriale, 53 seulement de juridiction royale. Le duc de l'Infantado à lui seul, qui avait accumulé les titres et les héritages seigneuriaux, en contrôlait 56 et avait 80 000 vassaux ! D'autres ducs, une douzaine de marquis et autant de comtes étaient seigneurs d'autres villages ; l'oligarchie urbaine d'origine bourgeoise, tels certains conseillers de Castille, était également présente dans la campagne madrilène, et la domination de ces seigneurs était d'autant plus forte qu'ils avaient bénéficié de l'aliénation de plusieurs impôts royaux, *alcabalas* et *tercias* surtout (plus de 2,5 millions de réaux au total).

Plusieurs de ces conseillers sont des nobles titrés de fraîche date, tel l'un des plus gros propriétaires, Francisco Miguel de Goyeneche, comte de Saceda (son titre date de 1743), dont le revenu immobilier dépasse même celui du duc de l'Infantado (90 900 réaux), ou encore plusieurs conseillers d'origine navarraise – Antonio de Acebedo, comte de Torrehermosa, Mateo de Discastillo, comte del Pozo – qui ont acheté des immeubles de grande valeur à Madrid⁶⁶.

L'Église, pour sa part, avait réalisé d'importants investissements fonciers au cours de la période 1658-1750, de sorte qu'en 1750 elle possédait 33,2 % des *fincas* urbaines. Comme à cette date 50 % des revenus madrilènes procédaient des biens fonciers, la position économique de l'Église madrilène, en particulier des communautés conventuelles, était forte, ce qui explique la pression politique et sociale qui s'exercera en faveur des désamortissements.

Il est vrai que les propriétaires nobles administraient beaucoup mieux leur patrimoine immobilier que l'Église et les communautés religieuses. L'aristocratie titrée avec 10 % du total des propriétés percevait 24 % des revenus locatifs.

Il est vrai que ses propriétés jouissaient souvent d'une rente de situation : proximité du palais royal, d'une place ou d'une artère principale (Carrera San Jerónimo, Alcalá, Atocha, Paseo del Prado). Le résultat est que le patrimoine foncier de l'Église se dévalue lentement, surtout celui des réguliers.

Il est vrai que les dîmes au bénéfice de l'Église (4,5 millions de réaux) constituaient un autre prélèvement considérable sur la paysannerie de la campagne madrilène. De la sorte, la noblesse, l'oligarchie urbaine et l'Église jouissaient de revenus très élevés qui ont orienté de façon décisive l'économie de la capitale. Et leur domination sur la campagne dont elle aspirait l'épargne possible restreignait les possibilités de développement que suscitait la capacité de consommation de Madrid⁶⁷.

Au total, vers le milieu du siècle, l'Église percevait 27,6 % des revenus immobiliers, les hidalgos et les propriétaires 42,3 %, les autres roturiers seulement un peu plus de 3 %.

Au milieu du siècle, en 1757, les *criados* (domestiques), représentent de 13 à 14 % de la population – pourcentage impressionnant, exceptionnel : à eux seuls ils sont plus nombreux que journaliers et artisans réunis ! Et il y avait parmi eux 908 domestiques en livrée, au service, bien entendu, des maisons de l'aristocratie. Leur place dans la population de la capitale devait encore croître, puisque en 1804 ils étaient 18 865 (22 % des professions recensées !). Les hommes du roi (personnel du palais, des Conseils, de la Sala de Alcaldes...), plus de 5 000 personnes (5 575 en 1787, 6 372 en 1797), militaires exclus, constituent évidemment une catégorie importante, d'autant qu'elle dispose de ressources substantielles : plus de 5 000 réaux annuels, beaucoup plus dans le cas des Conseillers de Castille, au sommet de la hiérarchie, dont les traitements atteignent 44 000 réaux annuels au milieu du siècle et sont portés à 55 000 en 1763. On ne s'étonnera pas de la répartition spatiale très inégalitaire des *criados* qui reflète celle de la haute noblesse et des commerçants les plus huppés : les arrondissements de Palacio, San Jerónimo (proche du Buen Retiro) et Afligidos étaient les mieux pourvus en domesticité.

La nature de l'artisanat est elle aussi très éclairante. En 1757, quelque 11 000 artisans se répartissent entre une centaine de métiers, mais il est évident que la confection l'emporte sur le travail des matières premières : le nombre des tailleurs et des chausseurs (*zapateros de prima*) est

éloquent. La tendance se confirme dans la seconde moitié du siècle : il vaut la peine de comparer 1757 et 1797.

Artisanat et métiers divers		
	1757	
Artisans du textile		
Fabricants de lainages	346	
Fabricants de soieries	504	
Tisserands de toiles	49	
Artisans de la confection		
Taillieurs	2 369	
Chapeliers	133	
Brodeurs	404	
Teinturiers	74	
Eripiers	184	
Artisans du cuir et de la chaussure		
Tanneurs	99	
Corroyeurs	52	
Cordonniers	2 230	
Bâtiment, construction		
Charpentiers	2 654	
Vitriers	154	
Serruriers	206	
Alimentation		
Pâtisiers	50	
Confiseurs	199	
Chocolatiers	208	
Aubergistes	289	
Sommeliers	89	
Divers		
Imprimeurs	498	
Orfèvres	409	
Coiffeurs	603	

On constate que le nombre des cordonniers a presque doublé et que celui des tailleurs a augmenté de 63 %. Pour le reste, l'évidence me dispense d'un long commentaire ! Consommateurs à fort pouvoir d'achat, goût du luxe. Recherche de l'élégance : la broderie fait fureur, le chapeau est à la mode. Cependant, la fabrication des étoffes a progressé et la soie fait prime. Déjà le goût du chocolat. Les artisans d'art (orfèvres) sont recherchés. D'ailleurs, les orfèvres madrilènes sont souvent très riches, grâce aux commandes de la Cour, et leurs revenus dépassent ceux de bon nombre de nobles.

L'essor de la construction est évident sous le règne de

Charles III, avec l'énorme augmentation du nombre des charpentiers et, quoique le tableau oublie les maçons (4 379 *albañiles* !), il devrait aussi tenir compte des 323 maîtres carrossiers, créateurs de voitures. Et d'autres métiers de l'art, car les nombreux orfèvres ne sont qu'un signe. La présence de 172 architectes, 616 peintres et 130 sculpteurs démontre que l'urbanisation madrilène au temps des Lumières recherche la qualité. Car elle provient surtout de la demande des catégories riches, propriétaires à la fois des immeubles et des terrains. Comme ces biens sont pour l'essentiel des biens de mainmorte (propriétés conventuelles ou majorats), ils ne peuvent donner lieu à transactions. Le XIX^e siècle résoudra ce problème⁶⁸.

Ce temps est aussi celui du livre et de l'imprimé, des premiers journaux. L'existence d'une nombreuse clientèle de luxe est à la source d'une organisation capitaliste puissante, comme l'a souligné Felipe Ruiz. Il s'agit des Cinco Gremios mayores, c'est-à-dire des cinq corporations (*gremios*) les plus riches de la ville. Au temps des Habsbourg, les différents métiers avaient dû constituer des corporations pourvues d'ordonnances et soumises à contrôle, une cinquantaine environ. Leur prospérité au moins relative les conduisit à obtenir la ferme (*arrendamiento*) des taxes (*alcabalas*) qu'ils devaient payer annuellement au Trésor royal. Entre 1705 et 1733, les cinq corporations les plus riches conclurent une association qui leur permit en 1733 d'enlever la totalité de la ferme des *alcabalas* et des *tercias* de la ville : ce furent les Cinco Gremios mayores. Or quelles étaient ces corporations ? Les soyeux (*sederia*), les drapiers (*pañeria*), les négociants en lingerie (*lenceria*), les joaillers et bijoutiers (*joyeria*) et les merciers qui trafiquaient aussi les épiceries et les drogues (*merceria*). À l'évidence, les fournisseurs de la clientèle la plus fortunée de la capitale soucieuse du paraître, attentive à donner à tous le spectacle de sa richesse et de son pouvoir. Felipe Ruiz observe que les Cinco Gremios interviennent en politique dans un sens conservateur. En 1757, les 278 négociants de cette institution avaient des revenus annuels de l'ordre de 16 000 réaux. Et ils contrôlaient la production, car 41,7 % seulement des quelque 4 000 maîtres artisans inscrits dans une corporation travaillaient pour leur propre compte. Les autres dépendaient des commandes des membres des Cinco Gremios.

Autour d'eux s'était développée une bourgeoisie

commerçante et financière déjà considérable, formée d'agents de banque spécialisés dans le trafic des lettres de change, souvent pour le compte de maisons italiennes et françaises, de commerçants en bourse, de marchands de fers, verreries, bois, d'agents de commerce, etc. La Banque de San Carlos créée en 1782 sera la première véritable banque madrilène.

En 1763, les membres des Cinco Gremios créent ensemble la Compagnie générale du commerce qui élargit son domaine, crée des succursales, se dote de correspondants, se livre à des activités de banque avec émission d'actions, virements, prend le contrôle de plusieurs manufactures royales loin de Madrid (Talavera de la Reina, Murcie, Cuenca) et administre plusieurs revenus du Trésor. Pendant plusieurs décennies, les membres de la Compagnie réalisent de gros profits. Mais la dépendance excessive à l'égard des Finances royales, l'une des sources principales de ses revenus, est le talon d'Achille de la Compagnie que les difficultés du Trésor, sous le règne de Charles IV surtout, conduisent au marasme⁶⁹. Et il est sûr que les Cinco Gremios ont participé activement à la décomposition croissante du système corporatif dans la seconde moitié du siècle.

Par ailleurs, dès après 1715, la nouvelle monarchie, inspirée des principes mercantilistes du colbertisme, entreprit de remédier à la désindustrialisation du pays, obligé de pourvoir à ses besoins en produits industriels (et à ceux des Indes) par des importations en provenance de l'étranger. C'est dans cette conjoncture que Madrid, pour la première fois de son histoire, joua un rôle, certes encore modeste, dans la production industrielle : manufactures royales qui fabriquaient des articles de luxe ; entreprises qui jouissaient de monopoles ; petits ateliers installés dans les faubourgs.

Les manufactures furent aussi à l'origine d'une nouvelle architecture dont Manuel de la Ballina, « architecte des revenus royaux », fut la figure emblématique : il s'agissait de blocs compacts pourvus de plusieurs patios rectangulaires autour desquels s'ordonnaient les salles spécialisées dans les différentes phases de la production, le stockage des matériaux et le conditionnement des produits finis.

Avant le XVIII^e siècle, Madrid avait une seule manufacture, l'Hôtel royal des monnaies, fondé sous le règne de Philippe III, qui employait 200 travailleurs. La première manufacture créée par les Bourbons fut la Fabrique royale

des tapisseries, dirigée par des maîtres anversoïses, les Vandergotten. Installée en 1721 à l'extérieur de la porte Santa Barbara, elle était équipée à l'origine de quinze métiers, employait trente artisans et produisait des articles de luxe pour la Cour soucieuse de son rang en Europe et pour quelques clients privilégiés. La Fabrique royale de porcelaine du Buen Retiro, qui s'établit à partir de 1759 près de l'ermitage de San Antonio, édifice composé de six pavillons hauts de trois étages, employait « un personnel nombreux », sans autre précision. La Fabrique royale d'orfèvrerie et argenterie (*Plateria*), d'abord située rue des Francos (1777), changea plusieurs fois d'emplacement avant de s'établir à côté du Prado. La Fabrique de carrosses (*Coches*), créée par un particulier, Tomás Modino, en 1789, est encore plus mal connue.

À partir de 1770, la Couronne fit de plusieurs articles de consommation courante des monopoles d'État : Fabrique royale de salpêtre dans les années 1780 ; Fabrique royale d'eaux-de-vie et de cartes à jouer (autre création de Manuel de la Ballina, pourvue de logements pour les travailleurs), lancée en 1785 et qui, dès 1789, vendit 335 000 jeux de cartes ; Imprimerie du papier timbré.

Enfin, de nombreux ateliers de statut privé s'installèrent dans les quartiers périphériques, par exemple dans la zone sud-est entre les rues de Tolède et d'Atocha : petites usines de lainages et de soieries ; ateliers de toiles peintes et de papier peint ; teintureries ; pelleteries ; chapelleries ; horlogeries (comme celle des frères Chalost, qui eut le roi pour client) ; brasseries ; petites forges. Bon nombre de ces ateliers, qui employaient de nouveaux immigrants mal payés comme main-d'œuvre, se situaient en marge du système corporatif. Et il faut encore tenir compte des quelque 2 100 femmes qui, à la fin du siècle, filaient à domicile et à forfait (*destajo*) pour le compte de quelques entrepreneurs. Comme l'observe José Miguel López García, Madrid était encore « aux antipodes de la révolution industrielle⁷⁰ ».

On ne peut que ratifier le constat du même auteur : « Durant cette période [le XVIII^e siècle], l'immigration redevint le moteur principal de la démographie madrilène en comblant, pendant de nombreuses années, le déficit entre naissances et décès » (car le taux de mortalité dépassait fréquemment les 40 ‰). Le même auteur distingue entre une immigration temporaire, originaire des environs de Madrid et de Nouvelle-Castille, qui était surtout le fait de

jeunes femmes, et un flux migratoire permanent d'hommes adultes à la recherche de postes de travail qui procédait des deux Castilles, tandis que la proportion d'hommes du Nord (Galiciens, Asturiens, Basques, Navarrais), naguère considérable, diminuait progressivement : 17 % seulement des immigrants pendant la décennie 1780.

Il s'agit surtout d'une « immigration de la misère » faite de paysans ruinés par la succession des crises agraires, dépouillés de leurs terres par les rentiers du sol à qui ils ne pouvaient plus verser le cens annuel ou par les prêteurs qu'ils ne pouvaient rembourser. Ces misérables qui affluaient vers la capitale devaient accepter des conditions de logement pitoyables (absence d'eau courante, de latrines...) pour un loyer qui représentait au moins 10 % de leur salaire... quand ils en avaient un. Le trop faible nombre des immeubles locatifs pesait d'ailleurs sur le prix des loyers, même pour les logements les plus sommaires, et les immigrants devaient souvent recourir à d'humbles auberges (*posadas*). De surcroît, compte tenu des mouvements migratoires et d'une forte mortalité, le taux de renouvellement de la population madrilène était si élevé qu'au milieu du siècle plus de la moitié des habitants n'étaient pas nés à Madrid. Et il s'agit là d'une situation « structurelle », puisque au milieu du XIX^e siècle, il en allait encore de même ! Comme ces néo-Madriléens provenaient surtout des campagnes, David Ringrose observe avec finesse que « cette immigration massive [...] produisit à Madrid l'apparition [...] d'une série de quartiers autonomes dont les univers mentaux débordaient les murailles urbaines [...]. Un des aspects fascinants d'une cité préindustrielle comme Madrid est que dans une large mesure elle était composée de tout un groupe de colonies rurales qui étaient en même temps des projections du monde rural dans la cité et une partie de cette société urbaine⁷¹ ».

L'existence d'une bourgeoisie de commerçants et de petits entrepreneurs ne doit pas dissimuler la réalité d'une paupérisation croissante après 1740. Jusqu'à cette date, la stagnation du niveau des salaires est compensée par la stabilité relative des prix des subsistances. Mais après 1740, la tendance est à la baisse des salaires réels, car l'offre d'emplois ne suit pas l'élan nouveau de la démographie : alors que le prix du pain augmente de 56,2 % entre la décennie 1751-1760 et celle de 1791-1800, le salaire moyen ne gagne que 20,9 % pendant la même période. Cela est

vrai de nombreuses catégories : manœuvres ou compagnons maçons, menuisiers, forgerons, scieurs de long, scieurs de marbre. Seules les blanchisseuses maintiennent leur pouvoir d'achat⁷².

Le symptôme le plus évident de cette paupérisation est l'évolution du régime alimentaire madrilène, dont le pain devient la denrée essentielle, tandis que la consommation de viande et de poisson décroît. La consommation de pain par personne et par jour dépasse le demi-kilo, tandis que la ration de viande bovine se réduit à 71 grammes et celle de porc salé à 20 grammes ; 13 centilitres de vin et 68 grammes de chocolat (valeurs moyennes, évidemment !) complètent cette diète.

Déjà en 1751, « la moitié des habitants de Madrid ne payent pas d'impôts directs, vivent d'un faible salaire et sont proches du seuil de la misère ou l'ont franchi⁷³ ». Un grand nombre de Madrilènes pratiquent « une économie de l'improvisation » qui combine la fabrication de bricoles et d'autres formes de sous-emploi avec des activités souvent illégales (contrebande, acquisitions diverses au marché noir, vol de denrées alimentaires). On devine que nombre de Madrilènes, poussés au désespoir, se mêlent à la foule des délinquants⁷⁴.

La misère et la paupérisation évoquées supposent l'insuffisance, voire l'absence des services urbains et d'une politique de la ville. De fait, pendant la plus grande partie du XVII^e siècle et les deux premiers tiers du XVIII^e, Madrid est l'objet de jugements sévères de la part de ses visiteurs et aussi de plusieurs de ses habitants. On peut écrire sans hésiter que lors de l'arrivée à Madrid de Charles III, la saleté de la capitale était devenue quasi proverbiale en Europe. Les efforts entrepris sous Philippe II puis à l'époque d'Olivares n'avaient pas été poursuivis. En 1664, Robert de Bonnecaze, un voyageur français, qualifiait Madrid de « vaste latrine publique ». En 1745, le marquis de San Andrés affirmait : « Ceux qui disent que l'air de Madrid est si léger et subtil que la merde (veuillez me pardonner) que l'on jette par les fenêtres se convertit aussitôt en poussière et n'a pas d'odeur [...] profèrent un mensonge de politesse [...]. Elle pue, elle empest et elle demeure telle, liquide ou solide, jusqu'à ce que les charrettes l'expulsent... » Un cordonnier portugais traduisait le célèbre « *Agua va !* » qui accompagnait l'évacuation des ordures par les fenêtres par un très réaliste « *Mierda va !* »... Et en 1760, au lendemain de l'installation à

Madrid de Charles III, l'écrivain italien José Baretti qualifiait la ville de « *puante cloaca maxima* ».

L'ordure, il est vrai, s'amoncelait dans les rues, au bénéfice des éleveurs de porcs, relativement nombreux au cœur de la ville, par exemple le monastère de San Anton qui jouissait même du privilège de laisser ses porcs déambuler librement dans la ville et se nourrir d'immondices. Nombre de propriétaires faisaient de l'obstruction à toutes les mesures destinées à lutter contre la saleté.

Le nettoyage organisé (il existait tout de même), la Marea, avait lieu de nuit. Des porteurs de torche précédaient des balayeurs qui ratissaient les ordures et les jetaient dans des comportes placées dans des voitures tirées par des mules. Mais une partie des ordures n'étaient que tassées. Le convoi malodorant (*pestifera comitiva* !) se dirigeait alors vers de grands égouts, ou puisards, où les monceaux d'ordures étaient enfouis. Chiens errants (une authentique calamité) et chevaux morts aggravaient encore la situation.

Certes, la capitale présentait en même temps un autre visage et ces réalités déplaisantes ne suffisaient pas à la description du Madrid des années 1750. L'opposition suggestive et convaincante entre « ville physique » et « ville magique » qu'a proposée David Ringrose rend compte des opinions contradictoires que pouvait susciter la découverte de Madrid. Nul historien ne conteste qu'une partie sans doute majoritaire des constructions de la capitale consiste alors dans des maisons basses mal bâties, parfois branlantes, dépourvues de toute hygiène, auxquelles on accédait par des rues étroites, sales, fangeuses, aux pavés disjoints, qui méritaient la description sévère que l'on vient d'en donner, en particulier dans les quartiers sud. Mais, lors des entrées solennelles des souverains ou d'hôtes prestigieux (par exemple 1569, 1623, 1746, 1764), qui suivaient des itinéraires cérémoniels, les visiteurs étrangers pouvaient éprouver des impressions favorables.

Entre l'Alcázar et le Buen Retiro, ou sur le trajet inverse, long de 5 kilomètres, les églises et les *lonjas* des carmélites déchaux, San Felipe el Real, le portique de la Almudena, les palais du marquis de Valdeolmos et du comte d'Oñate, la Puerta del Sol et son extraordinaire fontaine de la Mariblanca, la Puerta de Guadalajara, la Plaza Mayor, les Plazuelas del Ángel et des Conseils, les rues Nueva, Plateria, Carretas, la Carrera de San Jerónimo, bien pavées, larges de 6 mètres, étaient dignes d'admiration, surtout lorsque ces

rues, ces places, ces édifices étaient mis en valeur pour célébrer la circonstance. En prenant pour exemple l'entrée de Ferdinand VI et de Barbara de Bragance en 1746, qu'il décrit longuement, David Ringrose montre le pouvoir de suggestion du prodigieux décor baroque imaginé à l'occasion. Les pyramides et les balustrades, les arcs de triomphe éphémères, richement ornés de panneaux ou de peintures allégoriques, qui exaltaient la culture, la force, le pouvoir, la sagesse, les vertus des souverains, les jardins et les fontaines lumineuses surgies du néant, la splendeur des matériaux utilisés et de l'ornementation, avec une incroyable exposition de pièces d'orfèvrerie, les statues colossales comme celle du roi devenu un autre dieu Mars à la Puerta de Guadalajara, les formules latines en lettres géantes créaient un univers onirique propre à suggérer la nature quasi divine des souverains⁷⁵.

Le temps des Lumières. Charles III et le nouveau Madrid

Les premiers Bourbons avaient eu la chance et aussi le mérite de s'entourer de collaborateurs de qualité : ainsi José Patiño et son adjoint Campillo sous Philippe V, le marquis de la Ensenada sous Ferdinand VI. Et conscients de la gravité de la situation et du retard de l'urbanisation, ils avaient pris quelques mesures de bonne police. En 1719, le marquis de Vadillo, *corregidor*, avait supprimé le privilège déjà évoqué de l'hôpital de San Antonio Abad qui autorisait la déambulation des porcs de l'hôpital dans les rues. La même année, les ordonnances d'Ardamans avaient prescrit l'éloignement des dépôts d'ordures et le nettoyage des égouts et bouches d'égouts. Un grand projet à propos d'un réseau d'égouts avait été conçu par l'architecte José Del Arco en 1735, mais ce ne fut qu'un projet. Quelques progrès légers avaient été réalisés, mais si insuffisants que Charles III comprit la nécessité de réformes radicales. Il confia le soin de la salubrité publique à l'un de ses protégés italiens, Francesco Sabatini, « ingénieur ordinaire » du roi qui fut nommé « architecte en chef ».

Sabatini se mit au travail avec ardeur, et la grande *Instrucción para el nuevo empedrado y limpieza de las calles de Madrid* (« Instruction pour le nouveau pavage et la propreté des rues de Madrid ») fut publiée le 15 mai 1761. Mieux encore, l'*Instrucción* fut suivie d'un programme et les crédits publics pour la réalisation de ce programme furent ouverts. En quatre ans, des résultats remarquables furent obtenus :

pavage de nombreuses rues avec éléments de trottoirs en bordure des maisons aux frais de l'entreprise publique, pose de canalisations orientées vers de grands puisards pour l'évacuation des eaux usées (*aguas negras*) avec forage de nombreux puits, qu'on appelait les puits noirs (*pozos negros*), déjà au nombre de 9 955 en 1766 ; ces puits étaient reliés à des canaux souterrains dont le débouché terminal était le Manzanares. Mais il fallait périodiquement nettoyer ces puits, puis évacuer les immondices ainsi récoltés par charrettes jusqu'aux dépotoirs extérieurs ; pose de gouttières en fer-blanc en bordure des toits pour le drainage des eaux de pluie, canalisations permettant l'évacuation des eaux de cuisine ; réforme du service public de voitures tractées par des mules pour le ramassage et l'élimination des ordures avec escouades de balayeurs ; nettoyage quotidien de la Plaza Mayor et des places où se tenaient des marchés de légumes et fruits ; suppression des caniveaux qui entraînaient l'écoulement des eaux au milieu des rues (*arroyos de enmedio*) ; élargissement de nombreuses rues du centre urbain.

Ces réalisations furent possibles grâce à la vigilance de la Commission de l'hygiène (*Junta de Limpieza*) qui exerça une pression continue sur les *regidores*, et cela en dépit de la mauvaise volonté d'une partie de la population toujours prête à se plaindre de la gêne provoquée par les travaux. Certes, les édits (*bandos*) de 1764 et 1765 prétendaient obtenir la participation des Madrilènes à l'effort commun : ils devaient, deux fois par jour, balayer et laver leur portion de trottoir devant leurs portes.

En vérité, les perdants du processus d'urbanisation étaient les habitants des faubourgs hors les murs, car les ordures éliminées chaque jour allaient grossir les dix énormes dépotoirs (*muladares*) qui, au milieu du siècle déjà, traçaient une grande ceinture malodorante autour de la ville. Ces dépotoirs étaient situés à proximité des portes (portes de Tolède, des Ambassadeurs, d'Atocha, de Santa Barbara, de Ségovie, Portillos de Valence et du Comte-Duc, Porte des Puits de neige, etc.) sur des terrains loués par la ville à leurs propriétaires. La ville rentrait dans ses frais et réalisait même un bénéfice notable en vendant le fumier aux laboureurs et aux maraîchers. Mais les nuisances étaient considérables et mettaient en cause la bonne santé des habitants. Vandergotten, le directeur de la fabrique de tapisseries de Santa Barbara, proche de l'un de ces

muladares, put obtenir en 1784 une enquête à propos de ces nuisances, déjà constatées par Ventura Rodríguez, et une ordonnance de Floridablanca du 17 octobre 1784 réduisit à trois le nombre des dépôts qui furent placés à distance plus lointaine.

Un autre édit de septembre 1765 organisa et réglementa l'éclairage de la ville avec la création d'un service public d'éclairage qui installa 4 000 lanternes de verre protégées par un emballage métallique, placées à 12 pieds de hauteur. Madrid devint ainsi l'une des capitales les mieux éclairées d'Europe. L'entretien des *faroles* était à la charge des habitants.

Dès le règne de Ferdinand VI, l'administration avait tenté d'éliminer le fléau des chiens errants qui se nourrissaient de la chair des chevaux morts, presque toujours évacués avec retard. Des édits de 1749 et 1753 ordonnèrent l'extermination de ces chiens, mais ils s'étaient multipliés de nouveau dans les années 1760 et 1770. Une série de nouveaux édits, en 1780, 1790, 1795, 1800 et 1801, marqua la volonté des services de Charles III et Charles IV d'en finir avec ces vecteurs d'épidémies. Les mêmes édits ordonnèrent d'enterrer profondément et à 200 pas des portes de la ville les cadavres de chevaux afin qu'ils ne soient pas déterrés par les chiens ou... les cerfs⁷⁶.

La salubrité publique n'avait pas été la seule préoccupation de Charles III. Un autre édit daté également de 1765 interdit les charivaris qui tournaient en dérision les veufs et les veuves qui se remariaient et provoquaient désordres et grand tapage. Les cafés, débits de boisson et tables de jeux furent surveillés : un édit de mai 1766 interdit leur fréquentation aux personnes qui proféraient des paroles scandaleuses ou affichaient des attitudes indécentes. Les fêtes de carnaval furent surveillées pour éviter les débordements. Bref, cette politique visait à préserver l'ordre public et la morale⁷⁷.

Délinquance et criminalité créaient d'autres problèmes⁷⁸. Le marquis de Grimaldi prétendit y remédier en décidant la numérotation des maisons. La mauvaise volonté populaire qui s'exprima lors de la fameuse émeute de Squilacce (ou Esquilache, du nom du secrétaire des Finances alors en poste), le 23 mars 1766, dont les causes profondes étaient la cherté des nourritures, ne découragea nullement Grimaldi, qui publia le 12 octobre 1766 son *Instruction générale pour l'illumination de la ville*.

Autre préoccupation essentielle : l'organisation du ravitaillement. En raison de la place privilégiée du pain dans l'alimentation, qui a déjà été soulignée et qui persiste (547 000 *fanegas* de blé consommées en 1630, 847 000 en 1765), les autorités apportèrent le plus grand soin à la recherche et la collecte du grain. À cause de la guerre, les communautés paysannes des environs de Madrid avaient cessé de livrer les quantités de blé fixées pour obtenir un *pan de registro* suffisant et, à partir de 1715, tous les efforts de la Sala de Alcaldes pour relancer le système échouèrent. Les autorités s'adressèrent alors aux muletiers des terres d'Ávila, Ségovie, Cuenca et les stimulèrent au moyen de primes pour qu'ils livrent le grain et la farine nécessaires aux boulangers de Madrid et de quelques localités spécialisées dans la fabrication du pain (Vallecas surtout). Le *posito* demeurait en réserve pour faire face en cas de crise. De la sorte, vers 1740, les 140 boulangers de Madrid et Vallecas furent en mesure de faire face à la demande.

La fourniture des autres denrées de base était assurée par le système déjà ancien des *obligados*, pratiqué dans de nombreuses villes : des particuliers (ou des compagnies) obtenaient pour un an ou deux le monopole de la fourniture d'un produit (viande, poisson, huile, charbon, chandelles) contre le versement d'une somme convenue et avec l'engagement de respecter une échelle de prix sous la surveillance de la Sala. Mais plusieurs crises de subsistances provoquèrent la faillite du système, celle des *obligados* de la viande notamment, à tel point que le Conseil de Castille dut créer et gérer une administration spéciale de 1728 à 1741.

Ces difficultés furent à l'origine de la Commission des approvisionnements (*Junta de Abastos*), créée par décret royal du 25 août 1743. Cet organisme, présidé par le gouverneur du Conseil de Castille et où siégeaient un membre du Conseil des Finances, le *corregidor* de Madrid et deux *regidores*, eut d'abord en charge le seul approvisionnement en viandes. Mais très rapidement il s'occupa aussi de la morue, du lard, de l'huile d'olive, du charbon végétal, des chandelles ; à partir de 1744, il eut aussi le contrôle du *posito*. Seul le commerce du vin demeura libre.

La Junta de Abastos, en fonction jusqu'en 1766, mit en place une machinerie complexe qui exerçait un contrôle sévère sur la distribution de ces produits – sauf le lard. Elle prit en mains le fonctionnement du *posito* en organisant un

véritable réseau de commissaires et de magasins relais afin de drainer les grains des zones de production vers Madrid. Les boulangers de Madrid et Vallecas furent obligés de se fournir en grains au *posito*.

Ce système ne parvint pas à empêcher la hausse des prix des grains et des aliments : les malversations des fonctionnaires eurent leur part dans l'échec final dont l'émeute d'Esquilache fut le signe majeur. La Junta de Abastos fut dissoute et, sous l'influence de Campomanes, que nous retrouvons plus loin, on passa à un régime de liberté du commerce des grains et des prix. Dès lors, le ravitaillement passa aux mains d'entrepreneurs libres, quoique la municipalité ait conservé un système de protection anticrise avec le maintien du *posito* qui gardait en réserve une certaine quantité de céréales. Quant à la viande, elle fut distribuée par un système mixte qui combinait la participation de fournisseurs privés sous contrat et l'intervention de l'administration. Dans tous les cas, le régime des prix ne fut qu'en liberté... surveillée !

Il est sûr que Madrid dut recourir à des marchés plus éloignés pour satisfaire la consommation, et pas seulement celle du blé, par exemple en important du bétail de boucherie de France et du Maroc. De plus, l'intervention de l'administration fut constante, car bon nombre de produits alimentaires étaient grevés de taxes (*sisas*) qui représentaient au milieu du XVIII^e siècle 80 % des revenus municipaux. Ce qui supposait aussi la nécessité de peser les denrées : il fallut installer plusieurs « poids de la ville ». Bien entendu, l'étendue de la ville rendit nécessaire la dispersion des marchés de détail pour la viande, le poisson, le vin. Sans parler des réseaux privés de distribution pour le palais, les maisons aristocratiques, les communautés religieuses, les hôpitaux.

Dernier produit indispensable : l'eau potable qui, depuis les années 1630, était à peine suffisante, et l'était de moins en moins en raison de l'augmentation de la population. En 1727, Madrid comptait 44 fontaines, alimentées par des galeries (« voyages d'eau »). Mais en 1766, d'après le plan général, elle en avait seulement 39. Il est vrai qu'une seule fontaine nouvelle avait été construite durant la première partie du siècle, celle de la Fama, en 1732, sur la place d'Anton Martín, et il est possible que quelques fontaines aient cessé de fonctionner. Quelque 1 000 vendeurs d'eau (*aguadores*), munis de licences par la municipalité, classés en

quatre catégories selon leur équipement (chars, tonneaux, cruches...) et groupés en une vingtaine de compagnies, assuraient la distribution de l'eau, non sans conflits, querelles, incidents de toutes sortes. Pendant une grande partie du XVIII^e siècle, la charge d'eau (6 cruches de 65 livres) coûta 10 maravédís. On a pu évaluer la quantité moyenne d'eau dont disposaient les Madrilènes à quelque 47 litres par maison. En 1727, 448 maisons particulières ainsi que 72 couvents, hôpitaux et prisons avaient l'eau à domicile grâce à des puits privés. Ces privilégiés consommaient vingt fois plus d'eau que le reste de la population. Mais à l'époque de Charles III, un effort important fut entrepris pour doter les habitants d'autres fontaines publiques : celle des Galápagos (1772), aujourd'hui disparue, construite par Ventura Rodríguez en pierre blanche de Colmenar, dotée de quatre jets d'eau ; en 1781, la fontaine de la Alcachofa, fontaine de l'Artichaut, sur le rond-point de Charles-Quint, face à la station d'Atocha, œuvre du même Ventura Rodríguez, en granit et pierre blanche, et qui fut un temps installée dans les jardins du Retiro. Et c'est en 1782 que furent inaugurées les deux fontaines ornementales du Paseo de Prado, celles de Neptune et de Cibeles⁷⁹.

La masse, le volume des approvisionnements nécessaires à une ville de quelque 150 000 habitants, puis 170 000, qui ne produisait elle-même presque rien de ce qu'elle consommait, supposait un réseau considérable de transporteurs, muletiers ou voituriers. Certes, le bétail se déplaçait lui-même avant d'être entretenu dans des prés ou pacages réservés à cet effet, qu'il s'agisse des porcs d'Estrémadure, des brebis et des agneaux des deux Castille ou des bovins du Nord-Ouest atlantique à partir des relais des foires de Trujillo ou de La Bañeza, entre autres. Mais le blé, les pois chiches ou les fèves, le vin, le poisson, le charbon de bois, les produits pondéreux et encombrants étaient acheminés par les célèbres *maragatos* de la région d'Astorga ou les charretiers des provinces voisines qui créaient un mouvement constant aux portes de la ville.

La salubrité publique et le ravitaillement régulier de la capitale étaient d'une grande importance. Mais Charles III avait de plus hautes ambitions pour Madrid, la ville où il était né en 1716. C'était un vrai fils des Lumières. À 13 ans, il parlait déjà le français et l'italien, outre le castillan, et savait écrire en latin. Plus tard, il apprit l'allemand. Il était

doué pour les mathématiques, habile de ses mains au point de fabriquer de petites maquettes, s'intéressait à la fois aux arts et aux techniques. D'une robuste constitution, il pouvait passer une journée à courir landes et bois en quête de gibier sans craindre l'épuisement. Quelques historiens ont mis en doute son intelligence sous prétexte qu'il était pieux... et vertueux. Mais sa piété sincère et réelle ne fit jamais de lui un esclave de l'Église. Elle ne l'empêcha nullement de faire confiance à des ministres voltairiens – comme le comte d'Aranda – ou très soucieux de limiter l'influence de l'Église – comme Campomanes et Jovellanos. C'est pour sauvegarder l'indépendance de l'État que Charles III expulsa les jésuites de ses royaumes en 1766, car on peut douter qu'il les ait crus entièrement responsables de l'émeute d'Esquilache. Dans l'éloge qu'il prononça à la mort du roi en 1788, Jovellanos salua ses efforts pour développer dans son peuple le goût pour « les sciences utiles, les principes économiques... [et créer] un esprit favorable aux Lumières ».

Charles III voulait développer l'éducation, probablement convaincu comme Jovellanos que « l'éducation est la première et plus importante source de la félicité publique ». Vers la fin de son règne, cette conviction lui inspira la remarquable cédula royale du 12 juillet 1781, qui décrétait l'enseignement primaire obligatoire. Certes, la cédula ne reçut qu'un début d'application, mais le roi avait lancé le mouvement. Sous les auspices de la Société royale économique de Madrid, qui jouissait de l'appui de la Couronne, furent créés de nombreux centres d'enseignement à caractère professionnel qui concernaient surtout les filles : ainsi, ceux de San Ginés, San Martín, San Andrés, San Sebastián. La même Société royale favorisa la création de nombreuses « écoles populaires » gratuites (comme les centres précédents), surtout destinées aux filles, dont certaines étaient limitées à l'enseignement général (lecture, écriture, calcul élémentaire), dont d'autres comportaient une spécialisation : écoles de broderie, de dentelles, de fleuristes. À la fin du règne, il y avait à Madrid une soixantaine de ces écoles élémentaires, une par quartier, sous la responsabilité de l'*alcalde del barrio* dont nous parlons plus loin. En 1787, ces écoles comptaient entre 2 300 et 2 400 élèves.

De la sorte, l'aspect utilitaire du système n'empêchait nullement un progrès général de la culture et notamment de l'alphabétisation qui, en un siècle, passa de 37 % à 60 %. Et l'analphabétisme féminin avait beaucoup reculé. Certes,

la fonction de contrôle social qui induisait l'enseignement religieux et la morale civique n'était pas négligée, mais, au total, l'action de Charles III et de ses conseillers, qui devait se poursuivre au XIX^e siècle, fut positive. Bien entendu, la multiplication des écoles suscita un effort considérable de formation de maîtres et de maîtresses d'enseignement élémentaire. Effort important, encore insuffisant : au début du XIX^e siècle, 30 % de la population madrilène n'avait pas eu le moindre contact avec ce que l'on peut appeler l'enseignement primaire.

La Couronne, qui participa aussi à l'essor de l'enseignement secondaire, avait protégé le Séminaire des nobles de Madrid créé en 1725, les *Reales estudios de San Isidro*, et soutenu les institutions scientifiques déjà créées, comme le Collège des pharmaciens apparu en 1732, qui publia plusieurs pharmacopées, l'Académie de médecine de Madrid (1734), l'Académie royale d'histoire (1735). Charles III en suscita de nouvelles qui virent le jour à la fin de son règne : tels le Laboratoire de chimie de Madrid, l'École royale de minéralogie et le Collège de chirurgie de Madrid en 1787. D'autres institutions scientifiques préparées à la fin du règne profitèrent de ce climat favorable et furent créées au début du règne de Charles IV : l'Observatoire astronomique en 1790, le Studium de médecine pratique en 1791, le Cabinet royal des machines en 1791. En revanche, Charles III ne parvint pas à obtenir la création d'une Académie des sciences à Madrid, alors que, déjà programmée par le marquis de La Ensenada, elle faisait débat depuis 40 ans ! Un très bel édifice avait même été construit pour l'abriter. Cet édifice fut celui du musée du Prado. Et pourtant, Barcelone avait déjà son Académie des sciences...

Charles III était aussi un défenseur des beaux-arts. Un projet d'Académie des beaux-arts avait été élaboré en 1726 sur la proposition d'un peintre de miniatures, Francisco Meléndez, avec l'objectif de former un corps solide d'artistes. Mais ce projet, qui ne fut pas retenu, révèle seulement un climat. Un deuxième projet, conçu en 1744 par le sculpteur du roi Ferdinand VI, Giovanni Oliveri, eut plus de succès. Il donna lieu à de longs débats préparatoires qui aboutirent, le 12 avril 1752, au décret de création de l'Académie royale des beaux-arts de San Fernando. En fait, l'Académie existait déjà depuis quatre ans et les cours furent ininterrompus de 1748 à 1752. L'architecture, la sculpture et

la peinture étaient les trois « nobles arts » enseignés à l'Académie, qui bénéficia d'un corps enseignant important (31 professeurs). Munie de statuts révisés en 1757, l'Académie fonctionna normalement pendant tout le règne de Charles III ; elle se dota d'une belle bibliothèque et d'un musée qui rassembla bon nombre de chefs-d'œuvre de sculpture, peinture et gravure.

Dès le début de son règne espagnol, en 1761, Charles III, conseillé par l'un des directeurs de l'Académie, Giaquinto, fit venir à Madrid le peintre Anton Raphaël Mengs, chantre du néoclassicisme qui jouissait alors d'une grande réputation ; Mengs, soutenu par Jovellanos, devint « premier peintre du roi » et exerça une grande influence sur l'art espagnol et sur les peintres de Madrid (les frères Bayeu, Maella, Meléndez) pendant une quinzaine d'années (1761-1776), malgré une absence de 1769 à 1771. Puis en 1762, Giovanni Battista Tiepolo, tout aussi célèbre, venu à Madrid avec ses fils Lorenzo et Domenico, réalisa les admirables fresques du palais royal, celles de la salle du Trône et de la salle des Gardes.

C'est au retour de son voyage d'Italie (1771) que Goya produisit ses célèbres cartons pour la Manufacture de tapisseries, selon les commandes de Mengs. Ces scènes admirables, qui donnent peut-être une représentation trop flatteuse, trop joyeuse, de la prairie de San Isidro et de la vie madrilène, de ses loisirs, de ses jeux et de leurs interprètes (*Le Pantin*, *Colin-Maillard*, *La Balançoire*, *Le Parasol*, *Les Enfants à la charrette*, *L'Automne* ou *Les Vendanges...*) au temps de Charles III, valurent à Goya son élection à l'Académie de San Fernando en 1780, et il devint l'année suivante peintre ordinaire du roi. Bien entendu, une part importante de sa carrière concerne le règne de Charles IV.

Madrid a, sans conteste, beaucoup gagné du règne de Charles III, grâce notamment aux architectes italiens tels que Sabatini (venu de Naples avec le roi), Juvarra et Sachetti, et aux Espagnols dont ils améliorèrent la formation : Ventura Rodríguez, ou Hermosilla qui avait séjourné à Rome et en Italie du Sud. Tous ces architectes participèrent à la longue entreprise du palais royal. Sabatini fut aussi le créateur de la porte d'Alcalá, de facture néoclassique avec ses trois arches de granit en plein cintre, terminée en 1778. Le même architecte avait déjà réalisé l'hôtel des Douanes (1761-1769), et entrepris la construction de l'hôpital général commencé en 1769, mais terminé après sa mort en 1797.

Charles III se rallia à un urbanisme aéré qui inspira le dessin ou la recomposition de plusieurs places, telles Cibeles, Cánovas del Castillo. Jardins et plantations d'arbres dans les grandes avenues donnèrent à la ville un « vernis de nature », selon la belle expression de María de los Santos García Felguera, mais le cœur de la ville (*la ciudad interior*) ne fut guère modifié⁸⁰.

La veine baroque, d'abord personnifiée par José Benito Churriguera (ermitage de la Vierge du Port), était apparue très vivante avant 1750, illustrée par Ventura Rodríguez qui, de 1749 à 1753, édifia l'église San Marcos, festival de lignes courbes dont l'architecte lui-même ratifia le triomphe en dessinant le maître-autel. Le baroque fut encore illustré par les nombreuses créations de Pedro de Ribera : palais de Miraflores, de Perales, Paseo de Atocha, porte de San Vicente, dernière phase du pont de Tolède. Mais le triomphe brutal du néoclassicisme (illustré par la porte d'Alcalá) voua Pedro de Ribera aux gémonies : il fut classé dans la catégorie des « fous délirants » dont il fallait proscrire les principes et le style.

On a déjà signalé que le Madrid de Charles III fut doté de belles fontaines, dont l'une des plus remarquables est celle de Cibeles, déesse de la fertilité, sur la place du même nom ; Ventura Rodríguez bénéficia de la collaboration des sculpteurs Francisco Gutierrez et Robert Michel. La fontaine de Neptune, due à Juan Pascual de Mena sur des dessins de Ventura Rodríguez, fut terminée en même temps. Et Ventura Rodríguez, sur la fin de sa carrière, réalisa encore, rue Princesa, le palais de Liria⁸¹.

On ne saurait ignorer la création originale de Sacchetti : la première *plaza de toros* de forme circulaire (1749-1753) érigée sur les instructions de Ferdinand VI au-delà de la porte d'Alcalá qui marquait l'avènement d'une forme de culture populaire spécifique : la corrida à pied, très différente des parades équestres dont la Plaza Mayor avait été le théâtre au siècle précédent. Cette place très fonctionnelle, faite de pierre, de brique et de bois, de forme circulaire, n'avait aucune prétention architecturale. Pendant plusieurs décennies, elle permit au peuple madrilène d'assouvir une passion croissante pour la tauromachie : 12 corridas par an en 1766, 14 en 1768, 16 en 1791, 18 en 1797, célébrées de mai à novembre et toujours en semaine. Les taureaux achetés en Navarre n'étaient pas tous tués et le spectacle était d'une grande diversité qui tenait souvent du

cirque : le public raffolait des acrobaties telles qu'en proposait l'Indien Mariano Ceballos. La corrida servit la promotion de personnages issus du peuple, tel José Delgado Pepe-Hillo, telle la Pajuelera, femme torero⁸².

Les architectes et les urbanistes de Charles III firent de Madrid une ville bien dotée en parcs, en jardins, en promenades publiques. L'installation de la famille royale au palais d'Orient en 1764 entraîna le déclin du palais du Buen Retiro, moins utilisé, mais les jardins furent bien entretenus, enrichis d'un jardin botanique et d'un observatoire astronomique, et la fabrique de porcelaine fut installée dans le parc. La réussite du règne dans ce domaine fut le Prado de San Jerónimo, orné de fontaines et de statues, planté d'arbres, abondamment fleuri, qui devint le lieu le plus fréquenté de la capitale. Les badauds allaient y admirer le défilé des carrosses, parade sociale qui devait, au fil du temps, connaître bien d'autres illustrations.

Au temps de Ferdinand VI et de Charles III, la veine féconde de la *comedia*, qui avait fait les délices des Madrilènes au siècle précédent, était tarie. Mais le théâtre madrilène, qui bénéficiait d'améliorations matérielles notables, gardait une grande activité : les théâtres de la Cruz et du Principe avaient été modernisés, d'autres scènes inaugurées. La création du théâtre de haut niveau était en crise et les pièces étrangères traduites ne déplaçaient pas les foules. Le comte d'Aranda souhaitait exalter le passé de l'Espagne par la mise en scène de héros nationaux, mais les tragédies à thème historique inspirées de l'Antiquité ou du Moyen Âge n'avaient guère de succès, telles *Lucrecia* (1763) et *Hermesinda* (1771) de Nicolás Fernández de Moratín, dont la troisième pièce, *Guzmán el Bueno*, ne fut même pas jouée ! Seules *Numancia destruida* (1775), de López de Ayala, et *Raquel* (1778), de García de la Huerta, eurent un réel succès.

Les tentatives de rénovation de la comédie avec le même Fernández de Moratín – *La Petimetra* (1762) – ne furent pas plus heureuses. Pendant un temps cependant, la comédie larmoyante dont le modèle est *El Delincuente honrado* de Jovellanos (1774) obtint une certaine adhésion : il s'agissait d'un genre fidèle à la règle des trois unités, rédigé en prose, divisé en cinq actes (voire en trois). Mais un moralisme explicite, qui opposait « les droits de la nature aux prescriptions et aux préjugés » s'en prenait à l'autorité parentale excessive (mariages imposés), et l'abus du pathétisme finissaient par lasser le public. Les comédies plus

divertissantes comme celles de Tomás de Iriarte, *El Señorito mimado* (1783) ou *La Señorita mal criada* (1788), étaient mieux accueillies, quoiqu'elles fissent elles aussi pleurer autant que rire. Ce n'est qu'à la charnière du siècle que Leandro Fernández de Moratín, le fils de Nicolás, réussit à convaincre le public avec *El Viejo y la Niña* (1790), puis *El Si de las niñas* (1806), pièces non dénuées d'accents moliéresques⁸³.

En définitive, le théâtre préféré des Madrilènes, et de loin, était de deux sortes. D'une part les « comédies de magie » qui faisaient recette auprès de tous les publics, celles qui se fondaient sur les décors, les machines, les changements de scènes, qui se préoccupaient peu de l'intrigue, mais recherchaient les effets spectaculaires et multipliaient les décors improbables. La *Circé* de Calderón avait montré le chemin, et *Le Magico de Salerno* de Salvo y Vela, dont le succès suscita quatre suites, fut la comédie type du genre, avec *El Magico* de Astrakan ou *El Anillo* de Gigés, qui attirèrent quelque 40 000 personnes. D'autre part les comédies courtes, les saynètes de Ramón de la Cruz (1731-1794), d'autant plus que ce genre mettait en scène la ville et ses habitants. Ce sont en effet les types du Madrid *castizo* qui montent sur scène (et souvent sur des tréteaux dressés aux carrefours) dans ces quelque 300 saynètes rédigées en octosyllabes : les *majos* et les *majas* bien sûr, mais aussi le *petimetro*, la *damisela*, le curé, et un nouveau personnage, le juge de quartier (*alcalde de barrio*), issu de la réforme de 1768, qui apparaît souvent au dénouement pour rétablir l'ordre et qui est toujours respecté, comme si Ramón de la Cruz exerçait lui-même la fonction de juge de paix qui était celle de l'*alcalde de barrio*. Le tout avec accompagnement de danses et de chansons (*seguidillas*).

Ramón de la Cruz, qui prétend écrire « sous la dictée de la vérité », a le sens du trait, de la réplique, de l'effet comique, beaucoup de verve, de l'entrain et du mouvement. Il est moins sûr qu'il soit un peintre d'une exacte réalité : ses personnages sont souvent caricaturaux, très stylisés, l'auteur témoigne d'une certaine complaisance pour la *majeza*, soit une virilité un peu agressive qui n'est d'ailleurs pas le privilège du populaire, et il exprime souvent le sentiment des privilégiés à l'égard des pauvres qui, en somme, pourraient être responsables de leur état : ainsi, *El Casero burlado* accuse la paresse et l'ivrognerie d'enfanter la pauvreté. Les situations, parfois parodiques, sont assez

souvent des transpositions réalistes dans le cadre des quartiers pauvres, tels *El Fandango del candil* ou *Los Pobres con mujer rica* qui se passent à Lavapiés⁸⁴.

Les progrès de la lecture, un appétit nouveau de connaissances et une certaine atmosphère de liberté, certes contrôlée comme le prouvent quelques-uns des derniers procès d'Inquisition dont celui de Pablo de Olavide (1776-1778), qui avait pourtant été un bon serviteur de la monarchie, expliquent l'explosion et le succès au moins relatif de la presse dès les débuts du règne de Charles III : le roi donne le ton lorsque, en 1762, il octroie à la Couronne le privilège d'éditer *La Gaceta*, qui existait depuis 1687 au moins et qui devient ainsi, sous le titre de *Gaceta de Madrid*, un organe quasi officiel exprimant les critères et les décisions du gouvernement. L'initiative royale est contagieuse : de nombreuses feuilles, quotidiennes ou périodiques, qui donnent dans la satire ou le comique, apportent des nouvelles du monde, débattent de l'économie ou des mœurs, apparaissent soudain à Madrid : gazettes ou « mercuries » de toutes sortes, parfois éphémères, tels *El Murmurador* (1761), *El Bufon de la Corte* (1762), parfois plus durables, comme *El Pensador* (1762-1767) ou *El Censor* (1781-1787), *El Seminario Economico*...

Un étonnant personnage, Francisco Mariano Nipho (1719-1803), que plusieurs auteurs considèrent comme le premier journaliste espagnol moderne, mérite quelques lignes. Nipho a fondé dès 1758 *El Diario Noticioso* (*Le Quotidien bien informé*) qui, avec des fortunes diverses, dura jusqu'en... 1918 ! Il fit place aux annonces et petites annonces, créa un système d'abonnement. Il lança aussi plusieurs périodiques originaux comme *El Correo de los Ciegos* (*Le Courrier des aveugles*, 1786-1791), dont on va comprendre l'importance dans la diffusion de la littérature de colportage, et *El Cajón de los Sastres* (*Le tiroir des tailleurs*). L'effervescence de la presse est un signe fort du temps des Lumières.

Cependant, l'analphabétisme d'un grand nombre d'hommes et plus encore de femmes interdisait à beaucoup la lecture. Ce qui explique le grand succès de la littérature de colportage, dont les aveugles de Madrid étaient les interprètes. Ils avaient appris par cœur des romances qu'ils chantaient aux carrefours, sur les places, en lisière des marchés. Le spécialiste de ces romances, Francisco Aguilar Piñal, en a dénombré 2 014, dont 220 imprimées à Madrid,

surtout sous le règne de Philippe V. Les romances de *ciegos* chantent des aventures amoureuses, des histoires de captifs, ont des dénouements souvent tragiques (la mort du héros ou de l'héroïne), font intervenir le surnaturel, le miracle dont la Vierge est la responsable la plus attendue⁸⁵.

Jacques Soubeyroux a pu justement conclure à la « signification convergente, au niveau sociologique, de toutes les formes de divertissement populaire ». Jeux, spectacles, corridas, littérature de colportage procurent les occasions de l'indispensable évasion, et ce sont les catégories privilégiées qui élaborent ou instituent les formes de ce divertissement.

Les problèmes de l'ordre public.

Délinquance, criminalité, répression

À partir de l'installation de la Cour à Madrid, la cinquième Chambre du Conseil de Castille, la Sala de Alcaldes de Casa y Corte, qui jouissait d'une autonomie totale, eut la responsabilité de l'ordre public et dut prendre en charge la répression de la délinquance et de la criminalité dans tout le Rastro de Madrid, c'est-à-dire l'ensemble de la ville et de ses faubourgs. Lourde tâche, car délits et crimes faisaient de Madrid l'une des capitales les plus dangereuses d'Europe, du moins jusqu'à la fin des années 1760 : les dernières décennies du siècle témoignent d'une réelle décrue des violences en tout genre. Mais une grande conflictualité sociale marqua la première et la sixième décennies du XVIII^e siècle.

Dès avant 1715, Philippe V tenta de diviser Madrid en arrondissements – 18 *cuarteles* –, mais sans succès. La réforme ne fut effective qu'en 1749 avec 11 arrondissements : les personnels de police pouvaient ainsi parvenir à une bonne connaissance du milieu et des populations dont ils avaient la charge : les rondes spéciales prévues dans les quartiers sensibles et les rondes nocturnes obligatoires dans toute la ville en étaient facilitées. De plus, le roi recourut à une militarisation de l'ordre public. C'est ainsi qu'il créa dans la capitale le corps des Invalides, constitué par des soldats qui n'étaient plus en état de combattre et qui devint une force policière d'appoint, capable dès 1713 d'effectuer dans la capitale des patrouilles autonomes. Au cours du siècle, le recours à ce système fut amplifié, avec la création de nouvelles compagnies d'Invalides. Et en 1761, Charles III créa une milice urbaine

composée de membres des corporations qui devaient assister la force militaire dans le maintien de la sécurité publique. Cette milice dotée d'un uniforme, et qui s'éleva à quelque 1 500 hommes à la disposition de la Sala de Alcaldes, effectuait des rondes nocturnes toutes les deux heures.

Certaines expériences échouèrent complètement, telle l'institution d'un gouvernement politique et militaire de Madrid, dont la faillite fut rapide (1746-1747). En revanche, l'augmentation de l'encadrement militaire de la capitale (de 3 000 à 10 625 du début à la fin du siècle), les recours aux Invalides et à la milice urbaine, la création d'une commission des errants (*Comisión de Vagos*) qui procéda à l'arrestation de plus de 5 000 vagabonds de 1766 à 1768, la mise en place de juges de quartiers (*alcaldes de barrios*), la création et la réforme de nombreuses prisons (prison de la Ville, prison de la Couronne pour les ecclésiastiques, prison du Saladero en 1769), et d'institutions spécialisées pour les femmes ou pour les vagabonds eurent plus d'efficacité. Ainsi la maison des Recogidas de Sainte-Marie-Madeleine (pour les pécheresses repenties qui étaient rééduquées en vue d'un mariage ou d'une entrée au couvent) ou celle des Arrepentidas (femmes repenties). Et pour les mendiants, l'hospice de la rue Fuencarral et la maison de correction de San Fernando qui fut gérée avec un certain succès pendant un an par un *ilustrado* célèbre, Pablo de Olavide, qui parvint à inspirer à ses pensionnaires un nouvel intérêt pour le travail. Il s'agissait de faire la distinction entre la pauvreté réelle, digne de compassion, et la pauvreté feinte, la *vagancia* qui devait être réprimée. L'ouverture de l'hôpital général d'Atocha en 1781 marqua un progrès réel.

Le problème des enfants abandonnés, en revanche, s'aggrava. La Inclusa, fondée en 1567 par la confrérie de Notre-Dame de la Solitude et des Angoisses pour recueillir et éduquer les enfants exposés, avait traversé le XVII^e siècle grâce aux revenus de quelques immeubles légués par des bienfaiteurs, une allocation annuelle de 10 000 ducats accordée à partir de 1616 par Philippe III et le loyer du théâtre de La Cruz. Au XVIII^e siècle, elle eut de plus en plus de difficulté à faire face aux dépenses, car le nombre des entrées devint très élevé dans la seconde moitié du siècle : 600 à 700 entrées annuelles en moyenne jusqu'en 1780, une hausse sensible ensuite, surtout après 1790 avec des entrées supérieures à 800, puis à 900, enfin à 1 000 : 1 235 en 1798 ! Et une mortalité réelle supérieure à 80 %, dans

l'établissement ou dans les familles nourricières ! L'aggravation du paupérisme signifie dans ce cas l'élimination de la grande majorité des enfants abandonnés.

Jusqu'aux années 1740, délinquance et violence étaient essentiellement le fait des hommes (90 % au XVIII^e siècle) et la répression concernait surtout les délits contre la propriété. À la faveur de la guerre, la violence atteignit son apogée à Madrid et aux abords immédiats de la ville dans les années 1703-1710 : les brigands (*salteadores*) profitèrent alors de l'insécurité due à la guerre pour multiplier les agressions. Mais, la paix revenue, ils persévérèrent : aussi l'édit de 1726 remit en vigueur la pragmatique de 1666 qui permettait de mettre à mort les *salteadores* pris en flagrant délit. En 1734, une autre pragmatique radicalisa la répression : les jeunes de 15 à 17 ans coupables d'un vol pris sur le fait étaient condamnés à 200 coups de fouet et dix ans de galères, tandis que les bandits âgés de plus de 17 ans étaient condamnés au *garrote vil*⁸⁶. Le châtimement suprême épargnait les nobles : 200 coups de fouet et dix ans de galères.

Après 1745, la nature de la délinquance changea : produit de l'absence d'emploi ou de très bas salaires, elle devint fondamentalement économique et produisit une augmentation de la prostitution surtout féminine (mais aussi une montée de la sodomie) et un développement du vagabondage et des rixes. Le tableau suivant, qui distingue les délits, est le reflet de ce changement.

Nature des délits Périodes	Homicides	Prostitution	Vagabondage
1703-1720	322	102	51
1721-1740	188	156	209
1741-1760	171	386	1 034
1761-1789	94	558	863

Au XVIII^e siècle et au début du XVIII^e siècle encore, l'action de l'Église et la charité des chrétiens palliaient partiellement les effets subversifs de la pauvreté. La prostitution restait alors le délit d'ordre moral le plus fréquent. Elle était pratiquée par des femmes qui racolaient leurs clients dans des parages connus (Prado Viejo, rue des Dames) ou qui exerçaient leur industrie dans des prostibules situés aux Embajadores ou dans les rues San Jacinto et San Juan. L'envolée des condamnations pour délits de prostitution et de vagabondage n'est évidemment pas un simple reflet de la réalité, mais témoigne d'une répression plus active.

Il est sûr cependant que les prostituées madrilènes se sont multipliées au XVIII^e siècle et que le racolage nocturne s'est beaucoup développé : le marquis de Langle assurait qu'à la tombée de la nuit 1 500 courtisanes battaient le pavé de Madrid. La protection de la nuit permettait aux prostituées de rechercher activement les clients en proposant des tarifs plus avantageux (50 à 75 % de réduction au moins !). Francisco Santos, dans son *Día y Noche de Madrid*, informe ses lecteurs du recours nouveau des courtisanes qui s'habillent en blanc la nuit pour être plus facilement repérables ! Et Nicolás Fernández de Moratín, dans son *Arte de Putas* (1777), dresse une sorte de catalogue des prostituées les plus expertes, de leurs talents et des lieux où elles les exercent (rues Hortaleza, de la Montera, Puerta del Sol, etc.). L'analyse détaillée des délits réprimés par les diverses forces de police en 1786 distingue plusieurs comportements : prostitution simple avec les soldats, y compris dans les casernes ou aux bivouacs ; dans des lieux déserts, greniers ou hangars ; prostitution forcée d'une fille par son père ; maris complaisants qui organisent les relations vénales de leurs femmes avec d'autres hommes. La maltraitance des femmes par les hommes (34 procès dans l'année) et des maris par leurs femmes (3 cas) est sanctionnée par une politique de protection du mariage.

Le temps de la nuit était aussi, très logiquement, celui que choisissaient les malandrins de toutes sortes pour perpétrer leurs forfaits. Les *embozados* étaient les maîtres de la nuit : ils rôdaient, dépouillaient, rossaient leurs victimes, quand ils ne les assassinaient pas⁸⁷. Par voie de conséquence, ce temps était aussi privilégié par les agents de la justice pour surprendre et arrêter les suspects et les délinquants. À tel point que l'une des opérations répressives les plus importantes du XVIII^e siècle, l'arrestation des jésuites en prélude à leur expulsion, fut réalisée pendant une nuit du printemps 1767 !

La répression du vagabondage peut être analysée grâce à l'exemple de l'année 1786, pour laquelle on dispose de chiffres complets et d'études de cas : 3 347 « sans domicile fixe » furent détenus pendant cette année – 2 437 par la commission des errants ; 671 par les rondes de la surintendance de police ; 29 par les rondes de la Salle des Alcaldes de Casa y Corte. La répartition dans le temps est équilibrée, ce qui dénonce un état de crise permanent. Car, dans le même temps, plus de 25 000 pauvres entraient dans

les trois hospices madrilènes (28 315 en 1771, 26 576 en 1792), alors que, de 1753 à 1762, les entrées annuelles étaient toujours inférieures à 20 000. 20 % des arrestations concernaient de simples vagabonds, 12,3 % étaient des mendiants, surtout des femmes ; l'ivrognerie, surtout masculine, les délits de mœurs, les jeux interdits, les vols (linge, capes, chevaux, bourses, vols avec effractions) étaient les autres délits avec les insultes et les tumultes ; les offenses à la morale et à la religion, blasphèmes par exemple, complètent le tableau. Je rappelle que les homicides ont beaucoup diminué à partir du règne de Charles III.

La diminution nette de la délinquance pendant le règne de Charles III doit beaucoup à l'institution de l'éclairage nocturne et à la réforme de la police qui suivit l'émeute d'Esquilache, définie par la cédula royale du 6 octobre 1768. Les 11 *cuarteles* ou arrondissements étaient réduits à 8, dont chacun était dirigé par l'un des *alcaldes* les plus anciens de la Sala. Ces arrondissements, qui vont devenir des appellations de référence, étaient Plaza, Palacio, Afligidos, Maravillas, Barquillo, San Jerónimo, Lavapiés et San Francisco (voir carte). L'*alcalde* était le juge et le chef du *cuartel*, responsable de sa tranquillité et de la répression des délits qui le perturbaient. Chaque *alcalde* avait pour collaborateur 4 officiers de police (*alguaciles*), 2 huissiers et 2 notaires. La grande nouveauté était la création des *alcaldes de barrios* (juges de quartiers), à raison de 8 par *cuartel*, chacun ayant la charge de l'un des 8 *barrios* (quartiers) qui composaient le *cuartel*. Les juges de quartier, qui devaient être des « habitants honorables », étaient élus par la population : ils devaient tenir un registre de tous leurs habitants, des nouveaux arrivants et des partants, ce qui revenait à exercer un contrôle sur la population, précieux pour les autorités de la ville ; ils avaient en charge l'éclairage, la propreté des rues et des fontaines, devaient veiller à la paix publique ; ils exerçaient des fonctions de juges de paix, instruisaient une procédure sommaire en cas d'urgence et avertissaient l'*alcalde* de l'arrondissement (*cuartel*) ; ils rassemblaient les pauvres pour les envoyer aux hospices et recueillaient les enfants abandonnés (*expositos*). En signe de leur fonction, ils portaient une canne de commandement à poignée d'ivoire.

Élus pour un an entre le 1^{er} et le 24 décembre, les juges de quartier étaient rééligibles et ils étaient réélus assez fréquemment. Mais, avec le temps, la participation à l'élection devint très minoritaire, de sorte qu'à partir de

1787, on songea à en modifier le déroulement. La charge était honorifique, sans indemnité : aussi fut-elle parfois refusée. Les *alcaldes* devaient donc jouir d'une certaine aisance économique et d'un bon niveau culturel. La réforme dut être considérée comme un succès puisque, en 1769, elle fut étendue aux autres villes pourvues d'une audience.

Les *alcaldes de barrios* étaient assistés par des députations de quartier – 64, une par quartier –, qui, en dépit de ressources notoirement insuffisantes, réalisèrent des efforts méritoires pour protéger l'enfance (avec des écoles gratuites d'apprentissage), lutter contre le chômage (en procurant des emplois souvent précaires), voire pour procurer une assistance médicale qui, sauf dans le quartier de San Nicolás, se bornait à conduire les malades à l'hôpital.

Éphémérides. Chronique du Madrid des premiers Bourbons

Bien évidemment, les fêtes traditionnelles qui marquent le calendrier liturgique ne furent pas différentes sous les Bourbons. Épiphanie (fêtes patronales), *romerías* du 2 février ou du 15 mai, Saint-Jean et Saint-Jacques, fêtes de la Vierge en août, septembre et décembre, dimanches de Résurrection et de Pentecôte, Corpus Christi, Noël étaient célébrés chaque année conformément aux traditions. Comme les fameux charivaris (*cencerradas*) qui mettaient en joie et en folie certaines rues, Tolède et la Cruz par exemple.

Philippe V entra dans Madrid par une journée pluvieuse de février 1701 et le peuple madrilène fit bon accueil à ce jeune homme inconnu. Le 27 juin 1706, les forces de la coalition ralliées à l'archiduc autrichien Charles s'installèrent dans une ville figée dans une résistance passive. Certains chroniqueurs assurent même que les prostituées jouèrent leur rôle dans cette résistance en s'introduisant nuitamment dans les tentes des soldats, promptement contraints à soigner leurs blennoragies et autres désagréments dans les hôpitaux de la ville ! Après être revenu à Madrid en 1707, Philippe V dut de nouveau quitter la capitale le 9 septembre 1710. L'archiduc Charles fit son entrée dans Madrid le 28 septembre sans susciter le moindre enthousiasme. La ville et la Castille avaient définitivement adopté le roi venu de France. Charles demeura moins de un an à Madrid. En février 1714, alors que la famille royale s'était bien adaptée à la ville, la reine Marie-Louise de Savoie mourut de la tuberculose, pleurée par le peuple de Madrid.

Le 20 janvier 1722, le mariage du prince des Asturies, Louis, fils de Philippe V et de Marie-Louise d'Orléans, fut l'occasion d'une journée de liesse, comme l'élévation au trône en forme de surprise du même Louis le 10 janvier 1724 à la suite de l'abdication de son père. Mais on sait que la mort brutale de Louis I^{er} provoqua le retour de Philippe V.

Quoique Élisabeth Farnèse eût été impopulaire, les naissances des enfants royaux qui se succédèrent à partir de 1716 (Charles, futur Charles III ; María Ana Victoria, future reine de Portugal ; Philippe, duc de Parme et Plaisance ; Marie-Thérèse ; Luis Antonio ; María Antonia) donnèrent lieu à des fêtes et réjouissances populaires. Certes, ces princes et princesses n'étaient pas les héritiers putatifs de la monarchie, puisque les droits du deuxième fils de Marie-Louise, Ferdinand, les éloignaient du trône, mais ils pouvaient espérer des héritages italiens. Le mariage en 1729 de Ferdinand avec Barbara de Bragance, qui semblait rétablir la concorde entre les monarchies ibériques, fut accueilli avec satisfaction, malgré l'absence de la Cour.

En 1717, la rumeur se répandit à partir des *mentideros* du palais, amplifiée par la révélation de propos d'Alberoni : le roi avait eu une crise d'hystérie proche de la folie. Une nouvelle crise grave survint en 1727 et la ville fut informée du départ de la Cour pour l'Andalousie où elle séjourna de 1728 à 1733, avec pour résidence l'Alcázar de Séville. À peine était-elle de retour que l'incendie de l'Alcázar se déclarait lors de la Noël 1734, tandis que la famille royale passait les fêtes au Buen Retiro. Palais en cendres, et pour 20 ans le cérémonial urbain de la monarchie bouleversé, puisque la vie de la Cour et du gouvernement s'organisa au Buen Retiro.

En 1743, la création de la *Junta de Abastos* (commission du ravitaillement) laissa espérer un fonctionnement amélioré des approvisionnements de la capitale et un contrôle du prix des subsistances. L'année 1746 mit fin au long règne de Philippe V et Madrid fêta l'avènement de son successeur Ferdinand VI dont l'« entrée » solennelle fut, on le sait, extraordinaire. En 1749 commença la visite générale des maisons de Madrid, vaste opération administrative. 1753 fut l'année de l'inauguration de la première *plaza de toros* permanente de la ville de Madrid, construite par décision de Ferdinand VI près de la porte d'Alcalá. Le roi avait voulu reléguer aux limites de la ville un divertissement qu'il n'appréciait pas. Mais, ce faisant, il favorisa l'essor d'une

passion populaire désormais maîtresse d'un espace réservé. L'année suivante, un grand incendie détruisit l'église des Descalzas Reales.

L'avènement de Charles III donna lieu à des fêtes de grande ampleur. Le fils aîné d'Élisabeth Farnèse, qui devait le trône d'Espagne à la stérilité de Ferdinand VI et de Barbara, avait été duc de Parme, puis, à partir de 1735, roi de Naples ; ce quadragénaire avait donc une expérience du gouvernement. Surtout, il était Madrilène, né dans la capitale de l'Espagne en 1716. Aussi sa proclamation sur la Plaza Mayor le 11 septembre 1759 fut une véritable fête, et plus encore son entrée dans sa capitale le 13 juin 1760, la cérémonie de l'Acclamation, le passage du cortège royal sous les nombreux arcs de triomphe élevés dans les rues de la ville, Carretas et calle Mayor par exemple. Le 15, une corrida royale de type chevaleresque fut donnée sur la Plaza Mayor.

Ces heureuses prémices étaient trompeuses. Les années 1760 accumulèrent les déceptions, les causes de mécontentement, et la colère populaire monta lentement. Elle avait pour cibles privilégiées les ministres italiens de Charles III : le président du secrétariat d'État, Grimaldi, et plus encore Leopoldo de Gregorio, marquis d'Esquilache, président de la commission du ravitaillement (Junta de Abastos) et premier responsable d'une réglementation de plus en plus tatillonne et interventionniste qui concernait l'hygiène et la salubrité publiques, l'éclairage urbain, les usages vestimentaires.

Une première commotion grave se produisit à l'occasion d'une circonstance festive, le mariage du prince des Asturies (le futur Charles IV) avec Marie-Louise de Parme, célébré à la Granja en 1765, mais précédé d'une présentation à Madrid en 1764 : la foule ayant débordé les palissades pour approcher les princes, la garde wallonne, composée en majorité de soldats étrangers, chargea furieusement, sabre haut. Elle provoqua la mort de 24 personnes et blessa gravement plusieurs dizaines de badauds. Le peuple de Madrid prit en haine la garde wallonne.

Au cours des mois suivants, la cherté s'aggrava. Il est vrai que les mesures de salubrité avaient un coût : les propriétaires, obligés de creuser des fosses septiques, d'installer des gouttières, des canalisations raccordées aux égouts et des trottoirs devant leurs maisons, augmentaient les loyers ; la pose de milliers de lanternes à huile avait

entraîné la hausse du prix de l'huile. Mais ce furent les mauvaises récoltes en série des grains au cours des années 1760 qui provoquèrent l'explosion populaire, car la Junta de Abastos ne parvenait pas à enrayer la hausse des prix. La récolte désastreuse de 1765 servit de détonateur : en mars 1766, le prix du pain de deux livres, indice emblématique du niveau de vie des catégories populaires, avait doublé, approchant un réal et demi (quelque 48 maravédís), alors que le salaire quotidien d'un compagnon était de l'ordre de 4 réaux. Une nouvelle mesure d'Esquilache, l'interdiction du port de la cape parce qu'elle permettait de dissimuler une arme, servit de prétexte, d'autant que les *alguaziles* munis de longs ciseaux coupaient sans hésiter les capes des contrevenants et redressaient leurs chapeaux ronds.

Le 23 mars 1766, dimanche des Rameaux, 15 000 personnes accourues des faubourgs convergèrent vers la place Anton Martín en détruisant les lanternes sur leur passage, provoquèrent la troupe et, aux cris de « Vive le roi ! À mort Esquilache ! », assaillirent et pillèrent la maison du marquis, rue des Infantas. La foule grossissait et, déjà forte d'une vingtaine de milliers de personnes, se regroupa à la Puerta del Sol. Les premiers heurts avec les soldats causèrent les premiers blessés et les premiers morts. En route vers le palais, les émeutiers libérèrent les détenus de la prison de Cañas del Peral. Des renforts de troupes affluaient des environs : compagnies de gardes du corps, garde wallonne. La nuit fut exempte d'affrontements, mais au matin les émeutiers marchèrent vers le palais, dispersèrent la garde wallonne et exigèrent la présence du roi au balcon du palais. Ils l'obtinrent et firent connaître leurs revendications : destitution d'Esquilache, nomination de ministres espagnols, suppression de la Junta de Abastos, baisse des prix du pain et des produits de première nécessité, abolition des mesures vestimentaires, dissolution de la garde wallonne. Le roi accepta toutes ces revendications, ce qui ramena provisoirement le calme. Mais sa fuite à Aranjuez en compagnie d'Esquilache relança l'émeute : la foule envahit les casernes, se saisit des armes distribuées aux manifestants. Des combats violents opposèrent la troupe aux émeutiers. Plusieurs soldats furent tués, des gardes wallons lynchés, leurs corps mis en pièces et brûlés. Tandis que les religieux du couvent de Saint-Philippe-de-Neri organisaient une procession pour prêcher le retour au calme, un prêtre, le père Cuenca, s'offrait pour aller présenter au roi à Aranjuez

les revendications des émeutiers. À son retour, il informa les manifestants réunis sur la Plaza Mayor que Charles III acceptait toutes leurs exigences. L'émeute l'avait emporté.

L'ordre et le calme ne revinrent que lentement à Madrid, mais le nouveau président du Conseil de Castille, le comte d'Aranda, nommé en même temps capitaine général de Nouvelle-Castille, à la tête désormais d'un ministère tout espagnol à l'exception de Grimaldi, était un homme conforme aux vœux de la foule. Charles III, très impressionné par l'ampleur et la violence de l'émeute, tardait à revenir dans sa capitale : il demeura toute une année à Aranjuez.

Dans la nuit du 2 au 3 avril 1767, une opération de police dont le secret avait été bien gardé se déroula à Madrid et dans toutes les villes d'Espagne où existaient des couvents et des collèges de jésuites. Réveillés sans musique, rassemblés au réfectoire, les jésuites reçurent lecture de la pragmatique qui décrétait leur expulsion, signée la veille par Charles III. Avec pour tous bagages leur bréviaire, du tabac, du chocolat, un peu de linge, quelques objets personnels et un peu d'argent, ils furent conduits jusqu'aux ports où ils devaient embarquer à destination des États du pape : manière ironique de congédier un ordre ultramontain.

Cette décision de Charles III, qui n'était pas illogique de la part d'un souverain marqué dès son règne napolitain par le régéralisme d'un Tanucci, un de ses meilleurs ministres, était la conséquence de l'enquête sur les origines de l'émeute de mars 1766 et des libelles hostiles aux réformes ou des manifestations diverses qui l'avaient précédée. Cette enquête avait été menée sous la direction de Campomanes dont le réquisitoire fut impitoyable : il évoquait le passé de la Compagnie de Jésus, son action au Paraguay dont il oubliait les mérites, ses justifications anciennes du régicide, ses efforts pour monopoliser les fonctions de confesseurs des rois et des princes, ses conflits et litiges avec les autres ordres et les évêques, ses imprimeries qui éditaient et diffusaient des textes séditieux, ses richesses. Les hésitations du roi avaient été emportées par son confesseur, le père Eleta (qui n'était pas un jésuite !), le souvenir de ses conflits avec les jésuites du royaume de Naples et la satisfaction de pouvoir désigner, fût-ce par erreur, les responsables d'une crise qui l'avait beaucoup affecté.

On devine que les grandes réformes de 1768 déjà évoquées qui modifiaient l'organisation administrative de

Madrid furent aussi les résultats de l'alerte de 1766. La création de la maison de correction que fut l'hôpital de San Fernando dès 1767 en fut un autre effet, comme la création, sous l'impulsion de Campomanes, de la Société des amis du pays de Madrid en 1775, sur le modèle basque.

La mort de Charles III en 1788 fut l'occasion de démonstrations d'affliction sincère du peuple madrilène. La crise de 1766 était bien oubliée. L'avènement de Charles IV, un prince déjà connu des Madrilènes qui n'avaient ni pour lui ni pour son épouse, la nouvelle reine Marie-Louise, beaucoup d'admiration, ne suscita pas l'enthousiasme. Mais en 1790, le grand incendie de la Plaza Mayor, 52 maisons en cendres, fut vécu comme une catastrophe : au lieu d'une place belle, orgueilleuse, il n'y avait plus qu'un espace ouvert au vent, sale, désolé pendant tout le temps de la reconstruction – un demi-siècle ! Et la Révolution française, qui provoquait la panique à Madrid, privait la capitale de toute la presse non officielle. La malice populaire eut bientôt à s'offrir une cible de choix : Manuel Godoy, favori de Charles IV et plus encore de la reine dont il était, disait la rumeur, l'amant, proclamé (ou autoproclamé) prince de la Paix après la signature de la paix de Bâle avec la France en 1795.

Mais le 17 mai 1801, le peuple de Madrid prenait le deuil du premier grand torero tué dans l'arène de la porte d'Alcalá par le taureau Barbudo : José Delgado, dit Pepe-Hillo, auteur du premier traité de tauromachie rédigé (ou inspiré) par un professionnel.

Agitation, invasion, insurrection (1788-1814)

Madrid à l'heure de la Révolution française

En dépit de ses limites intellectuelles, Charles IV eut d'abord la sagesse de suivre les conseils de son père : conserver l'équipe de gouvernement qui avait dominé le règne précédent. José Moniño, comte de Floridablanca, premier secrétaire d'État depuis 1777, le reste, Campomanes est maintenu à la présidence du Conseil de Castille, Jovellanos en réserve. Mais dès 1789, les nouvelles de France provoquent dans les milieux gouvernementaux une véritable panique, à laquelle Floridablanca, un homme des Lumières pourtant, n'échappe pas. Il renvoie les Cortes réunies à Madrid le 22 mai 1789 dès le 23 octobre suivant, comme s'il craignait que l'Assemblée espagnole n'imites les États généraux français. Il cherche à contrôler la presse et même à la museler en interdisant toute expression libre, tandis que *La Gaceta de Madrid* feint d'ignorer la prise de la Bastille ! L'agression dont il est l'objet de la part d'un Français exalté en juin 1790 augmente encore son inquiétude. Il cherche à utiliser les tribunaux inquisitoriaux des zones frontières (Barcelone, Saragosse, Logroño) ou maritimes pour empêcher la pénétration en Espagne des livres ou des libelles qui diffusent les idées révolutionnaires, mais sans grand succès. Il ordonne un recensement des Français résidant en Espagne : 12 681 dont 1 451 à Madrid afin de se débarrasser des suspects et quelque 5 000 sont expulsés. En revanche, l'Espagne accueille nombre de prêtres français qui fuient la Révolution, notamment les prêtres réfractaires. Elle donne également asile à des nobles, surtout des officiers qui s'engagent dans l'armée ou la marine

espagnole⁸⁸.

Charles IV estime cependant que Floridablanca n'est pas l'homme de la situation et l'écarte des affaires en février 1792 pour confier la direction du gouvernement à un autre vieil *ilustrado*, le comte d'Aranda qui, grâce à ses relations amicales avec les philosophes français, croit pouvoir s'entendre avec les révolutionnaires. Par ailleurs, Charles et Marie-Louise de Parme, lorsqu'ils étaient princes héritiers, ont remarqué un petit noble d'Estrémadure, bel homme et excellent cavalier, qu'ils ont fait entrer dans les Gardes du corps. Il s'agit de Manuel Godoy, qui n'a que 25 ans – 16 de moins que la reine dont il devient peut-être l'amant, mais les preuves formelles n'ont jamais été données. Dès l'avènement de Charles IV, l'ascension de Godoy est impressionnante : il entre dans les Gardes du corps, dont il devient rapidement le chef d'état-major (en 1791), puis il est le délégué du roi auprès de la junte des généraux (1792). Il est fait marquis de Alcudia, puis Grand d'Espagne ! Marie-Louise l'avait fait entrer en 1791 dans un comité secret qu'elle avait constitué et qu'elle conservait en réserve. Une campagne intense contre la Révolution française, et plus généralement contre les Français et l'esprit des Lumières, se déchaîne alors en Espagne et notamment à Madrid. Le procès et l'exécution de Louis XVI montrent que le comte d'Aranda, demeuré passif, qui n'a rien obtenu de ses amis français et qui refuse de rompre avec le gouvernement de la Révolution, ne représente que le passé. C'est précisément en 1793 que le carmélite Manuel Traggia, qui a séjourné quelques mois en France en 1792, publie ses *Reflexiones sobre los excesos, sedición y libertad filosófica de los Franceses*, qui attise l'hostilité envers la France et sa révolution.

En novembre 1792, Marie-Louise a persuadé Charles de placer à la tête du gouvernement le beau Manuel, inconnu des chancelleries européennes et de la quasi-totalité des Espagnols, comme premier secrétaire de Estado y Despacho, afin, précise le roi, de remédier « à la situation désordonnée (*desbaratada*) de la Couronne ». Godoy gagne dans l'affaire un honneur de plus : le collier de la Toison d'or. Et la famille royale lui fait faire un beau mariage avec une nièce de Charles III, María Teresa de Villabriga. L'historien espagnol Ricardo García Carcel qualifie Godoy d'« escaladeur social ».

Opportuniste, sans nul doute, et qui révélera un népotisme outrancier. Mais Godoy, « homme nouveau », sans attaches avec quelque cercle que ce soit, était d'une certaine façon un

homme libre, et il ne manquait ni d'esprit ni de talent. Il ne se préoccupait guère du « sens de l'histoire », mais il était parfaitement conscient des dangers du temps. Le trône d'une monarchie prestigieuse renversé – d'une monarchie alliée par le sang à celle d'Espagne –, un roi et une reine exécutés publiquement ! Malgré le précédent de Charles I^{er} d'Angleterre un siècle et demi auparavant, c'était une commotion extraordinaire ! Il fallait naviguer entre les écueils, louvoyer, bannir les préjugés. En même temps, Godoy paraissait continuer l'œuvre de Charles III : si l'Observatoire astronomique et le Cabinet royal des machines avaient été achevés avant son arrivée aux affaires (1790 et 1791), il développait l'enseignement technique et professionnel, ouvrait à Madrid l'école des Ingénieurs topographes et plusieurs jardins d'acclimatation pour les espèces végétales venues des Amériques. Il est certain que de 1792 à 1797 « Godoy suscita un authentique enthousiasme parmi les intellectuels », notamment ceux qui procédaient d'une petite noblesse très touchée par l'esprit des Lumières⁸⁹. Godoy avait d'ailleurs confié des fonctions importantes à nombre d'intellectuels, tels Juan Antonio Forner, nommé procureur du Conseil de Castille (mais qui mourut en 1797), ou Leandro Fernández de Moratín, revenu de France, et chargé du secrétariat d'Interprétation des langues, tandis que le chanoine Llorente devenait l'historien officiel de Godoy. Celui-ci aurait voulu s'attacher les services de Jovellanos, mais l'incorruptible Asturien le tenait pour un arriviste et refusa longtemps ses offres : en 1797, il accepta cependant le secrétariat (en fait un ministère) de Grâce et Justice. Quant à Cabarrus, que Godoy avait nommé ambassadeur extraordinaire pour conduire les négociations avec la France et l'Angleterre, il se montra fort ingrat, car il favorisa la chute (provisoire) de Godoy en 1798.

Cependant, en Espagne même, et notamment à Madrid, la situation était devenue délicate. Quelques alertes avaient révélé la fermentation des esprits. Notamment la conspiration dite de Saint-Blaise, découverte en 1795 : elle était dirigée par Juan Picornell, un Majorquin, ancien étudiant de l'université de Salamanque, établi à Madrid, qui avait traduit de nombreux textes des révolutionnaires français et échafaudé un projet d'abolition de la monarchie au profit d'une République dont les principes étaient inspirés de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Mal organisée et dépourvue de ralliements et d'appuis

importants, la conspiration ne mit pas réellement le régime en danger et Picornell fut seulement envoyé dans un bagne vénézuélien. L'ordre social ne fut pas remis en cause et la situation de la haute noblesse ne fut jamais menacée.

Dès son arrivée au pouvoir, Godoy avait été confronté à la question de la guerre avec la France à laquelle poussait une partie de l'opinion. Le procès de Louis XVI, puis son exécution le 21 janvier 1793 avaient conduit l'Espagne à masser des troupes près de la frontière des Pyrénées orientales. Godoy répugnait à la guerre et s'était contenté d'arguer du pacte de famille de 1761, qui prévoyait une assistance mutuelle entre les Bourbons d'Espagne, de France, de Parme et de Naples, pour tenter vainement de sauver Louis XVI, mais la Convention, sous le prétexte que l'Espagne portait le deuil de Louis XVI depuis son exécution et inspirait des textes antirévolutionnaires, prit l'initiative d'une déclaration de guerre à l'Espagne, le 7 mars 1793, sur le rapport de Bertrand Barrère.

Après tout, s'il y avait là l'occasion de reconquérir le Roussillon et la Cerdagne, pourquoi pas ? Le 17 avril 1793, les troupes espagnoles envahirent le territoire français dans le secteur de Saint-Laurent-de-Cerdans. Elles remportèrent pendant l'année 1793 des succès notables avec la prise de localités côtières (successivement Argelès-sur-Mer, Banyuls, Collioure) ou de l'intérieur (Millas, Rivesaltes). Mais les contre-offensives françaises rétablirent l'équilibre en 1794 et la guerre s'enlisa. Au point que la paix de Bâle signée en juillet 1795 confirma le tracé des frontières. Godoy, de façon surprenante, tira profit de ce conflit qui n'avait produit que des morts inutiles. Il devint le prince de la Paix. De 1795 à 1797, son prestige fut à son zénith. Il en profita pour lancer un premier mouvement de désamortissement (*desamortización*) avec l'accord du pape, qui devait affecter environ le sixième des biens de l'Église, surtout ceux des communautés monastiques et les majorats. De la sorte, d'importantes transactions de biens fonciers eurent lieu à Madrid et jouèrent un rôle notable dans les transformations de la capitale.

Cependant, à Madrid, la pensée réactionnaire, légitimée par la guerre contre la Convention, connaissait un grand moment, d'autant qu'elle bénéficiait des prises de position des désenchantés (*desengañados*) : en 1794, Forner avait publié un *Amor de la patria* qui était une condamnation de la démocratie. Et en 1797, Pablo de Olavide, naguère

condamné par l'Inquisition et qui avait été accueilli à bras ouverts par les philosophes français, publiait à son tour *El Evangelio en triunfo o Historia de un filósofo desengañado* (*Le Triomphe de l'Évangile ou Histoire d'un philosophe détrompé*). Le salon de la comtesse de Montijo, fréquenté par Meléndez Valdés et Jovellanos, l'un des cercles littéraires (*tertulias*) les plus libéraux de Madrid, devait se saborder. Certes, la Révolution française fascinait toujours bon nombre d'intellectuels ou de « patriotes » mais, à l'image de Luis de Arroyal, de José de Hevia, diplomate madrilène qui avait fait partie de l'ambassade d'Espagne à Paris, ou de Vicente María Santibañez, autre Madrilène poursuivi par l'Inquisition en 1785, ils devaient se taire ou – comme ce dernier – émigrer en France.

Charles IV écarta provisoirement Godoy du pouvoir en 1798 sous la pression du Directoire français qui suspectait le prince de la Paix de menées secrètes antifrançaises, au profit de Saavedra qui dura cinq mois seulement, puis de Mariano Luis de Urquijo qui, pendant un gouvernement de deux années, céda à la France la Louisiane, par le traité de San Ildefonso (1^{er} octobre 1800) sous la pression déjà impérieuse d'un Bonaparte premier consul.

Une famille royale divisée. L'émeute d'Aranjuez

Lors de son rappel au pouvoir, en 1801, quoique le secrétaire d'État en titre fût Pedro Cevallos, Godoy, dont la signature seule rendait valides les édits et décrets royaux, dut affronter une conjoncture moins favorable. La pression française augmentait avec les interventions de plus en plus fréquentes de Bonaparte dans les affaires espagnoles. L'engagement aux côtés de la France permit sans doute à l'Espagne de vaincre le Portugal dans la guerre des Oranges avec le concours de l'armée de Junot⁹⁰. Mais la perspective d'une guerre contre l'Angleterre était inquiétante. Le roi laissait faire : quoiqu'il fût âgé seulement d'une cinquantaine d'années, Charles IV n'avait plus de goût pour le gouvernement de l'État et s'en remettait à Marie-Louise et à Godoy. Marie-Louise avait rapidement acquis en Espagne une réputation détestable, que le livre de Jean-Nicolas Barba, *La Vie politique de Marie-Louise*, publié en 1793, entretenait, car il circulait clandestinement à Madrid. Pourtant, Godoy ne figurait pas dans la liste de ses amants ! Surtout, un nouveau personnage entrait en scène : le prince des Asturies, Ferdinand, né en 1784. En octobre 1796,

Godoy avait cru s'attacher la reconnaissance d'un chanoine de Saragosse, Juan de Escóiquiz, alors âgé de 34 ans seulement, en le nommant précepteur du prince Ferdinand. Grave erreur !

Escóiquiz, dévoré d'ambition et d'une hypocrisie rare, flatta les penchants du jeune prince, son ressentiment à l'égard de son père qu'il jugeait incapable, de sa mère dont l'inconduite le blessait, et plus encore son orgueil, tout en colportant médisances et calomnies à propos de Godoy à qui il devait son élévation. De sorte que Ferdinand, lui-même fourbe et dissimulé, en vint à haïr ses parents et Godoy. Dès le début des années 1800, Escóiquiz avait persuadé Ferdinand qu'il fallait conduire le faible Charles IV à une abdication qui permettrait au prince de hâter son avènement au trône. En même temps, le chanoine, impressionné par le parcours de Bonaparte, devenu Napoléon, était parvenu à convaincre Ferdinand de solliciter l'empereur afin d'obtenir la main d'une princesse de sa famille.

Le double jeu d'Escóiquiz fut découvert et le chanoine envoyé à Tolède où il continua à dire pis que pendre de Godoy. Or, la réputation du favori n'avait cessé de se dégrader depuis le traité de San Ildefonso d'octobre 1800 ; l'émeute du Rastro madrilène le 6 avril 1802, due à la hausse du prix du pain et qui provoqua le pillage et l'incendie de plusieurs boutiques de boulangerie, fut rapidement maîtrisée ; la famine de 1804, dont Godoy n'était pas responsable, aggrava le mécontentement général. On importa des céréales lointaines, plusieurs milliers de tonnes des pays baltiques. Autre mécompte grave : la défaite de Trafalgar qui avait provoqué la destruction de la flotte espagnole, alors importante, mais placée sous le commandement de l'amiral français Villeneuve. La fierté de la population en avait été affectée et le peuple espagnol supportait mal la présence sur le sol national de troupes françaises nombreuses (au moins 50 000 hommes), notamment à Madrid où Murat, à la tête d'un corps de troupe important, s'installa au début du mois de mars. En théorie, cette présence militaire française se justifiait par l'alliance des deux nations contre l'Angleterre et son allié portugais. L'armée de Junot préparait, à partir de Salamanque, l'invasion du Portugal.

Napoléon, qui avait eu le tort de ne pas croire au départ de la famille royale portugaise pour le Brésil sous la protection d'une escadre anglaise, avait fait miroiter à son

allié espagnol un dépeçage du Portugal aux dépens de la dynastie régnante des Bragance. Une fille de Charles IV, Marie-Louise, reine d'Étrurie, serait la bénéficiaire de l'opération (elle recevrait le nord du pays), ainsi que Godoy à qui l'Algarve était promis.

La population de la capitale ignorait ces tractations, qui ne l'auraient pas convaincue. Les aristocrates ne pardonnaient plus à Godoy, qui n'était que de petite noblesse, ses titres et ses privilèges et le discrédit que ses relations, réelles ou supposées, avec la reine valaient à la monarchie. Et malgré l'accord du pape, le clergé n'appréciait guère les importants désamortissements que Godoy avait conduits pour renflouer les finances de l'État⁹¹. De sorte que le prince Ferdinand, dont ni la noblesse, ni les bourgeois, ni les classes populaires ne connaissaient le caractère et la fausseté, tira tous les bénéfices du désamour qui affecta le roi, la reine et Godoy surtout à partir de 1805. Une coterie d'aristocrates prit fait et cause pour le prince héritier. Et la population de la capitale et des villes environnantes prêta une oreille complaisante aux attaques dont les souverains et Godoy étaient les objets. Ce qui explique l'émeute d'Aranjuez.

En effet, Godoy doutait des bonnes intentions de l'empereur et suspectait, non sans raisons, Napoléon de projets contraires aux intérêts des souverains. Il avait donc recommandé l'installation provisoire du roi et de la reine dans le palais royal d'Aranjuez, ville où il possédait lui-même un palais. La rumeur se répandit d'un départ des souverains, qui auraient songé, comme les Portugais, à se réfugier en Amérique. Le 17 mars 1808, les aristocrates qui avaient pris le parti de Ferdinand se rassemblèrent devant le palais royal d'Aranjuez et ameutèrent la foule contre Godoy. Le palais du favori fut assailli, mis à sac, en partie incendié. Manuel Godoy semblait avoir disparu, mais, au matin du 19, on le découvrit dans une cachette du palais, où il fut insulté et roué de coups. Il pouvait à tout moment être victime d'un lynchage. Ferdinand prit alors la direction des opérations. Il exigea l'abdication de son père, qu'il obtint le jour même vers midi, et il fut derechef proclamé roi sous le nom de Ferdinand VII.

Informé de l'émeute d'Aranjuez, Napoléon convoqua Charles IV et Marie-Louise à Bayonne. Ferdinand VII revenu à Madrid s'entourait de conseillers dont l'identité annonce la *camarilla* de la Restauration de 1814 : Escóiquiz, Ceballos,

le duc de l'Infantado. Pour soigner sa popularité, il accorda de gros pourboires à son personnel domestique et suspendit la vente des biens d'Église – façon de désavouer Godoy tout en recherchant l'appui de l'Église. Mais, le 10 avril, Ferdinand VII quitta Madrid, car Napoléon le réclamait à Bayonne.

En l'absence du nouveau roi et sous le contrôle mal accepté de Murat et des troupes françaises, la tension, déjà évidente en février et mars, monte à Madrid. Les incidents graves se multiplient. Du 3 mars au 1^{er} mai 1808, 174 soldats français meurent à l'hôpital général de Madrid : la majorité d'entre eux ont été victimes d'agressions à l'arme blanche. Le 12 avril, le capitaine français Mottet est tué par le curé de la paroisse suburbaine de Carabanchel à l'issue d'une discussion. En avril, des émeutes éclatent autour de Madrid, à Aranjuez, Tolède, Burgos. Le 7 avril, l'ambassadeur de France admet que la situation est électrique⁹².

Marbot, qui rédigea ses souvenirs à la fin de sa vie et qui était alors à Madrid comme aide de camp, précise que le peuple était très irrité parce que Murat avait fait retirer le nom de Ferdinand VII de tous les actes publics.

« Dos de Mayo ! » Le peuple de Madrid déclenche l'insurrection

Le dimanche 1^{er} mai, Murat avait passé ses troupes en revue sur le Paseo du Prado après avoir entendu la messe au couvent des carmélites. Insulté et sifflé à son passage sur la Puerta del Sol, il avait affecté le dédain. Plus grave : il avait exigé le départ pour Bayonne des deux infants demeurés à Madrid, María Luisa et Francisco de Paula. La junte qui gouvernait à Madrid avait cédé : les deux infants partiraient le lendemain, le 2 mai.

Ce 2 mai, à 7 heures du matin, deux voitures du palais vinrent se ranger devant le palais royal. Une heure et demie plus tard, l'ex-reine d'Étrurie (un titre accordé par Napoléon !) Marie-Louise, sixième fille du couple royal, sortit du palais avec ses enfants et quelques domestiques et monta dans l'une des voitures qui partit aussitôt. Dès après ce départ, la foule déjà nombreuse qui s'était rassemblée sur la place Royale s'ameuta. On criait : « Ils nous ont pris notre roi, et ils prétendent maintenant s'emparer de l'infant ! » Peu importait qu'une opinion alors majoritaire le tînt pour un fils de Godoy... En ce 2 mai 1808, l'infant François de Paule, âgé de 14 ans, incarnait la dynastie. Et le bruit courut que

l'enfant était en larmes et refusait de partir. À l'origine de cette rumeur, sans doute un ardent partisan de Ferdinand VII, José Blas Molina, ancien serrurier du palais. Sur la place, les bousculades prenaient de l'ampleur. Au point que l'adjoint de Murat, Auguste Legendre, crut devoir intervenir pour écarter la foule qui tentait d'empêcher les officiers français d'encadrer l'opération de départ de l'enfant.

Legendre et ses hommes furent un moment en grand danger, mais les grenadiers français les dégagèrent promptement. Et ce fut une décision inopportune de Murat qui déclencha la révolution : le duc de Berg, logé à proximité du palais royal, fit investir la place par un bataillon accompagné de deux pièces d'artillerie et donna l'ordre de tirer sur la foule. En quelques minutes, une dizaine de morts, autant de blessés ou davantage.

Dès lors, la foule madrilène envahit rues et places : calle Mayor, Alcalá, Montera, Carretas, Plaza Mayor, Puerta del Sol, porte de Tolède. Les émeutiers organisent des positions, notamment sur la Puerta del Sol, et lancent la chasse aux *gabachos* : les soldats français pour gibier. Tandis que la garnison espagnole de Madrid (quelque 4 000 hommes) reste prudemment sur la réserve, les Français répliquent et occupent plusieurs maisons qui servaient de refuge aux assaillants.

Des soldats espagnols isolés s'étaient joints aux révoltés. Deux capitaines d'artillerie, Luis Daoíz, de Séville, et Pedro Velarde, de Santander, avaient pris la tête de l'émeute. Avec l'appui d'un lieutenant d'infanterie, Jacinto Ruiz de Mendoza, et d'une vingtaine d'artilleurs, ils s'étaient emparés du parc d'artillerie de Monteleón.

Mais Murat avait les moyens militaires d'une réplique impitoyable. Il forma quatre colonnes qui convergèrent vers la Puerta del Sol tout en reprenant le parc d'artillerie où les capitaines Daoíz et Velarde, accrochés à leurs canons, se firent tuer le jour même à coups de baïonnette. À 2 heures de l'après-midi, la résistance avait cessé. Les fusillades commencèrent une heure plus tard et se poursuivirent sporadiquement, pendant une partie de la nuit. Les émeutiers pris les armes à la main étaient exécutés sans jugement, au moins les hommes, près de la fontaine de la Puerta del Sol, devant l'église de la Soledad, sur le Prado, et même dans l'église du Buen Suceso. Le nombre des victimes est controversé. Murat a donné les siens : 31 Français tués et 114 blessés, 600 Espagnols morts – 200 pendant les combats

et 400 fusillés. Les chiffres proposés par les Espagnols de l'époque sont d'une étonnante diversité : le libéral Flórez Estrada compte 7 100 morts chez les Français, 200 seulement du côté espagnols, plus 700 fusillés. Mais le conservateur Salmón inverse la répartition des pertes : 4 000 morts français, 12 000 espagnols. Quant au Conseil de Castille, soucieux de réduire la portée du drame, il limite les pertes espagnoles : 104 morts, 54 blessés, 34 disparus.

Les historiens ont par la suite proposé des évaluations modérées : 1 200 morts, Espagnols et Français confondus, selon Torreno ; 408 Espagnols tués, 171 blessés pour Perez de Guzmán. L'historien britannique contemporain Ronald Fraser, dont les enquêtes sont toujours d'une grande précision, a identifié 1 670 combattants espagnols, en majorité artisans, manœuvres, domestiques, employés, militaires, aubergistes, muletiers, charretiers, tailleurs, cordonniers, maçons, avec le renfort de nombreux prisonniers libérés de leurs geôles et de femmes. Peu de travailleurs des champs, peu de commerçants, peu de bourgeois libéraux, très peu de nobles. Participation faible du clergé, ce qui peut surprendre. Les soldats qui participèrent à l'émeute provenaient de régiments qui n'étaient pas en garnison à Madrid. Et les paysans des villages des environs furent rares. Fraser a compté 250 morts, dont 125 exécutés, 875 blessés, 400 émeutiers indemnes. Pour une population de 176 304 habitants en 1804, le nombre des victimes est modeste⁹³.

La forte participation féminine à l'émeute est un autre signe de son caractère populaire. Des femmes de tout âge ont eu un rôle actif, telles Manuela Malasaña, une jeune brodeuse de 18 ans qui apportait des munitions à son père, dont l'élégante silhouette a été immortalisée par la peinture et qui a donné son nom à un quartier, ou Benita Sandoval, qui périt en affrontant les Français à la porte de Tolède ou encore Clara del Rey, une mère de cinq enfants, tuée dans les combats du parc d'Artillerie. Il n'est pas étonnant que 19 femmes aient péri lors de la journée du 2 mai. Cependant, selon Ronald Fraser, aucune ne fut fusillée.

À propos du 2 mai, le témoignage du général baron de Marbot, devenu pair de France, ne peut être négligé car ses Mémoires sont l'un des grands classiques des Mémoires de l'Empire. Or, je l'ai déjà indiqué, Marbot était à Madrid lors de la journée du 2 mai. Il confirme les rassemblements de foule du 1^{er} mai et la raison essentielle de l'agitation,

l'opposition des Madrilènes au départ pour Bayonne de l'infant François de Paule, d'autant que les domestiques du palais diffusaient l'information selon laquelle l'infant en pleurs refusait de quitter l'Espagne. Et Marbot commente : « Il est facile de comprendre l'effet que produisirent sur l'esprit d'un peuple fier et libre des sentiments aussi généreux exprimés par un enfant royal, que l'absence de ses deux frères rendait l'espoir de la nation. »

Marbot raconte ensuite plusieurs des épisodes de la journée. Son récit confirme plusieurs des faits les mieux connus : le rôle de la Puerta del Sol comme « centre de l'insurrection », celui des escadrons de la garde et des mamelouks dans la réplique organisée par Murat et le caractère populaire de la révolte avec une très forte participation des habitants qui tirent sur les Français depuis les fenêtres, notamment de l'hôtel du duc de Híjar « dont toutes les croisées étaient garnies de plusieurs adroits tireurs » jusqu'à ce que les mamelouks mettent pied à terre, entrent dans les appartements, « le cimetière et le tromblon à la main, et massacrent impitoyablement tous les révoltés qui s'y trouvaient ; la plupart étaient des domestiques du duc de Híjar ». Il admet qu'il y eut ailleurs d'autres combats partiels, « mais celui-ci fut le plus important et décida de la victoire en notre faveur ». On peut discuter l'évaluation de Marbot (« Les insurgés eurent 1 200 à 1 500 hommes tués et beaucoup de blessés »), mais on sait qu'il s'agit là d'un problème non résolu de façon satisfaisante jusqu'à l'enquête de Fraser. L'essentiel est ailleurs : le jugement de Marbot sur la guerre qui commence : « Comme militaire, j'avais dû combattre des hommes qui attaquaient l'armée française ; mais je ne pouvais m'empêcher de reconnaître, dans mon for intérieur, que notre cause était mauvaise, et que les Espagnols avaient raison de chercher à repousser des étrangers qui, après s'être présentés chez eux en amis, voulaient détrôner leur souverain et s'emparer du royaume par la force ! Cette guerre me paraissait donc impie, mais j'étais soldat et je ne pouvais refuser de marcher sans être taxé de lâcheté !... La plus grande partie de l'armée pensait comme moi et cependant obéissait de même. » Une opinion qui peut expliquer le moral souvent déficient de l'armée de Napoléon en Espagne⁹⁴.

Le 3 mai, l'infant François de Paule, prétexte involontaire de l'insurrection, prenait la route de Bayonne. Un jour plus tard, le dernier représentant à Madrid de la dynastie,

Antonio Pascual, oncle de Ferdinand VII, quittait Madrid à son tour. La capitale, privée de ses princes, serait bientôt offerte à un frère de Napoléon, Joseph. Le 3 mai, Murat adressait à Napoléon un courrier où le récit des événements du 2 mai était obscurci par une foule de détails inutiles. Et Murat concluait de façon étonnante : « Les résultats des événements du 2 mai assurent à Votre Majesté des succès décisifs. Le prince des Asturies perdit ce jour-là sa couronne. Son parti complètement battu se range au côté du vainqueur. Votre Majesté peut disposer de la couronne d'Espagne⁹⁵. »

Murat espérait sans doute que cette couronne lui était destinée. Il fut vite détrompé, dès le 4 mai, car il reçut ce jour un courrier de Napoléon l'informant que son frère Joseph serait roi à Madrid. Pour sa part, il choisirait entre Naples et Lisbonne.

Murat ne paraissait pas comprendre que le soulèvement de Madrid avait déclenché la guerre. Le 7 mai, il écrivait à Dupont : « La leçon donnée aux rebelles de Madrid a produit des résultats décisifs. Les partisans de Ferdinand, complètement battus et déconcertés, ont capitulé et à la férocité castillane ont succédé la consternation et une résignation absolue. » Murat n'avait rien compris. Car, dès le 3 mai, Andrés Torrejon, maire de Móstoles, alors un petit village proche de Madrid, n'hésitait pas à déclarer la guerre à la France. Il n'avait pas rédigé personnellement le texte de l'édit dont l'auteur était Juan Perez de Villamil, membre du Conseil supérieur de la guerre et de l'Académie d'histoire ! Un intellectuel en somme. De fait, le soulèvement antifrançais se propageait comme une traînée de poudre.

Il est vrai que les nouvelles de Bayonne prolongeaient et relayaient l'effet produit par les nouvelles de Madrid. Et cette fois, *La Gaceta de Madrid*, en diffusant les détails de l'usurpation, apportait au pays les éléments qui justifiaient l'insurrection⁹⁶.

L'explosion du 2 mai n'était ni soudaine ni imprévisible. Elle se produisit au cœur d'une période d'extrême tension ouverte en 1807 par la conjuration de l'Escorial que Ferdinand avait organisée contre son père Charles IV. Cela dit, le 2 mai a suscité quantité d'interprétations contraires : réaction populaire patriotique et hostile à Godoy préparée par les partisans de Ferdinand (thèse de Carlos Corona) ou, au contraire, conjuration ourdie par les Français pour légitimer les abdications et les décisions de Bayonne (thèse

de Flórez Estrada) ?

Plusieurs témoins directs ont insisté sur la réserve des Espagnols des classes aisées, disons des « bourgeois » qui seraient demeurés à l'abri de leurs maisons tandis que la « populace » prenait tous les risques, la « canaille de Madrid » selon Murat. Cette canaille était parfois encadrée : les partisans de Ferdinand avaient envoyé dans la rue leur clientèle, *majos*, *manolos* et *manolas*, mauvais garçons des bas quartiers, de San Antón ou de La Paloma. Et quelques grands propriétaires avaient introduit à Madrid les paysans de leurs domaines⁹⁷. Alcalá Galiano, enfant en 1808, écrit aussi que « les gens de la classe supérieure étaient aux balcons », et l'*afrancesado* Reinoso assure que « personne n'ignore que c'est le peuple [...] qui décida la guerre [...] et sa résolution naquit plutôt d'un sentiment que d'un calcul ». Le libéral Torreno, qui soutient la cause des insurgés, admet que « la réaction populaire antifranaçaise a été d'ordre sentimental ». Cependant l'Aragonais Juan Mor de Fuentes, qui se trouvait à Madrid et a parcouru les rues de la ville pendant la matinée du 2, notamment la calle Mayor, Alcalá ou la Cruz, a vu les bourgeoises jeter leurs pots de fleurs sur les Français depuis leurs balcons. Ainsi, la « populace » n'était pas seule entrée dans l'action. Il faut certainement accorder une attention particulière à l'observation de Jean-René Aymes. Le peuple espagnol imaginait l'armée impériale à la mesure de la gloire qu'elle avait conquise en Europe : brillante, disciplinée. Au lieu de quoi il découvre « des soudards brutaux et dépenaillés ». Et cette armée enlève les enfants royaux, comme une sorte de défi au peuple de la capitale ! Réaction de l'honneur bafoué, autre composante du 2 mai⁹⁸.

Les courriers ont diffusé dans toute l'Espagne le texte du maire de Móstoles. La lettre d'un Asturien à un ami madrilène annonce que la nouvelle du 2 mai a provoqué trois jours plus tard une émeute à Oviedo, suivie d'une seconde le 24 mai. Le mouvement se propage à Santander et l'évêque, Rafael Menéndez de Luarda, en prend la tête. Valence, Saragosse, Séville suivent et les principales cités de Vieille-Castille entrent en rébellion : Valladolid, León, Zamora, Salamanque. Madrid a bien joué son rôle de capitale.

On peut même prétendre que c'est la première fois ! La journée du 2 mai est en quelque sorte l'affirmation du peuple de Madrid comme porte-parole de la nation.

Philippe II avait choisi Madrid comme capitale sans que la ville ait revendiqué ce rôle. Plus tard, Madrid avait subi le changement de dynastie imposé par l'extinction des Habsbourg d'Espagne, elle s'était ralliée à Philippe V, mais il n'y avait pas eu de mouvement spontané. La ville restait logiquement une dépendance administrative et sociale de la Cour. Le 2 mai 1808, qui n'a rien d'une émeute de subsistance ou d'une protestation sociale, est l'expression d'un choix populaire contre une usurpation.

Toutefois si, à la fin mai, la révolte est devenue générale, c'est en raison des nouvelles de Bayonne. Il est vrai que Napoléon a forcé la note : le texte de la Constitution de Bayonne proclamée le 7 juillet 1808 commence ainsi : « Au nom de Dieu tout-puissant : don Joseph Napoléon, par la grâce de Dieu, roi des Espagnes et des Indes... » Une formulation propre à exaspérer le clergé ! L'Acte constitutionnel avait été précédé d'une proclamation de Napoléon, datée de Bayonne le 25 mai, dans laquelle l'empereur, s'adressant aux Espagnols, affirmait : « Vos princes m'ont cédé tous leurs droits à la couronne d'Espagne. » Et il annonçait qu'après avoir réuni une assemblée générale des députations des provinces et des villes, il placerait cette glorieuse couronne « sur la tête d'un autre moi-même ».

Madrid, occupée par les troupes de Murat, attend donc le nouveau roi, Joseph Bonaparte, frère de l'Empereur des Français, tandis que se constituent dans le pays des juntes provinciales en révolte ouverte contre Joseph. L'amalgame entre le soulèvement du 2 mai et les événements de Bayonne fut rapide, sans que soit soulignée ou même observée l'antériorité de l'émeute madrilène. Mais le clergé sut tirer un profit politique immédiat du soulèvement et des morts de Madrid, devenus très vite, bien avant les gravures, puis les toiles de Goya, des héros épiques et des martyrs.

Attente lourde. Murat, atteint d'une jaunisse (le dépit ?), est sur le flanc. Dans son incapacité à exercer le commandement, il est remplacé par Savary. Et, pour tirer vengeance du soulèvement, il ferme les yeux sur les exactions commises par quelques soudards. Pour permettre à Joseph d'arriver sans encombre à Madrid, le maréchal Bessièrès entre en campagne, car une armée espagnole tient le pays quelque part au nord de Valladolid. Les 15 000 hommes de Bessièrès rencontrent à Medina de Rioseco les troupes de Blake et Cuesta, pourtant plus nombreuses, et les

mettent en déroute. La route de Madrid est désormais libre et le roi Joseph peut faire son entrée dans la capitale le 20 juillet. Savary a pris des mesures de sécurité sévères : le frère de Napoléon et sa suite sont encadrés par deux files de soldats français. Les rues sont vides, la plupart des fenêtres closes. Les Français de Madrid, peu nombreux, sont seuls à applaudir.

Pendant ce temps, le désordre s'installe à Madrid : des groupes animés tiennent les cafés où les discussions sont vives à propos de la stratégie à opposer à la prochaine attaque de l'empereur. Tandis que des volontaires dressent des barricades, les moines des couvents se regroupent au Retiro pour fabriquer des cartouches. Les généraux espagnols qui manquent totalement d'expérience, tels le marquis de Castelar ou Fernando de Vera, sont en désaccord sur la nature de la résistance.

Cependant, l'armée commandée par Benito de San Juan – quelque 12 000 hommes dont la majorité sont des volontaires – est allée se poster autour du col de Somosierra, principale brèche dans la sierra de Guadarrama, qui est la clé de Madrid. San Juan dispose de quatre batteries qui peuvent pilonner le passage. De fait, le premier assaut des Français, le 23 novembre, est repoussé avec de fortes pertes pour l'assaillant. Napoléon ordonne alors à l'escadron de cheveau-légers polonais de charger les canonnières. De nombreux cavaliers polonais sont tués, mais la charge enlève les batteries et l'armée espagnole se débande. Cette improbable manœuvre – une charge de cheveau-légers sur des canons... –, facilitée, il est vrai, par le brouillard, a résolu le problème. Le capitaine Coignet, grognard de la Garde qui a suivi Bonaparte aveuglément depuis le 18 brumaire, commente sobrement : « C'était une position des plus difficiles, mais l'Empereur ne balançait pas ; il fit partir les lanciers polonais sur la grand-route, avec les chasseurs à cheval de sa garde, et leur donna l'ordre de franchir la montagne sans s'arrêter. C'était hérissé de pièces de canon ; on part au galop en culbutant tout. Le sol était jonché de chevaux et d'hommes. Les sapeurs désencombrèrent la route en jetant tout dans les ravins⁹⁹. »

L'armée de l'Empereur descendit la montagne, et, le 2 décembre à midi, elle était devant Madrid. Lisons Coignet : « La garnison était faible, mais le peuple et les moines avaient pris les armes ; ils s'étaient tous révoltés, avaient dépavé la ville et avaient monté les pavés dans leurs

chambres. On nous fit camper près d'un château peu éloigné de Madrid où nous restâmes deux jours [...]. Le canon ne cessait pas, on envoyait des boulets dans la ville de tous côtés, mais ils ne voulaient toujours pas capituler. Ils éprouvaient des pertes si considérables qu'ils finirent par se rendre à discrétion¹⁰⁰. » En effet, après une nouvelle sommation, le 3 décembre, Morla, le général, et Iriarte, chef de la junte madrilène, reçus par Napoléon, insultés et menacés, capitulèrent au matin du 4 décembre, tandis que les irréductibles quittaient la ville.

Madrid au temps du roi Joseph : décembre 1808-juin 1813

Alors que son armée s'installe dans la ville conquise, réquisitionnant bâtiments publics et monastères, Napoléon prend et rend publiques des décisions politiques importantes, sans y associer Joseph à qui il inflige ainsi une humiliation sévère, sans doute pour le punir d'avoir quitté Madrid sans combattre. Le 4 décembre, le jour même de la capitulation, il signe quatre décrets essentiels : l'abolition des droits féodaux et des redevances seigneuriales ; la suppression de toutes les barrières douanières dans l'intérieur de l'Espagne ; l'abolition de l'Inquisition et la confiscation de ses biens ; la confiscation des biens de plusieurs ordres monastiques. Et, s'adressant aux Espagnols, il se pose en libérateur, car voici son commentaire des décrets : « Tout ce qui s'opposait à votre prospérité et à votre grandeur, je l'ai détruit ; les entraves qui pesaient sur le peuple, je les ai brisées. »

En même temps, il prend des mesures de rigueur : tout individu pris les armes à la main doit être exécuté ; les aristocrates ralliés à Ferdinand doivent être poursuivis, leurs domaines occupés. Le général Belliard, nommé gouverneur de Madrid, est invité à la plus grande fermeté. Joseph demande à son frère d'accepter sa renonciation à la couronne d'Espagne, mais Napoléon le retourne et lui donne mission de séduire les Madrilènes. En même temps, il assure sa sécurité en lui laissant une armée de 40 000 hommes, tandis qu'à la tête d'une armée d'un effectif comparable, et associé aux troupes de Ney, puis de Soult, il inflige plusieurs échecs aux Anglo-Espagnols. De sorte qu'à son retour en France, Napoléon laisse Joseph dans une situation militaire favorable.

Entre-temps, le roi Joseph a joué le jeu. Il a fait le tour des personnalités madrilènes, visité les hôpitaux, pris contact

avec les services administratifs. Avec tous ceux qu'il rencontre, il est cordial, aimable, à l'écoute des suggestions. Peut-être Joseph aurait-il pu réussir si la politique de son frère n'avait sapé ses efforts. Car Napoléon ne lui faisait pas confiance, et l'on peut se demander pourquoi il avait choisi d'en faire le roi d'Espagne. Joseph, disait son frère, est intelligent, mais il n'a pas le goût du travail et seulement celui du plaisir. Il est significatif que Napoléon ait fini par s'inquiéter : « Il est devenu complètement roi. » Car il n'avait vu en lui qu'un double, un porte-voix.

Or, Joseph n'avait rien à voir avec le portrait ridicule qu'une caricature malveillante a tracée de lui. D'ailleurs, les historiens espagnols contemporains ont entrepris une réhabilitation au moins partielle du roi Joseph I^{er}. Déjà, Benito Pérez Galdós, le Zola ou le Galsworthy espagnol, comme on voudra, lui faisait dire dans l'un de ses *Episodios nacionales* : « Pourquoi les Espagnols me traitent-ils d'ivrogne alors que je ne bois que de l'eau ? » Et tout récemment un grand historien espagnol écrivait : « Joseph n'était ni borgne, ni ivrogne, ni joueur. » Et il précisait le portrait : un homme cultivé, grand amateur de littérature et de théâtre, aimable, bienveillant. Un homme qui favorisait l'essor de nombreuses *tertulias* littéraires, au Parnasillo ou au Lorenzini, qui ouvrait une nouvelle bibliothèque royale riche de 200 000 volumes, qui créait une junte d'Instruction publique, un conseil suprême de la Santé. On sait qu'il envisagea la création du musée du Prado pour servir la promotion de la peinture espagnole. Aidé par Moratín, il fit installer dans les théâtres de Madrid, qu'il fréquentait volontiers, des bustes de Lope de Vega, Calderón ou Guillén de Castro. En bref, un héritier des Lumières. Il fut vite évident qu'il appréciait les jolies femmes, mais comme son épouse, Julie Clary, ne l'avait pas accompagné en Espagne, ses liaisons avec la comtesse Farruco ou la marquise de Montehermoso, entre autres, ne choquèrent pas grand monde !

Il prenait grand soin de ne pas heurter les sentiments patriotiques ou religieux des Espagnols. Sans doute s'efforçait-il de restreindre les pouvoirs de l'Église, mais il assistait régulièrement à la messe dominicale du palais royal. Il affirmait en toute sincérité que la France n'avait nulle intention de procéder à des annexions territoriales aux dépens de l'Espagne et lorsque, en janvier 1812, Napoléon décida d'intégrer la Catalogne dans l'Empire sans l'avoir

consulté, il protesta vigoureusement... en vain.

Joseph, malgré le peu de temps dont il disposa, travailla à l'urbanisation de Madrid. Les désamortissements de Godoy lui permirent d'acheter et de faire abattre de nombreux édifices appartenant à l'Église ou à des particuliers (5 couvents, 5 églises, 75 maisons particulières) afin d'agrandir la place de l'Armurerie (Armería), d'ouvrir les places de Santa Ana, de San Miguel, de dégager l'espace où se dessinerait la future place d'Orient qu'il commença à aménager (Casa del Tesoro, mise en place des statues des rois wisigoths). Les Madrilènes ou les visiteurs de la capitale qui apprécient l'agréable place Santa Ana bornée par deux édifices de grande allure, l'hôtel Victoria et le Théâtre espagnol, qui s'attardent volontiers aux terrasses des cafés à la mode (la brasserie Allemande, le Santa Ana, La Suisse), savent rarement que ce fut Joseph qui créa cet espace en faisant abattre, grâce aux lois de Godoy, le couvent des carmélites déchaussées et quelques maisons. Mais il n'eut pas le temps de poursuivre son programme et des amas de décombres marquèrent les sites de plusieurs des maisons disparues. Il fit aménager sur la rive droite du Manzanares quatre cimetières ou *camposantos*. Il est vrai qu'il existe aussi un bilan négatif : les garnisons de Joseph, lorsqu'elles quittèrent Madrid, laissèrent le palais du Buen Retiro dans un état lamentable. Comme l'église de San Jerónimo ou le Prado, transformés en casernes. Et la manufacture royale de porcelaines, la China, pillée par les Madrilènes après le départ de Joseph, fut ensuite détruite à l'explosif par Wellington.

Joseph s'efforçait de s'exprimer en espagnol tout en utilisant de nombreux vocables italiens. Il avait levé l'interdiction qui frappait la célébration des corridas. Cette « espagnolisation » irritait Napoléon et les conflits entre les deux frères étaient constants. Jamais le gouvernement de Joseph I^{er} n'obtint une autonomie réelle de la part de Napoléon et Joseph lui-même entretenait des relations détestables avec l'ambassadeur français Laforest, l'œil de Napoléon.

Durant les quatre ou cinq années qu'il passa à Madrid (de décembre 1808 à mars 1813), Joseph s'employa à faire de la capitale la vitrine d'une politique qui visait à faire des Espagnols des hommes libres, car il était persuadé qu'un peuple d'esclaves n'aurait été d'aucune utilité pour l'entreprise de son frère. Il fonda l'Institut national des arts

et des sciences, ouvrit un collège de jeunes filles dans l'esprit d'un lycée français, créa le premier musée d'Histoire naturelle d'Espagne, ouvrit le parc du Retiro aux Madrilènes, lança des projets de jardins botaniques. Il s'intéressa vivement à la politique urbaine, fit nettoyer les rues et enlever les ordures, aménager la place de l'Orient. La Garde civique fut créée, les salaires des fonctionnaires furent augmentés. Il faisait porter secrètement des paniers de victuailles aux pauvres de Madrid.

Mais cette politique estimable, pleine de bonnes intentions, n'était pour la grande majorité des Espagnols et des Madrilènes eux-mêmes qu'un décor factice planté au cœur d'une société soumise à une occupation militaire sévère, aggravée par la brutalité et la rapacité de plusieurs des généraux français. La rumeur des pillages, des destructions, des contributions de guerre extorquées, des réquisitions (parfois accompagnées de crimes atroces, surtout en Vieille-Castille) arrivait jusqu'à Madrid et réduisait à néant l'effet des bonnes manières de Joseph. Au point que Jovellanos, malgré toutes les sollicitations reçues du pouvoir, ne voulait voir en Joseph que l'ombre de son frère. D'autant que Napoléon avait avisé ses chefs militaires : « Si vous parviennent des ordres de Madrid contraires aux miens, considérez que vous ne les avez pas reçus. »

De la sorte, quoique Joseph ait eu en 1810 l'agréable surprise d'un voyage triomphal en Andalousie, quoiqu'il ait pu convaincre et séduire quelques milliers d'*afrancesados*, avec en figures de proue Moratín, Llorente, Urquijo, Cabarrus, Azanza, O'Farrell, dont plusieurs furent membres de son gouvernement, l'effet de sa politique fut quasi nul et il en avait conscience, au point d'offrir plusieurs fois son abdication à son frère. Dans une de ses lettres, il a pu écrire : « Je ne peux rien faire pour le bien de l'Espagne et de la France. Ici je m'avilis comme un idiot ou comme un ambitieux intrigant et dissimulé. » Dès le 13 juillet 1808, comme s'il pressentait un échec inévitable, il avait écrit à son frère : « Personne n'a dit la vérité à Votre Majesté... Ma position est unique dans l'histoire. Je n'ai pas ici un seul partisan. » Ou encore : « J'ai pour ennemis une nation de 12 millions d'habitants, braves, exaspérés... Non, Sire, vous êtes dans l'erreur. Votre gloire échouera en Espagne. »

Cabarrus, disparu en 1810, avait très vite compris son drame : « Cet homme, le plus sensé, le plus honorable, le plus aimable qui ait occupé le trône, va être réduit à la

condition d'un conquistador, réalité qu'il abomine, mais que sa sécurité exige¹⁰¹. »

La famine de 1812, les aléas contradictoires de la guerre qui créaient une insécurité difficile à vivre, les pertes d'emplois subies par beaucoup de Madrilènes empoisonnèrent un climat de plus en plus lourd.

Lorsque le 17 mars 1813, le roi Joseph quitta le palais avec une nombreuse escorte et se dirigea vers la porte de Fer, les Madrilènes s'interrogèrent. Certains, qui observaient l'importance du convoi et la file des voitures, pensaient que le « roi intrus » continuerait son voyage jusqu'à la frontière française. Mais d'autres rappelaient que, depuis Bailén, Joseph avait déjà quitté cinq fois la capitale et que les Français étaient toujours revenus. D'autres encore, apprenant que la première destination du voyage était Valladolid, se moquaient en énumérant les terroirs producteurs d'excellents vins de la région : Rueda, La Nava, La Seca, Mojados... Allusion à la réputation du roi, effet d'une malveillance mensongère, car Joseph en effet ne buvait pas. En fait, cette fois, si Joseph allait à Valladolid, c'était pour prendre la tête de l'armée. Et il n'y eut pas de retour¹⁰².

La chute de Napoléon offrit l'occasion d'un retour en Espagne à Ferdinand VII, prisonnier à Valençay, que l'empereur se voyait contraint de libérer après avoir obtenu de sa part l'engagement de ne prendre aucune mesure contre les *afrancesados*. Un engagement qui, de la part de Ferdinand VII, n'avait pas la moindre valeur.

DEUXIÈME PARTIE

Madrid,
miroir de la décadence de l'Espagne
(1814-1931)

Madrid (1814-1833). La nef des fous. Restauration, révolution, répression

Alternance entre répression et libéralisation

Vingt années de bruit et de fureur, de vengeance et de revanches, de conspirations, d'exclusions, de meurtres, de chasse à l'homme et aux idées. Ferdinand VII le Désiré devient la honte de l'Espagne, la figure emblématique de la « décennie abominable ».

Avant même le retour à Madrid de Ferdinand VII, que Napoléon avait gardé en détention à Valençay, l'orientation du règne était clairement définie. Dès le départ de Joseph, des mesures d'épuration sont prises à l'égard des *afrancesados*. En août 1813, un arrêt oblige tous les employés restés à Madrid à présenter une déclaration signée indiquant la nature et la durée de leurs services. Un « tribunal d'appel de vigilance et d'épuration » fut institué. Puis un décret des Cortes daté du 21 septembre 1813 destitua toutes les personnes qui avaient obtenu un emploi sous le règne de l'usurpateur ; celles qui avaient été nommées avant son avènement et étaient alors restées en place furent maintenues. Les acheteurs de biens nationaux devaient se justifier¹⁰³.

Arrivé à Valence le 16 avril 1814, le roi réunit sa *camarilla* dont les figures les plus marquantes étaient le chanoine Escóiquiz, Blas de Ostolaza, les ducs de San Carlos et de l'Infantado et Antonio Ugarte. Il refusa d'abord de prêter serment à la Constitution élaborée à Cadix en 1812 qui lui avait été présentée par le cardinal archevêque de Tolède, président de la Régence. Surtout, il envoya à Madrid en avant-garde un général qui lui était dévoué, François-Xavier Elio, accompagné de son conseiller Francisco de Eguía.

L'armée d'Elio soumit la capitale à un véritable pillage, comme s'il s'agissait de punir Madrid d'avoir supporté l'usurpateur pendant plusieurs années, et sans aucun égard pour le comportement des Madrilènes lors de la journée du 2 mai. En fait, il s'agissait de terroriser les partisans de la Constitution de Cadix. Les agents royaux ou les clients des grands seigneurs avaient ameuté le petit peuple renforcé par quelques centaines de détenus de droit commun opportunément libérés de leurs prisons. La populace parcourait la ville aux cris de « Vive le roi absolu ! », pillait les maisons bourgeoises et s'en prenait aux gens soupçonnés d'être favorables aux Cortes de Cadix. Selon certains témoins étrangers, des cadavres jonchaient les rues et des femmes stipendiées par la police jouèrent un rôle notable dans la furie populaire.

De son côté, le roi avait préparé et rédigé avec ses conseillers (Juan Pérez Villamil, Pedro Labrador) le décret du 4 mai qui ne fut publié que le 11. Un décret trompeur dont les premières lignes annonçaient de fallacieuses libertés, mais qui affirmait ensuite la primauté de la prérogative royale, déclarait illégitime la réunion des Cortes et l'œuvre constitutionnelle des Cortes de Cadix : « Je déclare qu'il est dans mes intentions royales [...] de déclarer cette Constitution et ces décrets nuls, d'aucun effet ni valeur, maintenant et à jamais... »

La publication de ce décret, après la démonstration de force et les exactions de l'armée royale, servit de prélude à l'installation de Ferdinand VII dans la capitale où il avait été attendu naguère avec un fol espoir.

Un décret de fin mai 1814 confirma les mesures de 1813 tout en les précisant. Les employés furent divisés en quatre catégories. Ceux classés dans les catégories 3 et 4 (bénéficiaires de promotions sous le règne de Joseph et persécuteurs des fidèles Espagnols) furent bannis et proscrits par le décret du 30 mai 1814. En septembre, quelque 48 agents subalternes de la Casa de Alcaldes de la Casa y Corte qui avaient servi sous Joseph furent suspendus.

Les commissions d'épuration travaillèrent dans une confusion telle que le roi interrompit plusieurs fois la procédure normale et décida lui-même du sort des accusés, comme en décembre 1815 lorsqu'il condamna plus de 50 personnes à des peines de prison ou de bannissement. De façon générale, les libéraux furent traités plus durement que les *afrancesados*. Cependant, 12 000 à 15 000 familles

espagnoles furent condamnées à l'exil par le décret du 30 mai 1814 déjà évoqué et durent émigrer. On connaît au moins 2 226 civils espagnols qui bénéficièrent en exil d'une aide française¹⁰⁴.

Ferdinand VII ne manquait aucune occasion d'exalter l'alliance du trône et de l'autel. Si les nominations d'une soixantaine d'évêques ralliés à l'absolutisme n'avaient guère d'importance à Madrid, toujours privée d'évêché, religieux et moines avaient retrouvé tout leur crédit et toute leur influence dans la capitale, réduite au silence de l'esprit et des idées : deux journaux seulement à Madrid en 1815 ! On pouvait certes s'intéresser aux *toros* qui avaient l'heur de plaire au roi et Goya publia en 1816 les 33 planches de sa *Tauromachie*. Mais ce sont les deux volumes de l'*Apología del Altar y del Trono* – œuvre de Mgr Rafael de Vélez, futur archevêque de Saint-Jacques-de-Compostelle –, sortis à Madrid en 1818, et le rétablissement de l'Inquisition qui donnent l'idée la plus fidèle de l'esprit, très réactionnaire, de la période.

Seule nouveauté à porter au crédit du pouvoir, grâce à une initiative de la reine Marie-Isabelle de Bragance : l'inauguration, le 19 novembre 1819, du musée de peintures du Prado. Le catalogue présentait alors 311 tableaux espagnols et le Siècle d'or était à l'honneur : Velázquez, Zurbarán, Murillo, Ribalta, Ribera, Alonso Cano, Sánchez Coello étaient fort bien représentés. Le Greco était absent et le plus grand des peintres contemporains, Goya, n'avait droit qu'à deux portraits de Charles IV et Marie-Louise.

De 1820 à 1836, le musée fut en fait dirigé par le conseiller artistique, le peintre Vicente López, qui fit réaménager les installations et publier le catalogue *Eusebi*, ouvrit en 1828 la galerie flamande dont l'attraction était l'*Artémise* de Rembrandt. Dix ans plus tard, le musée s'était beaucoup enrichi puisque, en 1828, le fonds comptait alors 1 628 tableaux. En 1837, le nouveau directeur, José de Madrazo, obtenait de la veuve de Godoy, la comtesse de Chinchón, la cession (onéreuse) du *Christ en croix* de Velázquez et publiait des catalogues rénovés. Un atout décisif pour le prestige de la capitale espagnole¹⁰⁵.

Les libéraux ne perdaient pas courage et conspiraient. Dès 1816, la « conspiration du Triangle », qui avait réuni à Madrid certains politiques libéraux autour de Vicente Richart et quelques généraux, avait projeté de séquestrer le roi afin de le contraindre à prêter serment à la Constitution

de Cadix. Les conjurés furent découverts, arrêtés, condamnés et exécutés. Deux ans plus tard, la « grande conjuration maçonnique », qui rassembla cette fois encore libéraux et militaires de haut grade et qui avait préparé l'assassinat du général Elio, ministre de la Guerre et organisateur d'une répression impitoyable, échoua elle aussi. Mais en 1820, plusieurs soulèvements populaires éclatèrent dans des villes de province, et d'abord à La Corogne, où le corps expéditionnaire destiné aux Amériques s'insurgea et constitua une junte souveraine qui réclamait un gouvernement constitutionnel ; des mouvements comparables, dont celui de Rafael de Riego à Cadix, obligèrent le roi à prendre en urgence des mesures libérales, à commencer par le décret du 7 mars 1820 qui décidait la réunion immédiate de Cortes : « Cela étant la volonté du peuple, j'ai décidé de prêter serment à la Constitution. » En même temps, les prisonniers politiques étaient libérés et l'Inquisition supprimée.

Cette capitulation de la Couronne déclencha l'insurrection à Madrid. Le 9 mars, les manifestants investirent le palais royal et obligèrent le roi à « jurer la Constitution » en présence de la multitude, puis à se rendre à l'hôtel de ville pour rétablir la mairie de 1814 élue en application de la Constitution. Ferdinand VII dut aussi créer une « junte provisoire de gouvernement » présidée par le cardinal de Bourbon dans laquelle, au terme de dix jours, la pression populaire le contraignit à réintégrer des membres en vue de la junte de Cadix : Pérez de Castro, García Herrero, Argüelles.

Le triennat libéral (1820-1823) créa ainsi une brèche dans la politique de répression¹⁰⁶. Soudain, l'esprit de liberté parut enflammer Madrid : des feuilles de toutes sortes ranimaient les moindres imprimeries. On compte 65 journaux publiés à Madrid en 1820 ! Certains expriment les idées des libéraux les plus exaltés, tels *El Zurriago* (*Le Fouet*) ou *La Tercerola*, tandis que *El Amigo del Pueblo*, *El Imparcial* ou *El Espectador* reflètent les opinions des modérés. Une institution culturelle devenue fameuse par la suite, l'Ateneo de Madrid (scientifique, littéraire et artistique), est créée en 1820, et les personnalités remarquables du temps viennent y débattre : Alcalá Galiano, Gorostiza, Martínez de la Rosa... Le théâtre retrouve un extraordinaire crédit et suscite la passion, notamment le théâtre du Siècle d'or, Tirso de Molina en tête.

L'annonce des élections aux Cortes prévues le 22 mars stimula le débat politique. Des sociétés patriotiques se créèrent qui tenaient leurs sessions dans les cafés. Le café Lorenzini, sur la Puerta del Sol, donna le signal, suivi par le café de San Sebastián, tandis que « les Amis de l'ordre » se réunissaient à la Fontana de Oro, sur la carrera San Jerónimo. Dans la rue Caballero de Gracia, l'auberge Grand-Croix de Malte était un café chantant qui associait le spectacle à la politique.

Comme les élections avaient lieu au suffrage universel, les habitants se mobilisèrent massivement pour élire les 3 députés de la province de Madrid (149 au total pour l'Espagne, plus 30 « américains »). Les Cortes s'ouvrirent le 9 juillet dans le collège de Doña María de Aragón aménagé pour la circonstance, et Ferdinand dut de nouveau prêter serment à la Constitution. L'arrivée de Riego à Madrid suscita une importante manifestation où s'affrontèrent partisans et adversaires de la Constitution. Accueilli en triomphe, Riego participa au banquet de la Fontana de Oro où il harangua la foule, puis chanta le *Trágala perro*, chant révolutionnaire, allusion évidente à la défaite du roi absolu. Après quoi, exaltés et absolutistes en vinrent aux mains.

Pendant les semaines agitées de 1820, la presse avait tenu un grand rôle. L'intérêt du public pour ces nombreux journaux suscita l'apparition de plusieurs cabinets populaires de lecture sur la Puerta del Sol. Pour un *cuarto* (4 maravédís), on pouvait lire, debout, tous les journaux de la ville. Le café du Levante améliora l'offre : un *cuarto* de plus et on pouvait lire assis ; encore un *cuarto*, et on disposait des journaux de province¹⁰⁷ !

Cependant, il n'y eut pas, de 1820 à 1823, de retour massif dans l'administration des personnes poursuivies de 1814 à 1820 pour péché de libéralisme. Certes, les tribunaux ordinaires furent rétablis par les décrets du 14 mars 1820 et leurs magistrats réhabilités. Mais, sur les 45 nominations nouvelles intervenues d'avril 1820 à mars 1823, il n'y eut que 13 cas de réintégration, dont 7 intéressaient Madrid (tribunal suprême de justice et audience territoriale de Nouvelle-Castille). Les révocations de 1820 et 1821, pour motifs politiques, furent limitées et accompagnées de pensions convenables pour les *cesantes* (fonctionnaires révoqués après enquête parce que convaincus de collaboration avec les Bonaparte), prévues par une loi du 20 novembre 1820. Les libéraux n'avaient pas abusé de leur

victoire provisoire, à la différence des absolutistes lors de leur retour au pouvoir en 1823. Ils s'étaient même montrés d'une modération excessive, déplorée par les « exaltés » qui jugeaient que « la révolution serait désarmée devant n'importe quelle menace de restauration absolutiste ». Si le problème de la paysannerie n'était même pas posé, il aurait fallu au moins mobiliser la population urbaine en faveur du régime libéral.

Inquiétude tout à fait justifiée, car « dès l'installation des libéraux au pouvoir, les ultraroyalistes avaient commencé à comploter ». À Madrid même, à la veille de l'ouverture des Cortes en juillet 1820, la Garde royale tenta sans succès un coup de main¹⁰⁸. Une deuxième tentative infructueuse de putsch, menée par cette Garde, le 7 juillet 1822, qui fit plusieurs dizaines de morts, avec cette fois l'appui du roi et la Plaza Mayor pour théâtre, permit aux libéraux « exaltés » d'obtenir un ministère présidé par Flórez Estrada qui fit voter par les Cortes des mesures anticléricales : suppression de nombreux monastères d'hommes, réduction de la dîme, bannissement de onze évêques et incarcération de deux autres. Une régence ultraroyaliste, dominée par les « apostoliques », qui défiait le pouvoir madrilène, se constitua à la Seu de Urgell¹⁰⁹.

La suppression de plusieurs monastères relança le transfert de propriétés urbaines madrilènes à des laïcs et, du même coup, l'élan de la construction qui allait s'affirmer avec le retour au pouvoir des libéraux pour une décennie à partir de 1833, d'autant qu'une grande vague de désamortissements fut lancée en 1836 par Juan Álvarez Mendizábal – que nous retrouvons plus loin. Ce qui explique les progrès importants de l'urbanisation de Madrid pendant les décennies suivantes.

Mais de 1814 à 1822, Madrid avait peu changé. La Restauration n'avait pas poursuivi dans la capitale l'effort d'urbanisation du temps des Lumières. La célèbre manufacture de porcelaines restait un amas de ruines et le roi avait renoncé à la relancer. La ville avait retrouvé un caractère rural que rendaient évident des cortèges de charrettes, de longues files d'ânes et de mules. L'hygiène collective était lamentable. Les ordures ménagères déposées devant les maisons gênaient la circulation des piétons. Seuls palais et couvents bénéficiaient de l'adduction d'eau et les lieux d'aisance étaient absents, même dans les meilleurs restaurants, d'ailleurs rares. Les voitures de toutes sortes – diligences venues de l'extérieur, fiacres, coches particuliers,

berlines, charrettes, carrioles – créaient une circulation anarchique et, à la tombée du jour, bloquaient les principales artères.

Les officiers français de la suite du duc d'Angoulême, qui découvrirent Madrid en 1823, ne furent guère impressionnés. Le Paseo du Prado lui-même parut à certains inférieur à sa réputation et les maisons basses de la rue Alcalá n'avaient pas grande allure. Cependant, l'intendant de Bussy admira ce Paseo aux fontaines d'eaux jaillissantes, aux nombreuses allées particulières plantées de grands arbres, et le qualifia de « magnifique promenade, l'une des plus célèbres d'Europe ». Il trouva belle la porte d'Alcalá, bâtie en granit, ainsi que l'église du couvent des salésiennes et celle de San Francisco.

Guerre, révolutions, réaction, répression. Madrid continue à vivre. Goya travaille. Il compose les planches bouleversantes des *Désastres de la guerre*. Le 24 février 1814, il sollicite auprès du conseil de régence et du régent, le cardinal Louis de Bourbon, la charge de « perpétuer au moyen du pinceau les actions et les scènes les plus notables et les plus héroïques de notre glorieuse insurrection contre le tyran de l'Europe ». Le 9 mars, le conseil lui alloue une pension de 1 500 réaux par mois jusqu'à l'achèvement de son travail. Comment Goya choisit-il les sujets du *Dos de Mayo* et du *Tres de Mayo* ? On ne sait. Il est probable qu'il travailla rapidement, car il portait en lui ces toiles admirables, et notamment l'extraordinaire composition du *Tres de Mayo* dont l'éclatante figure christique a inspiré depuis tant de peintres qui ont voulu fixer sur la toile l'exécution des héros par des tueurs aux ordres, anonymes et aveugles – jusqu'à ceux de la place Tien Anmen... On ignore également la date de l'achèvement des deux œuvres, les circonstances de leur exposition. On sait qu'elles figuraient dans les réserves du Prado en 1834. Les tueurs et leurs victimes. « Le malheur et la folie des hommes¹¹⁰. »

Mais on sait aussi qu'en 1815, Goya peignit la *Junte des Philippines*, qui est au musée de Castres. Immense toile qui immortalise l'assemblée d'une compagnie encore riche, un des derniers fleurons d'un empire crépusculaire. L'un des douze, Miguel de Lardizábal, debout, vêtu de noir, près de son siège vide, s'en va, car il a été exclu par le roi. Il s'en va, comme, un peu plus tard, Goya lui-même, résolu à quitter une Espagne et un roi devenus insupportables. Mais avant son départ, il peint encore *La Dernière Communion de José*

Calasanz, plusieurs portraits et, à la Quinta del Sordo, ses peintures noires.

À Vienne, en 1815, les Alliés avaient décidé de réprimer les révolutions qui se produiraient en Europe. Au congrès de Vérone et sur les instances de Chateaubriand, ils confièrent à la France la mission de rétablir Ferdinand VII dans la totalité de son pouvoir : cette décision fut à l'origine de l'expédition des Cent Mille Fils de saint Louis dirigée par le duc d'Angoulême.

L'armée française, qui avait franchi la Bidassoa le 7 avril 1823, vainquit facilement les troupes libérales et entra dans Madrid le 23 mai, tandis que les libéraux se réfugiaient à Cadix. Ils avaient cru habile de prendre Ferdinand VII en otage. Mais cela ne leur valut qu'un sursis. L'armée française poursuivit son offensive jusqu'à Cadix, où le fort du Trocadéro fut pris le 30 août et le roi libéré. Il attendit cependant le 13 novembre pour revenir à Madrid, où la réaction absolutiste s'était déchaînée sans même attendre son retour. Le décret du 30 septembre de Ferdinand VII, qui affirmait avec aplomb « l'oubli général, complet et absolu de tout le passé, sans aucune exception », n'avait eu aucun effet. Il est vrai que, dès le 9 avril, le même Ferdinand avait annoncé sa volonté d'épurer l'administration ! Ce n'est pas un hasard si Benito Pérez Galdós a donné pour titre à l'un de ses *Épisodes nationaux* « La Terreur de 1824 ». La presse libre avait disparu : en 1824, il n'y avait plus à Madrid que 4 journaux.

Terreur, normalisation et régence de Marie-Christine

En réalité, dès les derniers mois de 1823, la terreur était au rendez-vous, en dépit des promesses royales. Sa première victime de marque fut Rafael de Riego. Après avoir résisté jusqu'au dernier moment, Riego tenta de se réfugier dans la sierra Morena. Il fut livré le 15 septembre par ses guides aux Français, qui le remirent aux chefs de l'armée royale. Transféré à Madrid, jugé de façon expéditive et condamné, il n'eut même pas droit au garrot, considéré comme moins cruel, et fut pendu le 7 novembre sur la place de la Cebada en présence d'une populace ignoble. L'hymne qui fut composé en son honneur devait être l'hymne officiel de la II^e République, et on le chanta à l'occasion de toutes les manifestations révolutionnaires ou presque.

Pendant deux semaines, alors même que le roi était revenu à Madrid sans manifester la moindre intention de

mettre fin au massacre, les potences fonctionnèrent sans pitié. La régence était, autant que le roi, responsable de ces forfaits que ne justifiait d'aucune manière l'action des libéraux pendant le triennat, malgré quelques « bavures » comme le sauvage assassinat du chapelain du roi, le père Vinuesa, en 1821.

En effet, après une consultation rapide des conseils, le duc d'Angoulême avait intronisé le 25 mai une régence présidée par le duc de l'Infantado assisté de deux autres aristocrates, le baron d'Eroles et le duc de Montemar, de l'évêque d'Osma et d'Antonio Gómez Calderón. Quatre jours plus tard, un gouvernement était constitué avec Erro aux Finances et José Aznares à l'Intérieur, nouveau ministère créé le 29 mai. La diplomatie française tenta bien de prêcher la modération, mais sans résultat. Une superintendance de police mise en place le 8 juin et la junte suprême de purification créée par le décret du 27 juin et qui siégeait à Madrid donnèrent le ton. Certes, les membres de la haute administration centrale furent relativement épargnés : le Conseil de Castille ne compta que deux *impurificados* et le Conseil des Indes trois. Mais au total, 728 personnes furent soumises à examen, dont 12,8 % furent jugées « impures » : 19 sur 37 à la Guerre, où l'épuration fut la plus sévère, 9 sur 30 aux Finances. Les « impurs » furent exilés à 5 lieues de Madrid.

Les puissances qui adhéraient à la Sainte Alliance s'inquiétaient des excès de la réaction, d'autant que les ultraroyalistes et notamment les « apostoliques » – ceux-ci se prévalaient de la loi salique et refusaient donc d'accepter une femme (Isabelle II en l'occurrence) pour souverain – réclamaient un nouveau rétablissement de l'Inquisition, soutenus par certains évêques, quelques ordres monastiques, par le nonce, monseigneur Giustiniani, par le quotidien ultra *El Restaurador*. À la suite d'une démarche de l'ambassadeur de Russie, pays le plus fidèle à l'esprit de la Sainte Alliance, un gouvernement plus modéré fut nommé par le roi le 3 décembre avec le marquis de Casa Irujo, le marquis d'Ofalia, deux généraux. Mais les ultras reprirent le contrôle de la situation en dominant le Conseil de Castille et surtout en obtenant la création du Conseil d'État, le 28 décembre 1825. Ce Conseil fut peuplé de soutiens déclarés de l'absolutisme : les secrétaires d'État, les infants don Carlos et don Francisco de Paula, les ducs de l'Infantado et de San Carlos, l'évêque ultra de León, monseigneur Joaquín Abarca, le général Castaños... Ce Conseil assumait la politique menée

pendant « la décennie abominable » avec le concours de la Sala de Alcaldes de la Casa y Corte, dont la plupart des membres exclus en mars 1820 retrouvèrent leur place.

Situation paradoxale : si, en 1824, le roi reste le chef de la réaction et dirige la mise à l'écart des cadres installés par la Régence à coups de mises à la retraite massives substituées par de nouvelles nominations, et avec une recrudescence de l'épuration (48,9 % d'*impurificados*, 686 dossiers sur 1 403 dans l'administration centrale), à partir de 1826, Ferdinand VII devient le membre le plus modéré de son gouvernement, ou presque ! Il prend progressivement ses distances avec les « apostoliques » soutenus par son frère don Carlos, dont il connaît les ambitions, mais qui cherche par ses lettres à convaincre Ferdinand d'exercer son pouvoir sans restrictions.

Il faut rappeler que Ferdinand VII n'a alors pas d'enfant vivant et, en vertu de la loi salique promulguée par Philippe V en 1713, don Carlos était l'héritier légitime de son frère. Du coup, certains ultras n'hésitent pas à comploter contre Ferdinand VII lui-même, tel Joaquín Capapé en 1824, qui fut épargné faute de preuves. Ce sont les ultras qui firent arrêter, condamner à mort et exécuter en août 1825 l'un des héros de la guerre d'Indépendance, Juan Martín Díaz, el Empecinado, bien qu'il ait bénéficié d'une mesure d'amnistie qui lui avait permis de revenir de son exil portugais. En 1825 et 1826, les destitutions massives frappent tous les services : celui des loteries (75 *impurificados* sur 90 personnes), la Trésorerie générale (40 sur 56), le Crédit public (51 sur 66¹¹¹). À Madrid, l'appartenance à un service public n'offre plus aucune sécurité. En 1826, Adolphe Blanqui, qui séjourne à Madrid, rencontre dans la capitale des magistrats et un officier d'artillerie révoqués et réduits à la mendicité.

Qui plus est, la situation économique et sociale de la population madrilène était médiocre ou franchement mauvaise. Les finances de l'État étaient dans un état déplorable, car les arrivées de métaux précieux d'Amérique avaient cessé en raison de l'émancipation des royaumes des Indes, consacrée par la victoire des révoltés à Ayacucho (1824), et les ressources procurées par les droits de douane sur le commerce transatlantique s'effondraient. Le gouvernement avait dû recourir à des emprunts, négociés sur la place de Paris à partir de 1824 par un financier espagnol installé en France, Alexandre Marie Aguado,

qualifié de « génie des affaires » par son biographe Jean-Philippe Luis et qui devint incontournable à Madrid. Ces emprunts, dont la gestion permit à Aguado de construire l'une des plus grosses fortunes de Paris, eurent une conclusion heureuse pour les finances espagnoles grâce aux « émissions frauduleuses de rentes perpétuelles » organisées par Aguado, mais le système fit des victimes. Et il fallut pendant plusieurs années payer les intérêts des emprunts. Ce qui conduisit le ministre des Finances López Ballesteros à augmenter la fiscalité indirecte tout en diminuant les dépenses de l'État. Deux démarches peu favorables à la population de la capitale¹¹².

Nombre d'auteurs et de témoins contemporains mettent en cause la responsabilité du clergé, des prélats, des moines dans cette réaction souvent qualifiée d'obscurantiste. L'intendant de Bussy, pourtant assez conventionnel, mais qui estime que la partie saine de la nation aspirait ardemment à une Constitution, écrit dans ses *Souvenirs d'Espagne de 1823* : « C'est l'extension qu'a prise le clergé, ce sont les abus qu'il a enfantés qui ont paralysé l'industrie et appelé un nouvel ordre des choses en Espagne. » De Bussy assure : « On compte à Madrid presque autant d'églises et de couvents que de maisons. Les religieux, les prêtres de tous les ordres, forment un bon tiers [*sic* !] de la population. » Bien entendu, il exagère. Mais cet excès est l'effet que produisent sur un témoin neuf l'omniprésence du clergé et sa puissance, son influence, le respect dont il jouit et abuse. En 1826, Adolphe Blanqui, anticlérical furibond et avoué, force à peine le trait en dénonçant dans son *Voyage à Madrid* une « administration monacale », le pouvoir et l'influence des moines qu'il voit « gras et insolents » à Atocha ou à l'Escorial. À le lire, « nous n'avons traversé cette contrée intéressante que pour y fermer des écoles, des ateliers, des comptoirs, et pour rouvrir les couvents, asiles de l'ignorance et de l'oisiveté ».

Plus important, Blanqui a observé que l'épuration condamne bien des hommes, et notamment des jeunes gens, au naufrage de leurs ambitions et de leurs études. Il écrit : « Tous ceux qui ne font pas partie de la populace des *manolos* [...] parlent avec regret du régime constitutionnel. Les deux tiers des étudiants en droit et en médecine ne peuvent plus continuer leurs travaux parce qu'on a refusé de les purifier ; les musées leur sont fermés ; les cours publics leur sont interdits. Le corps entier des officiers qui a donné tant de preuves de courage et de talent dans la longue

guerre de l'indépendance est compris dans la même proscription. »

Adolphe Blanqui imagine cependant un avenir plus heureux, car s'il estime que « la corruption dont on a voulu flétrir les généraux constitutionnels retombe tout entière sur les hommes du parti apostolique », la situation est appréciée justement par « la classe éclairée qui est beaucoup plus nombreuse à Madrid qu'on ne pense. Avocats, médecins, négociants, officiers de la vieille armée, tous ressentent profondément l'état d'opprobre où la restauration des moines a plongé leur patrie ». En même temps, il note que cette opinion éclairée conserve la mémoire des améliorations dues aux Cortes de 1820 qui avaient cherché à éduquer la classe ouvrière en ouvrant des écoles d'enseignement mutuel, des athénées élémentaires d'autant mieux accueillis par le peuple qu'ils ne lui coûtaient rien. Blanqui a constaté que plusieurs bibliothèques particulières avaient échappé à la vigilance du Saint-Office et qu'on y trouvait les meilleurs ouvrages, tels le *Traité d'économie politique* de J.-B. Say, ou les œuvres de Voltaire, dissimulées chez un médecin sous une couverture de *Vies des saints*. Et, « si les constitutionnels rendent justice à la modération et à l'humanité du prince président [le duc d'Angoulême] [...] ils se plaignent amèrement de la violation de toutes les promesses faites en son nom ». Ainsi, Blanqui a rencontré les futurs militants de la période libérale qui devait succéder à la « décennie abominable »¹¹³.

À partir de 1827 se produit une certaine détente, que Jean-Philippe Luis qualifie de « fragile normalisation ». Certains modérés comme López Ballesteros, marquis de Zembrano, exercent une influence apaisante. La junte de purification de Madrid donne dans l'indulgence et le nombre des *impurificados* diminue : de 1827 à 1832, le nombre des exclus de la fonction publique tombe à 270 pour l'ensemble du pays, dont 3 seulement à Madrid, malgré une réactivation de l'appareil répressif en 1830 à cause du réveil des libéraux. Mais l'échec d'une conspiration de Cour (avec Erro, Justo Pastor Pérez, le général Carvajal) le 29 septembre 1830, conduit le roi à rappeler au Conseil de Castille des modérés qui y avaient joué un rôle pendant le triennat libéral : José Ignacio Llorens, Ramón López Pelegrín, José Montemayor...

En effet, la conjoncture politique a changé. En 1828, Ferdinand VII a désigné pour héritier son frère, don Carlos,

né en 1788. Mais, le 10 décembre 1829, Ferdinand VII, veuf pour la troisième fois et toujours sans enfant, épouse en quatrièmes noces Marie-Christine de Bourbon, fille du roi des Deux-Siciles. En mars 1830, Marie-Christine annonce sa grossesse et, dès le 31 mars, sans attendre la naissance de l'enfant dont il ignore encore le sexe, Ferdinand VII promulgue une Pragmatique Sanction qui a pour effet d'abolir la loi salique instituée par Philippe V en 1713. Cependant, les Cortes n'ont pu valider cette Pragmatique Sanction puisqu'elles n'ont pas été convoquées.

Cet épisode va avoir de graves conséquences pour l'Espagne et pour Madrid. En effet, don Carlos n'accepte pas la décision de son frère, qu'il juge illégale puisque privée de la sanction des Cortes. Il est piquant de constater que les champions de l'absolutisme qui vont soutenir don Carlos (le parti apostolique) sont contraints d'en appeler aux Cortes. Mais il l'est tout autant de voir Ferdinand VII, un Bourbon, invoquer la tradition de la monarchie castillane qui n'admettait pas la loi salique, celle-ci instituée par le premier Bourbon, Philippe V, son grand-père !

Les événements se précipitent. Ferdinand VII, malade, institue Marie-Christine comme régente le 6 octobre 1832, et dès le 7 octobre, celle-ci, qui a choisi comme secrétaire d'État (l'équivalent d'un Premier ministre) le libéral modéré Cea Bermúdez – négociant habile, naguère ambassadeur en Turquie, à Londres, puis en Saxe, et déjà secrétaire d'État en 1824 –, proclame un *indulto* en faveur des libéraux, confirmé par un décret royal d'amnistie le 15 octobre. Entre-temps, le 10 octobre 1832, est née Isabelle (future Isabelle II). Cea Bermúdez, qui rouvre aussitôt les universités, invite les exilés à revenir en Espagne et une dizaine de milliers de proscrits retrouvent leur pays. Mais la troisième voie qu'il recommande, entre carlistes (partisans de don Carlos) et libéraux, se révélera impraticable. L'affrontement est inévitable.

Les libéraux, qui, désormais, sont bien implantés à Madrid et redoutent don Carlos et les « apostoliques », ont tout naturellement appuyé la décision de Ferdinand VII. Lorsque celui-ci meurt le 29 septembre 1833, ils se rallient à la régente Marie-Christine en attendant la majorité d'Isabelle. Tandis que, au lendemain de leur échec lors de la conspiration de la Granja (septembre 1832), les carlistes tentent de fédérer les oppositions à la capitale et plaident pour une monarchie décentralisée. Dès la mort de son frère,

don Carlos lui-même préfère par prudence passer au Portugal où il s'autoproclame roi d'Espagne, à Santarem. Le soulèvement carliste se produit le 21 octobre 1833 à Talavera de la Reina, non loin de la capitale.

Ainsi, pendant les guerres carlistes qui commencent à la fin de cette année 1833, Madrid va être le cœur de l'opposition au carlisme et, par voie de conséquence, conduire l'œuvre de destruction de l'Ancien Régime.

Il reste que la capitale est alors dans un état désastreux qui avalise le jugement de Santos Juliá et David Ringrose : au milieu des années 1830, « Madrid donnait dans ses rues l'impression d'une ville désespérée, incapable de trouver sa route, à la dérive, sans projet et sans ressources, sale, mortifère, mal alimentée, avec une masse de pauvres, sans la capacité de se construire comme capitale, ni de porter le poids du nouvel État qui était près d'accoucher, assiégé et incertain, à la mort de Ferdinand VII¹¹⁴ ».

Madrid s'embourgeoise (1834-1868)

Paradoxe ! Pendant la quatrième décennie du XIX^e siècle, la première guerre carliste (1833-1839) apparaît comme le phénomène majeur de l'histoire espagnole et fait l'actualité la plus visible des provinces du Nord, de la Catalogne au Pays basque en passant par Aragón et Navarre. D'importance moindre, les deuxième (1846-1848) et troisième (1872-1876) guerres carlistes ont encore perturbé la vie du Nord. Or, Madrid paraît vivre presque en marge de ce phénomène qui n'affecte guère sa vie quotidienne et ne semble nullement contrarier les importantes transformations de la capitale espagnole. Tout se passe à Madrid ou presque, comme si la guerre qui fait rage dans le Nord se déroulait dans un autre univers. J'écris « presque », car il y avait tout de même des carlistes à Madrid, dont beaucoup se regroupaient dans le faubourg de Maravilla, et ce sont eux, par exemple, qui déclenchèrent l'émeute de 1835 contre le ministère Toreno.

La seule incidence importante de la guerre dans la vie de la capitale est autre : ce sont les généraux *crístinos* vainqueurs des carlistes : Espartero, O'Donnell et Narváez surtout qui héritent du pouvoir dans la capitale, à la tête de gouvernements libéraux, qu'ils fussent modérés ou progressistes. Ainsi, Baldomero Espartero, fait duc de la Victoire à la suite de l'accord de Vergara (1839) qui mettait fin à la première guerre carliste, et chef reconnu de la tendance progressiste, fut à la fois régent et président du conseil des ministres de 1840 à 1843, après que Marie-Christine, qui s'était brouillée avec les progressistes, avait dû renoncer à la Régence et se réfugier en France (septembre 1840). Quant à son rival Ramón Narváez, leader des

modérés, il devint président du conseil des ministres après le retour de Marie-Christine et le succès du mouvement hostile à Espartero de 1843. Narváez occupa ainsi le pouvoir de mai 1844 à février 1846, puis d'octobre 1847 au printemps 1851. Durant toutes ces années, la vie politique madrilène n'eut rien d'un « long fleuve tranquille ». En 1837, le prétendant, don Carlos, fut tout près d'entrer dans Madrid : le 12 septembre, tandis que les hommes de la Milice nationale se réfugiaient précipitamment dans la capitale par les portes d'Alcalá et d'Atocha, et que des escarmouches opposaient près du Retiro les avant-gardes carlistes aux soldats *cristinos*, les rumeurs couraient dans Madrid : les soldats de Cabrera, disait-on, occupaient les faubourgs. Or, pour de confuses raisons, les carlistes renoncèrent à l'assaut.

La période compta d'autres journées d'émeute ou de révolution, comme celle du 7 octobre 1841, lorsque le général Diego de León donna vainement l'assaut au palais royal pour renverser Espartero et rappeler Marie-Christine. Il y perdit la vie. En 1843, Espartero, qui exerce le pouvoir depuis 1840, a réussi à se brouiller avec tous ses partisans initiaux, de sorte qu'il donne des arguments aux conspirateurs encouragés depuis Paris par Marie-Christine : en janvier 1843, il dissout les Cortes, en mai il rompt brutalement le pacte qui l'unissait aux progressistes. Les généraux Narváez et Concha, qui ont débarqué à Valence, se dirigent vers Madrid. Seoane, à la tête des troupes esparteristes, va à leur rencontre, mais à Torrejón de Ardoz les soldats des deux camps jettent leurs armes et fraternisent. Narváez et Azpiroz entrent dans Madrid, rejoints par Prim et Milans del Bosch. L'alliance entre modérés et progressistes a prononcé la défaite d'Espartero, mais les progressistes, victimes de leur naïveté, sont promptement écartés. Commence alors le temps de la « décennie modérée » (1844-1854) pendant laquelle Ramón Narváez, rival perpétuel d'Espartero et soutien fidèle d'Isabelle II – celle-ci, fille de Ferdinand VII et de Marie-Christine de Bourbon, a été proclamée reine en 1833, aux dépens du frère du roi, Don Carlos –, tient un rôle prépondérant. Ces péripéties n'ont eu qu'une importance minime dans les mutations de Madrid. Observons cependant que Narváez, chef du parti modéré, mais dont le tempérament autoritaire est évident, limite la liberté de la presse, étouffe les manifestations populaires qui, en 1848,

accompagnent les révolutions européennes, et expédie volontiers ses adversaires trop entreprenants aux Philippines ou dans l'archipel des Mariannes. Benito Pérez Galdós lui prête cette profession de foi politique : « Je veux placer très haut le principe d'autorité car sans cela [...] il n'y a pas de pays possible ; mais, en même temps, je veux être libéral, très libéral... » Il ne s'indigne pas lorsque son interlocuteur du jour le provoque en lui disant : « Le régime que nous pratiquons aujourd'hui n'est pas autre chose que l'absolutisme agrémenté de fanfreluches libérales¹¹⁵. »

Les historiens qui ont accordé à juste titre une grande importance au phénomène des désamortissements (*desamortizaciones*) se sont surtout intéressés au transfert des terres qui en fut l'un des principaux résultats, et ils ont souligné que la paysannerie n'en fut que le bénéficiaire occasionnel, tandis que la bourgeoisie, rurale ou urbaine, établissait ainsi sa richesse sur des bases foncières. Ils ont souvent insisté, à juste titre également, sur l'occasion perdue de créer une paysannerie indépendante et prospère. Mais ils ont négligé souvent les transferts essentiels de propriétés urbaines qui ont provoqué une mutation profonde des espaces urbains, notamment à Madrid. Le remarquable travail de Dolores Brandis fait exception¹¹⁶.

Un phénomène essentiel : les désamortissements

On sait qu'à la fin du XVIII^e siècle une partie importante du territoire madrilène était constituée de biens de mainmorte, qu'il s'agisse des 71 couvents, de leurs bâtiments et de leurs vastes jardins ou de majorats aristocratiques dont il était impossible (sauf privilège royal) d'aliéner la moindre part. En bref, les quatre cinquièmes des maisons de Madrid appartenaient à des « mainmortes ». Il s'agissait là d'un obstacle majeur à la croissance de la ville et à la conception de programmes d'urbanisation. Certes, Godoy avait pratiqué, on l'a vu, un premier désamortissement, mais 1808 avait stoppé le mouvement. Le roi Joseph l'avait repris deux ou trois ans plus tard, et quelques couvents, aussi quelques églises (non paroissiales), quelques maisons particulières avaient été abattus, ce qui avait permis l'aménagement de jolies places et la construction de plusieurs immeubles. Pendant le triennat libéral, plusieurs *fincas* (propriétés) appartenant à des couvents avaient été également « désamorties ». Mais Madrid manquait toujours d'immeubles locatifs.

L'arrivée au pouvoir des libéraux en 1834 et notamment celle de Juan Álvarez Mendizábal, dont la régente Marie-Christine fit son Premier ministre, relança les transferts de propriété en leur donnant une grande ampleur. Cet Andalou d'ascendance juive, qui avait dirigé avec succès à Londres une maison de commerce, était une incarnation réussie de l'esprit libéral et bourgeois dans le sens exact de ces termes. Il avait expliqué à la régente que tout gouvernement devait jouir de l'appui des Cortes et, avec l'accord de Marie-Christine, il sollicita et obtint de l'Assemblée un vote de confiance. Après quoi, il prit les décrets des 19 février et 8 mars 1836 : le premier mettait en vente tous les biens des communautés religieuses déjà éteintes, et le deuxième supprimait les congrégations de religieux réguliers dont les biens étaient affectés au remboursement de la dette publique. La suppression et l'expropriation des couvents de femmes en 1837 complétèrent les effets du décret d'exclaustration général du 8 mars 1836. Nombre de femmes, les *exclaustradas*, furent ainsi rendues à la vie civile, dont plusieurs jouèrent les directrices de conscience d'autres femmes, ou de petits groupes, comme quelques-uns des personnages qui habitent les romans de Pérez Galdós, par exemple *Los Duendes de la camarilla*¹¹⁷.

À propos de Madrid : « densité extraordinaire de palais et de couvents », observent à bon droit certains auteurs. Exact : les seuls bâtiments conventuels et leurs dépendances occupaient vers 1750 13 % de la superficie totale de la ville.

Aussi, les effets de ces expropriations successives furent évidents. Seuls quelques couvents qui avaient des patrons laïcs échappèrent à la mesure : la Encarnación, le Sacramento, couvents de femmes, ou celui de Jesús Nazareño, couvent masculin dont le patron était le duc de Medinaceli, ou encore celui d'Atocha (patronage royal). Observons que ces mesures provoquèrent la disparition provisoire à Madrid du clergé régulier qui ne reparut progressivement qu'après le concordat de 1851.

Mis aux enchères, les biens des couvents pouvaient être acquis avec des titres de la dette. Par ce procédé, Mendizábal voulait jeter sur le marché les biens de mainmorte de l'Église et surtout de nombreux couvents de Madrid, pour qu'ils soient acquis hors commerce par la bourgeoisie de la capitale afin qu'elle accède à la propriété. Il faisait coup double : il créait une classe nouvelle de

propriétaires, les acheteurs des biens de mainmorte, dont les intérêts se trouvaient ainsi liés à ceux des libéraux et à ceux d'Isabelle II, la petite infante, alors que la guerre civile faisait rage ; en même temps, comme la consultation du *Boletín Oficial de Ventas* le démontre, il installait dans le centre de Madrid de riches capitalistes et commerçants qui avaient acquis à des prix élevés les terrains « désamortis » des rues Alcalá, Carretas, Preciado, Humilladero, sur lesquels ils faisaient édifier de belles maisons. C'est ainsi que des gens tels que les Ganvía, Canga Argüelles, Bruguera, Manzanedo, Mariátegui y Mateu, Mesonero Romanos, le banquier Rivas, un très riche propriétaire du nom de López, le duc de Sotomayor, les marquis de Salamanca et de Vegamar, prirent place parmi les notables de la capitale grâce à des résidences de prestige, palais et jardins, tandis que le marquis de Riera n'achetait un terrain que pour agrémenter son palais.

La première vente publique avait eu lieu le 9 juin 1836 et concernait les sept belles propriétés urbaines qui appartenaient au clergé régulier de la Cour. Comme l'observait Bernard Bessière, parmi les acheteurs figuraient des aristocrates au sang pur et à la foi indiscutable, tels le comte d'Altamira, dont le très beau palais ne fut malheureusement pas achevé, et la comtesse de Montijo ! Signe des temps, preuve que nobles de sang et riches bourgeois communiaient désormais dans le culte de la propriété. Fin de la société d'ordres¹¹⁸.

Après quelques mois de retrait, Mendizábal revint au gouvernement comme ministre des Finances et il fit voter la loi de désamortissement du 29 juillet 1837 qui transformait les biens du clergé séculier en « biens nationaux », tout en préparant l'abolition des dîmes (l'État devant subvenir à l'entretien des prêtres). De la sorte, de nouveaux terrains furent disponibles sur le marché. Ce qui suscita une longue vague de spéculation immobilière, d'autant que la loi de 1842 avait institué la libre négociation des loyers. Résultat : une forte hausse de ces loyers, alors même que Madrid connaissait un début modeste d'industrialisation et une forte immigration. En raison de la cherté, 2 000 logements étaient inoccupés en 1850.

Il faut bien convenir cependant que, jusqu'aux années 1840, cette conjoncture foncière tout à fait nouvelle ne suscita ni une ambition urbaine à la hauteur de la situation ni un plan d'aménagement capable de faire de Madrid une

grande capitale européenne. Les possesseurs de capitaux (souvent des commerçants enrichis) n'envisagèrent pas de grande opération immobilière capable de transformer au moins une partie de la ville. Ils songeaient seulement soit à édifier pour eux-mêmes un palais ou une résidence agréable, soit à réaliser une affaire sûre en construisant un immeuble locatif dont le revenu leur assurerait une rente régulière : en 1837, selon les données de Rafael Más, les trois quarts des propriétaires madrilènes, parmi lesquels ceux qui pour la première fois avaient accédé à ce statut enviable en achetant un terrain désamorti, avaient une seule propriété considérée comme refuge d'épargne... Ils prétendaient avant tout mettre leur argent à l'abri en tirant le meilleur parti de l'espace conquis grâce à des maisons de quatre ou cinq étages qui permettaient des loyers plus nombreux. Comme l'observent avec une discrète ironie David Ringrose et Santos Juliá, « chaque propriétaire prétendait louer sa maison à un échantillon varié du peuple de Madrid : l'artisan en sous-sol, le boutiquier ou le commerçant au rez-de-chaussée, les familles puissantes au premier étage (*piso principal*) ; les employés et les gens de bureau aux deuxième et troisième ; et s'il restait de la place, les journaliers et honorables travailleurs dans les *galetas* ou les mansardes¹¹⁹ »...

Madoz le souligna bientôt : « La croissance de Madrid s'était faite en hauteur, non en largeur [...]. C'est ainsi qu'une classe moyenne, fondée sur la petite et moyenne propriété immobilière, affirma sa présence à Madrid. Ainsi, elle bloqua toute possibilité de penser autrement l'espace urbain¹²⁰. » Et cette situation se prolonge au moins jusqu'aux années 1860. Cette absence d'ambition explique aussi la négligence à l'égard des espaces verts : le Buen Retiro ravagé par la guerre demeura dans un état lamentable

Il est vrai, cependant, que la décennie 1840 produisit d'importants changements. Le bilan n'est donc pas négatif. « Il serait aussi faux de présenter une ville dormante, incapable de sortir de sa prostration, que de présenter une cité dynamique, pléthorique d'activité et pénétrée par l'idée du progrès¹²¹. » Le journaliste et historien français Charles de Mazade qui visita Madrid en 1855 a bien compris l'importance de ces désamortissements : « Une circonstance a beaucoup servi à cette régénération matérielle, c'est la suppression des couvents, la mobilisation de ces propriétés devenues nationales. L'État a pu trouver parmi tant d'édifices religieux, dont l'existence ne s'accommodait plus

avec les nécessités de notre époque, de convenables établissements publics. Le Sénat a tenu ses séances à l'ancien couvent de Doña María d'Aragón ; c'est à la place du couvent de l'Esprit-Saint qu'est construit le palais du Congrès (c'est-à-dire des Cortes) ; d'autres ont été simplement rasés ; on y a établi des marchés, on y a formé des places¹²²... » Mazade avait raison : les marchés couverts de San Ildefonso (1834), San Felipe Neri (1839), Caballero de Gracia (1840) et Tres Peces, furent ainsi installés sur les espaces libérés. Ils complétèrent la géographie des marchés madrilènes qui utilisaient les places publiques : Carmen, Cebada, San Miguel, Humilladero, Rastro, Mostenses, Herradores (voir carte). De nouvelles places (Bilbao, pourvue d'une belle fontaine, et El Progreso, devenu Tirso de Molina) occupèrent les terrains des couvents des Capucins et de la Merci qui avaient été abattus.

Dans les quartiers du centre furent alors construits de nombreux édifices résidentiels à plusieurs étages dont les avantages inégaux produisirent « une ségrégation verticale de la société », comme la Casa del Cordero, édifiée par un Maragato¹²³ enrichi, qui prit la place d'un autre couvent disparu, San Felipe el Real ; le passage et l'immeuble Matheu se substituèrent au couvent de la Victoria.

Cependant, la demande forte de logements et l'absence d'une réglementation sérieuse eurent pendant une dizaine d'années des effets regrettables : aucune recherche esthétique, uniformité fâcheuse comme celle des maisons construites en 1836 dans les rues Caballero de Gracia, Reyes, Toledo, avec leurs façades banales et semblables ou, au contraire, désordre et malfaçons fréquentes, surtout dans les quartiers sud. Nombre de rues étaient misérables, ainsi San Anton, Regueros, Válgame Dios, San Marcos, dont les maisons n'avaient généralement qu'un étage.

Charles de Mazade juge de manière plutôt favorable le résultat d'ensemble (mais il le formule en 1855...). Après avoir salué les progrès réalisés au XVIII^e siècle grâce aux souverains éclairés, Charles III notamment, les travaux d'assainissements, les « mille réformes de détail qui finissent par renouveler une ville », il ajoute : « Ce qui distingue aujourd'hui Madrid en effet et ce qui explique aussi les déceptions de beaucoup de voyageurs altérés de pittoresque, de couleur locale, c'est que la métropole de l'Espagne est tout à fait en train de devenir une ville moderne, européenne... À côté de quelques-uns de ces palais des

Grands d'Espagne, qui sont restés debout avec leurs écussons et leur apparence de grandeur seigneuriale, une multitude de constructions modernes s'élèvent déjà : [...] des rues nouvelles sont ouvertes, et les anciennes sont agrandies, améliorées, rectifiées [...]. Il est certain que Madrid possède en ce moment des quartiers qui s'embellissent chaque jour et qui peuvent rivaliser avec les quartiers les plus renommés des autres capitales : telle est la rue d'Alcalá qui s'étend du Prado à la porte du Soleil, et forme, avec la rue Mayor qui lui succède, la principale artère de Madrid. Imaginez, parallèlement à la rue d'Alcalá, la rue San Jerónimo, la belle et vaste rue d'Atocha, toutes deux conduisant au Prado qui les couronne, et vous pourrez prendre une idée de la partie remarquable de la ville. Là est le mouvement, là est la vie. C'est le beau côté de la médaille. Si vous voulez connaître le revers, vous n'avez qu'à aller fouiller un instant le quartier de Lavapiés dont les pauvres maisons cachent des existences plus pauvres encore¹²⁴. » Car Mazade observait qu'à Madrid on chercherait vainement les situations intermédiaires. Aux limites nord de la ville, des jardins avaient été ouverts, on avait planté des arbres dans les rues Alcalá et San Jerónimo et sur plusieurs places. La Puerta del Sol était en pleine rénovation. Mais les quartiers du sud restaient misérables.

Il est vrai qu'en 1853, Egaña, alors ministre de l'Intérieur (*Gobernación*), avait adressé un communiqué aux gouverneurs civils de Madrid et Barcelone qui dénonçait les conditions d'hygiène déplorables des quartiers populaires de ces villes, responsables d'une forte mortalité. Et il recommandait la construction dans ces quartiers de maisons modestes mais décentes, dont le loyer n'atteindrait pas 120 réaux par mois. Cette initiative était restée sans effet.

Les interventions de l'Académie des beaux-arts de San Fernando, de l'Académie de médecine, l'action de quelques leaders, tel Mesonero Romanos, qui connaissait Paris et Londres et qui devint *regidor* en 1846, parvinrent à obtenir les ordonnances municipales de 1846-1847, sources d'améliorations réelles : la hauteur des maisons fut réglementée en fonction de la largeur des rues réparties en trois classes : de 6 à 9 mètres ; de 9 à 14 mètres ; plus de 14 mètres. La hauteur des maisons pouvait varier de 8,40 mètres à 19,60. Un délai était institué entre l'achèvement d'une maison et sa location, de façon que les logements soient assainis ; les mansardes (*buhardillas*) étaient interdites ou très réglementées, les trottoirs furent

surélevés par rapport à la chaussée, le pavage des rues fut rénové, des expériences d'éclairage au gaz furent réalisées dans quelques rues, avec pour objectif une généralisation du système. La numérotation des rues fut uniformisée, simplifiée. À partir de septembre 1835, l'éclairage nocturne fut renouvelé avec la pose de 2 462 lanternes (*faroles*) allumées chaque soir par un corps de 187 *faroleros*. Enfin, grâce à l'inauguration du canal qui, en 1851, achemina l'eau du Lozoya à Madrid, la ville disposa d'eau potable en abondance. Et c'est à cette époque que fut défini le statut du *sereno*, institué à la fin du XVIII^e siècle : personnage pittoresque, muni de trousseaux de clés bruyants et rassurants, souvent providence des provinciaux et des étrangers perdus, qui, pendant plus de un siècle, veillera sur les nuits madrilènes.

Le choléra et ses effets

L'émotion produite par les ravages du choléra eut comme effet positif la mise en chantier d'un réseau d'égouts (*alcantarillado*) destiné à remplacer progressivement les huit canaux souterrains qui débouchaient dans le Manzanares. Mais la réalisation du programme fut lente : cependant, en 1865, le réseau souterrain des égouts atteignait 75 kilomètres.

En effet, la décennie libérale (ou, pour certains auteurs, « progressiste ») avait commencé tragiquement par une première et mortelle offensive du choléra qui avait déjà exercé des ravages en Asie, en Europe de l'Est et, en 1832, en France. Venue de Valence, l'épidémie atteignit Madrid en juin 1834, où le faubourg de Vallecas fut le premier touché. Malgré la mise en place rapide d'une *junta de sanidad* qui ordonna le transfert immédiat des premiers malades à l'hôpital général, le mal fit des progrès rapides, favorisé par la chaleur estivale. Comme aux temps des grandes pestes des XVI^e et XVII^e siècles, les pouvoirs publics cherchèrent à couper la ville du reste du monde en interdisant l'entrée des voyageurs venus des lieux « infectés ». Des tours de garde furent institués aux portes de la ville de 5 heures à 22 heures, assurés par des habitants désignés et qui procédaient de toutes les catégories sociales. Malgré ces mesures, l'épidémie ravagea la ville pendant plus de deux mois. Le nombre des victimes atteignit 5 500. Les statistiques des décès de l'hôpital général montrent que l'épidémie atteignit son apogée entre le 16 et le 31 juillet

(97 morts le 19 juillet) et reflua nettement au cours du mois d'août : après le 15 août, le nombre quotidien des morts de l'hôpital n'atteignit jamais la dizaine. Et la mortalité des paroisses suivit la même longue évolution¹²⁵.

Les quartiers pauvres et les journaliers, les *peones* et leurs familles payèrent un lourd tribut à l'épidémie, mais les familles des opulentes rues Atocha ou Alcalá ne furent pas épargnées. La paroisse de San Martín, qui recensait quelque 530 ou 540 décès en 1832 et 1833, en compta 1 676 en 1834 ; celle de San Sebastián passa de 315 et 351 à 854 ; San Lorenzo, qui enregistrait 172 morts en 1832 et 203 en 1833, en totalisa 462 en 1834. Cependant, la plupart des paroisses ne signalent qu'un doublement des décès ou un peu davantage.

Le journaliste et traducteur Louis Viardot est un bon témoin. Il avait été atteint par l'épidémie de choléra à Paris en 1832 et il rechuta à Madrid où il fut soigné avec un extraordinaire dévouement par la famille Gómez qui l'hébergeait, venelle (*angosta*) San Bernardo, et qui ne survécut pas à l'épidémie. Viardot voit soudain une femme qui traversait la place du couvent s'arrêter, « chanceler, tomber à la renverse, se tordre dans des convulsions désespérées ». On ne relève qu'un cadavre. « Nul doute : elle était morte du choléra. La peste asiatique venait de s'abattre sur Madrid. Dès son début, elle fit d'épouvantables ravages... J'ai ouï dire que 6 000 personnes furent atteintes en même temps le premier jour de l'invasion. » Chiffre énorme, « mais par une juste compensation, il diminua sur-le-champ et disparut même assez vite¹²⁶ ».

Étrangement, malgré l'attachement de la population madrilène à sa foi et à ses saints, la responsabilité de l'épidémie fut imputée dans les quartiers populaires à certains ordres religieux et surtout aux jésuites revenus en Espagne avec Ferdinand VII. Leur hostilité à la politique libérale était évidente, mais elle n'expliquait en aucune façon les invraisemblables rumeurs qui parcouraient la ville, selon lesquelles les disciples de saint Ignace empoisonnaient les fontaines publiques. On observera que les victimes de l'émeute furent des religieux, membres d'ordres le plus souvent favorables aux « apostoliques » qui soutenaient le carlisme et dont l'influence dans les *camarillas* du trône et de l'autel n'était pas négligeable. Louis Viardot témoigne encore : « Les moines étaient tenus pour des implacables ennemis des innovations saluées par le peuple avec

enthousiasme ; les moines furent aussitôt, pour la multitude, les auteurs du choléra. Un long cri de vengeance succéda au premier cri de douleur et d'effroi... Des groupes menaçants se formèrent dans les quartiers populeux ; des hommes fanatisés par la peur et le chagrin s'animèrent au meurtre ; les terribles *navajas* furent tirées, aiguisées, et avant que l'autorité, frappée de stupeur, eût pu prendre aucune mesure de protection, les portes des couvents étaient enfoncées, et les moines qui ne trouvèrent pas d'issue dans la fuite étaient massacrés¹²⁷. »

C'est le 17 juillet qu'eut lieu le massacre : les jésuites du collège San Isidro, les religieux de Santo Tomás, de San Francisco et de la Merced furent les victimes (80 environ), tandis que leurs églises étaient saccagées. Il s'agit de la première explosion anticléricale de l'époque contemporaine. Il est vrai qu'une presse anticléricale se développe alors : *El Gato escondido*, *El Martillo*. Mais il est peu probable que les agresseurs des couvents aient lu ces feuilles.

L'épidémie de 1834 ne ralentit pas la croissance de Madrid, au contraire. En raison des guerres, des crises de subsistance, des épidémies, celle-ci avait été lente de 1804 à 1834 : 10 % seulement. Mais elle s'accélère ensuite : gain de 14 % de 1835 à 1845. Puis elle s'emballe : croissance de 49,5 % de 1845 à 1865, grâce à une immigration très forte : ainsi, de 1845 à 1852, en moins de 8 ans, Madrid gagna 20 573 habitants. Les quartiers les plus densément peuplés étaient ceux du Sud, autour de la place Lavapiès, ou entre San Bernardo et Fuencarral. De nouveaux quartiers se constituaient hors de l'enceinte et leur développement pouvait être rapide, comme celui de Chamberi : 800 habitants en 1845, 1 474 en 1850. De même La Florida, ou les quartiers situés au-delà des portes de Tolède et de Ségovie, et un peu plus tard Tetuán ou Villahermosa.

Entre les rues de Fuencarral et d'Hortaleza, de vastes espaces déserts ou libérés par la disparition de la prison publique du Saladero et des anciens puits de neige permirent le développement d'un nouveau quartier constitué de neuf pâtés de maisons (*manzanas*) ; dans le prolongement de ce quartier, au bout des rues de Fuencarral et de San Bernardo, l'immense propriété de Monteleón mise sur le marché reçut aussi neuf nouvelles *manzanas* (voir carte).

En 1851, 62,4 % des habitants de Madrid étaient nés hors de la capitale, symptôme évident de l'essor de la ville qui comptait 206 714 habitants en 1846 et 281 170 en 1857,

lors du recensement réalisé par la *Junta nacional de Estadística*. Il s'agit du premier recensement réalisé selon des critères statistiques rigoureux : les habitants des deux sexes étaient classés en trois catégories d'après l'âge, l'état civil et la nationalité. Il fait apparaître le petit nombre des enfants (à peine 12,5 % de la population pour les moins de 7 ans), un fort taux de masculinité pour les 16-50 ans qui représentaient 65,1 % de la population madrilène (contre 51,7 % dans l'ensemble de l'Espagne), un nombre élevé de veuves (plus de 18 000, et seulement quelque 7 000 veufs), une forte proportion de célibataires, car seulement 30 % ou 32 % des Madrilènes étaient mariés. Ces chiffres sont tout à fait en accord avec le rôle essentiel de l'immigration venue des provinces dans la croissance de l'agglomération madrilène. Observons par exemple qu'en 1836, 16 % seulement des mariages ont uni un homme et une femme originaires tous deux de Madrid. Il est vrai que ce pourcentage était approximativement le même en 1694 ou en 1780. Les immigrants des années 1827-1836 procédaient surtout des deux Castille (50,2 % au total en incluant la province de Madrid), ce qui était conforme à une longue histoire. Les Asturies (10,4 %) et la Galice (9,1 %) venaient ensuite. L'Andalousie ne fournissait que 5,3 % des immigrants et les pays étrangers 2,1 %¹²⁸.

Éveil culturel

La période correspond sans nul doute « à l'épanouissement d'une sensibilité nouvelle » (Bernard Bessière). Elle s'exprime dès la mort de Ferdinand VII, par exemple avec la première représentation, au théâtre du Prince, en 1834, de *La Conjuration de Venise*, premier drame romantique espagnol, dont l'auteur n'est autre que Martínez de la Rosa, nouveau président du Conseil des ministres (Premier ministre) de Marie-Christine, la régente. Et, au cours des années suivantes, en 1835 et 1836, sont jouées à Madrid plusieurs œuvres qui témoignent de la mutation profonde des goûts et des esthétiques : *Macías*, de Mariano José de Larra, *Don Álvaro ou la force du destin*, du duc de Rivas, répudient la règle des trois unités, associent prose et poésie, tragique et comique, prennent d'étonnantes libertés avec la mise en scène – étalage d'artifices ingénieux –, recherchent les dénouements spectaculaires et tragiques.

Cette nouvelle floraison de l'art dramatique, mais aussi de l'art lyrique, s'accompagne logiquement de la création de

nouveaux lieux de célébration : après le théâtre de Variedades (1843) et le théâtre de l'Instituto, construit en 1845, le théâtre Royal ouvre ses portes en 1850, inauguré par la jeune reine Isabelle. Il va devenir rapidement le rendez-vous de tous les amateurs d'opéra, avec la création de *La Favorite* de Donizetti, qui sera l'occasion d'une prestation de la diva italienne Marietta Alboni, et le défilé des œuvres les plus fameuses de Rossini, Donizetti ou Auber. Mais un genre musical authentiquement espagnol, la *zarzuela*, fait aussi recette et suscite la construction d'un nouveau théâtre, celui de la Zarzuela précisément, qui s'ouvre dans la rue d'Alcalá en 1856. Cela dit, le théâtre du Prince (Principe), refait en 1806, demeurait l'un des plus importants de Madrid. On y jouait drames, comédies, saynètes, intermèdes, et Théophile Gautier le fréquenta en 1840. Il y vit notamment, dans une pièce d'Antonio Gil y Zárate, *Don Carlos l'Ensorcelé*, deux acteurs qui lui firent une forte impression : Julián Romea et Mathilde Diéz.

Ce n'est évidemment pas un hasard si l'Ateneo rouvre ses portes en 1834. Il lui faudra dix ans pour trouver un lieu d'accueil définitif, rue du Prado, mais ses activités n'ont guère souffert de ce nomadisme. Il n'est que la plus fameuse des *tertulias* qui fleurissent alors, telle celle du Parnasillo au café du Principe, où se réunissent les hérauts du romantisme, Espronceda et Zorrilla, Campoamor et Donoso Cortés, Larra ou Bretón de los Herreros. Revues littéraires et journaux de belle tenue se multiplient en ces années de *revival* culturel : *El Observador*, *El Duende satírico del Día*, *El Artista*, *No me Olvides...* C'est dans cette dernière publication que Jacinto de Salas y Quiroga, son directeur, rédige un vibrant plaidoyer en faveur du romantisme. Nous sommes en 1837.

Il est vrai que la création du musée du Prado (en novembre 1819), déjà évoquée dans ce livre, n'avait pas attendu l'avènement du romantisme. Dès 1830, Prosper Mérimée attira l'attention des amateurs français sur le trésor artistique livré au public, dont le catalogue s'enrichissait sans cesse grâce au rassemblement en ce lieu des magnifiques collections des rois d'Espagne. Il décrit le musée, « un assez beau bâtiment, bien situé, dans le quartier le plus élégant de la ville, entre le Prado et le Buen Retiro [...] entouré d'arbres, ce qui est une agréable rareté dans ce grand désert aride de Madrid ». Plus loin, il remarque : « Le musée de Madrid, malgré ce que les Français ont pu en

prendre, est certainement l'un des plus riches de l'Europe. Il l'emporte même sur le nôtre.» Il observe la forte représentation des écoles italiennes, avec un très grand nombre de Titien, « plusieurs beaux Léonard de Vinci », les Raphaël, mais « la galerie flamande et hollandaise contient encore plus de tableaux que la galerie italienne. On y remarque un nombre prodigieux de Rubens, la plupart excellents ». Naturellement, « ce musée possède un grand nombre de tableaux de l'école espagnole. C'est là seulement que j'ai vu une collection de Velázquez... Les ouvrages de ce maître sont rares, même en Espagne. J'ai admiré la vérité de sa manière. Tantôt ses portraits sont finis avec un soin minutieux, tantôt ils sont lâchés et peints seulement à l'effet ; de quelque manière qu'il s'y soit pris, il a toujours réussi à rendre admirablement le coloris et la fraîcheur des carnations... Les paysages de Velázquez sont d'admirables esquisses, d'un coloris et d'un effet prodigieux¹²⁹ ».

Mérimée a aussi beaucoup apprécié Murillo, porté au pinacle par les autres Français qui visitèrent Madrid à cette époque, ainsi le marquis de Custine en 1831, qui célèbre « le magique Murillo [...] le peintre espagnol par excellence ». Il admire son naturel, sa maîtrise du clair-obscur, la fraîcheur, la vie, l'éclat de sa peinture. Son tableau *Sainte Élisabeth de Hongrie* déclenche le délire de Custine, imité par la plupart des voyageurs français de l'époque, jusqu'à Manet qui fit de Velázquez le maître de tous les peintres. En 1843, Edgar Quinet est un autre admirateur de Murillo et de son interprétation de la Vierge Marie, vierge « solitaire et sans famille, avant la naissance du Christ... Elle n'a point encore entendu son premier cri ni vu son premier regard... Dans ce travail de l'amour divin, l'extase, la douleur, la joie, la passion, la curiosité de l'infini sont mêlées. Ses lèvres entrouvertes aspirent les parfums des rivages incréés. Comme la prêtresse du culte de la Nature, son pied repose sur le disque de la lune [...]. En ce moment, le Dieu de lumière naît dans son sein ; le miracle de l'incarnation s'achève¹³⁰ »...

Cette floraison culturelle a un versant populaire. La danse y tient son rôle et les amateurs se livrent à leur passion, à la nuit tombée, sur les places et dans les rues. Au printemps 1838, le baron Charles Dembowski passe une partie de la nuit sur la Puerta del Sol, ravi par le spectacle de quelques *manolas* qui dansent le fandango au clair de lune, et il assure qu'il en est de même tous les jours dès la venue du soir.

Mais une nouvelle danse, importée celle-ci, fait fureur : la *scottish*, transformée en *chotis* par le langage populaire, variante de la polka et d'abord connue à la Cour, puis adoptée par les *majos* et les *manolas* qui l'adaptent à leurs rythmes et à leur goût de la provocation pour la danser un peu partout.

Cette passion de la danse concerne aussi une nouvelle génération aristocratique, une génération « de jolies jeunes filles avides d'être présentées dans les salons où les attendaient les poulets de leur âge. La reine ne les déçut pas : elle donna au palais des bals très fréquents. Toute la société de Madrid y courait, car elle ne pouvait demeurer indifférente à l'initiative royale ». Les nobles, à leur tour, ouvrirent leurs salons. Au cours de l'hiver 1849-1850, on compta quelque 250 grands bals offerts dans les demeures aristocratiques, sans compter ceux du palais¹³¹.

À l'époque romantique, la *corrida de toros* devient à Madrid l'un des signes forts de la culture populaire, d'autant plus que les toreros de renom choisissent parfois des options politiques opposées : sous la Restauration, Antonio Ruiz El Sombbrero, absolutiste forcené, arborait souvent un costume blanc (couleur de la Restauration) orné de fleurs de lys dorées pour défier les libéraux, tandis que son rival Juan León, acquis aux idées libérales de Riego, choisissait le noir, couleur des libéraux. Raison pour laquelle, durant la « décennie abominable », la place de Madrid l'avait boycotté. Mais à partir de 1831, la tauromachie fut dominée par Francisco Montes Paquiro, un torero andalou, objet de l'admiration éperdue de Théophile Gautier et de Prosper Mérimée. Athlète complet, doué de réflexes très sûrs, agile et vif, capable d'acrobaties qui faisaient encore partie du répertoire tauromachique à cette époque, Paquiro avait aussi des dons artistiques. Il fut le vrai fondateur du jeu de cape avec comme figure essentielle la véronique, passe de cape fondamentale par laquelle le torero qui tient la cape des deux mains embarque son adversaire pour le conduire en se fendant sur le côté. Paquiro exerça une royauté absolue de 1837 à 1843. Son déclin fut accéléré par une blessure grave à la jambe en 1850 et il mourut d'une crise de paludisme en 1851. Paquiro qui, dans sa jeunesse, se destinait à la chirurgie, ambition qu'il dut abandonner à cause des revers de fortune de sa famille, avait une certaine culture, ce qui explique qu'il ait rédigé et publié, avec l'aide d'un journaliste, López Pelegrín, *La Tauromachie complète ou Art*

de toréer dans les plazas à pied comme à cheval (1836), traité qui favorisa la mise en ordre du spectacle et qui demeure une source précieuse de l'histoire de la tauromachie.

La passion que suscitait la *corrida de toros* concernait les Madrilènes de toutes les classes sociales. Le déclin et la mort de Paquiro ne provoquèrent aucune désaffection. Un aristocrate, Rafael Pérez de Guzmán, qui avait abandonné ses galons d'officier de cavalerie pour l'épée de matador, soulevait l'enthousiasme de la noblesse. Il obtint un grand triomphe à Madrid le 23 octobre 1837, mais il fut assassiné l'année suivante par des bandits de grand chemin dans la traversée de la sierra Morena. De toute façon, dès avant le retrait de Paquiro, la relève était assurée, d'abord par Juan Yuste (mort en 1842), mais surtout par la rivalité entre Francisco Arjona Cúchares et José Redondo Rodríguez El Chiclanero, qui dominèrent totalement la décennie 1840-1850. Cúchares eut une très longue carrière (elle dura 28 ans) et il toréa à Madrid quelque 332 corridas, bien plus que Paquiro qui s'en tint à 187 ! Ce torero allègre, au répertoire varié de cape ou de *muleta*, avait l'intuition des taureaux. Il se permettait parfois quelques trucages à l'instant de l'estocade, mais le public les lui pardonnait volontiers, sensible à sa générosité envers les déshérités. Il faut dire que grâce à Paquiro, les émoluments des toreros avaient beaucoup augmenté. Les blessures graves et même les morts en course ne diminuaient en rien la passion populaire et, selon Prosper Mérimée, « les Espagnols des classes élevées (qui éprouvent une espèce de honte à avouer leur goût pour ce genre de spectacle) cherchent plusieurs graves raisons pour le justifier ». Cependant, cette passion pouvait devenir dangereuse, par exemple lorsque les partisans respectifs de Cúchares et d'El Chiclanero, dont la rivalité avait dégénéré en haine, s'affrontèrent dans les rues de Madrid et se battirent à mains nues ou à coups de bâton.

Le caractère étrange et flamboyant de la *corrida* suscitait la curiosité des étrangers avides de découvrir cet « art barbare » dont l'Espagne avait le monopole. Mérimée lui-même avoue : « Aucune tragédie au monde ne m'avait intéressé à ce point » et pendant son séjour en Espagne il ne manqua pas un seul combat. « La veille d'une course est déjà une fête. » Et il donna une longue description de ces courses. Théophile Gautier, qui arrive à Madrid en 1837, accourt aussitôt rue Carretas pour acheter un billet pour la *corrida* du lendemain et devient un admirateur inconditionnel de

Paquiro. Mais le témoignage le plus étonnant est sans doute celui d'Edgar Quinet qui, en 1843, est de passage en Espagne. Cet intellectuel fort savant, franc-maçon et fervent républicain, très bon connaisseur de l'Europe, qui devint professeur au Collège de France, a écrit à propos de la corrida un texte extraordinaire et pourtant peu connu dont je livre au lecteur quelques extraits. Un peu long peut-être, mais cela en vaut la peine. La corrida est finie. Voici :

« Je reste seul cloué à mon banc : tous mes membres sont brisés par la fièvre. Ce mélange de meurtre, de grâce, d'enchantement, de carnage, de danse, me laisse dans l'accablement et la stupeur [...]. Je passe du cercle des Centaures de Dante au ciel du Coran. Jamais songe ne m'a porté si rapidement aux deux extrémités de l'infini.

« On croit que cette férocité va mal avec l'amour ! Oui, avec l'amour de Florián, mais non, avec celui de Calderón. Il n'est pas un amant passionné qui ne préférât cent fois voir la femme qu'il aime assister à ce carnage plutôt qu'à ces petites pièces bourgeoises, demi-fades, demi-obscènes, où nos grandes dames vont perdre non la pitié, mais la pudeur et la hauteur de l'âme.

« Ce spectacle, si fortement enraciné dans les mœurs, n'est pas un amusement, mais une institution. Elle tient au fond même de l'esprit de ce peuple. Elle fortifie, elle endurecit, elle ne corrompt pas. Qui sait si les fortes qualités du peuple espagnol ne sont pas entretenues par l'émulation des *toros*, le sang-froid, la ténacité, l'héroïsme, le mépris de la mort ? Dans les légendes du Nord, Siegfried, pour être invincible, se baigne dans le sang du monstre.

« Si j'étais espagnol je me garderais bien de porter, au nom des subtilités nouvelles, la moindre atteinte à ces jeux héroïques. Je voudrais au contraire leur rendre tout leur lustre. Supprimez, comme quelques personnes vous le conseillent, les courses de taureaux, vous voilà aussitôt envahis par le théâtre étranger, le vaudeville, les propos à doubles sens, les fadeurs et les obscénités bourgeoises. Sans compter que le véritable art trouve infiniment mieux son compte dans le coup d'épée de Montes que dans tout cela¹³²... »

C'est dès la première moitié du XIX^e siècle que fleurissent, grâce à des initiatives de quartier, plusieurs *romerías*, reprises de fêtes anciennes (San Isidro, San Antón), ou festivités nouvelles (Saint-Antoine de la Florida, Notre-Dame du Prado). C'est aussi à cette époque que les Madrilènes

prennent l'habitude d'aller fêter l'entrée des Rois mages dans la ville le 6 janvier. Ils se moquent volontiers des immigrants tout neufs et naïfs qui croient à l'authenticité de ces rois et qu'ils incitent à apporter des escabeaux pour mieux les voir ! Oubliés, les excès rationalistes du temps des Lumières qui condamnèrent plusieurs fêtes populaires à la disparition : les Mayas, la Tarasque, les Géants... Et c'est dans ce climat que l'Enterrement de la sardine, avec son rituel carnavalesque, qui marque la fin du carême devient une fête populaire immortalisée par Goya.

Culture savante ou culture populaire s'expriment ainsi de bien des manières, mais quel est alors le niveau d'instruction du peuple madrilène ? Où en est l'alphabétisation, quels sont les instruments de l'éducation des enfants ?

La réponse est difficile, car les options du pouvoir sont différentes selon qu'il est exercé par les partisans de l'absolutisme autour de Ferdinand VII ou par les libéraux : le plan d'éducation de Ferdinand VII de 1816, qui conçoit un enseignement fondé sur les principes du catholicisme, et dont les agents d'exécution sont les religieux sécularisés (salésiens et escolapes) ou les jésuites revenus, est assez différent du programme défendu par les libéraux qui s'inspire des principes de la Constitution de 1812, dont l'influence s'affirme au début des années 1820. Malgré ces divergences, et sous l'influence d'une bourgeoisie qui vise l'efficacité, la première moitié du XIX^e siècle affiche un bilan positif : 232 centres d'enseignement sont créés pendant cette période à Madrid, dont 177 pour l'instruction primaire : 62 de ces établissements sont l'effet du décret de 1816 et sont de fondation royale, tandis que 100 sont des établissements privés ; 12 autres sont des créations de type corporatif. L'enseignement secondaire compte alors 27 institutions, dont 16 sont dues à l'initiative privée ; 10 sont de caractère professionnel et la dernière est une création royale. Parmi les écoles secondaires privées, il faut signaler les écoles « lancastériennes » qui utilisent une méthode inventée à Lancaster en Angleterre pour l'enseignement des filles, et c'est cette méthode que choisit aussi l'École mutualiste d'enseignement destinée à la formation des institutrices madrilènes.

Le *Dictionnaire* de Madoz (*Diccionario geografico, historico y estadistico*, publié à Madrid par Pascual Madoz, de 1848 à 1850) permet de constater les progrès réels de la culture populaire à la fin des années 1840 : en 1847, Madrid compte

56 écoles publiques d'enseignement primaire complet pour les garçons, qui reçoivent 5 657 élèves, et 53 pour les filles, fréquentées par 3 850 petites demoiselles. De plus, 39 écoles de garçons (981 élèves) et 70 écoles de filles (1 513 élèves) tenues par des associations privées donnent un enseignement de base. Ajoutons qu'un millier de garçons suivent un enseignement secondaire dans des instituts privés. Par ailleurs, c'est pendant les années 1830 que s'ébauche la future université de Madrid. En effet, le 29 octobre 1836, la reine régente Marie-Christine préside au transfert de la faculté de droit (Leyes y Canones) d'Alcalá de Henares qu'elle installe au siège du Séminaire des nobles de Madrid. En 1837, c'est au tour des facultés de philosophie et de théologie d'Alcalá de rejoindre celle de droit. En 1843, toutes ces facultés sont transférées dans l'ancien noviciat des jésuites, qui prend le nom d'Institut Cardinal-Cisneros, et elles reçoivent leur plan général d'études en 1845. Une revendication ancienne de la Cour est ainsi satisfaite¹³³. Cette université accueille en 1844-1845 quelque 1 323 étudiants, dont plus de la moitié en droit ; les humanités n'intéressent que 412 étudiants, et les mathématiques 39 ! Par ailleurs, l'École des ingénieurs des chemins (Ponts et Chaussées) fondée en 1802 et fermée pendant les guerres rouvre ses portes en 1834 ; une école supérieure de commerce a été créée en 1820, une école de notariat est inaugurée en 1844 : fruit des désamortissements !

La dissolution des ordres réguliers masculins n'a pas que des inconvénients pour l'Église et pour l'enseignement : beaucoup de clercs sécularisés sont engagés par les nombreux établissements secondaires d'enseignement privé. Ainsi, l'Église conserve une grande influence à Madrid, malgré les charges des progressistes, d'ailleurs contestées par la presse catholique – le satirique *Fray Gerundio* ou *El Católico*.

Les résultats de cet essor de l'enseignement sont évidents : en 1846, selon une statistique, contestée il est vrai par Madoz qui la publie cependant, un peu plus de la moitié des 206 714 habitants recensés, soit 105 182, savent lire et écrire. Il est vrai que la population de Madrid est ici sous-évaluée. L'avance masculine (68 078 contre 37 014) apparaît logique, mais plus de 7 000 femmes savent seulement lire (et moins de 5 000 hommes). Ajoutons que le développement continu des cabinets de lecture où les

amateurs peuvent lire tous les journaux publiés à Madrid confirme les progrès de la lecture. Le cabinet de M. Monnier, à la Carrera de San Jerónimo, toujours le meilleur, a des émules : plusieurs cabinets s'ouvrent dans les années 1840 : au passage de l'Iris, rue Montera, à San Felipe, rue du Desengaño et sur la Plaza Mayor. La librairie Monnier, qui va devenir la librairie Durán, joue d'ailleurs le rôle de diffuseur de la meilleure culture européenne en Espagne.

L'agitation politique, qui n'a guère cessé pendant toute la première moitié du XIX^e siècle avec les changements incessants à la tête de l'État, la guerre contre les armées étrangères et les guerres civiles, les journées révolutionnaires, les émeutes et les insurrections, ont modifié la nature de la délinquance et de la criminalité. Les délits relatifs à la mendicité sont négligés, tandis que les délits de mœurs, adultères et concubinages, ne sont plus guère poursuivis. Ce sont les violences de sang qui mobilisent les forces de police et les tribunaux qui, depuis 1822, peuvent se fonder sur le nouveau code pénal espagnol.

Les causes criminelles sont donc en forte augmentation, et Madrid démontre dans ce domaine une supériorité regrettable sur les autres villes : la statistique de 1843 affiche 401 causes criminelles pour 100 000 habitants, contre 209 à Tolède, 168 à Ségovie ou 150 à Guadalajara, villes voisines. Ce qui explique la fréquence relative des exécutions capitales avec le *garrote vil* comme sanction de la peine de mort : 24 exécutions ont lieu en 1843, 15 en 1845¹³⁴. Pourtant, les lacunes du dossier sont parfois énormes, comme ce fut le cas en 1849 lors de l'exécution de deux pauvres diables, Antonio et Clara Marina, frère et sœur, accusés du meurtre du tailleur José Lafuente et d'un de ses voisins dont ils n'étaient sans doute pas coupables. Mais l'enquête avait été bâclée¹³⁵.

Cela n'avait pas été le cas de l'exécution de 1838 : les condamnés ne contestaient d'ailleurs pas leurs actes. Le baron Charles Dembowski séjourne alors à Madrid. Sa logeuse lui annonce qu'elle se rend à l'exécution de trois condamnés qu'elle ne manquerait pour rien au monde ! Il s'agit de deux miliciens, âgés de 22 et 37 ans, et d'une femme de 64 ans, María de la Trinidad, dite Cotilla, qui ont participé à l'émeute sanglante de 1835 et ont assassiné des soldats dont un tambour, mort de la main de la Cotilla, farouchement hostile aux libéraux. Dembowski lit le *Correo nacional* du jour, découvre l'identité des condamnés et leur

crime. Il avoue : « À la lecture de ces détails, la curiosité l'emporta chez moi sur le sentiment de répulsion... Je m'habillai à la hâte et je partis. »

Dembowski constate une attente extraordinaire de la foule immense qui, des portes de la prison et tout au long de la rue de Tolède jusqu'au lieu de l'exécution, se presse depuis plusieurs heures. Aux fenêtres et aux balcons, c'est l'affluence. Les gamins ont escaladé les grilles de la porte de Tolède. Les *manolas* se racontent les atrocités commises par la Cotilla, telles que le *garrote* est un supplice bien trop doux pour une telle furie. Après les deux premières exécutions, Dembowski, écoeuré, s'en va, mais sa logeuse, le soir venu, ne lui épargne aucun détail des péripéties du drame, de l'intervention des confesseurs, de la manière de mourir du dernier condamné, et de l'action de la confrérie de la Paix et de la Charité qui assiste les condamnés jusqu'aux derniers instants et s'occupe de leur sépulture¹³⁶. Les exécutions, à Madrid comme à Paris, par exemple, sont alors des spectacles très courus !

Il ne faut pas exagérer l'importance de la délinquance et de la criminalité à Madrid, inférieure, par exemple, à celle de Paris à la même époque. Observons toutefois que, pendant les décennies 1830 et 1840, le pourcentage des attentats contre les personnes (violences de sang, homicides) est assez élevé : ainsi 137 homicides en 1843, 121 en 1845. Les violences à l'arme blanche (poignard, couteau) sont beaucoup plus fréquentes que celles pratiquées avec une arme à feu : en 1843, 188 délits avec arme blanche, 44 avec arme à feu. On ne s'étonnera pas que la délinquance, et notamment la violence, soit d'abord un comportement masculin : 1 957 des 2 253 accusations de 1843 sont portées contre des hommes (dont 1 783 donnent lieu à poursuites), 296 seulement contre des femmes. Naturellement, les 20-40 ans constituent la majorité des délinquants et des condamnés. Les employés des services publics sont très rarement impliqués dans ces affaires.

Un demi-siècle de croissance pour une ville pauvre

Un essor démographique fondé sur l'immigration

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, la croissance de Madrid s'emballe. Explosion démographique et explosion spatiale qui, logiquement, vont de pair. Madrid compte 281 570 habitants en 1857 et 528 994 en 1900. La hausse de la population est à peu près régulière, mais avec des accélérations : par exemple, un gain de 91 026 habitants de 1868 à 1878, résultat de la consécration de l'Ensanche (agrandissement) ; ou de 1895 à 1900. Cette hausse demeura presque indépendante des variations de la natalité et de la mortalité, l'une et l'autre en déclin continu. Ainsi, la natalité, qui était de 42,2 ‰ de 1853 à 1870, tombe à 34,7 ‰ de 1886 à 1892, pendant que la mortalité passe dans le même temps de 44,6 ‰ à 37,5 ‰. Comme on le voit, la mortalité reste constamment supérieure à la natalité, ce qui veut dire que le solde biologique est toujours négatif. L'essor démographique de la ville est donc le résultat d'une immigration considérable.

Un autre fait majeur est le rajeunissement progressif de la population de la capitale, réalité bien exprimée par la comparaison des pyramides des âges établies à partir des recensements de 1877, 1887 et 1900 (voir annexes, p. 470). Par ailleurs, les graves disettes (1847, 1857, 1868), les épidémies qui ont ravagé la capitale n'ont eu aucun effet durable sur la croissance de la population : ni le choléra de 1854-1855, ni son retour offensif dans les années 1885-1890, ni les varioles de 1889 et 1896, ni les grippes récurrentes. Pourtant, l'année 1890 par exemple a été désastreuse, qui cumula grippe, choléra et variole. Mais les

vides (5 000 victimes en 1855, 3 000 en 1865) sont très rapidement comblés. Ce transfert continu des provinces vers la capitale suppose évidemment une demande de main-d'œuvre continue, soit un marché de l'emploi en extension. Ce qui méritera examen.

L'immigration, qui représente un solde positif annuel de 5 000 individus en moyenne, provient des mêmes zones géographiques que pendant le demi-siècle précédent. Les deux Castille et les provinces du Nord-Ouest demeurent le vivier de Madrid. Les gens de Santander, du Pays basque, de Navarre et de la Rioja viennent à Madrid avec l'ambition de réussir dans le commerce ou dans le bâtiment, et c'est en effet le cas de Francisco de las Rivas qui fait fortune dans le commerce de détail du textile, des Fernández Casariego, Manzanedo, Finat, Anduaga, Murga... Les Galiciens et, dans une moindre mesure, les Asturiens, hommes et femmes, fournissent l'essentiel du personnel de service. Quelques Andalous viennent dans la capitale avec des ambitions politiques. Beaucoup de ces immigrés circulent au fil des pages des romans de Pérez Galdós.

Les étrangers deviennent plus nombreux : environ 5 000 en 1848, beaucoup plus en 1860, surtout les Français, qui étaient 1 367 en 1848 et près de 10 000 en 1860, devançant de beaucoup les Italiens. On voit même se créer un *Journal de Madrid* qui assure la défense des intérêts français ; un collège français est créé en 1856, géré par l'hôpital Saint-Louis-des-Français, suivi de deux écoles laïques qui reçoivent six instituteurs et dont le consulat de France prend la gestion. L'Alliance française créée en 1844 est un autre signe de ce retour des Français.

Les Français se consacrent à des activités économiques précises. Après l'échec du grand magasin Ville de Madrid, sur le modèle parisien, ils se spécialisent dans la façon et le commerce des vêtements : lingères, corsetières, chemisiers, gantiers, etc. Il faut compter aussi avec deux ou trois grands chausseurs et les fabricants de parapluies ou les miroitiers. Deux des principaux libraires madrilènes sont français : Monnier et Bailly-Baillère. Monnier, établi à la Carrera de San Jerónimo, devenu Durán, est le rendez-vous des députés les plus cultivés des Cortes. Selon Pérez Galdós, on rencontre dans l'étroite boutique bon nombre d'intellectuels et d'hommes politiques dont plusieurs de premier plan, tels Cánovas del Castillo, Castelar, Echegaray, Pi i Margall, Giner de los Ríos, Canalejas, Gabriel Rodríguez... Au cours des

années agitées 1868-1873, des livres comme *L'Histoire des Girondins* de Lamartine ou *De la Démocratie en Amérique* de Tocqueville connaissent un grand succès. Mais *La Comédie humaine* de Balzac, les œuvres de Michelet, celles des romantiques allemands, Goethe, Schiller, Heinrich Heine, les tragédies et comédies de Shakespeare, font partie du fonds de roulement de « l'humble librairie¹³⁷ ».

Mais c'est dans une tout autre activité, la boulangerie, et surtout la fabrication du pain, que les Français, ou plus exactement les Auvergnats, exercent un quasi-monopole. Nombreux à Madrid aux XVII^e et XVIII^e siècles, les Auvergnats, presque tous Cantaliens, sont revenus en force après la restauration de Ferdinand VII. En 1837, sur 366 immatriculations de Français à Madrid, 198 concernent des Cantaliens ! Ce n'est pas, comme on l'écrit parfois, que les Auvergnats aient appris aux Madrilènes à faire le pain... L'excellent pain *candeal* (ou *candial*) est bien antérieur à la venue des Auvergnats. En réalité, ceux-ci se sont formés sur place. Mais ils ont compris le parti à tirer du « manque dramatique de boulangeries » à Madrid à une époque où le pain était l'aliment de base de plusieurs dizaines de milliers de Madrilènes. Les enquêtes menées dans la capitale en 1837-1841, 1857-1859, 1866 (année de crise grave), 1880, ont révélé l'importance des Cantalous dans ce secteur de la production alimentaire : en 1880, 50 *tahonas* (ateliers de fabrication du pain) sur 85 et 14 fours sur 26 sont tenus par des Cantaliens, la plupart jeunes (de 20 à 30 ans), célibataires, parfois analphabètes, qui restent à Madrid 6, 8, 10 ans, ou définitivement s'ils épousent une Espagnole. Bien intégrés, ils ont donné des noms locaux à leurs boutiques surtout situées dans les rues du centre.

Au début du xx^e siècle, les boulangers français sont toujours nombreux à Madrid : le boulanger établi rue de l'Espejo près de la place de l'Orient qui apparaît au chapitre VII de *La forja de un rebelde* d'Arturo Barea est un Français. Malgré un incident sérieux avec les gamins du quartier et leurs parents qui lui vaut d'être traité de « gavache », il conserve sa clientèle « parce qu'il faisait le meilleur pain du quartier »¹³⁸.

Bien entendu, le doublement de la population en 50 ans (250 000 à 270 000 habitants de plus) a rendu indispensable la conquête de nouveaux espaces urbains. Depuis longtemps, l'Ensanche était à l'ordre du jour, comme il l'était à Barcelone : la métropole catalane s'était d'ailleurs déjà

lancée dans une entreprise du même genre avec l'*Eixample* (l'extension), suivant le plan de l'ingénieur Costa. De toute façon, Madrid explosait : au-delà de la vieille enceinte, d'ailleurs très dégradée, de Philippe IV, des ponts de Vallecas ou de Tolède et vers le nord, dans le secteur de Chamberi, de nouveaux quartiers surgissaient, dans un désordre total.

Urbanisation ? De l'Ensanche à l'Extrarradio

Successivement, Mendizábal en 1843 et 1847, des urbanistes comme Merlo en 1846, Mariano de Alba en 1847 avaient proposé un plan d'agrandissement ordonné de Madrid qui supposait la suppression de l'enceinte (*cerca*). Vainement. Cependant, la conjoncture était devenue très favorable : l'abondance de l'eau assurée avec l'arrivée du « canal d'Isabelle » et la perspective de voir Madrid devenir le centre réel du territoire national grâce au réseau ferré en projet garantissaient une croissance de longue durée ; enfin, l'établissement de puissants établissements bancaires dans la capitale, le Crédit mobilier espagnol lancé par les frères Pereire et la Société espagnole commerciale et industrielle, protégée par les Rotschild, signifiait un afflux de capitaux. C'est à cette époque que Madrid devenait « la capitale du capital espagnol¹³⁹ ».

Le décret royal du 8 avril 1857 parut donner le coup d'envoi d'une croissance urbaine maîtrisée capable de créer « une capitale digne de la monarchie » : il décida la mise en œuvre d'un plan organique auquel devaient collaborer toutes personnes et institutions concernées : l'Ensanche. En 1858, Carlos María de Castro fut chargé de l'élaboration de ce plan. Il présenta un projet qui faisait une place notable aux considérations hygiéniques (aération, hygiène publique, services de voirie urbaine), mais qui se fondait sur une ségrégation spatiale : les diverses *barriadas* projetées supposaient en effet une répartition de la population selon des critères sociaux et fonctionnels. La collaboration espérée ne vint ni de la municipalité, qui renonça à s'impliquer dans l'organisation de l'extension urbaine, ni du capitalisme financier madrilène. À partir de 1860, Madrid eut à sa portée « une deuxième opportunité [après celle née des désamortissements] de transformer son centre en le connectant efficacement à une croissance organisée de la périphérie ». Le projet de Castro fut dénaturé et le plan mis en route, de façon empirique à partir de 1860, un peu plus

rationnelle à partir du nouveau décret de 1864. Mais la réalisation, éloignée du projet de Castro, fit la part belle aux propriétaires qui jouirent d'une grande liberté, soit pour réaliser la demeure de leurs rêves, soit pour construire des immeubles locatifs de rapport, puisque la propriété urbaine immobilière était devenue la principale industrie de Madrid ! Il ne fut pas question de grands boulevards, de grandes voies traversant les mailles étroites du tissu urbain, de grands édifices représentatifs qui puissent donner à la vieille Villa y Corte l'aspect d'une grande capitale moderne et européenne ; le projet de l'Ensanche n'avait aucune amplitude et les problèmes qui étouffaient le développement des quartiers *extramuros* de Madrid demeurèrent. Ils expliquent les innombrables plaintes des années 1920 à propos de la salubrité et de l'hygiène du vieux Madrid et du chaos et de la saleté de l'Extrarradio madrilène¹⁴⁰.

À partir de 1868, les quartiers situés dans les espaces urbains conquis par l'Ensanche se peuplèrent rapidement, tandis que les quartiers trop denses du centre (Bordadores, Postigo, Puerta del Sol) perdaient une petite partie de leur population. Les districts en croissance rapide (plus de 9 000 habitants en 10 ans) furent le *barrio* (quartier) de Salamanca, Chamberi et Pozas et, à un degré moindre, Delicias, Peñuelas, porte de Tolède. Cependant, en 1878, la plus grande partie du *barrio* de Salamanca était encore libre de constructions. Après 1878, Chamberi, Pozas, Argüelles continuèrent leur croissance rapide : ainsi, de 1878 à 1895, Chamberi gagna 19 558 habitants.

Chacune des trois composantes de l'agglomération madrilène avait un aspect différent : dans l'Ensanche, qui devint un secteur résidentiel, les normes d'urbanisme étaient bien définies. La hauteur des maisons pouvait atteindre 20 mètres ; cependant, la surface au sol des constructions était libre, de sorte qu'il n'y avait pas d'uniformité. Dans le quartier de Salamanca par exemple, où alternaient les résidences vastes et les petites maisons, en 1895, près de 20 % des logements se trouvaient au 3^e ou au 4^e étage, ce qui prouve que les maisons hautes n'étaient pas rares. Dans Peñuelas, certaines résidences qui avaient 30 mètres de façade couvraient 900 mètres carrés de terrain avec des cours intérieures de 100 mètres carrés. La zone de l'Extrarradio qui n'obéissait à aucune règle d'urbanisme était l'image de l'anarchie immobilière : maisons en pierre de taille ou en briques, pièces obscures, WC parfois installés

dans la cuisine ! Plus de 14 % des logements étaient en sous-sol et 46,6 % en rez-de-chaussée : les maisons basses étaient donc la règle et il s'agissait souvent d'autoconstruction. Quant au centre historique, il s'était développé en hauteur, comme on le sait : plus de 20 % des logements, et souvent davantage, se trouvaient aux 3^e et 4^e étages. À partir de 1860, un 5^e étage n'était pas si rare ! La nomenclature était la suivante : sous-sol (*bajo*), entresol, *principal*, deuxième, troisième¹⁴¹.

Aucun doute : la capitale du XIX^e siècle n'a aucune unité architecturale. Certes, le Paseo del Prado est une des belles promenades européennes. Mais, comme l'observe Bernard Bessière, « ce qui frappe, au premier regard, c'est le caractère hétéroclite des réalisations formelles ». Voyez plutôt : quelques édifices néomudéjar dispersés dans le tissu urbain, comme la nouvelle *plaza de toros* construite en 1874 à l'entrée de la route d'Aragón qui associe briques et azulejos, et, fin XIX^e, l'immeuble du marquis de Cubas, ou celui construit par l'architecte Repulles y Vargas rue Claudio Coello. Mais voici, d'une esthétique toute différente avec le choix d'un matériau moderne, le fer, le grand viaduc et, près du Retiro, pour servir de cadre à une exposition florale, le séduisant palais de Cristal. Rien à voir avec l'église de la Concepción de style médiéval ou la cathédrale de style néogothique, heureusement disparue, qui s'accordait mal avec son vis-à-vis, le palais d'Orient. Ni avec les immeubles Arts déco tels que le théâtre Beatriz¹⁴².

Grâce aux écrivains, et surtout à Pérez Galdós, on connaît l'organisation de la plupart des logements de la classe moyenne modeste, tel celui des Villaamil décrit dans *Miau* : un couloir rectangulaire presque toujours obscur qui fait office de vestibule et d'antichambre, le sacro-saint bureau (*despacho*), le salon de réception (*sala*) – pièce indispensable à toute famille « qui se pique d'être bien », en somme la marque d'un statut social –, parfois prolongé par un cabinet ou salon inspiré de l'exemple français, la salle à manger (*comedor*), les chambres. Ces pièces sont en général tapissées de papier peint. Enfin, la cuisine avec une petite dépense. Malgré le canal de Lozoya, la plupart des appartements n'ont pas encore l'eau courante et la salle de bains n'existe pas. Le mobilier est varié, mais rarement de valeur : armoires et commodes de grande taille, nombreux miroirs dans leurs cadres dorés, écritoirs, quelques vitrines, un piano, pièce essentielle du décor de la *sala*, rideaux et tentures, portraits

de famille. Pour le chauffage, cheminées à la française alimentées au bois et braseros¹⁴³.

À partir de 1868, l'occupation progressive des terrains de l'Ensanche et de l'Extrarradio et les prix élevés du terrain et des loyers dans l'Ensanche expliquent le développement d'un nouvel espace résidentiel hors du municpe. Ainsi, l'essor de la capitale avait créé une agglomération de Madrid qui débordait les frontières du municpe : ces nouveaux quartiers étaient appelés *carabancheles*. En 1895, ces quartiers comptaient 919 maisons et plus de 5 000 habitants. Il s'agissait d'espaces soignés dont les rues bien pavées étaient plantées d'arbres. Les *carabancheles* disposaient de centres d'enseignement, de services culturels, de commerces importants, et ils ne manquaient ni d'édifices notables ni même de demeures somptueuses, telle cette Suertebella décrite dans *La Familia de León Roch*¹⁴⁴. Cependant, ils accueillaient aussi des manufactures, un hôpital militaire, une école de tir, un asile d'aliénés.

En 1900, Madrid recensait 143 319 logements et 528 994 habitants. Cependant, en raison du coût élevé des loyers, 8 646 de ces logements (environ 6 %) étaient inoccupés. Presque tous les logements de la capitale étaient loués, rares étaient ceux occupés par leurs propriétaires. Comme lors des années 1830 et 1840, la location d'appartement était devenue une des principales activités économiques de Madrid. Ringrose et Santos Juliá persistent : « À Madrid, ce sont les propriétaires qui commandent, et les propriétaires, quand ils sont éclairés comme Mesonero, se satisfont de construire leur propre maison, avec une rue propre et ordonnée, le café, le théâtre et la promenade pour les temps de loisir, avec un logement pour l'ouvrier, un asile pour le pauvre, un hôpital pour le malade et la prison pour le délinquant¹⁴⁵... »

Pourtant, à partir de 1870 avaient fleuri les projets de « constructions économiques » destinées à la classe ouvrière, patronnés par diverses sociétés : la Sociedad Económica Matritense (Société économique madrilène) en 1870, El Porvenir del Artesano (l'Avenir des artisans) en 1873, la Constructora Benefica en 1875, la Constructora Mutua en 1882. Toutes ces sociétés bénéficièrent de dons divers, mais les résultats de leur action furent très modestes. Ainsi, la Constructora Benefica avait construit en 1881 quatre groupes de maisons situées dans les quartiers de Pacifico et Bellas Vistas, 66 maisons au total. Et en 1891, elle édifia une

maison collective pour 15 familles avec des loyers mensuels très avantageux, compris entre 22 et 37 pesetas¹⁴⁶.

Toutefois, les adversaires de ces constructions qui, en raison du prix des terrains, étaient reléguées dans des quartiers éloignés ne manquaient pas. Car, selon eux, le résultat inévitable serait la ségrégation sociale, qui, à la longue, produirait l'insalubrité, la corruption matérielle et morale. L'hygiéniste Francisco Méndez Álvaro préconisait les « maisons mixtes » habitées par des gens issus de classes sociales distinctes et comportant des appartements dont le loyer n'excéderait pas 20 à 30 pesetas mensuelles. Mais la municipalité, quoiqu'elle eût préparé en 1878 un projet de loi sur la « construction de quartiers ouvriers », demeura inactive.

Elle préférait se consacrer aux travaux qui donnaient à Madrid l'allure d'une capitale. Au milieu du siècle était enfin terminé le théâtre Royal, inauguré en 1850. Dans le même quartier, la place d'Orient était achevée. Pendant la décennie 1850, les travaux d'agrandissement de la Puerta del Sol sont menés à bien et les façades de ses édifices dotées de six étages bien alignés. Sur le terrain jadis occupé par le couvent de l'Esprit-Saint est construit le palais des Cortes, tandis qu'en lisière des terrains de l'Ensanche s'élève un important édifice destiné à la Bibliothèque nationale et aux Musées nationaux.

La carence d'une politique du logement en dépit d'une croissance rapide et la faiblesse d'un grand nombre de salaires expliquent l'aspect misérable de nombreux quartiers à la fin du XIX^e siècle, notamment dans les quartiers sud, dans l'Ensanche et dans une grande partie de l'Extrarradio. Ainsi, dans l'Ensanche, quelque 2 000 baraques ou cabanes sordides (*chabolas*) avaient surgi, surtout dans les rues Magallanes, Villahermosa et à Peñuelas.

Pérez Galdós écrit *La Desheredada* à la fin des années 1870 : Isidora, le personnage principal du roman, rend visite à sa tante qui loge précisément dans ce quartier de Peñuelas. Elle passe par les rues Ercilla, Labrador, par le barranco de Embajadores, au-delà de la Ronda. Elle croit un instant se trouver face à une « caricature de ville faite de carton pourri » : boutiques misérables, façades mesquines et décrépites, enseignes ignobles, multitude d'enfants presque nus qui jouent dans la fange, eaux sales qui charrient les débris des teintureries, dépotoirs, cabanes, bicoques, toits faits de bidons assemblés, portes qui sont des portières

d'autobus, verrières sans verres, lente progression de charrettes surchargées tirées par des bêtes de somme, murmure des passants qui, à chaque pas, profèrent une grossièreté... « Tout ici est vieillesse et pourriture, tout est près de s'ébranler et de s'effondrer. C'est une ville mouvante faite de ruines¹⁴⁷. »

Dans les quartiers les plus défavorisés de Madrid, l'entassement des pauvres, privés de toute ressource, avait suscité la prolifération de logements insalubres : sur la Ronda de Tolède, le « *parador de Santa Casilda* » (!), amoncellement de pièces misérables alignées en galeries superposées. On y accédait par une grande cour (*corralón*) pleine de tas d'ordures, de débris et de déchets de toutes sortes. Au-delà du pont de Tolède, sur la rive gauche du Manzanares, le faubourg des Cambronerías abritait une foule de miséreux. À l'approche du pont de Ségovie, la Quinta de Valdemoro était une accumulation de vieilles maisons démantibulées louées à 6 pesetas par mois, dont les portes ornées parfois d'azulejos à l'effigie de San Isidro attestaient une fortune perdue¹⁴⁸.

Les pauvres valides cohabitaient avec un régiment d'aveugles, de boiteux, de paralytiques dont la mendicité était l'activité permanente, surtout lorsque le couvent du Sacré-Cœur eut supprimé sa soupe quotidienne. Entre autres églises, celle de la paroisse San Sebastián était l'un des lieux stratégiques de la mendicité, surtout son entrée nord dont les deux portes donnaient sur les rues de Huertas et San Sebastián ; elles étaient gardées du matin au soir par une armée de pauvres « guettant le passage de la charité » : vieillards pleins d'audace, vieilles indomptées, aveugles rabâcheurs, renforcés par des enfants d'une agressivité irrésistible, alignés selon un ordre indiscuté. Les pauvresses les plus anciennes avaient le droit de quêter à l'intérieur, près du bénitier¹⁴⁹.

Un taux de mortalité particulièrement élevé identifiait les quartiers de misère. Même en éliminant les morts des institutions bénéfiques établies dans ces districts, le taux de mortalité de la Inclusa double presque celui du Centro et les taux de Universidad, Latina et Hospital étaient aussi très supérieurs (50 %) à ceux de Palacio, Buenavista ou Congreso¹⁵⁰ (voir carte des districts).

L'ascension sociale de plusieurs « nouveaux riches » avait été foudroyante, grâce à la spéculation immobilière rendue possible par les désamortissements, par la croissance rapide

de Madrid, la conquête de nouveaux terrains gagnés sur la périphérie, l'aménagement de vastes lotissements. Les emprunts d'État fournissaient un autre terrain de manœuvre idéal à la spéculation et la Bourse tenait son rôle. Le marquis de Salamanca est sans doute le personnage emblématique de ce mouvement et, dans le domaine de la fiction, on songe au marquis de Fúcar, création de Pérez Galdós dans *La Famille de León Roch* ; l'auteur, sans doute, choisit ce nom par référence aux Fugger (car en espagnol Fugger se disait Fúcar)¹⁵¹.

Cependant, la plupart des « nouveaux riches » ne pensaient, observent David Ringrose et Santos Juliá, qu'à édifier leurs nouveaux palais sur les terrains jadis occupés par la vieille noblesse ou par les couvents : là où avaient vécu les ducs de l'Infantado, de Híjar, de Najera, de Montemar s'installent désormais un Narváez, un Murga, un Canga Argüelles, un Rivas, un Matheu, ou les marquis de fraîche noblesse (Salamanca, Riera). Ils cherchent seulement à donner plus d'apparence extérieure à leurs nouvelles résidences, tandis que la vieille noblesse ne proposait le luxe de ses tapis ou de ses toiles de maîtres qu'à ses intimes¹⁵².

Cette prospérité récente de nombreuses familles, les goûts de luxe, le désir de paraître avaient suscité une course aux titres de noblesse dont l'État monarchique faisait commerce : les marquis proliféraient, donnaient des réceptions brillantes, faisaient des collections d'objets d'art : tapis, toiles de maîtres, porcelaines, orfèvrerie... et ils faisaient en sorte qu'elles soient connues. La mode des sorties en voiture s'était répandue, au point de devenir une forme de parade sociale. Lisons Benito Pérez Galdós. Avant que son épouse ne sombre dans la bigoterie délirante qui devait conduire leur mariage au naufrage, León Roch, pour complaire à sa femme, « ne s'exemptait pas de l'habitude insipide qui illustre la vie des riches dans cette capitale. On le voyait donc avec sa femme à la promenade des voitures dont tout le charme tient d'abord à une réunion générale à heure fixe ; on fait alors quelques tours en ordre de parade, une voiture derrière l'autre, pas à pas, paresseux défilé militaire, de telle sorte que les dames installées sur les fauteuils arrières des calèches sentent sur leur visage le souffle des chevaux de la voiture suivante¹⁵³ ».

Le 2 mai 1808, le peuple de Madrid était devenu un grand acteur de l'histoire. Il allait le demeurer désormais tout au long des XIX^e et XX^e siècles en prenant l'initiative de journées décisives, le plus souvent révolutionnaires et responsables de la chute des régimes ou des personnes au pouvoir, même si, dans la plupart des cas, le peuple victorieux remettait gratuitement le pouvoir qu'il venait de conquérir à un individu ou à un groupe. Gratuitement, parce que ce peuple manquait d'une conscience politique claire, méditée et transformée en programme. Ce fut notamment le cas au XIX^e siècle : les Madrilènes furent les acteurs véritables des *pronunciamientos* dont des militaires (Espartero, O'Donnell, Narváez, Prim) ou les souverains qu'ils choisirent furent, au moins en apparence, les bénéficiaires.

Plusieurs de ces « journées » ont déjà été évoquées ou racontées dans ce livre. Après le 2 mai 1808, ce furent les journées de juillet 1822, le 29 septembre 1830, le 17 juillet 1834, le 7 octobre 1841, entre autres. Les décennies 1850 et 1860 sont particulièrement fertiles en actions populaires aux dépens d'un gouvernement, d'une souveraine ou en faveur d'un général, voire d'un nouveau régime.

Faisons un sort particulier aux journées de juillet 1854, connues parfois sous le nom de Vicalvarada parce que l'un des épisodes essentiels de ces journées a eu le village de Vicalvaro, très proche de Madrid, pour théâtre : car il s'agit d'une situation révolutionnaire exceptionnelle avec barricades et combats de rues d'une violence que Madrid ne devait plus connaître jusqu'en 1936. Étrangement, plusieurs historiens de talent négligent cet épisode. La jeune reine Isabelle avait alors choisi comme président du Conseil des ministres un journaliste modéré, Sartorius, dont elle avait fait le comte de San Luis : celui-ci avait, dans un premier temps, gagné la confiance des hommes d'affaires et des financiers qui dominaient la vie madrilène, et renvoyé sur leurs terres les généraux O'Donnell, Bravo Murillo et leurs troupes. Les militaires qui tentèrent de retrouver pouvoir et privilèges, comme Leopoldo O'Donnell, ne réussirent pas d'emblée à mobiliser en leur faveur la population madrilène qui n'avait rien à gagner dans cette confrontation. Ce furent les oppositions provinciales qui déclenchèrent la révolution à Madrid : une importante grève des travailleurs du textile à Barcelone, la forte hausse des prix des subsistances à cause des exportations de grains en Angleterre privée du blé russe par la guerre de Crimée, qui avait suscité des émeutes à

Valladolid ou Grenade, provoquèrent la formation de juntas provinciales qui réclamèrent le renvoi du ministère.

Le remplacement, le 17 juillet, de San Luis par Fernando de Córdoba qui chercha à associer modérés et progressistes ne ramena pas le calme. Une corrida servit de prétexte et d'occasion pour rameuter la foule qui revenait des arènes : une proclamation datée de ce 17 juillet, revendiquée par un « comité libéral » et assortie d'un appel aux armes, déclencha l'insurrection. Les émeutiers, quelques meneurs obscurs inspirés par des activistes habiles, lancèrent les manifestants sur les résidences du marquis José de Salamanca, de Sartorius, d'Esteban Collantes, du comte de Vistahermosa, qui furent mises à sac et dont le mobilier fut incendié, comme les résidences des ministres du Développement (*Fomento*) et des Finances (*Hacienda*) ; la garde qui protégeait le palais de la reine mère Marie-Christine ouvrit le feu sur les manifestants. Des barricades furent érigées. Le 19 juillet, des combats sanglants eurent lieu sur la placette de Santo Domingo et sur la Plaza Mayor, puis dans le quartier de Platerias où la cavalerie chargea, où l'artillerie entra en action. Bilan : une cinquantaine de morts et de nombreux blessés.

L'annonce de la formation d'un nouveau gouvernement où entraient des libéraux connus comme tels ne parvint pas à apaiser la population ! Madrid était couverte de barricades, surtout dans les quartiers sud, et des tireurs installés sur les balcons protégés par des matelas et des coussins entassés couvraient les défenseurs des barricades. Deux juntas s'étaient constituées pour organiser la rébellion : la junta de Sauvegarde, Défense et Armement dirigée par le vieux général San Miguel, et la junta du quartier sud, de caractère plus populaire, établie rue Toledo et dirigée par le torero Pucheta. Démocrates ou progressistes tentèrent d'utiliser le chaos initial pour donner un contenu politique à la révolution, mais ils étaient trop peu nombreux et trop mal préparés pour réussir. Plus tard, Pi i Margall accusera les leaders démocrates de n'avoir pas pris l'initiative d'une politique sociale qui aurait pu rallier la classe ouvrière naissante de Madrid à l'idée d'une république.

La bourgeoisie madrilène vivait déjà dans la terreur d'une révolution sociale. Le 27 juillet, après quelques journées d'agitation révolutionnaire, les politiciens « progressistes » portés au pouvoir par l'émeute jugèrent nécessaire de réprimer toute atteinte à la propriété ! La junta présidée par

le général San Miguel, que la rue n'impressionnait guère et qui voulait en finir avec le sang et l'anarchie, absorba sans effort la junte populaire du quartier sud, dont le leader, Pucheta, devint rapidement « l'instrument aveugle et faible des réactionnaires ». Mais la junte eut le temps d'exercer la justice populaire : deux policiers haïs, Francisco Chico et son acolyte El Cano, furent capturés, jugés sommairement et fusillés sur la place de la Cebada. Les émeutiers avaient le sentiment d'une revanche obtenue grâce à un transfert provisoire du pouvoir.

Les révolutionnaires, et avec eux quelques diplomates étrangers, avaient pu croire qu'Isabelle n'avait plus qu'à abdiquer au bénéfice d'une révolution démocratique dont les militaires auraient été les accoucheurs involontaires. Le fouriériste Fernando Garrido, revenu de Londres où il avait vécu en exil depuis 1851, publiait *L'Écho des Barricades*, manifeste démocratique et antimonarchiste.

Cependant, Isabelle II sauva son trône. La junte de San Miguel recommanda le renvoi du ministère qui avait affronté la rue et l'appel à Espartero. Après une première proclamation datée du 19 juillet et signée de San Miguel, Isabelle lança le 27 juillet un appel au duc de la Victoire. Un manifeste de Cánovas del Castillo alla dans le même sens. Garrido tenta vainement, en publiant un manifeste vibrant, *Espartero et la Révolution*, de désolidariser le nouveau président du Conseil des ministres de la reine. Espartero accepta le poste, mais refusa de s'identifier à un radicalisme démocratique. Les ovations triomphales qu'il reçut et le soutien populaire dont il jouit pendant les deux années suivantes, qualifiées de « biennale progressiste », le persuadèrent, estime Raymond Carr, qu'il était « un symbole au-dessus des partis, l'homme sorti du rang qui était parvenu à contenir à l'intérieur de lui-même les aspirations d'une nation entière... Ce fut cette conviction d'être indispensable à la nation qui lui fit rejeter le rôle de leader du parti progressiste pour celui de Christ souffrant de la politique espagnole¹⁵⁴ ». Il se priva volontairement du soutien du seul parti qui aurait pu le maintenir au pouvoir. Et lorsque, en juillet 1856, il eut le sentiment d'un divorce avec une partie de l'opinion, lorsque la milice nationale fut dissoute par son ministre de l'Intérieur, lorsque, comme en 1854, les barricades s'érigèrent dans les rues de Madrid, lorsque le général Serrano fit tirer au canon sur le palais des Cortes, il démissionna en faveur de Leopoldo O'Donnell. Mais si la

Constitution élaborée pendant sa présidence ne fut jamais appliquée (*la nonnata* !), si plusieurs de ses réformes furent annulées, au moins le désamortissement fut-il achevé avec les lois de Madoz ! Et les modérés revenus au pouvoir avec Narváez les conservèrent.

La San Daniel, journée du 10 avril 1865 au cours de laquelle la Garde civile chargea les étudiants qui manifestaient après l'exclusion de l'université d'Emilio Castelar, le directeur du journal *La Democracia* qu'il avait fondé en 1864, fut encore une journée sanglante, sans comparaison cependant avec celles de juillet 1854. En revanche, la révolution de 1868 qui provoqua la déchéance (provisoire) de la dynastie et le départ d'Isabelle II pour l'exil fut une révolution pacifique ou presque qui suscita l'enthousiasme d'un témoin, le jeune peintre français Henri Regnault, prix de Rome, auteur d'un remarquable portrait de Prim. Une balle prussienne reçue en 1871 à Buzenval, en plein front, priva Regnault d'une grande carrière. Ses lettres à son père, notamment celle du 29 septembre 1868, illustrent le climat de cette révolution.

« Dans *Le Figaro* nous lisons des récits insensés : Madrid, à l'entendre, était à feu et à sang ; erreur, mensonge... Au moment où nous arrivons sur la place [la Puerta del Sol], nous apercevons un grand drapeau jaune et rouge, sur lequel sont écrites ces paroles : *Viva el pueblo ! Abajo los Borbones !* C'est un monsieur très bien mis qui le porte. Il est entouré de fanatiques qui crient, qui gueulent, aboient... Toutes les rues qui tombent sur la Puerta del Sol sont remplies de monde. Un nouveau drapeau rouge et noir apparaît avec ce titre : *Soberania nacional*. Nouveaux vivats, nouveaux applaudissements. De tous côtés : *Fuera la reina ! Muerte a los Borbones !* [...].

« En un instant, tous les balcons de la Gobernación (ministère de l'Intérieur) sont couverts de gens qui grimpent comme des chats le long des pierres et se servent des tuyaux en plomb pour le gaz comme de cordes à nœuds. De nouveaux drapeaux avec les mêmes devises arrivent sur la place et sont acclamés par des cris frénétiques. On voit voler en l'air les chapeaux, les casquettes, les mouchoirs... En quelques minutes, les maisons de la place et des rues voisines sont pavoisées, à tous les étages, de rideaux et de draperies de toutes couleurs... Partout où les mots *rey* et *reina* sont inscrits sur les enseignes, ils sont détruits avec rage à coups de marteau. Tous les écussons portant des

armes royales sont démolis en un instant ou couverts d'une étoffe noire. Les rues qui portent le nom de Reina, Principe, sont débaptisées en une seconde et reçoivent les nouveaux noms de calle Prim, calle Dune, etc. La Gobernación se décide à arborer le drapeau du peuple et à pavoiser ses balcons. Triomphe de la foule : elle redouble ses cris et ses applaudissements [...]. Les gendarmes à cheval chargés de maintenir l'ordre arrachent alors leurs épaulettes, leurs décorations, les jettent au peuple en criant *Viva el pueblo !* [...].

« Arrive d'une des rues adjacentes un lieutenant-colonel des troupes révolutionnaires : nouveau triomphe. On lui fait escalader le premier étage [...]. Il annonce l'arrivée prochaine de deux généraux révoltés, Prim et je ne sais plus quel autre. L'image de Prim, à cheval, est attachée sur le drapeau du peuple fixé au balcon du milieu. Le gouverneur reparait et salue le peuple, la main sur le drapeau.

« La révolution est triomphante : la ville de Madrid est rendue sans qu'une goutte de sang ait été répandue... Nous avons parcouru la ville dans tous les sens, et partout nous avons trouvé la même tranquillité et le même silence, troublés seulement par les cris de *Viva la libertad ! Abajo los Borbones !* Prim arrive demain [...]. Pas de sang versé ! Voilà qui est bizarre dans une révolution : pas de pillage, pas de cruauté. Je n'aurais jamais cru à une pareille dignité¹⁵⁵. »

Les lettres suivantes datées des 4 et 11 octobre confirment une révolution tranquille. Il y a tout de même eu l'assassinat d'un politique déchu, ce qui a déclenché l'ire de Prim.

Ces journées souvent décisives qui ont pu provoquer la chute d'un ministère ou même d'un régime confirment que Madrid est bien devenu le cœur politique du pays. D'ailleurs, la ville est le siège des Cortes qui ont désormais leur palais et sont devenues l'une des curiosités de la capitale. Au cours de cette période, les Cortes ont été à plusieurs reprises « constituantes », c'est-à-dire chargées d'élaborer une Constitution, occasion évidente de débats passionnés qui sont devenus des spectacles à la mode, très courus par les femmes élégantes ou les provinciaux en visite, voire les étrangers. À l'occasion de ses « vacances en Espagne », Edgar Quinet avait assisté en novembre-décembre 1843 aux débats agités qui avaient précédé la chute d'Olózaga accusé par la jeune reine Isabelle II de lui avoir fait violence pour lui arracher un décret de dissolution des Cortes. Il avait écouté les plaidoyers enflammés de Bravo Murillo, Posada, Castro y

Orozco contre Olózaga et le parti progressiste. Il avait entendu avec admiration l'un des défenseurs d'Olózaga. « Cet instant fut sublime¹⁵⁶. »

Vingt-cinq ans plus tard, en 1868, après la chute et le départ en exil d'Isabelle II, les Cortes ont mis en chantier une nouvelle Constitution. Dans *España sin Rey, España tragica* et *Amadeo I*, Benito Pérez Galdós, qui s'est installé à Madrid en 1862, et dont on devine qu'il a fréquenté assidûment les Cortes, évoque longuement les débats et les affrontements des députés. Malgré l'habileté du romancier, ces livres sont, surtout les deux premiers, d'authentiques reportages. Comme il s'agit de définir la nature du nouveau régime, monarchie ou république, toutes les tendances s'expriment, toutes les options sont défendues. Parmi les monarchistes, les carlistes nostalgiques de « la cause » reprennent espoir : « Un roi étranger ? Jamais ! – Je vois que vous êtes des nôtres. Charles VII est notre roi. Le seul roi possible. – Je ne suis pas d'accord. Je vote contre. Gardez votre roi ! » Tandis que pour certains, « le carlisme est une aberration de cerveaux malades », d'autres dressent les listes des « personnes anxieuses de donner leur vie pour la cause ». En fait, le courant carliste ne manque ni de réalité ni de force et, en avril 1872, pendant le règne d'Amédée I^{er}, don Carlos lancera de Genève un appel à l'insurrection, qui déclenchera la troisième guerre carliste.

En marge de ces événements, le 4 novembre 1868, Giuseppe Fanelli, envoyé par Bakounine et délégué de l'AIT (Alliance internationale des travailleurs), débarque à Madrid : il réunit quelques républicains en recherche d'idéal dans la maison d'un lithographe catalan, leur expose les statuts de l'AIT que ses auditeurs, qui ne parlent aucune langue étrangère, croient comprendre. Mais l'anarchisme se développe très lentement à Madrid : en 1870, la section madrilène de l'AIT ne compte que 200 membres, quand celle de Barcelone en a plus de 10 000. Les attentats meurtriers des tenants de l'action directe ne doivent pas tromper sur l'importance de l'anarchisme madrilène à cette époque.

Pendant ce temps, les monarchistes cherchaient toujours un candidat satisfaisant : la candidature du duc de Montpensier avait surgi de nouveau, puis celle de Fernando de Portugal, sans parler de la candidature allemande de Léopold de Hohenzollern. « Les scandales du règne de cette pauvre Isabelle, mal nommée la seconde » réduisent provisoirement au néant les chances de son fils Alphonse. Et,

en mars 1870, le duel entre Henri de Bourbon, cousin de la reine, et le duc de Montpensier, son beau-frère, qui se termine par la mort d'Henri de Bourbon, réduit à néant les chances de Montpensier (Pérez Galdós consacre plusieurs pages à l'événement et à ses effets)¹⁵⁷.

Débats d'idées ! Les héritiers des apostoliques maudissent « l'*Encyclopédie*, Voltaire, d'Alembert, Diderot et toute la taïfa des précurseurs et acteurs de l'infamale Révolution française », responsable de la corruption des mœurs espagnoles, du « vide moral de cette génération ». L'un des traditionalistes les plus acharnés, Celestino Tapia, règle leur compte à ces pauvres progressistes, « un troupeau de moutons qui ne savent même pas bêler », et aux démocrates, « perroquets empaillés dotés d'un mécanisme qui sonne les trois coups de Liberté ! Égalité ! Fraternité ! Ils ne valent rien. Ils disparaîtraient au moindre souffle s'ils n'avaient à leur tête ce petit homme chétif et livide, ce Prim, un monstre [...] dont la perversité n'a d'égale que l'intelligence. Il a pris l'Espagne et l'a mise dans sa poche ».

Pérez Galdós ne s'arrête pas à ces discours outranciers, ni aux critiques acerbes de dames élégantes à l'adresse des orateurs républicains ou progressistes. Ce sont sans doute des *moderadas*, restées fidèles à Narváez ou Sartorius. Il observe avec finesse les bonnes relations qu'entretiennent les députés des camps opposés. Il s'amuse au spectacle d'un cicérone parlementaire tout heureux de désigner à un groupe de jeunes dames et demoiselles provinciales les députés de tous les partis et surtout des progressistes : « Celui-ci, à la longue barbe blanche, c'est Montero Telling, Galicien et progressiste [...] plus loin, Moncasi, le grand progressiste aragonais [...]. Plus haut mon ami Álvaro Gil Sanz et, dans la rangée la plus basse, vous voyez Moreno Benítez, Milans del Bosch, Paul y Angulo [un bravache dont le romancier cite un important fragment de discours], Frasco Monteverde, et les meilleurs amis de Prim. Regardez plus bas, et vers la gauche, ici vous avez Cánovas, dont on dit qu'il a beaucoup de talent. Dommage qu'il ne soit pas progressiste ! Les républicains, qui éveillent le plus de curiosité, je ne peux pas vous les montrer bien [...] ils sont en dessous de nous. En vous penchant, vous pourrez voir leurs têtes chauves, mais non leurs visages. » Une autre fois, ce sont les ministres que le cicérone identifie pour le plaisir des curieux. Et Pérez Galdós ne laisse pas passer l'occasion d'un grand discours de Castelar, le « maître de l'éloquence »,

à propos de la revendication de la liberté de culte, qui provoque un séisme sur les gradins. Une tempête d'enthousiasme. Les adversaires eux-mêmes concèdent : « Il parle si bien [...]. Il m'a ému. »¹⁵⁸

Les Cortes de 1868-1869 jouèrent correctement leur rôle. Finalement, lors de l'élaboration de la Constitution de 1869, elles choisirent la monarchie et, après de longues tractations, en novembre 1870, sous l'influence de Prim, elles offrirent la couronne au prince Amédée de Savoie, qui devint ainsi roi d'Espagne. Mais, avant même son arrivée à Madrid, Prim, son principal soutien, fut assassiné. Pérez Galdós a consacré plusieurs chapitres de l'un de ses *Episodios* au récit de l'assassinat et de la mort de Prim et à ses effets. Privé du soutien du plus influent de ses partisans, Amédée ne suscitait aucun enthousiasme, quoiqu'il fût respecté car il était conscient de ses devoirs. Avec l'aide de sa femme, María Victoria del Pozo, dont la culture était immense, il fit de grands efforts pour obtenir le soutien de la nation. Il ne parlait pas espagnol, handicap évident, et la classe politique demeurait réservée. Découragé, Amédée I^{er} abdiqua en prenant pour prétexte un différend à propos du commandement de l'artillerie. Deux ans de règne seulement !

Dès le 16 mars, les Cortes rejointes par le Sénat proclamèrent la République par 256 voix contre 32, sans se prononcer sur la forme de cette République. Respect de la démocratie ! Les élections générales de mai 1873 envoyèrent aux nouvelles Cortes 343 républicains fédéralistes, mais 60 % des électeurs s'étaient abstenus. Les Cortes, qui mirent aussitôt en chantier une nouvelle Constitution, travaillèrent en vain, car le texte adopté en 1874 ne fut jamais appliqué. Le pays sombrait dans le désordre : tandis qu'au nord les carlistes faisaient le siège de Bilbao, au sud et à l'est (de Cadix à Castellón) le mouvement cantonaliste faisait surgir une vingtaine de petites républiques autonomes ! Les quatre présidents de la République successifs (Figueras, Pi i Margall, Salmerón, Castelar) durèrent à peine quelques mois chacun. L'armée demeurée à demi monarchiste, avec à sa tête le général Manuel Pavia, décida d'en finir. Le 3 janvier 1874, un bataillon de la Garde civile envahit le palais des Cortes : « Tout le monde dehors ! » Anticipation d'un autre coup de force, mais celui-ci réussit.

Pavia ne souhaitait pas exercer le pouvoir. Faute d'obtenir la formation d'un gouvernement de coalition pour maintenir

la République, il se retira au profit du général Serrano qui prépara la restauration des Bourbons avec l'accord de Cánovas. Argument notable : Isabelle II avait renoncé à ses droits au bénéfice de son fils Alphonse. Le temps avait fait son œuvre et, le 29 décembre 1874, le général Martínez Campos put proclamer Alphonse XII roi d'Espagne sans provoquer de réactions hostiles. Le 14 janvier 1875, Alphonse XII fit son entrée à Madrid où il fut accueilli avec chaleur. Le prétendant carliste se réfugia en France. La séquence révolutionnaire commencée en 1868 était terminée. « Plus jamais les Bourbons », clamaient les révolutionnaires victorieux de la Gloriosa sept ans auparavant. L'histoire se moque des « jamais ».

Pendant les années de la deuxième Restauration (1875-1917 ou 1931), les séances des Cortes redevinrent l'un des grands spectacles de Madrid. Un public nombreux, qui rassemblait un essaim de femmes à la mode et des groupes de provinciaux, suivait avec un vif intérêt les débats et les joutes oratoires animées par les conservateurs, dont Cánovas del Castillo était le mentor, les progressistes comme Sagasta, Ruiz Zorrilla ou Salmerón, les républicains dont Castelar était l'orateur le plus éloquent, ou les fédéralistes tel Pi i Margall qui revint au Parlement en 1884. Certes, la Constitution de 1876 ne suscita pas les passions : elle fut cependant la plus durable de toutes et le projet, adopté en 1890, de suffrage universel masculin renouvela l'intérêt du public.

La mort prématurée d'Alphonse XII en 1885 (à 28 ans) conduisit les leaders des Cortes à imaginer un système d'alternance, le *turno*. Le vieux parti progressiste de Sagasta se transforma en parti libéral (qui rallia Castelar et attira de nouveaux talents, tels Germán Gamazo et Antonio Maura), tandis que Cánovas prenait la tête d'un parti conservateur. Cependant, à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, le grand théâtre des Cortes n'était plus le seul lieu du débat politique.

Évidemment, une presse très diversifiée, parfois éphémère, revues ou quotidiens, servait de relais et d'amplificateur à la scène parlementaire et aux mouvements politiques. *El Renacimiento*, *La Razón*, *La Discusión*, *La Patria*, *La Democracia*, *El Clamor público*, *El Espectador*, *La Iberia*, *El Liberal*, *La Opinión*, *El Resumen* façonnaient l'opinion. Ainsi, *La Iberia*, fondée en 1855, fut le journal politique le plus lu pendant les dernières années du règne d'Isabelle II. *El*

Imparcial, fondé en 1862, appuya Amédée I^{er} ; *La Igualdad*, dont le tirage fut considérable, devint à partir de 1869 le principal journal républicain. *El Tiempo* (1870-1883) se montra favorable à la Restauration. Tandis que *Las Novedades* se voulait un périodique d'information. Les clubs, les *tertulias*, les cafés ou cafés-théâtres tenaient leur rôle dans ce gouvernement de l'opinion.

Madrid était assurément la capitale politique de l'Espagne. Mais certainement pas sa capitale économique. Toutefois, la ville était le siège des administrations très variées qui jouaient un grand rôle dans la vie économique du pays et de très nombreuses sociétés dont les activités principales, financières, commerciales ou industrielles étaient ailleurs. C'est ainsi que, pendant les années 1830 et 1840, s'étaient constituées à Madrid des sociétés d'assurances contre les incendies, contre les dégâts des eaux et de la grêle : la Société de secours mutuel contre les incendies (1833), la Compagnie générale espagnole d'assurances (1844), la Compagnie générale de l'Iris (1842), l'Aurore d'Espagne, etc. D'autres sociétés témoignent des progrès de l'équipement de la capitale et de son rayon d'action : la Madrilène travaille à l'éclairage au gaz de Madrid qui, vers 1890, sera relayé par l'éclairage électrique, d'abord réservé au centre ville, puis installé dans tous les quartiers ; le Banco de Fomento (1846) suscite la création de chemins et de canaux ; la Compagnie générale des Puits artésiens travaille à l'amélioration de l'irrigation des zones maraîchères de la banlieue. El Fuego (1847) s'occupe de favoriser les approvisionnements de Madrid en bois et charbons. La Compagnie des Diligences générales créée en 1847 prépare la création de services réguliers de diligences avec les villes voisines afin de compléter un réseau qui compte déjà des liaisons avec Alcalá, Guadalajara, Tolède, Salamanque. Après le succès de la liaison ferroviaire Madrid-Aranjuez inaugurée en 1851, des compagnies préparent les lignes à plus grande distance comme Madrid-Badajoz ou Madrid-Valence.

Par ailleurs, au cours de la seconde moitié du siècle, les créations de sociétés en tous genres, d'entreprises commerciales, de manufactures très diverses, d'ateliers de toutes tailles, de boutiques et de magasins, témoignent d'un essor économique réel qui ne concerne pas seulement la consommation de centaines de milliers de personnes et les articles de luxe d'une Cour et de catégories privilégiées. Certes, quelques-unes des manufactures madrilènes sont

l'héritage de périodes antérieures, marquées par un souci de prestige. Ainsi, la fabrique de tapis à figures et de tapis historiés de Santa Barbara, créée au début du XVIII^e siècle et paralysée en 1808, a été relancée. La manufacture d'argenterie créée en 1792 fait travailler 200 ouvriers. Une miroiterie spécialisée dans la production d'encadrements dorés, inaugurée en 1837, est en pleine prospérité. La fabrique royale de dalles fines de la Moncloa créée en 1816 emploie 160 ouvriers vers 1850. La manufacture de porcelaine de style chinois créée en 1845 compte 140 ouvriers, dont 30 femmes, tous espagnols.

Mais d'autres ateliers ou fabriques visent à satisfaire des besoins plus humbles : fabriques de bougies (La Estrella, La Española), de boutons, de papier, de tapis ordinaires (*alfombras*), de tissus de coton, de lin ou de soie, de bière. Madrid compte au milieu du siècle six brasseries qui produisent une bière d'orge, dont celles de Santa Barbara, Universidad, Libertad, Lavapiés qui fait vivre une vingtaine de familles, du faubourg de Leganés. De nombreuses imprimeries dont l'Imprimerie nationale, Mellado (120 ouvriers en 1847), Aguado, Espinosa et Cie, Alegría : leur développement atteste les progrès du livre et de la presse.

Madrid reste très éloignée du potentiel industriel de la Catalogne ou même du Pays basque. Cependant, les nouvelles industries connaissent un essor réel : ainsi l'usine de voitures de Recoletos qui, vers 1850, emploie de 150 à 200 ouvriers de toutes spécialités, dont un tiers de Français, et qui vise la production de voitures de luxe et de coches de route. La capacité annuelle de production était de 300 à 400 voitures. Les industries mécaniques connaissent à Madrid un essor véritable : elles visent la production de moteurs, de machines et d'instruments utiles au monde agricole et au progrès des transports. La fonderie de fer de Bonaplata créée en 1839 (75 à 90 ouvriers) produit des roues et des presses hydrauliques, des turbines, des scies mécaniques, des presses à huile, des laminoirs, des pompes, des machines à vapeur. La fonderie et la fabrique de machines créées en 1844 par José Safont dans l'ancien palais de Monteleón ont construit les premières machines à vapeur d'Espagne ; elles possèdent d'importants ateliers de serrurerie, produisent perceuses, rabots, forges, etc. Les 90 ouvriers sont dirigés par deux ingénieurs français. La fonderie de fer et l'usine de Sanford, nées en 1846,

fabriquent toutes sortes de pièces et d'articles en fer : tubes, fourneaux, radiateurs, rails. Une partie importante du matériel nécessaire à la ligne de chemin de fer Madrid-Aranjuez provenait de cette usine. Un peu plus anciens étaient la forge et l'atelier de serrurerie de San Gregorio qui produisaient des articles de serrurerie, des broches et fuseaux, des cylindres, des pressoirs à vin, des lits métalliques, des horloges destinées aux édifices publics. Il existait aussi une société de construction de ponts suspendus qui avait déjà produit quatre ponts. Plusieurs magasins de gros distribuaient les articles industriels. Une multitude d'artisans travaillaient dans des échoppes ouvertes dans les quartiers populaires : cordonniers, passementiers, potiers, ferblantiers, lapidaires, fabricants d'éventails, de cartes à jouer, de papier peint, charbonniers, fabricants de savon, vitriers, bourreliers... Sans oublier les manufactures de tabac et de cigares, monopole de l'État.

L'activité de la construction avait multiplié les techniciens et les artisans du bâtiment : en 1848 déjà, on recensait 46 architectes, 179 charpentiers, 92 serruriers. Le commerce de détail disposait de plusieurs dizaines de magasins de produits textiles (cotonnades, lainages, toiles), avec 165 détaillants, des dizaines de magasins d'articles de cuir, de produits coloniaux, des commerces importants de vins et spiritueux. Madrid comptait quelque 200 postes de vente de jambons, et près de 500 détaillants de légumes verts, plus de 400 épicerie, 82 confiseurs et chocolatiers, et de nombreuses *vaquerías* ou *casas a vacas* qui distribuaient le lait pendant la matinée. Plus d'un millier de cabaretiers tenaient des tavernes (610), des débits de vins généreux (552) et des cafés (59). En plus de quelques *fondas* décentes (Europa, Perona, Comercio, Dos Amigos), dont la plus réputée était celle des Diligences péninsulaires, une centaine d'aubergistes dont les prestations étaient fort inégales (*mesoneros*, *bodegoneros*, *figoneros*) pouvaient assurer le vivre et le couvert. La ville était pourvue des coiffeurs et parfumeurs nécessaires. En 1848, quelque 150 médecins aux compétences difficiles à évaluer étaient en activité et pouvaient compter sur le recours de 84 pharmaciens : c'était peu pour une ville qui recensait alors 250 000 habitants environ. Et le grand nombre de barbiers, prétendus chirurgiens, et de commères, prétendues sages-femmes, est inquiétant.

Au milieu du XIX^e siècle, le nombre très élevé des gens de

maison était une mesure parmi d'autres de l'importance des classes riches dans la capitale : 7 652 *criados* et 15 629 *criadas* en 1848, soit 23 281 domestiques, auxquels on peut adjoindre 357 nourrices. En somme 10 % de la population, pourcentage énorme ! Encore faudrait-il faire la part de la prostitution féminine, considérable, entre 5 % et 10 % en 1872, selon deux évaluations divergentes, 17 000 pour Vahillo, 34 000 pour Rodríguez Solís. Ce n'est pas par hasard qu'un roman entier de Pérez Galdós, *La Desheredada*, est au vrai l'histoire d'une prostituée de luxe, même si les apparences sont préservées. Et la place des prostituées madrilènes dans le roman du XIX^e siècle est considérable¹⁵⁹.

La multiplication des ateliers et des usines a suscité le développement d'une classe ouvrière madrilène dont les signes de vie sont évidents : le 24 décembre 1869 est publié un *Manifeste des travailleurs internationaux* de la section de Madrid aux travailleurs d'Espagne. Le 13 février 1870, la revue *La Solidaridad* convoque à Madrid un Congrès ouvrier pour le mois de mai. En fait, ce congrès se tiendra un peu plus tard à Barcelone, manière de reconnaître l'avance du prolétariat catalan, mais les Madrilènes seront bien présents : 42 sociétés représentées et 3 737 voix (91 sociétés et 10 030 voix pour Barcelone). Cependant, jusqu'en 1887, les ouvriers espagnols ne purent former que des associations professionnelles illégales. Ce qui conduisait les plus résolus à adopter des attitudes révolutionnaires.

Grâce au charisme étonnant de Fanelli, les idées de Bakounine se répandent alors en Espagne et notamment à Madrid où l'Alianza (Alliance internationale du travail) prend de l'importance : plusieurs groupes « alliancistes » se constituent. Le marxisme pénètre plus timidement à Madrid grâce à un périodique de qualité, mais dont l'existence sera brève, *La Emancipación*, qui apparaît en juillet 1871 et disparaît en avril 1873. Paul Laffargue, venu en Espagne après la répression de la Commune, était à Madrid en décembre 1871 et il fréquenta les groupes d'Action révolutionnaire socialiste qui venaient de naître (9 à l'origine), notamment le petit groupe clandestin créé autour du médecin Jaime Vera qui recevait les visites de José Mesa, lequel se trouvait le plus souvent à l'étranger, où il fréquenta Marx et Engels à Londres, Salmerón ou Guesde à Paris. Engels avait beaucoup de considération pour Mesa qui traduisit en espagnol le *Manifeste du parti communiste* en

1872. Ce sont les typographes qui diffusent le marxisme à Madrid, grâce à l'Asociación del Arte de Imprimir animée par Pablo Iglesias, José Mesa et García Quejido. Dès 1872, la rupture entre marxistes et « alliancistes » madrilènes est consommée. Dans une *fonda* de la rue Tetuán, le 2 mai 1879, au cours d'un banquet de « fraternité universelle » se constitue le Parti démocratique socialiste ouvrier qui, en 1888, deviendra le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). Le programme du parti, où domine l'influence marxiste, rédigé par José Mesa, est retouché par Pablo Iglesias. Le parti se dote d'un organe de presse, un hebdomadaire de tendance marxiste, *El Socialista*, publié à Madrid.

La pression ouvrière a obtenu quelques résultats, un début de législation du travail : loi du 24 juin 1878 qui réglemente la durée du travail dans les fabriques, les ateliers et les mines et interdit le travail des enfants de moins de 10 ans ; loi du 26 juillet 1878 qui interdit le placement des moins de 16 ans dans des postes de travail dangereux. On ne sait pas quels effets eurent ces lois à Madrid. Mais la création de la Commission de réformes sociales en 1883 montre que le pouvoir admettait l'importance de la question sociale. Et, en 1887, la loi d'associations autorisait enfin la création des syndicats. Dans la foulée, l'Union générale du travail (UGT) était créée en 1888, mais elle se développa lentement : en 1896 elle n'avait que 6 000 adhérents, dont plus de la moitié à Madrid, car le mouvement catalan était très influencé par les idées de Bakounine. Des grèves violentes avaient déjà éclaté, notamment à Madrid où fut célébré en 1899 le deuxième congrès du PSOE.

La rédaction par Léon XIII de l'encyclique *Rerum novarum*, que le *Correo Español* publia dans sa version complète le 8 juin 1891 et qui fut commentée un mois plus tard par l'évêque de Madrid Ciriaco Sánchez, plus attentif à la condamnation du libéralisme qu'à celle des excès du capitalisme aux dépens des ouvriers, provoqua la fondation en 1893 du Conseil national des corporations catholiques ouvrières, afin « de développer à l'échelle nationale les orientations sociales de Léon XIII ». Le pèlerinage ouvrier à Rome de 1894, financé par le marquis de Comillas, n'eut quasiment aucun effet, mais c'est à Madrid qu'en 1896 se réunit sous la présidence de l'évêque l'Assemblée nationale des corporations catholiques ouvrières qui désigna le Conseil national définitif. *Rerum novarum* inspira aussi la création de sociétés de secours mutuels, de bourses du travail destinées

à la protection des ouvriers, mais aussi à rendre moins efficace la propagande républicaine et socialiste. Le premier syndicat catholique, celui des typographes madrilènes, fut créé en 1897.

On peut se poser quelques questions à propos du fonctionnement du crédit à Madrid. La Banque de San Carlos fondée en 1782 est devenue la Banque de San Fernando en 1829 (un roi chasse l'autre !). Ses directeurs et ses actionnaires s'étaient vivement inquiétés de la création de la Banque d'Isabelle II en 1844, mais les deux établissements fusionnèrent sous l'appellation de Banque espagnole de San Fernando, qui joua le rôle de banque nationale avec un privilège d'émission. Évidemment, cet établissement ne pratiquait aucune forme de crédit populaire. D'autres banques par actions, créées au cours des années 1840, stimulaient les entreprises économiques : ainsi, le Banco de Fomento finançait l'ouverture de chemins et de canaux ; le Banco agrícola peninsular accordait des avances aux agriculteurs ; le Banco de la Union et le Banco de Progreso consentaient des prêts aux collectivités. Le Phénix, créé en 1846, était également une société de crédit. Il y avait aussi à Madrid plusieurs petits prêteurs sur gages, plus ou moins usuriers : le dictionnaire de Madoz en recensait 54 en 1848.

Cependant, grâce à la campagne de Mesonero Romanos, soutenu par la société madrilène des Amis du Pays, une Caisse d'épargne (*Caja de ahorros*), la première d'Espagne, fut créée à Madrid par un décret du 17 février 1839. Et un autre décret du 29 juin 1853, tout en faisant des caisses d'épargne des « établissements municipaux de bienfaisance », organisa la liaison entre celles-ci et les monts-de-piété en prenant le règlement de Madrid pour modèle – car dès 1839 le marquis de Pontejos, gouverneur de Madrid et premier directeur de la Caisse, avait conclu un accord entre celle-ci et le mont-de-piété. La Caisse déposait au mont-de-piété les capitaux que lui confiaient ses clients moyennant un intérêt annuel de 5 % ; elle reversait 4 % à ses déposants et conservait 1 % de bénéfice. Le nombre des déposants à la Caisse augmenta de 1839 à 1847 (de 1 081 à 4 901), baissa en 1848 (3 305), remonta jusqu'en 1852 (6 536), puis, après une baisse en 1853, remonta de manière continue jusqu'en 1864 (14 833), connut une forte baisse jusqu'en 1869 (5 151), puis reprit son ascension : en 1900, le nombre des déposants atteignait 51 074 et l'épargne globale plus de 42 millions de pesetas. Le

maximum avait été enregistré en 1887. Le succès remarquable de la Caisse n'avait eu qu'un inconvénient sérieux : le mont-de-piété plaçait les capitaux reçus de la Caisse avec quelque difficulté. De sorte que mont-de-piété et Caisse d'épargne fusionnèrent en 1873. Les statuts adoptés cette année-là furent modifiés en 1880, puis en 1892. La grave crise survenue en 1888 en raison d'excès de trésorerie rendit obligatoires les investissements en bourse (obligations des chemins de fer). Ce qui provoqua une certaine inquiétude chez les déposants et de nombreux retraits. En revanche, les clients du mont-de-piété, qui donnaient surtout des bijoux en gages (87 %), restaient nombreux : en 1869, 1 pour 5,7 habitants ; en 1880, 1 pour 4,2 habitants. En 1879, le nombre des prêts accordés par le mont-de-piété atteignit la barre des 100 000 pour un montant de plus de 7 millions de pesetas : 98 pesetas en moyenne pour les prêts garantis par des bijoux, 22 pesetas pour ceux gagés par des vêtements. À Madrid, le binôme mont-de-piété-Caisse d'épargne avait donc bien exercé au XIX^e siècle la fonction de crédit populaire¹⁶⁰.

Dans une ville où la grande majorité des logements étaient dépourvus de baignoires, seuls les établissements publics de bains permettaient une certaine hygiène. Heureusement, ces établissements s'étaient multipliés à partir de 1830 : l'Oriente en 1830, et la Estrella en 1834 avaient lancé le mouvement : il y en avait déjà dix-neuf en 1848 et une quarantaine à la fin du siècle.

La forte conflictivité politique et sociale du Madrid du XIX^e siècle explique la passion qui s'empara de la ville à l'occasion du premier crime de la rue Fuencarral, n° 109, commis en juin 1886. La victime était une certaine Luciana Borcino, veuve Vázquez, considérée comme riche et qui vivait seule avec un bouledogue et une domestique. Le caractère difficile et méfiant de la veuve la conduisait à changer souvent de servante. Au jour du crime (un meurtre assorti de l'empoisonnement du chien et d'un vol de bijoux et d'argent), la domestique était Higinia Balaguer Ostalé, originaire de la province de Saragosse, âgée de 28 ans, célibataire, analphabète, sans antécédents judiciaires. Au terme de quarante-huit heures, l'opinion du pays tout entier était arrêtée : Higinia, promptement accusée du crime, incarnait la détresse du prolétariat face à l'injustice sociale. Tandis qu'un autre coupable plausible, José Vázquez Varela, le fils de la victime, 23 ans, qui menait une vie irrégulière et

fort peu rangée, était le type classique du *señorito* dévoyé et vicieux, du rejeton perversi des classes bourgeoises. Il avait été condamné récemment pour vol et, selon un témoin, aurait déclaré qu'il venait de tuer sa mère. Et, sans nul doute, le vol était le mobile du crime : des bijoux et des billets pour quelques milliers de pesetas.

Les journaux et les périodiques les plus connus de la capitale prirent parti avec passion : *La Iberia*, *La Opinión*, *La República*, *El Pais*, *El Resumen*, *El Liberal*. Et les hommes politiques les plus remarquables du moment – Sagasta, Canalejas, Silvela, Ruiz Jiménez, Bravo Murillo – se lancèrent dans la controverse. Higinia, finalement condamnée et exécutée en 1890, eut contre elle ses mensonges : elle avait sollicité la place sous un faux nom, avait obtenu la carte de résidence (*vecindad*) grâce à un faux témoignage et n'avait cessé de varier dans ses déclarations. Mais José Vázquez était tout aussi menteur : théoriquement emprisonné, il était souvent dans la rue, comme l'affirmaient plusieurs témoins, grâce à la complaisance coupable du directeur de la prison modèle José Millán-Astray ; sa mère avait grand-peur de lui et assurait qu'il la tuerait, qu'il avait déjà tenté de la tuer pour de l'argent. Bref, les journaux qui tinrent lieu de représentation populaire considérèrent que les deux suspects étaient coupables : Higinia était complice, elle avait, pour de l'argent, ouvert la porte à José qui était le meurtrier. Et le directeur de la prison, coupable pour le moins de laxisme, devait écoper d'une condamnation. Les deux suspects méritaient la peine de mort.

Le tribunal ne suivit pas leurs conclusion ! José Vázquez Varela et José Millán-Astray furent absous. Une amie d'Higinia, tenue pour complice, fut condamnée à dix-huit ans de prison ! Mais les commentaires souvent hostiles au verdict se prolongèrent des années durant.

Autre débat d'opinion qui suscite la passion : le fait religieux. Ce n'est pas la foi catholique qui est en question – sous des formes diverses, elle demeure la religion reconnue et vécue par une grande majorité d'Espagnols –, ce sont le pouvoir de l'Église, les privilèges dont elle jouit, sa richesse, malgré l'importance des désamortissements, qui nourrissent un anticléricalisme virulent, dont la journée déjà évoquée de 1834 a été une première manifestation. Des revues nées dans les années 1860 (*La Guindilla*, *El Clamor Público* ou même *l'Eco del Comercio*) se livrent à des attaques violentes contre le pouvoir clérical. Dans le même temps, la pratique

religieuse reste générale, la semaine sainte et la fête du Corpus sont célébrées avec ferveur, de même que le pèlerinage du saint madrilène, San Isidro, qui, depuis 1528, bien avant la canonisation, se déroule le 15 mai sur les rives du Manzanares avec l'ermitage du saint pour centre ; une joyeuse *romeria* accompagne la fête religieuse.

Surtout, la piété mariale connaît un extraordinaire essor, aux dépens même de la dévotion christique. Les deux Vierges traditionnelles, Notre-Dame d'Atocha et la Vierge de la Almudena, ont chacune des dizaines de milliers de fidèles ; celle d'Atocha, la plus ancienne, a été choisie pour les mariages de la régente Marie-Christine et de la reine Isabelle II, mais les esprits forts (ou pervers) observent que ces unions ne servent heureusement pas de modèles ! La Vierge de la Almudena, dont l'église patronnait les dévotions royales et celles des édiles, bénéficie en 1885 d'un réel avantage puisque le diocèse enfin créé de Madrid-Alcalá se place sous sa protection. Mais le fait remarquable est la multiplication des sanctuaires consacrés à la Vierge dans Madrid : Notre-Dame-de-Madrid, Notre-Dame-du-Buen-Suceso, très recherchée avant les échéances importantes, Notre-Dame-de-la Fleur-de-Lis, etc.

Lorsqu'il prononce son célèbre discours en faveur de la liberté religieuse pendant les Cortes constituentes de 1868, Castelar tient le plus grand compte de cette réalité et de son ambivalence. Il se garde bien d'attaquer la foi. Tout le contraire : « Dieu est grand sur le Sinaï... Mais il y a un Dieu plus grand encore qui n'est pas le Dieu majestueux du Sinaï, mais l'humble Dieu du Calvaire, cloué sur une croix, blessé, transi, couronné d'épines, le fiel au bord des lèvres et qui dit : "Mon père, pardonne-leur, pardonne à mes bourreaux car ils ne savent pas ce qu'ils font." [...] La religion du pouvoir est grande. Mais plus grande est la religion de l'amour [...] du pardon miséricordieux. Et moi, au nom de cette religion, au nom de l'Évangile, je viens vous demander ici d'inscrire à la tête de votre Code la liberté religieuse, c'est-à-dire Liberté, Égalité, Fraternité entre tous les hommes. »

Le catholicisme conservait à Madrid une réelle force politique dont témoignait un nouveau parti, inspiré du Zentrum allemand, l'Union catholique, fondée en 1881 par un jeune député, le marquis de Pidal y Mon, « pour lequel toute la pensée moderne n'était qu'une erreur totale ». Il s'agissait, tout en jouant le jeu des institutions, de défendre

les intérêts catholiques et de combattre l'influence des intellectuels krausistes sur la jeunesse espagnole. L'un des adhérents éminents du parti était le jeune professeur Marcelino Menéndez y Pelayo, titulaire de la chaire d'histoire et de littérature espagnole à l'université de Madrid.

En effet, depuis la Gloriosa de 1868, l'enseignement universitaire subissait l'attraction des krausistes qui, pendant une quinzaine d'années (1855-1870), exercèrent une sorte d'hégémonie sur l'Ateneo de Madrid qui donnait le ton à l'intelligentsia madrilène. Il s'agissait de promouvoir l'esprit de libre examen et de favoriser toute pensée novatrice, ce qui revenait à se démarquer d'un enseignement catholique assimilé à l'obscurantisme. En février 1875, le marquis d'Orovio, nouveau ministre de l'Enseignement, exigea des professeurs une déclaration de respect des instructions gouvernementales sur le contenu des matières enseignées : il s'agissait de pousser les krausistes à la démission ou de pouvoir les poursuivre devant les tribunaux, ce qui fut le cas du philosophe Giner de los Ríos. C'est pour cela que ce même philosophe fonda en 1876 l'Institution libre d'enseignement, qui recommandait les méthodes pédagogiques anglaises, fondées sur le rationalisme et la libre discussion, et qui faisait appel à un enseignement non confessionnel. L'institution eut une grande influence sur les générations de la période 1876-1936 issues de la bourgeoisie libérale et fut considérée comme une école de perdition par les catholiques monarchistes les plus intolérants de tendance intégriste.

Par ailleurs, l'Église avait entrepris la reconquête de l'enseignement. Sur 75 congrégations féminines fondées à partir de 1860, 58 se consacraient à l'enseignement des filles et, grâce à la création de nombreux établissements secondaires tenus surtout par les jésuites et les augustins, l'Église catholique avait retrouvé un rôle majeur dans la formation des enfants des classes moyennes et supérieures¹⁶¹.

La fête malgré tout

Le divertissement est cher au cœur de Madrid. Vive les fêtes populaires ouvertes à tous : outre les fêtes du nouvel an et du jour des Rois, la San Isidro du 15 mai, la fête de la Saint-Jean, celle de Santiago et, depuis 1720, la *romeria* de

San Antonio de la Florida, ermitage dont Goya a réalisé la merveilleuse décoration, et voici maintenant la fête du 2 mai qui commémore le soulèvement du peuple de Madrid, avec participation bruyante des troupes, accompagnement du clergé, jusqu'à la promenade de la Loyauté. Le carnaval a retrouvé quelque lustre et surtout, pour le mercredi des Cendres, l'Enterrement de la sardine qui attire une foule énorme lorsque la Cour y assiste. Déguisements ridicules, masques grotesques, d'une étonnante invention. Tambours, clarines, trompes. Étendards, bannières. Une foule railleuse qui entraîne des dizaines de faux curés et de faux moines accompagne de ses chants lugubres et de ses cantiques funèbres le pantin qui figure la sardine jusqu'au trou qui lui est dévolu. Et le vin coule à flots.

La musique et la danse peuvent aussi défier la pauvreté. Les orgues de Barbarie, les *organillos* qui se multiplient au temps d'Isabelle II, puis d'Alphonse XII, jouent pour tous les airs à la mode, par exemple *La Marcha de Cadiz* et ceux popularisés par les *zarzuelas* ; sur les places, des orchestres parfois improvisés font danser la jeunesse, voire les galants d'âge mûr et les demoiselles en attente. C'est toujours le *chotis* et ses quatre temps.

D'autres divertissements exigent une contribution financière, surtout le théâtre, qui continue à passionner les Madrilènes. En 1840, Théophile Gautier avait observé cette *afición* et salué le talent de certains acteurs. Vingt ou trente ans plus tard, les amateurs disposent de nouvelles salles souvent agrandies : les huit théâtres de 1861 offrent 9 815 places, les onze de 1867 15 501 places, plus que Barcelone qui a pourtant 15 salles et propose d'ailleurs plus de spectacles : 1 543 contre 1 370 à Madrid en 1867. Admettons qu'il s'agit d'un chiffre élevé qui exprime la passion du théâtre¹⁶². L'Italien Edmundo de Amicis venu à Madrid lors du court règne d'Amédée I^{er} n'hésite pas à écrire : « Madrid est sans doute, en fait de théâtres et de spectacles, la première ville du monde », car, outre « les théâtres de premier ordre pour la grandeur, l'élégance et l'affluence des spectateurs, il y a toute une série de petits théâtres pour les troupes dramatiques, pour les troupes équestres, pour les académies musicales, pour les vaudevilles... pour toutes les bourses, pour tous les goûts et pour toutes les heures de la nuit. » Et ils sont pleins tous les soirs¹⁶³.

Quels spectacles ? Ils appartiennent à trois catégories : les

dramas (comédies comprises), c'est-à-dire le théâtre parlé qui à lui seul totalise dans les années 1860 les deux tiers des spectacles ; on remarquera que ce théâtre est depuis 1834 délivré de la censure ecclésiastique et qu'il combine souvent dans une même pièce la prose et la poésie, en tolérant des métriques différentes ; les *zarzuelas* qui comptent pour 20 % environ, exceptionnellement 27 % en 1867 ; enfin l'opéra, qui représente à peu près 10 % de l'offre de spectacles.

La tragédie, d'inspiration politique le plus souvent, démontre la tendance « très caractéristique des dramaturges espagnols à se tourner vers des sujets empruntés à l'histoire nationale plutôt qu'à l'Antiquité ». Certes, Martínez de la Rosa a composé un *Œdipe* (1832) et Ventura de la Vega une *Mort de César* (1865). Mais les drames romantiques qui se substituent de plus en plus à la tragédie et dont l'argument est presque toujours historique s'inspirent surtout de l'histoire nationale. Les titres sont évocateurs, tels ceux de quelques drames de García Gutierrez : *Le Roi moine* (*El Rey monje*), qui a pour thème une légende relative à Ramiro II d'Aragón ; *Le Dissimulateur de Valencia* (*El Encubierto de Valencia*, 1843), qui fait référence à un épisode de la révolte des Germanias ; *Vengeance catalane* (*Venganza catalana*, 1864). Ou ceux des œuvres de Juan Eugenio Hartzenbusch : Doña Mencia, Alfonso el Casto et l'extraordinaire et durable succès que furent *Les Amants de Teruel* (1837). Jacques Beyrie a souligné les convergences entre ces pièces : l'empire du destin, de la fatalité, les différences et les contradictions des individus, qui font éclater des vérités brutales. Les différences de statut social sont souvent responsables du malheur des héros, comme dans *Les Amants de Teruel*.

Le même auteur constate qu'à partir des guerres carlistes, le drame romantique change de sens : le présent est refusé au bénéfice de l'Espagne de jadis qui est exaltée, notamment dans l'œuvre de José Zorrilla : *Le Cordonnier et le roi* (*El Zapatero y el rey*, 1840-1842), et surtout *Don Juan Tenorio* (1844) qui obtient un succès colossal. La pièce témoigne d'une grande liberté, ainsi l'histoire comporte deux phases séparées par un intervalle de cinq ans. Les décors sont surprenants, le lyrisme éperdu de l'auteur lui inspire des tirades que beaucoup d'Espagnols cultivés du ^{xx}e siècle pouvaient réciter facilement. Et l'apothéose, triomphe de l'amour et de la miséricorde divine, inventait un *happy end* qui enthousiasmait les spectateurs.

En termes statistiques, les comédies sont le genre

dominant, d'autant qu'elles se renouvellent rapidement grâce à la fécondité des auteurs. Elles s'inspirent aussi du passé national, inventent des intrigues à rebondissements multiples, mais dont le dénouement est toujours heureux. Zorrilla et Hartzenbusch ne dédaignent pas d'en écrire et le duc de Rivas en a produit d'estimables, par exemple *Les Consolations d'un prisonnier* (*Los Solaces de un prisionero*, 1840). Les directeurs de salles en quête de programme peuvent toujours compter sur Manuel Breton de Los Herreros (1796-1873), auteur d'une production énorme puisqu'il a signé plus de 100 comédies, de facture classique, inscrites dans le contemporain et incarnées par des personnages ordinaires, dont l'intrigue est simple. L'intention satirique est permanente, mais elle évite la cruauté. Ainsi *Marcelle, lequel des trois ?* (1831) ou *El Pelo de la dehesa* (1840), au titre difficilement traduisible.

Progressivement, la comédie s'est transformée pour faire place à un genre qualifié d'*alta comedia* (haute comédie) qui répudie les outrances du romantisme, rétablit les règles exigeantes de la scène (par exemple celles des unités), tout en réhabilitant une forme de moralisme bourgeois. Cela ne veut pas dire absence de talent : Ventura de la Vega le montre avec *L'Homme du monde* (1845), où un séducteur apaisé se trouve confronté, une fois marié, aux problèmes qu'il provoquait naguère chez les autres. De même Tamayo y Baus avec *Lances de honor* (1863) qui s'en prend à la pratique du duel.

À la fin du siècle, le théâtre espagnol connaît une grande période grâce à l'irruption d'écrivains d'un talent authentique, d'ailleurs reconnus par la critique internationale puisque deux d'entre eux obtiendront le prix Nobel au début du XX^e siècle : d'abord l'étonnant José de Echegaray (1832-1916), tout à la fois ingénieur, économiste (il fut même ministre des Finances) et à partir des années 1870 dramaturge, qui retrouve, dit-on, des accents dignes de Calderón, mais traite des thèmes contemporains en confrontant des solutions radicalement différentes : *La Folie ou la sainteté* (*O Locura o santidad*, 1877), *Le Conflit des devoirs* (*Conflicto entre dos deberes*, 1882). C'est en 1904 que l'Académie suédoise lui décerna le prix Nobel de littérature à partager avec Frédéric Mistral. Leopoldo Cano est aussi un auteur à succès qui fait un triomphe avec *La Pasionaria* (1883). En 1892 apparaît Jacinto Benavente (futur prix Nobel en 1922), dont l'une des premières pièces, *Le Nid*

d'autrui (*El Nido ajeno*, 1894), fit scandale et qui maintint avec une certaine prudence le ton de la satire de mœurs dans *Les Gens connus* (*Gente conocida*, 1896). Mais son œuvre appartient surtout au ^{XX}^e siècle. Le talent d'acteurs comme María Guerrero est un autre atout¹⁶⁴.

À la fin du siècle, la *zarzuela*, qui dispose désormais d'un beau théâtre (le Teatro de la Zarzuela, tout simplement) construit derrière les Cortes, connaît un véritable boom grâce à quelques œuvres très réussies, entraînantes et gaies : d'abord, en 1886, *La Gran Vía*, créée par les musiciens Valverde et Chueca, qui met en scène les nouveaux quartiers à la mode et les personnages qui les animent. Puis, en 1894, *La Verbena de la paloma* de Tomás Bretón, promise à une longue carrière, et, en 1897, *La Revoltosa* : ces *zarzuelas*, observe Philippe Nourry, ramènent en musique sur la scène les personnages imaginés naguère par Ramón de la Cruz et qui incarnent le peuple de Madrid : honnêtes ouvriers, filles coquettes et délurées, le *sereno*, la matrone ou le barbon¹⁶⁵.

D'autres divertissements sollicitent les Madrilènes : les loteries de diverses sortes, les courses de chevaux qui, depuis le milieu du siècle, ont un hippodrome installé près de la Casa del Campo ; les jeux du cirque, car plusieurs cirques proposent leurs spectacles sur le Paseo de Recoletos (quatre en 1880). Et, bien sûr, plus que tout, au moins autant que le théâtre, les courses de taureaux.

Edmundo de Amicis a été le témoin de cette passion pour les courses de taureaux. Il commente : « L'inauguration des courses de taureaux à Madrid est beaucoup plus importante qu'un changement de ministère ; un mois à l'avance, l'annonce s'en répand par toute l'Espagne... les toreros inscrits qu'on voit déjà à Madrid sont montrés du doigt, il court des bruits que les taureaux sont déjà arrivés, qu'on les a vus, on intrigue pour aller les voir [...]. Frascuelo, le fameux matador, est arrivé [...]. » Amicis assiste à une corrida en présence du roi – une corrida de gala avec les trois grands du moment, Frascuelo, Lagartijo et Cayetano. Il consacre vingt-cinq pages au récit de la corrida, à son commentaire, puis à sa rencontre avec Frascuelo, et il avoue qu'il est allé aux courses tous les dimanches¹⁶⁶.

L'évidence du danger, le défi authentique à la mort dont les rappels, dans les arènes de Madrid, sont périodiques, associés à la beauté plastique de certaines des figures créées par les toreros, ont achevé de convertir beaucoup de Madrilènes au culte de la corrida.

On sait que les années 1840 avaient vu l'apogée de la rivalité entre Cúchares et El Chiclanero. Cette *competencia* acharnée continua au début des années 1850 : El Chiclanero, dont la technique et la créativité artistique étaient un peu inférieures à celles de son rival, mais dont les estocades étaient supérieures, multipliait les défis, comme en 1846, quand il refusa de toréer un lot dont l'apparence lui paraissait indigne de son rang. Cependant, miné par la tuberculose, il disparut en 1853. Cúchares poursuivit sa carrière qui dura vingt-huit ans, mais, orphelin de son ennemi, privé de la stimulation de sa seule présence, il donna dans la facilité et perdit lentement une bonne part du crédit immense dont il avait joui. Les aficionados madrilénes se passionnèrent un temps pour une rivalité nouvelle, celle qui opposa Antonio Sanchez El Tato, torero d'un courage tout à fait exceptionnel, à Antonio Carmona Gordito dont les paires de banderilles faisaient sensation. Le public attisait volontiers cet affrontement qui atteignit le summum dans les années 1865-1869, mais qui finit par dégénérer car les partisans des deux hommes en vinrent aux mains dans les rues de Madrid. Une très grave blessure d'El Tato, le 7 juin 1869, mit fin à ce duel. Le public madrilène, toujours très sévère avec Gordito, avait d'ailleurs pris conscience des limites artistiques et des faiblesses techniques de ces deux hommes.

Il faut préciser que le *toreo* de cette époque était fondé sur l'esquive, rendue possible par un jeu de jambes précis et rapide qui exigeait de grandes qualités athlétiques. Par ailleurs, le spectacle ne tolérait pas les sensibilités délicates. Les taureaux de ce temps, puissants et très armés, blessaient mortellement ou tuaient plusieurs chevaux lors de chaque course : quatre, cinq, voire huit ou dix, car les chevaux n'étaient pas protégés par un caparaçon (seulement institué en 1928). Le sang coulait dans l'arène, tripes et excréments jonchaient le sable. Les voyageurs étrangers s'étonnaient que de nombreuses femmes assistassent à un spectacle aussi dur.

D'autant plus que les hommes étaient constamment en danger. Les blessures graves étaient fréquentes et pouvaient mettre fin à une carrière, comme ce fut le cas d'El Tato. Et, au XIX^e siècle, plusieurs toreros de grande réputation furent victimes de blessures mortelles : Roque Miranda, dit Rigores, blessé le 6 juin 1842 par un taureau du duc de Veragua, mourut le 14 février 1843 après des mois d'une atroce agonie. Manuel Jiménez y Meléndez, dit El Cano,

cruellement blessé le 12 juillet 1852 par un taureau du même élevage, mourut onze jours plus tard, le 23 juillet. Le 20 avril 1862, le torero cordouan José Rodríguez Pepete s'élança pour secourir un picador projeté au sol par le taureau Jocinero de l'élevage Miura. Le taureau se retourna et perfora la poitrine de Pepete, tué dans l'instant. Le public madrilène chanta longtemps son oraison funèbre :

Pepete salio a la plaza Pepete se jeta dans l'arène
Como un torero valiente Comme un torero vaillant
Por salvar a un picador Pour sauver un picador
El toro le dio la muerte Le taureau lui donna la mort

La légende tragique de l'élevage Miura était en marche. Le 27 mai 1894, toujours à Madrid, un autre Miura, nommé Perdigón, tua le matador Manuel García Cuesta El Espartero¹⁶⁷.

Cet accident s'était produit dans la nouvelle arène édifiée en 1874 après le démantèlement de l'ancienne *plaza* de la porte d'Alcalá, dont la capacité était cependant de près de 20 000 places. Mais elle ne suffisait pas toujours. D'ailleurs, l'arène était comble pour la corrida de clôture qui avait réuni, une fois encore, les deux toreros à la mode, rivaux tout aussi acharnés que Cúchares et El Chiclanero naguère. Il s'agissait de Rafael Molina Lagartijo et de Salvador Sánchez Frascuelo qui furent opposés de nouveau, quelques mois plus tard, lors de l'inauguration de la *plaza* de style néomudéjar construite sur la route d'Aragón. Il est vrai que les deux vedettes étaient accompagnées ce jour-là de cinq autres toreros. Une façon de présenter ensemble les meilleurs toreros du moment¹⁶⁸.

Le Cordouan Lagartijo, depuis son alternative en 1865 jusqu'à sa retraite en 1893, tua quelque 5 000 taureaux et devint l'idole de Madrid. Il fut sans nul doute l'un des plus grands de l'histoire de la tauromachie. Sa maîtrise était telle qu'en vingt-huit ans de pratique, il n'eut qu'une seule blessure grave. De plus, ce Cordouan que l'on surnommait évidemment le Calife, dont la technique était sans faille, fut sans doute le premier torero artiste, de sorte qu'il était à la fois efficace et brillant. D'une grande prestance et d'une rare élégance, il enthousiasmait tous ceux qui étaient surtout sensibles à la plastique des formes, à la grâce et au rythme.

Or cet artiste exceptionnel eut un rival, d'ailleurs soutenu avec vigueur par les Sévillans pour qui Lagartijo avait surtout le défaut d'être cordouan ! Ce rival fut Frascuelo, né

près de Grenade mais formé à Madrid. Moins doué que Lagartijo, d'une technique moins éblouissante, Frascuelo avait pour lui une volonté de fer, beaucoup d'orgueil et un courage à toute épreuve. De plus, il tuait avec une grande sûreté et dans les règles. Jusqu'en 1874, il parvint assez souvent à prendre le meilleur sur Lagartijo. Mais la grave blessure subie en 1874 provoqua son déclin, tandis que son rival continuait une carrière brillante jusqu'en 1885. Le Cordouan s'obstina encore, jusqu'à une désastreuse saison 1893 qui le décida à la retraite.

Le temps de Lagartijo et de Frascuelo dont les productions enchantèrent Madrid est considéré par les spécialistes comme le premier âge d'or de la tauromachie. D'autant plus que d'autres toreros de valeur intervinrent souvent dans le duel entre les deux astres. Luis Mazzantini, un dandy, arbitre des élégances, qui fut aussi un homme politique, dont trois estocades sur quatre étaient foudroyantes, mais qui était médiocre avec cape et *muleta* ; Manuel García Espartero, jusqu'à sa mort tragique en 1894. Antonio Fuentes, parfois éblouissant, souvent apathique. Et surtout, à partir de 1887, Rafael Guerra dit Guerrita qui, jusqu'en 1899, assura avec brio la transition tout en obtenant une importante hausse des rémunérations des toreros.

Les arènes de Madrid proposaient au public une vingtaine de corridas annuelles, données surtout le dimanche. De plus, des corridas ou novilladas au cartel plus modeste étaient données dans les arènes de Vista Alegre, au faubourg de Carabanchel. Mais à la fin du siècle, deux autres spectacles promis à un avenir immense sollicitaient le peuple de Madrid : le cinéma dont les premières productions, muettes évidemment, sont projetées en 1896 dans des salles de la carrera San Jerónimo, œuvres des frères Lumière, mais déjà aussi les premiers courts-métrages espagnols, comme *Promenade en mer*. Et le football avec un premier club, le Football Sky, fondé en 1897. Le début espagnol très confidentiel de ce sport n'annonçait guère la passion qu'il devait provoquer au siècle suivant. En 1902, le Madrid Football Club fut créé sans susciter beaucoup d'intérêt.

Éphémérides. Chronique madrilène du XIX^e siècle

1891	réalise une de ses toiles les plus célèbres, <i>La Famille de Charles IV</i> , une toile de grandes dimensions (336 × 282), sans complaisance aucune pour le couple royal : les visages
------	---

de Charles et de Marie-Louise se sont inexpressifs, surtout celui du roi dont la médiocrité s'affiche. Mais Goya a respecté une vérité : la reine avait de beaux bras et, pour cela, refusait les gants ! Les jeunes enfants méritaient la bienveillance du peintre.

Charles IV, qui a perquisitionné les appartements de son fils Ferdinand, a découvert que celui-ci avait orchestré une campagne de libelles infâmes contre sa mère Marie-Louise (octobre 1807). Le 29 octobre, Ferdinand est arrêté à l'Escorial et ses papiers sont confisqués. Le 5 novembre, le roi publie la confession de Ferdinand qui reconnaît le complot qu'il a organisé contre son père afin de le détrôner. Le prince, qui sollicite le pardon de son père, accuse le duc de l'Infantado et quelques grands seigneurs mécontents de l'avoir influencé : Infantado et ses complices sont arrêtés et mis en accusation : le procès est organisé à l'Escorial, mais le Conseil de Castille refuse d'impliquer le prince. Les nobles coupables sont bannis de la Cour et se retirent à Aranjuez¹⁶⁹.

Le fourbe Ferdinand prend sa revanche grâce à l'émeute d'Aranjuez que les nobles condamnés en novembre 1807 et le chanoine Escóiquiz avaient préparée et qui faillit être fatale à Godoy.

Deux mois et demi après les journées des 2 et 3 mai, le roi Joseph entre dans une capitale déserte. Son premier séjour à Madrid ne va durer

1808
(20 juillet)

que dix jours, car la nouvelle de la défaite de Bailén décide Joseph à quitter la capitale.

Dès lors, jusqu'en mars 1813, la vie de Madrid est rythmée par les allées et venues de Joseph : le roi quitte Madrid, puis revient, selon les fortunes changeantes de la guerre. Il inaugure l'une ou l'autre des jolies places aménagées sur les terrains récupérés par les désamortissements – ce qui lui vaut un de ses surnoms, le « roi Plazuelas » –, va au théâtre, organise des parties fines et secourt les indigents.

Une manifestation dont la populace « absolutiste » est l'élément dominant parcourt Madrid en hurlant des slogans très hostiles aux libéraux et constitutionnels. Cette manifestation annonce les pillages et les massacres qui précéderont le retour de

Ferdinand VII à Madrid. Échec de la conspiration dite du Triangle, dont l'inspirateur était un certain Vicente Richart, qui avait projeté l'assassinat de Ferdinand VII à la porte du bordel où il venait rejoindre une de ses préférées, Pepa la Malagueña. Inauguration du musée royal de Peintures, installé dans le palais du Prado, construit à la fin du XVIII^e siècle par Charles III et qui pendant la guerre d'Indépendance avait servi de quartier général à la cavalerie de l'armée de Napoléon et de Joseph. La reine Marie-Isabelle de Bragance, (19 venait de disparaître, avait été le soutien le plus efficace de l'ambassadeur du musée. Soulèvement de la Garde royale organisé par les partisans de l'absolutisme. Une bataille rangée s'engage sur la Plaza Mayor entre la Garde et la Milice nationale favorable à Riego, dont le <i>pronunciamiento</i> à Cabezas de San Juan, le 10 janvier 1820, au nom de la Constitution de 1812, a lancé le mouvement libéral. L'échec de la Garde obligera le roi Ferdinand VII à accepter quelque temps encore le régime libéral.	

1823 (23 mai) Ric d'Angoulême, à la tête de l'armée des Cent mille fils de Louis, entre dans Madrid. On sait que le Congrès de Vérone avait décidé une intervention en Espagne pour rétablir l'absolutisme et confié cette mission à la France. C'est cette intervention qui, avec le retour d'un absolutisme déchaîné, donna le coup d'envoi de la « décennie abominable ». Rafael de Riego, qui avait été fait prisonnier, puis livré par les Français à Ferdinand VII et qui avait été condamné à mort, est pendu à midi et demi sur la Plaza de la Cebada en présence d'une populace ignoble. Contrairement à certaines allégations, Juan Martín Díaz El Empecinado ne fut pas exécuté à Madrid, mais sur la Plaza Mayor de la petite ville de Roa. Ferdinand VII épouse en quatrième nocces Marie-Christine de Bourbon, fille du roi François I^{er} des Deux-Siciles. Elle	
--	--

1831 (décembre) Ferdinand. Âgée de 23 ans, elle donne au roi en peu de temps deux filles, dont l'aînée, venue au monde le 30 octobre 1830, sera la reine Isabelle II. Marie-Christine commence à exercer la Régence.	
1832 (décembre) Ferdinand (le 29 septembre). Veuve à 27 ans, Marie-Christine épousera morganaquement un sergent de la Garde. Marie-Christine proclame le statut royal qui institue une monarchie constitutionnelle. Une fille persuadée que les jésuites ont empoisonné les fontaines publiques et sont responsables de l'épidémie de choléra donne l'assaut à plusieurs couvents de religieux. Ceux qui ne peuvent fuir sont assassinés. Don Carlos est aux portes de Madrid. Des escarmouches ont lieu près du Retiro entre les carlistes et les défenseurs de la capitale mobilisés par le maire, don Juan Bautista del Llano. Marie-Christine, pour sa part, serait prête aux engagements, de façon à s'affranchir de la tutelle progressiste.	
Mais le colonel Cordova est disposé à résister en comptant sur les trois batteries du Retiro et sur la Milice nationale – 3 000 à 4 000 hommes au total. Étrangement, don Carlos ne donne pas l'assaut. Il n'entrera pas dans Madrid. José Cepeda Adán allègue une explication politique : « la peur de la grande ville », qui paralyse une armée de guérilleros. Marie-Christine en difficulté cède la Régence à Espartero, très populaire à Madrid en raison de ses victoires sur les carlistes, et fait duc de la Victoire. Diego de León, à la tête d'un groupe de partisans d'O'Donnell soulevés contre Espartero, essaie de s'emparer des deux jeunes princesses, Isabelle et Louise Fernande. Il est capturé et condamné à mort. Il fait forte impression sur les Madrilènes en commandant lui-même, en grand uniforme, le peloton chargé de son exécution. Ce qui explique l'existence à Madrid d'une grande rue et d'une station de métro Diego de León, de nombreux commerces à son nom, etc. Quant à Espartero, il abandonne la Régence en 1843. Est célébré, au palais royal et dans la basilique d'Atocha, le double mariage d'Isabelle II avec François d'Assise de Bourbon et de sa sœur Louise Fernande avec le duc de Montpensier, fils de Louis-Philippe. Isabelle II n'avait guère de chance, car son époux n'aimait que les garçons. Cette	

10 octobre Donna l'occasion au peuple de Madrid de multiplier les *chistes* aux dépens du roi consort, familièrement appelé Paquita. La malheureuse Isabelle avait tenté d'échapper à ce triste mariage, mais sa mère avait une préférence pour Louise Ferrnande et subissait l'influence de Sor Patrocinio, une religieuse fort intrigante dévouée aux intérêts du prince François d'Assise qui se disait marquée des stigmates de la Passion et qui fut condamnée pour imposture par les tribunaux. Cette religieuse est évoquée dans plusieurs des *Episodios nacionales* de Pérez Galdós.

1851 Isabelle II inaugure le chemin de fer Madrid-Aranjuez (47 kilomètres) construit sur un projet du marquis de Salamanca, deux ans après le chemin de fer Barcelone-Mataró. Le marquis avait fait en sorte que la ligne parte des abords du palais royal. De nos jours, le service, qualifié de « train de la fraise », a été repris.

Révolution à Madrid, où la situation se dégrade depuis **1852**, à cause de la hausse des prix des subsistances à la suite d'une série de mauvaises récoltes. Quelque 2 000 journaliers étaient sans travail. Le décret du 15 mai, signé par le comte de San Luis, qui impose le paiement anticipé d'un semestre d'impôts exaspère les gens et élargit les rangs de l'opposition : on brûle des drapeaux sur la Puerta del Sol. Barricades et combats de rue : la Vilcarevada est en marche¹⁷².

Parution du journal *La Iberia*, le périodique le plus lu jusqu'à la fin du règne d'Isabelle II.

1855 reine signe le décret qui décide l'Ensanche (agrandissement) de la Cour, c'est-à-dire de la ville de Madrid.

Une foule enthousiaste envahit la Puerta del Sol (qui avait été agrandie l'année précédente) pour fêter la prise de T¹⁸⁶⁰ par le maréchal O'Donnell.

L'émeute estudiantine, dite de la San Daniel, se termine mal, car la troupe a tiré sur les étudiants et fait plusieurs morts. Les étudiants manifestaient contre la décision du

1865 de suspendre leur professeur, Emilio Castelar, à la suite d'un article publié dans le journal *La Democracia* qu'il avait fondé et qui adressait de vives critiques à la reine. À cette époque, Castelar était favorable à l'instauration d'une république.

Une insurrection grave éclate : les sergents d'un régiment d'artillerie et de quelques autres régiments se soulèvent, tuent leurs officiers, s'emparent d'un important dépôt

1866) et de pièces d'artillerie. Ils prennent pour siège la (22 juin) de San Gil. Le régiment du prince est incertain. Des barricades s'élèvent dans les quartiers populaires. On soupçonne Prim, qui s'est illustré dans la

guerre du Maroc, d'avoir préparé le mouvement, mais il est loin de Madrid. La fermeté et la résolution de O'Donnell, le ralliement de la plupart des officiers vont provoquer la défaite des mutins qui n'avaient pas de plan d'action. Plusieurs dizaines de morts, peut-être davantage¹⁷³.

Madrid connaît une agitation permanente, mais sans 1868-1870 sanglants, et de nature politique. En septembre 1868, la révolution pacifique dite la Gloriosa a entraîné l'exil d'Isabelle II. Les Cortes deviennent le principal centre d'intérêt, car il s'agit de choisir le nouveau régime de l'Espagne. Tous les courants politiques s'affrontent : monarchistes (mais quel roi, puisque les Bourbons sont provisoirement hors jeu ?), carlistes qui ont repris espoir, républicains centralistes, fédéralistes... La longue session parlementaire dite de San José (18-19 mars 1870) marque le sommet des débats. Finalement, Prim parvient à imposer son choix : la monarchie, décidée à une petite majorité (123 voix contre 117). Il faut ensuite choisir entre les prétendants : finalement, Prim fait triompher son candidat, Amédée de Savoie, fils du roi d'Italie Victor-Emmanuel II.

L'un des candidats importants le duc de Montpensier, beau-frère d'Isabelle II, perd toutes ses chances, car il tue à Madrid Henri de Bourbon, cousin de la reine Isabelle II, au cours d'un duel.

1870 est assassiné rue de Tolède. Il meurt quelques heures (12^h 50) après l'agression.

Amédée I^{er}, qui a débarqué à Carthagène et se retrouve 1870 privé de son soutien le plus évident, entre à Madrid. Il (20 octobre) à cheval les rues enneigées, salue la foule à coups 1871 tricolore. Madrid lui fait bon accueil, mais les palais de (22 janvier), Villahermosa, Miraflores, Oñate, n'ont pas pavoisé. Façades aveugles et muettes. C'est une sorte de « veto alphonsiste ». Ensuite, Amédée I^{er} rend visite à la veuve de Prim et à ses enfants.

1871	Amédée I ^{er} prête serment devant les Cortes constituantes. Les fêtes « maçonniques » de Prim sont célébrées dans la chapelle de la basilique d'Atocha, en présence des (5 jours) du Grand Orient.
1872	Amédée I ^{er} , qui a renoncé à obtenir une adhésion massive malgré le concours de son épouse, très appréciée par les Espagnols, abdique. Le 16 février, les Cortes votent l'établissement de la I ^{re} République espagnole.
1873	Les milices monarchistes de Madrid fomentent une manifestation contre la République.
1873	Après le vote hostile aux Cortes à une motion de confiance présentée par Castelar, le général, opposé au cantonalisme, (23 avril) le Parlement une escouade qui dissout les Cortes.
1874	Après le manifeste de Cánovas du 1 ^{er} décembre qui annonce (6 janvier) la restauration des Bourbons au bénéfice du prince Alphonse avec l'accord de la reine détrônée, et le <i>pronunciamento</i> du 29 décembre 1874 à Sagonte, au cours (14 décembre) du général Martínez Campos fait acclamer par les monarchistes présents le prince Alphonse, fils d'Isabelle II, comme roi d'Espagne sous le nom d'Alphonse XII, sans provoquer de réaction, Cánovas del Castillo persuade les Cortes d'accepter la Restauration en la personne d'Alphonse XII.
1875	Alphonse XII fait son entrée à Madrid. Il est accueilli favorablement.
1875	Un décret convoque des Cortes constituantes élues au suffrage universel. Les élections ont lieu dans le calme avec un taux très élevé d'abstentions : 67 % à Madrid ! Ces Cortes élaborent une Constitution promulguée le 2 juillet (17 janvier) qui restera en vigueur jusqu'en 1931.
1875	El Fuerte del Sol est le premier espace public de Madrid (à l'écart de la ville).
1876	
1879	Alphonse XII, veuf de María de las Mercedes d'Orléans, se (26 janvier) marie dans la basilique d'Atocha avec Marie-Christine de Habsbourg-Lorraine qui lui donnera deux filles et un fils posthume, le futur Alphonse XIII.
1879	Un mois après le mariage, les deux époux échappent à un attentat anarchiste après une promenade au Retiro.

S'ouvre à Madrid une importante conférence internationale
1880réunit, outre le Maroc, 11 pays européens dont
(Espagne, la France, l'Angleterre, l'Allemagne, le Portugal,
etc. Le Maroc fut en quelque sorte « internationalisé » au
bénéfice des intérêts commerciaux des Européens.

Une foule furieuse attaque l'ambassade d'Allemagne rue
Amor de Dios, s'empare d'un drapeau et de l'écusson
1885 quand qu'elle vient brûler sur la Puerta del Sol. La cause
de cette émeute est l'occupation par la flotte allemande de
l'île de Yap, dans l'archipel des Carolines (océan Pacifique),
qui appartenait à l'Espagne depuis le XVII^e siècle. Par la
suite, l'Espagne vendra l'archipel à l'Allemagne.

Le pape décide de répondre enfin favorablement à une
demande déjà ancienne de la monarchie et de la ville : la
création d'un diocèse Madrid-Alcalá. Ce qui entraîne la
construction d'une cathédrale en face du palais royal.

Alphonse XII meurt à Madrid. Son fils posthume vient au
monde le 17 avril 1886.

Sagasta promulgue la loi rétablissant le suffrage universel.

Madrid célèbre les obsèques solennelles du poète
1885 antique José Zorrilla qui, après un long séjour à Paris et
(24 novembre) était revenu en 1866 vivre à Madrid.

1890 nouvelle d'un fait divers tragique se répand dans toute la
(26 juillet) veille, 8 août, le président du Conseil des ministres
conservateur, Antonio Cánovas del Castillo, a été assassiné
alors qu'il séjournait dans une station thermale du

1897

(9 août)

Guipúzcoa, Santa Agueda, par un militant anarchiste,
Michele Angiolillo. Il s'agit d'une vengeance : réponse à la
condamnation à mort des terroristes qui, quatre ans plus
tôt, avaient commis l'attentat contre le Liceo de Barcelone.

Madrid, capitale d'un pays en crise (1898-1931)

Pendant le premier tiers du ^{xx}e siècle, les transformations de la capitale sont notables, de sorte que Madrid ne mérite plus en 1930 la définition méprisante que lui ont appliquée de mauvaises langues : *poblachón manchego*, c'est-à-dire bourgade de la Mancha, la définition même de la patrie du Quichotte !

Une ville en mutation rapide

En trente ans (1900-1930), la population de la capitale a continué à croître à un rythme soutenu, surtout après 1910. Pendant la première décennie du ^{xx}e siècle, la croissance ne fut que de 13,38 %, en raison des fortes mortalités infantiles des années 1900, 1901 et 1909. Mais elle s'accélère ensuite. De 1900 à 1930, la population passe de 528 984 à 952 832 habitants, soit une augmentation de 80,12 %. Pendant ces trois décennies, on enregistre un solde biologique positif de 5,93 %, phénomène nouveau : pour la première fois, la natalité a été supérieure à la mortalité. Madrid cesse d'être « la cité de la mort » grâce à des progrès importants de l'adduction d'eau et de l'évacuation des ordures dont les amoncellements étaient des foyers d'épidémies. Cependant, pour l'essentiel, la croissance de la population reste due à l'immigration. En 1930, 68,63 % des habitants de Madrid n'étaient pas nés dans la capitale. L'un des facteurs principaux de cette immigration est la conversion de Madrid en un pôle de croissance industrielle, ce qui explique l'afflux de la classe d'âge 21-30 ans.

La capitale n'est plus seulement une ville de services : en 1933, le secteur secondaire emploie 51,71 % de la population active. Réalité sociale toute nouvelle. Les

occupations de la population féminine dite « active » se diversifient, quoique 49 % de cette population soit encore employée dans les travaux domestiques (cuisinières, employées de maison). Cependant, Arturo Barea, devenu employé de banque stagiaire (*meritorio*) au Crédit mobilier dans les années 1910, constate : « Depuis peu les jeunes filles travaillent dans les bureaux et les magasins et toujours davantage ; on leur donne de petits salaires, 10 *duros* par mois [50 pesetas]. Maintenant, toutes les vendeuses sont des jeunes femmes : très jolies, elles portent un uniforme noir de satin avec un petit tablier ; elles vendent quatre fois plus que les employés d'antan ; celle qui gagne le plus touche 15 *duros* par mois¹⁷⁴. »

Quant aux hommes, 59,36 % sont alors définis comme « actifs » : parmi eux, 32 441 employés, publics ou privés ; 15 851 commerçants ; 14 972 maçons ; 15 851 journalistes, sans autre précision.

Le rythme relativement rapide de l'industrialisation ne s'accompagne pas d'une amélioration sensible de la condition ouvrière, car de nombreux salaires restent insuffisants. On a pu calculer qu'en 1923 le budget hebdomadaire décent d'un ménage pourvu de deux enfants était de l'ordre de 50 pesetas. Or, le salaire quotidien d'une fraction non négligeable des ouvriers de l'industrie n'atteint pas 7 pesetas¹⁷⁵. Effet évident : une vie misérable pour bon nombre de familles ouvrières et la fréquence des grèves. Il est vrai que 1923 ne vaut pas pour toute la période : pendant les années de la guerre européenne (1914-1918), la demande internationale a suscité une forte hausse des salaires, qui ont également progressé pendant les premières années de la dictature de Primo de Rivera grâce à une conjoncture favorable (1924-1927). Mais les prix ont aussi beaucoup augmenté durant cette période. En tout cas, en ce début de siècle, les enfants doivent commencer à travailler de bonne heure : le jeune Barea, orphelin de père, dont la mère va, tous les matins ou presque, laver le linge des riches au bord du Manzanares, a pu faire des études secondaires parce que ses qualités intellectuelles lui ont valu une inscription au mérite au collège des Frères des Écoles Pies (*Escolapios*) installé dans le quartier pauvre de Lavapiès où il habite dans une mansarde. Le collège l'a pris en charge et l'aurait amené au baccalauréat s'il avait été plus docile. Mais, épris de liberté, il quitte le collège et, encore adolescent, travaille successivement dans une mercerie-

bonneterie, où il est nourri (très bien d'ailleurs) et logé, mais ne reçoit que 10 pesetas à la fin du mois. Puis, en 1911, il devient employé stagiaire du Crédit immobilier avec un salaire de 2 pesetas et 10 centimes par jour. Tel est le lot des quelque 80 stagiaires de la banque¹⁷⁶.

Deux seulement des dix districts qui constituent le territoire municipal de Madrid sont situés intégralement dans le centre historique (*Centro* et *Hospicio*). Les autres partagent inégalement leur territoire entre l'Intérieur, l'Ensanche et l'Extrarradio. Les nouveaux quartiers industriels se développent dans la zone sud où le prix du terrain est moindre et où se sont installées les gares des chemins de fer. Le nombre des locaux industriels double approximativement pendant les trois décennies et ils s'établissent surtout dans les districts de Congreso, Latina, Inclusa, Hospital, soit la zone sud, ou dans ceux de Chamberi et Universidad au nord, autour de l'axe que constitue la route de France. Congreso bénéficie de la proximité de la gare d'Atocha, tandis que Latina, Hospital et Inclusa n'ont pas d'attrait résidentiel. Observons que l'Extrarradio s'étendit très peu vers l'est : le parc du Retiro a joué le rôle de barrière jusqu'en 1930 (voir carte).

Comme les prix des terrains ont connu une forte hausse dans l'Intérieur et l'Ensanche, la plupart des immigrants ont dû s'installer dans l'Extrarradio, quoique de nombreux espaces non bâtis aient subsisté dans l'Ensanche. De 1902 à 1920, le prix du sol a bondi de 450 % dans l'Ensanche à cause des comportements spéculatifs des propriétaires, et les prix de la construction ont beaucoup augmenté aussi. Le niveau des prix explique que l'entassement des populations pauvres se maintienne dans plusieurs quartiers de l'Intérieur : Caravaca, Lavapiès, Jesús y María, Ministriles, Torrecilla, où la densité peut atteindre de 1 500 à 2 000 habitants à l'hectare, alors que la densité moyenne de l'agglomération est de quelque 140-150 habitants par hectare¹⁷⁷.

La situation de l'Extrarradio est inquiétante, car la croissance anarchique de cet espace l'a privé des services les plus nécessaires. Un document émanant de la municipalité (Ayuntamiento) le reconnaît explicitement en 1929 : « Madrid s'est entouré d'une ceinture de quartiers dont les voies sont étroites, avec un tracé incompréhensible, sans les services indispensables de pavement, d'égouts, d'éclairage ; ce sont des constructions pauvres, avec une alternance de

maisons à étages d'une hauteur hors de proportions avec celles qui n'ont qu'un ou deux étages. » Le document met en cause l'hygiène de ces logements, d'autant qu'ils se trouvent dans une zone industrielle, ce qui suppose incommodité, danger, insalubrité. Ce sont des ouvriers de la construction à la technique rudimentaire, voire des chiffonniers, qui ont construit la plupart de ces maisons. Comme d'habitude, l'absence d'égouts impose les *pozos negros*, puits creusés dans le sol pour recueillir les eaux usées et de nombreux déchets¹⁷⁸. Il faudra attendre les plans de la République de 1933 et 1936 pour que soient décidées des mesures sérieuses. Mais le déclenchement de la guerre civile interrompt le processus.

Les quelques dispositions adoptées au début du siècle n'ont servi qu'à accroître la densité des quartiers du centre : autorisation de construire des mansardes, hautes de 2,80 mètres, d'élever la hauteur des immeubles de 20 à 25 mètres ou de 18 à 20. Cependant, les ordonnances municipales de 1919 augmentent la largeur réglementaire des nouvelles rues.

Jusqu'en 1911, il n'existait aucune législation qui empêche le logement dans les maisons insalubres. C'est seulement en 1911 que la « loi sur les maisons à bon marché » prévoit des conditions d'hygiène indispensables pour les nouvelles constructions et l'expropriation des maisons pour cause d'insalubrité. Mais la municipalité ne passe pas à l'acte et la situation ne s'améliore guère avant 1930. Il n'est pas étonnant que les taux de mortalité soient beaucoup plus élevés dans les districts les moins salubres : alors que le taux moyen de mortalité de Madrid est de 27,02 ‰ en 1904-1910, celui des quartiers sud dépasse 35 ‰, et celui d'Inclusa double ceux de Centro et de Buenavista : la présence de l'institution de la Inclusa ne suffit pas, il s'en faut, à expliquer cette différence. La situation ne s'améliore guère avant l'avènement de la II^e République malgré la loi de Santé (*ley de Sanidad*) de 1921, mal appliquée faute d'un service municipal d'Inspection sanitaire.

Pourtant Pedro Nuñez Granés avait fait adopter par la municipalité en 1911 un « plan d'urbanisation de l'Extrarradio ». Il avait conçu un système de voies radiales qui auraient traversé l'Extrarradio en le fractionnant en polygones. Mais le plan était déjà obsolète avant même d'être mis en œuvre, d'autant que la situation de

l'Extrarradio n'était que l'effet du désordre de l'urbanisation du centre et de l'Ensanche. Et ce désordre s'accroissait comme résultat de la connivence entre le pouvoir municipal et les spéculateurs de l'immobilier.

Cela ne veut pas dire que certains secteurs de l'Extrarradio ne se soient pas développés remarquablement et n'aient pas progressé grâce à l'énergie, au travail de leurs habitants et à leur solidarité. Ainsi, au nord, le district de Tetuán¹⁷⁹ dont la croissance a été la plus rapide de l'Extrarradio, à égalité avec Vallecas, et qui mérite le détour. Il s'agit d'un quartier « clairement ouvrier », surgi à l'heure de l'industrialisation, un quartier de migrants, dont la croissance est anarchique et désordonnée au début, dont l'urbanisme est déplorable, mais qui s'améliore rapidement grâce à une « conscience commune de la territorialité », malgré un taux de chômage élevé. Population jeune, peu soucieuse des codes sociaux, où l'union libre et les enfants naturels ne sont pas stigmatisés, où l'influence de l'Église est modeste. De très nombreux permis de construire ont été accordés de 1913 à 1917, puis de 1923 à 1927, qui ont fait surgir quantité de maisons basses (un ou deux étages), sans aucune prétention, réduites aux besoins essentiels. D'autant qu'en 1925 le salaire le plus courant des hommes pourvus d'emploi n'est que de 5 pesetas par jour. Mais les gens de Tetuán sont gais, ils croient en l'avenir. Les nombreuses tavernes sont les lieux de sociabilité les plus efficaces : on y joue aux dominos, aux cartes (*mus* par exemple), au billard. Le bal est la distraction préférée de la jeunesse et les *toros* suscitent la passion : en 1900 a été inaugurée la *plaza de toros* de Tetuán, de style mudéjar, qui sert d'antichambre à la *plaza* madrilène de la route d'Aragón : l'*empresa* Dominguín y présente tous les grands matadors du moment et donne en sus une quarantaine de *novilladas* d'avril à octobre.

Le quartier de Tetuán fut grandement servi par le tracé de la première ligne de métro dont le terminus était à Cuatro Caminos. L'un des problèmes mal résolus était l'éducation. L'analphabétisme concernait au moins 50 % de la population en 1925, et il n'y avait encore que deux écoles publiques en 1927. Quatre autres furent ouvertes à partir de 1927. La nécessité pour beaucoup d'enfants de travailler très jeunes était un obstacle au progrès. L'école d'Arts et Métiers (*Artes y Oficios*) créée en 1925 était la plus recherchée car elle donnait un enseignement pratique de bon niveau, mais elle n'était ouverte qu'aux enfants de plus de 12 ans sachant

lire et écrire. La Congrégation des Chevaliers du Pilar, qui avait créé l'œuvre de la Goutte de lait destinée à assurer aux enfants une alimentation lactée, avait aussi fondé une école et distribuait des repas à 300 enfants de décembre à avril. Plusieurs organisations religieuses avaient entrepris d'utiles campagnes d'alphabétisation.

Un deuxième problème essentiel non résolu était celui de la salubrité publique. Tetuán était mal pourvu en eau potable, car l'eau du canal de Lozoya ne parvenait qu'aux fontaines de Cuatro Caminos, et la compagnie Hidraulica Santillana ne desservait que certaines rues. De plus, il n'y avait pas de réseau d'égouts et même une insuffisance de « puits noirs ». Les revendications et les protestations des édiles à la veille de chaque élection n'avaient aucun effet, pas plus que les articles virulents des journaux du quartier (*Cuatro Caminos*, *El Heraldo de Chamartín*). Le quartier ainsi démuní de services indispensables était à la merci de toutes les épidémies. L'hôpital de Saint-François-de-Paule, fondé au début du siècle et connu comme l'« hôpital ouvrier », était devenu insuffisant.

Les problèmes d'éducation primaire et de salubrité publique étaient communs à tous les quartiers en expansion rapide de l'Extrarradio, notamment ceux de la zone sud, et beaucoup n'avaient pas le dynamisme de Tetuán. Les édits successifs (1898, 1911) de la mairie de Madrid (*bandos*) à propos des réseaux d'évacuation des eaux usées n'avaient pas eu grand effet. Le quartier de Cabestreros dans la Inclusa était dans un état lamentable.

À partir de 1915 et jusqu'en 1920, une crise de la construction provoquée par la rareté de nombreux matériaux, due à la guerre européenne, augmenta encore les prix des logements. Il est vrai que la période de la guerre fut très favorable aux salaires : les entrepreneurs assaillis de commandes n'étaient pas en état de résister aux grèves ouvrières et les professions du bâtiment en profitèrent. Elles avaient déjà lancé le mouvement. À la veille de la guerre, selon Arturo Barea, « les maçons sont ceux qui gagnent le plus grâce à la grève qu'a lancée Pablo Iglesias, qui est un autre révolutionnaire ». Et il fait dire à l'un de ses personnages : « Notre patron ne se risquerait pas à engager un ouvrier pour 4 pesetas. Vous ne trouverez pas à Madrid un maçon qui travaille pour ce salaire... Il est sûr que pour pouvoir manger, il nous en a coûté de bonnes grèves et les coups de la police et des gardes¹⁸⁰. » Il n'est pas évident,

toutefois, que la hausse des salaires ait été plus rapide que celle des prix.

La mairie se décida alors à freiner la spéculation des propriétaires de l'Ensanche qui conservaient de nombreux terrains non bâtis pour accélérer la hausse des prix. Elle augmenta très sensiblement les impôts sur ces terrains.

Durant le premier tiers de ce siècle, l'hétérogénéité de l'urbanisation et de la construction ne se dément pas, en dépit des plans et des mesures législatives, qu'il s'agisse de l'Ensanche ou de l'Extrarradio. De nombreux projets intéressants comme ceux de l'architecte Zuazo ont été abandonnés à cause de la mauvaise volonté des entrepreneurs privés. On voit cependant se développer les *colonias* de maisons destinées à une famille, mais groupées de façon à bénéficier de services communs, telles que la colonie Vallellano sur le Paseo d'Estrémadure en 1926, ou certaines cités-jardins. Mais au cours des années 1920 commence à se développer le concept des « colonies plurifamiliales » qui s'affirmera pendant la République avec la colonie municipale « Santé et Épargne », dont le projet est antérieur, mais qui fut réalisé à partir de 1931 sur un terrain acheté par la mairie : 702 logements et un marché.

À la jonction du Casco (Centro) et de l'Ensanche, la grande affaire du temps est le percement de la Gran Vía, qui exige la destruction de 316 édifices pour 87 constructions nouvelles seulement : la Gran Vía n'aura finalement aucune unité architecturale, car les concours d'architectes produisent un mélange des styles. En revanche, le triangle rue d'Alcalá-Cibeles-Gran Vía attire les banques : elles vont installer leurs sièges dans ce « triangle financier » dont l'unité fonctionnelle devient évidente. La haute bourgeoisie occupe les espaces libérés par les nouveaux alignements pour afficher son pouvoir en faisant construire à son usage des immeubles qui bénéficient des avancées techniques : recours au béton armé, au ciment Portland, aux charpentes en noyer, au double vitrage ; sol en marbre, deux escaliers avec rampe en fer forgé ; paratonnerre, ascenseur électrique. Tous les appartements ont 9 ou 10 pièces, plus cuisine, salle de bains, WC. Et l'ascenseur rend obsolète la ségrégation sociale verticale.

Le développement de l'Ensanche n'est pas homogène. On distingue quelques quartiers résidentiels : la Castellana, Serrano, Velázquez, tout le *barrio* de Salamanca, qui font une place aux jardins, à la verdure, d'autant que les théories

de Howard à propos des cités-jardins se répandent : le « parc résidentiel » qui prolonge le quartier Salamanca en est un exemple. Par ailleurs, au nord de l'Ensanche, entre la Glorieta de Cuatro Caminos et la Moncloa, la Compagnie urbanisatrice métropolitaine obtint en 1920 une concession qui lui permit de construire un autre parc résidentiel destiné à la classe moyenne aisée (médecins, ingénieurs, commerçants, artistes, officiers supérieurs), confinée jusqu'alors dans les rues étroites et peu aérées du Casco, à qui l'on proposait ainsi soleil, air pur, espace. À proximité du terminus du métro à Cuatro Caminos, la même compagnie construisit les édifices Titanic, dont le premier fut achevé en 1920. Dix étages et 35 mètres de haut : les cours intérieures, jugées antihygiéniques, étaient supprimées, mais les façades étaient tronçonnées, découpées, de façon que l'aération et la lumière fussent mieux distribuées. Un troisième parc destiné à des catégories modestes, entrepris par la Coopérative de maisons économiques, à l'est du Retiro, n'était pas achevé lorsque éclata la guerre civile¹⁸¹.

On ne peut omettre le projet de *Ciudad lineal* conçu par un autodidacte, Arturo Soria, qu'il exposa dans les années 1882-1884 et qu'il tenta de réaliser à partir de 1890 jusqu'à la guerre civile : au nord de la ville fut ainsi dessiné un anneau urbain long de 500 mètres, avec une artère longitudinale sur laquelle s'articulaient des rues transversales longues de 200 mètres. Il s'agissait de décongestionner l'agglomération tout en conservant des espaces verts et chaque maison était pourvue d'un jardin. Après la guerre civile, la maîtrise des parcelles, construites ou non, échappa aux concepteurs et la croissance urbaine absorba la *Ciudad lineal*.

Déjà, au XIX^e siècle, les tramways à cheval, ensuite mus à la vapeur, avaient sensiblement modifié la circulation dans Madrid. Mais l'avènement du métro eut une importance considérable, essentielle pour la croissance de l'agglomération. Un premier projet de métro avait été présenté dès 1892, mais il fallut attendre 1913 pour qu'un projet important, qui prévoyait quatre lignes totalisant 154 kilomètres, soit élaboré. Dès lors, le processus s'emballa. En 1915, Miguel Otamendi présenta une demande de concession qui fut accordée en 1916. Le projet fut soutenu par la Banque de Biscaye et par le roi. La société Alphonse XIII fut créée le 24 janvier 1917 et obtint du métro

parisien la cession de moteurs électriques et d'automotrices. Les travaux furent rondement menés, de sorte qu'un premier tronçon de 4 kilomètres, de la Puerta del Sol à Cuatro Caminos (limite nord de la ville), fut inauguré par Alphonse XIII le 17 octobre 1919. Le succès fut immédiat. Deux ans plus tard, la ligne était prolongée de Sol à Atocha. Le premier tronçon de la ligne 2, de Sol à Las Ventas, fut mis en service le 14 juin 1924. Puis, le 27 décembre 1925, le tronçon Opéra-Gare du Nord était ouvert à son tour. Un segment de la ligne 4, de Goya à Diego de León, entra en service le 17 septembre 1932. Le métro fonctionna presque constamment pendant toute la durée de la guerre civile. Il transforma la vie quotidienne de nombreux Madrilènes.

Les premières automobiles étaient apparues au début du ^{xx}e siècle et, en 1907, le maire Eduardo Dato en avait réglementé la circulation : vitesse limitée à 10 kilomètres-heure, interdiction des phares et feux de grande portée, des sirènes et avertisseurs qui pourraient effrayer ânes et mules encore très présents dans Madrid. Mais dix ans plus tard, alors même que commencent les travaux du métro, les automobiles ont gagné la partie et le règlement de 1907 est obsolète. Avec les tramways électriques, ces véhicules supplantent les voitures tractées par les chevaux ou les mules.

Pendant ces trente années, à l'évidence, Madrid se transforme. La Gran Vía et ses immeubles, tels la Telefónica, le Monumental Cinema de la rue Atocha, le palais des Communications érigé sur la place de Cibeles, les nouveaux ministères en construction, les beaux hôtels de la Castellana et de Recoletos ou la Casa Longoria, bâtie pour le banquier du même nom, lui donnaient un aspect monumental dont la capitale avait été dans l'ensemble dépourvue. L'électricité, le métro, le téléphone, les cinémas qui se multipliaient dans la Gran Vía (Avenida, Callao, palais de la Musique) donnaient à la ville un air de modernité. La cité universitaire, au nord de la ville, établie sur des terrains offerts par le roi, éliminait une carence regrettable. Le maire Alberto Aguilera avait en 1902 ouvert le Parque del Oeste, espace vert qui était la symétrique du Retiro. Cependant, plusieurs quartiers périphériques misérables demeuraient, rappel insistant d'une lèpre urbaine dégradante pour des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants¹⁸².

Ces quelque trente années correspondent à une mutation importante de la fonction économique de Madrid. La ville cesse d'être un simple agrandissement aristocratique et clérical de la Cour et le modèle artisanal s'essouffle. L'installation des grandes banques, nationales ou étrangères, et des compagnies d'assurances fait de la ville un centre financier important qui a colonisé le cœur de la cité. La mise en place du réseau ferré et la construction des gares (gare du Nord, Atocha) ont valorisé la situation géographique de Madrid au centre du pays.

Le commerce en a bénéficié. Au début du siècle, les zones périphériques en expansion ont un taux élevé de création d'établissements commerciaux : de 1903 à 1908, Chamberi affiche un taux de 15,3 %, Buenavista (quartier bourgeois de développement récent) de 10 %, alors que le taux moyen est de 7 % pour l'ensemble de la ville. Des districts défavorisés comme Latina comblent une partie de leur retard (+ 14,4 %). On observe que les trois groupes de commerces dits « de subsistance » (alimentation, boissons et restauration, combustibles) regroupent toujours plus de la moitié des établissements. Buenavista se distingue par l'essor des magasins de voitures de grand confort et des pharmacies, tandis que le Centro demeure le lieu privilégié des boutiques « haut de gamme »¹⁸³. Par ailleurs, dès le début de son règne personnel, Alphonse XIII soutient la création d'hôtels de luxe aptes à recevoir la clientèle internationale : le Ritz est inauguré en 1910, suivi du Palace. Ces hôtels seront très précieux pendant la guerre de 1914-1918, car de nombreuses conférences internationales ont alors lieu à Madrid. C'est aussi à cette époque que sont construits de beaux palais, tels celui des Medinaceli, place Colón, et celui des Amboage, rue Juan Bravo.

Certes, en raison de la croissance accélérée de la ville, de l'apparition de nouveaux quartiers et de l'édification de milliers de maisons, de réalisations de grande ampleur comme le percement de la Gran Vía et les premières lignes du métro, la construction est toujours la première industrie de Madrid et elle emploie 80 000 travailleurs en 1931, soit presque le quart des salariés de la capitale. Mais le retard industriel de la ville a favorisé l'appel aux industries nouvelles, très modernes, ainsi les industries électriques : la Hidroelectrica Santillana s'installe à Madrid en 1905, la Hidroelectrica Española en 1907, la Union Electrica en 1911. Les industries d'arts graphiques et les imprimeries

sont aussi en plein développement, ce qui explique le rôle des typographes à la tête du mouvement ouvrier, ici comme ailleurs.

Madrid a été le foyer le plus actif d'une industrie de pointe, celle du téléphone. La Compagnie péninsulaire des téléphones a d'ailleurs été rachetée en 1924 par l'ITT américain. À cette époque, sur les 80 000 abonnés espagnols, 12 680 se trouvaient à Madrid. L'ITT a aussitôt passé un contrat avec l'État pour la construction de la Telefónica, le premier gratte-ciel d'Espagne, édifié de 1926 à 1929 dans la Gran Vía par l'architecte Ignacio de Cárdenas. Le développement des lignes téléphoniques a stimulé la société métallurgique la plus importante de Madrid, la Société commerciale des fers, qui devait fournir les poutres métalliques en fer laminé nécessaires aux poteaux téléphoniques.

Parmi les usines et entreprises employant plus de 100 ouvriers, il y avait encore l'usine à gaz, les ateliers de matériel ferroviaire et ceux des tramways, la manufacture de tabac. Bien entendu, une foule de petits ateliers complétait le tissu industriel. En 1931, les industries madrilènes comptaient près de 70 000 ouvriers, soit un effectif proche de ceux des métiers du bâtiment, les transports 30 000. Les autres services totalisaient 98 000 salariés, dont 42 000 pour le commerce. Il existait maintenant un authentique prolétariat madrilène qui ne se confondait plus avec l'univers des domestiques.

Ce qui explique l'essor de l'UGT dont Madrid est devenu le foyer le plus actif. Dès 1890, l'UGT a célébré le 1^{er} mai à Madrid et, au cours des années qui précèdent le déclenchement de la Première Guerre mondiale, elle organise un défilé de plus en plus suivi qui emprunte les rues et avenues du centre. Arturo Barea a évoqué cet essor de l'UGT que le patronat et les entrepreneurs combattent autant qu'ils le peuvent. Mais il s'agit d'une vague de fond : l'UGT compte 29 383 adhérents en 1901, 46 896 en 1903, 147 729 en 1913, 1 041 539 en 1931. Et Madrid, qui a toujours été la capitale du socialisme espagnol, dont les liens avec l'UGT sont évidents, a un rôle majeur dans ce mouvement¹⁸⁴.

Barea assiste à une réunion du syndicat. Pla, qui est employé au Crédit comme Barea, lui montre son carnet rouge de la Maison du peuple et explique : « Nous sommes très peu nombreux et si nos chefs apprennent que nous

sommes affiliés à un syndicat ils nous jettent à la rue. » Ensuite, il montre sa carte du syndicat, UGT « métiers divers », et ajoute : « Je ne suis pas seul. Au Crédit, nous sommes au moins dix. [...] Évidemment, nous ne sommes pas assez pour former un syndicat propre et on nous classe dans “métiers divers” avec tous ceux qui appartiennent à un métier où il y a peu de monde [...]. Notre unique avantage est la société de secours [...]. Nous avons une société d’assurance médicale qui est la meilleure d’Espagne. On te donne tout : les meilleurs médecins, la pharmacie, la clinique en cas d’opération [...]. Mais, pour être sociétaire, il faut être affilié à l’UGT. »

Plus tard, Barea en revient à la contestation sociale : « Les socialistes font grève tous les jours. Un jour ce sont les boulangers, un autre les maçons, un troisième les typographes. On les met en prison, on les bastonne, mais au bout du compte ils s’en tirent bien. Ce sont les seuls qui font la journée de huit heures et qui gagnent le salaire qu’ils demandent. Pablo Iglesias est leur chef, c’est un typographe déjà âgé qui, au Congrès, dit toutes les vérités qui lui viennent à l’esprit. On l’a mis en prison je ne sais combien de fois, mais il persiste. »

Barea va à la Maison du peuple avec Pla qui renouvelle son adhésion au syndicat. Barea, à son tour, prend la carte de l’UGT, section « métiers divers ». En 1914, il participe au défilé du 1^{er} Mai. Avec les autres employés de banque, il déserte un moment le cortège, lorsque celui-ci passe devant les sièges des institutions bancaires. Il en éprouve un peu de honte, mais il est déjà entré en rébellion¹⁸⁵.

Barea exagérât sans doute en écrivant que les socialistes faisaient grève tous les jours, mais il est incontestable que la protestation ouvrière monte à Madrid et s’enfle dans les périodes de crise ou lorsque la conjoncture est favorable, sous l’égide de l’UGT qui est la force principale du prolétariat madrilène. Cette protestation a d’ailleurs obtenu plusieurs améliorations votées par les Cortes : loi sur le repos dominical (1904), droit de grève explicite en 1909 (en fait admis depuis 1901), contrat d’apprentissage (1911), interdiction du travail de nuit pour les femmes (1912).

À l’évidence, le recours de plus en plus fréquent à la grève a exercé une influence sur cette législation. La statistique annuelle des grèves madrilènes au début du xx^e siècle est éloquente.

Nombre de grèves	
1905	13
1906	10
1907	4
1908	1
1909	2
1910	23
1911	18
1912	1
1913	8
1914	4
1915	13
1916	9
1917	10
1918	7
1919	56
1920	34
1921	6
1922	4
1923	1
1924	1
1925	1
1926	1
1927	1
1928	1
1929	1
1930	1
1931	1

Ce tableau statistique fait apparaître l'importance des grèves dans les années 1919-1920. Précisément, en décembre 1919, le congrès de la CNT, dit de la Comedia, se déroula à Madrid « dans une atmosphère de luttes sociales intenses et de croissance des effectifs de la CNT ». Les 450 délégués représentaient plus de 790 000 adhérents. Les cénétistes catalans étaient particulièrement nombreux et c'est l'un d'eux, Evelio Boal, qui avait été chargé de l'organisation du congrès. Celui-ci marqua le passage d'un syndicalisme révolutionnaire neutre en politique vers une orientation anarchiste plus nette. Plusieurs des leaders se posaient désormais la question d'alliances éventuelles avec d'autres forces de gauche, par exemple le PSOE, parce qu'ils étaient conscients des besoins des ouvriers¹⁸⁷.

Négligeons la période 1923-1926 qui correspond aux premières années de la dictature de Miguel Primo de Rivera : le régime cherche à gagner le soutien au moins passif de la classe ouvrière à qui il accorde quelques avantages, avec la collaboration de Largo Caballero, et la conjoncture est favorable. Pour le reste, il est facile de voir que les poussées revendicatives marquées par une augmentation des grèves correspondent à des hausses sensibles des prix (1910, 1913, par exemple). Les grèves dures des années 1916 et 1917, avec un nombre important

de journées perdues, sont au contraire l'effet d'une conjoncture favorable aux ouvriers, car la demande extérieure très forte oblige les patrons à maintenir le travail et ils accordent les hausses de salaires demandées. Les années 1919-1920, au cours desquelles presque tous les ouvriers des entreprises en grève cessent le travail et prolongent le mouvement (record de journées perdues), marquent la fin de cette conjoncture.

Madrid au cœur des conflits politiques

En ce début du ^{xx}e siècle, le système politique mis en place par la deuxième Restauration et fondé sur une alternance entre conservateurs et libéraux grâce à l'accord des deux chefs de parti, Cánovas et Sagasta, se dérègle. Il n'est pas question de nier les progrès de la pratique politique (suffrage universel, 1890) ou sociale (liberté d'association, 1887 ; création des jurys). Mais le divorce entre pays légal et pays réel s'accomplit. De sorte que les majorités qui font la politique au Congrès sont de plus en plus friables et, sur le conseil des chefs de parti, le roi doit souvent recourir à la dissolution et à de nouvelles élections législatives dans l'espoir d'obtenir une majorité plus solide. De sorte que, de 1903 à 1923, on assiste à dix élections législatives, alors que la durée normale d'une législature était de quatre ans ! En voici le calendrier : avril 1903 ; septembre 1905 ; avril 1907 ; mai 1910 ; mars 1914 ; avril 1916 ; février 1918 ; juin 1919 ; décembre 1920 ; avril 1923.

On le voit : seule la législature 1910-1914 a eu une durée à peu près normale.

En 1903, l'Espagne est encore sous le coup du désastre de 1898. Le terme de « régénérationnisme » est à la mode dans tous les milieux, même si les conceptions de la régénération des divers mouvements politiques ne s'accordent guère.

Madrid devait désigner huit députés. Une loi électorale compliquée prévoyait que chaque électeur pouvait voter seulement pour six candidats : ainsi se constituaient des listes limitées à six personnes, parfois homogènes, mais souvent composées d'hommes de diverses tendances, car la loi favorisait les regroupements. En 1903, les monarchistes présentaient six candidats bien installés à Madrid, qui appartenaient aux élites économiques : trois conservateurs (Garay, le baron de Monte, Villena), un conservateur dissident (Correcher) et deux libéraux (Ruiz Jiménez et Rivera). Les républicains présentaient également six

candidats (Costa, Morayta, Picón, Estevenez, Llano y Persi, Rodríguez). À l'exception de Rodríguez, qui était commerçant, les autres étaient des intellectuels et des publicistes. Estevenez avait été ministre de la I^{re} République. Les socialistes avaient deux candidats : Pablo Iglesias et le médecin Vera.

La campagne fut intense. Les républicains, actifs et enthousiastes, insistèrent sur la signification du désastre de 1898 et Costa fut très écouté. Cependant, les abstentions furent considérables (un peu plus de 57 %). Les élections furent, selon le mot de Maura, « brutalement sincères » et la fraude peu importante. Les républicains remportèrent à Madrid une victoire indiscutable avec un triomphe personnel pour Costa ; le score des socialistes fut presque ridicule. Évidemment, le résultat de Madrid, salué par une presse jubilatoire, n'engageait pas l'ensemble du pays.

Deux ans plus tard, après quatre ou cinq ministères contestés, dissolution et nouvelles élections. Deux candidatures complètes, une monarchiste où l'on retrouve Garay, avec à ses côtés un riche banquier, Zaldo ; une républicaine, avec Estevenez et Rodríguez, un criminologue célèbre, Dorado, et Fernández Calzado qui avait fait fortune en Amérique. Les socialistes présentent de nouveau Iglesias et Vera. La campagne se fait sur des thèmes différents de ceux de 1903. Les monarchistes insistent sur les progrès de l'économie et du commerce, tandis que les républicains s'en remettent à un anticléricalisme féroce et à la critique de l'administration. Les monarchistes l'emportent sans réaliser de scores impressionnants, mais les républicains ont perdu beaucoup de voix, la fraude a été notable et l'abstention forte : 64 %. Les socialistes progressent à peine.

L'instabilité gouvernementale conduit à une nouvelle dissolution au terme de moins de dix-huit mois et aux élections d'avril 1907. Les monarchistes ne parviennent pas à constituer une liste complète et ne présentent que 5 candidats, dont Garay une nouvelle fois. Chez les républicains, qui renouvellent peu leurs thèmes de campagne (l'anticléricalisme en majeur), la candidature de Pérez Galdós (qui vient d'adhérer au républicanisme) est l'atout principal : la popularité de l'écrivain est grande et, malgré ses faibles dons oratoires, il réalise le meilleur score. Un nouveau nom chez les socialistes, celui de García Quejido, aux côtés d'Iglesias. Les monarchistes l'emportent encore, plus nettement qu'en 1905, même dans des districts

populaires (Chamberi, la Inclusa). Les socialistes réalisent un léger progrès. Les abstentions atteignent 65 %. Dans le cas de la Inclusa, la fraude apparaît certaine.

Les élections de 1910, anticipées une nouvelle fois, présentent un intérêt particulier. Elles se produisent en effet dans un climat social alourdi, dont une poussée de grèves et l'augmentation des adhésions à l'UGT témoignent : 33 grèves contre 22 en 1909, six nouvelles sections madrilènes de l'UGT avec 26 755 inscrits, soit 2 000 de plus que l'année précédente. Les listes électorales sont révisées, la nouvelle loi électorale rend le vote obligatoire et les présidents des bureaux de vote sont mis dans l'incapacité de falsifier les résultats.

Les monarchistes présentent une liste de 6 candidats, dont 4 libéraux (notamment Zaldo, le banquier). Les républicains-socialistes présentent pour la première fois une candidature commune, avec une place pour Iglesias. Pérez Galdós est toujours présent. Cette fois, la victoire républicaine est totale. Ils ont triomphé avec de forts pourcentages dans tous les quartiers prolétaires (Hospital, Inclusa, Latina), mais aussi à Chamberi et Universidad avec des taux de 40 %, et presque 30 % à Buenavista. Pérez Galdós est quasiment en tête partout. Iglesias est distancé, mais obtient plus de voix qu'en 1907 et il entre au Congrès : premier socialiste élu au Parlement où il tonne contre le système. Son premier discours, où il attaque sans ménagements l'armée, le système politique et le fonctionnement de la justice, fait sensation. L'élection a été propre, mais malgré la loi, l'abstention, quoique en fort recul (34 %), ne disparaît pas.

Les élections de 1914, qui surviennent dans une phase de hausse des prix encore modérée, démontrent l'écclatement des forces qui avaient permis depuis 1875 le système du *turno*. Mais les partis opposés au régime éclatent eux aussi.

La sévère répression dont Antonio Maura, chef du parti conservateur, a pris la responsabilité lors de la « semaine tragique » de Barcelone en 1909¹⁸⁸ l'écarte pour un temps du pouvoir. Madrilène authentique, le comte de Romanones est d'esprit libéral, de même que García Prieto « libéral-démocrate », et c'est désormais Eduardo Dato qui prend la tête du parti conservateur. À l'occasion des élections de 1914, la désunion est telle que 22 candidats briguent les suffrages des Madrilènes : 6 républicains-socialistes, dont Castrovido, directeur d'*El País*, nouveau journal qui a tiré jusqu'à 120 000 exemplaires ; 6 monarchistes coalisés de

diverses tendances (2 « romanonistes », 3 conservateurs, 1 « défense sociale ») ; 4 mauristes ; 2 libéraux-démocrates ; 4 radicaux. La coalition monarchiste est particulièrement hétérogène.

La campagne fut d'une extrême violence, fertile en insultes, en attaques personnelles (« renards », « porcs », « sacristains »), d'autant plus que Lerroux, battu à Barcelone, se voyait offrir une candidature par les conservateurs dans la province de Cordoue : du coup les jeunes mauristes qualifiaient Dato d'antichrétien, car le leader conservateur se retrouvait dans la même mouvance politique que Lerroux qui avait naguère conseillé aux jeunes gens d'aller châtrer les curés et engrosser les nonnes ! En même temps, *El Pais* traitait Lerroux de « briseur de grèves », et les socialistes voyaient en lui un dictateur.

La victoire revint aux républicains-socialistes, mais ce fut une mince victoire. Parmi les élus, Castrovido, Iglesias, le comte de Santa Engracia, monarchiste libéral, le mieux élu de tous, et le jeune « mauriste » Morales.

Les élections de 1918, en période de forte hausse des prix, mais aussi d'amélioration des salaires, qui provoquent une baisse nette des journées perdues pour fait de grève, marquent l'originalité de Madrid, car l'agitation des campagnes où la CNT est en forte progression et l'explosion révolutionnaire de 1917 n'y ont que des échos modestes. De sorte que les monarchistes, cette fois conservateurs en majorité, l'emportent, mais de 2 000 voix seulement : rien d'un triomphe !

Les 3 consultations suivantes (juin 1919, décembre 1920 et avril 1923) annoncent un changement important : le mouvement social devient décisif et le recours au vote populaire, dans les conditions légales, n'apporte pas de solution satisfaisante à la situation des masses ouvrières des grandes villes. La fin de la Première Guerre mondiale et la baisse de la demande extérieure stoppent les hausses de salaires. De 1918 à 1919, la contestation ouvrière croît démesurément à Madrid : 76 312 journées perdues en 1918, 547 802 en 1919 pour fait de grève ! Ce n'est pas l'élection aux Cortes d'un membre important de l'UGT, Julián Besteiro – qui avait joué un grand rôle dans le comité de grève de 1917 –, qui pouvait changer la donne au niveau national¹⁸⁹.

Par ailleurs, la conjoncture historique affaiblit considérablement le prestige de la monarchie, surtout le

désastre d'Anoual en 1921. Un nouveau parti d'extrême gauche, le parti communiste, apparaît lors des élections de 1923.

Certes, à Madrid, les élections municipales avaient eu, depuis 1900 au moins, autant d'importance que les élections législatives. Pablo Iglesias était entré à la mairie dès 1905 en compagnie de Francisco Largo Caballero, lui-même madrilène, et de García Ormaechea. Les trois hommes développèrent une campagne intense contre la corruption et obtinrent des résultats substantiels, d'autant que la prolétarianisation d'une partie importante de la population madrilène avait rendu l'aide sociale indispensable. Dès 1905, avant même l'action des socialistes, l'assistance à domicile à Madrid concernait 13 285 familles, soit plus de 53 000 personnes, environ 7,5 % de la population. Mais la chute brutale du système politique de la deuxième Restauration provoquée en 1923 par le coup d'État du capitaine général de Catalogne Miguel Primo de Rivera souligne une évidence : les Cortes, qui donnaient à la ville au XIX^e siècle une sorte de respiration intellectuelle et faisaient d'elle un foyer émetteur d'idées, de théories, d'expériences, ont perdu ce rôle.

Cependant, alors même que le système se désagrégeait, les leaders politiques pouvaient nourrir une certaine estime d'eux-mêmes parce qu'ils avaient le sentiment de vivre dangereusement : l'exercice du pouvoir était devenu un risque majeur depuis que les tenants de l'action directe s'en prenaient aux premiers personnages de l'État. Déjà, à la fin du siècle précédent, Prim, puis Cánovas del Castillo avaient été victimes d'assassinats, le premier resté mystérieux en 1870, tandis que Cánovas avait été tué par l'anarchiste italien Angiolillo en 1897. Au début du XX^e siècle, Alphonse XIII et la jeune reine Victoria-Eugenia de Battemberg échappèrent personnellement à un attentat, calle Mayor, le jour de leur mariage, le 16 mai 1906. Mais la bombe dissimulée dans un bouquet de fleurs jeté par l'anarchiste Mateo Morral sur leur carrosse fit 23 morts et 106 blessés ! Le 12 novembre 1912, le président du Conseil des ministres José Canalejas fut assassiné en plein centre de Madrid alors qu'il regardait la vitrine d'une librairie sur la Puerta del Sol : l'anarchiste Manuel Pardiñas Serrano lui tira 3 balles dans le dos, peut-être parce qu'il avait refusé la grâce de Ferrer jugé responsable de la « semaine tragique » de Barcelone, ou parce qu'il avait combattu

publiquement la doctrine de la grève générale. Et, le 8 mars 1921, ce fut le tour d'un autre chef de gouvernement, le conservateur Eduardo Dato, exécuté sur la place de l'Indépendance par trois anarchistes : Mateu, Nicolau et Casanellas¹⁹⁰.

Le coup d'État du 13 septembre 1923, accompagné d'un manifeste, fut approuvé par le roi. Alphonse XIII ne suivit pas l'avis du gouvernement légitime qui lui avait demandé la destitution des généraux Primo de Rivera et Sanjurjo et, une nouvelle fois, le recours à des élections législatives. En réalité, le manifeste de Primo de Rivera rencontrait dans le pays une assez large approbation : il dénonçait un système politique fondé sur la corruption et les manœuvres secrètes (le *turno*), les tares des « professionnels de la politique », en somme « le règne de l'oligarchie et du caciquisme ». Le 14, le roi approuva le coup d'État ; le 15 les Cortes furent dissoutes et la Constitution fut suspendue (mais non abolie), les municipalités furent elles aussi dissoutes, les partis politiques interdits, l'état de guerre fut institué (il dura jusqu'au 13 mars 1925). Un directoire militaire composé de 9 généraux et d'un amiral vint s'installer à Madrid. Des milices (*somaten*) furent chargées du maintien de l'ordre. Le « discours antisystème » recueillit au début l'assentiment d'hommes politiques qui avaient réclamé un changement radical et fut soutenu par des intellectuels comme Ramiro de Maeztu et Eugenio d'Ors. Quoique les syndicats ouvriers aient protesté contre le coup d'État, ils n'organisèrent pas de manifestations hostiles.

Pendant ses premières années (de 1923 à 1927), le directoire profita habilement de la conjoncture économique très favorable pour conduire une politique volontariste de développement (programme hydroélectrique, aménagements hydrauliques, réseau routier, cimenteries, industrie automobile), tout en ménageant l'UGT et les socialistes. L'industrialisation de Madrid progressa notablement. Primo de Rivera obtint la collaboration de Largo Caballero qui développa la législation du travail, la construction de logements ouvriers, notamment à Madrid, et la mise en place d'un système de formation professionnelle. En créant la Campsa pour gérer le commerce des carburants et en réservant à l'État 30 % de ses actions, Primo de Rivera assura au budget une recette nouvelle importante.

Le dictateur, modérément répressif, réussit beaucoup moins dans le domaine politique. La Unión patriótica ne

parvint ni à devenir un parti majoritaire ni à prendre le contrôle des nouvelles municipalités, et les tentatives même timides de promouvoir un syndicalisme de type corporatif échouèrent. L'opposition des étudiants madrilènes, due à la faveur dont jouissaient des centres d'enseignement supérieur privés, provoqua la fermeture de l'université de Madrid (et celle de Barcelone) en mars 1928. L'Ateneo de Madrid, considéré comme un centre de contestation permanent, fut fermé (maladresse !), la revue *España* fondée en 1915, illustrée par des signatures prestigieuses, fut interdite. Beaucoup d'intellectuels dont l'influence était certaine (Ortega y Gasset, Unamuno – maladroitement exilé à Fuerteventura en 1924 où un raid d'intellectuels français alla le chercher pour le ramener triomphalement à Paris –, Antonio Machado) ne s'étaient pas ralliés à la dictature et leurs critiques devenaient virulentes.

Certes, en décembre 1925, le directoire militaire avait été remplacé par un directoire civil. Mais Catalans et Basques étaient mécontents du monopole attribué au castillan et réaffirmé, ainsi que de l'interdiction des symboles nationalistes. L'hostilité des anarchistes était évidente. L'UGT prit ses distances à l'égard du pouvoir en 1927. Lorsque la conjoncture économique se dégrada, Primo de Rivera, qui avait perdu l'appui du souverain et même celui de plusieurs chefs militaires, ne s'obstina pas. En janvier 1930, il démissionna. Le bilan économique de l'expérience était positif, mais le problème politique n'était pas le moins du monde résolu et, à Madrid notamment, la « fracture sociale », de plus en plus évidente, devenait menaçante¹⁹¹.

Le réveil culturel. La Edad de Plata

Au cours de cette même période, la ville avait affirmé son rôle de pôle culturel. Un pôle double qui faisait une large place aux élites, à la culture savante, aux intellectuels et aux beaux-arts, mais où s'élaborait aussi une culture populaire originale.

Le musée du Prado, sauvé par Isabelle II qui avait fait décider l'indivisibilité des collections de la Pinacothèque en obtenant de sa sœur Louise-Fernande sa renonciation à sa part, avait bénéficié en 1868 de l'entrée dans ses collections des cartons pour tapisseries de Goya. Cruzada Villaamil, historien d'art, avait fait acquérir nombre d'œuvres de peinture religieuse. En 1922, son collègue Aureliano Beruete réaménagea le musée et ouvrit la salle du Greco.

Selon Luis Enrique Otero Carvajal, c'est à partir de 1885 que Madrid devient sans conteste et malgré Barcelone la capitale culturelle de l'Espagne. Et pas uniquement parce qu'elle possède la seule université complète du pays ou parce qu'elle est le siège de l'autorité et des administrations. Aussi, parce que la capitale abrite le plus grand nombre d'imprimeries et de maisons d'édition. Les provinciaux qui ont l'ambition d'écrire ressentent l'« appel urgent » de Madrid. On vient « y triompher, chercher la reconnaissance, la réputation et un public de lecteurs et, dans cette attente, on subsiste de façon précaire grâce aux collaborations qu'offrent des organes de presse toujours plus nombreux ». Leopoldo Alas (Clarín), Pardo Bazán, Pérez Galdós, Unamuno, Gánivet, Valle-Inclán, Azorín, Baroja, Juan Ramón Jiménez, les Machado, Fernando de los Ríos, Ramón y Cajal viennent à Madrid et, si Unamuno retourne à Salamanque, si l'un des Machado se fixe à Soria, beaucoup d'autres demeurent à Madrid. Les cafés et les *tertulias* qui colonisent le centre de la ville, de la place d'Orient à Cibeles et à la Castellana, en passant par Sol, les rues Alcalá, Peligros, Principe, sont les antichambres qui permettent de pénétrer dans les cercles culturels madrilènes et favorisent la découverte des courants de pensée et de création les plus divers¹⁹².

Plusieurs institutions ont alors bien servi le prestige intellectuel de la capitale espagnole. L'Ateneo, installé en 1884 par Cánovas del Castillo dans un bel édifice du Paseo del Prado et qui entendait prolonger le travail universitaire, développa une grande activité, partagée entre ses principales sections : sciences historiques, exactes, morales et politiques, etc. L'activité de l'Ateneo était polymorphe : « Lectures poétiques, débats, conférences, concerts, expositions... » On pouvait y rencontrer le vieil Echegaray qui acceptait mal les impertinences des jeunes intellectuels iconoclastes de la génération de 1898, ou Azorín, « la boutonnière ornée d'un bouquet de violettes », ou l'historien Rafael Altamira. Les questions d'actualité y jouissaient d'une faveur remarquable, avec des conférences sur le collectivisme, l'anarchisme, le socialisme chrétien, la question ouvrière. Des soirées musicales et littéraires complétaient l'action de l'Ateneo où la liberté de ton était grande et où s'exprimèrent hommes politiques et intellectuels de toutes tendances.

En 1931, Azaña évoqua l'émotion ressentie lorsqu'il pénétra pour la première fois dans l'Ateneo en 1898. En

1913, il devint premier secrétaire de l'Ateneo et le resta jusqu'en 1921. Dans cette fonction, il démontra une volonté d'ouverture évidente et, progressivement, sous son influence, l'Ateneo, qui avait d'abord accueilli des conférences favorables aux puissances germaniques, devint « un bastion de la cause des Alliés [...] en se situant exclusivement sur le plan de l'idéologie », de concert avec la revue *España*, installée dans le voisinage. Pendant la guerre, l'Ateneo reçut une délégation d'académiciens français et la première conférence, donnée par Bergson, déclencha une salve de « vive la France ! ». On sait que la dictature de Primo de Rivera mit l'institution sous surveillance en 1924¹⁹³.

En 1910, la Commission d'extension des études (*junta para ampliación de estudios*, JAE) créa la Résidence des étudiants, inspirée des idées de l'Institution libre d'enseignement, qui entendait créer une ambiance intellectuelle ouverte et favoriser à la fois les rencontres et les confrontations entre les disciplines. Installée en 1915 sur la verte colline des Peupliers, au-dessus du quartier de Salamanca, la Résidence fut durant ces années un rendez-vous des avant-gardes intellectuelles et artistiques, un extraordinaire lieu de rencontres entre Espagnols et étrangers prestigieux : Albert Einstein, Marie Curie, John Maynard Keynes, Paul Valéry, Le Corbusier, Louis Aragon y passèrent ou y séjournèrent, ainsi que Salvador Dalí, Federico García Lorca, Luis Buñuel, Manuel de Falla, Alfonso Reyes, Miguel de Unamuno, Juan Ramón Jiménez, entre autres¹⁹⁴. Toutefois, Bernard Bessière observe un signe négatif : la fuite à Paris de plusieurs artistes de grande valeur – après Julio González en 1901 et Picasso en 1904, Juan Gris en 1906 ou Pablo Gargallo en 1911.

Au cours du printemps et de l'été, les festivités se succédaient à un rythme endiablé : kermesses populaires (*verbenas*) de la Florida, d'Atocha, San Antonio, El Carmen, La Paloma, San Cayetano... La conjonction du populaire et du seigneurial accouchait d'une culture hybride (le madrilénisme) qui produisait des créations musicales certes mineures, mais expressives (comme celles de Federico Chueca avec *La Gran Vía* ou *El Chaleco blanco*) ou littéraires, comme les saynètes de Felipe Trigo, Ricardo de La Vega et surtout – on y reviendra – Carlos Arniches. Par ailleurs, les cénacles libres, cercles privés ou *tertulias*, avec un café à la mode pour lieu de rencontre, firent alors de Madrid un théâtre en mouvement perpétuel, une sorte de happening

permanent dont deux ou trois dizaines de cafés, établis dans les rues et sur les places du centre urbain, constituaient les lieux d'attraction : écrivains, artistes, peintres, amuseurs farfelus, poètes ou acteurs étrangers de passage y rejoignaient la bohème madrilène. Le plus souvent, un ou deux personnages en vogue jouaient les animateurs : Valle-Inclán, au Nuevo Café de Levante, assurait que cette salle avait eu plus d'influence sur la création littéraire et artistique que deux ou trois universités ; Jacinto Benavente anima longtemps le Gato Negro, rue Principe, avant d'émigrer au Café Marfil dont il aimait la pénombre, le plafond bas – atmosphère moderniste, selon lui ; Menéndez y Pelayo pérorait au Café del Prado, les frères Machado au Café Español ; José Antonio Primo de Rivera réunissait au Café Ballena Alegre les jeunes gens qu'il allait tenter d'entraîner dans l'aventure de la Phalange ; tandis qu'au Café Colonial, sur la Puerta del Sol, Rafael Cansino Asens attirait dès 1914 les poètes, les peintres, les artistes étrangers, qui fuyaient la guerre, avant qu'ils ne se transportent en 1915 au Café Pombo, rue Carretas, qui devint le plus fameux de tous les cafés, un joyeux bastringue, où l'animateur, Ramón Gómez de la Serna, interdisait toute conversation relative à la guerre ; la brasserie de Correos attirait les jeunes poètes, dont García Lorca, et le café Lyon rassemblait autour de José Bergamín et d'Ignacio Sánchez Mejías les passionnés de tauromachie. On pourrait en évoquer bien d'autres : le Café Suizo, dont le prix Nobel 1906 de médecine, Santiago Ramón y Cajal, était l'attraction. Et encore le Café de la Luna, le Reina Victoria, le San Bernardo, le San Millan, le San Isidro, Las Salesas... De 1914 à 1918, à petite distance de la guerre dont les drames, les tueries, les horreurs faisaient la une de tous les quotidiens de la ville, Madrid apparaissait comme une sorte de miracle, une cité évadée de l'enfer, où le soleil n'était que le soleil, où la nuit avait d'autres couleurs que la peur¹⁹⁵.

L'effervescence culturelle avait fait naître une foule de revues : *Don Quijote*, *Madrid comico*, *Helios*, *Germinal*, *Nuevo Mundo*, *Alma Española*, *Renacimiento*... José Ortega y Gasset créa en 1915 la revue *España* qui fut emportée en 1924 par la dictature : des gens comme Azaña ou Arasquitain écrivent dans *España* qui publiera trois poèmes de Mallarmé, traduit pour la première fois en Espagne. La revue joua un rôle actif de propagande en faveur des Alliés. En 1923, Ortega y Gasset fonda la *Revista de Occidente*, qui eut une longue

carrière, un peu plus tard *El Espectador*, dont il était l'homme à tout faire et l'unique journaliste.

Le théâtre n'avait rien perdu à Madrid de sa force d'attraction. Ramón Gómez de la Serna n'était pas seulement ce « personnage à la Dalí » que décrit Bernard Bessière, capable de tenir un discours surréaliste dans une position acrobatique au cours d'une de ses *tertulias*. Fou amoureux de la capitale, il composa une étonnante *Litanie de Madrid* très éloignée des visions angoissées qui traversent à la même époque le théâtre de Valle-Inclán. La vision de Gómez de la Serna était souriante, indulgente, parfois résignée, mais jamais tragique, en accord avec celle d'un homme de théâtre sans doute sous-estimé, Carlos Arniches, dont les courtes pièces en un acte, publiées en 1917, *Du Madrid authentique*, font vivre une humanité pittoresque, celle du sud de la ville, qui vit au jour le jour et dont les passions sont modestes. Le succès durable d'Arniches fait comprendre qu'il visait juste.

Les deux auteurs les plus considérés du temps, par la critique espagnole ou étrangère, visaient plus haut. Jacinto Benavente (1866-1954), auteur de 150 pièces, qui obtint le prix Nobel de littérature en 1922, avait commencé par un succès de scandale, *Le Nid d'autrui*. Soucieux d'être reconnu, mais ennemi des conflits et peu porté à vivre lui-même dans la tragédie, Benavente opta pour une satire de mœurs parfois mordante, mais que la finesse de l'ironie et la qualité de l'écriture rendaient acceptable par les catégories sociales visées, soit la haute bourgeoisie et les gens de pouvoir (*Los Intereses creados*, par exemple, c'est-à-dire *Les Intérêts acquis*). Valle-Inclán (1866-1936), auteur de grand talent, dont l'œuvre est insaisissable, qui a rompu avec le catholicisme de sa jeunesse, donne volontiers dans la provocation, devient un maître de l'*esperpento*, ce concept espagnol quasi intraduisible (épouvantail, horreur ?), dont *Lumières de Bohème* a offert une illustration impressionnante : satire à la fois tragique et comique d'un Madrid « brillant, absurde et famélique » peuplé de voyous, de mendiants, de prostituées et de policiers, écho inquiétant de *Farsa y licencia de la Reina Castiza* (titre lui aussi intraduisible) qui livre une image impitoyable de la cour d'Isabelle II.

On ne peut limiter la production culturelle de l'élite au théâtre, ni même au roman, servi par de grands auteurs dont beaucoup choisirent de vivre à Madrid. Et d'abord Benito Pérez Galdós, le grand interprète espagnol du naturalisme que j'ai beaucoup sollicité dans ce livre, qui écrivit à sa

manière, dans ses *Episodios nacionales*, l'histoire du XIX^e siècle espagnol ; accablé par le désastre de 1898, il prolongea son effort en produisant trois séries supplémentaires des *Episodios*. Ensuite le Basque Pío Baroja, admirable connaisseur des faubourgs misérables de la capitale.

L'époque était favorable à l'essai sous toutes ses formes et Madrid était le rendez-vous des essayistes les plus originaux, de Miguel de Unamuno, encore un Basque, habité par le « sentiment tragique de la vie ». L'historien Ramón Menéndez Pidal, Maeztu ou Azorín, attirés par le modernisme (Maeztu) ou les idées libertaires (Azorín) dans leur jeunesse, mais qui évoluèrent vers un conservatisme virulent. Ou José Ortega y Gasset, l'interprète célèbre de *L'Espagne invertébrée* et le publiciste fécond des années 1910-1930¹⁹⁶.

Au début du XX^e siècle, Madrid fut aussi le lieu privilégié de la renaissance de la musique symphonique et de la musique de chambre grâce à « l'éclosion créatrice » d'Albéniz, Granados, Manuel de Falla et Joaquín Turina. Deux créations témoignent de ce réveil : celle de la Société philharmonique de Madrid en 1901, et celle de l'Orchestre symphonique de Madrid dirigé par Enrique Fernández Arbós en avril 1905. Un peu plus tard, en 1915, apparut l'Orchestre philharmonique de Madrid, et l'activité musicale de la Résidence des étudiants fut notable. Les séjours à Paris des grands compositeurs espagnols jouèrent aussi un grand rôle. C'est à son retour de Paris que Manuel de Falla produisit à Madrid *El Amor brujo* (*L'Amour sorcier*) en 1915, puis les *Nuits dans les jardins d'Espagne* en 1916. La trajectoire de Turina, avec passage à Paris où il connut Albéniz, fut comparable. La passion retrouvée de la grande musique s'étendit aux ballets musicaux comme *L'Oiseau de feu* et *Le Sacre du printemps* de Stravinsky et aux ballets russes de Diaghilev qui vinrent à Madrid, avec le mythique Nijinski comme interprète¹⁹⁷.

Le public madrilène n'avait pas que des passions aussi sublimées. Témoin, la fascination pour le sang et la mort. Plusieurs faits divers passionnèrent l'opinion au début du XX^e siècle. Le crime de « la planche à repasser » (*la plancha*) en juin 1902, survenu lui aussi rue Fuencarral – dont les protagonistes furent d'une part la victime, un célibataire à l'aise de 42 ans un peu excentrique, et d'autre part sa meurtrière, Cecilia Aznar, une jeune veuve de 22 ans –, fut

seulement une illustration de la stupidité de la jeune femme, qui avait laissé des preuves évidentes de la préméditation et des motifs de son crime, de son identité, des détails de sa fuite et de sa destination. De sorte que les enquêteurs suivirent sa trace jusqu'à Barcelone, puis jusqu'à Puigcerdá où ils procédèrent à son arrestation avant de l'expédier à Madrid où elle fut détenue à la prison des femmes. Ce n'était pas tellement le crime en lui-même qui avait retenu l'attention du public, quoiqu'il fût atroce : le malheureux Manuel avait été assommé à coups de planche à repasser et sa tête était réduite en morceaux ; des débris de peau sanguinolents adhéraient encore à l'instrument du meurtre. Ce sont les détails de l'affaire et les commentaires qu'elle suscitait. Ils mettaient en exergue la misère morale et affective de la jeune femme ; avant de s'enfuir, elle avait envoyé un écrit à son *novio* avec un billet de 100 pesetas dans une enveloppe où elle avait placé en prime quelques poils de son pubis (*cierta parte* !) ; ce qui ne l'avait pas empêchée d'avoir des relations sexuelles avec les deux employés de Barcelone qui l'avaient conduite à une auberge de la ville et en avaient profité pour lui dérober une part des 11 000 pesetas et des 4 000 francs français volés à sa victime. La misère morale de la meurtrière faisait question.

Pendant la guerre, l'opinion madrilène fut distraite des épisodes du conflit par deux crimes qui suscitèrent un vif intérêt médiatique parce qu'ils mirent en valeur l'esprit d'observation d'un groom et l'esprit de déduction d'un journaliste et d'un policier. De plus, les enquêtes, infiniment plus délicates que celle de 1902, tinrent le public en haleine. En 1913, le crime du capitaine Sánchez intéressa toute l'Espagne.

Le 2 mai, un homme vint dénoncer la disparition de son frère Rodrigo : on l'avait vu pour la dernière fois le 20 avril au Cercle des beaux-arts. Le journaliste Francisco Serrano Anguita, dit Tartarín, part en chasse. Au Cercle, il apprend, grâce à Antonio le groom, que le disparu a acheté ce 20 avril une fiche de jeu pour 5 000 pesetas, fiche qui n'est remboursable qu'à l'acheteur en personne. Or, quelques jours plus tard, Antonio vient trouver Tartarín et, très excité, lui révèle qu'une fille sensationnelle, une brune pourvue d'une devanture « capable d'arrêter un train » et d'un derrière expressif, avait prétendu en vain rendre la fiche et récupérer les 5 000 pesetas. Trois jours plus tard, Antonio revoit la belle dans la rue : fasciné par le mouvement

suggestif de ses hanches, il la suit jusqu'au siège de l'École supérieure de guerre, où elle entre. Il se hâte de faire son rapport à Tartarín. À lui de jouer. Tartarín s'informe auprès des soldats dans les parages de l'École de guerre et les cafés voisins : il apprend que la superbe brune est María Luisa Sánchez, fille du capitaine Sánchez, concierge en chef de l'École et qui y réside avec ses filles, l'aînée, Manoli, dotée de trois enfants, et María Luisa. Le capitaine Sánchez, veuf, 50 ans, a mauvaise réputation ; sorti du rang grâce à la guerre de Cuba, il joue et court le jupon ; on laisse même entendre, note le journaliste sur son carnet, qu'il entretient une liaison incestueuse avec María Luisa ; par ailleurs, celle-ci reçoit des hommes dans sa chambre. Peut-être, entre autres, le titulaire de la fiche de jeu.

Informés par le journaliste, les inspecteurs Maqueda et Escudero passent à l'action : interrogatoires, dénégations, visite domiciliaire. Rien. Mais Tartarín a de nouvelles révélations : mauvaises odeurs, construction d'une cloison. Une nouvelle perquisition menée par le directeur général de la sécurité est décisive : découverte du cadavre du disparu débité en tranches. María Luisa (une *gachi de bandera* en argot madrilène) avoue : elle a séduit dans un train le malheureux Rodrigo Jalón qui voulait vivre avec elle. Elle lui a demandé de venir en parler à son père : la visite se conclut par un meurtre à l'École de guerre par trois hommes masqués, dont le père. Le tribunal militaire condamna le capitaine Sánchez à la peine de mort et María Luisa à la prison perpétuelle : elle mourut en détention.

Le crime de juin 1916 présente un aspect atypique : c'est le meurtrier, Nilo Aurelio, marié, habitant de Madrid, qui se présente au commissariat de son district un vendredi pour signaler qu'un de ses amis, Manuel Ferrero, propriétaire terrien à Pozuelo de Tábara, dont il administre les biens, semble avoir disparu. Il n'est pas venu au rendez-vous d'affaires convenu entre eux et il a été alerté par un coup de téléphone de l'épouse de Ferrero, inquiète de son absence depuis le mardi précédent. Et il n'est pas à la pension le Lion d'or, où il descend habituellement.

Nilo Aurelio n'a pas eu de chance. Un jeune policier plein d'ambition, Federico García Gómez, assis à la terrasse du Café Oriental, sur la Puerta del Sol, lit le quotidien du jour, rubrique « faits divers » : « Don Nilo Aurelio a déclaré qu'il avait laissé M. Ferrero à 3 heures du soir mardi dernier au Café Oriental et qu'il ne l'avait pas revu depuis. » Les photos

de Nilo et de Manuel Ferrero sont dans le journal. Federico n'est pas chargé de l'enquête, mais il décide de mener discrètement la sienne. Car il connaît Nilo Aurelio, qui vient chercher ses fils au gymnase qu'il fréquente lui-même. Et le visage du disparu ne lui est pas inconnu. Où l'a-t-il rencontré ? Soudain, il se souvient : dans le tramway Puerta del Sol-Ventas, où il était assis entre don Nilo et un de ses fils. Mais quand ? La mémoire de Federico ne le trahit pas : précisément ce mardi, mais à 4 heures et demie et non à 3 heures.

Le jeune policier mène alors une longue enquête, un mois durant. Habillé en mécanicien, il fréquente les abords de la station terminus (Ventas) et interroge les passants. Sa description de don Nilo est relativement précise : un homme mûr, doté d'une barbe noire bien fournie, à la légère claudication. Enfin, un de ses interlocuteurs se souvient d'un barbu qui boitait un peu et cherchait un hôtel. Federico élargit alors sa recherche jusqu'à la place Manuel Becerra et alentours. Un boutiquier de la rue Lanuza l'oriente. Oui, un homme correspondant à ce signalement cherchait un hôtel et en a trouvé un au numéro 18. Le propriétaire confirme : un certain Miguel Sainz, barbu et boiteux, lui a loué cet hôtel, mais il ne l'a pas revu depuis !

Précisément, Nilo Aurelio en fait trop ! Il est passé au commissariat pour l'informer qu'il s'en allait soigner ses rhumatismes aux thermes d'Arnedillo afin qu'on le prévienne s'il y avait du nouveau à propos du pauvre Ferrero. Federico García Gómez, de son côté, passe à l'action, s'introduit nuitamment dans l'hôtel de la rue Lanuza où il découvre des indices décisifs : taches de sang, linges sanglants sous les cendres de la cheminée, une hache. Il peut annoncer à son chef qu'il a découvert la tombe de Manuel Ferrero : la perquisition révèle la présence du cadavre sous le dallage d'une chambre. Nilo Aurelio, arrêté à Arnedillo, avoue. Condamné à mort, il meurt d'un accès de démence avant l'exécution.

Nilo Aurelio n'était pas seulement un assassin. Il avait voulu jouer Dieu, tromper le destin. S'il n'avait pas pris l'initiative, s'il avait attendu d'être interrogé après la disparition de Ferrero, il n'aurait probablement jamais été découvert. Mais il avait méprisé l'intelligence, oublié le rôle du hasard, et Federico était à la fois le hasard et l'intelligence du destin. Il avait offert au peuple de Madrid l'occasion de méditer à propos de l'étrangeté des hasards¹⁹⁸.

Le crime de *la plancha* avait conduit journalistes, essayistes ou moralistes à poser le problème de la misère morale née de l'abandon des valeurs religieuses lorsqu'elles n'étaient pas remplacées par un autre idéal, par d'autres valeurs. La question se posait en ces termes dans le Madrid du premier ^{xx}e siècle. Car, en 1930, 3,5 % seulement des paroissiens de San Ramón assistaient à la messe dominicale et le quart des nouveau-nés n'étaient pas baptisés ; dans la paroisse de San Millan, 40 % des personnes décédées n'avaient reçu aucun sacrement. La politique anticléricale de la période Canalejas avait seulement accéléré un mouvement dont l'origine était le déracinement des populations rurales jetées dans la grande ville. Les nombreuses fondations de bienfaisance de source catholique n'avaient obtenu que de modestes résultats.

Au tout début du ^{xx}e siècle, le football qui devait conquérir l'Espagne faisait ses gammes et jouait ses premières notes. Le jeu débarqua à Bilbao dont les liens avec l'Angleterre étaient étroits, puis gagna peu à peu l'ensemble du pays. En 1902, un groupe d'étudiants fonda le Madrid Football Club dont plusieurs joueurs étaient des étudiants anglais d'Oxford et de Cambridge qui séjournaient à Madrid, et l'entraîneur se nommait Artur Johnson. En 1904, le club fusionna avec de petits autres clubs de la capitale dont l'Amicale, groupe français, le Moderno et le Moncloa. Le club madrilène essaya de promouvoir une coupe que disputeraient les diverses formations espagnoles. En 1920, un décret d'Alphonse XIII imposa un nouveau nom au club : le Real Madrid Club de Football.

En 1903, des supporters du club Atlético de Bilbao en résidence à Madrid fondèrent le club Atlético de Madrid qui devint le porte-drapeau de la classe ouvrière, notamment après 1920. Cependant, malgré leur rivalité, le Real et l'Atlético collaborèrent avec d'autres clubs du pays pour obtenir la création d'un championnat d'Espagne professionnel. Ce résultat fut atteint lors de la saison 1928-1929, avec un retard considérable sur l'Angleterre (1888-1889), l'Italie (1898), l'Allemagne (1903), mais une petite avance sur la France (1932-1933). Le Real Madrid dut attendre la quatrième saison pour obtenir son premier titre de champion d'Espagne (1932). Il fut précédé par le FC Barcelone (1929) et par l'Atlético de Bilbao, champion en 1930 et 1931. L'Atlético de Madrid jouait aussi en première division. Plus tard, les deux clubs furent rejoints par un

groupe de banlieue, le Rayo Vallecano, fondé en 1924, qui a passé plusieurs saisons parmi l'élite et y figure actuellement. Jusqu'au déclenchement de la guerre civile, le goût pour le football se développa rapidement à Madrid.

L'élite préférait le tennis ou le polo qu'elle pratiquait au sein du club Puerta de Hierro, au nord-ouest de la ville, ou encore le patinage dans le Palais de glace, qui disposait aussi de bars et de pistes de danse et qui accueillait une société plus ouverte.

Mais l'engouement pour les sports était alors loin d'atteindre la passion pour la tauromachie qui, selon les spécialistes, vivait son âge d'or. Guerrita avait tenu le premier rang de 1887 à 1899. Cette année-là, lassé par l'hostilité d'une partie du public et fortune faite, il se retira. La relève fut assurée jusqu'en 1911 par l'Andalou Ricardo Torres Bombita, un très bon *muletero*, audacieux, joyeux, dont les graves blessures n'entamèrent pas le courage. Avec lui, Machaquito, torero médiocre mais matador d'exception (1 042 taureaux occis au premier coup d'épée sur 1 853), l'artiste Antonio Fuentes en fin de carrière et un personnage atypique, Rafael Gómez Ortega, dit El Gallo, qui prit l'alternative en 1902, occupèrent le terrain. El Gallo était imprévisible : il alternait le *toreo* le plus classique et les improvisations baroques ; surtout, il pouvait obtenir des triomphes d'anthologie et céder à des paniques incompréhensibles : il jetait alors sur le sable épée, cape ou *muleta*, et courait se réfugier derrière la barrière dont il ne voulait plus sortir. Ses justifications étaient délirantes. Il passait la nuit au poste de police, mais n'en avait cure !

C'est en l'an de grâce 1912 que firent irruption, quasi simultanément, le jeune frère du Gallo (treize ans de moins !), José Gómez Joselito, et Juan Belmonte, tous deux sévillans. De 1912 à 1920, leur *competencia* (rivalité) tint l'*afición* sous le charme. Ce fut le plus beau temps de la tauromachie, que le reste de l'Europe méconnut car elle vivait un drame majeur, la Grande Guerre.

Les deux hommes étaient fort différents : Joselito, beau, élancé, savait tout faire. Virtuose, héritier d'un siècle qui avait élaboré progressivement la tradition tauromachique et affiné ses techniques, capable de jauger au prix de quelques gestes les qualités et le caractère d'un taureau, orgueilleux et fier, il jouit très vite de la considération des aficionados. À l'âge de 17 ans il se vit donner l'alternative par son frère Rafael.

Juan Belmonte, fils d'un quincaillier, n'était l'héritier d'aucune tradition. Il s'était formé au cours des nuits de pleine lune, en traversant à la nage le Guadalquivir pour aller au cœur des élevages défier les taureaux au péril de sa vie. Laid, contrefait, genoux cagneux, bras trop longs, il n'avait rien d'un athlète et son apparence chétive lui promettait les pires épreuves.

Lorsqu'il se présenta à Madrid au printemps de 1913 comme *novillero*, Juan Belmonte laissa le public médusé. Son alternative dans l'arène de la capitale en octobre fut un grave échec, mais l'extraordinaire *faena* qu'il réalisa au sixième taureau, le 2 mai 1914, lança définitivement sa carrière. En 1917, il connut une année exceptionnelle, toréa 97 fois et obtint un triomphe inouï le 21 juin. À cette date, il était reconnu comme un révolutionnaire du *torero* et jouissait d'un très grand prestige chez les intellectuels, tels Valle-Inclán ou Pérez de Ayala qui le tenaient pour un innovateur, le créateur d'un nouveau langage des gestes et des formes.

Il l'était. Car il avait créé une tauromachie à la mesure de son corps, de ses limites et de son imagination. Il avait remplacé le « *torero* de jambes » qui exigeait des qualités d'athlète par un « *torero* de bras » fondé sur l'esquive, c'est-à-dire qu'il faisait aller le taureau où il voulait en usant d'une mobilité réduite. Il avait inventé le *torero* moderne. Une manière si nouvelle que Guerrita avait recommandé d'aller voir ce fou très vite, car il ne durerait pas longtemps. Guerrita se trompait : le fou survécut, fit une longue carrière, avec quelques interruptions, trois très grandes années de 1925 à 1927 et une retraite définitive en 1935.

À l'inverse, le divin Joselito, qui paraissait se jouer des taureaux les plus redoutables, fut tué par Bailaor, un taureau âgé mais d'apparence banale, le 16 mai 1920, à Talavera de la Reina, près de Madrid. Toute l'Espagne prit le deuil et des milliers de Madrilènes vinrent s'incliner devant son cercueil, rue d'Arrieta, avant son transfert à Séville. Joselito était une sorte de héros national, révérend par l'opinion d'un pays qui n'était plus une grande puissance. Belmonte fut très affecté car, malgré leur rivalité, les deux hommes s'estimaient et se respectaient. Ils avaient souvent toréé ensemble, comme le 2 mai 1914 à Madrid où ils avaient été l'un et l'autre sensationnels. Et, selon Belmonte, la mort de Joselito changea le comportement du public que les deux hommes avaient souvent jugé irresponsable. Il écrivait dans son autobiographie : « Qui a dit que la multitude n'a pas de

conscience ? À partir de la mort de Joselito, le public fut pris d'un curieux remords collectif. J'observai alors que s'étaient éveillées dans l'esprit des spectateurs de corrida une crainte, une attention jalouse pour la vie des combattants... Les gens sur les gradins avaient plus peur que les toreros. »

Après la Grande Guerre, les aficionados non espagnols comprirent la mutation qu'avait imposée Belmonte. Un critique taurin reconnu, Auguste Lafront, a souligné que, grâce à Belmonte, la tauromachie atteignit « à l'universalité d'un art plastique » accessible à des gens de tous pays – Michel Leiris, Orson Welles ou Ernest Hemingway. Il est vrai que cette promotion avait un revers : pour que le nouveau *toreo* puisse être réalisé plus souvent, les éleveurs cherchèrent à obtenir par sélections et croisements des taureaux moins puissants et moins agressifs.

Ce sont pourtant ces taureaux qui tuèrent plusieurs toreros prometteurs dans les années qui suivirent la mort de Joselito. Car la nouvelle tauromachie qui poussait les hommes à enchaîner sur place les passes les plus serrées et les plus lentes sans perdre de terrain était exigeante. La plaza de Madrid fut le théâtre de morts dramatiques : le Valencien Manuel Granero, garçon d'une rare élégance, mourut d'une blessure horrible, le 7 mai 1922, énucléé par un taureau de Veragua. Et le 31 mai 1931, l'artiste gitan Francisco Vega de los Reyes, dit Gitanillo de Triana, fut tué à son tour.

La fidélité du public avait rendu trop petites les arènes de la route d'Aragón en service depuis 1874 : leurs 13 011 places ne pouvaient suffire. C'est pour les remplacer que fut édifiée en style néomudéjar la place de Las Ventas, bien desservie par une des premières lignes de métro, avec une capacité de 23 788 places, qui fut utilisée dès le 17 juin 1931, mais dont l'inauguration officielle n'eut lieu qu'en 1934. Pour ménager la sensibilité du public et épargner aux chevaux de corrida des souffrances inutiles, un caparaçon protecteur était devenu obligatoire en 1928.

À Madrid, qui révélait, confirmait ou détruisait les réputations des hommes de l'arène, la tauromachie des années 1900-1930 avait incontestablement jeté un pont entre culture de l'élite et culture populaire¹⁹⁹.

Éphémérides. Chronique du premier xx^e siècle

1898	Année de désastres et d'humiliations ressenties avec une amertume particulière dans la capitale. Tout commence à
------	--

Cuba, avec l'explosion du cuirassé américain *Maine* dans la rade de La Havane où il était en visite de courtoisie : 252 marins américains meurent. Le magnat de la presse américain Hearst lance une violente campagne contre l'Espagne accusée d'avoir provoqué l'explosion. L'enquête démontrera qu'il n'en était rien, mais, entre-temps, Hearst a réussi à obtenir la déclaration de guerre du président Mc Kinley à l'Espagne le 21 avril.

En quelques heures, la flotte américaine détruit la flotte espagnole dans la baie de Manille sans déplorer la moindre perte, tandis que 400 marins espagnols sont tués. Le 2 mai, Madrid reçoit la nouvelle du désastre. Trois mois plus tard, l'autre flotte espagnole est anéantie près des côtes cubaines. Au traité de Paris, l'Espagne perd ses dernières colonies : Cuba, Puerto Rico, l'archipel des Philippines. Des manifestations hostiles au gouvernement parcourent la capitale et les titres des journaux sont l'expression de l'humiliation ressentie. Pour comble, les Catalans, les Basques, les provinces en général mettent en cause la gestion de la capitale, responsable de la perte des restes de l'Empire.

Mort à Madrid de Germán Gamazo, plusieurs fois ministre, et, le 29 novembre, de Francisco Pi i Margall, qui fut président de la 1^{re} République espagnole en 1873.

1901

Alonso Aguilera, ministre de l'Intérieur en 1894, devient maire de Madrid. Il célèbre son avènement en inaugurant en grande pompe plusieurs monuments dédiés à Bravo Murillo, puis à Lope de Vega, et l'ouverture de l'hôpital San Pedro de los Naturales. En 1904, il donne son approbation au percement de la Gran Vía selon les plans des architectes municipaux. Mais on sait que la réalisation ne commencera réellement qu'en 1910.	
--	--

Publication des quatre *Sonatas* de Valle-Inclán.

1905 reçoit successivement deux prix Nobel : en 1905, le 1905, José Echegaray est couronné par l'académie suédoise en littérature. En 1906, Santiago Ramón y Cajal obtient le prix Nobel de médecine.

Une crise souligne la dégradation du régime. Le roi reçoit une lettre secrète de Moret qui dénonce les agissements du président du gouvernement, José López Domínguez, membre du même parti que Moret. López Domínguez doit démissionner. Il est remplacé à la tête du gouvernement

par... Moret. Mais un vote de censure oblige Moret à se retirer deux jours plus tard !

Lors des élections législatives, 235 députés, seuls candidats, sont élus sans opposition.

Le Real Madrid remporte la Coupe du roi de football.

Le 10^{er} octobre sort le premier numéro du journal *El Debate*.

Au terme de quelques mois, il est acquis par une société dans laquelle l'Association catholique des jeunes propagandistes, dirigée par Ángel Herrera Oria, joue le rôle principal. De fait, *El Debate* va devenir à partir de 1912 le principal organe d'expression de l'Église catholique. En 1930, le journal avait un tirage de 60 000 à 80 000 exemplaires.

Le XXII^e Congrès eucharistique est célébré à Madrid du 23 juin au 1^{er} juillet. Or, depuis le début du xx^e siècle, le gouvernement espagnol, qui s'inspire de la politique pratiquée en France par Waldeck-Rousseau, donne dans l'anticléricalisme. En décembre 1900, José Canalejas affirmait

devant le Congrès : « L'ennemi, c'est le cléricalisme. » En 1906 et 1907, la controverse a fait rage à propos du mariage : le sacrement est-il nécessaire ou facultatif ? De même, la controverse se déchaîne à propos des congrégations jugées par certains trop nombreuses. De sorte que l'Église espagnole a vu dans le Congrès eucharistique l'occasion d'une démonstration de force, dont l'apogée fut la procession du Saint-Sacrement à laquelle participèrent 100 évêques, 8 000 prêtres, 4 000 jeunes, 4 000 ouvriers conduits par le marquis de Comillas ainsi que 10 000 membres de l'Adoration nocturne qui réservaient une heure chaque nuit à l'adoration du Christ Jésus. La custode, propriété de l'Hôtel de ville de Madrid, qui sortait chaque année lors du Corpus Christi, venait en tête de la procession qui parcourut la ville de l'église de San Jerónimo jusqu'au palais royal en passant par Cibeles, la rue Alcalá, la Puerta del Sol et la calle Mayor. Des conférences consacrées au problème social, un concours littéraire présidé par Marcelino Menéndez y Pelayo, une veillée de l'Adoration nocturne à l'Escorial furent d'autres temps forts. La presse conservatrice (*ABC*, *El Heraldo*, *La Epoca*) fit une large place aux manifestations du Congrès, dont il resta un hymne eucharistique encore chanté de nos jours.

Le conseil de guerre du 29 septembre condamne les leaders du comité de grève (Largo Caballero, Saborit, Anguiano) à

la réclusion perpétuelle et à l'incapacité civile « pour délit de rébellion ». Ils bénéficieront plus tard d'une amnistie.	
Achèvement du palais des Communications construit sur la place Cibeles par l'architecte Antonio Palacios (qui, en 1925, terminera, rue Alcalá l'édification du Cercle des beaux-arts).	
Publication de <i>Lucas de bohemia</i> de Valle-Inclán, forme majeure de la littérature expressionniste.	
1918 <i>Proclamación</i> à Barcelone du général Miguel Primo de Rivera, qui avait été capitaine général de Madrid, ne provoque dans la capitale que des	
1920	
1923 (13 septembre)	
réactions modérées. Le <i>Manifiesto</i> de Primo est publié à Madrid le lendemain.	
1924 Création à Madrid de la Compagnie téléphonique nationale d'Espagne.	
José Ortega y Gasset fonde la <i>Revista de Occidente</i> .	
L'architecte Secundino Zuazo édifie le palais de la Musique	
1924-1926 en Vía.	
Création à Madrid d'une Alliance républicaine (avec Azaña, Ortega y Gasset, Gregorio Marañón, Juan Negrín).	
1926 Alfonso XIII inaugure la Cité universitaire de Madrid élevée sur les terrains de la Moncloa cédés par le roi. Primo	
1927 Rivera institue une assemblée consultative auprès du directoire.	
Grève étudiante en opposition à la dictature.	
L'avenue de la Castellana est prolongée. Construction des	
1928 nouveaux ministères.	
1929 Mise en chantier de l'aéroport de Barajas.	

De la fête à la tragédie (1931-1939)

Le temps de la fête

Au lendemain de la démission de Miguel Primo de Rivera, l'institution monarchique en Espagne est menacée. Alphonse XIII n'a probablement pas été à l'origine de la dictature, mais il s'est rallié très facilement au coup d'État. Car il n'avait pas su concevoir un système de gouvernement qui prenne en compte l'évolution du pays. L'alternance régulière et quasi automatique entre conservateurs et libéraux ne correspondait plus aux résultats des élections et négligeait les forces nouvelles dont l'ascension exigeait une certaine considération.

De surcroît, la Constitution de 1876 n'avait pas été abolie, mais seulement suspendue. Il fallait rétablir une vie politique normale et elle passait par le recours à des élections. Mais, pour gagner du temps, Alphonse XIII chargea en décembre 1930 le chef de sa maison militaire, le général Dámaso Berenguer, de former et de diriger un nouveau gouvernement qui organiserait les consultations. Comme les partis traditionnels s'étaient défaits pendant la dictature, leur recomposition prenait du temps.

Or, au fil des jours, il apparut que, pour beaucoup d'Espagnols, la monarchie n'était plus la forme idéale de gouvernement. Elle n'était plus une valeur positive, mais seulement une valeur défensive, une façon de s'opposer à la montée de revendications redoutées par les catégories dominantes, par la haute Église, la haute Banque, les grands propriétaires, les industriels. Cela était si vrai que nombre d'hommes politiques longuement fidèles à la monarchie et qui avaient milité au sein des partis monarchistes, mais qui

avaient été gagnés par l'esprit de la « régénération » du pays, abandonnèrent la cause du roi. Au cours de l'été 1930, ils se rapprochèrent des républicains modérés et signèrent secrètement avec eux l'accord de Saint-Sébastien (*pacto de San Sebastián*), qui envisageait favorablement la création d'une république capable de mener à bien les réformes indispensables au renouveau de l'État et de la nation. D'anciens monarchistes catholiques tels que Niceto Alcalá Zamora et Miguel Maura avaient souscrit à ce pacte.

Cet état d'esprit était très développé à Madrid, favorisé par les prises de position d'intellectuels qui disposaient de tribunes dans la presse, tel Ortega y Gasset qui publia dans *El Sol* un éditorial violemment hostile à la monarchie jugée responsable de la situation désastreuse du pays. La conclusion était un véritable appel au peuple : « L'État espagnol n'existe plus ! Ce n'est plus le régime lui-même, mais ce sont nous, le peuple de la rue, les gens pacifiques et non révolutionnaires, qui devons dire à nos concitoyens : Espagnols, votre État n'existe plus. Reconstruisez-le ! *Delenda est monarchía !* » Il faut préciser qu'en ces années la presse, très active, possède une immense influence. Les seize quotidiens publiés à Madrid en avril 1931 et qui couvrent l'ensemble du spectre politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche, ont de gros tirages, parfois plus de 100 000 exemplaires, tel *El Sol*.

En février 1931, le général Berenguer céda la place à l'amiral Juan Bautista Aznar. Celui-ci constitua un gouvernement de concentration monarchique dont les personnalités marquantes étaient Romanones, la Cierva et Berenguer. Ce gouvernement fixa le calendrier électoral : municipales le 12 avril, provinciales le 3 mai, nationales les 7 (Cortes) et 14 mai (Sénat). Ce calendrier, qui devait être bouleversé, explique le rôle essentiel que jouèrent les municipales dans le film des événements.

La préparation de ces élections à Madrid fut révélatrice d'une mentalité nouvelle et de la forte position que le parti socialiste avait acquise dans la capitale. En effet, une partie des républicains s'allièrent avec les socialistes pour former une liste de 30 noms dont beaucoup avaient une stature nationale. À eux seuls, les socialistes étaient quinze, dont plusieurs leaders syndicaux, tels Largo Caballero et Besteiro. Leurs alliés venaient de la droite républicaine et libérale (Alcalá-Zamora, Maura, Sánchez Guerra), du Parti radical socialiste (Galarza, Alborno, Eduardo Ortega y Gasset), des

radicaux lerrouxistes, de l'Alliance républicaine et du Parti fédéral. Chacune de ces cinq formations avait trois candidats : si la primauté socialiste était hors de question, il était impossible de connaître à l'avance l'impact de groupes et de candidats dont plusieurs affrontaient pour la première fois l'épreuve des urnes, de sorte que les cinq formations avaient été placées à égalité. Par ailleurs, les socialistes avaient besoin d'une alliance avec les représentants de la gauche intellectuelle et « bourgeoise », car la structure même de l'UGT, qui respectait l'autonomie de chacune des sociétés ouvrières qui la composaient, empêchait le syndicat de déclencher une grève générale révolutionnaire dans l'intention d'en finir avec la monarchie, comme l'avait montré la tentative avortée du 15 décembre 1930. Seule une action lancée par les militaires aurait pu, en réaction, provoquer la grève générale

Il ne faut pas perdre de vue que les représentants des partis alliés aux socialistes étaient presque tous des avocats, des journalistes, des professeurs, des médecins, des écrivains ou des fonctionnaires, comme l'a montré Santos Juliá par l'analyse des signatures des manifestes politiques de l'époque. Le manifeste de l'Alliance républicaine de 1930 était signé par 11 écrivains, 10 professeurs d'université, 3 médecins et un imprimeur. Le manifeste du Parti républicain radical socialiste de décembre 1929 fut ratifié par 17 avocats, 13 écrivains, 10 médecins, 9 journalistes, 7 industriels, 6 commerçants et autant d'agents commerciaux, un ingénieur et un ouvrier. Cependant, l'appel au peuple de ces leaders politiques, ainsi celui du manifeste *Aux Électeurs de Madrid*, signé le 11 avril 1931, veille de l'élection, par Marañón, Pérez de Ayala et Ortega y Gasset, était un texte à la fois logique et sincère. Car ces intellectuels considéraient que la nation tout entière était le tribunal suprême : sa condamnation de l'institution monarchiste devait conduire au choix de la république. En cela, ils étaient proches de l'opinion de l'un des principaux leaders ouvriers, Largo Caballero. Le peuple était « la source de la légitimité de la république »²⁰⁰.

Cette vision du peuple n'était pas totalitaire. Les leaders de 1930, produits de la croissance urbaine, ne prétendaient pas que patrons, ouvriers, employés, commerçants, fonctionnaires, bourgeois et prolétaires eussent des intérêts identiques, mais ils appelaient à une alliance qui puisse créer un nouveau régime et définir de nouvelles règles de

vie en commun. Ils partageaient avec les socialistes l'idée que l'heure de la révolution politique avait sonné, non encore celle de la révolution sociale. Selon les « républicains bourgeois », les socialistes devaient à cette heure constituer une force d'appoint, mais la république aurait le devoir d'intégrer la classe ouvrière, ce qui exigeait un effort important de justice sociale. Les dirigeants syndicaux, pour leur part, acceptèrent de renoncer à leur tradition de neutralité politique parce qu'ils croyaient que la république n'était que la première étape de la révolution. Ces espérances divergentes, dont le temps devait être le metteur en scène, expliquent l'évolution des positions et des stratégies politiques de 1931 à 1936. En somme, la république est née de l'alliance entre des formations politiques, qui avaient choisi cette solution en raison de la carence de la monarchie, et un parti socialiste et des syndicats, pour qui la république constituait une phase transitoire acceptable. Il s'agit là d'une formule commune à nombre de révolutions.

Quant aux partis monarchistes, ils manquaient de leaders incontestables, à l'exception de Romanones, du comte de Vellallano ou de la Cierva. On pouvait distinguer parmi eux les libéraux « romanonistes », les conservateurs regroupés autour de Bugallal, les monarchistes indépendants ou le groupe de l'Union monarchiste.

Républicains-socialistes et monarchistes offraient deux options claires, bien définies. Cependant, il y eut d'autres candidatures porteuses d'étiquettes nouvelles, faciles à interpréter ou, au contraire, incertaines : laboristes, réformistes, gauche monarchiste, Union des patrons, communistes...

La stratégie des partis avait dû tenir compte de la loi électorale. Celle-ci était fondée sur la division de Madrid en dix districts : chacun d'eux avait droit à cinq conseillers et chaque électeur ne pouvait désigner que trois conseillers pour chaque district. Ce qui assurait une représentation aux minorités, et ce qui explique aussi que la coalition républicano-socialiste ait décidé de placer en tête des personnalités « rassurantes » dans les districts les plus conservateurs (par exemple Maura et Sánchez Guerra dans Centro et dans Buenavista).

La campagne électorale fut très animée, très passionnée, mais surtout révélatrice d'attitudes différentes. Les deux camps étaient optimistes : les républicano-socialistes

espéraient bien l'emporter, mais n'imaginaient pas que leur victoire puisse être éclatante, et moins encore qu'elle puisse aboutir aussitôt à la proclamation de la République ; les monarchistes menèrent une campagne très active, utilisèrent même des avions pour diffuser leur propagande et leurs journaux, multiplièrent les appels à la conscience des électeurs. Mais les monarchistes manquaient d'un programme cohérent et novateur : de sorte qu'ils adoptèrent une attitude défensive, antirévolutionnaire. Il s'agissait de conserver ce qui existait, affirmaient-ils, et, puisque la gauche avait cessé d'être monarchique, il fallait faire confiance à leurs adversaires. La religion, par exemple les pastorales des évêques de Tuy et de Vitoria, servit souvent de référence. Les républicains étaient suspectés de vouloir aller bien au-delà de leurs objectifs avoués, par exemple d'envisager une « socialisation sans indemnisation » des biens de production et de rêver du communisme. Certains orateurs monarchiques sombrèrent dans le ridicule en affirmant que la République en viendrait au partage des femmes ! La collection de pamphlets de l'hémérothèque municipale de Madrid est à cet égard édifiante. En bref, la campagne des monarchistes, qui s'occupait fort peu du programme municipal, était une défense de l'ordre social dont les maîtres mots étaient PATRIE, MONARCHIE, PROPRIÉTÉ, FAMILLE, ORDRE, TRAVAIL, DROIT, JUSTICE. On observera que la religion souvent invoquée n'était pas considérée comme une valeur propre d'essence spirituelle.

Les communistes menèrent une campagne dont les excès profitèrent aux républicains et aux socialistes. Car ils attaquèrent plus violemment les socialistes que les monarchistes et ils affirmèrent que « voter pour les républicains et socialistes, c'est voter pour l'oppression de la grande bourgeoisie et ses laquais social-fascistes ». Républicains et socialistes, il est vrai, présentaient un programme de caractère modéré, mais qui allait de pair avec une attaque impitoyable de l'institution monarchique dont des intellectuels de renom tels que Gregorio Marañón, Ramón Pérez de Ayala ou José Ortega y Gasset faisaient le procès. Car, selon eux, la monarchie n'avait jamais su exprimer et servir les idéaux de l'ensemble du peuple espagnol : elle n'avait été que « la gérante d'une société de secours mutuel au bénéfice des hauts dignitaires de l'Église, de la haute banque, des chefs militaires et des aristocrates », en somme de quelques centaines de personnes. Il n'y avait

aucune chance pour que le régime monarchique puisse inventer un nouvel ordre pour le pays. De sorte qu'il fallait le répudier.

Ce jugement radical ne s'accompagnait pas d'un programme révolutionnaire. L'alliance entre républicains et socialistes servirait de « prélude à l'évolution pacifique du pays ». Mais, comme on le voit, à l'instar des monarchistes, la coalition affichait des visées politiques qui allaient bien au-delà d'un programme municipal. Une conclusion s'impose : à Madrid, l'enjeu de la première consultation organisée après la fin de la dictature dépassait le cadre municipal.

Tel fut en effet le sens des meetings de la coalition entre républicains et socialistes, très active lors des journées qui précédèrent le scrutin : quatre meetings le 31 mars et huit le 5 avril, une semaine avant les élections, contre un seul ce jour-là pour les monarchistes. Républicains et socialistes firent assaut de modération, usèrent largement de symboles tels que la figure de Pérez Galdós. La presse de gauche insista sur l'appartenance affirmée au catholicisme de grandes figures de la droite républicaine. *El Socialista* publia avec jubilation l'intervention d'un curé en faveur de la république lors d'un meeting, et l'un des thèmes favoris de Sánchez Guerra fut : « Contre le chaos, la république. »

Les élections madrilènes furent un triomphe pour l'alliance des forces hostiles à la monarchie. Un triomphe qui allait très au-delà de leurs espérances. Car les candidats de la coalition arrivèrent en tête dans les dix districts et totalisèrent 69,2 % des suffrages exprimés. De plus, la participation avait été massive : le taux d'abstention tomba à 33,6 % alors qu'il était proche des 50 % lors des élections précédentes. Et comme la population madrilène avait connu une hausse sensible depuis 1923, les bureaux enregistrèrent les votes de 55 000 nouveaux électeurs.

La coalition républicano-socialiste obtint logiquement ses résultats les plus brillants dans les districts prolétariens du sud de l'agglomération, soit Latina, Inclusa et Hospital, où elle dépassa la barre des 50 % des électeurs inscrits (54,6 % dans Hospital, le maximum), et elle l'approcha à Chamberi (47,5 %) et à Universidad (47,7 %). Même dans des districts riches, de tradition conservatrice, républicains et socialistes obtinrent des scores remarquables (40,9 % à Buenavista, 38 % à Palacio), ce qui signifiait qu'ils avaient conquis les voix d'une partie importante des classes

moyennes. Les hommes qui se présentaient comme porte-parole de la droite républicaine, tels Alcalá-Zamora, Sánchez Guerra ou Maura, eurent d'excellents résultats et arrivèrent en tête dans les districts qu'ils avaient choisis.

Les monarchistes subirent un échec total et ne dépassèrent les 30 % que dans quatre districts (Buenavista avec 38,3 %, Centro, Congreso et Hospicio). Les candidats indépendants furent marginalisés par la signification du vote, plébiscite pour ou contre la monarchie. Quant aux communistes, ils furent totalement ignorés par les électeurs : la candidature du secrétaire du parti, Bullejos, qui se présentait dans le district d'Hospital, ne recueillit que 61 voix, un résultat ridicule qui n'annonçait en rien les conquêtes du parti dans les années à venir.

On observera que la fraude électorale avait été quasi nulle. Romanones devait le souligner un an plus tard à la tribune des Cortes, en prenant la défense du roi qui n'était pas intervenu dans la campagne : « C'est parce que les élections furent les plus sincères, les plus authentiques qu'il y eût en Espagne, que la république put naître, et naître de manière pacifique²⁰¹. »

Les résultats des élections municipales de Madrid pouvaient paraître justifier les espoirs des « républicains » de droite ou des radicaux-socialistes : la république leur donnerait du temps, celui d'une étape bourgeoise et d'un progrès social continu, mais modeste. Sans doute parce que, à Madrid, l'anarchosyndicalisme paraissait contenu par la position dominante de l'UGT : selon le bulletin officiel de l'UGT daté du 15 octobre 1931, le nombre des affiliés à l'UGT dans la province de Madrid atteignait un chiffre considérable : 191 198. Santos Juliá écrit : « L'UGT est le grand syndicat des travailleurs de Madrid. » Affirmation incontestable : or l'UGT, consciente de sa légitimité, orgueilleuse à juste titre de son passé, de ses combats, de la limpidité de ses actions, se concevait elle-même comme « un syndicalisme de gestion », et l'organisation des grèves participait de cette attitude. L'UGT vénérât son modèle : Pablo Iglesias, le maître, l'apôtre, le grand-père. Mais la vérité de Madrid n'était pas celle de toute l'Espagne. Face à l'UGT, prête à tirer le meilleur parti de la situation, se dressait la CNT, force montante à Madrid, quoique loin d'atteindre les effectifs de l'UGT. Elle incarnait « le syndicalisme de mobilisation ». En proposant deux portraits rapides de responsables des syndicats du bâtiment, l'ugétiste

Edmundo Domínguez et le cénétiste Cipriano Mera, Santos Juliá a montré le fossé qui existait entre les deux conceptions de l'action syndicale²⁰². Confrontée à ces deux modèles, à ces deux stratégies, la république recevrait-elle le don du temps ?

En avril 1931, on n'en était pas encore là. En tout cas, le ton de la campagne et ses résultats démontraient que pour les leaders politiques et pour le public, l'enjeu municipal était dépassé. Au moins était-ce le cas à Madrid. Mais ce le fut aussi dans un grand nombre de régions et surtout de villes, les capitales provinciales notamment. De sorte que la proclamation de la république (le 14 avril, le surlendemain de l'élection), sorte de « coup d'État », devança celle des résultats complets des élections : ceux-ci donnèrent dans l'ensemble du pays une très légère majorité aux élus monarchistes. Mais les partisans de la république avaient emporté la quasi-totalité des capitales de province et le vote des communes rurales restait entaché du soupçon de caciquisme. Il reste que Madrid avait joué dans l'affaire une partition essentielle : le peuple de Madrid avait repris, d'une façon différente, cette fois par des bulletins de vote et non par les armes, le rôle décisif qu'il avait tenu en 1808.

Pour prévenir des troubles éventuels, le président du gouvernement conseilla au roi de se retirer. Il abandonna lui-même avec son équipe les bâtiments ministériels, tandis que Alphonse XIII, sans abdiquer, annonçait son départ (effectif le lendemain). Et c'est à Madrid que les vainqueurs de l'élection, encouragés par les chefs de l'armée et de la Garde civile, peu soucieux de s'opposer à un mouvement populaire d'ampleur nationale, proclamèrent la République.

En avril 1931, la proclamation de la République donna le signal d'une grande fête populaire : les rues de la ville furent envahies par une foule joyeuse qui rassemblait ouvriers, artisans, commerçants, étudiants et bourgeois. Les leaders politiques furent entraînés irrésistiblement par la foule jusqu'à la Puerta del Sol où des ovations interminables saluèrent le drapeau de la République. Des automobiles ornées de fanions rouges parcouraient rues et avenues. On chantait, souvent faux, mais qu'importait ? L'hymne de Riego, *la Marseillaise*, *l'Internationale*. Des groupes affluaient vers le centre, qui montaient des quartiers périphériques : Vallecas, Tetuán, les Carabancheles... Le peuple fraternisait avec les forces de l'ordre, non seulement avec les soldats, mais aussi avec la Garde civile elle-même ! Un capitaine de

l'armée vint annoncer à la mairie que les orchestres militaires donneraient le soir même des concerts dans les quartiers populaires. Le palais royal, devant lequel les socialistes avaient placé un service d'ordre, ne fut jamais menacé.

La fête se prolongea après une nuit durant laquelle cafés et brasseries restèrent ouverts : beuveries, saynètes, jeux de masques. Les jours suivants, les adhésions à la république se multiplièrent : elles venaient des organisations patronales, de la chambre de commerce, du chapitre cathédral. La grande revue catholique *El Debate* publia un éditorial favorable. La monarchie était tombée avec tant de facilité que la foule était bienveillante. L'état de fête permanente, tel que le travail semblait oublié, dura jusqu'au 1^{er} mai, dont la célébration fut grandiose. La fête spontanée céda alors la place à la fête organisée. À partir d'Atocha, 300 000 personnes défilèrent derrière Unamuno, Largo Caballero et Indalecio Prieto pour aller porter leurs pétitions aux autorités municipales, selon la tradition. Le rêve de la république populaire semblait réalisé. « Ces jours du printemps de 1931 furent des jours de lumière et de joie, baignés de soleil, [inspirés] par la croyance qu'un avenir heureux s'ouvrait pour l'Espagne [...]. Et la république s'installa comme l'effet immédiat de la célébration festive d'une souveraineté récupérée par ce sujet collectif... le peuple²⁰³. »

Le gouvernement provisoire installé à Madrid, et qui apparaissait comme le prolongement authentique de la coalition électorale victorieuse (avec, entre autres, Largo Caballero, Prieto, Azaña, Lerroux, Fernando de los Ríos, Maura), convoqua les électeurs de toute l'Espagne à une consultation, dont devaient naître les Cortes constituantes. La date des élections fut fixée au 28 juin. Mais ce gouvernement et la mairie de Madrid durent faire face très vite aux problèmes spécifiques de la capitale, aggravés par les effets de la crise mondiale qui, depuis le jeudi noir new-yorkais, avait gagné l'Europe.

Madrid n'était pas vraiment devenue une ville industrielle, mais cette agglomération qui, en 1930, approchait le million d'habitants, employait plus de 200 000 travailleurs, hommes et femmes. L'afflux des immigrants et les grands travaux indispensables à un rang de capitale faisaient toujours de la construction la première activité économique de Madrid : en décembre 1933, selon le recensement électoral, les métiers

de la construction rassemblaient 85 066 travailleurs sur un total de 206 259. Les autres activités qui employaient le plus de main-d'œuvre étaient, dans l'ordre :

Commerce 42 494

Transports 30 901

Banque, assurances 23 301

Confection 16 277

Industrie chimique 13 194

Industrie alimentaire 13 024

Petite métallurgie 11 907

Hôtellerie 10 781

Les spectacles publics, les arts graphiques, le bois, les services d'hygiène, ceux d'adduction d'eau, de gaz et d'électricité, d'autres métiers encore, employaient quelques dizaines de milliers de personnes²⁰⁴.

Lors de la proclamation de la république et dans l'euphorie générale, les autorités municipales avaient cru pouvoir résoudre le problème des chômeurs sans trop de difficultés, compte tenu des travaux urgents qui paraissaient nécessaires. La nouvelle mairie, dirigée par Pedro Rico López, convoqua les « sans emploi » pour leur délivrer des bons de repas et leur attribuer des postes de travail – ce qu'elle fit entre le 15 et le 30 avril : au total, quelque 9 000 « journaliers » furent ainsi affectés à des tâches de nettoyage, d'entretien des jardins ou d'aménagement des rues. Les responsables municipaux, notamment Muiño, conseiller socialiste, s'étonnaient d'un tel afflux de chômeurs dont la provenance était incertaine : il paraissait probable que nombre de vagabonds et de mauvais garçons, qui n'avaient jamais travaillé, avaient saisi l'occasion d'obtenir gratuitement des repas et un peu d'argent sans intention de s'agréger au monde du salariat. À ce stade, personne ou presque n'établissait le lien entre ce grand nombre de chômeurs et la crise économique générale qui allait devenir un souci majeur. Car cet épisode fit apparaître les limites

d'une politique de résorption du chômage par la seule action municipale. Cependant, une loi d'août 1931 établit une liste de grands travaux nécessaires à l'essor de la capitale et qui devaient stimuler fortement l'emploi.

Les premières atteintes à l'enthousiasme quasi général survinrent un mois après l'élection : le 10 mai, des monarchistes s'étaient réunis pour fonder un club et leur gramophone diffusait la *Marche royale* dont les accents et les paroles parvenaient jusqu'à la rue : un attroupement se forma, des cris hostiles fusèrent, les monarchistes sortirent de l'immeuble et un affrontement violent se produisit : deux morts, plusieurs blessés. Le lendemain, sans qu'il soit possible d'établir un lien évident avec l'épisode du 10 mai, des groupes d'émeutiers non identifiés incendièrent plusieurs couvents, sans que la police intervienne : cette attitude, inadmissible devant une telle perturbation de l'ordre public, supposait une passivité volontaire du ministre de l'Intérieur, qui était pourtant le catholique Miguel Maura, mais ses *Mémoires* nous apprennent qu'il songea à démissionner. Cette passivité fut sans doute à la source d'incidents du même ordre survenus les jours suivants dans d'autres villes du pays. Elle fut aussi à l'origine de la distance que quelques-uns des nombreux catholiques qui avaient voté pour la coalition républicaine prirent avec le nouveau régime. D'autant que, le 6 mai, un décret avait rendu l'enseignement du catéchisme facultatif dans les établissements scolaires. Le gouvernement avait pris quelque avance sur la Constitution à venir !

Les catholiques, pour leur part, s'organisaient rapidement. À l'initiative d'Ángel Herrera Oria, directeur de l'influent quotidien *El Debate* (60 000 à 80 000 exemplaires), le parti Acción Popular fut fondé à Madrid le 29 avril. Il se proposait de défendre, à l'occasion de la campagne qui devait conduire à l'élection des Cortes constituintes, les principes de religion, patrie, ordre, famille, travail et propriété. Comme Acción Popular était l'unique formation qui s'affichait de droite, à l'exception des monarchistes, elle reçut de nombreuses adhésions.

Cependant, les incidents de mai ne provoquèrent pas de fracture au sein de la coalition entre républicains « bourgeois » et socialistes qui préparèrent et affrontèrent en bon ordre la campagne électorale et le scrutin du 28 juin. La loi électorale adoptée le 10 mai, et qui fut maintenue jusqu'au déclenchement de la guerre civile, comportait une

prime majoritaire qui « exagéra » constamment les victoires des uns et des autres : de la gauche en 1931 et 1936, de la droite en novembre 1933 : toute liste qui obtenait la majorité absolue enlevait 80 % des sièges et les 20 % restants étaient partagés à la proportionnelle entre les autres listes. En tout cas, les élections de juin 1931 donnèrent une victoire indiscutable à la gauche : les socialistes gagnaient 116 sièges, les radicaux-socialistes 53, l'Action républicaine d'Azaña 26, la gauche catalane 36. Le centre totalisait 119 sièges, dont 90 pour les radicaux de Lerroux et 22 pour la droite républicaine de Maura et Alcalá-Zamora, et la droite seulement 41, dont 14 nationalistes basques. Ce résultat ne signifiait pas cependant que la droite espagnole n'existait plus. Mais, déconcertée par le caractère foudroyant de la victoire républicaine, et malgré la création à Madrid d'Acción Popular, elle n'avait pas eu le temps de s'organiser.

Madrid avait droit à 18 députés. La coalition républicano-socialiste se tailla la part du lion, notamment dans les quartiers populaires. Le vieux radical Lerroux obtint près de 90 % des votes émis et Besteiro, le premier des socialistes, plus de 75 %. Saborit et Cordero, autres socialistes, furent également élus, ainsi que le nouveau maire républicain de Madrid, Pedro Rico. Les intellectuels avaient une place de choix au sein des Cortes constituantes, et notamment ceux qui étaient députés « pour » Madrid : le socialiste Julián Besteiro, Manuel Azaña, Gregorio Marañón, José Ortega y Gasset, José Giral, Ramón Pérez de Ayala. Ils jouèrent naturellement un rôle important à l'occasion des débats qui aboutirent au vote de la Constitution de 1931, adoptée le 9 décembre 1931 à une forte majorité : 368 des 439 députés l'approuvèrent.

Malgré ses critiques à l'égard de la politique religieuse et de la Constitution (et notamment de l'article 26 relatif aux congrégations), la droite libérale (Alcalá-Zamora, Maura) avait voté le texte. Ce qui explique le quasi-consensus en faveur de l'élection de Niceto Alcalá-Zamora comme président de la République dès le lendemain 10 décembre. La Constitution avait défini l'Espagne comme une « république démocratique des travailleurs », fondée sur le système parlementaire avec une seule chambre ; elle avait voté en faveur du vote des femmes après des discussions passionnées (telles les interventions de Clara Campoamor), et décidé que « l'État espagnol ne connaît pas de religion officielle ». L'article 26 interdisait aux congrégations

d'enseigner, le budget des cultes serait supprimé au bout de deux ans. Le président ne manquait pas de pouvoirs : il nommait le président du gouvernement, disposait d'un droit de veto, pouvait dissoudre deux fois les Cortes en cours de mandat.

Il est évident que le nouveau régime donnait aux Cortes un rôle qui augmentait l'importance politique de Madrid. En même temps, la présence au cœur de la capitale d'un Parlement où la représentation socialiste était forte devait donner aux problèmes sociaux une réelle prégnance, surtout dans un contexte de crise économique.

Cependant, l'histoire sociale de Madrid pendant la II^e République fut relativement simple. En 1931, la gauche était au pouvoir, avec une forte présence socialiste, notamment Indalecio Prieto et Largo Caballero, respectivement ministres des Finances et du Travail. Assisté de Luis Araquistáin comme sous-secrétaire au travail, Largo Caballero mettait en place une législation favorable aux travailleurs : révision profonde des contrats de travail, création des jurys mixtes pour résoudre les conflits, limitation des horaires de travail (semaine de 44 heures dans la construction), embryon d'assurance-chômage financé par des subventions de l'État et de la mairie de Madrid aux associations ouvrières... De cette façon, la négociation devait résoudre la plupart des conflits entre patrons et travailleurs, d'autant que les jurys étaient placés sous le contrôle d'une commission mixte et que des inspecteurs du travail nommés par le ministère faisaient preuve d'une grande activité.

Or, c'est exactement ce qui se passa à Madrid de 1931 à 1933, et les organisations patronales constataient avec satisfaction que la ville avait été préservée des grèves pendant deux ans, au contraire d'autres métropoles, telles Barcelone ou Séville. Car à Madrid, l'UGT était le syndicat dominant et la CNT l'avait constaté à ses dépens lorsqu'elle avait tenté en juillet 1931 de déclencher la grève générale de la Telefónica, sous prétexte que la compagnie avait été vendue pendant la dictature à une firme américaine qui pratiquait une politique salariale discriminante et se préoccupait fort peu de justice sociale. L'abstention de l'UGT dans le conflit avait valu à la CNT un échec absolu : la compagnie n'avait pas jugé nécessaire de négocier, la grève avait rendu la CNT impopulaire à cause des sabotages, puis des violences graves qui l'avaient accompagnée et qui avaient valu la sympathie des témoins à la nouvelle force de

sécurité, la Garde d'assaut. Les revendications des grévistes étaient devenues indifférentes au public.

Un tel échec permettait au ministère du Travail de dénoncer la « frivolité » de certaines grèves et de légiférer contre les grèves abusives telles que celle des téléphones qui n'avait eu d'autre objectif que la promotion du « communisme libertaire ». L'épisode avait aussi démontré l'hostilité de la CNT à une République qui avait porté au pouvoir son vieil adversaire, et le danger que faisait courir au nouveau régime la politique « aventuriste » de la CNT.

Mais à Madrid, l'UGT tenait les rênes et les ouvriers qui se conformaient à sa stratégie s'en trouvaient bien, puisqu'ils avaient obtenu des hausses de salaires relativement importantes, notamment dans la construction ou les arts graphiques. D'ailleurs, la chambre de commerce constatait que la paix sociale de 1932 avait eu comme contre-partie la hausse des salaires, mais elle estimait à l'évidence que le prix à payer était tolérable.

Le temps des inquiétudes

Même si les ouvriers de Catalogne, du Levant, de Biscaye ou des Asturies n'avaient pas profité autant que ceux de Madrid des réformes de la République, la victoire de la droite aux élections de novembre 1933 ne fut pas due au vote ouvrier, mais d'abord à la constitution d'une force de droite importante et relativement organisée.

C'est à Madrid, du 28 février au 4 mars 1933, que s'était tenu le Congrès fondateur de la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA), dont Acción Popular avait été le noyau et qui regroupait de nombreux petits partis de caractère régional. Ce fut d'ailleurs le leader d'Acción Popular, José María Gil-Robles, qui devint le chef du nouveau parti. À l'instar d'*El Debate* qui l'avait inspirée, avec l'approbation de plusieurs prélats dont l'archevêque de Tarragone, monseigneur Vidal y Barraquer, la CEDA affirma la nécessité de respecter les pouvoirs constitués et de se développer selon les règles de la démocratie. Cela dit, elle ne cachait pas son intention de réviser le texte constitutionnel dans un sens favorable au fait religieux et de réformer certaines dispositions concernant l'enseignement et la propriété. Mais elle était aussi un instrument politique conservateur au service des classes moyennes. Le pouvoir en place, surpris par l'émergence d'un parti puissant qui contrariait sa stratégie, multiplia les entraves aux

manifestations organisées par le nouveau parti, ce qui n'était pas à l'honneur d'un régime qui se voulait démocratique.

La défaite des gauches le 19 novembre 1933 fut due non seulement à l'hostilité de la droite catholique face à la politique scolaire et familiale, mais aussi à la lenteur désespérante de la réforme agraire qui provoqua l'abstention de nombreux paysans, alors même que quelques décrets prometteurs de 1931 avaient donné un peu d'espoir aux paysans et que l'article 47 de la Constitution permettait une réforme agraire véritable, comme l'observait Ramón Tamames. Mais les hommes au pouvoir, Azaña compris, n'accordèrent pas à la question l'attention indispensable et le ministre de l'Agriculture, Marcelino Domingo, fut d'une nullité navrante.

À Madrid, les monarchistes de Renovación española (Calvo Sotelo, Goicoechea) constituèrent une liste commune avec la CEDA (Gil-Robles, Sainz Rodríguez, Martínez de Velasco) qui avait adopté une stratégie « possibiliste » (elle admettait la possibilité de la république). Les droites améliorèrent leur score, mais les républicano-socialistes, battus dans l'ensemble du pays, l'emportèrent à Madrid.

Les socialistes, qui étaient restés fidèles au gouvernement d'Azaña après le drame de Casas Viejas, quittèrent évidemment le pouvoir après les élections. Ce départ eut des conséquences importantes à Madrid, d'autant que la prégnance de la crise économique s'affirmait, avec une hausse dangereuse du chômage comme résultat évident. Le tableau suivant en est la preuve.

Nombre des chômeurs à Madrid en août 1933 et janvier 1934²⁰⁵

	Janvier 1934	août 1933
Construction	13 331	18 441
Arts graphiques	1 902	1 078
Transports terrestres	2 026	2 026
Alimentation	1 737	1 737
Commerce en général	1 980	1 980
Total	20 976	24 192

Certes, plusieurs activités économiques étaient épargnées : la banque, la petite métallurgie, la confection. Mais la construction, les transports, le commerce, ou encore les spectacles publics ont beaucoup souffert. Au total, le nombre des chômeurs augmenta de plus de 40 % en cinq mois et il atteignit en janvier 1934 le tiers des ouvriers inscrits. Dans ces conditions, les tensions sociales s'aggravent

dangereusement à Madrid et elles ont pour effets des grèves dures. D'autant que, à partir de décembre 1933, l'UGT n'a plus à se soucier de la présence de ses amis socialistes au gouvernement. Ainsi un conflit entre la société de construction Hormaachea et ses ouvriers, commencé en octobre 1933 et aggravé par des licenciements, finit par une grève générale de la construction, malgré l'opposition initiale de l'UGT dont de nombreux adhérents participèrent finalement au mouvement. Les violences physiques allèrent jusqu'à l'assassinat d'un ouvrier. En janvier 1934, une grève des garçons de café aboutit à une grève générale des métiers de l'hôtellerie. Des grèves menacent dans les secteurs de la métallurgie, des arts graphiques, des services d'hygiène du métro.

Face à ces grèves et à la détérioration des rapports entre employeurs et travailleurs, les patrons s'organisent. Jusqu'alors, ils ne s'étaient souciés que de se protéger contre la vieillesse ou la maladie et leurs associations n'étaient le plus souvent que des mutuelles comparables à celles des syndicats ouvriers, accompagnées de bourses du travail pour le recrutement. De sorte que jusqu'en 1931 ou même 1933, le patronat madrilène demeura très dispersé. Le caractère très conflictuel des relations du travail transforma la situation et, avec l'aval du combatif organe de presse du patronat, la *Defensa Mercantil*, se créa l'Union générale des patrons, prête à adopter des positions dures : refus d'augmentation de salaires, lock-out, dénonciation des jurys mixtes institués par les socialistes. Le Front des patrons était prêt à s'investir dans la lutte de classes, et ce d'autant plus que le nouveau gouvernement, celui des radicaux soutenus par la CEDA catholique, ne prenait pas automatiquement leur parti et, à l'occasion des conflits, brandissait le recours au jury mixte²⁰⁶ ! Après octobre 1934, l'année 1935 allait être celle de la revanche patronale.

L'aggravation de la situation sociale allait de pair avec celle des affaires politiques. Devenu président du gouvernement en 1931, Azaña, qui avait conservé le ministère de la Guerre et qui avait ses informateurs dans l'armée, avait fort bien géré la conspiration de Sanjurjo en août 1932. Parfaitement au courant du scénario de l'opération, Azaña, qui avait placé tous ses pions et s'était d'abord enfermé au ministère, put se payer le luxe de refuser la grève générale proposée par Largo Caballero et d'aller aux Cortes pour informer le Parlement de l'échec de la

conspiration. À Madrid, l'affaire avait été réglée en quelques heures, mais avait fait une dizaine de victimes : l'occasion d'un triomphe personnel pour Azaña. Un autre *golpe* redouté par le ministre de l'Intérieur Casares Quiroga le 24 août à Madrid ne se produisit pas. Mais Azaña fut très affaibli par le massacre de Casas Viejas en janvier 1933, opération au bilan catastrophique qu'il n'avait su ni prévoir, ni empêcher, ni expliquer²⁰⁷.

José Antonio Primo de Rivera, le fils du dictateur, qui avait rendu visite à Mussolini, avait créé le 29 octobre 1933 à Madrid, au cours d'un rassemblement convoqué au Théâtre de la Comédie, la Phalange espagnole, qui fusionna quelques mois plus tard avec les Jons (Commissions offensives national-syndicalistes), organisation fasciste née un peu plus tôt en Vieille-Castille. Une revue, *Falange Española*, était vendue à grands cris par les jeunes adhérents au mouvement, occasion de heurts violents, parfois sanglants, avec les jeunes socialistes, de sorte que le climat de la capitale se dégrada de façon inquiétante au cours de l'année 1934.

La dissolution des Cortes et la défaite des gauches aux élections de novembre 1933 n'avaient eu aucune influence apaisante à Madrid. Tandis qu'un groupe clandestin de militaires de haut rang (l'UME) conspirait lors de ses réunions contre la république, en février 1934, lors d'une fête de l'UGT, Indalecio Prieto exposait au théâtre Pradinas le programme « révolutionnaire » des socialistes.

Le président Alcalá-Zamora, qui avait pris l'initiative de la dissolution, aurait dû se conformer aux résultats et appeler le chef de la CEDA, Gil-Robles, à la direction du gouvernement : ce n'était pas une règle et il n'existait pas de tradition, mais son parti avait obtenu d'assez loin le plus grand nombre de sièges (sans parvenir, il s'en fallait, à la majorité absolue). Cependant, Alcalá-Zamora, qui n'aimait pas Gil-Robles, dont la stratégie de conquête du pouvoir l'inquiétait, s'effraya des menaces de grève générale brandies par les socialistes. Il perdit ainsi une bonne occasion d'habituer le peuple espagnol à accepter la logique des institutions. D'autant que le gouvernement radical de Lerroux, qui lui paraissait incarner une solution centriste, ne pouvait fonctionner sans l'appui des députés de la CEDA. Malgré ce recul du président (ou à cause de ce recul), en avril 1934, une menace effective de grève générale et des manifestations de masse perturbèrent le meeting de la CEDA

prévu le 24 à Madrid ; de sorte que 10 000 personnes seulement purent y assister. Refuser d'admettre que la CEDA pouvait être un parti de gouvernement, légitimé par des bulletins de vote, n'était pas la meilleure manière d'attacher à la république ce parti dont plusieurs meetings avaient déjà été interdits en 1932 lorsqu'il préparait son organisation et ses statuts, et qui était pourtant la seule formation de droite prête à jouer le jeu des institutions²⁰⁸.

En effet, Gil-Robles, son chef, avait déclaré que le ralliement des catholiques français à la république était son modèle et qu'il voulait conquérir le pouvoir par les bulletins de vote. Mais, pour conserver des monarchistes dans son parti, il défendait la thèse de l'accidentalisme de la république : thèse qui pouvait se soutenir, puisque la république avait été proclamée à l'issue d'élections municipales, mais qui ne plaidait pas en faveur de son attachement au régime. D'ailleurs, les plus radicaux de ses partisans se ralliaient à José Calvo Sotelo qui, revenu de son exil français, avait créé un bloc national décidé à détruire par la force l'État républicain et la Constitution de 1931. Pour conserver le soutien de la CEDA aux gouvernements qu'il nommait, Alcalá-Zamora fut bien obligé de faire entrer des hommes de ce parti dans le gouvernement : trois seulement, et pas Gil-Robles, mais ce fut suffisant pour que les principaux leaders socialistes (Prieto, Largo Caballero) et l'UGT, sous le prétexte de barrer la route au fascisme, en appellent à la révolution et à la grève générale, tandis que, à Barcelone, Lluís Companys se mettait lui-même hors la loi en proclamant l'État catalan²⁰⁹.

Erreur fatale : si, à Madrid, Largo Caballero avait préparé « un projet précis de contrôle de la capitale avec occupation des lieux névralgiques et détention du président de la République et du président des Cortes », les préparatifs étaient loin d'être terminés, la saisie des armes n'avait pas été organisée. « De la sorte, la révolution se réduisit à la grève dans plusieurs secteurs clés », avec l'erreur de décider la grève de tous les journaux de gauche, tandis que la presse de droite était dans les kiosques ! Ainsi, la grève générale, très mal préparée, ne dura pas quinze jours. À Madrid, elle dura à peine dix jours, le temps pour les grévistes de constater que les soldats ne quittaient pas leurs casernes pour venir fraterniser avec eux, contrairement à leurs espoirs. Les socialistes n'avaient pas compris que les résultats de ces élections étaient tout aussi réguliers que

ceux de 1931 et qu'ils répudiaient trop vite, dès la première alternance, la légalité de la république « bourgeoise ». Santos Juliá observe : « Effectivement, les ouvriers n'allèrent pas travailler, mais ils n'allèrent rien faire d'autre²¹⁰. »

Les mineurs des Asturies, les seuls à avoir réalisé l'unité des partis prolétariens, de l'UGT aux anarchistes, et à avoir lancé le mouvement révolutionnaire, qu'ils avaient cru général, sur la foi des déclarations de quelques leaders, furent écrasés par l'armée. Le mouvement catalan fut étouffé en quarante-huit heures. Indalecio Prieto s'enfuit en France avec quelques compagnons, Largo Caballero échoua en prison²¹¹.

La cécité politique de la gauche n'eut d'égale que celle du centre et de la droite, agrémentée de l'égoïsme de classe, un « égoïsme suicidaire » selon Gil-Robles lui-même (mais il fit cet aveu après la guerre civile). Tous ensemble, ils empêchèrent le nouveau gouvernement de saisir l'occasion que leur proposa pourtant le cédiste Manuel Jiménez Fernández, ministre de l'Agriculture d'octobre 1934 à mai 1935 : le palais des Cortes fut le théâtre d'affrontements auxquels assistèrent, médusés, les députés socialistes et républicains de gauche, entre la fraction la plus à droite de la CEDA alliée aux agrariens, et Jiménez Fernández qui n'était pas pour rien l'historien de Las Casas, une sorte d'apôtre d'un « justicialisme » chrétien nourri de citations des encycliques papales – au point de provoquer la réplique d'un député carliste et agrarien, Lamamié de Clairac, qui se déclara prêt à se faire schismatique ! Interprète admirable d'un accord entre la croyance et la praxis, surnommé le « bolchevique blanc », Jiménez Fernández, après avoir prolongé de deux ans l'occupation des terres non cultivées par les *yunteros* d'Estrémadure²¹², travaillait à porter à 10 000 par an les bénéficiaires d'une réforme agraire jusqu'alors misérable : 4 500 en deux ans et quatre mois ! Jiménez Fernández démontra au cours de ces débats révélateurs que l'esprit démocratique de la gauche était limité et qu'une fraction majoritaire de la CEDA n'était que l'expression de la réaction. Car il suscita l'opposition acharnée de nombreux membres de son parti et, d'abord appuyé par Gil-Robles, il fut lâché en avril 1935 par son chef qui redoutait la scission de son parti.

Pire, Gil-Robles, abandonné par de nombreux membres radicaux des Jap²¹³, qui avaient rejoint Calvo Sotelo, fit nommer à l'Agriculture un agrarien, Nicasio Velayos, auteur

d'une véritable « contre-réforme agraire » adoptée après des débats affligeants qui scandalisèrent, entre autres, Claudio Sánchez-Albornoz (droite républicaine) et José Antonio, conscients de la misère paysanne. L'abandon douloureux de la politique par Jiménez Fernández, après le quasi-immobilisme du gouvernement de gauche et de Marcelino Domingo, était un signe fort de l'incapacité de la république à apporter un début de solution à la question agraire.

L'histoire de Madrid pendant la II^e République ne se réduisit pas aux problèmes sociaux et aux conflits politiques. Azaña, qui aimait beaucoup Madrid où il avait vécu de longues années pendant sa jeunesse, et qu'il avait parcourue à pied en tous sens, avait de grandes idées pour la ville : il fit adopter le prolongement du Paseo de la Castellana (« afin de sortir du *patio* de Cibeles et du couloir d'Alcalá » !) et la construction de nouveaux ministères (Intérieur, Travaux publics). Fâcheusement impressionné par la destruction d'espaces verts qu'avait provoquée la réalisation de la première tranche de la Cité universitaire, il protégea la Casa de Campo et tenta de restaurer les jardins de la Moncloa absorbés par la Cité universitaire. Il aurait voulu aménager la Vega de San Pedro, une vaste *finca* de 23 000 hectares, entre Chamartín et Fuencarral, confisquée aux jésuites, en faire un ensemble culturel et sportif avec jardin botanique, parc zoologique et grand stade. Un décret du 7 mars 1933 transféra la Vega de San Pedro au ministère de l'Instruction publique, mais le temps manqua pour que le projet fût mis en chantier, et la Vega de San Pedro fut absorbée par la spéculation immobilière²¹⁴.

Comme l'éducation et la lutte contre l'analphabétisme étaient des objectifs majeurs de la république, le ministère de l'Instruction publique, dès les mois de mai et juin 1931, déploya une activité extraordinaire : bénéficiant d'un budget presque décuplé, il créa d'emblée 7 000 postes d'instituteurs dont le salaire était augmenté d'un bon tiers, entreprit la construction de milliers d'écoles et, pour gagner du temps, organisa des missions pédagogiques créées par un décret du 29 mai 1931, composées de professeurs et d'étudiants qui s'en allèrent par les provinces et par les campagnes pour diffuser la culture. À Madrid même, la compagnie de théâtre universitaire la Barraca, dirigée par Federico García Lorca, qui, elle aussi, parcourut le pays, interpréta en 1932 et 1933 *La vie est un songe* de Calderón, *Les Entremets* et *Le Retable des merveilles* de Cervantès.

Les conflits politiques ne paralysèrent nullement la vie culturelle. Si les meilleures pièces de Valle-Inclán (les *Farsas* ou les *Comédies barbares*) ne furent guère jouées alors, Benavente l'était toujours. *La Zapatera prodigiosa*, *Le Jeu de don Cristóbal*, *Doña Rosita la soltera*, *Noces de sang* et *Yerma*, de García Lorca, furent présentées au public, avec quantité de saynètes des frères Álvarez Quintero ou de Ramón Gómez de la Serna.

Par ailleurs, le troisième centenaire de la mort de Lope de Vega en 1935 fut l'occasion de représentations de plusieurs de ses œuvres dans les principaux théâtres de Madrid : *Fuenteovejuna*, parfaitement adaptée au climat social de ces années (comme le prouvèrent certaines réactions populaires en 1936), *Peribañez*, *El Caballero de Olmedo*. La maison de Lope fut restaurée, et Ramón Menéndez Pidal prononça le discours d'inauguration. L'*Arte Nuevo* de Lope fut réédité et trente chansons du « Fenix » furent mises en musique par Guerrero, transcrites et interprétées par Jesús Bal.

La II^e République mena une politique du livre particulièrement intense à Madrid. La junta d'échanges et d'acquisition de livres, créée par le décret du 21 novembre 1931 pour actualiser et augmenter les fonds des 95 bibliothèques publiques de l'État, se réunit pour la première fois à Madrid en janvier 1932. Elle accomplit une tâche considérable, distribua en fonction des stocks et des demandes les bibliothèques confisquées aux congrégations, les livres qu'elle fit éditer par dizaines de milliers, et ceux, importants, qui provenaient de dons, notamment des grandes librairies : les bibliothèques populaires des districts de Madrid, de Chamberi, Inclusa, Hospicio, Buenavista, Latina, Hospital, Centro s'enrichirent considérablement. En 1935, les œuvres destinées aux enfants eurent la priorité. Les éditeurs madrilènes et catalans collaborèrent à cet effort considérable, telles les maisons Reus, San Martín, Espasa-Calpe, Pedro Pueyo, Esteban Dossat. Afin d'améliorer la conservation de ces livres, un programme très important de reliure fut mené à bien.

Depuis un décret de 1926, il existait une fête du livre. La Chambre officielle du livre de Madrid conçut en 1933 un projet plus important, celui d'une foire du livre de plusieurs jours, et la mairie donna l'autorisation d'installer les stands de ventes sur le Paseo de Recoletos, depuis Cibeles jusqu'aux kiosques aux fleurs. Les libraires déclinèrent la proposition, mais un groupe d'une vingtaine d'éditeurs tentèrent

l'aventure : Ruiz Castillo, Manuel Aguilar, Espasa-Calpe, Fenix, Plus Ultra, Cenit, Dedalo, Pueyo, etc. La *Feria*, qui dura du 23 au 29 avril, inaugurée par le maire de Madrid, le président de la République Alcalá-Zamora et le président du gouvernement Manuel Azaña, obtint un grand succès de public et de ventes. L'atmosphère festive et conviviale contribua au succès. Plusieurs écrivains réputés s'adressèrent au public et dialoguèrent avec lui : Ramón J. Sender, Antonio Robles, Rivas Cherif. Malgré les remises accordées au public, les éditeurs firent des bénéfices. Le succès suscita l'organisation d'une *Feria* de plus grande ampleur en 1934 : elle se déroula du 6 au 16 mai 1934, avec 40 stands installés entre Cibeles et la Bibliothèque nationale : l'affluence fut extraordinaire et les ventes en forte augmentation, grâce notamment aux achats d'organismes publics et de banques²¹⁵.

Sous la II^e République, l'université de Madrid brilla d'un éclat exceptionnel grâce à des maîtres prestigieux : historiens comme Ramón Menéndez Pidal, Claudio Sánchez-Albornoz, Americo Castro ; philosophes, tels Ortega y Gasset ou Zubiri ; arabistes de la qualité d'Asin Palacios et Gómez-Moreno ; professeurs de littérature comme Pedro Salinas...

Une cinquantaine de salles de cinéma dont certaines situées à la périphérie (Chamberi) ou dans les faubourgs (Tetuán, Vallecas), qui projetaient de préférence les créations de Hollywood, offrirent les indispensables moments d'évasion. En mars et août 1932, deux crimes de sang commis à Carabanchel tinrent en haleine le public des faits divers, et ce fut le second assassinat qui permit d'élucider le premier, commis par le même individu. Le football intéressait de plus en plus d'amateurs, mais ni le Real – qui dut changer de nom à l'avènement de la république (il redevint le Madrid FC) – ni l'Atlético n'obtinrent le titre national de 1932 à 1936.

La corrida demeura une passion madrilène, d'autant plus que la « révolution belmontine » lui avait donné un prestige nouveau dont les élites intellectuelles et artistiques se faisaient les interprètes et les propagandistes – tels José Bergamín, Pérez de Ayala, Valle-Inclán. Le rôle d'un personnage protéiforme tel que Ignacio Sánchez Mejías, à la fois écrivain, dramaturge et torero, fut également important, et sa mort à Madrid en 1934, à la suite d'une terrible blessure reçue à Manzanares, suscita l'admirable *Llanto* que dédia à sa mémoire Federico García Lorca. L'année 1934 fut

une année tragique pour les toreros. Mais, jusqu'en 1935, quelque 300 corridas, dont 20 à 30 à Madrid, furent célébrées chaque année en Espagne : l'introduction du caparaçon en 1928 avait réduit le nombre des piques, donc le scénario était modifié, car les affrontements entre picadors et taureaux duraient plus longtemps.

Le temps des drames

Niceto Alcalá-Zamora avait cru bien faire en refusant à Gil-Robles la direction du gouvernement que ne pouvait plus assumer un Lerroux totalement déconsidéré en septembre 1935 par les révélations à propos de l'affaire de l'*estraperlo*²¹⁶ qui démontraient sa cupidité. Le président espérait ainsi éviter une explosion sociale. Mais ni Samper, ni Portela Valladares, ni même Chapaprieta n'avaient la carrure nécessaire pour faire face à une situation de plus en plus critique au terme d'une année 1935 paradoxale, car elle présentait un bilan économique favorable et un bilan politique décourageant, comme le prouvaient les déclarations de personnalités des deux camps qui envisageaient sereinement le recours à la force, voire à la guerre civile. Le 31 décembre 1935, Alcalá-Zamora, pour éviter de recourir à Gil-Robles, décida la dissolution des Cortes que réclamaient véhémentement nombre de députés de gauche et notamment de socialistes. Il s'en remettait à de nouvelles élections, fixées au 16 février 1936. En même temps, il tombait dans le piège que lui tendaient les nombreux ennemis qu'il comptait dans les Cortes et dont il déplorait dans son journal personnel « les injustices, les injures, les attaques... et les pièges²¹⁷ ».

La gauche réussit à obtenir par l'accord du 16 janvier un regroupement remarquable de ses forces, de la gauche républicaine d'Azaña jusqu'au parti communiste, qui suivait les nouvelles recommandations du Komintern favorable aux coalitions de type Front populaire, et même au POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste), tandis que la CNT, sans participer, ne donnait pas de consigne d'abstention, car la coalition eut l'habileté de placer l'amnistie de tous les condamnés de 1934 au premier plan de ses objectifs. L'accord entre Azaña et les communistes fut cependant difficile.

À droite, la CEDA et le Bloc national s'allièrent dans de nombreuses circonscriptions. Mais la Phalange, « association criarde de mauvais sujets de bonnes familles » (Guy

Hermet), à laquelle avaient adhéré beaucoup de jeunes venus de la JAP, fit bande à part. La campagne électorale fut d'une grande violence verbale, surtout dans les nombreuses circonscriptions – plus de la moitié – où seules deux listes s'affrontaient. Pire encore, à l'extrême droite et à l'extrême gauche, plusieurs leaders assuraient que les élections ne résoudraient rien et que la sanction des urnes ne serait pas respectée (Calvo Sotelo et Primo de Rivera d'un côté, Largo Caballero et la Pasionaria de l'autre). Cependant, sauf dans les provinces de Cuenca et Grenade, il n'y eut pas d'incidents graves, en particulier à Madrid.

Cette fois encore, la prime majoritaire prévue par la loi électorale (cette « absurde loi électorale », selon Alcalá-Zamora) donna aux vainqueurs un avantage qui ne correspondait pas à la répartition des voix : le Front populaire obtint 4 654 116 voix (34,3 % des suffrages et 263 sièges sur 473), la droite (BN + CEDA) 4 503 505 voix (33,2 % des voix). Madrid qui, en ces années 1930, avait le cœur à gauche, vota pour le Front populaire. En 1931, la ville avait voté à 54 % pour la gauche républicano-socialiste et en 1933, malgré la victoire de la droite à l'échelle nationale, elle avait voté de même : 54 % aux listes de gauche. Sa victoire fut plus nette encore en 1936 : le Front populaire recueillit 76 % des suffrages à la Inclusa, 69 % à Hospital, 66 % à la Latina et encore 58 % à Universidad. Même dans les quartiers bourgeois, le Front populaire obtint des scores honorables (34,8 %, le minimum, dans Centro). On observera qu'à Madrid le vote des femmes n'a rien changé, ni en 1933 ni en 1936²¹⁸.

Niceto Alcalá-Zamora commentait dans son *Journal* les résultats des élections. Il était pessimiste et ne pouvait se dispenser de déplorer une fois de plus la « constitution de guerre civile » qu'avait conçue le « funeste et éphémère parti radical-socialiste », qu'Azaña avait laissée passer et qu'avait aggravée une loi électorale calamiteuse, car elle assurait la victoire de l'une ou l'autre des tendances extrêmes, tandis que la prime majoritaire laissait croire aux vainqueurs que tout leur était permis.

Ce *Journal* révèle l'antipathie du président envers Gil-Robles, « le frénétique caudillo de droite », et envers Azaña, dont il ne supporte plus « l'orgueil satanique » et le manque total de courtoisie. Il semble évident qu'Azaña a mal accepté les réserves du président à propos de certains des membres du gouvernement qu'il lui proposait. Mais Alcalá-Zamora ne

paraît pas avoir soupçonné, sinon seulement le 5 mars, la manœuvre peu élégante que les hommes du Front populaire avaient conçue pour l'éliminer après l'avoir utilisé : recourir à l'article 81b de la Constitution, qui prévoyait que la majorité des Cortes nouvellement élues pouvait destituer le président si elle estimait qu'une deuxième dissolution des Cortes (au cours d'un même mandat) n'était pas justifiée. Or, en 1935, de nombreux députés de gauche n'avaient cessé de réclamer cette dissolution et celle-ci leur avait été favorable, puisqu'elle avait permis l'élection de la majorité Front populaire ! Azaña, qui aurait pu s'opposer à ce lamentable scénario, laissa faire. Le président fut informé le 7 avril par la radio de sa destitution, votée à la suite de pressions honteuses. Cependant, Alcalá-Zamora refusa de donner son accord aux propositions venues de l'état-major : en réponse au coup d'État de la chambre (qui n'était pas cependant inconstitutionnel), renvoi du gouvernement Azaña, proclamation de l'état de guerre et intervention militaire. Alcalá-Zamora ne voulut pas ajouter à la confusion. Ce président, qui manqua souvent de lucidité mais non de courage, ne faillit pas à l'honneur²¹⁹.

L'éviction du président signifiait l'élimination de l'un des derniers modérateurs, d'autant qu'Azaña fut élu à la magistrature suprême le 3 mai par 754 voix et 88 abstentions. Il ne pourrait donc plus présider un gouvernement sur lequel les socialistes qui avaient refusé de participer pouvaient exercer toutes les pressions à coups de manifestations populaires. Le défilé madrilène du 1^{er} mai 1935 avait donné le ton. Largo Caballero évoquait dans *Claridad* « la grande armée des travailleurs en marche vers les sommets du pouvoir ». Et quarante ans plus tard, un manifestant se souvient : « Nous, les miliciens, nous marchions en tête, bien pris dans nos uniformes et nos tuniques de cuir, en saluant le poing fermé. Belle frayeur pour les bourgeois et les aristos qui nous regardaient des balcons de leurs maisons tout au long de la Castellana²²⁰. » À la moindre occasion, on chante l'*Hymne de Riego* ou l'*Internationale*.

Les violences se multiplient dans l'ensemble de l'Espagne et notamment à Madrid : le 16 juin, dans son discours aux Cortes, Gil-Robles assure que depuis la victoire du Front populaire, on a compté 276 assassinats perpétrés par les extrémistes de tous bords : à Madrid, une cinquantaine de militants républicains ou socialistes et une trentaine de

phalangistes ont été abattus. Dans le pays, quelque 170 églises ont été incendiées. Aux Cortes, Calvo Sotelo et la députée communiste Dolores Ibárruri, la Pasionaria, échangent des menaces. Le gouvernement fait arrêter José Antonio Primo de Rivera envoyé à la prison d'Alicante. Arturo Barea, qui vivait alors à Madrid avec son frère Rafael, est un de nos meilleurs témoins : une de ses anciennes relations, frère d'un jésuite, rêve d'un coup d'État militaire tout en plaçant ses espoirs en Calvo Sotelo et exprime un rejet absolu des communistes. Barea affirme sa confiance en la république, mais un jeune communiste de ses amis redoute les choix des anarchistes. Le lundi 13, attroupement bruyant : « Ils ont tué Calvo Sotelo. » De jeunes phalangistes promettent une réplique impitoyable. Barea commente : « Il était évident que l'assassinat de Calvo Sotelo était la réponse à l'assassinat du lieutenant Castillo, des Gardes d'assaut [qui avait eu lieu la veille]. Une seule question : ce crime allait-il être la mèche qui allumerait le baril de poudre ? » Il confesse que « la nouvelle l'a pris par surprise » ; il se rend sur la place d'Atocha où une multitude prépare la kermesse de la Saint-Jean. Mais il ne se fait aucune illusion. Le peuple de Madrid vit dans l'anxiété : « Personne ne savait où et comment débiterait l'attaque, mais tout le monde savait que l'heure était venue. »

Le discours de Gil-Robles aux Cortes en hommage à Calvo Sotelo ne fut pas un discours de paix : déjà, le 16 juin, il avait fait le compte des quelque 216 crimes en tous genres imputables à tous les extrémistes, survenus depuis la victoire du Front populaire jusqu'au 12 juin, et critiqué le manque de fermeté du gouvernement. Les funérailles de Calvo Sotelo se voulurent une démonstration de force de la droite. Pendant ce temps, les anarchistes jetaient de l'huile sur le feu en déclenchant une grève de la construction et en agressant les ugétistes qui se rendaient au travail. Barea illustre la controverse ; les ugétistes argumentent : « Ce que nous voulons, nous, c'est la discipline. Vous voulez que nous donnions aux autres un prétexte pour qu'ils puissent dire que nous sommes descendus dans la rue les premiers ? Laissez les fascistes le faire et vous verrez. » Et les cénétistes rétorquent : la seule explication logique, c'est que « vous n'avez pas encore compris qu'est venue l'heure de faire la révolution²²¹ ».

Le samedi 18 juillet, Madrid bruisse de rumeurs : le gouvernement qui a proclamé l'« état d'alarme » annonce

ouvertement que des insurrections ont éclaté dans certaines provinces, mais assure qu'il a la situation bien en main. Avalanche d'informations contradictoires, mais la vérité se fait jour progressivement : on apprend que la Légion contrôle Melilla et le Maroc espagnol, que Franco, gouverneur militaire des Canaries, où le gouvernement l'avait « exilé » par prudence, a quitté les Canaries, que Queipo de Llano s'est rendu maître de Séville, que plusieurs chefs militaires ont proclamé l'état de guerre : à Palma de Majorque, Pampelune, Burgos, Valladolid, Salamanque, Saragosse... Les syndicats convoquent leurs directions. À la tombée de la nuit, des milliers de personnes affluent vers la Maison du peuple, réclament des armes à grands cris. Le gouvernement dirigé par Casares Quiroga refuse et des militants accusent les politiques au pouvoir de rechercher un accord avec les généraux insurgés. Mais la situation évolue rapidement : des haut-parleurs annoncent la formation d'un nouveau gouvernement présidé par José Giral, grand ami d'Azaña et fervent républicain, qui accepte de distribuer des armes aux organisations ouvrières. Et ce gouvernement, précisent les haut-parleurs, « a accepté la déclaration de guerre du fascisme au peuple espagnol ». Acclamations ! Des taxis bourrés de miliciens qui brandissent des drapeaux frappés du sigle UHP (Unión de Hermanos Proletarios) parcourent la ville. Arturo Barea et son frère, qui ont d'abord rejoint le siège du parti socialiste, mettent leur expérience militaire au service des miliciens volontaires en leur apprenant tout au long de la nuit le maniement des fusils²²².

Étrange dimanche ! Ce 19 juillet, le peuple de Madrid feint-il de croire que l'alerte est passée, que le gouvernement contrôle la situation ? Ou le croit-il vraiment ? Il fait beau et chaud. Les trains de banlieue emportent vers la sierra familles et jeunes gens avec chorizo, tortillas, gourdes et bouteilles pour une journée de verdure et d'eau courante, de fraîcheur, de détente. Les gardes civils semblent tranquilles. Dernière accalmie. Car, dès le retour à Madrid, l'illusion se dissipe. Tandis que de luxueuses voitures, chargées de lourdes valises, cherchent les routes du nord, accompagnées par des commentaires ironiques : « Ils s'en vont ! Ils s'en vont ! *Adios señoritos*. Bon voyage », des piquets de miliciens demandent les papiers d'identité à tous les coins de rue et plusieurs églises brûlent : Saint-Nicolas, Saint-Cayetano, Saint-Laurent, les Écoles Pies... L'énorme coupole de Saint-

Nicolas se partage en deux. Une odeur de bois brûlé, de métal roussi imprègne tout le quartier, sur lequel tombe une pluie de cendres fines. Une fumée dense s'élève au-dessus des maisons de la rue de Bailén. Quelques spectateurs expliquent : les fascistes ont tiré sur la foule depuis les tours de l'église et la foule, exaspérée, a donné l'assaut.

Barea se souvient : parce que les écoles Pies furent l'école de son enfance, et quelques-uns des pères avaient trouvé grâce devant lui. Quoi qu'il pense du rôle négatif de l'Église dans l'Espagne du ^{xx}e siècle, il est malheureux. Il apprend avec soulagement qu'à l'instar du curé de l'église de la Paloma, les curés de San Sebastián, San Ginès et d'une douzaine de paroisses ont sauvé leur église et les collections d'objets d'art en remettant les clés aux miliciens. Ils n'ont perdu que les chandeliers de laiton, confisqués pour la fabrication de cartouches !

Le lendemain, 20 juillet, dans la soirée, la multitude encadrée par quelques officiers restés fidèles à la république donne l'assaut à la caserne de la Montaña, forteresse qui domine le Paseo de Rosales et la campagne environnante : cette caserne est le quartier général du soulèvement à Madrid et le général Fanjul, chargé par Emilio Mola, de la direction du Movimiento à Madrid, a pénétré dans la caserne déguisé en paysan. La garnison de la Montaña a dévoilé ses intentions en tirant sur un camion de miliciens. Elle est d'abord bombardée par un avion républicain, puis par un canon de 75, enfin assaillie par des milliers d'hommes et de femmes en folie. Le combat dure toute la nuit : tirs de mortiers, rafales de mitrailleuses, combats au couteau ou à mains nues. Au matin du 21, la plupart des défenseurs de la caserne sont massacrés sur place ; des centaines de cadavres jonchent le sol des cours. Le général Fanjul et un colonel, parmi les rares survivants seulement blessés, sont capturés. Après un procès *sumarísimo* (procès sommaire en urgence), Fanjul sera fusillé le 17 août. Comme les soulèvements des casernes de la banlieue (Getafe, Carabanchel) ont été rapidement maîtrisés, dès le 21 juillet, la république a gagné la partie à Madrid. L'absence de liaisons entre les conspirateurs et d'une bonne préparation a été fatale au Movimiento²²³. Mais on ne saurait affirmer que le gouvernement ait une maîtrise totale de la capitale.

Santos Juliá explique : « La dissolution de l'appareil d'État, la prise en main des services publics par des sociétés syndicales, la paralysie de l'administration, le manque de

coordination dans l'accomplissement des tâches élémentaires pour le déroulement de la vie de la cité, la multiplication des comités et la chaleur accablante que connut Madrid pendant le mois de juillet créèrent dans les jours qui ont suivi l'écrasement de l'insurrection, après une période d'exaltation révolutionnaire, un climat de confusion et d'incertitude²²⁴. »

Les auteurs de l'une des plus récentes histoires de Madrid considèrent qu'il existe désormais et jusqu'à la fin de mars 1939 trois villes : la ville résistante, animée par les éléments les plus actifs des partis de gauche opposés au soulèvement, qui avait pour ferments la Maison du peuple aux mains de l'UGT et des socialistes, les radios communistes et les athénées libertaires ; la ville clandestine, née des plus véhéments partisans des militaires en révolte, expression la plus extrême des 44,4 % qui avaient voté en 1936 et qui alimentaient la cinquième colonne et le sabotage ; et la ville passive, qui ne s'intéressait qu'à la survie, étranglée par les difficultés du ravitaillement et la cherté de la vie à Madrid. Le rapport de forces entre ces trois identités évolua au rythme des rapports de forces entre les combattants : de l'enthousiasme des adeptes du *No pasarán* à la résignation des derniers mois et à la révolte inutile de Casado²²⁵.

Fin juillet, la réplique populaire avait marqué des points. Les vainqueurs de la Montaña ont trouvé dans la caserne des milliers de culasses, environ 5 000 pistolets Mauser, type Astra calibre 9, et plusieurs centaines de fusils. Autant d'armes précieuses pour les colonnes de miliciens qui, sous les ordres d'officiers républicains (tel le colonel Mangada), montent dans la sierra pour barrer la route à l'armée du Nord commandée par Mola.

Mais dans la ville, « le peuple en armes » dicte sa loi, celle de groupes socialistes, communistes, anarchistes, qui se contentent trop souvent de dénonciations calomnieuses, comme on le voit dans le récit de Barea²²⁶, ou de délits d'opinion (sympathie pour la CEDA, assistance régulière à la messe). De très nombreuses arrestations plus ou moins arbitraires ont lieu, et la prison Model (Carcel Modelo) reçoit quantité de détenus, suspects, souvent sans la moindre preuve, d'appartenir à la cinquième colonne, dont Mola avait imprudemment affirmé l'importance à Madrid. Déjà, de petits groupes de tueurs incontrôlés délivrent des allers simples pour la Casa de Campo : une balle dans la nuque. Déjà commencent les *paseos* nocturnes dont les victimes ne reviennent pas. Au matin, une foule de curieux défile aux

abattoirs pour voir les victimes de la nuit antérieure. Spectacle écœurant ! Les interventions miraculeuses de républicains honnêtes sauvent bon nombre de condamnés, mais les auteurs de ces interventions doivent être eux-mêmes sûrs de leur réputation.

Et personne ne sauvera les détenus de la prison Model lorque, le 22 août, des miliciens envahissent le bâtiment gardé par des militaires qui laissent faire : une trentaine d'hommes sont assassinés, dont Melquíades Álvarez, fondateur du parti radical, qui n'avait aucun lien avec la rébellion militaire, d'anciens ministres et d'anciens députés ; plus compréhensible est l'exécution du chef du parti agrarien, José Martínez de Velasco, de Fernando Primo de Rivera, frère de José Antonio, de l'aviateur Ruiz de Alda, du comte de Santa Engracia et de jeunes phalangistes, car il est fort possible que cette tuerie soit une réponse au massacre de grande ampleur perpétré par les troupes franquistes dans l'arène de Badajoz. Mais ces exécutions sans jugement sont un signe fort de la dégradation de la situation.

Autres signes. « *Compañero*, le gouvernement, maintenant, c'est nous [...]. Cette affaire, on va la confisquer. Les patrons, c'est fini... » Les commerçants doivent accepter les *vales* (bons signés par l'UGT, la CNT ou quelque autre autorité installée) et délivrer gratuitement aux militants les denrées indiquées sur présentation de ces bons. Naturellement, quelques filous profitent du système pour tenter des vols à grande échelle, au risque d'une exécution immédiate s'ils sont démasqués, mais la pratique des *vales*, même régulière, met les commerçants en difficulté. D'autant que, malgré les expéditions massives depuis Valence de pommes de terre et de riz, les produits alimentaires se raréfient dès le mois d'août.

Face au risque des dénonciations et au défaut des subsistances, les Madrilènes cherchent à se faire accepter dans l'une ou l'autre des organisations politiques, à obtenir le carnet d'une cellule d'un parti ou d'un syndicat, fût-ce en l'achetant. Seule l'UGT ne faisait pas de propagande en ce sens. Ainsi, de nombreux « fascistes » réussirent à se procurer ces viatiques auprès des groupes les moins exigeants et à se mettre à l'abri, tandis que d'authentiques criminels, qui avaient formé leur propre police, se vouaient en toute impunité à la rapine et au meurtre. Arturo Barea resta fortement marqué par une soirée vécue dans le quartier de Lavapiès quelques jours après l'épisode de la Montaña :

« J'avais vu cette foule de prostituées, de souteneurs, de voleurs, de tueurs, leur frénésie déchaînée. Ce n'était pas la même foule que celle qui avait pris d'assaut la Montaña, qui n'était faite que des corps d'hommes nus devant les mitrailleuses, animés d'un esprit de lutte. Les autres, c'était l'écume de la ville. Ils ne lutteraient pas, ne mèneraient à bien aucune révolution. Ils ne feraient que voler, détruire et tuer par simple plaisir [...]. Cette charogne, il fallait l'éliminer avant qu'elle n'infecte tout. Nous avions besoin d'une armée. »

Cette « charogne » s'est incarnée dans les *checas*, organisations autonomes surgies du désordre qui prétendaient débusquer et donner la chasse aux fascistes ou prétendus tels. Les enquêteurs franquistes qui, en 1942-1943, constituèrent la *Causa General* en identifièrent 226 ! Chiffre excessif. Néanmoins, elles furent nombreuses, et 35 *checas* ont été « reconnues » officiellement, qui dépendaient de l'inspection des milices populaires !

Certaines, dont l'activité se déroula surtout de juillet à novembre 1936, étaient de véritables entreprises criminelles qui se souciaient fort peu de politique. Tel le groupe du légendaire Agapito García Atadell, autoproclamé « directeur de la brigade de recherches criminelles », qui se servait des registres du syndicat socialiste des concierges de Madrid. Avec ses complices, Luis Ortuño et Pedro Penabad, il avait exécuté plusieurs dizaines de personnes et réalisé un butin de 25 millions de bijoux quand, en novembre, il prit la fuite. Il passa en France où il vendit une part de son butin et s'embarqua à Marseille pour gagner l'Amérique du Sud. Mais, intercepté lors d'une escale aux Canaries par la police franquiste, il fut pendu.

D'autres *checas* pourvues de chambres de torture ont été localisées : les Patrouilles de l'aube, au 82, rue Alcalá (étudiants de la FUE), la brigade Ferret (Marquès de Cuba, 19), les Lynx de la République... Il semble bien que certaines de ces officines aient repris du service avec un personnel différent sous la répression franquiste.

Comme Indalecio Prieto, Arturo Barea avait compris fin juillet que, contrairement à l'affirmation du gouvernement, le soulèvement n'était pas étouffé : « La vérité, c'était le contraire. La bataille n'avait pas encore commencé. Il s'agissait d'une guerre, d'une guerre civile et d'une révolution²²⁷. »

Les Madrilènes avaient pu être abusés par la rapidité et la facilité relative de leur victoire. L'assaut de la Montaña avait coûté des vies précieuses, mais il avait été décisif. Et l'armée du Nord n'avait pu investir Madrid : les milices installées à Somosierra et à Guadarrama faisaient bonne garde, croyait-on.

Le premier embryon d'armée fut créé par le parti communiste sous le nom de 5^e Régiment. À la source, il s'agissait de l'un des bataillons de volontaires qui avaient donné l'assaut à la caserne de la Montaña. Les recrues de ce bataillon furent entraînées et acceptèrent de se soumettre à la discipline nécessaire qui avait tellement fait défaut aux milices. Dès la fin du mois d'août, ce 5^e Régiment, qui devait donner naissance à l'Armée populaire, était devenu à la fois « mythe et réalité ». Commandé par un certain Carlos, originaire d'Europe centrale, il était structuré et discipliné et les volontaires affluaient. Ils recevaient une instruction militaire élémentaire, puis laissaient la place à d'autres.

Mais cette formation était encore une exception. De sorte que d'août à octobre 1936, les troupes de la république allaient de défaite en défaite. Face à l'armée de Franco, aux légionnaires et aux Mores qui, en quelques semaines, avaient conquis l'Andalousie et l'Estrémadure, les miliciens ne savaient pas combattre, surtout en rase campagne, abandonnaient leurs armes et refluaient en désordre, comme Barea le constata à Navalcarnero le 24 octobre. Le nouveau gouvernement – lui-même dirigé à partir du 4 septembre par Largo Caballero avec Prieto comme ministre de la Guerre – et les correspondants de presse étrangers étaient convaincus que la prise de Madrid par les troupes de Franco dans les semaines à venir était inéluctable. Arturo Barea, devenu censeur de la presse étrangère à la Telefónica parce qu'il parlait bien le français et savait lire l'anglais, en témoigne²²⁸.

Les troupes franquistes accentuent leur pression sur la capitale : d'Aranjuez à Guadarrama et à Gredos, au sud, à l'est, au nord, à l'ouest, les issues se ferment. Seule demeure libre au sud-est la route de Valence que Franco n'a pas tenté de couper pour « laisser aux rats une possibilité de fuite ». C'est une erreur stratégique. Mais, le 13 octobre, Madrid entend le son du canon. Les attaques aériennes se multiplient, parfois injustifiables comme celle qui, le 24 octobre, coûta la vie aux enfants d'une école de Getafe. La chute de Madrid paraît imminente.

Cela explique la décision du gouvernement de Largo Caballero (auquel participent désormais quatre ministres anarchistes) d'émigrer à Valence, tandis que le président Azaña est allé s'établir à Barcelone. Déjà, l'or de la Banque d'Espagne (les troisièmes réserves du monde) a été transféré à Carthagène et stocké en lieu sûr... en attendant son envoi en URSS. Le général Asensio, conseiller militaire du gouvernement, et la plupart des ministres jugent impossible d'organiser de l'intérieur la défense de Madrid. De plus, si les « nationaux » s'emparaient de la capitale, le gouvernement de la République deviendrait un otage. Le 6 novembre, dans l'après-midi, sans avoir informé la population, très discrètement, le gouvernement quitte Madrid pour Valence. À Tarancón, les anarchistes tentent de l'intercepter, mais Largo Caballero et Álvarez del Vayo justifient leur décision. Ajoutons que les leaders des partis politiques représentés au gouvernement quittèrent également Madrid, à l'exception de ceux du parti communiste.

Ce départ semble avoir été opportun. Ce même soir, les troupes rebelles avaient, à partir de Getafe, atteint Villaverde et occupé une partie de Carabanchel. Elles s'étaient emparées de l'aérodrome et de la station de radio de Cuatro Caminos, s'étaient avancées jusqu'aux limites de la Casa de Campo. Les ponts de Tolède et de Ségovie étaient des objectifs accessibles et le franchissement du Manzanares était probable à court terme.

Avant son départ, le gouvernement avait installé une junte de défense placée sous le commandement d'un républicain de toute confiance, le général Miaja, dont le colonel Rojo était le chef d'état-major. La junte comportait des représentants de tous les partis de gouvernement, une commission chargée de la sécurité qui disposait des Gardes d'assaut et gérait les prisons. Ce départ pouvait ressembler à un abandon, mais il ne déclencha aucune panique, d'autant que la junte de Défense était bien décidée à résister. Avant même sa première réunion, Vicente Rojo avait organisé une défense coordonnée de la ville à partir des milices que Largo Caballero et Prieto avaient militarisées et des militaires de carrière restés fidèles à la république. Il disposait d'une quinzaine de milliers d'hommes répartis le long d'une ligne de défense qui courait de Villaverde à Boadilla.

Le 7 novembre, le premier assaut franquiste fut repoussé. Et la chance sourit aux défenseurs. Car on trouva dans la

poche d'un officier tué lors de l'assaut et dont le corps avait été abandonné par ses hommes le plan des opérations prévues le 8, dont la Casa de Campo était l'objectif prioritaire. De sorte que, très attendus, les assaillants furent de nouveau repoussés le 8 novembre. Des articles préparés par des journaux du monde entier, qui narraient l'entrée de Franco à Madrid, n'avaient plus d'objet ! Épuisés par la campagne foudroyante et les marches qui, en un mois, les avaient conduits de Séville aux portes de Madrid, les soldats de Franco cherchaient un second souffle. Et les miliciens se battaient beaucoup mieux dans les zones habitées, entre les maisons, qu'en rase campagne²²⁹.

Soudain, plusieurs événements modifièrent la situation et la bataille pour Madrid changea d'âme. Les bataillons anarcho-syndicalistes catalans, dont celui de Durruti, le célèbre leader anarchiste (qui devait mourir peu après, dans une chambre de l'hôtel Ritz transformé en hôpital, et dans des circonstances mal élucidées), apportèrent leur secours à Madrid. Quelques jours plus tard, la XI^e Brigade des Internationaux antifacistes, en provenance d'Albacete, entra à Madrid, bientôt renforcée par la XII^e, qui comportait un bataillon français (Commune de Paris), un bataillon allemand (Edgar André) et un bataillon polonais (Dombrowski). Soit guère plus d'un millier d'hommes, mais entraînés, disciplinés et bien armés, qui se battaient pour des valeurs auxquelles ils croyaient. Les historiens ont la chance de compter parmi les témoins de ces étonnantes journées un journaliste d'exception, le Néo-Zélandais Geoffrey Cox, qui eut la bonne fortune d'assister à plusieurs des grands événements de ce temps²³⁰.

Cox demeura à Madrid du 6 novembre au 10 décembre 1936. En 2005, âgé de 95 ans, il confiait à Martín Minchom, auteur d'une longue introduction à son livre *La Defensa de Madrid*, qu'en novembre 1936 il avait ressenti « une exaltation absolue pour être vivant en un tel moment ». Cox assista à l'arrivée de la première colonne des Internationaux. Il prenait un café dans un bar de la Gran Vía quand il entendit des vivats et des applaudissements. Il sortit et se planta sur le trottoir : « Ils marchaient en formation parfaite [...]. Les fusils qu'ils portaient à l'épaule étaient à l'évidence d'un modèle moderne [...]. Cette section avait ses officiers dont certains portaient épée et pistolet. À leur suite passa un convoi léger de camions chargés jusqu'en haut de mitrailleuses et d'équipements. Un escadron de cavaliers au

trot, une cinquantaine au total, clôturait le défilé [...]. Les rares personnes présentes alignées au bord de la chaussée criaient, quasi hystériques, *salud, salud*, le poing fermé, et applaudissaient [...]. Nous ne savions pas qui ils étaient [...]. Les gens croyaient qu'ils étaient russes... Le garçon de café cria en me regardant : "Les Russes sont arrivés !" [...] Mais quand j'entendis donner un ordre en allemand [...] suivi de cris en italien et en français, je sus qu'ils n'étaient pas russes [...]. La colonne internationale des antifacistes était arrivée à Madrid. Nous voyions la première Brigade de [...] l'armée la plus internationale que le monde ait connue depuis les croisades²³¹. »

Tandis que Radio Séville annonce l'imminence de la prise de Madrid et que se multiplient les fausses nouvelles (combats dans les rues de Madrid, faux discours de Franco), Cox assiste le dimanche 8 novembre, sur une Puerta del Sol noire de monde, à une première attaque aérienne sur le centre de la capitale : cinq bombardiers lancent leurs bombes sur le cœur de Madrid et la foule cherche refuge dans les couloirs du métro. Quelques immeubles s'effondrent dans la vieille ville : quatre femmes qui faisaient la vaisselle gisent dans la rue, mortes...

Les brigadistes à peine arrivés avaient gagné la ligne de front et leurs éléments s'étaient postés dans la Cité universitaire. Les premières unités des « nationaux » avaient atteint les rives du Manzanares. L'affrontement, très dur, commencé le dimanche soir, se poursuit tout au long du lundi, pendant la nuit, puis le mardi matin. Les brigadistes étaient soutenus par un feu intense de mitrailleuses. Dans la nuit du lundi, ils lancèrent leur première attaque et avancèrent à travers la Casa de Campo, obligeant les rebelles à se replier. Une contre-attaque leur fit perdre une partie du terrain conquis, mais la ligne de front avait reculé sensiblement. Des centaines de cadavres, parfois entassés entre les chênes verts, jonchaient le sol.

La junte de Défense a pris les choses en mains, supprimé les sirènes d'alerte, limité les heures d'ouverture des bars, interdit les réquisitions des miliciens dans les commerces, sauf ordonnances circonstanciées. Les hommes valides ont gagné les lignes de front et ce sont les femmes qui conduisent les tramways. Beaucoup de boutiques et la plupart des étals des marchés ont fermé, et les queues s'allongent devant les boutiques ouvertes pour obtenir du pain, de la viande, du poisson, du charbon. Durant la nuit du

dimanche au lundi, les bombardiers des assaillants ont lâché nombre d'obus sur la ville. Les hommes de la cinquième colonne sont toujours dans Madrid. Ils tirent parfois d'un toit ou d'une fenêtre. C'est vraiment la guerre.

Les hommes élèvent des barricades et creusent des tranchées. Mais la plupart ont gagné la ligne de front, car les internationaux ne peuvent tenir qu'une partie d'une ligne qui s'allonge sur une dizaine de kilomètres. À côté d'eux, manœuvres, ouvriers de la métallurgie, employés, facteurs, conducteurs de tramways, dont certains avaient fait partie des milices défaites sans recours lors des engagements de septembre ou d'octobre. Lorsque quelques-uns semblent se décourager, abandonnent les tranchées, les commissaires politiques les persuadent de reprendre leur place. L'adversaire n'a pas eu le temps de relancer l'offensive. Deux jours plus tard, une nouvelle attaque appuyée par deux chars échoue encore. Les défenseurs se replient pour occuper une autre tranchée, mieux dessinée, plus profonde, appuyée aux premières maisons. Les autres attaques échouent de nouveau, notamment le 12 novembre, celle des Mores contre la Cité universitaire. Le 13, Largo Caballero vint de Valence pour inspecter le front. Les assaillants n'avaient pu franchir le Manzanares et les républicains avaient même esquissé deux attaques en direction de Getafe et de l'Escorial.

Selon Cox, cette première semaine de l'attaque de Madrid « fut pour les journalistes un spectacle unique », qu'ils observaient depuis le 11^e étage de la Telefónica. Ils assistaient aux attaques et contre-attaques, repéraient les batteries des rebelles qui bombardaient la ville. Les points noirs entre les arbres de la Casa de Campo étaient les chars. Sur la route d'Estrémadure venaient des camions chargés de soldats qui arrivaient en renfort. Chaque soir, les Junkers ou les Capronis, cinq ou six, escortés par de petits avions, montaient de l'horizon pour bombarder la ville ; quelques minutes plus tard, la chasse républicaine – les avions russes, appelés *chatos* par le peuple de Madrid – entraînait en action, comme si elle était le produit de la Telefónica, elle fondait sur les bombardiers et une bataille frénétique se livrait dans les airs : 15 ou 16 avions se lançaient les uns sur les autres, se retournaient brusquement, viraient, glissaient. Inconscients du danger, les curieux envahissaient la rue, criaient, applaudissaient. Parfois un parachute s'ouvrait, descendait lentement, tandis qu'un avion s'écrasait au sol dans un nuage de fumée noire. Au hasard de la ville, les

immeubles flambaient, dont les palais. L'incendie du palais des ducs d'Albe fut l'un des spectacles les plus courus.

La junte de Défense, débarrassée des conflits entre les partis et de la lutte pour le pouvoir au sein du gouvernement, avait gagné la première manche, quoique les nationaux eussent enfin réussi, le 15 novembre, à passer le Manzanares et à occuper quelques bâtiments de la Cité universitaire, par exemple la Casa Velázquez où la lutte fut acharnée. Mais le 23 novembre, Franco décida de renoncer aux attaques frontales trop coûteuses en hommes et de recourir aux manœuvres d'enveloppement. Pendant plusieurs mois, lors des dures batailles du Jarama et de Guadalajara, la lutte s'éloigna de Madrid. Mais les bombardements aériens, tel celui du 14 novembre qui fit de nombreux morts sur la place d'Atocha, ou d'autres sur les quartiers ouvriers de Cuatro Caminos et de Vallecas, cherchaient à saper le moral de la population civile pour laquelle le problème des subsistances était devenu un souci quotidien. Dans la ville où les ambassades étaient pleines de réfugiés, la chasse à la cinquième colonne s'était intensifiée. Elle donna lieu à des atrocités dont Cox ne semble pas avoir eu une claire conscience, bien qu'il leur consacre un chapitre. Mais il écrit que ces « liquidations dans les environs de Madrid [...] furent exécutées par des individus incontrôlés et que les autorités les taxèrent de crimes²³² ».

Ces crimes, il est vrai, ne faisaient pas partie de la « politique officielle » et on doit en exempter le gouvernement de la République émigré à Valence avant même le début des tueries. Mais ils ne furent pas commis par des individus « incontrôlés ». L'affaire a suscité de nombreux travaux, depuis le *Paracuellos, cómo fue* de l'historien Ian Gibson, que l'on ne saurait accuser de préjugés hostiles à la République. Depuis lors, le procureur républicain Ricardo Gullón et les historiens Julián Casanova et Jaime Cervera Gil, entre autres, ont apporté leurs témoignages et les résultats de recherches dont on peut dresser le bilan, comme vient de le faire un long article très informé de la grande revue *La Aventura de la Historia*, « Moscú movio los hilos²³³ ». De quoi s'agit-il ? Des tueries perpétrées à Paracuellos del Jarama et à Torrejón de Ardoz, localités proches de Madrid. Lors des 7, 8, 9 novembre, puis le 18 novembre, enfin du 24 novembre au 3 décembre, des milliers de prisonniers ont été extraits de la prison Model (plus de la moitié), des prisons Porlier, San Anton et Ventas,

menottés, puis entassés dans des autobus à deux étages ou des camions, conduits à l'extérieur de la ville et fusillés pendant la nuit, soit à Paracuellos (la majorité), soit à Torrejón (ce sont les *sacas*).

Mais quelle était la provenance de ces prisonniers ? La majorité provenaient des *checas* (du russe *cheka*) déjà évoquées : à l'initiative des partis, des syndicats ou de groupes autonomes mal définis, elles s'étaient constituées spontanément (tels les athénées libertaires), avaient occupé des locaux, généralement ceux d'anciens collèges et couvents, où elles siégeaient à la manière de tribunaux qui interrogeaient et jugeaient dans un climat hostile les suspects arrêtés par des « miliciens » qui se prétendaient « agents de surveillance », presque toujours à la suite de dénonciations anonymes. Les suspects considérés comme coupables étaient expédiés dans l'une ou l'autre des prisons, à moins qu'ils ne soient envoyés directement à la mort lors des *paseos* nocturnes.

On a avancé le chiffre – sans doute exagéré – de 200 *checas*. Jaime Cervera Gil en a identifié une vingtaine, dont les plus actives et les plus redoutables furent : les Lynx de la République ; le Fomento (rue Fomento), organisé à l'initiative de Manuel Muñoz Martínez, délégué général à la Sécurité ; l'Athénée libertaire de Ventas, près du pont de Ventas, dirigé par un sinistre personnage, Antonio Hurtado Fajardo, dit El Chato de Ventas ; ou la *checa* du cinéma Europa, rue Bravo Murillo, menée par Felipe Emilio Sandoval Cabrerizo, dit El Doctor Muñiz, autre figure sinistre. Il y avait aussi le groupe des cinq *checas* de la Casa de Campo, la *checa* de la caserne Spartacus, siège de la commission d'épuration de la Garde nationale républicaine, dirigée par le lieutenant García Gumilla, et bien d'autres. J'ai déjà fait un sort particulier aux Escadrilles de l'aube d'Agapito García Atadell (cf. p. 305).

Certains des condamnés par ces *checas* étaient entassés sans plus attendre dans les autobus envoyés à Paracuellos ou à Torrejón. Les autres étaient transférés dans les prisons, où les Gardes d'assaut ou les « milices de surveillance de l'arrière » (MVR) se présentaient, munis de listes nominatives signées par Segundo Serrano Poncella, délégué à l'ordre public, sous la direction de Santiago Carrillo, jeune militant de 21 ans, membre de la JSU, qui venait d'être nommé président du Conseil de l'ordre public. Il s'agissait en théorie de transférer des prisonniers hostiles à la république

dans des prisons éloignées de la ligne de front. Et de fait, à l'occasion d'une dizaine de *sacas*, les détenus furent emmenés à la prison d'Alcalá de Henares où ils furent enfermés... sains et saufs. Tous les autres (23 *sacas*) furent abattus.

Combien de victimes et qui étaient-elles ? Deux mille au minimum, 5 000 au plus. Ian Gibson avance le chiffre de 2 400, Julián Casanova celui de 2 700. Ricardo de la Cierva, un historien franquiste dont le père figura parmi les victimes, fait état de 2 750 morts identifiés. Un autre historien franquiste très marqué, César Vidal, va jusqu'à 4 200. Négligeons les délires du journal *El Alcázar*, ultrafranquiste : en 1977, il compte 12 000 morts ! Francisco Hernández Sánchez, auteur de l'article cité de *La Aventura de la Historia*, opte pour une prudente approximation : du 7 novembre au 3 décembre, 1 800 victimes au minimum, 2 400 au maximum. Militaires qui avaient pris le parti des rebelles ou n'avaient pas voulu participer à la défense de la République, quelques dizaines de phalangistes, quantité de prêtres et de religieux du diocèse Madrid-Alcalá (18 % du total des identifiés certains), bon nombre de bourgeois conservateurs et catholiques (avocats, juges, professeurs, médecins, journalistes), mais dans la plupart des cas des hommes arrêtés sans justification légale, sans instruction préalable, le plus souvent sur dénonciation, c'est-à-dire de gens qui n'auraient pas été condamnés dans le cas d'une répression organisée. Parmi les victimes, très peu de femmes (4,4 % selon Cervera Gil).

Pourquoi ces massacres ? Quels furent les responsables ? Il est sûr que l'influence de Mikhaïl Koltsov, considéré comme « l'envoyé de Staline » (qui le liquida en 1942 !), et plus encore de deux membres de la NKVD, Alexander Orlov (inspirateur de l'assassinat d'Andreu Nin) et Iosif Romualdovich Grigulevich, fut importante, peut-être décisive. Ils étaient devenus les maîtres à penser des communistes et ne cessaient de déplorer la présence de quelque « 8 000 fascistes » dans les prisons, qui pouvaient devenir des éléments précieux pour la rébellion. Par ailleurs, la force et le rôle des communistes à Madrid, favorisés par l'intervention décisive des chars et des avions russes dans la défense de la capitale, avaient beaucoup grandi aux dépens de ceux des socialistes. La conclusion de Julián Casanova paraît s'imposer : « Il ne semble pas exagéré d'attribuer la responsabilité [des massacres] aux appareils policiers, sous

contrôle communiste et avec assesseurs soviétiques, sur les militants des JSU, et sur les principaux dirigeants de ce système policier : Manuel Muñoz, directeur général de la sécurité, Santiago Carrillo, conseiller de l'Ordre public, et Segundo Serrano Poncela, délégué par la Direction générale de sécurité... » Il ajoute : « Les *sacas* de novembre ont un sens : un nettoyage complet de l'arrière, à la fois dicté par la guerre et voulu, une occasion extraordinaire d'anéantir l'ennemi politique, idéologique, l'ennemi de classe. » Et cela alors même que cet ennemi paraît capable de prendre Madrid.

La responsabilité de Segundo Serrano Poncela paraît certaine. Les explications qu'il donna en 1953 à Puerto Rico à Ricardo Gullón ont paru à ce dernier « peu convaincantes » : il signait les ordres de transfert, mais il croyait que ceux-ci se déroulaient normalement ! Aucune curiosité ! Mais un autre personnage, issu comme Carrillo de la JSU mais plus âgé (30 ans), José Cazorla Maure, eut une grande responsabilité car, avec la collaboration d'hommes sûrs (Torrecilla, Álvarez Santiago), il constitua dès septembre au sein de la DGS (Direction générale de sécurité) un appareil muni d'un fichier qui permit d'établir rapidement les listes des *sacas* lorsque la junte de Défense décida d'éliminer les adversaires politiques détenus, et c'est lui qui lança les *sacas* le 7 novembre. Remplacé par Carrillo le 29 novembre, c'est encore lui qui donna l'assaut, le 4 décembre, à la légation de Finlande, considéré comme un repaire de la cinquième colonne. Arrêté après le coup d'État de Casado, il fut exécuté en avril 1940, de sorte que son rôle fut peu à peu oublié et que Santiago Carrillo fut considéré de plus en plus comme le principal responsable. Ce qui est excessif.

Santiago Carrillo qui, le 29 novembre, jugea nécessaire de remplacer son délégué n'a certainement pas donné l'ordre de tuer, mais il est impossible de croire qu'il ne fût pas informé (voir Ian Gibson, Paul Preston ou Julián Casanova). Il semble que le consul de Norvège lui ait téléphoné dès le 8 novembre pour l'aviser de la disparition des personnes emmenées par la *saca* de la veille ! Carrillo ne parut pas s'en souvenir. Mais il est sûr qu'il chercha à mettre fin aux *paseos* et aux exécutions : les dispositions qu'il signa dès le 13 novembre le démontrent. On doit lui reprocher de n'avoir réagi que tardivement, après les *paseos* dramatiques et meurtriers des 8 et 10 novembre, alors qu'Indalecio Prieto

les avait dénoncés dès le mois d'août. Trop lourde responsabilité pour un garçon de 21 ans, c'est vrai. Et une partie de la presse a salué les exécutions !

Pourquoi les *sacas* se sont-elles ralenties après le 10 novembre, mais sans cesser définitivement jusqu'au 4 décembre ? Certes, les ambassades étrangères ont exercé une pression. Mais l'intervention d'un homme, le même les deux fois, a été essentielle : Melchor Rodríguez, un anarchiste, nouvel inspecteur des prisons, « l'Ange rouge ». Le 10 novembre, il n'est qu'intérimaire et doit céder la place le 15. Les tueries reprennent. Le 4 décembre, il est nommé et monte la garde devant la prison Model avec un détachement de la CNT : fin des *sacas* et des massacres.

En 1937, « l'assaut est terminé, mais le siège a commencé ». La guerre s'est éloignée de Madrid, mais les nouvelles du front sont attendues avec anxiété. En février, les Brigades internationales, au prix de très lourdes pertes, stoppent net l'avance des troupes franquistes. En mars, une offensive de l'hiver (chutes de neige et froid vif) vient à l'aide des défenseurs de la république en bloquant les aérodrômes et en inondant routes et pistes. Les troupes italiennes subissent une défaite sérieuse (Guadalajara) et Madrid conserve ses lignes de communication avec Albacete et Valence. Mais les bombardements aériens continuent sur la ville, aux dépens de la population civile. La Gran Vía, qui aligne immeubles intacts et maisons étripées, est ponctuée de trous d'obus, la place d'Orient est défoncée par les cratères creusés par les bombes. Au fil des semaines, le problème alimentaire s'est aggravé, d'autant plus que la ville envahie par les réfugiés des environs et des faubourgs compte désormais 1,3 million d'habitants au lieu de 1 million. Les queues pour le pain ou les pommes de terre sont de plus en plus longues. De nombreux habitants passent les nuits dans les sous-sols de leurs immeubles, dans les couloirs ou sur les quais des stations de métro.

Plusieurs journalistes étrangers sont venus à Madrid, attirés par cette résistance inattendue : Louis Delaprée était mort, l'avion qui l'emportait ayant été abattu dans des circonstances mystérieuses, Geoffrey Cox était parti. Mais Sefton Delmer était à Madrid, pour le compte de l'*Express* de Londres, Matthew Southwork pour le *New York Times* et Ernest Hemingway, qui avait déjà produit un documentaire de propagande, *Espagne en flammes*, passa dix mois à Madrid en 1937 et 1938, répartis en quatre séjours. Il vint une fois

avec Martha Gellhorn qui travaillait pour *Collier's* et qui devint sa troisième épouse. Il y réalisa de remarquables articles pour la presse américaine et travailla avec le scénariste hollandais Joris Ivens à la réalisation d'un documentaire politique de grande qualité, *La Terre espagnole* (*Spanish Earth*). Les deux hommes prirent tous les risques pour filmer les zones de combat aux marges de Madrid et lors de plusieurs batailles. Et comme Cox ou Delaprée, comme le Madrilène Barea, Delmer et Hemingway observèrent que les bombardements ne se limitaient absolument pas aux objectifs militaires²³⁴.

Jusqu'à sa dissolution à la fin avril 1937, la junte de Défense avait réalisé un travail remarquable : elle s'occupait des approvisionnements, des transports, de l'ordre public. Composée d'hommes issus de tous les partis et organisations ouvriers, elle parvint à mobiliser le peuple de Madrid, à l'associer à la défense en suscitant de nouveaux enrôlements, ou par le travail dans les industries de guerre et dans les services hospitaliers. Elle entretenait le moral de la population par la propagande et travaillait en liaison avec le haut commandement militaire. Comme la junte déléguée qui lui succéda à partir de mai, elle parvint à surmonter la tension croissante entre communistes et anarchistes, évitant ainsi la rupture qui aboutit à la « semaine tragique » de mai 1937 à Barcelone, où les anarchistes, plus puissants qu'à Madrid, et les communistes, inspirés par les agents russes, s'affrontèrent les armes à la main. Mais cette tension s'accrut lorsque Largo dut démissionner le 15 mai 1937 sous la pression des Soviétiques et céder la place à Juan Negrín, chef d'un nouveau gouvernement où les anarchistes avaient refusé d'entrer.

La junte était parvenue aussi à conserver des relations correctes avec le gouvernement de Largo Caballero. Celui-ci supportait mal la popularité croissante de Miaja et de Rojo (populaire quoique catholique pratiquant), et plus mal encore les progrès constants des communistes aux dépens des socialistes : ainsi les JSU (Jeunesses socialistes unifiées) étaient passées sous le contrôle absolu des communistes. Et c'était désormais une communiste, Constanica de la Mora, qui coiffait l'office de censure de la presse étrangère. Il est vrai que les communistes avaient gagné la bataille de la propagande : les portraits grandeur nature de Lénine, Staline, la Pasionaria ou Lister, devenu le chef militaire communiste le plus remarquable, éclipsaient celui de

Durruti, et on eût cherché en vain ceux de Negrín ou d'Azaña.

L'avènement de Negrín provoqua dans un premier temps de nouveaux progrès de l'influence communiste. Mais, après la déception profonde due aux événements de mai 1937 à Barcelone, les échecs de Brunete et de Belchite (juillet-août 1937), malgré des plans brillants et des débuts encourageants, malgré les sacrifices des combattants (Internationaux et Espagnols), ces échecs minaient peu à peu le moral des Madrilènes. Ils avaient suivi avec passion la bataille de Brunete, aux portes de Madrid, et la défaite finale fut durement ressentie. En décembre-janvier 1937-1938, la terrible bataille de Teruel aggrava la démoralisation. D'autant que depuis l'été 1937, les franquistes avaient la maîtrise de l'air.

Madrid s'était habituée à cette guerre étrange dont les épisodes se vivaient entre ciel et terre, entre l'irruption des avions dans l'espace aérien de la ville et le fracas des bombes, les explosions et la fumée. Les enfants allaient en classe dans des écoles de fortune installées dans des abris antiaériens. Tous les théâtres étaient fermés, il n'était plus question de *toros* ou de football. Les divertissements se réduisaient à la fréquentation conviviale des bars et au cinéma, nouvelle version du repos du guerrier pour quelques-uns, catharsis pour les autres, manière d'évasion, libre accès au rêve. En hiver, les salles obscures étaient aussi assurance de chaleur, lieux de rencontres. Les capacités importantes des salles (14 avec plus de 1 000 places, dont l'imposant Monumental de la place d'Atocha qui en avait 3 050) contribuèrent à faire du cinéma un lien social.

À la fin décembre 1936, la plupart des salles étaient ouvertes : en août 1937, déjà 163, et même 180 en mars 1938, 190 en août. Les salles n'avaient pas été expropriées, mais les syndicats qui les géraient en prélevaient les bénéfices sous le contrôle de la junta des Spectacles qui, en mars 1937, avait élaboré un règlement. L'UGT et la CNT géraient la plupart des salles, parfois en cogestion (une vingtaine). Le Secours rouge et le ministère de l'Instruction publique et des beaux-arts en contrôlaient quelques-unes.

Les films de propagande avaient, sauf exception, peu de succès : *Guernica*, *Aurore d'Espérance*. L'Espagne n'avait guère de tradition dans ce registre. Malgré la « soviétisation » relative de Madrid, les films russes furent rares, sauf en décembre 1936 lorsque la popularité des

Russes était à son zénith : *Les Marins de Cronstadt* et *La Ligne générale* tinrent l'affiche quelques semaines. Dès le début de 1937, le cinéma américain fit sa réapparition et, progressivement, s'empara du marché du spectacle, la Metro Goldwyn Meyer en tête, suivie de la Paramount.

Au total, de 1936 à mars 1939, les écrans madrilènes projetèrent 2 845 films américains, 620 espagnols, 352 français, 205 anglais, 177 russes et 90 mexicains. Le film qui tint le plus longtemps l'affiche (42 semaines) fut *Centinela, Alerta!*, de Jean Grémillon, suivi de *Une nuit à l'opéra* des Marx Brothers (25 semaines), *Les Temps modernes* de Chaplin (22), *Les Nouvelles Aventures de Tarzan* (18) et *Le Mystère de la chambre bleue* (13). À l'évidence, recherche d'un autre monde, d'un ailleurs, urgence du rire.

Les anarchistes, qui voulaient un cinéma capable de changer le monde et qui projetèrent dans leurs salles des films américains chargés de sens (*Le Délateur* de John Ford ou *Vivons aujourd'hui* de Howard Hawks), tentèrent de produire des longs métrages pendant la guerre, mais ils n'y parvinrent pas et ils imputèrent leur échec final aux « seigneurs de l'argent »²³⁵.

La stratégie de Negrín se fondait sur l'aggravation de la situation internationale. Les nouvelles prétentions de l'Allemagne nazie à propos des Sudètes devaient conduire, selon ses prévisions, à une guerre européenne qui transformerait la situation. Géopolitique oblige, les Alliés occidentaux interviendraient en Espagne. Dans cette optique, les accords de Munich du 30 septembre 1938 ruinèrent les espoirs de Negrín et le parti communiste fut de plus en plus isolé. Qui plus est, Staline se désintéressait progressivement du sort de l'Espagne.

Pourtant, les débuts de la bataille de l'Èbre, qui démontra la réalité de l'Armée populaire et sa valeur militaire, avaient ravivé quelques espoirs. Mais, cette fois encore, au final, Franco l'avait emporté. Il avait lui aussi recréé une armée où les *requetes*²³⁶ jouaient un rôle important. Restait Barcelone. « Barcelone ne peut pas être prise par les fascistes », croyait le peuple républicain de Madrid. Il se trompait. Barcelone fut prise en moins de 48 heures, les 25 et 26 janvier 1939. Beaucoup plus tard, Vicente Rojo écrivit : « La résistance a été faible, on pourrait dire nulle. On peut dire sans exagérer que Barcelone fut perdue parce qu'il n'y eut pas de volonté de résistance, ni de la population civile ni de certaines troupes gagnées par le climat général. Le moral était au plus

bas²³⁷. »

Selon Julio Aríostegui, dont l'une des sources est le vétéran socialiste Wenceslao Carrillo (le père de Santiago), le moment où le moral de la population madrilène « tomba en chute libre, où il s'effondra sans espoir de se relever, c'est lorsque la radio annonça que Barcelone était tombée. Mais il s'écroula parce que Barcelone n'était pas tombée les armes à la main : Barcelone était tombée sans se défendre. Barcelone s'était rendue devant les troupes franquistes en parade militaire²³⁸ ».

Dès lors, Madrid, menacée de famine, n'avait plus d'espoir. Franco était maître de toute l'Espagne, à l'exception de la région Centre qui avait Madrid pour bastion, Valence et Alicante comme lieux d'évasion. Mais Madrid ne pouvait rejouer le scénario de novembre 1936. Dans cette ville livrée aux rumeurs, qui savait maintenant la guerre perdue, ce fut la discorde, parfois la haine, qui interpréta le dernier rôle. On peut résumer : les communistes et quelques socialistes contre les autres, tous les autres. Juan Negrín, toujours à la tête du gouvernement et qui avait tenté vainement de négocier une paix honorable, avait, le 16 février, confié tous les pouvoirs, militaires et civils, aux communistes. Le colonel Segismundo Casado répliqua le 5 mars par un coup d'État, qu'il préparait depuis quelques semaines (depuis novembre 1938, semble-t-il). Il paraît excessif, cependant, de l'accuser de trahison, car il avait avec lui la majorité des socialistes (dont Besteiro et Wenceslao Carrillo), les anarchistes et la plupart des militaires (Miaja, Matallana, Menéndez) qui jugeaient impossible de continuer la lutte. Il reste vrai que Casado n'obtint rien de Franco et qu'il fit preuve d'une grande naïveté en croyant qu'une paix pouvait être négociée « entre soldats ». Il ne fit pas mieux que Negrín.

Le dernier épisode de la bataille de Madrid fut lamentable : les nationaux purent assister en spectateurs à une nouvelle « guerre civile dans la guerre civile » qui s'acheva par la défaite des communistes. Mais les tristes vainqueurs de cet affrontement n'eurent de choix qu'entre la fuite et la reddition sans condition. « La ville passive » devenue très majoritaire avait suivi avec une inquiétude mêlée de dégoût ce combat à la fois inutile et meurtrier. Les gens de la cinquième colonne apparaissaient maintenant à visages découverts, et les derniers tenants de la Résistance fuyaient vers les ports du Levant dans l'espoir de trouver un

navire pour quitter l'Espagne. Le 28 mars, les troupes de Franco entraînent sans combat dans Madrid.

Éphémérides. Chronique d'une décennie tragique (1931-1939)

1930 Deux signes annoncent la montée de l'hostilité à la monarchie. Le 30 janvier, la formation du gouvernement Berenguer ne détend pas la situation. Le 24 août est signé au musée interactif de la ville l'accord de Saint-Sébastien auquel adhèrent bon nombre d'anciens monarchistes et qui prévoit l'instauration de la république. Un meeting républicain massif, organisé à la <i>plaza de toros</i>, fait écho à cet accord. Le 15 décembre, à Madrid, le soulèvement avorté du personnel de l'aérodrome de Cuatro Vientos fait écho à celui de la garnison républicaine de Jaca. Au cours des premiers mois, la presse monarchique (<i>ABC, La Nación, La Epoca</i>) tente vainement de mobiliser les citoyens.	
1931 En avril, 16 quotidiens paraissent à Madrid. Ils couvrent la totalité du spectre politique, de l'extrême droite à l'extrême gauche. Le 14 avril, à l'annonce des résultats favorables aux listes républicaines dans toutes les grandes villes, une foule en liesse envahit places et rues, notamment la Puerta del Sol. Le 11 mai, des couvents sont incendiés (10 à Madrid, une centaine dans le pays). Le gouvernement se divise à propos de la suite à donner à ces incendies. Le 17 mai, le ministre de l'Intérieur réforme les groupes de sécurité. Le 28 juin 1931 : élections générales pour désigner les Cortes constituantes.	
1931-1936 Des édifices de la Cité universitaire sont construits : faculté de philosophie et lettres ; faculté des sciences ; école supérieure d'architecture ; hôpital clinique. Le 9 février, une partie des groupes de sécurité sont constitués en « Gardes de sécurité et d'assaut ». Il s'agit de créer une unité à laquelle la République puisse faire confiance. La première intervention de ce nouveau corps se produit lors de l'affaire de Casas Viejas, en Andalousie. Le nombre des Gardes d'assaut ne cesse d'augmenter : 3 816 en avril, 17 660 à la veille de la guerre civile, pendant laquelle 70 % des Gardes d'assaut resteront fidèles à la République. Octobre. José Antonio Primo de Rivera (fils du dictateur)	

crée à Madrid la Phalange espagnole, organisation de type fasciste. Novembre. Après la dissolution des Cortes, les élections législatives donnent la majorité à la droite, mais à Madrid, les gauches restent majoritaires. Première participation des femmes aux élections. La Phalange espagnole fusionne avec les Jons de Ramiro Ledesma. 4 octobre. Lerroux, chargé de former le gouvernement, nomme trois ministres choisis dans la CEDA, parti qui a obtenu le plus de voix aux élections de novembre 1933. Cette décision provoque une tentative de révolution à l'appel des socialistes qui invoquent une menace fasciste. Après une nouvelle dissolution et la destitution (injustifiable) du président de la République, Niceto Alcalá-Zamora, les élections donnent la victoire à la coalition de Front populaire : victoire nette à Madrid, étriquée au niveau national si l'on considère le nombre des voix. Mais la loi électorale donne une forte majorité au Front populaire. Un certain nombre de chefs militaires commencent à préparer un coup d'État, dont le général Mola (en poste à Pampelune) sera l'organisateur.	
Mars 1936	
Le 10, le gouvernement fait arrêter José Antonio Primo de Rivera et l'incarcère dans la prison d'Alicante. Les 11 et 12, combats successifs du lieutenant Castillo, de Gardes d'assaut (le 12) et de l'homme politique de droite José Calvo Sotelo (le 16) vont servir de prétexte au déclenchement de la guerre civile : c'est le 18 juillet que commence le Movimiento. Le 19, formation du gouvernement Giral à Madrid. Le 5, Largo Caballero devient le président du gouvernement. Le 5, le gouvernement républicain quitte Madrid pour Valence. Le 6, les troupes « nationalistes » commencent le siège de Madrid. Le 8, les premières divisions des Brigades internationales arrivent à Madrid, au secours de la République. Le 14, l'aviation franquiste bombarde Madrid. Pertes civiles. Le 23, Franco renonce aux attaques frontales pour prendre Madrid.	

Tueries de Paracuellos del Jarama et Torrejón de Ardoz (banlieue de Madrid) perpétrées par des commandos républicains. Novembre 1936 Ceciobré 1936 Des troupes diverses, sous le contrôle de la Direction générale de sécurité. Le 6, début de la bataille du Jarama. Début 1937 Début 1937 Les « journées de mai » à Barcelone suscitent l'inquiétude à Madrid. Grave faille dans le front républicain. Mai 1937 Mai 1937 Le 17, Negrín succède à Largo Caballero comme président du gouvernement républicain auquel les anarchistes ne participent plus. Le 6, début de la bataille de Brunete. 1937 1937 La résolution du Conseil d'Aragón (dirigé par les Anarchistes). Avant 1937 Avant 1937 Bataille très meurtrière de Teruel. La ville est prise et les républicains et nationalistes jusqu'à la reprise définitive par les franquistes le 20 février.	
Avril 1938 Avril 1938 Nouveau gouvernement Negrín installé à Barcelone est formé sans Indalecio Prieto. Le 15, à Vinaroz, les « nationalistes » qui ont atteint la Méditerranée coupent en deux l'Espagne républicaine. Le 24, déclenchement de la bataille de l'Èbre, qui durera jusqu'à fin novembre). 1938 1938 Les 5 et 6, coup d'État du colonel Casado à Madrid, dirigé par Negrín et les communistes. Un autre épisode de « guerre civile dans la guerre civile » se déroule à Madrid et dans les environs pendant les journées de mars. Julián Besteiro préside à Madrid un gouvernement provisoire. Negrín doit quitter l'Espagne. Les troupes franquistes entrent dans Madrid.	
1^{er} avril 1939	

Le temps de la dictature

Les années de plomb. Répression et reconstruction (1939-1951)

La victoire franquiste n'était pas une catastrophe pour tous les Madrilènes. En 1936, 44 % d'entre eux avaient voté contre le Front populaire et, parmi eux, certains qui avaient pris, d'une façon ou d'une autre, une part à la victoire pouvaient espérer une promotion personnelle. Certes, beaucoup avaient quitté la ville et plusieurs étaient morts ; beaucoup d'autres, les habitants de la « ville passive » qui, à tort ou à raison, croyaient n'avoir rien à craindre des vainqueurs, étaient las de la guerre, de l'insécurité, des privations. Mais quelle que fût la sensibilité politique des Madrilènes, et à l'exception de quelques privilégiés, les années à venir devaient être difficiles. Un autre élément intervint et joua un grand rôle pendant cette période : la très forte augmentation de la population, due tant à une immigration considérable qu'à un solde biologique très positif. Cela veut dire que beaucoup de Madrilènes de 1950 ou de 1955 n'avaient pas vécu dans la capitale les affres de la guerre civile. Mais, comme ce mouvement s'accéléra encore à partir de 1957, cela veut dire surtout que le logement et l'installation des nouveaux venus devinrent un problème essentiel.

Le 20 mai 1939, le nouveau ministre de l'Intérieur, Ramón Serrano Suñer (le *cuñadísimo*), beau-frère du général Franco, tint une réunion à l'hôtel de ville avec le nouveau maire de Madrid, Alberto Alcocer. Le ministre exposa son programme : « Il faut construire un nouveau Madrid, ce qui ne veut pas dire le grand Madrid matériel et prolétaire tel que le concevaient les mairies républicano-socialistes, mais le Madrid de la grandeur morale qui correspond à l'Espagne héroïque. Un Madrid où ne pourront jamais se commettre les

vilenies qui se sont commises ici sous la domination rouge... » Quelques mois plus tard, le 7 octobre 1939, était créée la junte de Reconstruction nationale, qui couvrait elle-même une junte de Reconstruction de Madrid.

La reconstruction était à l'évidence une nécessité impérative. Mais elle commença dans une ambiance très lourde. Il ne s'agit pas seulement de la pénurie qui généra cartes et tickets de rationnement pendant plusieurs années, puisque le rationnement fut maintenu jusqu'en 1951, pénurie qui suscita l'inévitable marché noir (*estraperlo*). Les privations affectèrent surtout, on s'en doute, les quartiers pauvres. Une enquête réalisée de mai à août 1941 dans le quartier du Pont de Vallecas et qui distingua quatre groupes de familles, classées en fonction de leurs revenus, révéla de graves carences dont souffrait même le groupe le plus favorisé. Le bilan calorique était toujours insuffisant. Quoiqu'un certain nombre de familles aient bénéficié de l'*Auxilio social*, le déficit de protéines et de plusieurs vitamines était évident. Le manque de lait et de produits lactés affectait beaucoup les enfants²³⁹.

Il s'agit aussi du climat politique. La loi de responsabilités politiques avec effet rétroactif, promulguée par le Caudillo en février 1939, était une menace pour beaucoup de Madrilènes : leur passé politique personnel, ou celui d'un proche déjà détenu, exilé ou tué alors qu'il luttait dans le camp des vaincus, les rendait suspects et ils vivaient dans une inquiétude constante. D'autant que la ville fut aussitôt placée sous un contrôle politique serré organisé par la Phalange : chef de maison, chef de rue, chef de quartier, brellan redoutable, très vite en action, qui procéda à des milliers d'arrestations dans les semaines qui suivirent l'entrée des nationalistes à Madrid. L'esprit de vengeance contre ceux qui avaient participé aux *paseos* ou dénoncé des victimes de la période républicaine joua évidemment un rôle.

Mais la répression allait au-delà de la vengeance : Julián Besteiro, le leader socialiste, qui avait tenu à rester à Madrid pour répondre d'actes dont il n'avait pas à rougir, fut condamné au terme d'un procès inique à trente ans de détention : il avait déjà 70 ans et mourut l'année suivante. En juin 1939, déjà 30 000 personnes étaient détenues dans les prisons de la ville (Toreno, Yaserías, Porlier, Ventas, Claudio Coello...) et 1 500 avaient été exécutées. Le comte Ciano, ambassadeur de Mussolini, présent à Madrid, assurait

que le nombre des exécutions pouvait certains jours atteindre 200 ! D'autres détenus qui avaient eu la vie sauve étaient expédiés au nord de Madrid pour travailler à l'érection de la croix gigantesque et de la basilique du Valle de los Caídos (la Vallée de ceux qui sont tombés), monument qui prétendait rassembler les morts de la guerre, mais que le Caudillo pensait destiné à sa gloire ! Chaque jour de travail valait quatre jours de détention.

Madrid s'était remplie d'uniformes et de défilés, c'était une ville-caserne. La province de Madrid, comme les autres, avait son conseil de guerre (*Auditoría militar*), présidé par un officier supérieur : jugements expéditifs, parfois sans preuves décisives, d'accusés le plus souvent victimes de dénonciations. L'arsenal répressif fut, de plus, renforcé par la loi du 1^{er} mars 1940 qui visait la franc-maçonnerie et les communistes et par celle du 29 mars 1941 dirigée contre les séparatistes et les saboteurs.

Le Madrilène Francisco Umbral n'avait que 5 ans en 1940, et son *Madrid 1940. Mémoires d'un jeune fasciste* ne doit rien à sa vie personnelle, comme il l'écrit dans sa préface. Mais la fiction se limite au personnage du narrateur, jeune journaliste admirateur du défunt José Antonio qui était le mâle, tandis que Franco, « qui a refusé d'entrer dans la croisade de Hitler », « n' » est « que » femelle.

Le décor, c'est-à-dire Madrid, n'a rien d'une fiction. Voici la Casa de Campo où l'épuration va son chemin. « Juan Aparicio me dit que nous allons vers les 300 morts quotidiens... J'assiste par les nuits sans sommeil à quelques fusillades à la Casa de Campo [...] 150 tribunaux d'urgence fonctionnent à Madrid, qui instruisent des procès rapides et on fusille les rouges. » Les *checas*, ces chambres de torture dont usaient les rouges sont devenues les laboratoires des tortionnaires nationaux. « Les uns et les autres utilisaient les mêmes installations. Pourquoi en changer ? » Ainsi, la *checa* de la rue Porlier ou celle d'Atocha : « On torturait maintenant avec les mêmes instruments, encore sanglants, qu'avaient employés les rouges²⁴⁰. »

La répression s'accompagnait d'une propagande permanente et inlassable en faveur du régime et de ses réalisations. Au cinéma, qui demeurait le divertissement du plus grand nombre, les actualités dites *no-do* (nouvelles et documentaires) ne manquaient pas une occasion d'exalter le chef, le régime et la victoire. Les émissions de radio commençaient et s'achevaient par les slogans « Viva

Franco », « *Arriba España* », « *España una grande libre* ». L'expression « l'Espagne de la croisade » revenait régulièrement dans les articles de la presse de l'époque : *ABC*, *Arriba*, *Ya*, *Pueblo*. Plusieurs prélats avaient popularisé le thème de la croisade, dont le régime avait tiré grand bénéfice. Le cardinal Goma, devenu primat d'Espagne, en usait souvent. Il eut cependant le mérite de rédiger une lettre pastorale en faveur de la nécessaire réconciliation nationale, mais Franco s'opposa à la publication et à la diffusion de cette pastorale. On aurait tort de croire que la référence à la croisade n'eut aucun impact. En 1956 encore, nous avons rencontré plusieurs fois en Castille des gens qui disaient tout naturellement : « Au temps de notre croisade... »

La censure s'attaquait aussi à tous les textes qui mettaient en cause les bonnes mœurs, une façon de remercier l'Église officielle de son soutien. Et en 1942 fut projeté sur les écrans de toutes les grandes salles de Madrid un film tiré d'un roman en forme de scénario dû à Francisco Franco lui-même (sous le pseudonyme de Jaime de Andrade), *Raza*, adapté par un metteur en scène d'un certain talent. Il s'agissait des tribulations d'une famille de marins pendant la guerre civile. Dans ce film, la figure du père était idéalisée : Franco avait secrètement sa grande blessure personnelle, le mépris que lui vouait son père, un libertin anticlérical qui, de surcroît, avait abandonné une mère adorée. Mais le film avait pour vocation d'exalter la figure du chef de l'État : non seulement un politique et un stratège, mais encore un créateur !

« De temps à autre, nous allions en masse à la place d'Orient pour acclamer Franco et je me mêlais aux rustres de toute l'Espagne qui étaient venus pour 5 *duros* [25 pesetas] et un sandwich au jambon de sanglier [...]. Franco entrait fréquemment dans une église, sous un dais [...], dans les églises qu'il avait bombardées et qui le recevaient maintenant en grande pompe dans l'espoir d'une prompte restauration [San Francisco el Grande, la Almudena, les couvents de Calatrava ou des Commanderesses] [...]. Le Caudillo régnait ainsi sur un monde en ruines qu'il avait détruit lui-même, au sein d'une cour d'évêques, de phalangistes, de dames à mantilles [...] un Franco jeune et satisfait, dans la nouveauté de son règne, amphibie de militaire et de phalangiste qui jouait avec le béret rouge, la chemise bleue et les bottes [...]. C'était un caudillo qui

procédait par accumulation : militaires, monarchistes, phalangistes, évêques, aristocrates et peuple. Ce qu'il appelait l'Unité nationale [...]. Pour l'instant, Franco prenait possession de cette ville qu'il avait toujours haïe parce qu'elle était libérale et maçonnique [...]. Madrid était pour Franco la cour qui avait laissé perdre un empire, l'Empire, et cela, Franco ne le pardonnait pas aux politiques et intellectuels de Madrid [...]. Sa haine remontait le temps jusqu'au baroque XVII^e siècle²⁴¹. »

Les vaincus les plus impliqués dans la lutte contre le Movimiento avaient essayé de s'organiser. Le PCE avait créé avant la chute de Madrid un réseau clandestin avec des comités provinciaux. Celui de Madrid, dirigé par Matilde Landa, Enrique Sánchez et José Cazorla, tint quelques mois seulement : en avril 1940, les leaders furent fusillés. Leurs successeurs, Heriberto Quiñones, puis Jesús Carreras, tombèrent à leur tour, le premier en décembre 1941, le second en 1945. Les Jeunesses socialistes furent traquées pareillement : leurs chefs, Sócrates Gómez puis Julio Gómez, furent arrêtés. Déjà le 5 août 1939 avaient été fusillés 64 membres des JSU madrilènes, en représailles d'un attentat qui, le 25 juillet, à Talavera de la Reina, avait coûté la vie au commandant de la Garde civile de la I^{re} Région.

À partir d'août 1943, les militants de l'UGT, de la CNT et des partis de gauche tentèrent d'unir leurs forces en créant la junte suprême d'Union nationale. Puis en octobre 1944, après des conflits internes, l'ANFD (Alliance nationale des forces démocratiques) à laquelle le PCE se rallia finalement. Mais plusieurs des dirigeants de l'ANFD furent rapidement identifiés et arrêtés. Puis la direction nationale de la CNT et la nouvelle direction socialiste connurent le même sort.

La Direction générale de la sécurité (DGS) était le bras armé de la répression. Elle disposait d'agences d'information pourvues de nombreux collaborateurs qui, à Madrid, étaient souvent des anciens de la cinquième colonne, témoins discrets pendant la guerre civile des comportements de leurs voisins de toutes conditions. Ce qui explique en partie l'efficacité remarquable de la police franquiste à Madrid.

Au cours des années 1943-1944, le PCE clandestin intensifia son action de guérilla dans l'espoir que les Alliés, après leur victoire, interviennent directement en Espagne. À la fin 1944 apparaissent ainsi dans la capitale des groupes de guérilla urbaine renforcés par des anciens des maquis français : ils organisèrent en 1945 plusieurs attentats contre

les sièges de la Phalange à Cuatro Caminos et Buenavista, ou contre son bureau de presse. Mais ces actions étaient trop coûteuses en hommes. En 1948, le PCE renonça à la lutte guérillera au profit d'un travail clandestin dans les entreprises.

Durant ces années, Franco, appuyé résolument par Carrero Blanco, avait été soumis à de fortes pressions. Les deux hommes étaient convenus d'adopter une attitude « numantine²⁴² ». Une note d'août 1944 de Carrero Blanco énonçait les mots d'ordre de la stratégie : « Ordre, unité, résistance. » Dès 1943, alors que la victoire de l'Axe devenait improbable, plusieurs des principaux généraux monarchistes (ainsi Kindelan) avaient demandé à Franco de rétablir la royauté en faisant appel à don Juan de Bourbon, troisième fils d'Alphonse XIII, devenu le prétendant grâce au renoncement de ses frères, de façon à préserver les acquis de la victoire. Le Caudillo, en les convoquant personnellement, était parvenu à les convaincre l'un après l'autre. En 1945, don Juan avait publié le manifeste de Lausanne qui proposait, avec l'appui de républicains modérés et de la gauche non communiste, une monarchie représentative très libérale. Ces appels n'émouvaient guère Franco. Ses partisans donnaient la plus grande publicité aux « excommunications » réciproques que les chefs des partis vaincus s'adressaient depuis leurs résidences d'exil.

Franco et ses conseillers usèrent habilement des contradictions de l'Onu qui se préoccupait peu d'élections libres en Pologne, en Roumanie ou en Bulgarie... et de la fierté nationale. Lorsqu'il fut évident en 1947 que l'Onu condamnerait le régime espagnol lors de sa session de décembre, Franco prit les devants en relançant la Phalange, en situation de sous-emploi depuis deux ou trois ans. Les phalangistes organisèrent la grande manifestation de soutien au régime qui eut lieu le 9 décembre, trois jours avant la séance de l'Onu. Ce fut un réel succès : Juan Pablo Fusi, qui ne saurait être taxé de sympathies franquistes, admit que plus de 500 000 personnes vinrent apporter leur soutien au régime. Dans la foulée, le Caudillo organisa un référendum sur une loi de succession qu'il avait fait préparer dans l'urgence, dont l'article premier précisait que l'Espagne était « un État catholique, social et représentatif qui, en accord avec sa tradition, se constituerait en royaume ». Le 6 juillet 1948, le Caudillo obtint une approbation massive qui, aux yeux de l'étranger, présentait l'avantage de compter un

pourcentage de refus (13,4 % des votants) plus décent que celui des élections dans les pays communistes. À Madrid, le pourcentage avait été conforme à la moyenne nationale : 117 012 « non » contre 923 417 « oui ». López Rodó avait raison d'estimer que l'Onu avait commis une erreur psychologique dont le résultat avait été de rapprocher le peuple espagnol du chef de l'État.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne avaient rétabli leurs ambassades à Madrid. Il devenait évident que le déclenchement puis l'aggravation de la guerre froide (Prague, 1948) avaient apporté au régime franquiste un répit précieux. Et en 1953, le gouvernement franquiste céda aux États-Unis le droit d'établir plusieurs bases militaires en Espagne.

On pouvait craindre que l'évolution de la situation internationale favorable au régime ne produisît en Espagne un durcissement de la dictature. Mais les difficultés économiques entretenaient le mécontentement. Et, après plusieurs années de paix sociale, fruit de la peur de la répression, les premiers débrayages avaient obtenu un certain succès en janvier-février 1946 aux Constructions aéronautiques de Getafe et aux Manufactures métalliques. Les protestations collectives évitaient les thèmes politiques et se fondaient sur la situation économique et sur une hausse des prix devenue insupportable entre 1945 et 1951. De plus, elles bénéficiaient de l'appui de deux organisations catholiques, les Hoac (Hermandades obreras de acción católica) et la Joc (Juventud obrera católica), inspirées par certains secteurs d'une Église qui prenait quelque distance avec le pouvoir, et qui profitaient de l'épuisement des organisations ouvrières traditionnelles soumises à une répression impitoyable. La grève blanche de mai 1951 à Madrid contre la cherté de la vie, soit le boycott des tramways et autobus, qui suivit l'exemple donné par Barcelone en février-mars, fut un mouvement quasi spontané, seulement préparé par une distribution de tracts de la main à la main, dont le succès fut réel : les 21 et 23 mai, 569 000 et 571 000 billets furent vendus, chiffres conformes à l'habitude, tandis que les billets vendus le 22 mai, jour retenu pour le mouvement, tombèrent à 267 000 (chiffres arrondis au millier). Soit une baisse de 53,16 %. À l'évidence, cette forme de protestation avait pris le régime par surprise, mais aussi l'opposition organisée²⁴³.

Le phénomène majeur de cette période fut l'augmentation

impressionnante de la population madrilène, premier épisode d'un *trend* démographique qui allait se poursuivre sans désespérer jusqu'en 1970, puisque, cette année-là, Madrid compta plus de 3 millions d'habitants ! C'est dire qu'en trente ans (1940-1970), la population de la capitale connut un triplement, et déjà un doublement en vingt ans (1940-1960) !

Il est vrai que, de 1948 à 1954, le territoire de la municipalité madrilène s'agrandit considérablement. Il passa de 68,42 kilomètres carrés à 607,09 grâce à l'absorption de 13 municipalités voisines : 3 en 1948, 5 en 1950, 4 en 1951 et 1 en 1954. Mais au jour de leur annexion, ces 13 municipalités ne totalisaient que 330 229 habitants. Et de 1940 à 1950, Madrid avait gagné 529 788 habitants, un accroissement que les trois communes annexées avant 1950 (Chamartín de la Rosa et les deux Carabancheles) n'expliquaient pas, puisque leur gain était de 138 946 personnes.

Pour l'essentiel, l'essor démographique était dû aux effets combinés de l'immigration et d'une croissance naturelle positive. D'une part, la natalité oscille entre 17 et 26 ‰ tandis que la mortalité baisse régulièrement à partir du taux de 16,6 ‰ de 1940. D'autre part, le flux migratoire reste très élevé : lors du quinquennat 1951-1955, il représente 61,3 ‰ de la croissance. Et ce pourcentage devait encore augmenter de 1956 à 1960 (68,4 ‰)²⁴⁴.

L'annexion de ces 13 communes provoqua une réforme de la division administrative du territoire madrilène, approuvée par la mairie de Madrid le 25 février 1955 et sanctionnée par le ministre de l'Intérieur. Désormais, Madrid était divisée en 14 districts (au lieu de 10), qui comprenaient au total 57 quartiers. Plusieurs des anciens districts n'étaient plus que des quartiers : ainsi Hospicio dans le district de Centre, Palacio dans celui de Latina²⁴⁵.

Ce boom démographique, qui s'accéléra à partir de 1950 lorsque la reconstruction des quartiers ravagés par la guerre fut à peu près terminée, suscita un emballement de la construction, mais l'offre de logements ne parvenait pas à équilibrer la demande : en 1950, il n'y avait que 0,59 ‰ de logements inoccupés dans l'ensemble du territoire urbain. Pourtant, le nombre de logements (*viviendas*) passa de 240 505 en 1943 à 353 089 en 1955. Beaucoup d'immeubles construits dans l'urgence n'offraient que des logements dépourvus des commodités les plus nécessaires : en 1955,

12,4 % des logements de l'agglomération madrilène étaient privés d'eau courante, 4,6 % n'avaient pas de lieux d'aisance, et 32,5 % seulement étaient pourvus d'une baignoire.

La population immigrante s'était surtout installée dans les secteurs de l'Extrarradio des divers districts où les prix des loyers étaient les plus bas et sur le territoire des municipales qui furent annexés de 1948 à 1954. Les constructions furent particulièrement denses dans les quartiers situés au sud de la périphérie ; de 1939 à 1950, à Carabanchel Bas et Pont de Vallecas ; après 1950, à Fuencarral, Hortaleza, Canillejas, Los Rosales, Villaverde.

La pression démographique fut telle qu'elle rendit inopérants les plans élaborés au lendemain de la guerre, notamment le Plan général d'aménagement urbain approuvé en 1946 qui prétendait réduire la densité humaine dans le centre de Madrid (*Casco antiguo*), améliorer la salubrité de plusieurs quartiers en multipliant les patios intérieurs et les parcs publics sur les espaces non bâtis, développer les cités-jardins au-delà du premier anneau de verdure qui fut préservé. Le commissariat d'aménagement urbain créé en 1945 parvint seulement à prolonger l'avenue General Mola (zone résidentielle accordée avec la Castellana) et à réaliser quelques plans d'aménagement à la périphérie (Carabanchel Bas et Canillejas en 1949, Barajas en 1952, ce dernier indispensable à cause de la présence de l'aéroport).

Par ailleurs, l'administration ne parvint pas à empêcher la prolifération de petits bidonvilles (*infraviviendas*). En 1948, on estimait que 300 000 habitants des faubourgs vivaient à raison de 9 personnes par logement, ce qui impliquait la cohabitation de plusieurs familles. Le plan Bigador de 1948 visait explicitement ce *suburbio*. En 1950, la commission d'Aménagement urbain recensa 3 491 cabanes (*chozas*) où vivaient 4 789 familles, 344 grottes qui hébergeaient 464 familles et 342 maisons en ruines où cohabitaient 818 familles. En 1956, la même commission dénombra 50 000 baraques (*chabolas*). Ce constat fut à l'origine du Plan d'urgence sociale approuvé le 13 novembre 1957²⁴⁶.

La reconstruction des immeubles détruits, voire de plusieurs quartiers, et la croissance de la population avaient bien entendu déclenché un boom des métiers du bâtiment, depuis les terrassiers et maçons jusqu'aux couvreurs, électriciens et plombiers, en passant par toutes les

spécialités. Mais la centralisation très forte qui caractérisa le nouveau régime eut aussi pour effet un accroissement très net des fonctionnaires dans des domaines aussi variés que l'administration, la fiscalité, la justice et... la police. Enfin, Madrid consolida sa place de capitale financière : la *city* madrilène colonisa le triangle Puerta del Sol-Cibeles-Gran Vía jusqu'à Callao. Sa capacité d'investissement valut à Madrid de devenir un foyer industriel de grande importance pour la première fois de son histoire.

La pièce majeure du système autarcique qui prévalut jusqu'en 1957 fut l'Institut national d'industrie (Ini) installé dans le quartier de Salamanca. Il lança plusieurs grandes entreprises industrielles dont les sièges et les usines (au moins certaines d'entre elles) s'établirent à Madrid : ainsi l'entreprise nationale de camions Pegaso, l'entreprise nationale de roulements, les Plastiques espagnols, Marconi Espagne, les Manufactures métalliques, deux entreprises de constructions aéronautiques, une fabrique d'instruments d'optique. L'Ini soutint aussi d'importantes entreprises de services : Iberia (aviation et commerce), la Banque extérieure d'Espagne... De rares entreprises étrangères, telle la Standard Electric, s'implantèrent aussi à Madrid. Le pourcentage des travailleurs industriels à Madrid augmenta de trois points environ entre 1940 et 1956 pour atteindre 33 %²⁴⁷.

La vie culturelle renaissait lentement. Plusieurs des intellectuels qui avaient manifesté une certaine sympathie pour la République, mais qui avaient quitté le pays lorsque la capitale, dans les premiers mois de la guerre, était tombée sous la menace des « incontrôlés », revenaient : ainsi Ortega y Gasset, Menéndez Pidal ou Gregorio Marañón. Les chefs-d'œuvre du Prado que Picasso et Rafael Alberti avaient opportunément fait mettre à l'abri en Suisse reprenaient leur place. Cependant, Camilo José Cela, pourtant issu du camp des vainqueurs, dut, en 1951, publier *La Colmena* en Argentine, parce que ce roman peignait un tableau trop misérabiliste (mais réaliste) du Madrid des années 1940.

L'importante revue *Vertice* tentait d'instiller dans la société les idéaux phalangistes avec le concours d'auteurs de talent (Dionisio Ridruejo, Sánchez Mazas, Agustín de Foxá, Eugenio d'Ors). La revue *Escorial*, fondée en 1940 par Laín Entralgo et Ridruejo, voulait élargir les perspectives avec Dámaso Alonso, Ramón Menéndez Pidal, Julián Marías ou José Antonio Maravall, mais ne parvenait pas vraiment à

ouvrir au monde moderne le national-catholicisme qui avait submergé l'Université centrale. La revue satirique *La Codorniz* (*La Caille*), fondée en 1941, qui bénéficiait des dessins et caricatures de Mingote, fut tolérée par la censure. Les *tertulias* des cafés redevenaient peu à peu les lieux privilégiés de la sociabilité madrilène, ainsi le célèbre café Gijón où le jeune phalangiste imaginé par Umbral rencontrait Camilo José Cela, Gerardo Diego ou Antonio Bueno Vallejo, le café Teide ou encore la chocolaterie de San Bernardo²⁴⁸. À l'Ateneo, où l'on pouvait déjeuner à petits prix, on rencontrait un jeune étudiant à la parole enflammée et à la dialectique vertigineuse, un certain Manuel Fraga Iribarne ; on assistait aussi à des conférences qui viraient au meeting politique, sauf si Eugenio d'Ors ou Agustín de Foxá avaient la parole²⁴⁹.

La masse des Madrilènes n'avait guère d'occasions de rêver. Il y avait les cinémas dont Hollywood avait pris possession. Les jambes d'Ava Gardner faisaient sensation et *Gilda* suspendait le temps politique. La tauromachie dont Madrid était la capitale avait quelque peine à renaître. Certes, dès 1939, 125 corridas avaient été célébrées dans le pays, 151 en 1940, 247 en 1942 et même 291 en 1948, soit un chiffre comparable à ceux de l'avant-guerre. Madrid avait eu sa part. Mais ce n'étaient plus les corridas d'autrefois. Beaucoup d'élevages avaient disparu, la pénurie alimentaire avait fait de la viande de *toro* un recours précieux. Il était difficile de présenter dans les arènes importantes des taureaux dignes de ce nom, même à Madrid. D'ailleurs, le décret du 25 mars 1941 avait suspendu les articles du règlement qui fixait les minima des poids des taureaux en fonction de la catégorie des arènes, de sorte que l'on toréa en 1943 des « veaux » de 300 à 350 kilos, y compris à Madrid, surtout lorsque les vedettes, tels Manolete et le Mexicain Carlos Arruza, étaient à l'affiche, tandis qu'une cavalière venue du Pérou, Conchita Cintrón, faisait courir en vain les *toros* que bernaient ses chevaux. Pour vendre leurs bêtes, tous les éleveurs soumis à la pression des fondés de pouvoir (*apoderados*) faisaient limer les cornes de leurs taureaux, comme l'affirma Domingo Ortega en 1951 (pratique de l'*afeitado*).

Cela ne voulait pas dire que le danger avait disparu : le 28 août 1947, la mort de Manolete dans l'arène de Linares, en haute Andalousie, en apporta la preuve. Toute l'Espagne prit le deuil. Isolé du reste du monde, en proie à la pénurie

et au rationnement, le pays avait besoin de héros. Le pouvoir sut jouer du mythe de Manolete, quoique l'homme lui-même n'eût rien fait pour cela²⁵⁰.

Les Madrilènes avaient une nouvelle passion, le football. Deux clubs de la capitale, l'Atlético et le Real, jouaient en première division. Cependant, au cours des années 1940, ce furent les clubs des autres villes – Valence (trois fois), Bilbao, Séville, Barcelone – qui remportèrent le titre. L'Atlético de Madrid fut enfin champion en 1950 et 1951. La grande période du Real Madrid ne commença qu'en 1954 : premier titre de champion suivi d'un deuxième en 1955, avec l'arrivée d'un joueur mythique, l'Argentin Alfredo Di Stéfano, le PIBE qui allait éclipser le buteur basque Zara. Dès 1947, le Real Madrid s'était doté du beau stade de Chamartín (devenu le Santiago Bernabeu), l'un des plus grands d'Europe. Celui de l'Atlético, proche du Manzanares, pouvait accueillir plusieurs dizaines de milliers de spectateurs.

Le « déficit d'évasion » des Madrilènes explique la passion que suscita en 1951 un crime certes atroce, mais d'une parfaite banalité, dont le coupable fut un garçon stupide qui laissa tant de signatures incontestables de son forfait que l'enquête fut « bouclée » avec célérité. Le jeune assassin, Ramón Oliva Márquez, dit Monchito, âgé de 22 ans, avait poignardé le 11 janvier 1951, dans son appartement, 6, rue Ecija, dame Juana Caballero, épouse de son ancien patron, un paisible mécanicien. Après quoi, il avait dérobé quelques bijoux, une montre bracelet et 70 000 pesetas. Motif du meurtre : Monchito, éperdument amoureux de la jeune Elisa Alba, voulait l'épouser le plus tôt possible, car le mariage était le seul moyen d'obtenir les moindres faveurs de la jeune fille. Et Monchito, incapable de garder longtemps un emploi, ne pouvait plus attendre !

Curieusement, l'opinion se partagea. Nombre de Madrilènes, des hommes surtout, assuraient que le drame avait pour origine les « excès de la vertu » ! Si la jeune Elisa avait accordé de temps à autre un baiser à Monchito, voire quelques caresses, le garçon aurait pris patience et n'en serait pas venu à une telle extrémité ! Et la malheureuse Juana Caballero serait toujours de ce monde. La majorité, cependant, prétendait haut et fort que la morale avait gagné la partie : la bonne éducation d'Elisa l'avait sauvée en lui épargnant un mariage avec un monstre dont la véritable nature s'était dévoilée par ce meurtre sauvage, car il n'avait

pas d'antécédents judiciaires. L'assassin fut exécuté dans la prison de Carabanchel le 17 mars 1952²⁵¹.

Nouvelle donne ? 1952-1959

La « grève blanche » de 1951 avait surpris le pouvoir. Au cours des années 1950, les signes d'un nécessaire changement alertèrent les esprits les plus lucides de l'entourage du Caudillo. C'était Barcelone qui avait lancé le mouvement. Mais l'effet de l'épisode madrilène fut peut-être supérieur, parce que plus inattendu. Il provoqua un remaniement ministériel avec la nomination à la tête du ministère du Commerce de Manuel Arburúa qui esquaissa une ouverture au marché mondial en accordant des facilités de crédit à des entreprises privées ; en même temps, Arburúa favorisait une politique industrielle. Le résultat fut encourageant puisque, en 1953, le revenu par tête dépassa enfin celui de 1935.

L'Université centrale de Madrid joua un rôle essentiel dans le processus qui provoqua les changements décisifs des années 1956-1959. Les étudiants étaient encadrés par le Seu (Syndicat des étudiants universitaires) apparu en 1934, mais placé désormais sous le contrôle de la Phalange. Or, en 1954, Élisabeth II, la jeune reine d'Angleterre (couronnée en 1953), décida de rendre visite à Gibraltar et à la population du rocher. Le Seu vit dans cette visite le prétexte rêvé d'organiser une manifestation revendicative qui ferait la preuve de son influence sur les étudiants. Effectivement, des milliers d'entre eux défilèrent dans Madrid aux cris de « Gibraltar espagnol ! ». Beaucoup d'étudiants avaient saisi l'occasion de manifester massivement sans risque, croyaient-ils, puisqu'ils soutenaient ainsi une vieille revendication nationale. Ils allèrent jusqu'au palais de Santa Cruz, résidence du ministère des Affaires étrangères, où le ministre en exercice, Martín Artajo, les harangua. Ils chantèrent le *Cara al Sol*, puis se dirigèrent vers l'ambassade d'Angleterre, rue Ferdinand-le-Saint. L'ambassadeur britannique ne s'était guère ému de la manifestation, du tumulte et des cris. Mais, en réponse à un appel du ministre de l'Intérieur, il suggéra qu'il était temps d'inviter les *muchachos* à rentrer chez eux. Et, sans avis préalable, la police montée, promptement renforcée par la police à pied, chargea brutalement les manifestants. Surprise, confusion, panique, réactions violentes des étudiants convoqués par le syndicat officiel et qui se jugeaient trahis ! Le Seu paya très cher l'erreur

grossière du ministre de l'Intérieur. Dès lors, et jusqu'à sa disparition, il fut l'objet d'une contestation permanente. Dès le lendemain, des groupes d'étudiants parcoururent la Gran Vía en réclamant la liberté de la presse. Et, en 1955, les étudiants ne laissèrent pas passer l'occasion fournie par les obsèques de José Ortega y Gasset : ils défilèrent derrière une splendide couronne florale dont le bandeau précisait : « José Ortega y Gasset, philosophe libéral de la jeunesse espagnole. »

Pour beaucoup d'étudiants qui n'étaient que des bambins pendant la guerre civile, l'atmosphère politique au milieu des années 1950 était devenue irrespirable. Le « national-catholicisme » n'était pas parvenu à définir une politique d'avenir, créatrice et généreuse. Il ne pouvait même pas satisfaire les étudiants sincèrement attachés au catholicisme. Car l'Église d'Espagne, caution spirituelle de la doctrine, n'était plus celle du Siècle d'or. Elle n'avait ni grands écrivains poètes ou mystiques, ni apôtres prêts à risquer leur vie (les martyrs étaient morts pendant la guerre civile), ni artistes créateurs. Sa théologie était courte et sa morale, indulgente à l'égard des puissants et de l'argent, se crispait sur les affaires du sexe.

Dans ces conditions, l'université de Madrid devint un bouillon de culture effervescent. Depuis la fin des années 1940, elle était « travaillée » par des agitateurs de talent, énergiques et cultivés, dont la plupart venaient de familles bourgeoises, très à l'aise, et qui étaient souvent « les fils des vainqueurs ». Un groupe informel cryptocommuniste s'organisa sous l'influence de Cirilo Benítez, un *ingeniero de Caminos* (ingénieur des Ponts et Chaussées) que ses fonctions conduisaient souvent à Paris où il prit contact avec le PCF. À l'université, il trouva bientôt des relais : en 1953, le Basque Enrique Múgica qui, dès 1954, avait noué des relations avec Jorge Semprún ; puis, en 1956, Javier Pradera, Sánchez Dragó, Ramón Tamames qui s'affichait résolument républicain ; en février de cette même année 1956, les socialistes madrilènes ressuscitèrent à l'issue d'un match de football très arrosé, et l'Asu (Association socialiste universitaire) prit naissance avec Francisco Bustelo, Pedro Ramón Moliner (le fils de la célèbre philologue), Carlos Zayas, Gabriel Tortella, Juan Manuel Kindelán (neveu du général monarchiste), Gonzalo Anes, plus tard conseiller de la Banque d'Espagne, Vicente Girbau, ami de Dionisio Ridruejo. Les catholiques insatisfaits s'agitaient aussi : José

Luis Sampedro, Gregorio Peces-Barba, thomiste admirateur de Jacques Maritain, Rafael Arias Salgado, protégés par Pedro Laín Entralgo, naguère phalangiste et devenu président de l'université de Madrid. Plusieurs de ces étudiants, quelle que soit leur orientation, collaborèrent, avec l'assistance occulte de Jorge Semprún, à la rédaction d'un *Manifeste des fils des vainqueurs et des fils des vaincus*, publié le 1^{er} avril 1956, qui appelait à une grève de 48 heures et à la proclamation d'une *Déclaration des droits humains*. Cette fois, l'affaire était sérieuse : un paquet de manifestes découvert sous le lit de Francisco Bustelo préluda à l'arrestation de plusieurs étudiants dont León Sánchez Cuesta, fils d'un libraire connu dans toute l'Espagne, Manuel Fernández-Montesinos, Vicente Girbau, González Muñoz et Bustelo lui-même, qui se retrouvèrent dans les cellules de la prison de Carabanchel. Seuls prisonniers politiques du moment, ils furent surnommés « les prisonniers scientifiques » par leurs codétenus. Et qui fut leur avocat, d'ailleurs efficace ? José María Gil-Robles, naguère chef de la CEDA, que d'aucuns, en 1935, traitaient de fasciste !

Le manifeste, envoyé à de nombreux grands journaux ou revues européens (dont *Le Monde* et *l'Express*), fut lu dans tous les amphithéâtres et salles de cours de l'université qui firent relâche quelques minutes. L'université de Madrid venait de lancer un défi au franquisme. Le ministre de l'Éducation Joaquín Ruiz-Giménez, partisan de « l'ouverture », avait échoué²⁵².

L'université n'était pas, en 1956, le seul sujet d'inquiétude pour le régime qui pouvait estimer, à tort ou à raison, que l'admission de l'Espagne à l'Onu en décembre 1955 avait plus d'importance que la révolte étudiante. José Antonio Girón de Velasco, phalangiste de choc, jusqu'alors inamovible ministre du Travail, qui avait inspiré la politique de Sécurité sociale et rendu très difficiles les licenciements, avait imposé d'importantes hausses de salaires à son collègue des Finances. Il pensait ainsi attacher la classe ouvrière au régime. Mais si la hausse des salaires de décembre 1954 fut à peu près digérée, malgré la mauvaise récolte de 1954, il n'en fut pas de même pour celle de mars 1956, très importante : de 25 à 27 %, parfois plus. Girón avait manqué de lucidité. En effet, le terrible mois de février 1956 et les gelées qui l'avaient accompagné (de -15 à -18° C en Castille, sans trêve pendant trois semaines) avaient créé une pénurie alimentaire grave qui provoqua une

inflation galopante : en trois mois, le bénéfice de la hausse de salaires fut annulé. L'huile d'olive et les pommes de terre disparurent des boutiques. De surcroît, les producteurs d'olives et d'agrumes savaient que leurs revenus de 1957 s'effondreraient, car les oliviers, les orangers, les mandariniers avaient gelé dans de grandes proportions. Il fallait importer de grandes quantités de blé d'Argentine, de la viande congelée des États-Unis, des pommes de terre des Pays-Bas et du Danemark. L'autarcie était prise en défaut et la peseta était menacée d'effondrement malgré l'aide américaine, fruit des accords de 1953.

Qui plus est, ce fut en cette année 1956 que le Caudillo entra en conflit avec les hommes du Movimiento qui l'avaient soutenu avec le plus de constance, tels Girón et José Luis Arrese, un phalangiste de la première heure, très expert dans le maniement des foules, que Franco avait nommé secrétaire général du Movimiento. Arrese crut alors le moment venu pour proposer à Franco un plan de lois fondamentales qui feraient de la Phalange la colonne vertébrale, l'axe du régime, puisqu'elle était l'institution la plus forte du Movimiento. Le Conseil national de celui-ci serait composé de deux catégories de conseillers, les premiers désignés par le chef de l'État, les autres élus parmi des candidats obligatoirement affiliés au Movimiento, et ce Conseil national élirait le secrétaire général, obligatoirement consulté lors de la désignation du président du gouvernement qui pourrait être récusé par le Conseil national qui exercerait de plus la fonction de tribunal constitutionnel. Le projet fut publié dans la presse et suscita des discussions passionnées. Le coiffeur de Martín Artajo déclara au ministre que si ce projet était adopté, l'Espagne serait dans la même situation que la Russie, « mais avec des curés » ! Carrero Blanco fit savoir que le secrétaire général du Movimiento serait, dans cette hypothèse, le personnage le plus puissant de l'État. Plusieurs ministres firent des observations identiques, estimèrent que c'était la fin de toute séparation des pouvoirs et l'avènement d'une sorte de politburo à la mode de l'Europe de l'Est. Le président des Cortes, Esteban Bilbao Eguía, s'en prit rudement à Arrese. Le coup final fut porté par les trois cardinaux archevêques qui, au cours de l'audience que leur accorda Franco le 12 décembre 1956, dénoncèrent un projet de parti unique comparable à ceux des régimes fasciste et nazi. C'était le rejet de la Phalange comme fondement du système politique

de l'avenir. Franco demanda à Arrese de reconsidérer son projet : il refusa, et ce refus scella sa disgrâce qui fut aussi celle de la Phalange, épine dorsale du gouvernement formé en 1951²⁵³.

Le nouveau gouvernement, annoncé le 21 février 1957 après une longue séance de travail avec Carrero Blanco, bouleversait l'équipe au pouvoir : il s'agissait d'un changement d'équipe presque complet, le plus important de l'ère franquiste, puisque 12 ministères sur 18 changèrent de titulaires. Plusieurs des figures de proue du gouvernement antérieur disparaissaient : Martín Artajo (Affaires étrangères), Blas Pérez (Intérieur), José Antonio Girón (Travail), le général Muñoz Grandes, ancien commandant de la Division bleue... Un homme réputé pour son énergie, un vieil ami de Franco, le général Camilo Alonso Vega, était nommé à l'Intérieur. Mais l'important était l'irruption d'« hommes nouveaux » choisis pour leurs compétences économiques, en particulier le ministre de l'Économie, Mariano Navarro Rubio, et celui du Commerce, Alberto Ullastres, expert en problèmes monétaires, dont Franco connaissait le père. De plus, en décembre 1956, sur la suggestion de Carrero Blanco, Franco avait créé un secrétariat général attaché à la présidence du gouvernement : le secrétaire fut Laureano López Rodó, dont l'ambition était de faire de l'Espagne un État de droit. Pendant dix ans, López Rodó exerça une grande influence sur le gouvernement de l'Espagne, mais il reconnaît qu'il ne joua pas de rôle dans les nominations de Navarro Rubio et d'Ullastres, les pères du Desarrollo espagnol.

L'intervention de ces deux ministres, qui à moyen terme fut essentielle pour l'essor et la transformation de Madrid, n'obtint de résultat que grâce à leur fermeté. Ils durent imposer leurs solutions à Franco qui, à ce moment de sa carrière, n'avait nullement renoncé à l'autarcie. Mais Ullastres montra à Franco que la couverture des importations par les exportations était désastreuse (66 % !) et qu'il n'y avait pas d'investissements étrangers, ce qui expliquait la faiblesse de la peseta. Navarro Rubio imposa une réforme fiscale qui augmenta les recettes de l'État tout en diminuant ses dépenses, et Ullastres réalisa une réforme drastique des changes : le taux officiel du dollar passa à 1 dollar pour 45 pesetas au lieu de 1 dollar pour 5 ! Les importations furent ainsi freinées et l'Espagne devint attractive pour les capitaux étrangers. Navarro Rubio et

Ullastres, aidés par le nouveau ministre des Affaires étrangères, Castiella, obtinrent en mai 1958 l'admission de l'Espagne au FMI et à la Bird, organismes internationaux redoutés par Franco. Comme capitale de la finance espagnole, Madrid allait tirer un grand profit de ces changements.

Mais le Caudillo n'avait pas compris d'emblée les intentions finales de ces réformes. Quand Navarro Rubio et Ullastres, après avoir négocié avec le FMI, lui proposèrent en février 1959 le plan de stabilisation, il refusa. Navarro Rubio dut rappeler son passé de combattant de la guerre civile, brandir la menace de sa démission, suivie d'une banqueroute humiliante, pour que Franco, qui avait subi en sens contraire la pression de son ami Suances, le directeur de l'Ini, donnât son accord en juillet 1959. Le plan, dont les deux ministres avaient déjà appliqué discrètement certaines dispositions, fut approuvé par les Cortes.

Le succès quasi immédiat du plan de stabilisation, qui permit le lancement du premier plan de développement en décembre 1960, provoqua une conversion rapide de Franco, très prompt à critiquer ses anciens ministres des Finances et de l'Économie qui « ne voulaient pas regarder à l'extérieur » (alors qu'il avait été un tenant décidé de l'autarcie !). Pleinement rassuré à la fin de 1961 par une note optimiste de López Rodó, il déclarait à son cousin Pacon en mars 1962 : « Il n'y a pas d'autre remède que de nous incorporer à l'Europe²⁵⁴. »

La passion pour les faits divers et notamment pour les homicides et leurs circonstances ne s'affaiblissait pas. Elle fut à la source de la naissance en 1952 d'un hebdomadaire, *El Caso*, entièrement consacré aux faits divers, dont le tirage atteignit rapidement 100 000 exemplaires. Lorsque les assassinats étaient en baisse ou d'une grande banalité, comme en 1955 et 1956, les incendies ou les effondrements d'immeubles prenaient le relais.

À la fin des années 1950, les nouveautés de Madrid ne concernaient pas seulement l'université et la nouvelle stratégie économique d'un gouvernement profondément transformé. De jeunes cinéastes, auxquels un directeur de la Censure intelligent permettait de s'exprimer, produisaient des films inattendus. Luis García Berlanga, naguère combattant de la Division bleue (!), imagina un *Bienvenue Mister Marshall* d'une savoureuse ironie (1952), puis *Calabuch* (1956). Le Madrilène Juan Antonio Bardem se

risqua avec une audace réelle à la critique sociale : *Mort d'un cycliste* (1955) et *Grand-Rue* (*Calle Mayor*). Pablo Lizcano signale d'ailleurs le cinéma comme *afición favorita* de la génération de 1956. C'est dans la capitale en 1957 qu'un groupe d'artistes publie un manifeste, *El Paso* (*Le Passage*), annonciateur d'une esthétique nouvelle de tendances expressionnistes, avec le peintre Antonio Saura (frère du cinéaste Carlos) et le sculpteur Manuel Chirino, entre autres. Grâce à des écrivains de talent, le roman contemporain conquiert dans la capitale un nouveau public. D'autant que plusieurs de ses créations ont Madrid pour cadre : après *La Colmena*, de Camilo José Cela, *El Jarama* de Sánchez Ferlosio, chronique d'une journée à la campagne mal terminée, et *Tiempo de silencio*, de Luis Martín Santos, radiographie cruelle d'une ville disloquée.

Dans un autre registre, il faut signaler la naissance du Gordo (le gros lot), de son extraordinaire organisation, et le succès des tirages exceptionnels (pour Noël notamment). Quantité de loteries annexes existaient également, qui alimentaient les conversations de quartiers.

C'est aussi à Madrid que fut fondée le 28 octobre 1956 la Televisión Española (TVE), qui ne disposait au départ que d'une chaîne généraliste, sur laquelle veillait le directeur de la Censure, Arias-Salgado. Elle constitue une arme d'une grande efficacité pour le gouvernement de l'opinion. À ses débuts, elle ne couvre qu'une zone d'un rayon de 200 kilomètres autour de Madrid, et les détenteurs de téléviseurs sont rares (6 000 en 1960), mais les pouvoirs publics subventionnent volontiers les premiers téléclubs, de façon qu'un maximum de gens puissent suivre les programmes. Et la TVE a la chance de voir le jour précisément à l'époque où les premiers succès internationaux du club de football, le Real Madrid, créent un engouement extraordinaire.

Le football était en effet devenu une passion envahissante, notamment à Madrid. À propos de l'université, Pablo Lizcano raconte : « La préoccupation générale était sans l'ombre d'un doute le football. Les lundis, il était matériellement impossible de parler d'autre chose. L'irritation de certains étudiants à l'égard de cette situation devint telle qu'il ne serait pas absurde de compter parmi les raisons de la conscience politique naissante précisément une réaction de répulsion envers le football²⁵⁵. »

Il est vrai que le Real Madrid produisait un football de

rêve et que ses performances exceptionnelles – de 1956 à 1960, 5 titres consécutifs de champion d'Europe des clubs, obtenus sur les terrains de Paris, Madrid, Bruxelles, Stuttgart et Glasgow contre Reims, Florence, Milan AC, Reims et Francfort – avaient suscité une grande fierté. En outre, la rivalité entre les deux grands clubs de Madrid, le Real et l'Atlético, entretenait dans la capitale un climat de passion, notamment lors des derbys. La réputation du Real, ses succès, les affluences qu'il suscitait dans un stade capable de recevoir 100 000 spectateurs avaient attiré de très grands joueurs : plusieurs des meilleurs Espagnols comme Gento, Sanchís, Pirri, mais aussi, outre la « flèche blonde » Alfredo Di Stéfano, sacré plusieurs fois meilleur buteur de la Liga, le Français Raymond Kopa, de 1956 à 1959, et le célèbre Magyar, Ferenc Puskás, rescapé de la révolution hongroise de 1956. Plusieurs dizaines de milliers de Madrilènes devenaient *socios* (sociétaires) du Real Madrid (et aussi de l'Atlético) en achetant leur abonnement annuel, investissement qui n'était pas à la portée de tous !

La passion du football servit grandement le succès des concours de pronostics. Les kiosques et les boutiques de paris sur les matchs (*quinielas*) se multiplièrent dans Madrid. Les parieurs venaient y remplir, y déposer et y payer leurs bulletins hebdomadaires : en face de chacun des 14 matchs prévus au programme de la journée (1^{re} et 2^e divisions), ils inscrivaient 1, X ou 2, et ils pouvaient multiplier les combinaisons. Les *quinielas* devinrent un fait de société : il n'y avait guère à Madrid d'entreprise, d'atelier ou d'usine, de grand établissement commercial ou d'administration qui n'eût pas son club destiné à gérer les paris des adhérents, les frais et les gains éventuels ! Les grosses surprises du terrain donnaient lieu à des prix très élevés, payés aux détenteurs des rares, voire de l'unique, « 14 », et alimentaient les commentaires des débuts de semaine. Il ne s'agissait pas d'une question sans importance : la décision de créer les paris sur les matchs de football fut prise en conseil des ministres en 1947, après une longue discussion. L'argument décisif fut politique : les conversations et les commentaires à propos des paris et de leurs résultats détourneraient les gens des préoccupations quotidiennes – emplois, salaires, logements, transports...

À la fin des années 1950, la corrida avait retrouvé tout son lustre. Les élevages avaient été reconstitués et le règlement du 10 février 1953 avait sévèrement interdit

l'*afeitado* (limage des cornes) et rétabli les minima de poids des taureaux selon la catégorie des places. Le nombre annuel des corridas célébrées en Espagne dépassa 300 chaque année, de 1957 à 1960 (334 en 1959). À Madrid, la San Isidro du mois de mai proposait à une arène comble (23 400 places) 10 à 12 corridas consécutives, le clou de la saison. Mais, de mars à octobre, l'arène de Las Ventas, redevenue la place la plus fameuse du monde parce qu'elle s'efforçait d'opposer aux meilleurs toreros des bêtes issues des élevages les plus renommés, donnait au moins une corrida hebdomadaire, plus quelques courses de gala, comme la corrida de la Presse. En supplément, la place de Vista Alegre, dans le quartier de Carabanchel, et quelques arènes de banlieue (Colmenar Viejo, par exemple) organisaient plusieurs spectacles.

Après la mort de Manolete, Luis Miguel Dominguín fut pendant quelques années le numéro 1, mais les Madrilènes ne lui pardonnaient rien et sa longue retraite dès l'application du règlement de 1953 ne servit pas son prestige. Les duettistes Julio Aparicio et Miguel Báez Litri, révélés en 1949, occupèrent les aficionados au début des années 1950, suivis par Pedrés, puis par Chamaco et Palomo Linares. Mais en 1952, un nouveau venu, Antonio Ordoñez, accéda au sommet de la hiérarchie taurine. Pendant 20 ans, et malgré de graves blessures, son *toreo*, d'une admirable qualité plastique et d'une grande vérité (sauf souvent à l'heure de l'estocade), devait séduire tous les publics, dont celui de Madrid. D'autres toreros de premier ordre (Manolo Vázquez, Antonio Chenel Antoñete, Antonio Bienvenida, le Vénézuelien César Girón) lui donnèrent la réplique pendant les années 1950²⁵⁶.

La culture populaire n'avait pas que le football et les arènes pour nourrir ses rêves. Elle avait pris le goût du Mexique et de ses vedettes de cinéma (Pedro Armendáriz, María Félix, le comique Cantinflas), tout en vouant une réelle admiration aux vedettes de Hollywood : Ava Gardner, Rita Hayworth... Elle avait toujours quelque tendresse pour les artistes gitans, tels Lola Flores et Manolo Caracol, et bien évidemment pour les talents nationaux de la chanson (Juanito Valderrama) ou de l'écran (Carmen Sevilla, Sara Montiel).

En 1957, une étoile d'un nouveau genre faisait son apparition : la Seat 600, petite voiture créée par une filiale de Fiat, le constructeur italien d'automobiles. C'était un

signe d'apparence discrète, mais fort, de ce que l'on allait appeler le Desarrollo.

Éphémérides de la dictature

1939	19 mai : le général Franco publie un communiqué solennel : « Espagnols ! Alerte ! L'Espagne est encore en guerre contre ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur. » 19 mai : défilé de la Victoire ; 100 000 hommes défilent sur la Castellana devant Francisco Franco qui porte la chemise bleue de la Phalange et le béret rouge des carlistes. Des unités italiennes et une délégation de la Légion Condor participent au défilé. Juillet : début à Madrid du procès de Julián Besteiro. 5 août : 64 membres des JSU (Jeunesses socialistes unifiées, proches du PCE), dont 13 jeunes filles, sont fusillés à Madrid au cimetière de l'Est. 8 août : le cardinal Gomá, primat d'Espagne, qui a toujours soutenu Franco, publie dans le <i>Bulletin de l'archidiocèse de Madrid</i> une lettre pastorale intitulée « Leçons de la guerre et devoirs de la paix », qui appelle à la réconciliation. Le Syndicat national de presse du ministère de l'Intérieur en interdit la publication. Mars : Franco s'installe dans la résidence royale du Pardo. 7 mai : le capitaine de frégate Luis Carrero Blanco, conseiller national de Phalange, devient sous-secrétaire de la présidence du gouvernement. 1940 : 25 000 soldats de la Division bleue défilent dans Madrid avant leur départ pour le front russe où ils vont combattre aux côtés des Allemands.
1941	
1942	1942 : <i>Raza</i>, film adapté du livre de Francisco Franco, sur les écrans des cinémas de la Gran Vía, Capitol et Palacio de la Musica. 3 mars : décret d'amnistie pour les condamnés à 14 ans de détention. 1943
1943	1943 : 27 députés aux Cortes signent un manifeste demandant le départ de Franco et la remise du pouvoir à don Juan de Bourbon. 8 septembre 1943 : les généraux Orgaz, Kindelán, Dávila, Sahuquet, Solchaga, Moscardó et Varela adressent un mémorial à l'armée demandant un retour rapide à la forme monarchique de l'État. Franco envoie Kindelán aux Canaries et désamorce le mouvement. Franco décide le rapatriement de la Division bleue. Mars : fermeture de la prison Porlier à Madrid.

Juillet : le phénomène mexicain Carlos Arruza torée à Madrid.
 Grand pèlerinage de l'armée espagnole au Cerro de los Ángeles près de Madrid, avec 1 500 officiers et 5045 généraux.
 Février : Cristino García, héros de la Résistance française, et 9 de ses compagnons qui s'étaient introduits clandestinement en Espagne sont fusillés, malgré la demande de grâce française. La France décide la fermeture de la frontière avec l'Espagne.
 14 mai : lors de l'inauguration de la deuxième législature des Cortes, Franco prononce un discours très violent contre la II^e République, dont il déclare le bilan catastrophique.
 9 décembre : manifestation multitudinaire de soutien au Caudillo et au régime sur la place de l'Orient, en prélude à une session de l'Onu. Organisée par la Phalange, elle rassemble environ 500 000 personnes.
 12 décembre : vote à New York excluant l'Espagne des organisations internationales appartenant à l'Onu.
 Création des concours de pronostics de football (*quinielas*).

1947

1948
 Février : visite à Madrid de l'amiral américain Sherman qui noue des relations avec Carrero Blanco.
 Important remaniement du gouvernement, qui fait une place importante à la Phalange.
 Réouverture des ambassades des États-Unis et du Royaume-Uni à Madrid.
 28 mai : catastrophe survenue à 19 heures. Les freins d'un tramway surchargé, qui desservait la ligne Plaza Mayor-Carabanchel, lâchent ; le tramway dévale la rue de Tolède et s'écrase dans la Manzanares : 15 morts et 112 blessés.
 27 août : concordat entre l'Espagne et le Vatican, qui légitime le régime franquiste et déclare la religion catholique « seule religion de l'Espagne ».
 26 septembre : accords entre les États-Unis et l'Espagne. Les bases militaires cédées aux États-Unis le sont dans des conditions très avantageuses pour l'Espagne. Plusieurs agents de la CIA s'installent à Madrid.
 Février : froid glacial qui se prolonge pendant trois

semaines. Les récoltes d'agrumes sont presque entièrement perdues et beaucoup d'oliviers gèlent. La peseta baisse d'un tiers. Le général Franco est contraint à un changement de politique. Le Real Madrid remporte à Paris la 1^{re} Coupe d'Europe des clubs de football en battant le stade de Reims par 4 à 3. Il renouvelle cette performance chaque année jusqu'en 1960. Février : remaniement ministériel le plus important depuis la victoire franquiste ; 12 nouveaux ministres. Agrandissement du parc de l'Ouest avec création d'une roseraie. 1^{er} avril. Franco inaugure le monument du Valle de los Caídos (Vallée de ceux qui sont tombés) proche de l'Escorial et construit par les condamnés politiques, chaque jour de travail valant quatre jours de détention. Le Caudillo renouvelle ses appels à la vigilance contre les « ennemis » de l'Espagne, notamment le communisme.	
1959	
18 juin : échec de la grève générale politique lancée par le PCE clandestin. Décembre : visite triomphale du général Eisenhower à Madrid et en Espagne.	

TROISIÈME PARTIE

Essor d'une grande capitale européenne (vers 1960-vers 2010)

Une première transition : le Desarrollo

Jorge Semprún m'a dit un jour : « La chance de l'Espagne est d'avoir réalisé d'abord sa révolution économique qui a suscité un changement social certes insuffisant, mais réel. Cela rendra beaucoup plus facile la révolution politique. »

Comme Madrid a été sans aucun doute la grande bénéficiaire de cette révolution économique, connue en Espagne sous le nom de Desarrollo, il me semble logique de faire des années 1960 le prélude de l'essor impressionnant de la capitale de l'Espagne au cours du dernier demi-siècle (1960-2010). On sait que le grand virage avait été pris en 1957 : le nouveau ministère fut renforcé par le rôle majeur de Laureano López Rodó, qui fut le commissaire au plan, et par l'arrivée d'un nouveau ministre de l'Industrie, Gregorio López Bravo, un brillant ingénieur. L'abandon de l'autarcie permit aux ministres « nouveau style » – Navarro Rubio, Ullastres, López Bravo – d'obtenir l'entrée de l'Espagne au FMI et à la Bird.

La transition politique est datée de manière à peu près incontestable : 1976-1982. Il semble difficile de nier que le Desarrollo est nettement antérieur. C'est un phénomène des années 1960 dont Madrid a tiré grand avantage, quelles qu'aient été les limites du progrès économique, les nuisances qui l'ont accompagné et les frustrations des laissés-pour-compte.

Essor industriel, emploi et services

Un historien espagnol contemporain, Luis Otero Carvajal, écrit ainsi : « Avec la croissance des années 1960, Madrid se convertit en l'une des principales zones industrielles du pays. Sur les bases du développement industriel installées dans les années 1950, celui-ci va se renforcer au cours des

deux décennies suivantes. Madrid va tenir à l'évidence un rôle privilégié dans l'économie espagnole grâce au renforcement d'ailleurs excessif du centralisme. Le rôle de centre politico-économique créé par le dirigisme des plans de développement est accru. » Le même auteur souligne que Madrid devient « le plus grand centre producteur et exportateur de services » du pays, que le développement industriel se réalise grâce à des industries « propres et relativement modernes » qui font usage de la technologie et du capital étranger (métal, chimie, électronique). Ainsi, Madrid qui absorbe 25 % des investissements étrangers affiche un revenu par tête supérieur à la moyenne nationale²⁵⁷.

Il faut ajouter que la fin de l'autarcie et l'ouverture de l'Espagne au marché mondial provoquent l'irruption à Madrid de plusieurs entreprises multinationales. Celles-ci génèrent une concurrence qui suscite des efforts d'organisation du travail et des progrès techniques, de sorte que la productivité augmente notablement. Les salaires en profitent, favorisés par la loi de 1958 sur les conventions collectives, et le revenu moyen s'élève de manière quasi continue jusqu'en 1975. De 1960 à 1975, le pouvoir d'achat de la population madrilène double : en pesetas constantes (base 1970), le revenu par tête moyen passe de 52 939 pesetas en 1960 à 113 089 en 1975. Non sans provoquer quelques dégâts : urbanisation sauvage, dégradation du milieu ambiant et notamment de la qualité de l'eau potable, émigration massive des sans-emploi.

On ne peut faire l'économie de tous les autres chiffres. De 1960 à 1975, les créations nettes d'emplois dans la province de Madrid atteignent, selon le service statistique du Banco de Bilbao, 669 571 unités. Les services sont largement en tête, mais les emplois industriels créés sont très nombreux : Madrid passe de 52 632 emplois industriels en 1948 à 181 207 en 1975. Ceux générés par la construction sont environ 80 000. En 1975, Madrid compte 58 établissements industriels de plus de 500 salariés et abrite les sièges sociaux de 216 des 500 plus grandes entreprises du pays. Et la province de Madrid compte en plus 24 établissements de même importance. Les très fortes hausses des consommations d'énergie primaire et de ciment sont des indices certains de l'ampleur du développement industriel.

La grande industrie madrilène s'était d'abord installée au sud de la capitale autour des axes formés par la route

d'Andalousie et la route de Tolède : la « Grande Fabrique du Sud », dont les foyers étaient Getafe, Pinto et Leganés, avait attiré les industries du métal (dont l'importante usine de camions Barreiros) et avait exercé une forte attraction sur les PME sous-traitantes de ce secteur d'activité. La saturation industrielle du Sud entraîna l'émergence d'un axe oriental autour de la route de Barcelone, choisi par les industries électroniques, chimiques, pharmaceutiques, et les firmes vouées à l'électro-ménager. Un peu plus tard, au nord-ouest, Alcobendas et San Sebastián de los Reyes sont devenus les secteurs préférés des petites et moyennes industries. C'est l'amorce d'une évolution de l'agglomération madrilène vers le polycentrisme.

Ce développement industriel avait tiré profit de l'expansion remarquable du secteur bancaire que le géographe français Alain Huetz de Lempis soulignait dès 1972. Comme le centre urbain, d'Alcalá à la Gran Vía et Princesa, était saturé, la banque colonisa les quartiers de Salamanca et de Chamartín, suivant d'ailleurs l'émigration vers ces quartiers des sièges sociaux et des bureaux des entreprises. Le nombre des agences bancaires atteignit 236 en 1960, 424 en 1974.

L'essor économique de Madrid a suscité évidemment un fort courant migratoire qui atteint son apogée au début des années 1960. La population, passée de 1 618 435 en 1950 à 2 259 366 en 1960, s'est élevée à 2 703 478 en 1965 et à 3 120 960 en 1970 ! Croissance vertigineuse pendant l'ensemble de la décennie et qui atteint un plafond. Désormais, la tendance sera à la diminution de la population madrilène, au bénéfice des autres organismes urbains de la communauté (Alcorcón, Móstoles...).

Certes, l'annexion des 13 municipes de banlieue réalisée de 1948 à 1954 continue à produire des effets, mais l'immigration reste une des causes essentielles de cet essor, au moins jusqu'en 1965. Elle diminue ensuite au point que le solde migratoire de l'année 1970 a été négatif. L'immigration a surtout procédé de la province de Madrid elle-même (25 %), des provinces de Nouvelle-Castille (Tolède surtout, Ciudad Real, Guadalajara), d'Estrémadure (Caceres, Badajoz) ou d'Andalousie. Ces immigrants sont jeunes et se révèlent prolifiques : le taux de natalité dépasse toujours 21 ‰ à partir de 1955 et atteint même 26,7 ‰ en 1970 ! Tandis que le taux de mortalité s'effondre : minimum de 7,14 ‰ en 1970. On constate que les bases des

pyramides des âges s'élargissent lentement en 1960, puis en 1970. Désormais, le solde naturel est la première cause de l'augmentation de population.

Cette folle croissance a transformé la répartition de la population dans l'espace urbain. Tous les quartiers du *casco antiguo*, saturés, perdent des habitants, comme certains quartiers de l'Ensanche, tandis que ceux qui continuent à croître ne gagnent que très peu d'habitants. Même certains quartiers extérieurs sont surpeuplés, tel le Puente de Vallecas avec plus de 1 500 habitants par hectare bâti. La plupart des nouveaux Madrilènes s'installent dans les quartiers périphériques de l'Extrarradio (Bellas Vistas, Cuatro Caminos, au nord-est) ou dans les zones libres des municipes annexés de 1948 à 1954 (surtout Villaverde, Fuencarral, Barajas, Vicálvaro).

Les industries du bâtiment ont évidemment été stimulées par une demande de logements en hausse constante. La construction des nouveaux immeubles est devenue frénétique. Le nombre des édifices bâtis, passé de 72 000 en 1950 à 118 150 en 1960, atteint 127 800 en 1970, tandis que celui des logements (*viviendas*), 603 800 en 1960, s'élève à 901 900 en 1970 ! La plupart des nouveaux immeubles de ces secteurs comptent de 8 à 12 logements chacun²⁵⁸.

Un problème essentiel : le logement

Les pouvoirs publics ont été débordés par cette croissance ultrarapide, comme le prouve la succession serrée des lois et des plans : loi du 15 juin 1954 sur « les logements à loyers limités », puis, après le recensement de 50 000 baraques (*chabolas*) en 1956, le plan d'urgence sociale de 1957, qui suscita la création de 12 noyaux de peuplement (*poblados*) avec la construction rapide de 21 300 logements sur des terrains expropriés. La construction fut confiée à de bons architectes (Oiza, Romani, Fisac), mais l'excessive limitation du budget impliquait l'emploi de matériaux déficients, de sorte que les réalisations ne furent pas satisfaisantes. De toute façon, l'effort était insuffisant. Le plan d'éradication des *chabolas* de 1961 permit la construction en 3 mois, durant l'été 1963, de 6 486 logements supplémentaires, mais plusieurs milliers de familles ne trouvaient toujours pas de logements, malgré les efforts d'associations telles que la Obra Sindical del Hogar (Chantier syndical du foyer) qui réalisa le Gran San Blas (7 484 logements pour

30 000 personnes), puis les Manoteras (850 logements) et Entrevías (376 appartements). Les nombreux immeubles collectifs construits par initiative privée, avec recherche évidente de rentabilité, qui visaient une clientèle dotée de ressources importantes, proposaient des loyers trop coûteux pour la masse des nouveaux foyers. Le résultat, paradoxal en apparence, fut l'augmentation continue des logements vacants : 63 000 en 1960, 135 000 en 1970 ! Autre effet de ce gigantisme urbain non maîtrisé : une ségrégation sociale de plus en plus évidente²⁵⁹.

Naturellement, les dimensions, la qualité et le confort de ces logements variaient considérablement selon les quartiers et le statut social des occupants. Dans les quartiers du centre urbain, 58,6 % des logements avaient plus de 60 mètres carrés et 26,5 % plus de 90. La moitié des appartements environ disposaient de WC et d'une salle de bains ou douche, tandis que 38,6 % n'avaient que WC et lavabo. Enfin, environ 7 % devaient se contenter de WC collectifs dans l'immeuble. Le quart environ (24,6 %) bénéficiaient d'un système de chauffage.

Ces performances très moyennes étaient inégalement atteintes dans l'Ensanche, où le pourcentage des logements de moins de 60 mètres carrés était un peu supérieur, mais qui, en revanche, étaient plus souvent pourvus de bains ou douche (53,1 %) et de chauffage (32 %). La situation se dégradait dans l'Extrarradio, avec 69,6 % de logements à moins de 60 mètres carrés et seulement 39,5 % qui disposaient de bains ou de douche, les WC collectifs concernant 7,2 % des immeubles. Bien entendu, il ne s'agit là que de moyennes qui dissimulent des différences très importantes²⁶⁰.

L'afflux de population eut pour effet une révolution commerciale. Si les commerces de détail se maintinrent dans les rues étroites du centre ancien, les grands magasins se développèrent considérablement : le Corte Inglés, qui s'était installé en 1940 près de la Puerta del Sol, créa plusieurs autres établissements dans Madrid, comme Sepu et comme des firmes multinationales telles que Sears et Woolworth. De grands magasins populaires apparurent : Simago, Sarma. Suivirent de petits autoservices (714 en 1976), de nombreux supermarchés (43 en 1976). Le premier hypermarché (Jumbo) ouvrit ses portes en 1975²⁶¹.

Naturellement, une mutation économique et démographique aussi considérable eut des conséquences

sociales de grande importance. Le bouleversement de la vie des quartiers avec l'irruption de milliers de nouveaux venus, l'importance accrue des transports à distances par bus, métro ou trains de banlieue, compte tenu de l'implantation géographique des entreprises, des usines, des bureaux, stimula l'essor des associations de quartiers qui s'inspirèrent de l'Association des propriétaires, commerçants et habitants du secteur de la Gran Vía, créée pour s'opposer au percement d'une Diagonal qui aurait joint la place d'Espagne à la place de Colón. Le succès de cette association en fit naître d'autres, souvent animées par les petits commerçants du secteur, qui militèrent contre la cherté des subsistances, pour l'amélioration de la qualité de vie, des logements, de la sécurité. Au cours des années 1960, et notamment grâce à la loi sur les associations de 1964, naquirent ainsi dans les quartiers, autour des paroisses, des groupements d'adultes ou de jeunes, des mouvements revendicatifs qui réclamaient des classes du soir, s'insurgeaient contre certains tarifs, contre les fraudes sur certains produits, etc. Les partis d'opposition à la dictature comprirent rapidement le parti qu'ils pouvaient tirer de ces associations.

Avènement de la société de consommation

L'enrichissement (certes relatif, mais incontestable) d'une fraction majoritaire de la population madrilène provoqua l'avènement presque brutal de la société de consommation. Les foyers s'équipèrent en quelques années d'appareils électro-ménagers : réfrigérateurs d'abord, puis lave-linge, petits appareils aux fonctions diverses, aspirateurs, postes de radio évidemment. Le lave-vaisselle viendrait plus tard. Parallèlement, beaucoup de familles s'engagèrent dans le processus d'acquisition d'un logement, par annuités. Mais le phénomène le plus impressionnant fut la diffusion rapide des téléviseurs et des voitures automobiles.

La première retransmission télévisée du match de football Real Madrid-Barcelona, dit *clasico*, en février 1959, ne fut pas étrangère à l'expansion des téléviseurs dans les foyers, encouragée par le pouvoir qui y voyait, avec raison, une arme de propagande puissante. Le prix élevé des premiers téléviseurs rendait leur achat impossible par la plupart des familles, mais cafés et brasseries virent dans la nouvelle technique un moyen sûr d'attirer de nombreux clients à l'occasion de la retransmission des matchs de football, puis des courses de taureaux ou d'autres événements

spectaculaires. De sorte que les ventes de téléviseurs (6 000 seulement en 1960 dans l'ensemble du pays !) progressèrent beaucoup plus vite que prévu.

Quant à l'impressionnante *revolución del Seiscientos* (petit modèle de Fiat fabriqué en Espagne), préparée par le succès des Vespa italiennes, elle transforma la vie et le climat de Madrid pendant les années 1960. Déjà, en 1960, on comptait à Madrid 67 414 véhicules de tourisme, et 89 990 à la fin de 1962. On recense alors dans la capitale 70,7 automobiles pour 1 000 habitants, mais 132,5 dans le district de Bellavista et 122 dans celui de Centro, les plus aisés. La circulation automobile dans Madrid transforme les conditions de vie : plus de 80 000 véhicules vont chaque jour de Cibeles à la place d'Espagne par la Gran Vía, plus de 40 000 remontent ou descendent la Castellana. Or, en 1975, le nombre des véhicules de tourisme à Madrid s'élève à 885 794 ! La circulation automobile est maintenant de l'ordre de celle de Rome, supérieure à celle de Vienne ou de Munich²⁶².

L'amélioration remarquable du niveau de vie et du pouvoir d'achat ne signifie nullement l'absence de contestation sociale. Les étudiants madrilènes, qui procédaient surtout des classes moyennes et qui étaient souvent les fils des vainqueurs, avaient donné le ton en 1956. Dès lors, le SEU, qui avait assuré un « contrôle politique pacifique de l'université », était hors course et le contrôle policier dut prendre la relève. Protestations et manifestations de toutes sortes entretenaient une agitation permanente et des grèves répétées provoquèrent plusieurs fermetures de l'université. La contestation gagna le corps enseignant. En 1965, les professeurs de la Complutense Tierno Galván, García Calvo et López Aranguren, qui avaient pris la tête d'une manifestation étudiante, furent exclus de l'Université, en rupture quasi totale avec le régime jusqu'à la mort du général Franco. L'agitation s'étendit parfois à l'enseignement secondaire²⁶³.

Renaissance du mouvement ouvrier et incertitudes d'avenir

Le mouvement ouvrier avait été décapité par la guerre civile et la dure répression qui marqua les premières années de l'après-guerre. Le régime avait créé alors les « syndicats verticaux » auxquels devaient obligatoirement s'affilier entrepreneurs et travailleurs salariés. Le code du travail établissait que les salaires étaient fixés par décret, ce qui

rendait impossible toute négociation entre les partenaires sociaux. Mais l'évolution de l'Église, l'esprit de Vatican II qui poussait plusieurs organisations catholiques (Joc, Hoac) à réclamer une politique sociale favorisèrent l'adoption de la loi sur les conventions collectives du 24 avril 1958 qui rendit possibles les discussions entre patrons et ouvriers. Ces conventions collectives devinrent d'ailleurs une pratique courante : plus de 1 000 par an en moyenne de 1962 à 1969, avec un pic en 1969 (1 578), concernant plus de 3,7 millions d'ouvriers²⁶⁴. De plus, des militants de partis d'opposition clandestins (le PCE surtout) faisaient de l'entrisme dans les syndicats verticaux, et depuis 1950 plusieurs d'entre eux étaient parvenus à se faire élire comme délégués dans ces syndicats. Isolés au début, ils formèrent l'embryon des Commissions ouvrières (CCOO) dont le rôle dans les luttes sociales fut essentiel. Plusieurs grèves (illégales par définition) eurent lieu à Madrid dans les années 1960-1962. Un peu plus tard se créèrent à Madrid les Commissions ouvrières du métal. En 1966, les élections syndicales furent un succès spectaculaire pour les militants des Commissions ouvrières (toujours illégales en principe), qui devinrent en fait maîtresses des syndicats verticaux ! Elles en profitèrent pour stimuler les revendications, accompagnées de manifestations comme la grève et la marche des métallos de Madrid en janvier 1967, renouvelée en novembre. Le mouvement madrilène avait évidemment des symétriques dans le reste de l'Espagne, surtout dans le nord, des Asturies à la Catalogne en passant par Bilbao, Pampelune et Saragosse²⁶⁵.

Cependant, le régime alternait les attitudes de signe contraire. Ainsi, à l'occasion de l'inauguration du gigantesque monument du Valle de los Caídos proche de Madrid, le 1^{er} avril 1959, pour le 20^e anniversaire de sa victoire, Franco exalta les phalangistes et les familles des disparus, évoqua les destructions de la guerre, le péril communiste et les menaces de « l'anti-Espagne ». Et, en avril 1963, Julián Grimau, arrêté à Madrid en novembre 1962, d'abord torturé, fut exécuté dans la capitale en dépit des 800 000 télégrammes expédiés du monde entier qui sollicitaient sa grâce. Certes, Grimau, pendant la guerre civile, n'avait pas été un tendre. Mais, vingt-cinq ans plus tard, une politique d'apaisement aurait dû conseiller la grâce.

À l'inverse, le nouveau ministre de l'Information et du

Tourisme, Manuel Fraga Iribarne, qui voulait attirer la clientèle étrangère en Espagne, lançait en 1964 une habile campagne servie par de belles affiches sur le thème « vingt-cinq années de paix ». En même temps, il persuadait le Caudillo de décréter une amnistie qui réduisait les peines des condamnés pour faits de guerre, mais sans le convaincre d'opter pour une amnistie totale. Puis, après avoir autorisé, en avril 1963, la reparution de la célèbre *Revista de Occidente* fondée par Ortega y Gasset, il obtenait en 1965 le vote de la loi sur la presse qui libérait l'information, une loi qui, selon Javier Tusell, exerça une influence considérable sur la politique et la société espagnoles²⁶⁶.

Pourtant, d'importantes mutations affectaient le pays dans ses profondeurs. Le PCE clandestin et l'Église catholique ne s'étaient évidemment pas concertés ! Néanmoins, ces deux forces agissaient dans le même sens. Fin 1959, le VI^e Congrès du PCE adoptait la politique de « réconciliation nationale » que son comité central avait décidée en 1956. Et, sous l'influence d'un prélat conciliaire, Vicente Enrique y Tarancón, alors évêque d'Oviedo, un éditorial de la revue *Ecclesia* affirmait la nécessité de « la réconciliation des Espagnols ». Or, Enrique y Tarancón, porte-parole du pape, allait devenir archevêque de Tolède et primat d'Espagne, puis archevêque de Madrid. De façon subtile, le PCE d'un côté et l'Église de l'autre avaient anticipé le message que Fraga Iribarne allait tenter de diffuser dans le pays. Les jeunes Madrilènes âgés de 20 à 25 ans, très nombreux, qui n'avaient pas connu la guerre civile et qui étaient des témoins intéressés de l'amélioration rapide du niveau de vie, étaient très sensibles à ces signes.

Tout au long de ces années se jouait à Madrid, Estoril et ailleurs – mais surtout à Madrid – une partie importante, dont l'enjeu était, à court et moyen terme au moins, le destin politique de l'Espagne. Dans l'entourage de Franco, nombreux étaient ceux qui s'efforçaient de le convaincre qu'il n'était pas immortel et qu'il devait régler au plus tôt le problème de sa succession. Laureano López Rodó surtout, mais aussi le vieil ami du Caudillo Camilo Alonso Vega, ministre de l'Intérieur, agissaient dans ce sens. L'accident de chasse dont Franco fut victime au Pardo leur apporta un argument supplémentaire. En dépit du maintien de la contestation politique et sociale, qui n'affectait pas l'ensemble du pays, les ministres considéraient que le moment était favorable au règlement du problème de

succession. Tour à tour, Luis Carrero Blanco, Camilo Alonso Vega, Lora-Tamayo, López Rodó, Fraga Iribarne, puis Navarro Rubio et Castiella insistèrent auprès du chef de l'État sur l'urgence d'une solution. À quelques réserves près, ils avaient jeté leur dévolu sur la personne de Juan Carlos de Bourbon, le fils de don Juan, l'exilé d'Estoril. Fraga Iribarne déclara à dessein au *Times* de Londres que la question était réglée et que Juan Carlos deviendrait roi d'Espagne lorsque Franco ne pourrait plus assumer sa tâche. Il espérait susciter de dures controverses qui obligeraient le Caudillo à franchir le pas.

Juan Carlos avait jusqu'alors fait preuve d'une réserve prudente. Depuis son mariage, le 14 mai 1962 à Athènes, avec Sofía de Grèce, il avait évité tout geste ou toute déclaration spectaculaire. Le couple avait accepté le cadeau de Franco, la résidence de la Zarzuela, toute proche de la capitale, très peu solennelle, mais fort agréable, dans un écrin de verdure. Juan Carlos conservait avec son père des relations affectueuses, quoique ébranlées par le problème de la succession. Juan Carlos, dont López Rodó avait été le professeur, savait que Franco n'accepterait jamais la reconnaissance de don Juan comme roi et que son père n'accepterait pas davantage de s'effacer spontanément. Mais comme le Caudillo et son entourage politique l'avaient choisi, la seule attitude intelligente était de laisser faire, sans impatience et sans paraître se préoccuper du rôle à venir de Carrero Blanco, en qui Franco voyait le continuateur de sa politique et qu'il avait désigné en 1967 comme vice-président du gouvernement. De la même façon, Juan Carlos paraissait indifférent aux candidatures d'autres prétendants, Carlos-Hugo de Bourbon-Parme et Alphonse de Bourbon-Dampierre. Le premier, il est vrai, n'étant pas espagnol, n'avait aucune chance. Mais le deuxième, fils de don Jaime, aîné de don Juan, qui n'avait été écarté de la succession qu'en raison de tares physiques sans effets sur ses enfants, avait des partisans, notamment au sein de la Phalange. Juan Carlos savait qu'il ne devait pas s'en inquiéter.

Franco voulut avant toute décision définitive faire voter une « loi organique de l'État » qui lui apparaissait comme une manière de préserver les principes fondamentaux du Movimiento. Il fit donc organiser un référendum, le 14 décembre 1966, sur la réforme constitutionnelle proposée, dont les dispositions ne comportaient, au vrai, rien d'essentiel : séparation nette entre présidence et vice-

présidence, possibilité de recours contre tout acte ou disposition du gouvernement attentatoire aux principes du Movimiento... En réalité, Franco voulait sonder les dispositions du pays à l'égard de son régime. Ce qui explique l'incroyable campagne de presse menée en faveur du « oui » : les journaux de la capitale multiplièrent les proclamations, déclarations, appels à un vote positif. Seul le journal *Madrid* fit preuve d'une relative modération. Pour tous les autres, le « oui », c'était la paix, le développement, la tranquillité, une vie familiale harmonieuse. Le « non », c'était le retour à la guerre, au chaos, au désastre économique, à la perte de la famille ! La télévision multiplia les séquences qui mettaient en valeur les progrès du pays et les partisans de l'abstention ne purent guère s'exprimer.

Le « franquisme sociologique » que le Desarrollo avait engendré à Madrid entraîna une adhésion massive : à Madrid, 90 % des inscrits votèrent, et parmi eux, 95 % votèrent « oui ». Le résultat était d'autant plus satisfaisant pour le régime que lors des élections municipales madrilènes, les deux tiers des membres du collège des chefs de famille s'étaient abstenus²⁶⁷.

Malgré ce succès et le *forcing* de ses ministres, Franco ne parvenait pas à donner un contenu (le nom d'un homme) à l'article 6 de la loi de succession. En fait, le Caudillo ne pouvait se décider à admettre que la mort le contraindrait à abandonner le pouvoir. En juillet 1968, Camilo Alonso Vega avait, avec beaucoup d'habileté, tenté d'arracher la décision. Échec. Le 29 octobre 1968, Carrero Blanco remit à Franco un mémorial intitulé « Considérations sur l'application de l'article 6 de la loi de succession », qui démontrait l'urgence de la décision. Franco ne réagit pas immédiatement. Il se contenta d'écarter explicitement de la succession un don Juan « allergique au mouvement national ». Le 25 mai, Alonso Vega s'adressa de façon solennelle à Franco : « Nous sommes fils de la mort... » Et c'est quelques jours plus tard que le Caudillo « accoucha », selon les propres termes de Carrero Blanco lors d'une rencontre avec López Rodó, le 29 mai : « Il a enfin accouché. Il nommera un successeur avant l'été... Il faut voir la lenteur avec laquelle cet homme accouche. » Alonso Vega prit la précaution de demander à sa femme Ramona d'intervenir auprès de Carmen Polo pour que l'épouse du Caudillo ne fît pas échouer l'opération au dernier moment. Effectivement, le 21 juillet, en conseil des

ministres, Franco annonça qu'il allait proposer aux Cortes la désignation de Juan Carlos comme futur roi d'Espagne. Il avait écrit au jeune homme pour le prévenir et déjà convoqué l'Assemblée pour le lendemain, 22 juillet. La séance des Cortes ne fut qu'une formalité : 491 oui, 19 non, 9 abstentions²⁶⁸.

Cet épisode décisif pour l'avenir ne valut pas à Madrid de vivre dans le calme les dernières années du Caudillo. Bien au contraire, ce furent des années de contestation permanente. À la suite des procès de Burgos et des condamnations à mort de plusieurs militants de l'ETA et du Grapo, et malgré la grâce accordée *in fine* à 6 militants basques, la fièvre gagna toutes les facultés et se maintint au long des années suivantes, au point que l'autonomie des universités fut suspendue en 1972 et la faculté de médecine fermée en 1973 : les carabins perdirent tout le bénéfice de leur année. En même temps plusieurs organisations politiques d'opposition se reconstituaient dans la clandestinité.

Les partisans les plus rigides du régime ne restaient pas inactifs. En réponse aux manifestations de l'opposition, étudiante ou non, ils organisèrent une grande concentration de soutien au chef de l'État sur la place d'Orient, avec la participation des militants de Fuerza Nueva, formation créée par Blas Piñar, résolue à bloquer toute évolution libérale. Et le nouveau ministre de l'Information et du Tourisme, Sánchez Bella, décrétait le 25 novembre 1969 la fermeture du quotidien *Madrid* jugé trop indocile. De plus, en 1972, plusieurs dirigeants des Commissions ouvrières étaient arrêtés et assignés à résidence dans un village des environs, Pozuelo de Alarcón.

Cependant, l'aspiration à une plus grande liberté devenait majoritaire dans le pays, concernait de nouvelles forces sociales et s'exprimait ouvertement à Madrid. En mai 1970, le collège des avocats avait voté une résolution hostile aux juridictions spéciales et favorable à une amnistie et à l'abolition de la peine de mort. Ce qui conduisit le pouvoir à suspendre la junte directive des avocats en 1972.

L'Église témoignait de la même évolution sous l'influence de Vicente Enrique y Tarancón, devenu archevêque de Madrid-Alcalá en juin 1971 : dès le mois de septembre, il avait inspiré les délibérations de l'Assemblée des évêques et des prêtres qui « se prononça pour le rétablissement des libertés démocratiques dans un régime pluraliste », mais le quorum des deux tiers ne fut pas atteint²⁶⁹. Et la pastorale

du nouvel archevêque du 7 mars 1972 déclencha la fureur des ultras du régime : ¡*Tarancón al paredon!* (« Tarancón au poteau ! »)

En 1966, Carlos Arias Navarro, personnage tout dévoué à Franco, succéda comme maire de Madrid au comte de Mayalde, premier magistrat de la cité de 1952 à 1965. Celui-ci avait notamment fait réaménager la Plaza Mayor, fait construire par les architectes Lorenzo García-Barbón et José Soteras Mauri un vaste Palais des sports devenu indispensable, de forme circulaire, qui pouvait accueillir 16 000 spectateurs ; il fut inauguré en 1960 et accueillit les championnats d'Europe de judo en 1965. Arias Navarro tenta de maîtriser une circulation automobile devenue frénétique en développant le réseau du métro dont la fréquentation baissait, mais le plan de développement de 1961 ne fut pas réalisé, à l'exception de la ligne 10 (place d'Espagne-Carabanchel). Arias Navarro poursuivit l'œuvre de rénovation urbaine en faisant restaurer les chaussées et en améliorant l'éclairage public. Les quais des stations de métro furent prolongés de façon à atteindre 90 mètres de longueur et le tronçon de la ligne 5, Callao-Carabanchel, fut ouvert en juin 1968. Arias Navarro avait aussi inauguré un zoo très bien pourvu, nouvelle destination des loisirs dominicaux, et c'est sous sa magistrature qu'en marge de la Castellana le complexe Azca fut ouvert au public. De conception très moderne, malgré les entorses au plan originel imaginé par l'architecte Antonio Perpiña, avec une circulation automobile en sous-sol et une surface exclusivement piétonnière, il est dominé par quatre grandes tours : Windsor (détruite en 2005), Europa, Picasso et Mahou, qui sont à la fois des centres financiers, commerciaux (une succursale du Corte Inglés) et culturels, voire sportifs.

À cette époque, l'axe nord-sud de la ville qu'était toujours la Castellana cumulait les nouvelles expériences architecturales : il jouait le rôle d'un « laboratoire à l'air libre ». De nombreux édifices furent détruits et remplacés par de nouveaux immeubles, dont les « tours jumelles » de 20 étages, construites de 1969 à 1976, l'édifice Windsor (1972-1978), la Banque de Bilbao du Centre Azca (1974-1981), la Bankinter (1972-1977), parfois considérée comme l'édifice le plus considérable de la Castellana, à la réalisation de laquelle participa l'architecte navarrais Rafael Moneo, appelé à une grande carrière internationale.

À l'écart de la Castellana, d'autres architectes de talent témoignaient du réveil de la création hispanique, tel l'édifice Girasol (1965-1967), qui avoue une influence catalane, tandis qu'un autre grand architecte navarrais, Sáenz de Oiza, édifiait, sur l'avenue des Amériques, les Torres Blancas (1960-1968), immeuble résidentiel original et ambitieux, expression du courant « organiciste », sorte de cité-jardin verticale qui prétendait également obtenir dans l'immeuble une circulation aisée des objets²⁷⁰. Le Centre de calcul de la Cité universitaire, conçu par Fisac (1960-1967), les laboratoires Jorba (1965-1968), témoignent également de la créativité nouvelle de l'architecture madrilène qui utilise de nouvelles technologies et de nouveaux matériaux – l'aluminium laminé, les lanternes andalouses polyfacétiques, les coffrages flexibles – et redécouvre les briques rouges et la pierre blanche.

En 1973, Franco parut prendre quelque distance avec le pouvoir en nommant l'amiral Carrero à la présidence du gouvernement, tandis qu'Arias Navarro devenait ministre de l'Intérieur. Les services d'Arias Navarro furent pris gravement en défaut quand, le 20 décembre 1973 au matin, dans la rue Claudio Coello, toute proche de l'ambassade américaine, la voiture blindée de Carrero Blanco qui venait d'assister à la messe, comme chaque jour, et remontait à peine dans le véhicule, fut projetée à 20 ou 30 mètres de hauteur par une explosion d'une puissance extrême. L'amiral fut tué sur le coup et l'attentat aussitôt revendiqué par l'ETA dont un commando, au prix de plusieurs jours de travail, avait percé un souterrain afin de préparer le piège²⁷¹. La mort de son plus fidèle compagnon déjouait les plans du Caudillo et créait de graves incertitudes pour l'avenir, d'autant que la santé de Franco était déficiente. À la suite d'une grave hémorragie, il dut céder le pouvoir au prince Juan Carlos du 11 juillet au 31 août. Le 13 septembre, un nouvel attentat de l'ETA dans la cafétéria Rolanda, sur la Puerta del Sol, qui fit 11 morts et une cinquantaine de blessés, sema la panique. La compétition s'engageait entre les partisans d'une ouverture libérale et les membres du bunker, tenants d'une répression active. Et la santé de Franco se dégradait de nouveau.

Il va sans dire que la tension politique et les inquiétudes à propos de l'avenir de l'Espagne n'avaient pas empêché les Madrilènes de profiter des avantages de la société de consommation auxquels leur enrichissement rapide et réel

leur avait permis d'accéder. D'autant plus qu'il s'agissait d'un phénomène presque brutal (marqué par des taux de croissance annuels de 6 à 8 % au début des années 1970), visible à l'œil nu et continu, comme pouvaient en juger les visiteurs habituels du pays et de la capitale qui, d'une année à l'autre, observaient nouveautés et changements. Les Madrilènes avaient évidemment amélioré leur régime quotidien avec une consommation de viande et de poisson, de produits laitiers et de fromages qui avait doublé, ou presque. Selon les enquêtes sanitaires, le taux de protéines animales augmenta très sensiblement. La consommation de légumes verts et de fruits avait aussi beaucoup augmenté grâce, par exemple, aux coopératives d'Aranjuez et de Talavera de la Reina, qui livraient leurs produits sur le marché central de la capitale.

L'accès aux loisirs avait également progressé et un nombre croissant de Madrilènes, grâce aux *Seiscientos*, aux autobus ou aux trains de banlieue, pouvaient aller passer leur fin de semaine dans les sierras voisines, Guadarrama ou Gredos, ou même, en été, une ou deux semaines à la mer. Un très grand nombre de foyers disposaient désormais de postes de télévision qui permettaient à beaucoup de familles d'économiser le prix du cinéma. Le pouvoir tirait évidemment du monopole qu'il exerçait sur la Télévision espagnole un bénéfice politique, mais aussi financier, car la publicité occupait au cours des années 1960 17 % du temps des programmes.

La consommation de biens culturels profitait de l'embellie. Les Madrilènes retrouvaient le goût et le chemin du théâtre, surtout au tournant des années 1970 : la troupe locale Tábano mettait en scène par exemple *Castañuela 70*, création collective où l'actualité espagnole était traitée en tableaux successifs et sous la forme d'une revue musicale. Francisco Nieva et son « théâtre furieux », puis son « théâtre de farces et de calamités » exaltaient la fête en donnant toute liberté au langage (fût-ce à coups d'improvisations) et une place éminente à Éros. Luis Matilla allait dans le même sens avec de courtes pièces, *L'Adieu du maréchal* et *Le Piano*, toutes deux créées en 1970. Et les Madrilènes découvraient, comme les autres Espagnols, qu'ils avaient de grands romanciers : si la veine créative de Camilo José Cela s'épuisait, Ana María Matute (trilogie des *Marchands*), Miguel Delibes (*Les Rats*, 1962, l'admirable *Cinq heures avec Mario*, 1965), Juan Goytisolo (trilogie *Les Lendemain éphémères*, 1957-1958) ou

le Catalan Juan Marsé (*Dernières soirées avec Thérèse*, 1966), entre autres, se révélèrent de grands créateurs²⁷².

S'agit-il d'une réaction à la pression excessive exercée par l'Église catholique au lendemain de la guerre civile dans son entreprise de reconquête des esprits ? Ou faut-il invoquer le déracinement des immigrants et de leurs enfants à Madrid avec la rupture du réseau de relations, l'abandon des traditions et des habitudes ? Ou la fièvre consumériste a-t-elle refoulé toutes autres aspirations ? Toujours est-il que l'on observe une diminution nette de la pratique religieuse et peut-être un affaiblissement du sentiment religieux beaucoup plus nets à Madrid qu'ailleurs. Ainsi, selon les enquêtes réalisées en 1965-1974, l'assistance à la messe dominicale n'est plus que de 17,5 % dans la province de Madrid, alors qu'elle atteint encore 65,3 % en Vieille-Castille et León et 71,3 % en Pays basque et Navarre²⁷³ !

Les Madrilènes peuvent avoir parfois le sentiment que tout redevient possible. Le destin de Manolo Santana peut ainsi leur sembler exemplaire. Gamin pauvre né à Madrid en mai 1938, qui avait déserté l'école dès l'âge de 10 ans et ramassait les balles sur les courts de tennis fréquentés par les riches bourgeois, il est remarqué par un amateur intelligent qui observe, à l'occasion de quelques intermèdes, sa touche de balle exceptionnelle. Il le prend sous sa protection, joue le rôle d'un père adoptif, lui ouvre le chemin d'une magnifique carrière. Manolo Santana devient l'un des meilleurs joueurs de tennis du monde, remporte le tournoi de Roland-Garros en 1961 et 1964, celui de Forest Hills en 1965, celui de Wimbledon en 1966.

Le football bénéficie d'un engouement extraordinaire, d'autant plus que le Real Madrid domine alors la Liga espagnole, qui rassemble 16, puis 18 clubs, et garde une place de premier plan dans la hiérarchie mondiale des clubs. Le Real est champion d'Espagne en 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1967, 1968, 1969, 1972, 1975. Di Stéfano poursuit sa brillante carrière au Real avec quelques-uns des meilleurs Espagnols et le plus célèbre joueur de la grande équipe de Hongrie des années 1950, Ferenc Puskás, qui s'est réfugié en Espagne après l'écrasement de la révolution hongroise par les Soviétiques et qui joue au Real : il est sacré *pichichi*, c'est-à-dire meilleur buteur de la Liga, pendant trois saisons consécutives. Qui plus est, l'autre grand club de Madrid, l'Atlético, qui s'est doté d'un grand stade, enlève trois fois le titre, en 1966, 1970 et 1973. Il a lui aussi engagé une étoile,

le Brésilien Vava. Et après ses cinq victoires pendant les années 1950, le Real Madrid a été pour la sixième fois champion d'Europe en 1966, tandis que l'Atlético parvenait une fois en finale. On conçoit que les stades madrilènes attirent des foules enthousiastes, d'autant que plusieurs des meilleurs joueurs ont été formés sur place. L'équipe du faubourg de Vallecas, le Rayo, se maintient plusieurs saisons en première division. Parmi les sports collectifs, le basket-ball et le handball commencent à se faire une place à Madrid.

L'autre expression favorite de la culture populaire madrilène reste la tauromachie. L'enrichissement, certes très inégal, mais général de la population au cours des années 1960 a multiplié les corridas. Madrid donne le ton en augmentant chaque année le nombre des spectacles (corridas et *novilladas* avec picadors) donnés dans sa place Majeure (Las Ventas), mais aussi dans la place banlieusarde de Vista Alegre, à Carabanchel, et dans les bourgs des environs (Colmenar Viejo, par exemple) où accourent les aficionados de la capitale. Le nombre total des corridas données en Espagne, qui n'était encore que de 357 en 1961, s'élève à 479 en 1965, puis à 608 en 1968, et dépasse toujours 600 de 1971 à 1975.

Or Madrid tient une place privilégiée dans cette expansion. La saison (*temporada*) dure six mois, de mars à octobre, avec une course hebdomadaire, parfois deux. Surtout, la Feria de San Isidro en mai est devenue tout à la fois le rendez-vous des vedettes de l'arène, des meilleurs élevages, des aficionados espagnols et étrangers ou des simples curieux. Car ils savent que, s'ils assistent à la totalité de la Feria ou au moins à cinq ou six courses, ils verront un jour ou l'autre ce qui se fait de mieux dans le genre. En 1961, 12 corridas sont à l'affiche du 11 au 21 mai ; en 1962, 14 ; en 1965 et 1966, 16 ; en 1971, 17 ; en 1972, 18. Les grandes figures du temps obtiennent deux, trois, voire quatre contrats. Elles peuvent échouer un jour, voire deux, mais ne peuvent laisser passer l'occasion d'un grand taureau, sauf à compromettre la suite de leur saison. Il est vrai que des blessures peuvent transformer le programme. Ainsi, en 1962, Antonio Ordoñez, considéré comme un des meilleurs toreros de l'histoire, le plus admiré pour la plastique de ses attitudes et la profondeur d'un art « qui suspend la durée », avait obtenu six contrats, ce qui était exceptionnel. Or, blessé, il ne put venir. Mais en 1966, il est présent avec

trois contrats. Paco Camino et Diego Puerta en ont quatre en 1961, trois en 1962, trois encore en 1966 ; Santiago Martín, dit El Viti, trois en 1965 et 1971. L'étonnant Manuel Benítez, dit El Cordobés, surnommé « le torero du Desarrollo », a réalisé en quelques années une grosse fortune ; ce garçon miséreux, qui avait failli émigrer en France, dopé par un publicitaire de génie (El Pipo) et servi par un tempérament peu commun et un réel courage, a surfé sur la vague de l'enthousiasme populaire, en dépit de dons artistiques discutés, notamment à Madrid. Quelques gestes généreux à l'égard des victimes de la vie, habilement popularisés par El Pipo, font de lui un personnage hors série. Le peuple se reconnaît en lui car il sait d'où il vient. Sa dégaine populaire et ses trouvailles de langage achèvent de le classer. Il devient aussi le héros d'un best-seller écrit par Dominique Lapierre et Larry Collins, ... *Ou tu porteras mon deuil*.

Lors de la San Isidro, les toreros affrontaient, du moins en principe, les taureaux des élevages réputés du moment (Bohórquez, Benítez Cubero, Miura, Guardiola, Samuel Flores, Atanasio Fernández...), des bêtes de respect, de plus de 500 kilos et pourvus d'armures redoutables ; d'ailleurs, les aficionados exigeants de la travée 7 (*tendido*), bientôt surnommés les ayatollahs, ne toléraient aucune faiblesse, toujours prêts à déceler une corne mal orientée ou une boiterie suspecte. Dans ces conditions, la place de Madrid, qui au cours de la saison célébrait d'autres grandes corridas (Bienfaisance, Presse), déterminait l'échelle des valeurs et exerçait une grande influence sur le marché des contrats²⁷⁴.
La « traversée de Madrid »

En ces années 1960 où les Madrilènes découvraient simultanément les avantages très réels du Desarrollo, et aussi les nuisances qu'il suscitait et les inégalités qu'il exagérait, Francisco Umbral, qui a lu Benito Pérez Galdós et n'a pas oublié Quevedo, propose une nouvelle « traversée de Madrid. » Bien sûr, il s'agit d'une « ville intériorisée » passée au double filtre du vécu et de l'écriture, de la juxtaposition de nombreuses villes où les cafés, les parcs, les places, les marchés ont beaucoup d'importance. En allant d'une fille à l'autre, Umbral change chaque fois de quartier « comme s'il éprouvait la nécessité d'aller toujours ailleurs ». Il s'installe d'abord dans le *barrio* de Salamanca, un quartier bon chic bon genre « où les jeunes filles, les dames et les serveuses

des cafés sentent bon ». Mais il vit alors au-dessus de ses moyens et déménage pour rejoindre une bande qui vit dans un appartement d'Argüelles, au nord-ouest de la ville, sous la houlette d'une sorte de gangster argentin qui s'était battu avec la moitié de la planète. Dans ce quartier de classes moyennes, Umbral voit, à la sortie de la messe, par les matinées dominicales ensoleillées, les familles se congratuler poliment avant de partir dans leurs petites voitures (des Seat 600 bien sûr !) ; le soir, il va parfois prendre le frais sur l'agréable promenade du peintre Rosales où il rencontre les demoiselles de service des « maisons bien » qui vont promener les chiens des *señoritos*. Plus tard, il plonge dans les bas-fonds de la capitale, jusqu'au Pozo del Tío Raimundo où l'on peut accéder par le métro de Vallecas. Sinistre univers infra-urbain « sous un ciel dramatique » : herbe brûlée sur de vastes étendues par des flambées allumées au ras du sol, baraques (*chabolas*) de bric et de broc où vivent la plupart des familles ; les autres habitent de modestes maisons de briques, bâties par des prêtres, des étudiants et des ouvriers qui vont et viennent à bicyclette, de la baraque au travail et du travail à la baraque, quoique la plupart de ces hommes n'aient pas de travail et n'en cherchent pas.

Un peu plus tard, Umbral cherche refuge près du pont de Tolède auprès d'un Galicien, de sa femme et de sa fille Lili. Le Galicien prépare des « casses » dans les maisons des artistes de cinéma en vadrouille. Umbral ne séjourne que deux semaines au pont de Tolède. Puis il passe plusieurs mois au nord de la ville dans une chambre d'une vieille maison de Chamartín qui s'avère « une solution rentable ». Il y fait des rencontres diverses, bon nombre de vieilles « pédales » en quête de chair fraîche, ou cette Eva, une professionnelle du sexe qui avait été en Amérique l'amante d'un chef indien... Jusqu'au jour où les résidents de la vieille maison sont expulsés par des promoteurs qui veulent construire un gratte-ciel !

Umbral fait vivre une sorte de cour des Miracles. « À Madrid, on peut vivre en enjôlant l'un de ces vieux ou l'on peut vivre des touristes [au féminin] [...]. On peut gagner 10 *duros* [50 pesetas] aux premières heures du matin en chargeant et déchargeant des caisses au marché de Legazpi [...]. Il y a le chasseur de taxis épileptique qui boitille tout le jour derrière les taxis et "se fait" 30 à 40 *duros* chaque jour [...]. Dans un chantier de Diego de León, on embauche des équipes pour poser des briques [...]. Mais l'univers des

cheminées et de briques est au sud [...]. Ouvriers et bicyclettes transitent chaque matin, chaque soir, sous le ciel sonore des sirènes. C'est un chemin sans soleil²⁷⁵. »

Éphémérides du Desarrollo

1961 1961 : le prince Juan Carlos de Bourbon fait une première apparition officielle en assistant à la messe anniversaire de la mort d'Alphonse XIII, en présence de Franco. Juin : une mission de la Bird, dirigée par sir Hugh Ellis-Rees, séjourne à Madrid. Luis Martín-Santos publie <i>Tempos de silencio</i> (<i>Temps de silence</i>). 1962 20 avril : exécution à Madrid de Julián Grimau, bien que de nombreuses personnalités du monde entier (y compris le pape Jean XXIII) aient sollicité sa grâce. Début de la construction de l'église Nuestra Señora de Guadalupe. Le cinéaste Luis Berlanga produit <i>El Verdugo</i> (<i>Le Bourreau</i>), satire étonnante, à la fois tragique et comique, de la peine de mort.	
1964 1964 défilé militaire pour célébrer à la fois les vingt-cinq ans de la victoire franquiste et les « vingt-cinq années de paix ». Juan Carlos est présent à côté de Franco. 21 juin : au stade Santiago-Bernabéu, Franco assiste à la victoire de l'équipe d'Espagne sur celle de l'URSS (2-1) en finale de la Coupe d'Europe des nations de football. Remaniement du gouvernement. 26 juin : l'assemblée plénière des Cortes approuve la loi sur la liberté religieuse qui devient l'article 6 du Fuero des Espagnols. 14 décembre : référendum sur la loi organique de l'État. 24 février : approbation de la loi sur la presse (abolition de la censure préalable). Novembre : dévaluation de la peseta (– 14,7 % par rapport à 1967ollar). Janvier : création du Parti socialiste de l'intérieur (PSI) clandestin autour de Tierno Galván. Décembre : ouverture d'une synagogue à Madrid. 1968 1968 avril : amnistie de « tous les crimes et délits » commis pendant la guerre civile, du 13 juillet 1936 au 1^{er} avril 1939. Les rues Preciados et del Carmen deviennent les premières piétonnières de Madrid.	

Inauguration du parc d'attractions de la Casa de Campo.
 Installation à proximité de la Venta del Batán où sont
 parqués les *toros* choisis pour les corridas de la San Isidro.
 Grandes grèves dans toute l'Espagne et notamment à
 Madrid : 9 millions d'heures de travail perdues.
 Nouveau remaniement ministériel, conséquence du scandale
 Matesa (affaire de corruption qui compromet certains
 ministres). Ce gouvernement est celui qui compte le plus de
 ministres membres de l'Opus Dei.
 De retour de Saint-Jacques-de-Compostelle, le général de
 Gaulle, qui a démissionné de la présidence de la République
 française, fait halte à

1970

Madrid à l'invitation de Franco, car il avait la curiosité de
 connaître un homme demeuré si longtemps au pouvoir.
 Construction dans le polygone Azca du Palais des congrès et
 expositions.
 L'Égypte offre à la ville de Madrid le temple de Debod. Il est
 installé dans le parc de la Montaña, au bout du Paseo du
 peintre Rosales.
 6 octobre : visite du président Richard Nixon à Madrid.
 21 octobre : discours de l'amiral Carrero Blanco aux Cortes.
 14 décembre : manifestation massive d'appui au Caudillo
 sur la place d'Orient.
 28 décembre : condamnation à mort par le tribunal de
 Burgos de six membres de l'ETA (Étarras). Mais le conseil
 des ministres vote la grâce.
 Installation du musée de Sculpture à l'air libre près du pont
 Rubén Darío.
 Juin : Vicente Enrique y Tarancón devient archevêque de
 Madrid.
 20 novembre : placé à la droite de Franco, Juan Carlos
 assiste au discours du Caudillo à l'occasion de l'ouverture
 de la 10^e session des Cortes.
 Le palais des ducs de Liria est classé « monument national ».
 18 mars : mariage de Carmen Martínez-Bordiú, petite-fille
 de Franco, avec Alphonse de Bourbon-Dampierre, fils du
 duc de Ségovie, qui rassemble 2 000 invités au Pardo. C'est
 le début de la candidature éventuelle d'Alfonso que va se
 constituer le « bunker », qui regroupera les éléments les plus

rigoristes du régime. 24 juin : arrestation des dirigeants des Commissions ouvrières (CCOO). Fermeture de la faculté de médecine. Avec 138 601 pesetas de revenu par personne, la rente <i>per capita</i> de la province de Madrid devient pour la première fois la plus élevée d'Espagne (en 1960, elle était au 4^e rang, derrière les provinces de Guipúzcoa, Biscaye et Barcelone).	
1973	
13 juin : Franco, dont les capacités physiques et intellectuelles s'affaiblissent sensiblement, désigne l'amiral Carrero Blanco comme président du gouvernement. Du 7 au 17 décembre, le commando ETA Txikia creuse un tunnel rue Claudio Coello, à 150 mètres de l'ambassade américaine, avec une bretelle qui donne sur l'avenue Diego León d'où peut être actionnée l'explosion qui, le 19 décembre, fait sauter la voiture de Carrero Blanco, provoquant sa mort. Franco désigne Carlos Arias Navarro, un de ses fidèles, comme président du gouvernement. Mais cette désignation	
1974	
prend, car, comme ministre de l'Intérieur, Arias Navarro a fait preuve d'incompétence ou, au moins, de négligences dans l'affaire de l'attentat mortel contre Carrero Blanco. Arias Navarro constitue un gouvernement proche des gens du « bunker ». 2 mars : exécution de l'anarchiste catalan Salvador Puig Antich, qui n'avait aucun lien avec l'organisation terroriste ETA. 27 septembre : exécution de trois membres de l'ETA et de trois membres du Frap (Front révolutionnaire antifasciste et patriotique).	
1975	
novembre : mort, peu avant 5 heures du matin, de Francisco Franco, victime d'un infarctus le 15 octobre et qui avait subi depuis plusieurs interventions chirurgicales.	

Sept années décisives (1976-1982)

La mort de Franco n'était pas une surprise. Elle était attendue depuis des mois et, plusieurs fois déjà, les médecins qui l'assistaient, notamment son gendre chirurgien, le marquis de Villaverde, avaient cru l'heure venue. Le nouveau responsable de la commission médicale, le docteur Vicente Pozuelo, jugeait le malade très affaibli. Pour le divertir, il lui faisait écouter des marches militaires, dont il marquait le rythme, et raconter ses souvenirs de jeune officier. Mais la maladie de Parkinson ne lui permettait plus de contrôler ses mouvements. Il priait beaucoup.

Après un infarctus le 15 octobre, il avait rédigé son testament politique le 18, reconnu que la fin s'annonçait et il avait reçu l'extrême-onction. Son organisme était affecté par des dérèglements de tout ordre : hémorragie gastrique, œdème pulmonaire, affections rénales. Il supportait stoïquement les souffrances. À partir du 3 novembre, sa vie fut prolongée artificiellement sous l'influence d'un « bunker » pris de panique. Mais le 14 novembre sa fille Nenuca obtint qu'on laissât la nature faire son œuvre : son heure était venue.

À la mort de Franco, il y avait plus de trente-six ans que la guerre qui avait dévasté le pays était terminée. La majorité des Madrilènes de 1975 ne l'avaient pas connue. Et, depuis une quinzaine d'années, le niveau de vie et les revenus de la population s'étaient améliorés, avaient progressé avec une rapidité telle que le pouvoir en avait recueilli les fruits. Les enquêtes d'opinion démontrent que Franco lui-même, en 1970 ou 1971, jouissait d'une certaine popularité. Sans doute les exécutions des années 1973 et 1974 (surtout celle de l'anarchiste Salvador Puig Antich) avaient-elles créé un

malaise, mais les attentats perpétrés par l'ETA suscitaient émotion et angoisse, de sorte que la répression antiétarra était beaucoup mieux comprise à Madrid et dans l'ensemble de l'Espagne que dans le reste de l'Europe. Qui plus est, la révolution hongroise de 1956 et l'entrée de l'Armée rouge à Prague en août 1968 avaient porté de rudes coups au mythe communiste. Le 1^{er} octobre 1975, moins de six semaines avant sa mort, Franco avait été acclamé sur la place d'Orient par plusieurs centaines de milliers de personnes. Le correspondant du *Monde* qui, le 3 octobre, rendait compte de l'événement précisait qu'il s'agissait de gens de toutes conditions sociales et de tous âges. Cependant, ajoutait-il, les moins de 35 ans étaient de beaucoup les plus nombreux. Logique.

Rien d'étonnant dès lors à ce que des milliers de Madrilènes, qui n'étaient pas tous, loin s'en faut, des partisans du « bunker », aient défilé le 20 novembre devant la dépouille de Franco exposée dans une chapelle ardente aménagée dans le salon des Colonnes du palais royal. Depuis la place de Cibeles, tout au long de la rue Alcalá, puis de la Puerta del Sol, de la rue de l'Arenal, sur la place Isabelle II et enfin sur la place d'Orient, une file ininterrompue avançait lentement, en silence, pour voir le cadavre de l'homme qui, pendant près de quarante ans, avait dirigé l'Espagne. Il n'y eut pas le moindre incident.

Le même jour, un décret du conseil de régence signé par son président, Alexandre Rodríguez de Valcárcel, et ratifié par le président du gouvernement, Carlos Arias Navarro, convoquait les Cortes en session plénière et le conseil de régence, le 22 novembre à 11 h 45, pour une session extraordinaire destinée à la proclamation du prince Juan Carlos de Bourbon comme roi d'Espagne et à la prestation de son serment.

Dès lors s'engage à Madrid un épisode cérémoniel accompagné d'un ballet diplomatique qui va durer jusqu'au début de l'année suivante, tandis que, dans l'ombre et parfois dans le secret, s'engagent tractations et négociations dont l'importance pour l'avenir de l'Espagne se dévoilera plus tard. Il est incontestable que cet avenir s'est joué pour l'essentiel à Madrid, ce qui légitime l'attention portée à la chronique politique de la capitale.

Lors des événements de novembre, les représentations étrangères sont importantes. Déjà, le 22, lors de la session solennelle des Cortes et de la proclamation de Juan Carlos

comme roi, la tribune de l'Assemblée est comble : plus de 300 personnes, dont le président du Chili, le nonce apostolique, le roi de Jordanie, le grand maître de l'ordre de Malte, une pléiade d'ambassadeurs et, bien entendu, les souverains grecs Constantin et Anne-Marie, parents de la reine Sofía. Mais c'est le 27 novembre, à l'occasion de la messe solennelle du Saint-Esprit, officiée par le cardinal Tarancón et présidée par les rois, et de la réception qui suivit au palais royal, que la présence des personnalités étrangères s'affirme avec force : elle souligne l'intérêt de nombreux pays pour l'évolution politique de l'Espagne alors même que le changement de régime est encore à venir : les présidents de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, d'Irlande, le vice-président des États-Unis, les princes héritiers de Belgique, Luxembourg, Suède et Maroc assistent à la cérémonie en compagnie des membres de la famille royale, dont les trois enfants de Juan Carlos et de Sofía : le prince Philippe et les infantes Elena et Cristina. Plusieurs des assistants observent que l'homélie du cardinal Tarancón est tout à fait favorable à une évolution démocratique. Cependant, dans les chancelleries européennes comme dans la presse ou dans une grande partie de l'opinion – celle qui se croyait bien informée –, prévalait le scepticisme à l'égard du nouveau roi d'Espagne et de ses chances de succès. La malice populaire avait attribué au roi plusieurs sobriquets qui balançaient entre ironie et malveillance. Le plus commun, sans méchanceté mais peu optimiste, était Juanito el Breve, Jeannot le Bref. On refusait au roi la durée. En fait, Juan Carlos avait eu l'intelligence de ne rien dire ou presque : il était demeuré sur la réserve. Cependant, il avait donné son aval à l'amnistie générale du 25 novembre qui n'excluait que les terroristes et les délits financiers.

Mais si, autour du roi, les ambitieux de tout poil étaient prêts à ferrailler pour atteindre le pouvoir, d'autres hommes étaient décidés à aider le roi et à lui permettre de contourner les obstacles majeurs qu'il allait rencontrer : ainsi Alejandro Rodríguez de Valcárcel, Laureano López Rodó, et surtout Torcuato Fernández Miranda, professeur de droit constitutionnel et président des dernières Cortes franquistes ; le roi avait pu obtenir qu'il figure dans la *terna*, c'est-à-dire le trio de conseillers du royaume parmi lesquels devait être choisi le nouveau président des Cortes et celui du Conseil du royaume (qui pouvaient être le même homme).

De sorte qu'il put, le 2 décembre, nommer Torcuato à ces deux postes clés. Avec une incontestable lucidité, Juan Carlos avait orienté ses efforts en ce sens.

Cela dit, la marge de manœuvre du nouveau roi était étroite, ce que beaucoup de commentateurs de la presse étrangère semblaient ignorer. Juan Carlos avait dû jurer le 22 novembre 1975 de respecter et de faire respecter les lois fondamentales de l'État et de rester fidèle aux principes du Movimiento national. Les fidèles d'un régime franquiste inaltéré affirmaient leur résolution : ainsi José Antonio Girón de Velasco, ancien ministre du Caudillo : « Le régime du 18 juillet est l'unique système politique que nous acceptons. » Ou le général Iniesta Cano : « Nous sommes tous à l'âge idéal pour donner notre vie pour la patrie. » Ou Blas Piñar, fondateur de Fuerza Nueva : « Espagnols et chrétiens, nous préférons le bunker à l'égout. » À l'inverse, l'opposition de gauche refusait une « loi d'associations politiques » qui serait la « démocratie octroyée ». Tierno Galván déclarait : « Je ressens méfiance et scepticisme », et Felipe González affirmait : « Nous n'acceptons pas une charte octroyée par le gouvernement. » Les forces d'opposition avaient constitué une *platajunta* qui exigeait une « rupture démocratique ».

Prisonnier de son serment, Juan Carlos ne pouvait désigner ou révoquer le président du gouvernement et celui des Cortes qu'avec l'accord du Conseil du royaume où siégeaient les dignitaires du régime. Carlos Arias Navarro considérait qu'il avait été nommé pour cinq ans et, en vertu de la loi organique de l'État (une des lois fondamentales), il jugeait qu'il pouvait demeurer à la tête du ministère jusqu'en janvier 1979. C'est la raison pour laquelle Juan Carlos n'avait pas tenté d'obliger Arias Navarro à démissionner. Il lui avait seulement demandé, et avait obtenu, que de fortes personnalités au prestige peu contesté par les hommes du régime (Manuel Fraga Iribarne et José María de Areilza) fassent partie du nouveau gouvernement. Le ministère précédent lui avait facilité la tâche en présentant une démission collective de façon à donner la liberté à Arias Navarro de recomposer à son aise le gouvernement.

Nombre d'observateurs plus ou moins avertis estimèrent que le roi avait laissé passer une occasion de se défaire de Carlos Arias Navarro et qu'il s'agissait d'une erreur. D'autant qu'ils savaient que le roi n'avait ni complicité politique ni

sympathie à l'égard d'Arias Navarro, franquiste « pur et dur » à l'égal de Carrero Blanco, mais dépourvu de la vision et de l'énergie (certes très orientées) de l'amiral. En réalité, outre qu'un affrontement immédiat avec les héritiers naturels du régime eût été prématuré, la décision prise était habile : Arias Navarro pouvait apporter la preuve rapide que « le franquisme sans Franco » était voué à l'échec. De plus, Arias devrait gérer le choc des ambitions de ses ministres, car le gouvernement formé le 12 décembre comptait plusieurs hommes qui espéraient accéder dans un proche avenir à la présidence du gouvernement : Manuel Fraga Iribarne, volcanique ministre de l'Intérieur ; José María de Areilza, ancien chef du secrétariat politique du comte de Barcelone, père du roi, nommé ministre des Affaires étrangères ; ou Juan Miguel Villar Mir, ministre des Affaires économiques et des Finances. Le roi pouvait aussi espérer que des « hommes nouveaux » se révéleraient au cours de l'exercice, par exemple le ministre du Commerce, Leopoldo Calvo Sotelo ; ou celui de l'Industrie, Carlos Pérez de Bricio ; ou encore le jeune ministre et secrétaire du Movimiento, qui avait dirigé la Télévision espagnole, Adolfo Suárez González.

Enfin, pour le roi, la durée de ce gouvernement devait être brève : le 22 décembre, 10 jours après la publication du cabinet, il confiait à Laureano López Rodó qu'il avait eu l'intention de se défaire de Carlos Arias, mais que le Conseil du royaume s'y était opposé et que Torcuato lui-même, à la réflexion, avait jugé qu'il valait mieux attendre. Le roi ajouta : « Ce gouvernement va durer six mois ou, au plus, un an. » Il s'était donc contenté, avec la collaboration de Fernández de Miranda, d'apporter quelques changements à la liste proposée par Arias Navarro²⁷⁶. Pour le reste, il suffisait d'attendre qu'Arias commette une erreur évidente. En quelque sorte, comme l'a écrit Paul Preston, l'expérience Arias fut « un mal nécessaire²⁷⁷ ».

L'évolution de la situation confirma la pertinence de la stratégie choisie par le roi et son conseiller. La politique et les manières d'Arias Navarro faisaient beaucoup de mécontents. L'amiral Pita da Veiga, ministre de la Marine, estimait que le président du gouvernement manquait d'autorité ; Fraga était persuadé qu'il n'irait pas au bout de son mandat. Madrid bruissait de rumeurs défavorables au président du gouvernement qui, selon Areilza, se divisait en trois clans. Au terme de quelques mois, de mauvais esprits qui additionnaient les temps de pouvoir d'Arias Navarro (la

dernière année de la vie de Franco et le premier cabinet de Juan Carlos) utilisaient l'expression de *biennio negro* pour le définir, qu'il s'agisse de l'économie (après douze années d'expansion continue, le premier choc pétrolier provoquait une récession) ou de l'ordre public : attentats commis par l'ETA, 30^e congrès organisé par l'UGT bien qu'elle fût encore illégale, grèves, manifestations avec drapeaux rouges, qui suscitaient le malaise de l'armée. On savait que Santiago Carrillo, avec perruque et lunettes noires, était entré clandestinement en Espagne et vivait à Madrid dans le quartier résidentiel du Viso. Arias envisageait à propos de la monarchie une réforme constitutionnelle dont l'urgence n'était évidente pour personne. En revanche, il paraissait hostile à toute idée de nouvelle Constitution. Cependant, une commission mixte réunissant membres du gouvernement et conseillers du royaume avait été créée le 2 janvier 1976 pour réfléchir à la « réforme politique ».

Habilement, et sous le prétexte de réactiver le Conseil du royaume, Torcuato Fernández de Miranda avait fait adopter le principe de réunions bimensuelles : de cette façon, ces réunions s'inscriraient dans une normalité politique et la vigilance des adversaires de la réforme serait endormie.

De plus, les députés des Cortes avaient reçu l'autorisation de constituer des groupes parlementaires qui devaient comporter un minimum de 50 députés (et, par dérogation, au moins 25). C'est ainsi que se créèrent successivement le Groupe parlementaire régionaliste (56 députés), l'Union démocratique espagnole (29 députés), le Groupe parlementaire indépendant (69 députés), le Groupe parlementaire démocratique (26 députés), l'Union du peuple espagnol (74 députés), qui furent reçus en audience par le roi. La formation de ces groupes occupa les esprits²⁷⁸.

Par ailleurs, en l'absence de Manuel Fraga Iribarne, en voyage lointain (Allemagne, puis Venezuela), Adolfo Suárez assura avec brio l'intérim du ministre de l'Intérieur à l'occasion des événements tragiques de Vitoria (2-5 mars : 5 ouvriers tués par la police) et de Montejurra (5 mai : 2 militants carlistes tués par des carlistes plus radicaux). Il réussit à convaincre Arias de ne pas proclamer l'état d'exception.

Le même Adolfo Suárez donna un signe fort de l'évolution des esprits, le 9 juin 1976, lors d'une session plénière des Cortes : il défendit avec vigueur un projet de loi sur le droit d'association politique et justifia le pluralisme. Il était clair

qu'il incarnait ainsi un courant favorable à la légalisation des partis politiques. Or, il fut si convaincant que son projet de loi obtint un score remarquable : 338 « oui », 91 « non », 24 abstentions. C'était un brillant succès, mais les *procuradores* n'imaginaient guère que ce ministre assez peu connu puisse devenir à brève échéance le président du gouvernement de la monarchie et le moteur de la Réforme à la place de Fraga. Tandis que Juan Carlos, qui cherchait l'occasion d'écarter Arias Navarro, mais n'avait pu obtenir de lui une offre écrite de démission, était de plus en plus intéressé par la personnalité d'Adolfo Suárez, l'un des ministres avec lesquels il avait le plus d'affinités.

Juan Carlos effectua au printemps 1976 un voyage en République dominicaine et aux États-Unis. Il profita de l'occasion pour exposer devant le Congrès américain son intention de démocratiser l'Espagne. Un hebdomadaire américain à grand tirage, *Newsweek*, publia en avril un grand article dont des milliers de copies circulèrent à Madrid. On en retint surtout ce passage : « Le nouveau gouvernement de l'Espagne est sérieusement préoccupé par la résistance de la droite au changement politique. Il croit que le moment de la réforme est arrivé, mais le président du gouvernement, Carlos Arias Navarro, un résidu de l'époque franquiste, a montré plus d'immobilisme que de souplesse. Dans l'opinion du roi, Arias est un désastre absolu, qui est devenu le porte-drapeau de ce puissant parti de franquistes connu sous le nom de "bunker"²⁷⁹. » Fort de l'impopularité d'Arias, Juan Carlos décida de sauter le pas. Le 30 juin 1976, il convoqua Carlos Arias Navarro, qu'il reçut au palais royal le 1^{er} juillet 1976. Il l'informa qu'il voulait nommer un nouveau gouvernement et lui demanda sa démission, qu'Arias lui donna aussitôt. Le soir même, il réunit les ministres pour les informer.

La nouvelle courut la ville et certains leaders politiques conçurent de grandes espérances, au point de convier quelques proches à sabler le champagne. Les déceptions furent à la fois rapides et amères. Car le président du Conseil du royaume, Torcuato Fernández de Miranda, avait agi habilement pour faire approuver par ce Conseil, en application de la loi organique de l'État, une *terna* conforme aux vœux du roi.

Au cours de la réunion du Conseil, il avait utilisé avec maestria la tactique de l'élimination (pas un ancien ministre de Franco, pas un militaire, pas un représentant des grandes

affaires !), tout en soulignant la nécessité de conserver un représentant de chacune des grandes familles du régime : les technocrates, les démocrates-chrétiens et les hommes du Movimiento. C'est ainsi que la *terna* fut composée de Federico Silva (15 voix), Gregorio López Bravo (14 voix) et Adolfo Suárez (12 voix).

Le gouvernement d'Adolfo Suárez

Dès le soir du vendredi 2 juillet, une nouvelle qui fit sensation embrasa les cercles politiques de la capitale : Adolfo Suárez était nommé président du gouvernement. Le *Bulletin officiel* de l'État publia la nomination le 5 juillet et, ce même jour, Suárez prêta serment au palais de la Zarzuela. La constitution du nouveau gouvernement fut très rapide, puisqu'il fut connu le 7 juillet. Il était évident que l'affaire avait été préparée avec soin.

Cependant, avant même la formation du gouvernement, la désignation d'Adolfo Suárez fut très mal accueillie par une grande partie de l'opinion, car un phalangiste ne pouvait qu'être jugé trop à droite ! Dès le 6 juillet, un nouveau journal appelé à un brillant avenir, *El País*, lança une violente campagne contre Suárez, accusé d'être à la solde de la grande banque. Le jeune président répondit par une déclaration brève (6 minutes) à la Télévision, média qu'il maîtrisait remarquablement : il rejetait à la fois l'immobilisme qui constituait un refuge pour les nostalgiques du Caudillo et la rupture que réclamait une partie de l'opposition ; et il affirmait sa volonté de réaliser le changement par la réforme. Il voulait gouverner « avec le consentement des gouvernés ». En même temps, il précisait qu'il acceptait les critiques et invitait ses adversaires à la collaboration.

Le roi avait demandé à Suárez de conserver dans le ministère, si cela était possible, Areilza et Fraga. Mais, vexés et déçus, ils refusèrent : le gouvernement fut donc composé d'hommes nouveaux, surtout recrutés dans deux groupes de démocrates-chrétiens, le groupe Tácito, dont provenaient Marcelino Oreja (Affaires étrangères), Leopoldo Calvo Sotelo (Travaux publics), Enrique de la Mata (Relations syndicales) et Andrés Reguera (Information et Tourisme) ; et un autre groupe dont émanaient Álvaro Rengifo (Travail), José Lladó (Commerce), Carlos Pérez de Bricio (Industrie). Alfonso Osorio, vice-président du gouvernement, les avait proposés. Suárez lui-même recruta Rodolfo Martín Villa (Intérieur),

Abril-Martorell (Agriculture) et García López (secrétariat du Movimiento). Landelino Lavila était en charge de la Justice et Eduardo Carriles des Finances.

La presse se déchaîna derechef. Le nouveau ministère fut affublé d'un sobriquet ironique : gouvernement de *penenes*²⁸⁰. *El País* du 8 juillet publia un éditorial de l'historien franquiste Ricardo de la Cierva : « Quelle erreur ! Quelle immense erreur ! » Francisco Umbral reconnaît qu'il crut lui aussi, comme de nombreux commentateurs, qu'il s'agissait d'une erreur grossière. Il écrit : « Nous écrivîmes tous des articles fatalistes et erronés, en considérant ce choix comme une immense erreur qui livrait l'État à la Phalange. Nous n'avions pas compris les articles antérieurs de Suárez. Mais lorsque Suárez commença à agir pour son compte, il y eut comme un mouvement de stupéfaction chez les gens. Qui était cet homme ? Nous savions d'où il venait, mais ne savions pas où il allait²⁸¹. » Et c'est avec cette équipe qu'en une année, Adolfo Suárez réalisa la réforme politique.

Il est juste de préciser que Torcuato Fernández Miranda fut l'inspirateur de la méthode : aller à la loi par la loi. Il s'agissait d'élaborer une huitième loi fondamentale, une loi-pont qui permettrait d'annuler en fait les sept lois précédentes et d'assurer la transition entre la législation franquiste et la Constitution à venir, de façon à éviter la « rupture » réclamée par l'opposition la plus radicale et qui risquait de provoquer un conflit ouvert avec l'armée. Cette huitième loi fut la loi pour la réforme politique. Le projet de loi remplaçait les Cortes de la période franquiste par un Parlement bicamériste avec une Chambre des députés de 350 membres élus pour trois ans au suffrage universel et secret, à la proportionnelle, et un Sénat de 250 membres, dont 202 élus pour quatre ans, à raison de 4 par province et 48 nommés par le roi.

Avant de présenter son projet devant les Cortes (qui, en l'approuvant, se saborderaient !), Adolfo Suárez multiplia les contacts. Il voulait tout à la fois désarmer l'hostilité de la mouvance franquiste et le dogmatisme de l'opposition de gauche qui militait au nom de la « rupture démocratique. » Dans cet exercice difficile, Adolfo Suárez démontra une forme de génie : trente ans plus tard, il apparaît qu'il fut très exactement l'homme qu'exigeait la situation.

Suárez savait que les hommes du « bunker » n'accepteraient jamais une réforme politique comportant la légalisation des partis politiques. Mais il savait aussi que le

« bunker » ne pouvait rien sans l'armée. Sa première tâche fut donc de convaincre l'armée. Pour y parvenir, Suárez déploya toute sa séduction. Et il promit beaucoup : le maintien de l'unité de l'Espagne ; la sauvegarde de l'ordre public ; le refus de toute épuration. Il demanda en échange l'acceptation par l'armée de la légalisation des syndicats et des partis politiques, geste très significatif puisque le régime franquiste avait toujours considéré les partis politiques comme « pervers ». Les militaires acceptèrent l'idée d'une légalisation des partis et syndicats, mais s'opposèrent à la reconnaissance des Commissions ouvrières et du PCE. Suárez leur promit alors de ne pas légaliser le PCE avant les premières élections générales (une promesse qu'il ne tiendra pas), et les militaires acceptèrent la loi pour la réforme politique – à l'exception de l'un d'entre eux, qui n'était autre que le ministre des Armées, le général Fernando de Santiago. Le 21 septembre, l'entrevue entre Suárez et Santiago fut orageuse ; le général alla jusqu'à évoquer l'hypothèse d'un coup d'État, et le président du gouvernement répondit en rappelant l'existence de la peine de mort ! Santiago démissionna et Suárez le remplaça par le général Gutiérrez Mellado, chef du haut état-major, partisan de la réforme et qui devait être l'un de ses appuis les plus fermes.

Parallèlement, Suárez avait multiplié les gestes de bonne volonté à l'intention de l'opposition de gauche, mais sans engager des négociations formelles. Un décret-loi du 30 juillet (distinct d'un *indulto*) avait décidé l'amnistie des délits politiques (à l'exception des actes terroristes) ; les professeurs Aranguren, García Calvo et Tierno Galván, exclus de l'université de Madrid par Franco en 1965, retrouvèrent leurs chaires. Enfin, Adolfo Suárez eut des entrevues secrètes, au domicile d'un de ses ministres, avec Felipe González les 10 avril et 2 septembre. Puis, le 4 septembre, il rencontra Tierno Galván. Les intéressés reconnaîtraient plus tard que ces entretiens furent cordiaux, comme le fit Felipe González dans sa *Memoria de la transición*. En même temps, un ministre du gouvernement recevait les dirigeants des centrales syndicales, toujours illégales : UGT, USO et CCOO.

Suárez estima alors qu'il pouvait présenter son projet aux Cortes et il le leur remit le 15 octobre. Le texte fut d'abord examiné par une commission parlementaire dont les membres avaient été sélectionnés avec soin. La commission approuva le projet à quelques retouches près : le maintien de

la province comme cadre électoral pour la Chambre des députés, un nombre minimum de sièges par circonscription pour favoriser les provinces rurales peu peuplées. Mais le principe de la proportionnalité fut maintenu.

La séance des Cortes du 18 novembre 1976 fut historique : elle fut marquée par des interventions étonnantes, dont celle de Miguel Primo de Rivera, neveu du fondateur de la Phalange, très favorable au projet. Le vote fut un triomphe pour le gouvernement : 425 « oui », 59 « non », 13 abstentions. Les Cortes franquistes acceptaient leur disparition à une énorme majorité, elles convenaient que les temps avaient changé. Mieux, elles faisaient une ovation quasi délirante à Suárez qui, près de vingt ans plus tard, le 20 novembre 1995, reconnut la générosité des Cortes « encore franquistes » en la circonstance, « quoiqu'ils aient su que ce vote signifierait pour beaucoup d'entre eux, comme ce fut le cas, la marginalisation politique. Mais ils se comportèrent très bien. Tous savaient ce qu'ils votaient et ce qui allait arriver... Je me recueillis, soulagé. J'eus un sentiment de gratitude pour avoir obtenu ce qui paraissait impossible²⁸² ».

Un résultat impressionnant, susceptible d'inciter à la réflexion les adversaires des deux bords à la veille du référendum fixé par le gouvernement au 15 décembre et qui devait confirmer ou infirmer le vote des Cortes²⁸³.

Il est vrai que dès l'ouverture, le 6 juillet au ministère de l'Intérieur, du registre des partis politiques dans l'hypothèse d'un vote de la loi, les diverses forces politiques avaient entrepris de s'organiser, à commencer par le Parti populaire, noyau de la future UCD²⁸⁴. Ce PP avait été suivi le 9 octobre par l'AP, Alliance populaire, créée par Manuel Fraga Iribarne et qui devait fédérer les partis conservateurs : Fernández de la Mora, López Rodó, Tomás de Carranza comptaient parmi les adhérents. La rapidité avec laquelle s'organisaient les forces de droite inquiéta la gauche alors qu'elle substituait à la notion de « rupture démocratique » celle, plus surprenante, de « rupture négociée » (*ruptura pactada*) ! Du coup, les formations de gauche créèrent une plate-forme revendicative, la Plata-Junta, qui réclamait des mesures immédiates de liberté. Mais l'échec de la grève générale lancée par la Coordination des organisations syndicales (Cos) le 12 novembre et le vote du 18 novembre incitèrent l'opposition de gauche à négocier avec le gouvernement. À cette fin, elle créa une Commission des neuf, chargée de

préparer avec le gouvernement les conditions des élections législatives prévues pour juin 1977. Cette commission n'en recommandait pas moins l'abstention au référendum. Aussi Adolfo Suárez, confiant dans l'issue du vote du 15 décembre, décida de ne recevoir la Commission des neuf que le 23 décembre. Il pensait être alors en position de force²⁸⁵.

Le président du gouvernement avait bien jugé : le public fut séduit par un texte simple, limpide, très différent des anciennes lois fondamentales, et il comprit que la réforme invoquée revenait en fait à détruire le régime en vigueur. De sorte que le référendum fut une nouvelle victoire pour le gouvernement : 77,4 % de participation et 94,6 % des votes favorables au projet, tandis que 2,6 % seulement des électeurs votaient contre. Les partisans de la rupture ne pouvaient plus prétendre qu'ils étaient les seuls porte-parole légitimes de l'opinion publique, puisque celle-ci avait approuvé massivement le texte clair qui lui avait été proposé par le gouvernement. Les adversaires du projet avaient pu s'exprimer librement, mais tandis que le chanteur Raimon revendiquait la liberté sur la scène du théâtre Figaro de Madrid, ils ne faisaient qu'une campagne molle contre le référendum. En réalité, ni le PSOE ni le PCE ne souhaitaient boycotter la réforme de Suárez²⁸⁶ ! Ainsi, écrivit Juan Pablo Fusi : « Entre juillet et décembre 1976 s'étaient construits rien moins que les fondements de la démocratie. »

Terreur à Madrid (novembre 1976-février 1977)

Cependant, ce n'était pas dans la facilité que Suárez et ses ministres avaient travaillé. De la mi-décembre 1976 à la mi-février 1977, Madrid et l'équipe Suárez vécurent les deux mois les plus difficiles du processus de la transition, car les extrémistes de gauche et de droite tentèrent par tous les moyens de faire échouer le projet politique de Suárez. Le 11 décembre 1976, à 4 jours du référendum, le Grapo²⁸⁷ séquestra Antonio María de Oriol y Urquijo, membre du Conseil du royaume et président du Conseil d'État, qui fut enlevé dans son bureau, 14, rue Montalban, près du Retiro. C'était un homme que l'on pouvait considérer très proche du « bunker ». Le Grapo annonça que son prisonnier serait exécuté si une amnistie générale n'intervenait pas avant le 17 à 23 heures. L'inquiétude de Suárez et de son gouvernement était d'autant plus grande que le PSOE, toujours illégal, tenait un congrès à Madrid où, en même temps, Santiago Carrillo donnait une conférence de presse.

Les franquistes radicaux allaient-ils relever ce triple défi ? Suárez garda son calme : il décida d'utiliser une fois de plus son arme favorite, la télévision, et dans le petit écran, il rappela que, du vivant de Franco, les terroristes avaient pu assassiner Carrero Blanco ; son ministre Martín Villa rappela que l'amnistie avait été promise avant l'enlèvement. Le succès du référendum, avec 2 % de voix seulement pour le non, démontrait que le « bunker » n'avait pas l'appui du pays. Le Grapo annonça qu'il conservait Oriol sous séquestre jusqu'à l'amnistie.

Mais, le 20 décembre, à l'occasion de la messe anniversaire célébrée à la mémoire de Carrero Blanco, les partisans du « bunker » insultèrent Fernández Miranda aux cris de « *Franco sí, Democracia no* ». Pour éviter le pire, Suárez fit arrêter Carrillo et le plaça prudemment en détention dans un lieu secret. La dissolution du tribunal d'ordre public rendit bientôt sa libération inévitable, mais le gouverneur civil de Madrid lui expliqua qu'il serait de la dernière imprudence de dormir chez lui.

Le 23 janvier, l'ultradroite décida de s'opposer à une manifestation proamnistie, et un étudiant fut assassiné d'une balle dans le dos par un militant du Christ-Roi, tandis que le Grapo procédait à un nouvel enlèvement, celui d'Emilio Villaescusa, le général président du Conseil suprême de justice militaire. Il y avait déjà quarante et un jours qu'Oriol était détenu. Le même jour, une étudiante de sociologie, María Luisa Nájera, fut tuée pendant une manifestation.

Et ce même soir, après 22 heures, un commando de trois hommes s'introduisit dans un cabinet d'avocats spécialistes du droit du travail, 55, rue Atocha. Ils criblèrent de balles les huit personnes présentes, soit trois avocats qui défendaient des membres du PCE clandestin et des syndicalistes des Commissions ouvrières ; cinq personnes furent tuées (trois avocats, un étudiant et un employé), trois blessés survécurent, dont la veuve d'une des victimes, María Dolores González Ruiz, qui subit trois opérations et dut être soignée pendant trois ans. Une chapelle ardente fut installée ; le PCE, toujours illégal, et les Commissions ouvrières réalisèrent un énorme effort pour éviter toute manifestation violente. Ils se contentèrent de défiler en silence les poings levés, avec drapeaux rouges. Mais le 28 janvier, le Grapo assassina trois membres de la police armée et un garde civil. Le déchaînement du Grapo, organisation d'extrême gauche, avait évidemment pour

objectif de provoquer une réaction violente des fidèles du franquisme, voire de l'armée, pour faire échouer la réforme, au bénéfice d'une rupture brutale. Cette réaction eut lieu le lendemain, 29 janvier, pendant la cérémonie religieuse en l'honneur des membres des forces armées assassinés. Des militants de Fuerza Nueva provoquèrent un scandale (cris, insultes). Quelques jours plus tard, il s'avéra que deux des tueurs de la rue Atocha appartenaient à Fuerza Nueva.

Madrid vivait dans un climat de terreur. Mais le 29 janvier, Adolfo Suárez annonça à la télévision que le processus de la réforme continuerait malgré le terrorisme. Et le 12 février, les forces de police libéraient Oriol y Urquijo et Villaescusa. Les assassins de la rue Atocha étaient arrêtés et l'instruction criminelle commençait. Elle devait être close par les sentences du 29 février 1980, sous les huées des jeunes ultras en chemise bleue qui chantèrent le *Cara al Sol* et hurlèrent « Franco ! Franco288 ! ».

La réforme continue

De fait, la réforme continue : le 4 avril, le *Bulletin officiel* de l'État publie la loi sur le droit d'association syndicale. Et le 9, le Parti communiste espagnol, qui avait sollicité le 11 février son inscription dans le registre des associations politiques du ministère de l'Intérieur, est légalisé. Suárez a choisi le samedi saint, veille de Pâques, alors que toute l'Espagne est en vacances, pour l'annonce officielle de cette décision, qui avait été préparée par plusieurs entretiens et par une rencontre, le 27 février, dans un chalet de Pozuelo de Alarcón, appartenant à l'avocat José Luis Armero, entre Santiago Carrillo et Adolfo Suárez. Rencontre suivie par une réunion à Madrid à l'hôtel Melia, les 2 et 3 mars, autorisée par le gouvernement entre les eurocommunistes Enrico Berlinguer, Georges Marchais et Santiago Carrillo. Faut-il ajouter que, depuis plusieurs mois, Santiago Carrillo jouait avec la police madrilène ? Parfois à visage découvert, plus souvent grisé avec fards et perruque, il donnait conférences de presse et interviews à propos de l'évolution politique de l'Espagne. Tournée en ridicule, la police souhaitait qu'une position claire fût adoptée.

La décision hardie de Suárez s'explique facilement : le président du gouvernement veut que les premières élections soient réellement démocratiques, donc ouvertes à toutes les options politiques ; il considère que le parti communiste serait plus dangereux dans la clandestinité que dans la

légalité, comme Carrillo l'a laissé entendre le 27 février (recours aux grèves et manifestations de toutes sortes). Enfin, le PCE, s'il est légalisé, acceptera la monarchie et son drapeau et travaillera à la réconciliation nationale. Engagement crédible, car le PCE a beaucoup évolué, pris ses distances à l'égard de l'URSS : il a condamné l'intervention russe en Tchécoslovaquie, critiqué la politique des communistes portugais, s'est rallié aux thèses eurocommunistes de Berlinguer. L'acceptation de la monarchie et du drapeau a pesé lourd dans la décision finale de Suárez, car elle lui donnait un argument important auprès de l'armée, et le général Gutiérrez Mellado en usera.

Cependant, certains ministres s'opposèrent à la légalisation, dont Alfonso Osorio, collaborateur proche de Suárez, et le ministre de la Marine, l'amiral Pita da Veiga, qui démissionna. La presse franquiste se déchaîna, l'*Alcázar* en tête, qui vomit « le traître Suárez ». Le Conseil supérieur de l'armée, réuni le 12 avril, publia un communiqué qui exprimait la réprobation de toutes les unités de l'armée, l'acceptation du fait accompli par souci de discipline et des intérêts supérieurs de la nation, en même temps que l'exigence de l'unité de la patrie, du drapeau et l'intégrité des institutions monarchiques²⁸⁹. L'adoption, le 15 avril, par le Comité central du PCE du drapeau rouge et jaune de l'Espagne monarchique démontra que Suárez n'avait pas menti et impressionna les militaires. Une crise grave avait été évitée.

Le président du gouvernement put annoncer la célébration des élections générales au Congrès et au Sénat le 15 juin, selon les normes définies par le décret-loi du 18 mars 1977. Suárez n'avait pas l'intention d'assister à ces élections en spectateur. Il voulait les gagner, ce qui l'obligea à créer un parti, qui ne fut d'abord qu'une alliance électorale, l'UCD (Union du centre démocratique), née de la réunion de quinze petits partis nationaux (dix) ou régionaux (cinq) favorables à la réforme conduite par le président. Leopoldo Calvo Sotelo abandonna son ministère pour diriger la campagne de l'UCD. Il eut la lourde tâche de travailler à la préparation des listes électorales. Le cas le plus difficile était précisément celui de Madrid, car il fallait faire face à tous les leaders des autres partis qui se présentaient en tête de liste dans la capitale : Felipe González, Tierno Galván, Manuel Fraga Iribarne, Santiago Carrillo... À Madrid, 34 sièges étaient à pourvoir, mais l'UCD ne pouvait en

obtenir qu'une douzaine – 15 au mieux.

La consultation fut un grand succès pour le mouvement de la réforme avec une participation de 85 % dans l'ensemble du pays et de 86 % à Madrid. Le pays qui aspirait à la paix avait été sensible à ce « refus du tragique », à cette évolution sans drame qu'incarnait Suárez. La plupart des électeurs n'avaient jamais participé au choix de leurs représentants. La campagne se déroula sans incidents majeurs : Suárez se contenta d'une visite à son bourg natal, Cebreros, dans la province d'Ávila, et d'une prestation télévisée à la veille du scrutin.

L'UCD obtint une majorité relative (36,42 %), un peu moindre à Madrid (33,0 %) où elle eut 12 élus – les 5 premiers étaient, dans l'ordre : Adolfo Suárez, Leopoldo Calvo Sotelo, Juan Manuel Fanjul, Francisco Fernández Ordoñez et Joaquín Garrigues. Toujours à Madrid, le PSOE, dont la campagne avait été remarquablement conduite par Alfonso Guerra, avait 28,2 % des suffrages ; l'Alliance populaire 11,9 % seulement (une déception pour Fraga) ; le PCE 10 % ; et le Parti socialiste populaire (PSP) de Tierno Galván 9,8 %. De sorte que la gauche madrilène totalisait 48 % des suffrages. Mais dans l'ensemble du pays, elle n'en obtenait que 43 %. Avec 167 sièges, l'UCD pouvait constituer un gouvernement monocolore, quoiqu'elle ne disposât pas de la majorité absolue (qui était de 176). Mais il était urgent qu'elle se transforme en parti véritable, comme le souligna Leopoldo Calvo Sotelo le 10 juin dans une conférence au Club Siglo XXI. Par ailleurs, il était démontré que le « danger communiste » avait été surestimé par nombre de gens. Certes, la première fête du PCE, organisée à la Casa de Campo, attira près de 1 million de personnes. On y vit Ana Belén, Juan Antonio Bardem, Rafael Alberti, la Pasionaria, Manuel Vázquez Montalbán... Mais il s'agissait plus d'une démarche de curiosité que d'une adhésion²⁹⁰.

Le nouveau gouvernement (le premier de l'UCD), toujours présidé par Adolfo Suárez, fut formé le 4 juillet 1977. Fernández Ordoñez était aux Finances, Fuentes Quintana à l'Économie, Gutiérrez Mellado à la Défense, Garrigues aux Travaux publics. Calvo Sotelo devenait le chef du groupe parlementaire de l'UCD, mais Alfonso Osorio, homme clé du précédent gouvernement, ne faisait pas partie du ministère : il n'avait pas accepté la légalisation du PCE.

On peut convenir que les élections de juin 1977 ouvrent la

période du consensus qui va durer deux ans, jusqu'aux élections générales de 1979. Pendant ces deux années, l'actualité madrilène va encore être dominée par les problèmes politiques. Dès avant les élections de 1977, l'attention et la curiosité du public de la capitale avaient été sollicitées par des événements peu ordinaires : ainsi la renonciation par le comte de Barcelone, don Juan, à ses droits dynastiques en faveur de son fils, le roi Juan Carlos, cérémonie qui se déroula à la Zarzuela le 14 mai 1977. Le même jour, un personnage mythique, Dolores Ibárruri, la Pasionaria, de retour d'URSS, profitait de la légalisation du parti communiste pour se présenter aux élections. Première sensation ! Mais que dire de celle provoquée au Congrès des députés le 13 juillet suivant lorsque, selon le règlement et au bénéfice de l'âge, la Pasionaria et Rafael Alberti, qui venaient d'être élus, tous deux pour le compte du PCE, furent nommés vice-présidents provisoires du Congrès ? Réalité ou hallucination²⁹¹ ?

Ce consensus devait permettre de préparer une constitution qui ferait entrer réellement l'Espagne dans la communauté des nations démocratiques. Pour élaborer une telle constitution, chargée d'espoirs, il fallait obtenir la paix sociale et la trêve politique. Ce fut encore le consensus qui permit de l'obtenir grâce aux pactes de la Moncloa, négociés à Madrid en octobre 1977 dans une conjoncture difficile, car la crise économique s'était aggravée en 1977. Ce fut pour l'Espagne une sorte de « compromis historique ».

Au cours de l'été 1977, l'inflation s'était déchaînée (42 % en juillet-août), la dette s'était gonflée et les réserves de devises s'effondraient. Il y avait urgence, et c'est pour cela que le gouvernement conçut l'idée d'un pacte large qui rassemblerait face à la crise les forces politiques et sociales. Le pari était risqué et certains ministres, tel Fernández Ordoñez, étaient pessimistes. Cependant, après des contacts divers et des réunions préparatoires, les négociations purent s'engager le 7 octobre au palais de la Moncloa : les Catalans, les Basques, les communistes, l'Alliance populaire (AP) et toutes les autres forces politiques participèrent aux discussions. Les plus réticents furent les représentants du patronat, Carlos Ferrer et José María Cuevas, mais le discours d'une heure très argumenté du ministre de l'Économie, Fuentes Quintana, l'inspirateur des pactes, emporta l'adhésion générale, malgré des réserves de détail notables. Le texte final de l'accord fut rédigé le 9 octobre, *al*

alimón, par José Luis Leal et Ramón Tamames²⁹². Les accords politiques ne furent pas signés par l'AP, mais les mesures économiques d'urgence furent approuvées par tous les assistants : la dévaluation de 25 % de la peseta déjà réalisée en juillet, la limitation des hausses salariales à un maximum de 22 % pendant l'année 1978, compensée par des mesures en faveur des chômeurs et des retraités, une réforme fiscale importante avec des hausses de l'impôt sur le revenu, devenu progressif, de l'impôt sur les sociétés et l'adoption de l'IVA (TVA) étaient les nouveautés marquantes. Après le vote positif du Parlement, le 27 octobre, Adolfo Suárez put donner une explication télévisée des accords de la Moncloa.

Il faut préciser que les syndicats étaient absents des entretiens de la Moncloa. La proximité des élections syndicales ne leur permettait guère de s'engager et ils préféraient laisser la responsabilité des accords aux politiques. De sorte que plusieurs organisations n'acceptèrent pas le volet social des pactes de la Moncloa, notamment la fédération UGT de Madrid. Plusieurs grèves éclatèrent d'ailleurs à Madrid au lendemain des accords, celle du secteur hôtelier qui fut courte, puis celle des transports de marchandises en novembre, qui dura une semaine. Mais on remarqua la modération des CCOO, résultat des accords entre Suárez et Carrillo. Il est certain que les pactes de la Moncloa eurent des résultats positifs : le taux d'inflation qui, pour 1977, atteignit 26,4 % tomba à 16 % en 1978, le taux de chômage s'améliora (7 %), la balance des paiements s'améliora de même et les réserves de devises se reconstituèrent. Pourtant, des critiques de plus en plus nombreuses de ces pactes, qui émanaient d'horizons divers, conduisirent Fuentes Quintana à la démission.

Il est vrai, malgré tout, que le climat politique était devenu plus serein, ce qui permit de mener à bien l'élaboration de la Constitution de 1978, fruit d'un labeur de seize mois.

La préparation et la rédaction de la Constitution, les débats qui les accompagnèrent, enfin le vote d'un texte qui concernait l'ensemble de l'Espagne débordent le cadre d'une histoire de Madrid – quoique les travaux et les négociations qui accompagnèrent l'élaboration du texte se fussent déroulés dans la capitale et notamment dans les restaurants madrilènes, souvent jusqu'à une heure avancée de la nuit (« politique des nappes »). J'observerai toutefois que la

commission de sept membres (*ponencia*) chargée de rédiger le premier brouillon de la Constitution, qui comptait trois UCD, un PSOE, un AP, un PC et un PDC (parti catalan), comportait trois députés de Madrid (les UCD Pérez-Lorca et Herrero de Miñón et l'AP Fraga Iribarne) et deux de Barcelone. La Catalogne était bien présente, mais l'on n'invita pas le PNV (Parti national basque) à la *ponencia*, ce qui fut une erreur grave.

Les travaux des députés au congrès et des sénateurs furent souvent interrompus par les commentaires et les discussions provoqués par l'aggravation du terrorisme. L'amnistie du 14 octobre 1977 qui avait permis la mise en liberté de nombreux prisonniers étarras n'avait donc eu aucun effet pacificateur. Plusieurs de ces attentats eurent lieu à Madrid et Adolfo Suárez lui-même avait fait l'objet de menaces²⁹³.

Le 16 novembre 1978, trois semaines avant le référendum sur la Constitution, la police découvrit l'opération Galaxia, du nom d'une cafétéria proche de la Moncloa : le rapport précis et complet remis par la police à Adolfo Suárez permit d'arrêter le lieutenant-colonel de la Garde civile Antonio Tejero : celui-ci, qui devait se rendre tristement célèbre en février 1981, prévoyait une opération de commando afin d'investir le palais de la Moncloa et de prendre les ministres en otages. Il avait pour principal complice le capitaine Ricardo Sáenz de Ynestillas. Le tribunal militaire n'infligea aux deux hommes que des peines de quelques mois d'arrêt. On peut s'étonner que le gouvernement n'ait pas établi alors de relation entre plusieurs événements inquiétants : la réunion, le 20 novembre, de 500 officiers devant la tombe de Franco ; un rassemblement fasciste international le 18 novembre à Madrid, occasion pour Blas Piñar d'en appeler à un soulèvement militaire ; le grave incident survenu à Carthagène au cours duquel le général de la Garde civile Atarés insulta grossièrement le général Gutiérrez Mellado : « Franc-maçon, traître, porc, lâche, espion ! » De surcroît, il apparaissait que les services d'information de l'armée, au courant de la conspiration Galaxia, avaient attendu les événements, malgré un rapport à son chef direct du lieutenant-colonel Quintero. Et plusieurs unités de l'armée étaient demeurées en alerte à Burgos, Valladolid, Séville, Valence. L'adhésion de la division cuirassée Brunete (force décisive) paraissait acquise.

Au terme de seize mois de travaux, de plusieurs rédactions du texte, totales ou partielles, et de discussions passionnées

– qui concernèrent notamment la forme du régime (république ou monarchie ?), les questions religieuses et leurs implications, la peine de mort, les nationalités –, le référendum constitutionnel eut lieu le 4 décembre 1978. Les abstentions furent nombreuses : 32,89 % au total, mais plus de 50 % au Pays basque. Les votants donnèrent une large majorité au « oui » – 15 706 087 (87,87 %) –, tandis que 1 400 505 électeurs votèrent « non » (7,83 %). Les blancs et nuls atteignirent 4,30 %.

L'adoption de la Constitution de 1978, sanctionnée le 6 décembre 1978, et qui est toujours en vigueur, devait marquer la fin du consensus. Mais il n'avait fallu que 3 années pour transformer profondément l'Espagne, les règles du jeu politique et des relations sociales. Ces 3 années eurent des effets essentiels pour la vie de Madrid.

Conjoncture dramatique : une nouvelle municipalité pour Madrid

Pourquoi la fin d'un consensus qui, évidemment, n'était pas général ? Parce que la préparation puis le vote de la Constitution avaient exaspéré les opposants et Madrid était devenu le lieu privilégié de la contestation par la violence. D'une part, l'ETA, en multipliant les attentats meurtriers, de préférence dirigés contre l'armée et la police, cherchait à provoquer un soulèvement militaire qui lui vaudrait devant l'opinion internationale une sorte de légitimité et forgerait l'unité du peuple basque. D'autre part, les nostalgiques du franquisme profitaient de l'insécurité et de la peur pour dénoncer un pouvoir incapable d'assurer l'ordre et qu'ils souhaitaient détruire.

De fait, l'ETA, responsable de 70 % des attentats mortels commis en Espagne de 1976 à 1980, mais qui, de 1974 à 1977, avait perpétré moins de 20 assassinats par an, paraît prise à partir de 1978 d'une véritable frénésie meurtrière : 66 assassinats en 1978, 76 en 1979, 92 en 1980 ! Les nouveaux commandos de l'ETA pouvaient, en cas de nécessité, se réfugier dans le « sanctuaire » français, où les militants étarras n'étaient guère inquiétés. Pour comble, les prisonniers politiques de l'ETA bénéficièrent le 14 octobre 1977 d'une amnistie totale. Dans ces conditions, on conçoit l'émotion et souvent l'exaspération provoquée par les assassinats exécutés en plein Madrid les 25 et 26 mai 1979, véritables provocations : d'abord, en janvier 1979, l'assassinat du gouverneur militaire de Madrid, le général

Constantino Ortín Gil, proche de Gutiérrez Mellado, qui, le 5 janvier, à l'occasion des obsèques, fut bousculé et même frappé par des militaires ; le 25 mai, deux jours avant la fête de l'armée, le général d'état-major Gómez Hortigüela, les colonels Agustín Laso Corral et Jesús Avalo Gomáriz ainsi que leur chauffeur sont assassinés. Le lendemain, une bombe explose à la cafétéria California : elle fait 8 morts et 12 blessés.

L'implantation du parti gouvernemental, l'UCD, était restée modeste à Madrid. Moins de 2 mois avant les attentats criminels de mai, le 3 avril, le parti d'Adolfo Suárez avait connu un échec dans la capitale, son premier échec électoral, à l'occasion des élections municipales. Certes, le candidat de l'UCD, José Luis Álvarez, arriva largement en tête, devant Enrique Tierno Galván, rallié au PSOE depuis avril 1978, et Ramón Tamames, représentant du PCE. Mais l'accord passé entre le PSOE et le PCE provoqua l'élection de Tierno Galván, qui devint maire de Madrid le 19 avril. La « gauche unie » l'avait emporté sur l'UCD.

Cette élection eut une grande importance pour la capitale, car Tierno Galván se révéla un maire remarquable : réélu en 1983, il gouverna Madrid jusqu'à sa mort survenue en 1986, à l'âge de 67 ans. Cet homme d'une vaste culture, que les Madrilènes appelaient affectueusement « le vieux professeur », connaisseur exceptionnel de la pensée politique de Hobbes à Marx en passant par Spinoza et Rousseau, parvint à concilier utopie et réalisme. Il voyait dans l'institution municipale une alternative politico-sociale à l'État souverain et il réussit à conduire une gestion efficace et populaire, à la fois ludique et rationnelle. Il établit avec les Madrilènes une sorte de dialogue grâce à ses édits (*bandos*), dont l'humour défiait le style administratif, à ses *charlas*, entretiens radiophoniques particulièrement nombreux pendant les premières années de son mandat (1979-1980), grâce encore aux articles qu'il publiait dans la rubrique « Opinion » de la revue *Villa de Madrid*. Il entretenait ses administrés de tous les sujets qui pouvaient les intéresser : problèmes éducatifs, hygiène, santé, sécurité, trafic, sports, fêtes, environnement. Il voyait dans les villes d'importants protagonistes de l'histoire. Cet intellectuel de gauche qui, pendant le franquisme, avait vécu en « exilé de l'intérieur », qui, quoique agnostique, revendiquait le double héritage du christianisme et du socialisme, mais refusait la dictature du prolétariat, s'offrit le luxe de recevoir le pape

avec un discours en latin. Il réussit à plusieurs reprises à se faire applaudir par ses adversaires politiques. Il bénéficia, il est vrai, d'adjoints de qualité, dont le premier, Ramón Tamames, et le spécialiste du trafic, Eduardo Mangano. Il relança le cycle festif de Madrid : fêtes carnavalesques, fêtes de San Isidro diversifiées, fêtes de Noël avec sonneries de cloches libérées. Il obtint les crédits nécessaires à l'assainissement du Manzanares, repeuplé grâce à des lâchers de carpes et de canards... L'amour que lui portait le peuple de Madrid s'exprima avec force lors de ses obsèques, en janvier 1986 : des dizaines de milliers de Madrilènes défilèrent devant sa dépouille exposée au palais de Cristal et des centaines de milliers – un cortège long de 6 kilomètres – l'accompagnèrent de la mairie jusqu'au cimetière de la Almudena²⁹⁴.

La magistrature réussie de Tierno Galván parvint à masquer, en 1980 et 1981, la dégradation de la vie politique qui avait suivi de façon paradoxale le vote de la Constitution et une nouvelle victoire de l'UCD aux élections législatives d'avril 1979. Ces élections furent d'ailleurs marquées par une forte poussée de l'abstentionnisme, comme si les Espagnols étaient déjà las de voter et cédaient au désenchantement (*desencanto*). Malgré sa nouvelle victoire, d'ailleurs inespérée, l'UCD se défaisait lentement, victime de ses rivalités internes, au point de conduire Suárez à l'idée d'une prochaine démission. Pendant ce temps, le PSOE, qui avait tiré les leçons de sa défaite électorale, tenait à Madrid un congrès extraordinaire les 28 et 29 septembre 1979. Felipe González jugeait indispensable l'abandon de la référence marxiste comme étendard du PSOE : le marxisme était un bon instrument d'analyse, mais il ne pouvait être « un système de valeurs absolues et exclusives pour le parti ». En brandissant efficacement la menace de sa démission, Felipe obtint la conversion du parti. Elle faisait du PSOE un parti plus attractif pour les modérés du centre.

En revanche, Adolfo Suárez, de plus en plus isolé, surtout après le retrait de Martín Vila, épuisé, avait perdu en partie la relation privilégiée qu'il avait longuement entretenue avec le roi. Il était lui-même affaibli par de graves ennuis de santé et il ne parvenait plus à affronter simultanément les problèmes nés de l'organisation de « l'Espagne des autonomies », du terrorisme, d'un chômage en hausse et de la subversion militaire qui menaçait. Car, après la nomination du général Gabeiras comme chef d'état-major,

des officiers de haut rang s'étaient livrés à des déclarations inquiétantes, notamment le général Luis Torres Rojas, chef de la division cuirassée Brunete, fleuron de l'armée. Certes, les conspirateurs étaient encore minoritaires au sein des forces armées, et l'état-major put muter Torres Rojas à La Corogne sans provoquer de réaction.

De plus, des relais à la subversion militaire apparaissaient dans la société civile : le 18 juillet 1978 (date significative !), 20 000 personnes s'étaient rassemblées dans la *plaza de toros* de Madrid pour écouter 3 leaders de l'extrême droite européenne : Blas Piñar, l'homme de Fuerza Nueva, le néofasciste italien Giorgio Almirante et le Français Tixier-Vignancour. Blas Piñar faisait d'ailleurs son entrée aux Cortes grâce à son élection aux législatives de 1979. La revue *Heraldo Español* osa annoncer « On cherche un général », et au cours de l'année 1980 l'organe d'extrême droite *Alcázar* lança 3 appels à peine déguisés à un soulèvement militaire. Les sanctions dérisoires infligées en mai 1980 au lieutenant-colonel Tejero pour le complot Galaxia ressemblaient à un encouragement à la subversion. De fait, en octobre 1980, une vingtaine d'ultras, les plus significatifs, tenaient conférence à Madrid pour rechercher un financement. Les généraux Armada et Milans del Bosch se rencontrèrent deux fois, le 17 octobre 1980 puis le 10 janvier 1981, sous des prétextes douteux.

L'avalanche des critiques de tous ordres qui procédaient souvent de son propre parti, notamment une attaque de Landelino Lavila, avaient fini par décourager Adolfo Suárez : épuisé physiquement et psychologiquement, il décida de démissionner et, après avoir expliqué son découragement au roi au cours d'un long entretien, il annonça sa décision lors d'un discours télévisé le 29 janvier 1981²⁹⁵.

Sensation à Madrid : le 23-F et ses suites

Adolfo Suárez, en dépit de sa démission, souhaitait maintenir la cohérence menacée de l'UCD et profiter de sa majorité absolue aux Cortes pour conserver à son parti la totalité du pouvoir. Certains observateurs de la politique espagnole avancent que sa démission avait été provoquée par un rapport du ministre des Armées, Gutiérrez Mellado, qui faisait état de quatre complots militaires en préparation, dont l'un des objectifs communs et prioritaires était l'éviction du « traître » Suárez. En démissionnant, le président du gouvernement aurait ainsi mis en difficulté les

comploteurs. En fait, il avait, on le sait, bien d'autres raisons d'abandonner le pouvoir : les attaques violentes de Fraga ou de Felipe González faisaient partie du jeu parlementaire. Mais sa fatigue, son isolement, les échecs de son parti lors des élections « autonomistes » de Catalogne, du Pays basque, d'Andalousie, le malaise créé au sein du parti par la loi du divorce qui avait opposé les laïcs aux catholiques de tradition, enfin l'élection à la tête du groupe parlementaire de Miguel Herrero de Miñón, le député le plus critique à l'égard de Suárez, et des sondages alarmants étaient autant d'arguments en faveur du retrait.

Quoi qu'il en soit, les élus de l'UCD aux Cortes, dont Suárez lui-même, avaient fini par s'accorder, non sans difficultés et réticences, sur la candidature de Leopoldo Calvo Sotelo à la direction du gouvernement. Cependant, lors du vote du 20 février, Calvo Sotelo n'obtint pas la majorité absolue qui était de 176 voix, mais seulement 169 suffrages. Les votes de 7 ucédistes *críticos* lui avaient manqué. Une nouvelle consultation fut donc prévue le 23 février : la majorité relative suffirait²⁹⁶.

Le 23 février, le président des Cortes, Landelino Lavila, procède à l'appel nominatif des députés, qui précède leur vote ; il est 18 h 20 et il en est au 114^e député, lorsqu'un brouhaha surprend l'assemblée : le lieutenant-colonel de la Garde civile Antonio Tejero, pistolet au poing, suivi de sa troupe (288 gardes civils dont plusieurs officiers), vient de faire irruption dans l'hémicycle du Parlement : les fonctionnaires du Congrès, administrateurs, huissiers, policiers, sont plaqués au sol sous la menace des mitraillettes et les militaires en tenue de combat déchargent leurs armes dans la verrière de l'édifice. Le *¿Qué pasa?* de Lavila a pour réponse le *¡Todos tranquilos... Todos al suelo!* de Tejero. Sidérés, les députés s'allongent entre les travées. Seuls Adolfo Suárez et Santiago Carrillo demeurent assis, imperturbables, sans quitter leurs sièges, tandis que le général Gutiérrez Mellado, qui a bondi du « banc bleu », celui du gouvernement, tente de désarmer Tejero. Il est assailli par deux officiers de la Garde civile qui cherchent à le jeter à terre. Suárez se lève pour le défendre, mais il est maîtrisé.

Dès lors s'engage une partie étrange, partie d'échecs dont les trois pôles sont le palais des Cortes où Tejero joue le premier rôle, le palais de la Zarzuela où le roi mène le jeu, et Valence dont le capitaine général, Milans del Bosch, est le

principal acteur. D'autres pôles secondaires sont en action : l'hôtel Palace, où s'activent les représentants des forces loyalistes, surtout le général Aramburu Topete, directeur de la Garde civile, et le général Guillermo Quintana Lacaci, capitaine général de Madrid, en contact direct avec le roi, ainsi que le général José Gabeiras, chef d'état-major de l'armée. Mais aussi le quartier général de la division cuirassée Brunete, au Pardo, où s'agitent les généraux Juste et Torres Rojas (arrivé par avion de La Corogne), et le commandant Pardo Zancada. Par ailleurs, le général Armada, sorte d'électron libre, prenait contact successivement avec tous les acteurs

L'extraordinaire scénario, commencé le 23 février à 18 h 20, se déroule pendant toute la nuit. Mais la contreproclamation de Milans del Bosch le 24 février à 5 h 05 scelle l'échec du *golpe*. Tejero n'avait plus qu'à se résigner, ce qu'il fit en fin de matinée, à 12 h 30. Entre-temps, Adolfo Suárez, Santiago Carrillo, Felipe González, Alfonso Guerra, Gutiérrez Mellado et Rodríguez Sahagún avaient été enfermés dans une salle du palais des Cortes : leurs collègues croyaient qu'ils n'en reviendraient pas vivants.

Il faut savoir que les journalistes qui assistaient à la séance des Cortes ont pu pendant de longues minutes informer le public de ce qui se passait au palais du Congrès en parlant à voix basse, tandis que pendant une grosse demi-heure une caméra en circuit fermé filmait l'événement à l'insu des assaillants. Document exceptionnel²⁹⁷ !

Le roi, qui se trouvait alors à la Zarzuela, informé « en direct » du coup d'État par la radio qui transmettait le débat d'investiture aux Cortes, a joué le rôle principal, admirablement assisté par le secrétaire général de la Zarzuela, le général Sabino Fernández Campo, un homme d'une intelligence remarquable et d'une rare efficacité. Entre 20 heures et minuit, le 23, Juan Carlos s'est entretenu par téléphone avec tous les capitaines généraux et tous les gouverneurs militaires. Il a fait preuve d'une fermeté sans faille, a parfois haussé le ton. Certains de ses interlocuteurs lui ont dit : « Dommage, Sire... Mais, à vos ordres. » Puis à 1 h 23 le 24 février, le roi s'est adressé à la nation par un message télévisé. Le siège de la Télévision espagnole, d'abord occupé par les conjurés, a été libéré, et l'équipe technique a pu parvenir à la Zarzuela pour enregistrer le message, qui, comme le précise Juan Carlos lui-même, est bref et concis. Mais il est clair, parfaitement explicite. Tous

ceux qui l'ont écouté ont compris que le coup d'État avait échoué et que le roi avait une maîtrise totale de la situation.

Quel était le sens de la conspiration ? À vrai dire, il y avait deux complots dont les fils se croisaient et dont les différents acteurs ne connaissaient pas toutes les données et n'avaient pas compris tous les rôles. Les deux scénarios imaginés s'inspiraient l'un et l'autre de modèles français. La solution Armada, dont le concepteur n'avait pas dévoilé les détails à ses associés, prétendait reproduire le schéma du retour au pouvoir du général de Gaulle en 1958 et conservait quelques apparences de démocratie : Armada, qui surestimait son influence parce qu'il avait été le professeur du roi et avait occupé une fonction essentielle à la Zarzuela de 1965 à 1977, se voyait en recours : avec l'accord de Juan Carlos, il sauverait la monarchie et présiderait un gouvernement d'union nationale après dissolution des Cortes (il était allé jusqu'à « sonder » deux personnalités du PSOE et du PCE à propos de l'opportunité d'un gouvernement d'union nationale !). Le complot des « rustiques », dit opération « 18 Brumaire », le seul pour lequel Tejero, franquiste absolu et antimonarchiste, avait travaillé, devait donner naissance à un gouvernement militaire de salut public présidé par Milans del Bosch et supposait le rejet de la Constitution de 1978. Armada avait cru manipuler Milans del Bosch et Tejero, et réciproquement. Tous avaient cru qu'ils parviendraient à fléchir le roi et à obtenir son accord, condition nécessaire sinon suffisante, car la plupart des capitaines généraux avaient subordonné leur ralliement à l'accord du roi, et il est vrai que Milans et Tejero avaient compté sur la visite d'Armada à la Zarzuela pour l'obtenir. L'analyse fine de l'événement, à la lumière des révélations du procès et de diverses investigations, a démontré que la « technique du coup d'État » avait été en l'occurrence très imparfaite²⁹⁸.

Le procès commencé le 19 février 1982 et qui dura trois mois révéla entre autres détails que l'élaboration du complot avait commencé en juillet 1980 : elle avait nécessité de nombreuses rencontres, dont plusieurs à Madrid, entre Armada, Milans del Bosch et son aide de camp Mas Oliver, le lieutenant-colonel Antonio Tejero chargé de la préparation matérielle et de la réalisation de l'opération contre les Cortes, le général Torres Rojas, les colonels Ibañez et San Martín, le commandant Pardo Zancada, entre autres. Les sentences furent jugées bien trop clémentes, sauf celles

prononcées contre Milans del Bosch et Tejero, condamnés à trente ans de prison²⁹⁹.

Tous les politiques furent très conscients du rôle capital, décisif, joué par le roi. Seules ses relations avec les militaires de haut grade avaient obtenu l'échec du coup d'État. Ce que Santiago Carrillo reconnut sans barguigner : « Sire, vous nous avez sauvé la vie. » Et Francisco Umbral concluait dans *El Pais* : « Au moment où nous autres, Espagnols, pensions mériter un peu mieux qu'un monarque, surgit un roi que nous ne méritons pas. » En somme, il fallait un roi élevé dans le franquisme pour empêcher le retour du franquisme, fût-il éphémère ! Évidence telle que les complots suivants, qui ne purent même pas parvenir à un début d'exécution, tel celui prévu en mai 1981 à Barcelone, prévoyaient l'élimination préalable du roi, voire de la famille royale tout entière.

La séance d'investiture interrompue le 23 février fut reportée au 25 après que Leopoldo Calvo Sotelo eut proposé de s'effacer au profit d'Adolfo Suárez. Mais celui-ci déclina l'offre et le roi maintint sa confiance à Calvo Sotelo qui, lors du vote du 25, obtint la majorité absolue avec 186 voix. L'émotion créée par le *golpe* induisit plusieurs des abstentionnistes ou des opposants du 20 février à voter l'investiture le 25 et, le 26, Leopoldo Calvo Sotelo présenta la liste de son gouvernement, qu'il remania le 2 décembre. Dès le 27 février, à l'appel des quatre grands partis, le peuple de Madrid rendit un vibrant hommage au roi à l'occasion d'une manifestation multitudinaire, la plus importante depuis la fin de la guerre civile, à laquelle participèrent nombre d'anciens républicains fervents qui défilèrent avec les monarchistes « de toute la vie » au long de la Castellana. Les Cortes unanimes (à l'exception de Blas Piñar) avaient pris les devants.

Leopoldo Calvo Sotelo parvint à gouverner pendant quelques mois et fut même très actif. Mais la décomposition progressive de l'UCD, dont plusieurs des membres quittaient le parti au profit de l'AP (Alianza popular) de Fraga Iribarne ou du PSOE de Felipe González, voire du PDP (Parti démocrate populaire) créé en juillet 1982 par Oscar Alzaga, faisait qu'il devenait impossible de gouverner. Il était pourtant urgent de prendre toutes mesures afin d'éviter une nouvelle alerte de l'ampleur du 23-F. Calvo Sotelo en prit acte et demanda au roi de dissoudre les Cortes. Les nouvelles élections furent fixées au mois d'octobre 1982. Cette

consultation, qui devait donner lieu à un triomphe du parti socialiste, marque la fin de la transition. Elle marque aussi la sortie quasi définitive de Suárez. Francisco Umbral la salue avec une émotion contenue : « Il descendit un à un les degrés de la grandeur jusqu'à se perdre dans l'anonymat [...]. Mais la singularité de sa figure, le dessin de son exploit, la cohérence de sa politique, son virage vers la gauche, sa manière digne et stoïque de demeurer [au pouvoir] sans le vouloir ont fait de lui une des estampes les plus limpides de notre histoire contemporaine³⁰⁰. »

Une histoire parallèle : de la Movida au commando Madrid

Tandis que les comploteurs cherchaient à ranimer le cadavre tiède du franquisme de naguère, qu'Adolfo Suárez jouait pour une caméra cachée au cœur de Madrid son dernier premier rôle, et non le moindre – celui que *l'Anatomie d'un instant* de Javier Cercas devait longuement décrire et interpréter –, tandis que le roi jouait toute une nuit sur les ondes son meilleur rôle – celui même qui devait lui conférer une nouvelle légitimité et lui valoir la reconnaissance durable d'hommes politiques dont la révérence pour la monarchie demeurerait douteuse –, tandis qu'Enrique Tierno Galván et son équipe inventaient un socialisme municipal à visage très humain, tandis que le peuple de Madrid envahissait les rues de la capitale pour affirmer son attachement à la démocratie toute neuve, tandis que les soldats découvraient derrière les murs de leurs casernes, dont ils n'étaient heureusement pas sortis, que Suárez et le roi les avaient préservés d'une triste figuration, un autre Madrid offrait à l'Espagne et au reste du monde une image inconnue de lui-même, un visage surprenant, à la fois baroque et postmoderne.

Un étrange surgissement : la Movida

Étrangement, sans qu'il y eût de relation apparente, tandis que les politiques de tout le pays rassemblés à Madrid enfantaient une nouvelle Espagne, des artistes inconnus, très souvent autodidactes, inventaient des modes d'expression bizarres, stridents, qui mariaient la violence des couleurs et des formes au désordre des mots et des sons, à la nouveauté des concepts et des attitudes. Dopés par un usage immodéré d'alcools et de drogues, ces créateurs s'affranchissaient de

toutes règles et se moquaient des limites. C'était comme si surgissait soudain à la surface de la ville un Madrid *underground*, longtemps dissimulé et révélé à lui-même à la faveur d'un temps différent qui avait aboli les interdits. Partout, la musique, la danse, le dessin, la peinture, l'écriture, la sculpture – toutes les variations en « ure » – se renouvelaient sans cesse au gré d'une Movida qui avait pris possession du jour et de la nuit et qui offrait ses inventions dans les cafés, les galeries, les clubs, surgis quelque part entre la Castellana et les gloriettes du nord de la ville, dans le quartier de Malasaña autour de la place du Dos de Mayo. Plusieurs des établissements de ces quartiers devinrent des hauts lieux de la Movida, par exemple le Rockola – considéré comme un des principaux centres de création du mouvement, mais qui n'ouvrit qu'en 1981 –, le Pentagramma, El Sol – où fut lancée, en 1980, la revue *Dezine* –, King Creole, ou la Vía Lactea à Malasaña. Certaines chaînes de radio, telle Onda Dos, participèrent au lancement de la Movida, de même que plusieurs revues, surtout *Madrid me mata* (« Madrid me tue ») et *La Luna de Madrid*. Et, bien qu'il n'y ait pas eu à proprement parler un cinéma de la Movida, le premier long-métrage de Pedro Almodóvar, *Pepi, Luci, Bom y otras chicas del montón*, joua un rôle dans la diffusion de l'esprit du mouvement³⁰¹.

Enrique Tierno Galván, parfois désigné comme le « maire de la Movida », n'avait aucune responsabilité dans cette explosion dont la genèse et les premières manifestations avaient précédé son élection, par exemple au Rastro dès avant la mort du Caudillo. Les valeurs philosophiques, morales ou esthétiques de la Movida n'étaient pas les siennes. Bernard Bessière, bon connaisseur de la Movida, écrit fort justement : « [Ce mouvement] incarne un doute radical, un refus provocateur des valeurs refuges comme la foi, la révolution, la technologie ou le progrès, et une volonté de s'investir exclusivement dans les jouissances esthétiques de l'art... » Mais ce déchaînement libertaire divertissait Tierno Galván et il n'envisagea jamais de le contrarier, de l'interdire ou de l'orienter, même s'il s'inquiétait d'un « vide conceptuel » qui excluait les « perspectives collectives ». Et son dernier article, écrit un mois avant sa mort, qui faisait le bilan de la Movida, observait : « Ces dix années de démocratie ont été, il est vrai, des années d'inquiétude, mais, en réponse à l'angoisse provoquée par les problèmes politiques et sociaux, une

immense joie et une grande soif de liberté ont uni les Madrilènes. Ainsi est née la *Movida madrileña*, c'est-à-dire la conscience qu'à chacun d'entre nous de participer à une aspiration collective [...] : transformer Madrid en une cité où désormais les événements culturels sont si nombreux qu'il est impossible de tous les suivre³⁰². » Aussi Tierno Galván fut-il considéré comme « un maire de rêve » pour les jeunes, puisque les bars pouvaient demeurer ouverts toute la nuit, tandis que la consommation de drogues et d'alcool n'était pas réprimée. De plus, les fêtes de rues étaient encouragées et la force publique ne s'opposait plus aux *botellones* qui s'organisaient souvent au voisinage d'un bar³⁰³. On a pu considérer que les années 1977-1982 avaient été « les années de plus grande liberté de toute l'histoire de la monarchie constitutionnelle ».

Il faut bien comprendre que la politique n'a guère affecté la Movida. La génération qui créa et entretint ce mouvement n'avait pas connu la guerre ni les années de la faim et avait grandi dans la prospérité du Desarrollo. Elle connaissait mal Franco et son régime et n'avait pas encore apprécié les chances de la démocratie. Car, en 1980, on en était déjà au *desencanto*, et 3 seulement des acteurs de la Movida interrogés par José Luis Gullero à propos de leurs réactions lors du 23-F avouèrent avoir éprouvé une certaine inquiétude, voire de la peur. La plupart tournaient en dérision la nuit des Cortes et, lors des carnivals de 1981 dans les soirées de la Movida, des dizaines de pseudo-mannequins déguisés en Tejero, déjà très alcoolisés, se jetaient par terre en criant : *¡Todos al suelo!*

La Movida fut d'abord une explosion d'une partie de la jeunesse de Madrid, l'effet d'un désir exacerbé de liberté après une longue dictature. Il n'était pas question de geste patriotique, de révolution ou d'utopie sociale, encore moins de rêves impériaux. Il s'agissait avant tout d'enfoncer les barrières, de rompre les usages, de connaître des expériences nouvelles. Les acteurs et interprètes de la Movida étaient animés par un désir effréné de jouissance, et quelques-uns d'entre eux par d'authentiques pulsions créatrices.

Blanca Sánchez Bercián, commissaire de l'exposition consacrée à la Movida vers la fin des années 2000 par la Communauté de Madrid, ne contredit pas cette vision : « Ce moment d'extraordinaire créativité surgit d'une manière spontanée, sans aucune forme d'énoncé théorique, dans le Madrid de la fin des années 1970 et du début des 1980.

Quoique pour certains, elle ait commencé avant. » Et Esperanza Aguirre, alors présidente de la communauté, à propos des « artistes qui ont constitué ce que nous appelons aujourd'hui la Movida », reconnaissait : « Avec leur attitude vitaliste et désinhibée, ils ont donné une nouvelle vitalité au panorama artistique et culturel madrilène des années 1980³⁰⁴. »

Cela dit, qu'il soit bien clair que les artistes de la Movida, hommes et femmes, n'étaient pas de purs esprits ! Sans aucun doute, la sexualité a joué un rôle essentiel dans l'épanouissement de la Movida, au-delà du programme « sexe, drogues et rock'n roll »... Dès les années de la pré-Movida, en 1976 ou 1977, une conception nouvelle de la sexualité se dessinait. Le sexe n'était plus un péché, mais une façon supplémentaire de *pasarlo bien*, c'est-à-dire de prendre du bon temps. Le schéma traditionnel du mariage, assimilé par certains à un contrat d'achat et de vente, était mis en question, comme celui de la famille traditionnelle, et les acteurs de la Movida changeaient souvent de partenaires sexuels, se livraient à une expérimentation effective de leurs proclamations. L'homosexualité était libérée et les travestis étaient fort à la mode. Un personnage comme Ana Curra, qui fut la *novia* successive de plusieurs chanteurs ou musiciens, était un modèle plausible pour la société de la Movida. Et María Olvido Gara, *alias* Alaska, d'origine mexicaine, lesbienne déclarée, fut une des grandes muses de la Movida. Les titres de certaines de ses chansons sont explicites : *Deseo carnal*, *No es pecado*³⁰⁵...

L'usage des drogues, qui avait beaucoup augmenté dès avant la Movida, explosait : le cannabis d'abord, mais aussi l'héroïne (dite *caballo*) et la cocaïne, malgré des effets souvent dangereux. Mais l'usage des drogues était considéré comme obligatoire, ou presque, car les drogues étaient « un autre effet de la conquête des libertés publiques ». La permissivité, qui concernait en même temps le sexe et l'alcool, atteignit un niveau jusqu'alors inconnu.

L'apogée de la Movida correspond aux années 1980, 1981 et 1982 – trois années essentielles d'un point de vue politique, mais il n'y eut pas de lien réel entre les événements phares de ces années (23-F, avènement du PSOE au pouvoir) et la révolution culturelle madrilène, qui essaima en province (Vigo, Gijón, Séville, Malaga).

La Movida fut obsédée par la couleur. Miluca Sanz, une des interprètes du mouvement, s'en est expliquée : « Au

début, tout était marron et gris. Même pas blanc et noir purs, seulement marron et gris de toutes les façons. Ennuyeux et lourd. Les boîtes aux lettres et les uniformes des gardes étaient gris et les gens s'habillaient en marron parce qu'il n'y avait que des vêtements de cette couleur, et même la musique était marron et ennuyeuse. La couleur n'existait pas, ni dans les vêtements ni en rien. Il était aussi impossible de rencontrer la couleur que de rencontrer la musique qui nous plaisait. Et c'est pour cela que nous nous sommes mis sans problème à faire les deux³⁰⁶. »

La Movida a cultivé tous les genres et ses interprètes donnèrent volontiers dans l'interdisciplinarité. On devine que la musique eut les faveurs de tous ou presque, le rock d'abord avec des groupes comme Burning, Los Nikis, Ejecutivos Agresivos, Los Zombis, et des chanteurs tels que Ramoncín et Alaska. Au point que les nouveaux groupes britanniques et américains « venaient jouer dans la ville la plus divertissante du monde ». Les Rolling Stones et Andy Warhol vinrent à Madrid en 1982, ce dernier pour vérifier ce qu'on lui racontait de cette ville. La Movida exerça également un effet d'appel sur des groupes mexicains ou argentins. Les créations de la Movida furent servies par des artistes qui connaissaient vraiment la musique, comme Ana Curra qui était passée par le conservatoire, ou Jesús Ordovás. Mais la Movida recourut à bien d'autres formes d'expression : les arts plastiques, dont la peinture, le dessin, les affiches, la photographie, la mode. L'exposition rétrospective organisée par la communauté de Madrid permet d'en juger, comme elle permet de retenir les talents les plus originaux.

Par exemple, Carlos Sánchez Pérez, dit Ceesepe, autodidacte qui travailla d'abord au Rastro et qui demeure l'un des plus fameux interprètes du mouvement : on retiendra son affiche en acrylique pour le premier film de Pedro Almodóvar et ses toiles qui affirment sa maîtrise de toutes les techniques : l'huile (*Vert mois de mai*, 1982), le collage (*Un chêne offrant son cœur à un autre chêne*, 1979), l'encre (*La Loi du désir*, 1986), l'acrylique (*Pepi, Luci, Bom y otras chicas del montón*, 1984) ; portraits d'interprètes du mouvement (Luis Gordillo, Ana Saura, Geraldine Chaplin, Ouka Leele), par ailleurs peintre remarquable. Ou bien Ouka Leele, affichiste et photographe révélée sur le tard (*Bibi Andersen*, 1985), mais peintre en constante évolution (*Autoportrait* à l'huile, 1974 ; *Saturne*, visages à l'acrylique,

1983-1984), puis excellente aquarelliste en 2002 et 2003 (*Potion magique, Le Serpent du paradis, Belle au serpent*). Mais Costos (Enrique Naya), Carlos Forns, Carlos Berlanga, Luis Gordillo, El Hortelano et quelques autres méritent tout autant la mention, comme les photographes Alejandro Cabrera ou Ana Arabaolaza, auteurs de superbes portraits des vedettes du mouvement (on doit à Ana Arabaolaza des photos exceptionnelles de Marisa Fajado, Sonia Blanco). Sans oublier les architectes qui inventent les gratte-ciels et les tours de la M30, ou les créateurs de la mode, tels Antonio Alvarado ou Isa Brena.

La Movida fut très loin de faire l'unanimité. Les critiques défavorables dénonçaient le libertinage sexuel, l'ivrognerie, la consommation de drogue, la mauvaise qualité de la production artistique. Et les jugements négatifs ne furent nullement l'apanage de la droite. En 1987, José Luis Cebrián écrivait : « La fameuse Movida madrilène fut une opération de marketing presque spontanée [...]. Le sous-produit culturel qu'elle a fini par engendrer est des plus pauvres et parfois des plus réactionnaires. » *El País* déplorait « l'exaltation injuste de ce phénomène culturel si dépendant de la façade que l'on a oublié de construire la maison ».

On peut cependant convenir que la Movida dont la gestation, au long des années 1970, fut lente, fut « une respiration brève, mais productive ». Elle se défait vers la fin des années 1980. D'ailleurs, c'est alors que disparaissent les revues qui en étaient l'expression, *Madrid me mata* ou *La Luna de Madrid*.

Une question. En affaiblissant le modèle familial, la Movida a-t-elle contribué à la forte baisse de la natalité constatée dans toute l'Espagne et notamment à Madrid après 1975 ? Ou celle-ci est-elle surtout le résultat d'une contraception féminine considérée comme légitime par un nombre croissant de femmes espagnoles et généralisée au début des années 2000 ?

Un épanouissement culturel

Il demeure que le panorama culturel de Madrid pendant les années 1980 ne se réduit pas à la Movida, à ses années les plus brillantes puis à son déclin. C'est alors notamment que la capitale espagnole se dote de musées neufs qui achèvent de faire d'elle un des 3 ou 4 hauts lieux de la peinture universelle : en 1986 a lieu la première inauguration du Centre national d'art Reina Sofía. Il est

installé, non loin du Prado, dans un ancien hôpital royal que le gouvernement a fait restaurer : il récupère les collections du Musée espagnol d'art contemporain (MEAC), jusqu'alors trop excentré, bénéficie du *Guernica* de Picasso restitué à l'Espagne en 1981, et, totalement réorganisé, il rassemble un grand nombre de chefs-d'œuvre de la peinture espagnole contemporaine : les artistes du XIX^e siècle, Solana, Zuloaga, Juan Gris ; les géants du XX^e siècle, Pablo Picasso (avec une vingtaine d'œuvres), Salvador Dalí, Joan Miró ; et quantité d'autres artistes, qu'il s'agisse des postimpressionnistes, des cubistes, des surréalistes ou des informalistes. Le Reina Sofía accueille bien entendu des talents étrangers : le Français Jean Arp, l'Anglais Francis Bacon (mort à Madrid en 1992), les Américains Alexandre Calder et Barnett Newman sont présents aux côtés de Gargallo, Tàpies, Chillida, Saura, Millares, Gordillo ou Arroyo. Le Reina Sofía est « réinauguré » en 1992, lorsque Madrid interprète son rôle de « capitale culturelle de l'Europe », désignation qu'avait obtenue le maire socialiste Juan Barranco, successeur de Tierno Galván. Le Centre national d'art attire cette année-là 800 000 visiteurs, et la situation et les volumes du musée en font un lieu idéal pour l'accueil de grandes expositions internationales qui font le tour du monde. Observons au passage que Madrid 92 fut une réussite unanimement reconnue : 1,3 million de visiteurs assistèrent aux 1 800 manifestations culturelles qui avaient été programmées et qui concernaient les arts plastiques, les sciences, la littérature et les essais, la danse, la musique – incontestablement favorisée (122 concerts avec 25 créations mondiales) – et le théâtre (787 pièces dont 12 créations)³⁰⁷.

C'est aussi pendant les années 1980 que le gouvernement espagnol et la municipalité de Madrid engagèrent des négociations avec le baron Hans Heinrich Thyssen-Bornemisza de Kászon et son épouse espagnole, Carmen Cervera, propriétaires de l'une des plus somptueuses collections mondiales de peinture, dont les œuvres couvrent une période allant du XIII^e à la seconde moitié du XX^e siècle. Dans un premier temps, le baron loua sa collection pour neuf ans et demi à l'État espagnol, à condition qu'elle soit exposée, en face du Prado, dans l'ancien palais de Villahermosa rénové pour la circonstance ; puis, en 1993, la location fut transformée en promesse de vente pour 300 milliards de pesetas. À la fin du XX^e siècle, Madrid, qui peut proposer à ses visiteurs le Prado, dont le capital s'est

encore enrichi à la fin du XIX^e siècle avec des chefs-d'œuvre de l'école anglaise (Gainsborough, Reynolds, Lawrence), le Reina Sofía, le musée Thyssen-Bornemisza, l'Académie de San Fernando, le San Antonio de la Florida de Goya et d'étonnantes surprises dans une dizaine d'autres musées (par exemple le musée des Amériques, ou la fondation March, riche en œuvres contemporaines), supporte toutes les comparaisons. Qui plus est, grâce à la création de l'Arco (Foire d'art contemporain) en 1982, Madrid bénéficie désormais d'un marché d'art contemporain très performant. Car la Feria d'Arco connaît un succès grandissant : l'année de l'inauguration, Arco a réuni 90 galeries, dont 28 étrangères ; en 1985, on en est déjà à 164 galeries, dont 72 étrangères. Et, en 1988, 166 galeries, avec 87 étrangères. L'année 1989 connaît un immense succès. Dès 1984, la famille royale, en la personne de la reine Sofia, a collaboré à l'événement. De célèbres directeurs de musées viennent donner des conférences à l'occasion d'Arco, qui joue désormais dans la même division que la Fiac de Paris, Berlin, Bâle ou Miami.

Par ailleurs, la création en 1992 du Museo de la Ciudad est d'un grand intérêt pour la connaissance de Madrid, de ses quartiers, de leur rôle et de leurs mutations.

Autre registre : Bernard Bessière a observé la persistance à Madrid d'un certain nombre de métiers de rues dont la nature et l'activité évoquent les ATP (arts et traditions populaires). Si les *serenos* (veilleurs de nuit) ont disparu au cours des dernières années du franquisme, si les vendeurs d'eau et de reliques ont périclité à leur tour, d'autres métiers résistent encore : vendeurs de billets de loterie, le plus souvent membres de la Once (Association des aveugles), musiciens de rue ou de parcs et joueurs d'orgue de Barbarie, *castañeras* qui vendent des châtaignes rôties à la fin de l'automne et en hiver, cireurs de chaussures (*limpiabotas*), naguère encore si nombreux et réduits à une vingtaine, rémouleurs ambulants ou installés sur la place de Herradores, marchands de gaufres (*barquilleros*), gitanes diseuses de bonne aventure³⁰⁸.

En cette fin de siècle, les places de Madrid conservent leur spécificité : Cibeles, où « Notre Dame des Communications » (Trotski) voisine avec la déesse, la Banque d'Espagne et les palais militaires ; la Puerta del Sol, « théâtre depuis plusieurs siècles de toutes les colères et de toutes les joies collectives » (Bernard Bessière), garde son pouvoir de rassemblement et

collectionne les manifestations ; tandis que la Plaza Mayor, lieu idéal de rendez-vous, abrite les commémorations tout en conservant son allure authentique (*castiza*). Le dimanche matin, la place Cazcorro, au cœur du Rastro, connaît une animation extraordinaire et attire une foule énorme et bigarrée. Francisco Umbral prétendait qu'aux alentours de l'année 2000, sur la place Santa Ana, la place des chats, un vieux mendiant vous récitait, pour 20 *duros* seulement, *La vie est un songe* de Calderón de la Barca. Après quoi, désignant la statue de l'écrivain, il vous demandait avec une fausse naïveté : « Qui est ce monsieur ?³⁰⁹ »

Simple remarque dont on ne saurait exagérer l'importance : si la Movida paraît n'avoir porté aucun préjudice au cinéma ou au théâtre, il semble que ses années d'apogée aient coïncidé avec une éclipse relative et passagère des références majeures de la culture populaire madrilène : le football et les taureaux. Car, pendant cinq années consécutives (1981-1985), le Real Madrid ne parvint pas à remporter la Liga que trustèrent les clubs basques (la Real Sociedad de San Sebastián en 1981 et 1982, puis l'Atlético de Bilbao en 1983 et 1984) et que Barcelone remporta en 1985, de sorte que le Real Madrid fut écarté de la grande compétition européenne des clubs pendant plusieurs années. Effet mécanique : les médias accordèrent moins d'attention à la balle ronde, à ses fantaisies et aux exploits de ses joueurs.

Parallèlement, on constate une contraction notable du nombre des corridas célébrées en Espagne, et plus précisément à Madrid ou dans les places voisines fréquentées par les aficionados madrilènes : Vista Alegre (Carabanchel), Colmenar Viejo, Aranjuez, Alcalá de Henares. Le nombre des corridas, qui dépassait nettement 500 de 1975 à 1978, tombe à 496 en 1979, 428 en 1980, 390 en 1981, 435 en 1982 ; ce n'est qu'en 1988 qu'il dépasse de nouveau 500. Dans la place majeure de Las Ventas à Madrid, la tendance est comparable : tandis que le nombre des corridas dépassait régulièrement 40 par an, il se réduit à 35 ou 37 en ces années.

Or ce fléchissement est contemporain de la disparition de plusieurs toreros de premier plan qui n'avaient pas encore de substituts dignes d'eux : Antonio Ordóñez, les frères Vázquez (Pepe Luis et Manolo), Paco Camino, Diego Puerta, César Girón, Jaime Ostos et même El Cordobés ont pris leur retraite, et Francisco Rivera Pérez dit Paquirri a été tué en

septembre 1984 dans une petite place cordouane. Paco Ojeda, éblouissant en 1983, ne confirme pas au cours des années suivantes. José María Manzanares, au premier rang en 1984, est un artiste d'une grande finesse, mais bien trop inconstant. La royauté incontestée de Juan Antonio Ruiz Espartaco, de 1985 à 1991, n'est pas un signe favorable, car Espartaco, très volontaire, efficace, honnête, régulier, manque d'un réel talent artistique. Il plaît, mais n'enchanté ni la durée ni le cœur. Ce n'est qu'à partir de 1992, avec l'éclosion d'Enrique Ponce et la révélation de plusieurs grands talents, que la corrida connaîtra un nouvel élan³¹⁰.

Le drame tout le temps : le commando Madrid

On a quelque mal à concevoir que ces années 1980, qui ont connu les meilleurs moments de la Movida, qui firent une large place à la création culturelle et qui furent celles des mandats de maires très remarquables, Tierno Galván surtout, mais aussi ses successeurs Juan Barranco et Agustín Rodríguez Sahagún, artisans d'un mieux-vivre des habitants de la capitale, furent aussi des années de terreur par la volonté criminelle de l'ETA et notamment de son commando Madrid qui multiplia les assassinats. L'ETA crée alors de façon continue de nouveaux commandos qui, jusqu'en 1985, bénéficient du « sanctuaire » français et sont difficilement identifiables (plusieurs des *pistoleros* sont d'ailleurs, officiellement, de nationalité française). Le commando Argela, créé en 1978 par Txomin Iturbe, qui s'était entraîné en Algérie, ne fut démantelé qu'en mars 1990 et on lui attribue de nombreux assassinats : 38, dont beaucoup à Madrid. Parmi ses victimes, très ciblées, figurent dès le 21 mai 1978 le général Juan Sánchez Ramos-Izquierdo, premier chef militaire de haut grade abattu depuis la fin de la guerre civile ; un magistrat, Mateu Canovas ; les généraux Constantino Ortiz et Gómez-Hortigüela ; puis, en 1982, le général Lago Román, commandant de la division cuirassée Brunete, et le général Quintana Lacaci³¹¹.

L'un des plus efficaces tueurs de l'ETA, Ignacio (dit Iñaki) de Juana Chaos, devenu responsable du commando Madrid au début de 1986, parut longtemps insoupçonnable, car il n'était pas originaire d'une famille basque, et son père, officier de l'armée franquiste pendant la guerre civile, plusieurs fois décoré, avait adhéré à la Phalange ; infirmier, félicité pour son intervention efficace lors d'un incendie, Ignacio était ensuite devenu membre de l'Ertzaintza, la

police de la communauté autonome basque créée en 1982 : cependant son appartenance à l'ETA fut découverte en 1983 et il dut s'enfuir en France avant de revenir à Madrid où il agit constamment au sein du commando Madrid, qui était devenu permanent en 1982 à partir de l'assassinat du général Sánchez Ramón.

Dès l'année 1985, la présence étarra à Madrid ne connaît aucune rémission : en 1985 et 1986, le commando commet 26 assassinats et blesse gravement 81 personnes. Plusieurs des attentats font de nombreuses victimes, surtout ceux qui utilisent des voitures piégées, comme celui du 9 septembre 1985, qui fait 17 blessés et un mort, un citoyen américain de passage ; celui du 25 avril 1986, rue Juan Bravo, qui tue cinq gardes civils, et celui du 14 juillet de la même année, place de la République dominicaine : la fourgonnette piégée qui explose au passage de l'autobus de la Garde civile tue 12 agents et fait 45 blessés. Iñaki de Juana, qui avait à son passif 25 meurtres lors de son arrestation en 1987, était l'organisateur de ce dernier attentat et était impliqué directement dans la plupart des autres.

Mais d'autres techniques ont été utilisées : le 17 juin 1985, le commando attaque au fusil-mitrailleur une voiture officielle : le colonel Vicente Romero et son chauffeur sont assassinés. Avant de s'enfuir, le commando piège la voiture, dont l'explosion provoquera la mort du démineur. Le 29 juillet suivant, le vice-amiral Fausto Escrigas Estrada est assassiné à son tour. C'est encore une fusillade qui, le 17 juin 1986, exécute le commandant Ricardo Sáenz de Ynestrillas (naguère complice de Tejero), le lieutenant-colonel Gómez Pulido et le soldat Casillas Martín. À cette époque (au moins dès 1985), l'ETA fabrique ses propres explosifs, manière d'effectuer des économies et, surtout, de réduire les traces de ses actions afin de ralentir les enquêtes.

Iñaki de Juana et les principaux membres du commando Madrid furent enfin arrêtés à l'aube du 16 janvier 1987 dans une de leurs cachettes madrilènes. Le commando était composé de trois hommes – Iñaki, Esteban Esteban Nieto et Antonio Troitiño Arranz – et de trois femmes – Inmaculada Noble Goikoetxea (compagne d'Iñaki), María Teresa Rojo et Cristina Arrizabalaga Vázquez. ETA essaya de faire croire que ce démantèlement était incomplet en relançant les *pistoleros* français qui, en mai 1987, organisèrent à Madrid trois attentats à la voiture piégée : les victimes furent des passants. Et le 22 novembre 1988, 24 heures avant

l'entrevue de Montpellier entre Felipe González et François Mitterrand, l'ETA attaqua la Direction générale de la garde civile à Madrid : 2 morts. En janvier et février 1992, comme pour tourner en dérision les préparatifs des festivités qui devaient marquer cette année, les attentats faisaient 14 morts à Madrid.

On peut s'étonner de ce qu'Iñaki de Juana, condamné à quelque 3 000 ans de prison (!), qui ne manifesta jamais le moindre regret pour les assassinats commis, n'ait finalement effectué que 18 ans de détention. En 2011, on signalait sa présence au Venezuela³¹².

L'activité de l'organisation terroriste se poursuivit aussi bien sous les gouvernements socialistes (1981-1989) que pendant l'« Aznarato » (qui correspond aux deux mandats du président Aznar). L'ennemi était l'État espagnol, quelle que fût son orientation politique, ce qui explique que les forces armées, les corps de police et les dirigeants politiques, incarnation de l'État, fussent les cibles préférées.

Le démantèlement du commando Madrid n'empêcha nullement l'ETA de réaliser plusieurs attentats dans la capitale. Comme déjà vu, l'année 1992 fut une année critique en raison de toutes les manifestations organisées cette année-là (Jeux olympiques de Barcelone, Exposition universelle de Séville, Madrid 92), et dès le début de l'année, en janvier et février, malgré toutes les précautions prises, l'ETA réussit à provoquer la panique à Madrid. L'organisation terroriste ne relâcha pas la pression au cours des années suivantes. Jusqu'en 2000, la technique la plus fréquemment employée fut celle du *coche-bomba*, celle de la voiture piégée à l'explosif, comme lors de la mort à Madrid, le 21 janvier 2000, du lieutenant-colonel Pedro Blanco García³¹³.

Cependant, l'attentat peut-être le plus odieux de ceux commis par l'ETA durant cette période fut l'assassinat dans son bureau de l'université de Francisco Tomás y Valiente, ancien président du Conseil constitutionnel, un des champions de la lutte contre la torture en Espagne, figure respectée partout en Europe. Il fut abattu le 14 février 1996 par l'étarra Jon Bizenobas Arretxe qui entra dans son bureau non gardé et d'accès facile ; Tomás y Valiente était alors en conversation téléphonique avec un collègue, Elías Díaz : celui-ci entendit parfaitement le coup de feu. Les obsèques de Francisco Tomás y Valiente donnèrent lieu à une manifestation étudiante bouleversante. L'assassin fut

condamné à 30 ans de prison.

Malgré ce climat de terreur que les gouvernements successifs du PSOE et du PP durent affronter, la ville de Madrid, devenue le 1^{er} mars 1983 capitale de la 17^e communauté autonome (8 021 kilomètres carrés, sensiblement plus que la Rioja ou la Cantabrie, et près de 5 millions d'habitants en 1991), se donnait un nouveau visage.

Éphémérides de la transition et des années 1980 (1975-1992)

1975 5 décembre : formation du premier gouvernement de la monarchie après la mort de Francisco Franco. Il est présidé par Carlos Arias Navarro comme le dernier de l'ère franquiste.	
1976 6 janvier : formation de la ville nouvelle de Tres Cantos (proche de Colmenar Viejo). Janvier à mai : formation des groupes parlementaires des Cortes. Printemps : voyage du roi Juan Carlos aux États-Unis. 1 ^{er} juillet : démission de Carlos Arias Navarro. 2 juillet : nomination d'Adolfo Suárez comme président du gouvernement. 5 juillet : Suárez annonce la composition du gouvernement. Juillet : décret-loi proclamant l'amnistie des délits politiques (à l'exception des actes terroristes). 18 novembre : vote aux Cortes de la loi sur la réforme politique. En l'adoptant à une large majorité, les Cortes franquistes se sabordent.	
1977 1 ^{er} janvier : légalisation des syndicats et du Parti communiste espagnol. 15 juin : premières élections législatives de l'Espagne démocratique. L'UCD (parti d'Adolfo Suárez) arrive en tête. Octobre : entretiens et accords de la Moncloa (Madrid) entre les partis politiques. Novembre : la police découvre le complot Galaxia, organisé par Antonio Tejero, qui prévoyait l'enlèvement des ministres pour forcer le roi à un changement de gouvernement. 6 décembre : adoption par référendum de la nouvelle Constitution. L'ETA multiplie les attentats terroristes dans toute l'Espagne 1978 1 ^{er} janvier : accord à Madrid : plus de 200 en trois ans. Enrique Tierno Galván maire de Madrid. Réalisation progressive de l'immense zone commerciale	

1979-1986	ciación Comercial (Zona A), en bordure de la Castellana et en face du stade Santiago-Bernabéu.
1980	Réhabilitation du quartier El Pozo del Tío Raimundo, quartier de squatters, reconstruit en briques. Hommage à l'apôtre de ce quartier et de ses habitants, le père Llanos.
1980-1982	Réouverture du Teatro Español, place Santa Ana, après réhabilitation. Il occupe le local ancien du Corral del Principe.
1980	Apogée de la Movida madrilène.
1980	Érection du premier gratte-ciel (tour BBVA) près du polygone Azca.
29 janvier 1980	: Adolfo Suárez annonce sa démission lors d'un télévisé.
1981	29 février : alors que se déroule aux Cortes le débat d'investiture qui doit désigner Leopoldo Calvo Sotelo comme président du gouvernement, le lieutenant-colonel de la Garde civile Antonio Tejero et son commando font irruption aux Cortes et arrêtent plusieurs députés. La fermeté du roi et le loyalisme des principaux chefs de l'armée font échouer le coup d'État (23-F).
25 février 1981	: Leopoldo Calvo Sotelo est élu président du gouvernement.
1981	Le tableau de Picasso, <i>Guernica</i> , est restitué à l'Espagne.
1981	Visite des Rolling Stones à Madrid.
1982	29 février : début à Madrid du procès des auteurs de la tentative de coup d'État du 23-F.
1983	28 octobre : nette victoire du PSOE aux élections législatives. Premier exemple d'alternance.
1983	Création de la communauté de Madrid, 17 ^e communauté d'Espagne, dont les limites sont celles de l'ancienne province de Madrid.
1983	Inauguration par Tierno Galván du parc Villa Rosa en bordure de la M40, qui sera amélioré de façon continue.
1985	Érection de la tour Europa.
1985	Création de la Pita au nord de Madrid. Plan d'aménagement.
1985	1 ^{er} janvier : entrée de l'Espagne dans la Communauté économique européenne.
1986	Inauguration du Centre national d'art Reina Sofía, qui deviendra plus tard musée national. Création du planétarium.
1986	Construction de la fontaine de la place de la Province.
1986	Érection de la tour Picasso.
1986	14 décembre : grève générale déclenchée par les 2 grands

syndicats, Commissions ouvrières et UGT, qui se 1988 Solidarisent du gouvernement de Felipe González. Madrid ressemble à une ville morte. Le Real Madrid est champion d'Espagne de football pendant 5 années consécutives. 29 juin : Juan Barranco, maire socialiste de Madrid, qui a succédé à Tierno Galván, est renversé par une motion de 1986-1990 est remplacé par Agustín Rodríguez Sahagún, centriste et ancien ministre d'Aldolfo Suárez. Fondation de l'université Carlos III. 25 janvier : au Prado, inauguration de la plus grande exposition Velázquez jamais organisée.	
1990	
Création au nord-ouest de Madrid des parcs Rodríguez-Sahagún (ancienne Huerta del Obispo), La Ventilla et Los Pinos. 1991 Matador colombien César Rincón sort 4 fois en triomphe de la place madrilène de Las Ventas. 1992 Premier train AVE (Alta Velocidad) arrive à la gare d'Atocha. Madrid est la capitale culturelle européenne.	

Vers un nouveau Madrid. Émergence et aménagement d'un espace urbain polycentrique (vers 1980-vers 2010)

Au terme d'une croissance pluriséculaire, la ville de Madrid avait atteint en 1975 une population de 3 228 757 habitants. Cependant, au cours des années qui suivirent, la tendance démographique changea de signe : la population madrilène n'était plus que de 3 158 618 en 1981, de 3 058 812 en 1986, et elle tomba en 1996 à 2 866 850, soit une baisse de plus de 10 % en onze ans. Il est vrai que la crise économique grave des années 1976-1984 n'incitait guère à une immigration ni à la procréation. Lors du troisième trimestre 1984, il y avait à Madrid 349 500 chômeurs, dont 194 200 de moins de 24 ans, malgré le rôle d'amortisseur du secteur public, des métiers de l'éducation, de la recherche et de la santé, qui avaient continué à créer des emplois (plus de 35 000 au total). Or, de 1976 à 1984, 200 000 emplois avaient été détruits. Toutefois, la population de la communauté autonome avait continué à augmenter durant cette période.

Après 1996, la démographie madrilène retrouva quelque élan : 2 938 723 habitants en 2001, 3 155 000 en 2005. Mais ce serait une erreur de croire que la conjoncture économique fut la seule responsable de ces variations de signe contraire. Et malgré la reprise observée, la tendance dominante ne s'était pas démentie : en 1960, la ville de Madrid rassemblait 86,7 % de la population de la province ; en 1975 encore 74,9 % ; mais en 2001, seulement 54,2 % de la province devenue communauté ; et en 2005, 52,7 % ! Et, toujours en 2005, les 27 municipes de la couronne métropolitaine regroupaient 35,7 % de cette population. Ce sont ces communes qui avaient absorbé la quasi-totalité de

la hausse de la démographie³¹⁴.

En vérité, la création en 1983 de la communauté autonome de Madrid, la 17^e et dernière, dont les limites sont purement et simplement celles de l'ancienne province de Madrid, avait été l'occasion d'une révision des relations entre la capitale et l'ensemble de l'aire métropolitaine. Cette création tardive était justifiée, car l'extension géographique de cette communauté n'est pas aussi réduite qu'on le prétend parfois (avec 7 995 kilomètres carrés, elle est beaucoup plus vaste que celle d'anciennes provinces devenues aussi des communautés autonomes, comme la Rioja, la Cantabrie et les Baléares, et même plus étendue que l'ensemble canarien). Quant à sa population, elle n'était inférieure, lors de la création, qu'à celles de l'Andalousie et de la Catalogne.

L'aire métropolitaine de Madrid :

du monocentrisme au polycentrisme

Le document élaboré et publié en 1990, *Madrid, région métropolitaine*, prétend faire de la communauté une région intégrée, efficace, solidaire, d'esprit social-démocrate. Le programme a été, pour l'essentiel, réalisé, sans qu'il y ait eu nécessité de recourir à une planification systématique.

Avant 1980, de nombreux municipes de la communauté n'avaient exercé que les fonctions de villes-dortoirs, à quelques exceptions près. Or ils ont ensuite accédé à des rôles beaucoup plus importants, grâce notamment à une révolution des transports et aux initiatives du secteur public et de plusieurs entreprises de pointe. Beaucoup d'anciens villages-dortoirs sont devenus de véritables villes, voire de « grandes villes » : Móstoles, Alcorcón, Fuenlabrada, Leganés, Getafe. Des villes pourvues de tous les services urbains, souvent excellents, voire de campus universitaires et de centres de haute technologie. Cependant, ces villes ne sont pas indépendantes de Madrid, elles sont intégrées dans un même espace urbain. Quelques exemples : l'université Carlos III de Madrid, fondée en 1989, a commencé ses activités sur deux campus fondés à Getafe et Leganés, complétés par un troisième, Colmenarejo. Or, la majorité de ses étudiants sont de la ville de Madrid. De même que ceux de l'université Rey Juan Carlos, fondée en 1996 : trois de ses quatre campus sont installés dans la zone sud-ouest à Móstoles, Alcorcón et Fuenlabrada, et seul le quatrième est implanté dans le district madrilène de Vicálvaro.

On pourrait de même faire valoir que la Cité de l'image,

les studios de cinéma et la Télévision autonome sont rassemblés à Pozuelo del Alarcón (82 428 habitants), à proximité immédiate des installations de la RTVE espagnole de Prado del Rey. Tandis que la Cité financière du Banco Santander, devenu la banque la plus importante d'Espagne, a choisi le site de Boadilla del Monte (43 413 habitants), où sont venus vivre ses 6 000 employés.

Ces exemples témoignent d'une situation que l'on peut qualifier d'actuelle et dont on donnera bien d'autres applications. Mais quel a été le processus du changement ? Il a été d'une élaboration difficile, a connu des échecs, mais il témoigne aussi de beaucoup d'imagination, d'énergie, de dynamisme, et il a combiné les initiatives des hommes et des femmes de pouvoir et des entrepreneurs du secteur privé.

À l'origine, au cours des années 1980, Madrid se présente comme une « aire métropolitaine monocentrique typique, pourvue d'une ville-centre, siège de toutes les fonctions supérieures ou presque et cible de la majorité des flux de travail, et d'une couronne de villes-dortoirs très rarement autosuffisantes en termes d'emplois, avec de grandes carences en équipements. Au contraire, vers la fin de la première décennie du XXI^e siècle, Madrid a réussi à rendre compatibles le maintien d'un remarquable dynamisme de la ville-centre et un authentique paroxysme de la décentralisation, aussi bien celle de la résidence que celle des activités productrices sur tout son territoire³¹⁵ ». Cette transformation s'est accomplie à la faveur du renouveau économique qui s'est produit à partir du milieu des années 1980, puis s'est accéléré de 1997 à 2007... jusqu'à la crise.

Les obsessions des années 1980 : politique du logement et transports

Lors de la campagne des élections municipales de 1979, avant la création de la Communauté autonome de Madrid, il n'est guère question que de la politique du logement. Les candidats au gouvernement de Madrid pensent d'abord, non sans raison, au « remodelage des quartiers » : il faut créer d'urgence 40 000 logements répartis dans les quartiers en difficulté. La municipalité élue les réalise à raison de 4 000 par an et les cède en propriété à des conditions assez avantageuses, car il s'agit de solder la « dette sociale ». Cependant, comme il faut aller vite pour reloger sur place les habitants qui revendiquent le droit au logement, la priorité a été donnée aux barres et aux tours³¹⁶.

Au-delà de ces réalisations d'urgence, le nouveau plan d'aménagement approuvé en 1985 se proposait à la fois de freiner la spéculation sauvage et d'arrêter la fuite des jeunes ménages de condition modeste vers les cités-dortoirs situées dans un rayon de 5 à 25 kilomètres du noyau central de la capitale, fuite qui expliquait précisément, partiellement au moins, la baisse de population de Madrid constatée à partir de 1981. En même temps, chaque commune de plus de 50 000 habitants recevait entière compétence pour décider d'un plan général d'aménagement urbain comportant le classement des sols, le système de viabilité, la protection des espaces verts, celle de l'environnement et du patrimoine historique. On pouvait espérer de la sorte une qualité très améliorée des logements construits dans l'aire métropolitaine. Mais le gouvernement régional dut combattre vigoureusement les excès provoqués par la fièvre urbanisatrice de certaines communes lors du paroxysme de « l'économie de la brique », par exemple Arroyomolinos, Brunete ou Navalcarnero³¹⁷.

L'administration s'efforça de susciter la formation de consortiums immobiliers, organismes aménageurs qui mobilisaient des associations de tous ordres (syndicats, coopératives...) pour acheter des parcelles dans les îlots déjà viabilisés. Tels furent les cas de Madrid Sud (113 hectares) à partir de 1987 et de Valdebernardo, qui, gérés en commun par la communauté autonome et par la ville de Madrid, produisirent respectivement 6 980 et 6 000 logements. Au total, la communauté lança, de 1990 à 1995, treize projets qui permirent la construction de 36 384 logements, surtout situés dans la zone sud, la plus déstructurée, et qui échurent à des populations dotées de revenus faibles ou moyens. Les îlots n'étaient pas très denses et disposaient d'espaces privatifs utilisés comme aires de repos ou de jeux pour les enfants³¹⁸.

Naturellement, ni la communauté ni la ville de Madrid ne se préoccupèrent du cas des familles à revenus élevés, qui recherchaient une installation dans des secteurs privilégiés, notamment dans la zone nord et nord-ouest. Il s'agit en particulier des « communautés fermées » qui comportaient des appartements ou « chalets » privés, services et équipements communs à caractère réservé, fonctionnement autonome (entretien, administration, services de sécurité, énergie, égouts), et qui étaient gérés par des copropriétaires d'origine sociale homogène, dont la vie en commun était

régie par des règles spécifiques acceptées par tous. Ces communautés, dont l'accès était limité, recherchaient un emplacement à proximité des voies rapides et le voisinage d'espaces forestiers. Parmi elles, signalons les « communautés de luxe » apparues dès les années 1965-1969. D'autres se constituèrent de 1970 à 1979, et même après 1980, mais ces dernières étaient peu nombreuses. On a dénombré 21 communautés de ce genre, qui rassemblèrent au total 7 791 parcelles dotées chacune de 1 500 à 2 500 mètres carrés, et qui logeaient 30 000 personnes tout en générant 10 000 emplois³¹⁹.

Les milieux dirigeants, publics ou privés, avaient compris que la décentralisation de l'aire métropolitaine, qu'il s'agisse de la résidence ou des activités productrices, exigeait une politique des transports audacieuse et cohérente. Il faut reconnaître qu'ils surent répondre à ce défi.

C'est au début de cette période que fut aménagée la première voie de ceinture, la M30, qui sépare les quartiers du centre de Madrid des quartiers périphériques de la ville, par exemple, à l'est, Ventas, Vallecas, Palomares. Sur le flanc ouest, à l'ouest du palais royal, la M30 et le Manzanares séparent le noyau le plus ancien de la ville des parcs et de la Casa de Campo. Au nord, la M30 devient une avenue très urbanisée ; à l'est, elle se glisse dans le lit de l'Abroñigal et a fait disparaître les bidonvilles du premier ^{xx}e siècle. Enfin, au sud, elle longe le Manzanares dont le lit a été canalisé. Ce secteur abrite les industries polluantes et offre un habitat à bon marché. Le stade Vicente-Calderón (temple de l'Atlético de Madrid) enjambe la M30 par un portique de 6 mètres en béton armé, réalisé de 1969 à 1972. Au début des années 2000, le président de la communauté autonome, élu en 1995 et réélu en 1999, Alberto Ruiz Gallardón, a lancé un plan ambitieux d'amélioration de la M30, qui devait notamment doubler le nombre de ses voies et l'enfouir sous la rivière sur une longueur de 6 kilomètres. Mais ce projet, trop autoritaire, fut réalisé de façon précipitée et les résultats prêterent à contestation (accidents en hausse, inondations). De plus, ce chantier aggrava l'endettement de Madrid... à la veille de la crise³²⁰.

Par bonheur, les politiques de transports de la communauté et de la ville ont souvent obtenu des résultats remarquables. Une deuxième voie circulaire, la M40, longue de 63 kilomètres, qui recoupe les routes radiales tracées à partir du centre vers la périphérie, par exemple l'A42 vers

Tolède et plusieurs *autovías* qui desservent des localités de banlieue (Villanueva de la Cañada, Colmenar Viejo...), a été entièrement réalisée, et la troisième, la M50, a été commencée. Le réseau du métro a été considérablement amplifié de 1995 à 2007, en application du plan d'extension du métro de Madrid, et il dispose désormais de 276,5 kilomètres de lignes au lieu de 161. Signalons surtout la ligne circulaire Métro sud, qui relie entre elles les villes suburbaines du sud (Leganés, Fuenlabrada, Getafe, Alcorcón et Móstoles). Sur le même modèle sont prévues Métro nord, vers Alcobendas et San Sebastián de los Reyes, et Métro ouest, qui doit desservir les communes du couloir du Henares. Une bretelle du métro atteint l'aéroport de Barajas, dont le terminal 4 a été achevé en 2007. Le réseau des Cercanías (« alentours »), comparable au RER parisien, géré par la Renfe, a été développé de façon considérable (386 kilomètres, 100 gares), et plusieurs de ses lignes franchissent les frontières de la communauté. En 2005, il transportait quotidiennement 1 million de voyageurs. La communauté, pour sa part, a créé des lignes d'autobus qui desservent les villes voisines de Madrid.

D'une certaine façon, la modernisation très réussie en 1992 de la gare d'Atocha, qui est à la fois une gare internationale, la gare du Midi et une gare de Cercanías, fait partie de la politique des transports. L'architecte, Rafael Moneo³²¹, a transformé le grand hall de la gare en un agréable jardin d'hiver de quelque 7 000 plantes, dont des palmiers. On sait que le 11 mars 2004, cette gare a été la cible d'attentats atroces commis par des terroristes islamistes : les dix bombes qui ont explosé ont fait près de 200 morts et plus de 1 100 blessés. Un mémorial rend hommage aux victimes, toutes identifiées.

Un nouveau Madrid

Les politiques du logement et des transports qui ont visé de façon préférentielle l'aire métropolitaine ne peuvent faire oublier les transformations de la ville de Madrid, qu'il s'agisse du centre ou de la périphérie. Les plus remarquables concernent les immeubles de prestige, les chantiers culturels et les espaces verts. En revanche, l'architecture religieuse a manqué de créativité : depuis l'église de Saint-Pierre-Martyr de Alcobendas (une église de banlieue, d'ailleurs), conçue pour les dominicains par Miguel Fisac, qui évoque le vol d'un oiseau, et dont le campanile attire les regards, il n'y eut

guère que la monumentale église de Santa María de la Merced, construite sur les plans de Francisco Javier Sáenz de Oiza, de 1949 à 1966, pour faire preuve d'originalité, grâce surtout à son frontispice perpendiculaire à l'axe de la Castellana et à son beau retable qui suggère une ascension spirituelle. Cette faiblesse de l'art religieux peut correspondre au déclin du catholicisme à Madrid : sur la carte de l'assistance à la messe dominicale des années 1965-1974, la Nouvelle-Castille (dont Madrid fait partie) affiche le taux le plus bas : 17,6 %³²².

Les immeubles de prestige ont pour la plupart choisi de prolonger l'univers vertical de la Castellana, dont la première phase fut le polygone Azca, encadré au nord par la tour Europa édifée en 1985 (120 mètres de hauteur et 30 étages), et au sud par la tour de la BBVA (Banque de Bilbao) construite en 1981, un peu moins haute avec ses 108 mètres de hauteur et ses 31 étages. En face de la BBVA, le Palais des congrès et expositions, qui date de 1970, affiche une horizontale éclairée par la grande peinture murale de Joan Miró. Entre les deux, la tour Picasso (1988), avec ses 156 mètres d'élévation et ses 43 étages, présente un modèle original par sa manière de capturer la lumière entre les éléments verticaux d'une blancheur éclatante. De la place Lima, entre Azca et le stade Santiago Bernabéu, on a une belle vue d'ensemble sur le polygone.

En continuant la Castellana en direction du nord, au-delà de grandes artères perpendiculaires comme General Perón et General Yagüe, à la hauteur de la rue Sor Ángela de la Cruz, la place du Cuzco propose une nouvelle structure verticale de grande élégance, le Cuzco IV, formé de trois blocs de hauteur différente dont les décalages mettent en valeur les volumes. Un peu plus au nord, le vaste espace circulaire de la place de Castille est curieusement dominé par les tours inclinées (appelées KIO en hommage à l'initiative koweïtienne qui les a suscitées en 1993) et qui se font face. Plus au nord encore, voici, sur les terrains de l'ancienne Cité sportive du Real Madrid, les 4 tours de la Cuatro Torres Business Area, expression d'une architecture d'avant-garde, qui atteignent des hauteurs jusqu'alors inconnues en Espagne (250 mètres pour la Caja, 249 pour la tour de Cristal, 236 pour la Sacyr et 223 pour la tour Espacio, qui compte le plus grand nombre d'étages et dont les surprenants effets optiques ressemblent à ceux de la tour de Cristal). Centre d'affaires dont les lendemains de la crise

actuelle définiront l'avenir... car, en 2010, ces 4 tours n'étaient que partiellement occupées³²³.

Le « Madrid des gratte-ciels » ne doit pas faire oublier les entreprises de rénovation urbaine qui ont concerné de nombreux quartiers de la capitale, ceux du *casco* ancien comme d'autres plus récents. Ces rénovations ont été particulièrement importantes en 1992, dans la perspective de Madrid 92, capitale européenne de la culture : palais de Linares, sur la place de Cibeles, pour y installer la Maison des Amériques ; rénovation des peintures de la Casa de la Panaderia, un des édifices emblématiques de la Plaza Mayor ; restauration des façades de plusieurs palais seigneuriaux (palais de Viana, qui fut résidence des ducs d'Albe, palais Villahermosa réhabilité et conditionné par Rafael Moneo pour recevoir les collections de Hans Heinrich Thyssen-Bornemisza de Kászon, héritées de son père mais enrichies par ses soins et ceux de son épouse Carmen Cervera). La restauration du marché de la porte de Tolède faisait aussi partie des grands projets de 1992 : elle avait été conçue comme un rassemblement de boutiques de luxe, et surtout d'antiquités de grande qualité, mais, 10 ans plus tard, une dizaine de boutiques seulement résistaient, alors que le projet en espérait une centaine. Si les restaurations prévues en 1992 ont permis d'exhumer les restes de la muraille arabe, près de la cathédrale de la Almudena, la transformation de cette cathédrale et celle de la caserne du Comte-Duc (sur la place des Gardes du Corps) ont été des échecs. À l'inverse, la *ronda* de Valencia, qui s'évade du quartier de Lavapiés, a été l'objet d'une réhabilitation réussie dont la Casa Encendida est le meilleur exemple³²⁴.

Si les enceintes sportives n'ont pas été oubliées (voir le nouveau stade d'athlétisme réalisé sur les plans des architectes Antonio Cruz et Antonio Ortiz, deux Sévillans), les réalisations culturelles ont été sans doute la marque la plus spectaculaire de cette fin de *xx^e* siècle à Madrid. On songe surtout aux musées de peinture, dont les nouveautés ont encore accru l'attrait exceptionnel de Madrid pour les amateurs d'art plastique. Ce fut d'abord l'ouverture en 1992 du musée Thyssen-Bornemisza déjà évoqué. Chaque année, des centaines de milliers de visiteurs assiègent ce haut lieu de l'art, proche à la fois du Prado et du Reina Sofía.

Ce fut ensuite le Prado lui-même, dont les travaux d'agrandissement ont été conclus en octobre 2007. Les aménagements du sous-sol, dont les installations sont

ultramodernes, et de l'ancien cloître du couvent des Jerónimos (hiéronymites), dirigés cette fois encore par Rafael Moneo, font que le musée dispose désormais de 15 700 mètres carrés utiles. Il peut exposer 500 toiles de plus que précédemment, résultat important pour un musée dont plusieurs milliers des œuvres possédées dorment dans les réserves. Le Reina Sofía a été également agrandi avec bonheur selon les plans de Jean Nouvel.

Le musée de la Science et de la Technologie, installé à côté du musée du Chemin de fer dans l'ancienne gare de Delicias, a été inauguré en 1997 avec une exposition intitulée « Ouvrons les portes de la science ». Quatre ans plus tôt, en 1993, c'était la maison habitée pendant trente ans, jusqu'à sa mort en 1635, par Lope de Vega, aménagée en musée afin d'évoquer la vie quotidienne et l'environnement du *fénix de los ingenios*, qui avait été ouverte aux visiteurs. Le vieux marché au poisson, près du Rastro, transformé par Juan Navarro Baldeweg, est devenu un centre commercial élégant pourvu de galeries d'art. En 2008 un nouveau centre culturel, baptisé Leguidù (par référence au centre Pompidou), a été ouvert dans l'édifice de l'ancienne brasserie El Águila³²⁵.

Les édiles madrilènes ont fait de grands efforts à la fin du ^{xx}e siècle pour donner à leurs administrés les plaisirs renouvelés de la verdure et de l'eau. Quoique Madrid ait déjà disposé de nombreuses fontaines à la fin de la guerre civile et dans les dernières années du franquisme, la tradition des eaux courantes et des jets d'eau, liée aux origines même de la ville, est si forte à Madrid que de nouvelles fontaines ont jailli dans la ville au cours des dernières décennies. Et, curieusement, l'essor du trafic automobile a contribué à ce mouvement : « À partir des années 1960, les fontaines ornementales s'érigent au centre des places comme éléments régulateurs du trafic. » Voici la fontaine des Dauphins, sur la place de la République Argentine, dessinée par Manuel Herrero Palacios, avec ses six dauphins de bronze qui surgissent de la vasque autour d'un puissant jet d'eau vertical. En 1970, on inaugura la fontaine Saint-Jean-de-la-Croix sur la place éponyme, avec ses nombreux jets d'eau en forme d'amphores ou bouches de dauphins. Et la même année, la fontaine de Jiménez Díaz, ornée d'un monolithe à l'effigie du titulaire, pourvue d'un grand bassin rectangulaire et de trois jets d'eau, fut mise en service au débouché de la rue Isaac Peral sur la place du

Christ-Roi. La fontaine du musée de Sculpture à l'air libre, sous forme de cascade, apparut en 1971. Et pendant les années 1970 fut réalisée, sur la place Mariano de Cavia, la fontaine des Mouettes (Gaviotas), avec un bassin en granit circulaire surmonté de mouettes dont la force de l'eau déplie les ailes. Tandis que, construite en 1975, la fontaine des Cygnes, sur la Red de San Luis, était ornée de trois couples de cygnes prêts à l'envol et de sept jets d'eau. Mais la circulation piétonnière a provoqué sa disparition.

Ce mouvement de création continue de jeux d'eau ne s'est pas interrompu : en 1986, inauguration de la fontaine de la place de la Province pour commémorer l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne : bassin circulaire entouré de bancs de granit et de fer, adossé à un mur de granit qui portait une inscription datée. En 1991 apparaît la fontaine-cascade de la rue du Sacramento, puis en 1995, la grande fontaine de la place de Castille avec un bassin circulaire de 50 mètres de diamètre, un geyser de 32 mètres de hauteur et 16 jets d'eau. Cette fontaine fut malencontreusement remplacée en 2009 par le colosse de Calatrava, d'un certain intérêt technique, mais d'une esthétique contestable.

On pourrait évoquer d'autres fontaines construites pendant cette période. On observera seulement que la municipalité a décidé de maintenir la forte tradition des fontaines madrilènes, de sorte que pendant les années 1990 et 2000, bien d'autres fontaines sont apparues sur les gloriettes de Bilbao et de San Bernardo, les places de Chamberi, d'Alonso Martínez, de Legazpi³²⁶...

La ville a eu tout autant le souci des espaces verts. Elle disposait déjà d'un capital important avec le Retiro, ses pièces d'eau, ses arbousiers, ses châtaigniers et ses chênes, ses nombreuses aires de jeux pour les enfants, et la vaste Casa de Campo, jardin de style anglais qu'affectionnent cyclistes et patineurs. Le jardin botanique et ses 5 000 espèces a été préservé et bien d'autres parcs ou jardins sont nés : le parc Tierno-Galván près de la gare d'Atocha, créé sur un ancien dépotoir ; le parc El Capricho, qui évoque le XVIII^e siècle ; Madrid Río, un espace vert long de 10 kilomètres, enrichi de diverses attractions, qui longe le tunnel de la M30 ; la Dehesa de la Villa au nord ; la Quinta de los Molinos, manière de parc historique ; le parc d'Arganzuela, près de la porte de Tolède, qui date de 1969, mais qui a été agrandi en 1990 grâce aux terrains de l'ancien abattoir municipal et qui possède un jardin d'hiver abritant

900 espèces tropicales. Enfin, non loin de Barajas, l'immense parc de loisirs Juan Carlos I (220 hectares), qui associe les arbres (120 000), les jardins thématiques très fleuris, les œuvres d'art (17 sculptures à l'air libre, commandées à des artistes de réputation internationale), et les eaux calmes, courantes ou jaillissantes. Le parc abrite la plus grande fontaine de Madrid et d'Espagne, dite fontaine Cybernétique, construite par José María Guijarro et Rafael Chamorro : inaugurée en 1992, elle possède un bassin de 90 mètres de long sur 30 de large et 90 centimètres de profondeur, avec 300 jets d'eau entourant un geyser qui projette l'eau à 30 mètres de hauteur ; une ria longue de 1 900 mètres court à travers le parc, s'attarde dans la traversée des étangs, croise un canal. La rumeur des cascades anime le parc où une voûte liquide formée par 30 jets d'eau paraboliques maintient une fraîcheur permanente. Le parc possède encore un amphithéâtre de plein air dû à Fernando Alba et il jouxte un grand parc des Expositions³²⁷. Encore faudrait-il préciser que le plan des parcs métropolitains préparé en 1985 a prévu toute une gamme de parcs dispersés dans l'espace métropolitain, dont plusieurs existent déjà : le parc de Polvoranca à Leganés, la Dehesa Boyal à Parla, le Parque lineal Culebrero installé dans le talweg d'un ancien ruisseau. Certaines villes nouvelles, telle Loranca, sont d'ailleurs qualifiées de « cités-jardins ».

Décentralisation résidentielle et polycentrisme économique

Comme suggéré au début de ce chapitre par quelques exemples (la cité financière de Boadilla del Monte, la Cité de l'image à Pozuelo de Alarcón), l'originalité de la période 1980-2007 (retenons 2007 à cause de l'irruption de la crise mondiale) tient à la décentralisation résidentielle qui entraîne celle de l'offre de services, d'éducation et de loisirs, et au polycentrisme économique favorisé par les choix de nombreux dirigeants de grandes entreprises.

La décentralisation résidentielle souhaitée a été d'une grande ampleur, puisque des agglomérations qui n'étaient que de modestes bourgades en 1960 sont devenues des villes importantes, qui approchent les 200 000 habitants : Fuenlabrada (197 836), Leganés (184 209), Getafe (167 169) ou Alcorcón (167 967), ou même les dépassent : Móstoles (206 478), selon les données du recensement de 2009.

Ces villes sont précisément les pilotes du secteur sud-ouest

de l'aire métropolitaine de Madrid, sans nul doute celui dont les transformations ont été les plus spectaculaires : amélioration évidente de la qualité de la vie et multiplicité des fonctions économiques sont sans doute les effets les plus visibles d'une évolution favorisée par l'abondance et la diversité des transports. C'est une population de 1 million de personnes qui s'est installée dans cette zone dont l'urbanisation récente a valeur de modèle. Les administrations publiques, quelle qu'ait été la couleur politique du gouvernement (PSOE ou PP), ont fortement contribué à cette mutation, qu'il s'agisse des infrastructures, du transport (*autovías*, lignes ferroviaires de *cercanías*, autoroutes circulaires M40 et M50), des universités, des hôpitaux ou du logement. Et le secteur privé a répondu aux initiatives publiques par d'importants investissements. Cette zone s'est ainsi libérée de la dépendance de Madrid-Centre en matière d'équipements essentiels et, longtemps considérée comme archétype des « quartiers défavorisés », elle se distingue depuis le début du XXI^e siècle par sa qualité de vie et la très grande diversité des fonctions économiques qu'elle remplit. Il semble bien que l'offre abondante de terrains de qualité, adaptée à tous les usages, a été décisive dans cette mutation.

Après l'échec de quelques tentatives de promoteurs privés (Zarzaquemada à Leganés, Urbanización Nueva Versalles à Fuenlabrada), et compte tenu du déchaînement de la spéculation, le moteur décisif des opérations a été, dans les années 1990, l'accord conclu entre la Communauté autonome et les mairies pour constituer des consortiums d'urbanisation qui disposeraient de terrains réservés, destinés de préférence à l'habitation (« protégée » légalement en général), et cela à un prix raisonnable : 3 000 hectares de terrain résidentiel capables de recevoir 70 000 logements ont ainsi été réservés.

L'une des premières réalisations permises par ce système, et certainement l'une des plus réussies, a été la cité-jardin de Loranca, entre Fuenlabrada et Móstoles, commencée en 1994, édifiée sur le chantier libéré par la démolition de la Nouvelle-Versailles, et conçue comme « une ville pour y vivre totalement », qui prétendait résoudre tous les besoins de la population. Au total, la cité-jardin de Loranca a livré 7 728 appartements, de régimes différents (des prix encadrés aux prix libres). La cité-jardin mérite son nom car les espaces verts, très bien répartis, y tiennent une grande place

(73 % de la superficie). Mais l'originalité de l'ensemble tient à la diversité des habitats proposés qui voisinent de façon harmonieuse : tours, immeubles collectifs à 2, 3, 5 ou 6 étages ; chalets individuels... Au total, 40 variantes ! Terrains de sport et piscines complètent le quartier.

Plusieurs autres complexes urbanisés ont été réalisés en application de ce système, à quelques nuances près : parmi les plus anciens, Leganés Nord (3 984 logements), El Bercial à Getafe, plus récemment Parla Est, avec 12 000 logements sur 250 hectares et l'option de l'habitat vertical.

L'opération la plus considérable de la zone a été le plan d'aménagement urbain Arroyo Culebro, lancé dans les années 1990. Longé par la M50, il s'étend sur une superficie de 1 299 hectares et sur une longueur de 12 kilomètres, de sorte qu'il concerne à la fois les municipes de Leganés, Fuenlabrada, Getafe et Pinto. Il associe des zones résidentielles, des zones de reboisement, des espaces de loisirs et des activités économiques.

C'est dans ce secteur sud-ouest de l'aire métropolitaine qu'ont été créées, nous l'avons vu, l'université Carlos III (1989) et l'université Rey Juan Carlos (1996). Ces deux universités ont collaboré avec l'Université polytechnique de Madrid et la communauté pour créer le réseau des parcs scientifiques et technologiques de la Communauté de Madrid. Ces parcs TecnoLeganés, TecnoMóstoles, TecnoGetafe, évidemment assortis de laboratoires, ont pu accueillir de nombreuses entreprises industrielles et commerciales, souvent innovantes ; par exemple l'usine d'Eads-Casa, l'une des entreprises phares de l'aéronautique, ou le centre technologique de Repsol, qui domine l'industrie des carburants en Espagne. Contribution de qualité à la diversification des fonctions économiques de la zone, comme le centre commercial Parc Ouest, qui offre de vastes surfaces à de grandes entreprises telles que Alcampo, Leroy Merlin, Decathlon, Mediamarkt. Par ailleurs, l'un des campus de l'université Rey Juan Carlos, celui d'Alcorcón, est le siège de l'hôpital Fundación Alcorcón, de sorte que ce campus se spécialise dans les sciences de la santé³²⁸.

Au nord et au nord-ouest de la capitale, traditionnellement choisies par les classes privilégiées comme lieu de résidence et de loisir, sans doute en raison de la proximité des sierras (Guadarrama surtout et Gredos) et des meilleurs terrains de chasse, la préoccupation résidentielle est restée longtemps dominante et l'autoroute

de La Corogne est demeurée, durant de longues années, l'axe majeur de cet habitat d'élection. On a déjà vu d'ailleurs que cette aire géographique était la préférée des « communautés de luxe » qui avaient fui les airs viciés de la capitale. Cependant, à partir des années 1980, ces zones sont devenues le secteur d'implantation des « îles tertiaires » et d'industries de pointe propres qui ont recherché à la fois l'agrément résidentiel pour leurs cadres et leurs employés, qui pouvaient privilégier un habitat individuel, le voisinage de voies rapides à destination de Madrid, de Barcelone... des côtes ou des frontières, des possibilités considérables de loisirs. Autre avantage : la proximité d'universités privées (San Pablo-CEU, Europea de Madrid, Francisco de Vitoria, Antonio Nebrija, Alfonso X el Sabio) et un choix très ouvert de collèges secondaires privés d'excellente réputation. De la sorte, le nord et le nord-ouest ont participé, quoique dans une mesure moindre, à la diversification des fonctions de l'aire métropolitaine dont le polycentrisme est devenu une référence de définition. On remarque cependant que l'urbanisation de cette zone a été beaucoup plus modeste : aucune des villes, même parmi les plus anciennes, n'atteint 100 000 habitants au recensement de 2009. Pozuelo de Alarcón : 82 428 ; Las Rozas : 86 428 ; Majadahonda : 68 110 ; Colmenar Viejo : 43 700 habitants.

Au nord, les seules réalisations d'importance économique ont été d'abord la Cité des télécommunications d'Alcobendas, à proximité de l'aéroport de Barajas, qui rassemble les 14 500 employés de ces professions, et qui est flanqué d'Acciona, musée interactif de la Science ; plus tard, la ville nouvelle de Tres Cantos, située sur le territoire municipal de Colmenar Viejo, dont elle s'est affranchie en 1991. Son essor a été retardé par la crise économique de la fin des années 1970. Mais son incorporation en 1983 dans la Zur (Zone de réindustrialisation urgente) lui a valu des avantages fiscaux et des incitations économiques, notamment, en 1985, l'implantation du Parc industriel de technologie avancée (Pita), qui dispose de 29 hectares et peut accueillir des industries innovantes, comme l'entreprise ATT-Microélectronique (société née d'une coopération entre Espagnols et Nord-Américains), installée en 1986, puis, en 2001, l'entreprise BP Solar, qui fabrique des panneaux solaires. De la sorte, Tres Cantos (40 606 habitants en 2009), bien desservie par la route et le chemin de fer, témoigne d'un bon équilibre entre population et emploi et d'une

qualité de vie appréciable.

L'ampleur de l'expansion de l'aire métropolitaine vers le nord-ouest

Les implantations économiques ont été souvent précédées, dès les années 1960-1980, par des urbanisations fermées, de très faible densité, habitées par des familles de niveau social très élevé – La Florida, Somosaguas, Las Lomas, Urbanización del Golf –, puis accompagnées par des implantations immobilières de style *high middle class*. Le parc monothématique consacré au secteur audiovisuel, qualifié de Cité de l'image, a colonisé une partie considérable du municipe de Pozuelo de Alarcón, telle la zone de Prado del Rey, avec les installations de RTVE, de la Télévision autonome (Telemadrid), qui ont attiré plusieurs entreprises pilotes de cette branche (Hispavox, Videomedia, Televisa), et finalement, en 1998, Kinopolis, grand complexe de présentation de films avec ses vingt-cinq salles. Plusieurs centres de loisirs ont surgi dans les environs immédiats : Heron City à Las Rozas (cinémas, bowling, gymnase, boutiques, restaurants), Equinoccio à Majadahonda, de même que le parc d'entreprises de Las Rozas, de 226 hectares. Mais sa création coïncida avec un cycle de récession (1992-1997), de sorte qu'il y eut sur le marché une offre très excessive de bureaux. Une partie des terrains furent transformés en complexe résidentiel, tandis que la Fédération royale espagnole de football profitait de l'aubaine (120 000 mètres carrés) pour installer ses bureaux dans cette zone privilégiée où, curieusement, nombre de joueurs célèbres avaient planté leur tente !

On a déjà évoqué la Cité financière du Banco Santander érigée à Boadilla del Monte, au voisinage d'une belle forêt de chênes verts, pourvue de crèches, restaurants, cafétérias, équipements sportifs.

La mutation fonctionnelle des anciens villages ou villes-dortoirs en organismes urbains à part entière, qui offrent un bon équilibre entre population et emplois et disposent de tous les services désirables, y compris campus universitaires, hôpitaux, installations sportives et loisirs, n'a pas supprimé la nécessité de ces villes-dortoirs pour ceux qui n'ont pu trouver un logement acceptable dans les quartiers du centre de Madrid où les appellent leurs activités professionnelles. Pour répondre à ces besoins est née une deuxième génération de villes-dortoirs au-delà de la première

couronne : ces localités s'efforcent parfois de se doter d'activités économiques capables de retenir en permanence sur place une partie de leurs habitants. Les plus importantes et les plus caractéristiques de ces agglomérations sont Pinto, Brunete, Villanueva de la Cañada, Arroyomolinos, Sevilla la Nueva et Navalcarnero. Leur fonction première est résidentielle et le grand boom immobilier 1997-2007 explique leur essor rapide, stimulé par le Pret (*Plan regional de estrategia territorial*) défini par la communauté de Madrid en 1996, et qui lança des programmes considérables de logements à Arroyomolinos (3 950 logements) et Navalcarnero (1 596 logements), tout en favorisant l'implantation d'activités économiques liées au commerce et aux loisirs. Programmes dont les éléments les plus tardifs ont été menacés ou détruits par la crise déclenchée en 2008. Ainsi, le vaste programme d'extension prévu à Navalcarnero a dû être suspendu³²⁹.

Observons la grande diversité de ces nouvelles implantations : Navalcarnero a un passé historique, un patrimoine monumental notable, un vignoble de qualité, et les activités de nature industrielle ou de type tertiaire ont dans cette petite ville (21 584 habitants en 2009) une certaine importance. À l'inverse, Sevilla la Nueva s'est constituée autour d'un noyau rural très modeste, proche d'un espace sylvestre bien conservé.

De plus, à la frontière de l'aire métropolitaine, au long du « couloir sud », voire sur le territoire contigu de Tolède s'est développée une zone mixte où les activités rurales traditionnelles (Griñón, Cubas) coexistent avec de petits polygones industriels et des zones résidentielles : Carranque (déjà dans la province de Tolède) est un bon exemple de cette hybridation « ruraine ».

Changement politique

À partir de la création de la communauté de Madrid en 1983, le poids du pouvoir central sur l'aménagement de l'aire métropolitaine s'est affaibli et l'avancement des dossiers et des réalisations a surtout été assuré par la collaboration du pouvoir régional et du pouvoir municipal. Cependant, lorsque les trois pouvoirs procédaient du même parti (le PP), ce qui fut le cas de 1996 à 2004, et en dépit des rivalités personnelles, la circulation de l'information et les procédures administratives étaient plus rapides. On ne peut ignorer le rôle important joué par plusieurs

personnalités. Citons Alberto Ruiz-Gallardón, membre du Parti populaire, président élu de la communauté de Madrid en 1995, réélu en 1999, puis élu maire de Madrid en 2003, réélu en 2007 et même en 2011, avant que sa nomination comme ministre de la Justice ne provoque sa démission. De son côté, première femme en Espagne à exercer de telles responsabilités, Esperanza Aguirre fut élue sénatrice, puis nommée ministre de l'Éducation et des Sciences dans le premier gouvernement Aznar de 1996 à 1999 ; présidente du Sénat de 1999 à 2003, elle succéda à Ruiz-Gallardón comme présidente de la communauté de Madrid et fut réélue en 2007. Ainsi, en 2009, il y avait déjà 14 ans que la communauté était dirigée par le PP et 18 ans qu'il en était de même pour la ville de Madrid, car, en 2003, Ruiz-Gallardón avait succédé à José María Álvarez del Manzano, lui-même maire de Madrid depuis déjà 12 ans. L'élection en 1991 de cet ancien député au Parlement européen, qui suscitait la sympathie et avait rempli plusieurs mandats électifs sur le plan international, avait marqué un tournant important dans la vie politique madrilène : d'une part, le PSOE était atteint par l'usure du pouvoir et par l'implication de quelques-uns de ses membres dans des affaires douteuses ; d'autre part, l'électorat de la capitale exprimait une réelle lassitude face à l'insécurité (poursuite des attentats meurtriers de l'ETA), aux ravages de la drogue et de la délinquance.

Depuis la fin de la dictature de Primo de Rivera, Madrid avait manifesté une préférence évidente pour les idées de gauche et leurs interprètes. Cette préférence s'était exprimée pendant les années de la II^e République, puis de nouveau après la mort du général Franco, une fois achevée la transition. Les élections générales de 1977, puis les élections municipales de 1979 et de 1983 l'avaient bien montré. Aux élections générales de 1977, les partis de gauche avaient recueilli dans la commune de Madrid 51 % des suffrages ; aux élections municipales de 1979, le PSOE avait obtenu 39,3 % des votes et le PCE 14,6 %, soit un total de 53,9 % pour la gauche. Cet avantage s'était légèrement accru aux élections municipales de 1983 : 54,84 % au total, dont 48 % pour le seul PSOE.

Les élections autonomiques de 1986 annonçaient l'évolution de l'électorat. L'Alliance populaire (qui devint ensuite le PP) l'emporta nettement et les élections municipales de 1991 confirmèrent le changement : le PP à

lui seul obtint 47,17 % des suffrages et la coalition de droite et du centre eut une large majorité, ce qui explique l'élection cette année-là comme maire de Madrid de José María Álvarez del Manzano. Dès lors, et même lorsque le PSOE remporta en 2004 les élections générales, la droite conserva la direction de la communauté autonome et de la ville de Madrid. Il est évident que la permanence, au pouvoir à la tête de la municipalité de Madrid et de la communauté, de personnalités de qualité, qui partageaient une vision politique relativement proche, assura aux politiques d'aménagement urbain une continuité réelle, condition nécessaire sinon suffisante d'efficacité. Les personnalités de gauche collaborèrent d'ailleurs à plusieurs des projets³³⁰.

Drames, drogues et divertissements

En dépit du démantèlement du commando Madrid, et quelle que soit la couleur du gouvernement, l'ETA continua à tuer pendant les années 1990, et notamment à Madrid. Pourtant, depuis 1992, depuis le coup de filet de Bidart, qui, en 1992, avait permis le démantèlement complet de l'état-major de l'ETA grâce à la collaboration de la police française, l'organisation terroriste basque ne pouvait plus compter sur le « sanctuaire » français. Une antenne permanente de la Garde civile et de la police espagnole s'était installée à Pau et la police française collaborait avec elle. Les Français avaient découvert à Cahors un atelier où l'ETA fabriquait des voitures prêtes à être piégées. Ce qui ne l'empêcha pas, le 21 juin 1993, de réussir à Madrid un double attentat qui fit sept morts. Puis, au matin du 28 avril 1995, les terroristes basques firent exploser une voiture piégée sur le passage du véhicule blindé où avait pris place José María Aznar, le leader du PP ; la qualité du blindage sauva la vie d'Aznar, qui ne fut que légèrement blessé à la tête. Le 11 décembre de la même année (1995), une voiture piégée explosa à l'approche d'un autobus de l'armée, tuant huit hommes. Cependant, en 1998, l'ETA décida une trêve et le gouvernement répondit par un geste de bonne volonté en décidant le transfert dans la péninsule de vingt et un prisonniers de l'ETA détenus aux Canaries, aux Baléares, à Ceuta ou Melilla. Mais le temps d'une véritable paix n'était pas encore venu³³¹.

La petite délinquance classique (pickpockets du métro, des gares ou de l'aéroport) n'est pas plus développée à Madrid que dans les autres grandes capitales, elle le serait même

plutôt moins. En revanche, la drogue est un authentique fléau dont souffre notamment la jeunesse madrilène – les filles à peine moins que les garçons. Il ne s'agit pas seulement du cannabis : la consommation d'une drogue dure telle que la cocaïne, qui a beaucoup augmenté au temps de la Movida, est probablement plus élevée à Madrid que dans toutes les autres capitales européennes. La relation entre drogue et Movida explique sans doute que les dirigeants conservateurs de la communauté ou de la municipalité ne manquent pas une occasion d'affirmer que la Movida appartient au passé.

J'ai déjà souligné le rôle essentiel que Madrid joue désormais dans l'évolution culturelle du pays. Il est certain que l'extraordinaire richesse des musées de la ville, et notamment des musées de peinture, confortée par l'organisation d'expositions de haut vol, fait de la capitale espagnole un séjour impossible à éluder pour tous les amateurs d'art plastique, voire pour les artistes étrangers : on connaît le cas de Francis Bacon, admirateur éperdu de Picasso et de Velázquez, qui mourut à Madrid le 28 avril 1992.

Dans un registre plus humble, plus quotidien, il faut souligner la multiplication à Madrid et dans les villes de l'aire métropolitaine des bibliothèques de quartier, voire d'associations ou de paroisses. Madrid est une ville où la lecture s'est développée, favorisée par la quasi-disparition de l'analphabétisme. Mais les deux références dominantes de la culture populaire, football et taureaux, s'affirment toujours avec force.

La passion du football est redevenue entière dans le Madrid de la fin de siècle et du nouveau millénaire, et cela d'autant plus qu'après une éclipse de quelques années, le club phare de la capitale remporte cinq titres consécutifs de champion d'Espagne – de 1986 à 1990 –, puis est de nouveau champion en 1995, 1997, 2001, 2003, 2007 et 2008. La rivalité avec le Barça (FC Barcelone), qui donne lieu chaque saison à des affrontements très médiatisés et qualifiés de *clásicos*, passionne les supporters (*hinchas*) et même les gens les plus distingués de la société. Le Real a l'avantage, pour son public (celui du stade et celui, bien plus nombreux, de la télévision), de réunir dans la même équipe des joueurs espagnols de grande classe qui sont parfois d'authentiques Madrilènes, tels Raúl González, né dans un quartier pauvre de la ville, qui débuta à 17 ans en 1994 dans

l'équipe blanche, ou Iker Casillas, gardien mythique né à Móstoles, ville de l'aire métropolitaine, Sanchis, Hierro, et des stars internationales comme le Brésilien Roberto Carlos, le Portugais Luís Figo (que le Real se fit le plaisir de subtiliser en 2000 au Barça) ou le Français Zinédine Zidane, dont le but décisif à Glasgow, face à l'équipe allemande de Leverkusen, valut au Real un nouveau titre de champion d'Europe en 2002. Une réalité toute simple donne la mesure de ce que signifie le Real à Madrid : le musée le plus fréquenté de la capitale (après le Prado tout de même !) est celui du Real Madrid, et la visite de ce musée tient lieu de récompense pour les gamins !

Cependant, la passion du football ne se résume pas à la religion du Real. Outre le populaire Atlético qui reste un des meilleurs clubs de la Liga (division 1) et qui a brillé dans plusieurs compétitions européennes, le Rayo Vallecano, qui fait la navette entre divisions 1 et 2, représente un faubourg important. De plus, l'aire métropolitaine a maintenant son porte-drapeau avec le Getafe Club de Football, qui a conquis une place de choix dans la Liga : ainsi, en 2007, Getafe a terminé neuvième et, de plus, est parvenu en finale de la coupe du Roi. Plusieurs clubs de l'aire métropolitaine sont actuellement en 2^e division (tels Leganés, Alcorcón, Fuenlabrada, San Sebastián de los Reyes), de sorte qu'un phénomène de type londonien, soit la présence simultanée de nombreux clubs en ligue 1, est parfaitement vraisemblable dans un proche avenir³³². Alcorcón semble d'ailleurs tout près d'accéder en division 1.

Madrid reste la capitale de la tauromachie et, dans ce domaine, ne rencontre guère de rivale en Espagne, malgré l'importance de places comme Séville, Bilbao ou Valence. La « dépression » des années 1980 a été suivie d'une très forte reprise pendant les années 1990 et au début des années 2000, favorisée par la prospérité économique de cette période. La statistique est éloquente : le nombre des corridas (ensemble Espagne-France-Portugal, selon le compte habituel) atteint 541 en 1990, 630 en 1993, 803 en 1995, dépasse 1 000 en 1998 et 1999 (dont plus de 900 en Espagne seulement). En 2001, 846 corridas sont célébrées en Espagne. Dans le temple madrilène de Las Ventas, 46 corridas ont eu lieu en 1995 (il s'agit d'un record). La seule San Isidro madrilène, qui déborde largement sur le mois de juin, propose entre 25 et 30 corridas consécutives. La capitale organise de plus une corrida de la Presse et une

corrida de Bienfaisance, une corrida ou une *novillada* le dimanche de mars à octobre et, depuis quelques années, une Feria d'automne début octobre. Une abondance synonyme d'excès : car il faut tenter de trouver à chaque fois des taureaux dignes de la capitale, et le désir d'offrir au public des affiches attirantes conduit à répartir les toreros les plus attendus tout au long de la Feria : de la sorte les *competencias*, qui proposent la confrontation des meilleurs toreros face à des adversaires de respect, deviennent rares. Et la banalisation du spectacle pousse même certains toreros, sûrs de leur réputation, ou qui ne cherchent qu'à courir le cachet dans des places de 3^e catégorie, à s'abstenir de paraître à San Isidro.

Le résultat est que le classement des toreros en fonction du nombre de corridas (*escalafón*) n'a plus beaucoup de sens. Au cours des années 1992-2002, les seules premières places de ce genre justifiées sont celles d'Enrique Ponce (1992, 1993, 1997) et de Julián López Escobar dit El Juli (1999, 2000, 2002), qui n'ont pas refusé l'épreuve madrilène et se sont imposés partout ou presque. D'autres classements sont... dérisoires.

Il faut cependant reconnaître que le regain d'intérêt dont la tauromachie a bénéficié à Madrid n'a pas été dû seulement à la prospérité et à la curiosité des touristes étrangers, pour qui l'assistance à une corrida à Las Ventas est une figure imposée. Des toreros de grand talent sont venus relayer les anciens, disparus ou retraités (dont, en 2007, le maître colombien César Rincón, qui fut une idole à Madrid à partir de ses quatre sorties en triomphe en 1991 et qui triompha encore à Las Ventas en 1995) : tels le Valencien Enrique Ponce, efficace, profond et artiste ; le Madrilène El Juli, dominateur exceptionnel, au premier plan depuis la fin des années 1990 et dont le registre est très étendu ; le Sévillan Morante de la Puebla, lorsqu'il est inspiré ; le Français Sébastien Castella, élégant et très complet ; enfin l'extraordinaire José Román Martín, dit José Tomás, et sa quête de l'impossible, dont les exploits à Las Ventas en juin 1999 ou en mai 2002, entre autres, ont joué un grand rôle dans ce retour de passion³³³.

2004 : retour de la tragédie

En mars 2004, il y avait huit ans que le Parti populaire, qui gouvernait la communauté autonome de Madrid et la ville de Madrid, détenait aussi le gouvernement de

l'Espagne. Le président José María Aznar était à la tête de l'État. Il avait annoncé qu'il ne se représenterait pas aux élections législatives prévues pour le 14 mars, mais les sondages prévoyaient une nouvelle victoire de son parti. Or, au matin du 11 mars, entre 7 h 34 et 7 h 57, plusieurs explosions se produisirent dans la gare d'Atocha et dans des gares de *cercanías* (El Pozo del Tío Raimundo et Santa Eugenia), ainsi que dans un train qui avait pris du retard et revenait vers Atocha ; il circulait alors rue Tellez ; onze bombes éclatèrent, provoquant la mort de 191 personnes (dont 142 Espagnols) et faisant 1 858 blessés. L'enquête démontra que l'explosif était un plastic expert C placé dans des sacs à dos. L'heure matinale, les trains et les gares choisis démontraient que les cibles étaient à l'évidence les travailleurs des banlieues qui venaient à Madrid, car la plupart des victimes étaient dans les deux trains à destination d'Atocha. D'ailleurs, plusieurs immigrés étaient au nombre des morts : 16 Roumains, 6 Équatoriens, 4 Polonais, 4 Bulgares, des Colombiens, des Péruviens, Honduriens, Dominicains, 2 Marocains et 1 Sénégalais... Un Français figurait parmi les défunts, ainsi que d'autres Européens et Américains. Les terroristes souhaitaient tuer davantage encore, puisque quatre bombes n'explosèrent pas.

Le premier mouvement de l'opinion fut d'attribuer ce crime à l'ETA toujours active, dont plusieurs attentats avaient été déjoués au cours des semaines précédentes, et le gouvernement adopta d'emblée cette thèse, puis la maintint avec insistance alors même que les investigations policières faisaient rapidement apparaître que la piste du terrorisme islamiste était plus pertinente. Un démenti de l'ETA, dont le *modus operandi* (sinon les explosifs) était différent, puis une revendication d'Al-Qaida confirmèrent la probabilité de la culpabilité d'un réseau islamiste : avec une célérité et une efficacité remarquables, la police qui, dès le 13 mars, avait arrêté trois Marocains et deux Indiens trahis par leurs téléphones portables mena l'enquête qui la conduisit à un appartement de Leganés auquel elle donna l'assaut le 3 avril : les islamistes firent exploser leur immeuble dans lequel ils périrent avec un policier. Le procès des assassins du 11-M, qui eut lieu de février à juillet 2007, impliqua et condamna quinze Marocains, deux Syriens, un Égyptien, un Libanais, un Algérien et quelques Espagnols qui avaient fourni les explosifs.

L'émotion fut immense dans toute l'Espagne et d'abord à

Madrid. Pour la première fois depuis le 23-F, le roi Juan Carlos adressa au peuple espagnol un message télévisé. Les membres de la famille royale – la reine Sofía, le prince Felipe et Letizia, les infantes – allèrent rendre visite aux blessés soignés à la clinique Gregorio Marañón. La sanction politique avait été immédiate : le 14 mars, les électeurs donnèrent la majorité au PSOE. L'obstination du PP qui s'entêtait à désigner l'ETA comme coupable du massacre avait persuadé un certain nombre d'électeurs que le crime était une réponse à l'engagement de l'Espagne dans la guerre en Irak, désapprouvée par une grande partie de l'opinion, mais que José María Aznar avait décidée malgré tout pour gagner la gratitude des États-Unis.

Ainsi, le PSOE reprenait le gouvernement du pays, qu'il allait garder jusqu'en 2012 : victime de la grande crise qu'il n'avait pas su prévoir ni atténuer par une politique préventive, José Luis Rodríguez Zapatero devrait alors céder la place à son rival malheureux de 2004, Mariano Rajoy. Mais, en 2004, les élus du PP conservaient la direction de Madrid et de la communauté autonome.

Éphémérides du nouveau Madrid (vers 1980-vers 2010)

1982	Fin de la coalition municipale. Enrique Tierno Galván devient maire de Madrid.	PSOE-PCE aux élections municipales. Enrique Tierno Galván devient maire de Madrid.
1983	Le cardinal Ángel Suquía Goicoechea, archevêque de Saint-Jacques-de-Compostelle, devient archevêque de Madrid. Il présidera quelque temps la Commission épiscopale espagnole.	Le cardinal Ángel Suquía Goicoechea, archevêque de Saint-Jacques-de-Compostelle, devient archevêque de Madrid. Il présidera quelque temps la Commission épiscopale espagnole.
1984	Après plusieurs années de crise, le nombre des chômeurs atteint 450 000 à Madrid.	Après plusieurs années de crise, le nombre des chômeurs atteint 450 000 à Madrid.
1991	José María Álvarez del Manzano est élu maire de Madrid.	José María Álvarez del Manzano est élu maire de Madrid.
1993	Érection des tours penchées de la place de Castille (tours KIO).	Érection des tours penchées de la place de Castille (tours KIO).
1993	Achèvement de la cité-jardin Loranca (près de Fuenlabrada).	Achèvement de la cité-jardin Loranca (près de Fuenlabrada).
1994	28 avril : attentat de l'ETA contre José María Aznar, leader du PP.	28 avril : attentat de l'ETA contre José María Aznar, leader du PP.
1999	Élection d'Alberto Ruiz-Gallardón comme président de la communauté de Madrid.	Élection d'Alberto Ruiz-Gallardón comme président de la communauté de Madrid.
	Réalisation du plan d'extension du métro de Madrid.	Réalisation du plan d'extension du métro de Madrid.

1995-2007	Approbation du Plan régional de stratégie territoriale (<i>Plan regional de estrategia territorial</i> , Pret).
1996	Inauguration de Kinopolis à Pozuelo de Alarcón.
1998	Septembre : l'ETA annonce une trêve. Mais, faute d'accords, l'organisation basque rompt la trêve en novembre.
1998	Approbation de la loi du sol de la communauté de Madrid.
2000	Le Real Madrid de nouveau champion d'Europe grâce à un but du Français Zidane.
2001	Alberto Ruiz-Gallardón maire de Madrid.
2001	Mars : attentats terroristes de commandos islamistes à la gare d'Atocha et dans les trains de banlieue se dirigeant vers Atocha, faisant 191 morts et 1 858 blessés.
2002	14 mars : le PSOE gagne les élections législatives.
2003-2011	
2004	
2007	Mer-juillet : procès des terroristes islamistes.
2007	Achèvement du terminal 4 de l'aéroport de Barajas.
2008	Le Getafe Club de Football, 9 ^e de la Liga 1, parvient en finale de la coupe du Roi de football. Il est battu par le Séville FC.
2010	6 septembre : l'ETA annonce un cessez-le-feu. Les nationalistes et politiques espagnols font preuve de scepticisme. Cependant, des représentants du Sinn Féin irlandais font savoir qu'ils ont conseillé à l'ETA d'adopter cette position. Le cessez-le-feu semble avoir été respecté.

Conclusion

Au début de ce livre, j'ai écrit que Madrid était né de l'espace. Au terme de l'entreprise, alors que cette ville est au seuil du III^e millénaire, j'observe que l'offre continue d'espace est demeurée le meilleur atout de sa croissance. Elle lui a permis de diversifier ses activités et ses fonctions grâce à une aire métropolitaine qui redistribue les industries et les services, tout en multipliant les zones résidentielles, les aires de jeu et de repos. La nature conservée est aussi une respiration, parce que forêts et prairies résistent, tandis que l'horizon des montagnes semble plus proche.

N'ayant été promu que tardivement au rang de capitale, Madrid n'a reçu aucun héritage de l'Antiquité classique, qu'elle soit grecque ou romaine. L'incendie de l'Alcázar l'a privé de l'unique monument emblématique de la période médiévale qu'il conservait. Mais sa fortune soudaine à l'époque moderne l'a doté d'une couronne de « sites royaux » suburbains (San Lorenzo del Escorial, La Granja de San Ildefonso, Aranjuez) dignes de l'environnement d'une grande capitale, et qui sont le complément prestigieux des sites urbains, le palais royal, la Plaza Mayor, la Almudena, le monastère des Descalzas Reales, l'ermitage de San Antonio de la Florida, la place de la Ville et la tour des Lujanes, le musée du Prado... Les préoccupations de Charles III en matière d'urbanisme, qui ont préservé la Castellana et le parc du Retiro, puis les efforts réalisés depuis une trentaine d'années ont permis à Madrid d'effacer une grande partie des traces de la paupérisation du XIX^e siècle.

À deux reprises, le peuple de Madrid a incarné la nation espagnole dans son ensemble. D'abord, le 2 mai 1808, il déclencha un soulèvement quasi unanime contre un allié prétendu, la France de Napoléon, devenu un usurpateur, dont l'armée se conduisait comme une troupe de prédateurs ; on ne peut oublier que ce soulèvement qui se continua par la guerre d'Indépendance fut un tournant majeur de l'entreprise napoléonienne. Puis, en juillet 1936, la majorité de la population madrilène resta fidèle à la

République – mais, comme dans l'ensemble du pays, il ne s'agissait que d'une majorité. La guerre civile fut bien une guerre civile, opposant d'abord des Espagnols à d'autres Espagnols, ce que confirme l'affrontement entre Espagnols à Barcelone en mai 1937. Il reste que la résistance madrilène au Movimiento du 18 juillet et l'échec du soulèvement militaire à Madrid, marqué par la prise de la caserne de la Montaña, la détention et l'exécution du général Fanjul, chef du Movimiento à Madrid, eurent une importance considérable. Comme en mai 1808, l'intervention du peuple de Madrid provoqua une guerre longue. D'autant que la victoire des républicains dans la capitale permit au gouvernement de conserver l'or de la Banque d'Espagne, c'est-à-dire qu'elle lui donna les moyens d'acquérir à l'étranger les armes, les chars, les avions dont l'armée espagnole dans son ensemble (et notamment celle de la République) était dépourvue.

Il est donc évident que le choix de Philippe II qui fit de Madrid la capitale de la monarchie, choix qui ne doit rien à un quelconque mouvement populaire ou à l'action de quelques familles aristocratiques, a fini par faire du peuple de Madrid un grand acteur de l'histoire. Sous Charles II ou Charles III, les colères du peuple ne produisent que des émeutes, ne mettent pas en cause le régime. À partir de 1808, il en va différemment. Désormais, les journées madrilènes, telle la Gloriosa de 1868, ont pour enjeu un changement de gouvernement, et de plus en plus la déchéance d'un souverain, voire d'une dynastie. À cet égard, on peut considérer qu'en avril 1931 le peuple de Madrid avait aussi joué ce rôle de faiseur d'histoire. Certes, par des bulletins de vote et par la fête, sans violence aucune, mais en exerçant ainsi une pression psychologique si forte que les chefs de l'armée et le roi Alphonse XIII en avaient tiré les conséquences logiques.

Il est vrai qu'en 1981, le peuple de Madrid parut privé de réaction face à la tentative de coup d'État de Tejero et de ses complices. Le roi Juan Carlos, Adolfo Suárez et quelques généraux loyalistes résolurent l'affaire en une nuit. On ne peut guère spéculer sur l'attitude du peuple de Madrid en cas de succès du coup de force.

Pendant des siècles, et jusqu'en 1930, le peuple de Madrid fut pour l'essentiel un rassemblement d'immigrants venus d'une grande partie du pays, d'abord des provinces environnantes (Madrid même, Tolède, Guadalajara), mais

aussi du Nord et du Sud ; très peu de l'Est, c'est-à-dire des régions de langue catalane. Il s'agissait surtout de pauvres gens, de jeunes femmes en quête d'emplois de service, d'hommes prêts aux gros travaux à défaut d'une place de domestique. Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la capitale demeurait surtout le séjour des nobles, des *letrados*, des employés de la monarchie, civils ou militaires, et des gens de commerce qui devaient pourvoir aux besoins et aux exigences de consommateurs de luxe. De surcroît, la ville était le siège de nombreux couvents d'hommes et de femmes, dont les bâtiments et les jardins occupaient une part importante de l'espace urbain.

Les désamortissements du XIX^e siècle, dont l'importance et les effets ne furent nulle part aussi importants qu'à Madrid, changèrent la donne. La suppression de la plupart des couvents, la vente de leurs terrains transformèrent lentement la ville en capitale bourgeoise où les entreprises commerciales et les banques jouèrent un rôle dominant, où la fonction industrielle se développa, où le salariat ouvrier prit de l'importance. L'immigration demeura majoritairement le fait de paysans pauvres, mais elle se diversifia. Les tensions sociales suscitérent de nombreuses journées d'apparence révolutionnaire, mais l'absence de forces organisées et de programmes cohérents provoquait *in fine* l'avortement des mouvements. La monarchie bourbonnienne renaissait de ses cendres, comme en 1874 avec Alphonse XII, cinq ans et demi seulement après que la dynastie des Bourbons eut été chassée d'Espagne par la révolution de 1868.

L'espace urbain se dilatait, faisait éclater les enceintes. La commune de Madrid absorbait maintes communes voisines. L'élan de la démographie, au cours du XX^e siècle, réduisait l'immigration au rôle d'appoint et, pendant le dernier quart de ce siècle, l'excédent de population de la capitale se déplaçait vers les communes voisines de l'aire métropolitaine, qui devenaient de véritables villes (Getafe, Alcorcón, Fuenlabrada, Móstoles...), dont les communications avec le centre de Madrid sont relativement faciles grâce à des réseaux de métro et de banlieue (*cercanías*) remarquablement développés et constamment améliorés.

Le retard de la vocation industrielle de Madrid et de sa région a eu des conséquences heureuses (certes, très longtemps attendues !) pour la population parce que la ville

et ses banlieues ont pu, à quelques exceptions près, éviter les industries polluantes et s'orienter vers les industries propres de haute technologie qui sont généralement porteuses d'importantes valeurs ajoutées. Comme la capitale a bénéficié également d'une concentration relative des capitaux espagnols et d'une bonne part des investissements étrangers, le revenu *per capita* des Madrilènes est devenu, depuis les années 1980, le plus élevé d'Espagne, alors que jusque-là celui des provinces basques et de Barcelone avait toujours été supérieur.

Cette industrialisation avait transformé la société madrilène où, depuis le début du ^{xx}e siècle, le salariat concernait plus d'hommes et de femmes que la rente foncière ou les revenus du capital ou du commerce. L'Union générale du travail (UGT), syndicat longtemps lié au mouvement socialiste, avait attiré à elle une majorité de travailleurs, tandis que l'anarchisme restait minoritaire à Madrid. L'UGT, qui cherchait à imposer un socialisme de gestion, joua un grand rôle au début du ^{xx}e siècle et sous la II^e République, mais la guerre civile et la dictature franquiste lui portèrent un coup très dur. À partir de la transition, elle dut partager la direction du mouvement ouvrier avec les Commissions ouvrières (CCOO), qui avaient joué un rôle important dans la clandestinité. L'évolution très marquée de la population madrilène vers la droite depuis 1986 n'est pas seulement due aux erreurs du PSOE, mais davantage sans doute à l'enrichissement de la population, dont le niveau de vie avait atteint à la fin du II^e millénaire une bonne moyenne européenne.

Il peut paraître étrange, dans un pays où le catholicisme joua un grand rôle, que la capitale de ce pays n'ait pas exercé de magistère dans le domaine religieux. Certes, la piété populaire, et notamment la dévotion mariale, a toujours été fervente à Madrid et s'est exprimée avec force. Mais aucun centre religieux proche de Madrid n'a servi de guide ou d'inspiration. Rien qui ressemble au rôle du monastère de Montserrat en Catalogne. Le monastère de Saint-Laurent de l'Escorial n'a pas eu grande influence sur l'ensemble de la population madrilène. S'il y eut à Madrid à l'époque contemporaine des foyers de culture directeurs, ce furent des foyers laïcs, telles l'Institution libre d'enseignement fondée en 1876 par Francisco Giner de los Ríos, inspirée du krausisme, et la Résidence des étudiants, lieu d'échanges internationaux. L'Opus Dei, qui a eu une

grande influence au cours du dernier demi-siècle, n'est pas né à Madrid, il a été fondé par un prêtre aragonais.

Cette réserve émise au sujet du fait religieux, observons que, simple bourgade au milieu du XVI^e siècle, Madrid est devenu un des hauts lieux de la culture universelle et, curieusement, de manière simultanée, un haut lieu de la culture des élites et de la culture populaire. Grâce à la passion de collectionneurs de plusieurs des souverains de la maison de Habsbourg, assistés par quelques princes et quelques grands seigneurs, les collections d'œuvres d'art, surtout celles des toiles de maîtres, sont d'une ampleur rare : l'Espagne et surtout Madrid ont accumulé les œuvres de grands artistes européens, provenant des écoles italienne (profusion et qualité tout ensemble), flamande (abondance de Rubens, présence forte de Jérôme Bosch), hollandaise, allemande (les meilleurs Allemands !). Les grands Anglais sont là, et quelques Français d'importance (Watteau par exemple). Avec, bien entendu, la plus belle collection au monde de peintres espagnols, dont la majorité des œuvres de Velázquez et de Goya, nombre de Zurbarán, Murillo, El Greco, Ribera, Pedro Berruguete, Luis Morales et tant d'autres, jusqu'aux contemporains dont Picasso et Dalí.

Mais les arts plastiques et l'architecture ne sont pas seuls en cause. Dès le Siècle d'or, Madrid fut un foyer privilégié de l'art dramatique : les plus grands créateurs, Lope de Vega, Pedro Calderón de la Barca, Tirso de Molina, ont eu Madrid et son peuple comme terrain d'observation. Plus tard et jusqu'au XX^e siècle, Madrid fut l'observatoire privilégié des créateurs, qu'il s'agisse des courtes pièces de Ramón de la Serna ou de Carlos Arniches, ou des théâtres, fort différents, de Jacinto Benavente et de Ramón de Valle-Inclán. Madrid fut aussi le personnage préféré de plusieurs romanciers : Benito Pérez Galdós et, récemment, Francisco Umbral ; et le Madrid de la guerre civile tient le premier rôle dans *La Forja de un rebelde* (*La Forge d'un rebelle*) d'Arturo Barea.

Les passions populaires (partagées par nombre de représentants des « élites ») ont toujours eu à Madrid des occasions de s'exprimer, et ce jusqu'à l'excès. Jadis, la *comedia*, qui remplissait les *corrales* du Principe ou de la Cruz ; le carnaval pour l'Enterrement de la sardine ; ou même les processions de la semaine sainte et du Corpus Christi. Dès la fin du XVIII^e siècle s'exprime une passion dévorante pour le jeu du taureau, dont Madrid est devenu la capitale mondiale ; un jeu qui, pour nombre d'hommes ou

de femmes, hors d'Espagne et parfois en Espagne même, est ignoble, sauvage, relève de la barbarie, et pour d'autres, qui se recrutent dans tous les milieux, y compris hors d'Espagne et loin de Madrid, est un art, certes intemporel, fugace, mais digne du « patrimoine immatériel de l'humanité ». Et, depuis un demi-siècle, Madrid est aussi devenu l'une des capitales du jeu le plus populaire du monde, le football. En un siècle où les images se transmettent dans l'instant, c'est une façon pour la capitale espagnole d'exister pour le reste du monde.

Au milieu de l'année 2013, la grave crise déclenchée en 2008 n'est pas encore surmontée. C'est à peine si l'on observe quelques signes encourageants. Bien évidemment, Madrid et sa communauté ont subi les effets de cette crise. Certes, le taux de chômage est un peu moindre dans la capitale que dans l'ensemble de la péninsule, et l'on sait que l'Espagne est, après la Grèce, le pays d'Europe le plus affecté. À Madrid, ce taux reste très élevé : en avril 2013, il était de 20,35 %. Il concernait à l'identique hommes et femmes, mais il atteignait un taux affolant pour les jeunes gens des deux sexes de moins de 25 ans : 48,36 %. Près du tiers de ces jeunes étaient en recherche d'emploi depuis plus de deux ans. Ajoutons que 10 % environ des familles madrilènes ne comptaient pas un seul de leurs « actifs » au travail !

Par ailleurs, la communauté de Madrid, dans l'intention de rétablir les équilibres financiers, a opéré des réductions importantes des dépenses d'éducation et de santé. Elle a ainsi réalisé quelque 4 milliards d'économies, mais, pour ce faire, elle a supprimé 25 entreprises publiques et participé de la sorte à la hausse du chômage. La privatisation partielle de la Santé publique a aussi contribué à une dégradation de ce service.

Cette politique a provoqué de très nombreuses protestations populaires. La plus célèbre, qui a connu un écho mondial et suscité un grand nombre de manifestations comparables, fut celle des Indignés, organisée le 15 mai 2011 à la Puerta des Sol. Elle a réuni des milliers de manifestants qui, toute la nuit, ont devisé, joué de la musique et crié leur « indignation ». Les 15 mai 2012 et 2013, l'anniversaire de cette protestation massive et non violente a été célébré sur la même place. Quelque 80 villes d'Espagne, dont Barcelone, Valence, Séville, Bilbao, ont suivi l'exemple madrilène, brandi leurs pancartes qui montraient de grandes paires de ciseaux (symboles des coupes

budgétaires) avec un « NO » en lettres majuscules. Les syndicats ont ensuite pris le relais, mais, une nouvelle fois, le peuple de Madrid avait joué un rôle exemplaire.

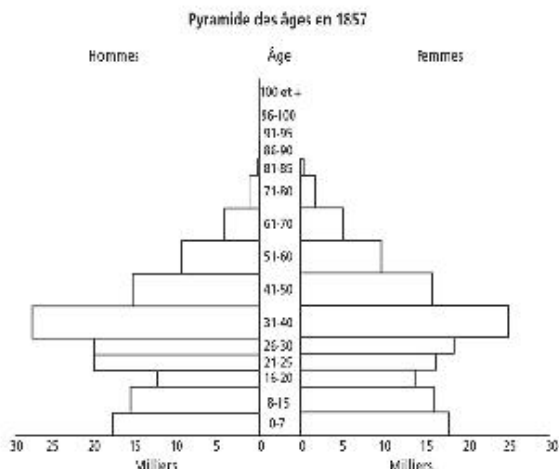
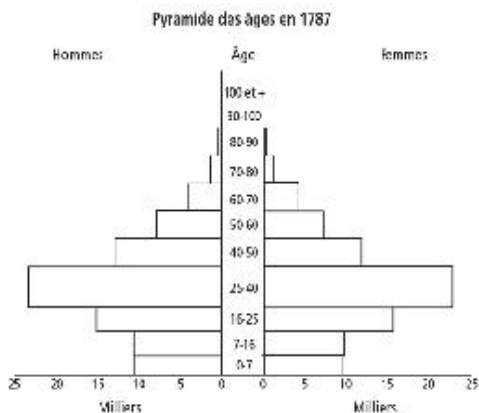
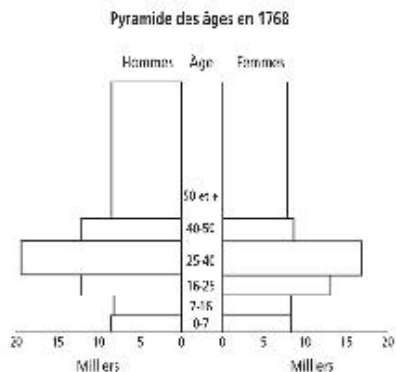
La protestation populaire suscite quelques tentatives de réponse. Comme le nombre des personnes menacées de pauvreté et d'exclusion atteint 1,3 million dans la communauté d'agglomération (sur 6,2 millions de personnes), la pression pour l'élaboration d'une stratégie régionale d'inclusion est forte.

On observera que la crise a provoqué quelques mutations originales dans la ville, notamment un processus de « gentrification » (terme inspiré du mot anglais *gentry*) qui affecte les quartiers de Malasaña, Checa et même Lavapiés et Tetuán. La revalorisation des prix des maisons et des loyers dans ces quartiers a suscité l'exode des pauvres, des immigrants et des vieillards au profit de jeunes gens de classes aisées, en couple ou célibataires, d'artistes, de membres des professions libérales, qui ont en commun de vifs intérêts culturels. La sécurité s'est améliorée dans ces quartiers, dont junkies, prostituées et souteneurs ont disparu progressivement. Checa, jadis mal famée, est devenue la zone favorite de la communauté gay. Des mutations comparables avaient touché Greenwich Village à New York et Castro Street à San Francisco.

Effet inattendu, un parmi d'autres, de la crise, plus grave sans doute : l'émigration des jeunes diplômés à l'étranger, notamment en Allemagne et en Amérique. L'Espagne et Madrid, qui ont financé leur formation, se privent ainsi de l'exploitation de leurs talents.

Il est grand temps de tourner cette page dévastée de l'histoire de Madrid.

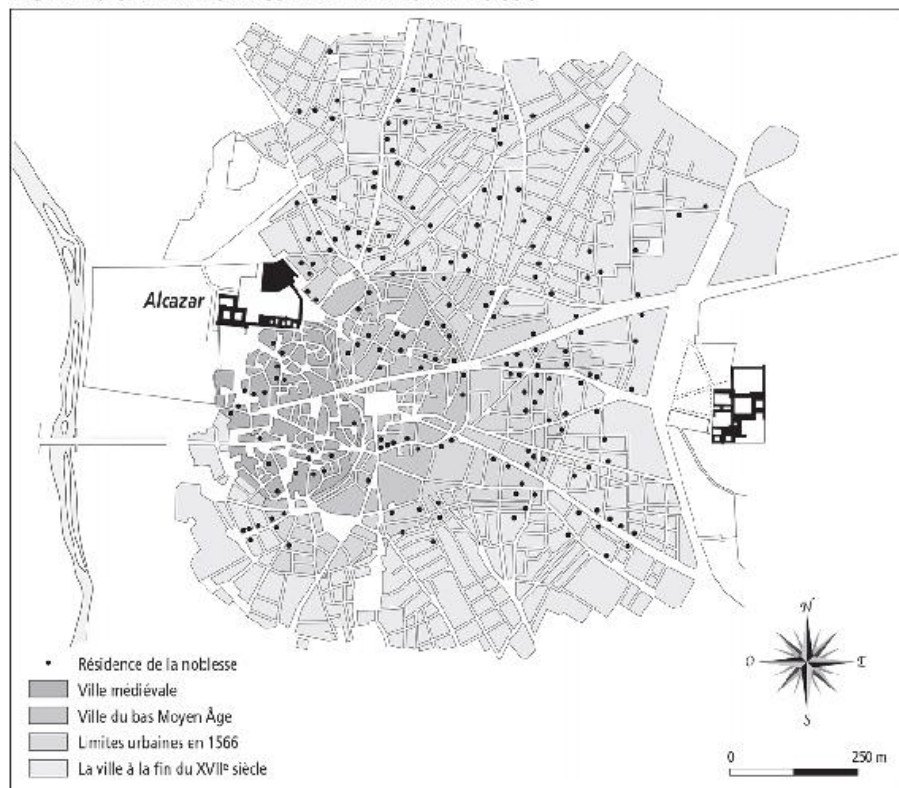
Annexes



Ces pyramides nous informent à propos de la composition de la population madrilène du milieu du XVIII^e au milieu du XIX^e siècle. En 1768, les personnes âgées, les enfants et les jeunes adultes sont peu nombreux alors que les 25-40 ans sont la tranche d'âge dominante : nuptialité et natalité faibles d'une population dont les immigrants sont l'élément majeur. La pyramide de 1857 révèle une évolution importante. Malgré le déséquilibre sensible entre hommes et femmes, les enfants sont désormais bien présents. La forte différence entre les

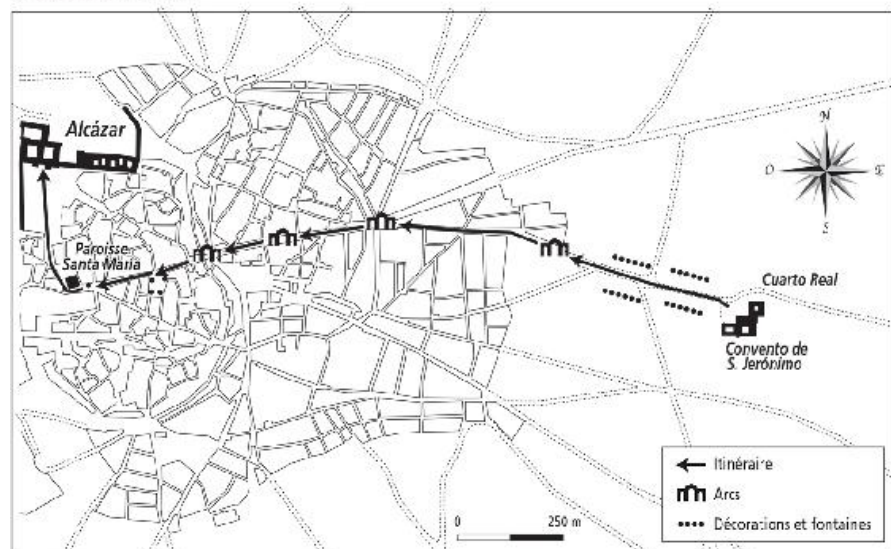
31-40 et les 41-50 ans est le résultat de la grande crise de la deuxième décennie suivie d'une récupération après 1830.

RÉSIDENCES DE LA NOBLESSE À LA FIN DU XVII^e siècle



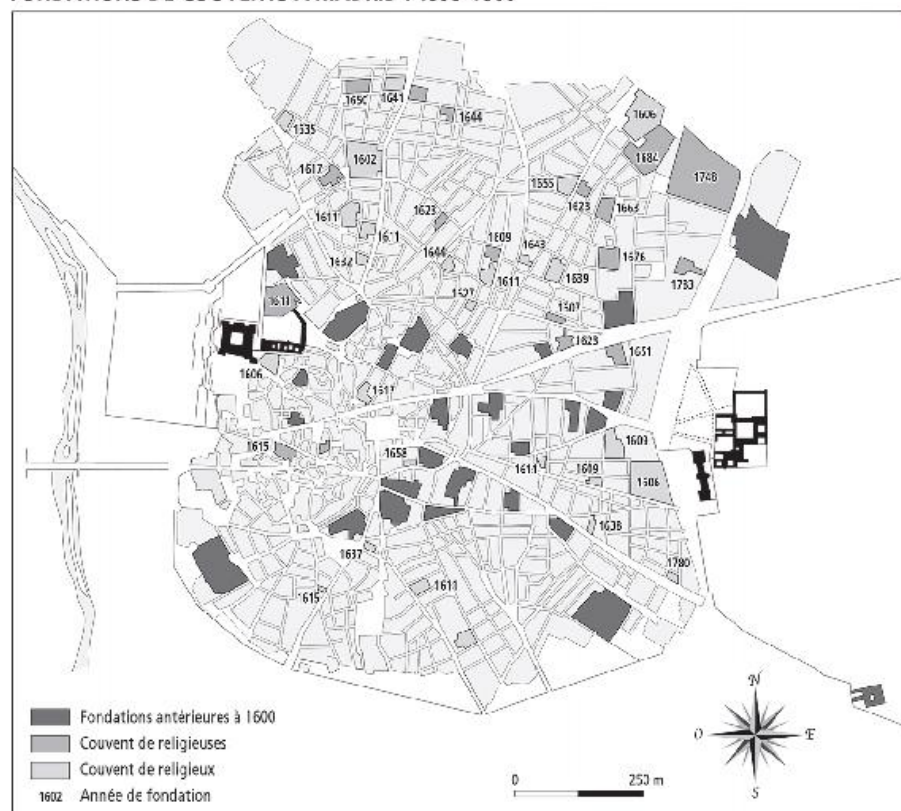
On observe une importante concentration des résidences de la noblesse autour du palais royal et au long des itinéraires qui conduisent vers le couvent de San Jerónimo et surtout vers le Buen Retiro, à la limite orientale de la ville. Absence quasi totale des nobles au sud.

ITINÉRAIRE CÉRÉMONIEL DE L'ENTRÉE DE LA REINE ANNE D'AUTRICHE À MADRID EN 1570



L'itinéraire du cortège qui accompagna l'entrée solennelle de la reine Anne d'Autriche, quatrième épouse de Phillippe II, est le modèle des itinéraires antérieurs à la construction du Buen Retiro : départ du couvent de San Jerónimo, passage par les grandes rues et les grandes places décorées d'arcs de triomphe, halte pieuse à l'église de Santa Maria, arrivée à l'Alcazar. Cet itinéraire fut inversé après la construction du Buen Retiro : départ de l'Alcázar, arrivée au Buen Retiro.

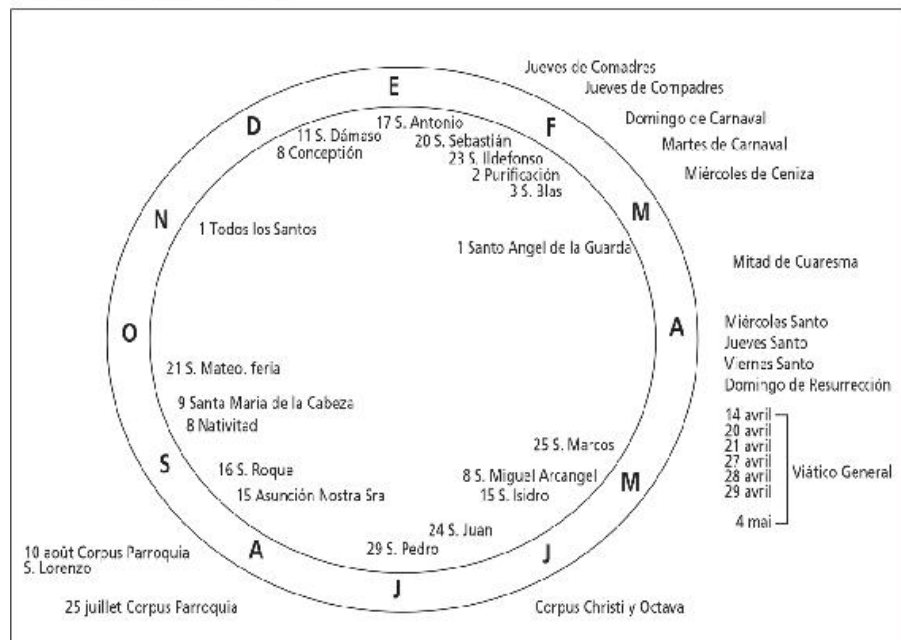
FONDATEURS DE COUVENTS À MADRID : 1599-1800



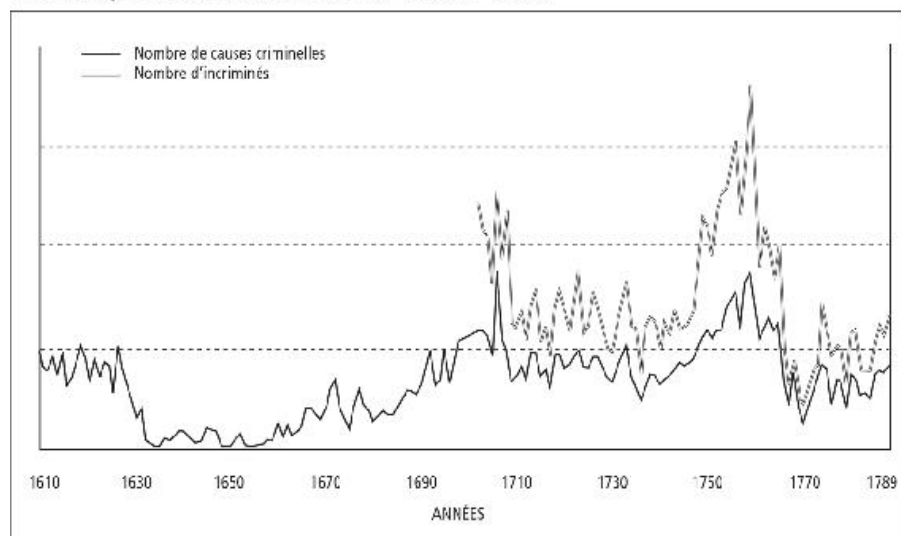
Ce plan rend bien compte des deux périodes de signe contraire qu'a vécues le clergé régulier à Madrid du XVI^e à la fin du XVIII^e. D'abord, la fièvre conventuelle, déjà évidente au XVI^e siècle (grand nombre de couvents à la date de 1600), qui s'accélère pendant la première moitié du XVII^e comme le montrent les dates de fondation, puis déclin accéléré au XVIII^e presque vierge de fondations. Les désamortissements du XIX^e sanctionneront cette évolution.

Ce calendrier dont les dates changent peu au cours des siècles et qui ne tient pas compte des fêtes extraordinaires est une litanie de fêtes religieuses ; particulièrement nombreuses en décembre-janvier, sans parler de la semaine sainte. Seule exception, le carnaval. Toutefois, beaucoup de fêtes religieuses ont, au fil du temps, privilégié la fête aux dépens du culte (San Isidro, Saint-Jean).

CALENDRIER FESTIF EN 1721



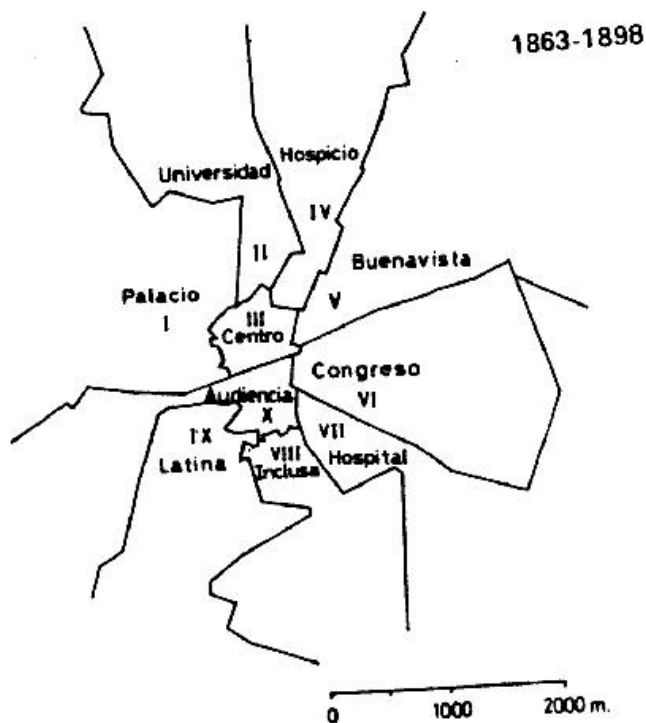
LA DÉLINQUANCE À MADRID AUX XVII^e et XVIII^e siècles



Forte au début du XVII^e siècle, cette délinquance s'effondre pendant le règne de Philippe IV, puis s'élève notablement pendant le règne de Charles II, alors même que la population stagne mais la paupérisation est responsable, tandis que la forte hausse des débuts du XVIII^e est due à la guerre de Succession et aux troubles qui l'accompagnent. Au-delà de 1750, le malaise économique (condition des immigrants) est en cause. La répression, marquée par les mesures de 1766, produit un effondrement de la criminalité ramenée vers 1780 au niveau de la fin du XVII^e siècle.

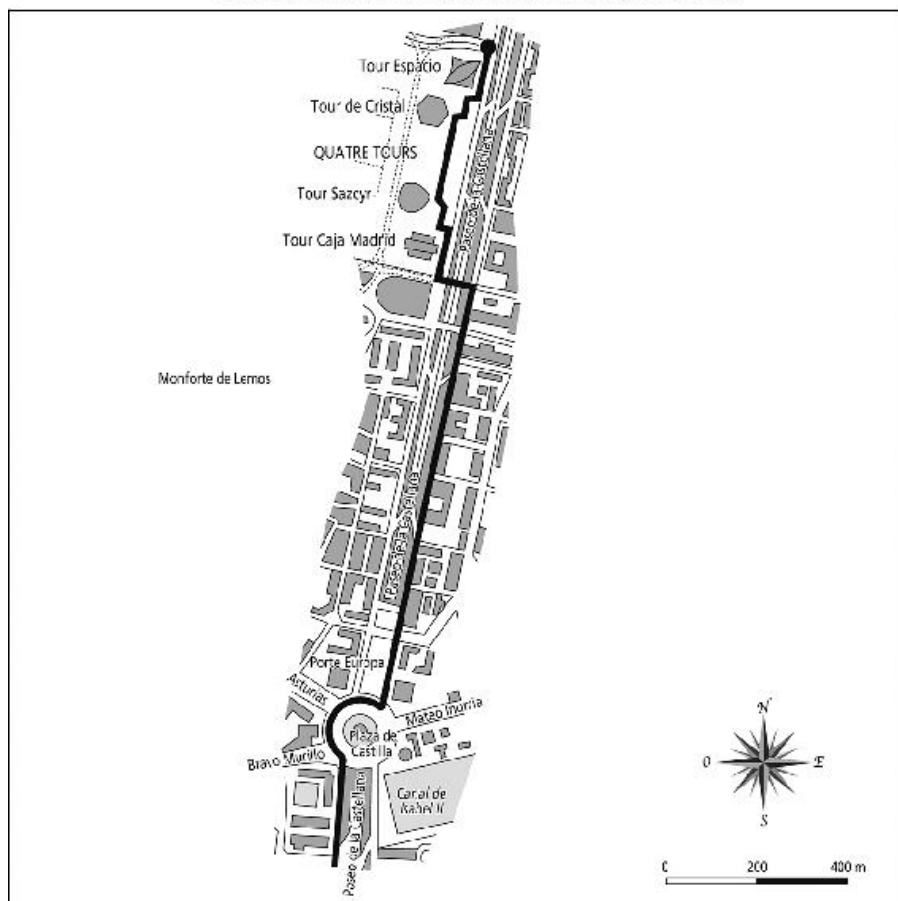
Pendant tout le XIX^e siècle, avant l'absorption des municipes voisins, Madrid a été divisé administrativement en dix districts qui servent de cadres aux élections... et aux statistiques.

Les districts du sud (Latina, Inclusa, Hospital) sont les plus pauvres et deux de l'est (Buenavista, Congreso) les plus riches.



Source : José Pilar Morales, « Plano de Madrid de 1879 », échelle 1:10 000

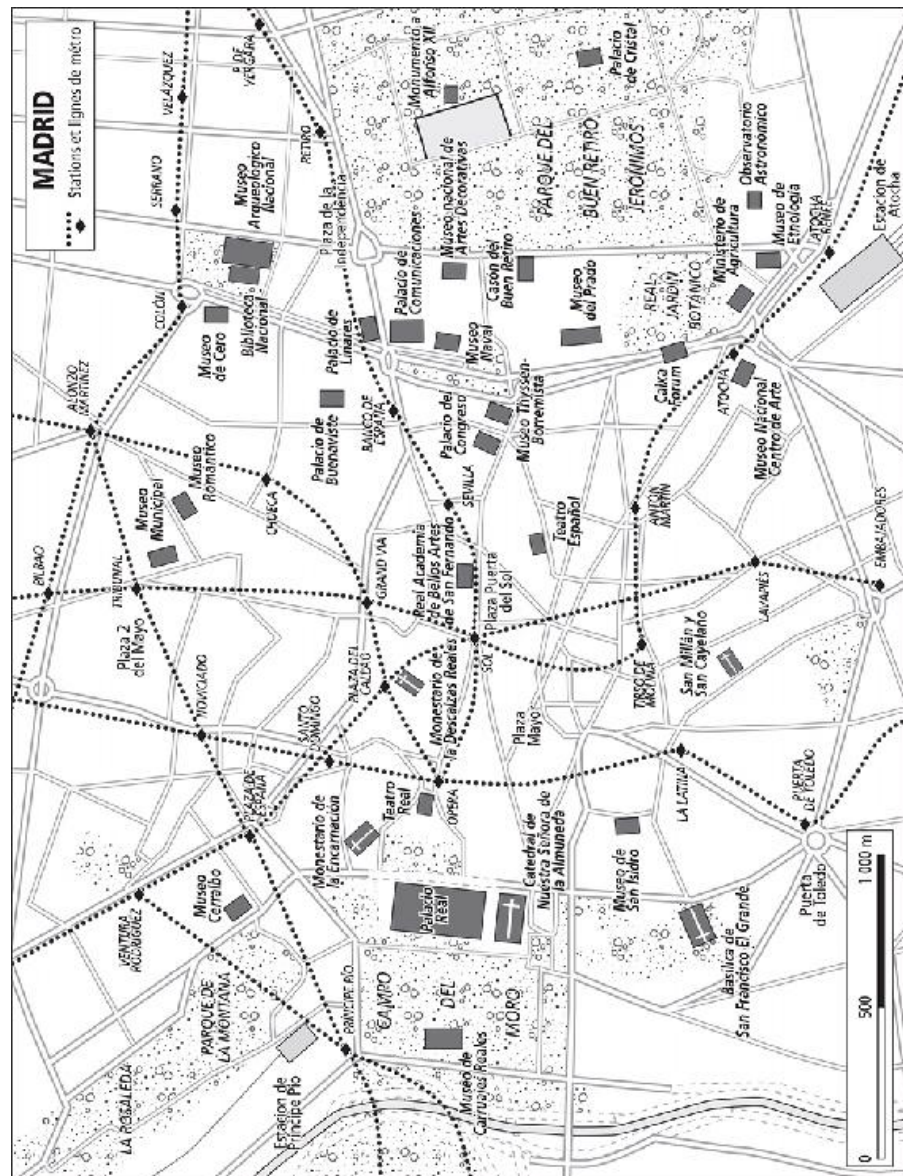
PROLONGEMENT MONUMENTAL DE LA CASTELLANA

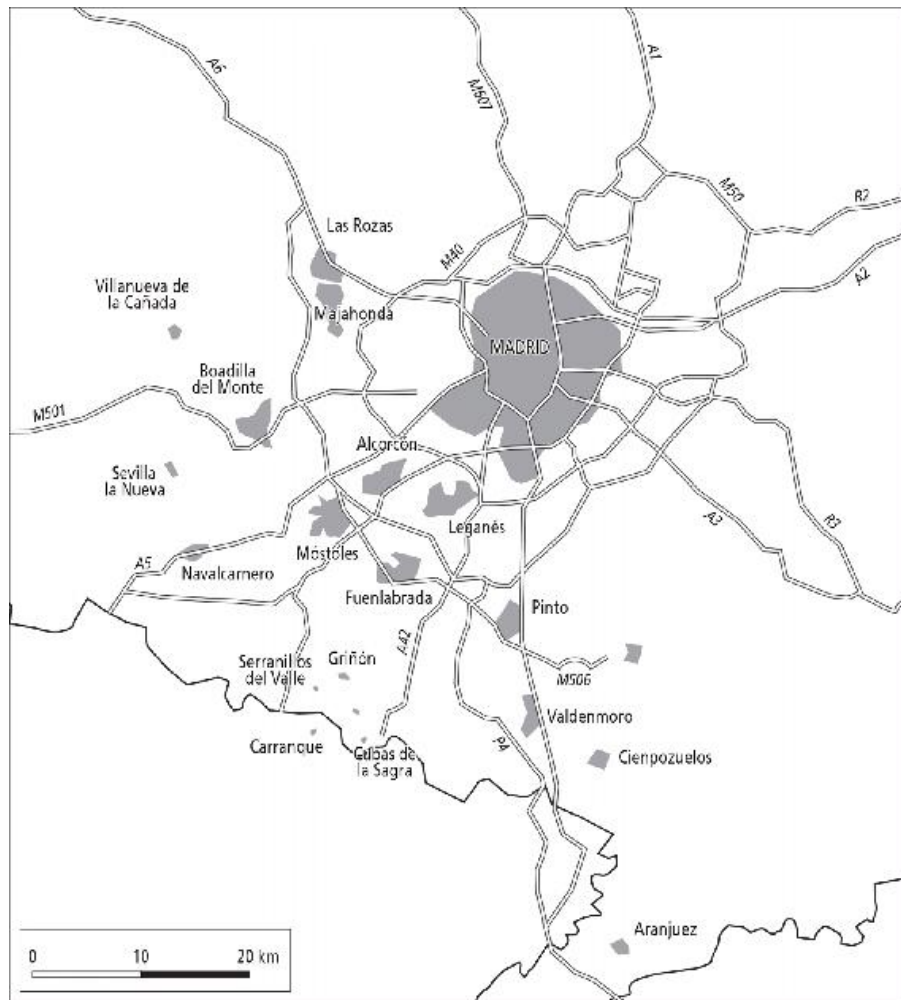


Au nord de la Plaza de Castilla et du stade du Real Madrid (Santiago Bernabeu), l'avenue de la Castellana a été prolongée en recourant à la construction de gratte-ciels de prestige dont ce schéma montre les dernières réalisations, c'est-à-dire les « Quatre Tours » (Caja Madrid, Sazcyr, Cristal et Espacio), qui ont pris le relais du complexe AZCA et des tours inclinées. Leur avenir est suspendu à la fin de la crise.

plan de la ville de madrid

Ce plan offre l'image du Madrid historique, entre le palais royal qui domine le Campo del Moro, à l'ouest, et le parc du Buen Retiro, à l'est. Au sud, la zone relativement pauvre de la capitale entre la porte de Tolède et les stations de métro de Latina, Tirso de Molina, Lavapiès et Embajadores. A l'est, le quartier des musées de la Bibliothèque nationale, des ambassades et les zones les plus riches qui gagnent vers le nord.





L'AIRE MÉTROPOLITAINE DE MADRID

Cette aire qui correspond en gros à la communauté de Madrid est l'expression du nouveau Madrid « polycentrique ». On voit que les villes nouvelles qui approchent ou dépassent les 200 000 habitants (Alcorcón, Móstoles, Leganés, Fuenlabrada, Pinto) se trouvent au sud de l'agglomération (ce qui explique la nouvelle « circulaire du sud » du métro). Les agglomérations du nord-ouest (Boadilla del Monte, Majahonda, Las Rozas), très fonctionnelles, sont moins peuplées. Les grandes voies circulaires qui entourent Madrid sont croisées par des radiales perpendiculaires. La M30 a été totalement absorbée par le tissu urbain, la M40 est achevée, la M50 est près de l'être.

Bibliographie

Il serait ridicule de prétendre proposer une bibliographie exhaustive de l'histoire de Madrid. Autant composer un autre livre entièrement dédié aux livres, articles, documents qui, de quelque manière que ce soit, concernent la capitale de l'Espagne.

J'ai donc pris le parti de citer d'abord les *Histoires de Madrid* les plus récentes et les plus reconnues, accompagnées des instruments documentaires (atlas, dictionnaire, chronique) et des recueils d'articles consacrés à cette histoire. Après quoi, j'ai proposé deux listes successives fondées sur la chronologie. Ces listes comprennent à la fois les livres (éventuellement articles ou extraits de livres) qui m'ont paru essentiels et ceux qui, à propos d'un aspect de la vie madrilène apparemment secondaire ou marginal, apportent un éclairage original. Il est évident que ces choix sont souvent arbitraires et peuvent sembler parfois injustes. J'ajoute que l'auteur dont la première publication importante (relativement) concernait l'histoire urbaine reste persuadé qu'une ville, *a fortiori* une grande ville, existe autant par ses paysages, ses codes sociaux, son calendrier propre, ses lieux de rassemblement, ses loisirs, ses façons de les vivre et ses explosions, que par son rôle politique, ses figures de proue souvent trop attendues, ses classifications sociales, ses conflits habituels et la succession inévitable des semaines et des jours. Enfin, le fait culturel n'est pas l'apanage des classes riches et instruites. Il appartient à tout le peuple d'une ville, dont les modes d'expression sont souvent originaux.

J'ai aussi jugé nécessaire d'indiquer, en supplément, les sources littéraires principales dont j'ai usé, soit le roman et les récits de voyage ou les lettres.

Histoire générale de Madrid et outils documentaires

BESSIÈRE, Bernard, *Histoire de Madrid*, Fayard, Paris, 1996, 378 p. Bien écrit, agréable, précieux pour l'histoire culturelle. Le meilleur livre disponible en français sur le sujet.

CABEZAS, Juan Antonio, *Diccionario de Madrid*, El Avapiés, Madrid, 1989, 970 p. Très utile.

CORRAL, José DEL, *Crónica de Madrid*, Plaza y Janés, Barcelone, 1990, 610 p.

FERNÁNDEZ García, Antonio (sous la dir. de), *Historia de Madrid*, Instituto de Estudios Madrileños, CSIC, Madrid, 2007 (3^e éd.), 733 p. Le directeur du volume, professeur d'histoire contemporaine à l'université Complutense, lui-même auteur de nombreux et importants ouvrages ou articles consacrés à la ville (en histoire démographique et sociale notamment), a rassemblé plus d'une vingtaine de spécialistes des différentes périodes de l'histoire de Madrid. La qualité des textes

n'est pas en cause, mais le découpage thématique dû au grand nombre d'auteurs paraît excessif.

FUSI, Juan Pablo (sous la dir. de), « Madrid », in *España Autonomías. Madrid*, Espasa Calpe, Madrid, 1989. Ce chapitre (p. 519-615) est une belle synthèse. Il a été rédigé par Ángel Bahamonde Magro et Luis Otero Carvajal, deux spécialistes reconnus.

GONZÁLEZ-PALENCIA SIMÓN, Ángela, *Colección de documentos sobre Madrid*, Madrid, IEM, 1953, 743 p.

JULIÁ DÍAZ, Santos, RINGROSE, David R., SEGURA, Cristina, *Madrid, Historia de una capital*, Alianza Editorial, Madrid, 2000, 604 p. Un maître livre.

LÓPEZ GÓMEZ, Antonio (coordinateur), *Madrid desde la Academia*, communications rassemblées par la Real Academia de la Historia, Madrid, 2001.

PINTO CRESPO, Virgilio, MADRAZO MADRAZO, Santos (sous la dir. de), *Madrid, Atlas histórico de la ciudad. Siglos IX-XIX*. Cet atlas, dirigé par deux historiens authentiques, est d'une grande qualité. Il rassemble des textes précis et concis appuyés par des plans, des cartes, des photos, des graphiques, des tableaux statistiques. Un seul regret : le XX^e siècle est absent.

Prologue et première partie

BENNASSAR, Bartolomé, *Histoire des Espagnols*, tome I, coll. « Tempus », n° 101, Perrin, Paris, 2005.

—, *Velázquez. Une vie*, éd. De Fallois, Paris, 2010.

BEYRIE, Jacques et JAMMES, Robert, *Histoire de la littérature espagnole*, Paris, PUF, 1994.

BRANDIS, Dolores, *El Paisaje residencial en Madrid*, Mopu, Madrid, 1983, 341 p. Livre de grande qualité, très informé, que j'ai beaucoup utilisé. Également précieux pour les deuxième et troisième parties de ce livre.

BROWN, Jonathan, ELLIOTT, John H., *The Buen Retiro. A Palace for a King*, Newhaven and London, 1980. Important pour comprendre l'ambiance de la vie de Cour au XVII^e siècle et le rôle du palais.

CAPELLA, Miguel, MATILLA TASCÓN, Antonio, *Los Cinco Gremios mayores de Madrid*, Estudio crítico-histórico, Madrid, 1957.

CARBAJO ISLA, María F., *La Población de la villa de Madrid desde finales del siglo XVI hasta mediados del siglo XIX*, Siglo XXI, Madrid, 1987, 400 p. Fondamental pour l'étude de la démographie madrilène. Également très utile pour la deuxième partie.

Carlos III, Alcalde de Madrid, 1759-1788, Madrid, Ayuntamiento, 1988, 705 p. Importante collection d'articles qui éclairent de nombreux aspects de la vie madrilène dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

Casas Reales (Las) : El Palacio, IV Centenario del Escorial, Patrimonio nacional, 1986. *Colecciones del Rey (Las)*, IV Centenario del Escorial, Patrimonio nacional, 1986. Ces deux volumes permettent de mieux connaître les fondements de la richesse des musées madrilènes.

FAYARD, Jeannine, *Les Membres du Conseil de Castille à l'époque moderne (1621-1746)*, Droz, Paris et Genève, 1979.

GÉRARD, Véronique, *De castillo a palacio*, Xarait, Bilbao, 1984, 182 p.

LÓPEZ GARCÍA, Miguel, *Capitales y Corte en la historia de España*, Université de Valladolid, 2003. Les pages consacrées à la croissance soudaine et rapide de Madrid (*henchimiento de Madrid*) sont excellentes et suggestives.

MOLINIÉ-BERTRAND, Annie, *Au Siècle d'or. L'Espagne et ses hommes*,

Economica, Paris, 1985.

MONTEMAYOR, Julian, *Tolède entre fortune et déclin (1530-1640)*, Pulim, Limoges, 1996. La relation entre l'essor de Madrid et le déclin de Tolède illustre l'évolution du rôle de la capitale dans la monarchie castillane.

SOUBEYROUX, Jacques, *Paupérisme et rapports sociaux à Madrid au XVIII^e siècle*, 2 vol., Paris, Champion, 1978. Indispensable pour parvenir à une vision globale de la société madrilène à cette époque.

Deuxième et troisième parties

ALCALÁ ZAMORA, Niceto, *Los Diarios Robados*. À ce propos, voir *La Aventura de la Historia*, n° 158, présentation par José Gil Pecharromán.

AMALRIC, Jean-Pierre et AUBERT, Paul, *Azaña et son temps*, Casa Velázquez, Madrid, 1993. Plusieurs des articles réunis concernent directement Madrid.

ARTOLA, Miguel, *La Hacienda del siglo XIX*, Madrid, 1986.

AYMES, Jean-René, *La Guerre d'Indépendance en Espagne*, Bordas, Paris, 1986.

AZAÑA, Manuel, *Diarios 1932-1933. Los cuadernos robados*, Crítica, Barcelone, 1997. Introduction de Santos Juliá.

BENNASSAR, Bartolomé, *Franco*, coll. « Tempus », n° 18, Perrin, Paris, 2002.

—, *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, coll. « Tempus », n° 133, Perrin, Paris, 2006.

—, (sous la dir. de), *Histoire des Espagnols*, tome II, coll. « Tempus », n° 378, Perrin, Paris, 2011.

BÉRARD, Robert (sous la dir. de), *Dictionnaire de la tauromachie*, coll. « Bouquins », Robert Laffont, Paris, 2003.

BLÁZQUEZ JIMÉNEZ, Álvaro, *El Paisaje urbano de Madrid*, La Librería, Madrid, 2012. Une mise à jour des paysages madrilènes après les grandes transformations des années 2000. Photos et croquis très utiles.

BONET-CORREA, Antonio, *Los Cafés históricos*, Catedra, Madrid, 2012. Excellent livre dont l'illustration est remarquable.

BRÉGEON, Jean-Joël, *Napoléon et la guerre d'Espagne*, Perrin, Paris, 2006.

CABEZA SAN DEOGATIAS, José, *El Descanso del guerrero. El cine en Madrid durante la guerra civil 1936-1939*, Rialp, Madrid, 2005.

CARR, Raymond, « Spain History 1808-1975 », in *Oxford History of Modern Europe*, Clarendon Press, Oxford, 1982 (2^e éd.).

CARRASCO, Raphaël, *La Prostitution en Espagne de l'époque des Rois Catholiques à la II^e République*, Les Belles Lettres, Paris, 1994. Plusieurs articles concernent Madrid.

CEPEDA ADÁN, José, « Los Sitios de Madrid », in *Cuadernos de Historia moderna y contemporanea*, n° 3, Université Complutense, Madrid, 1982.

CERCAS, Javier, *Anatomie d'un instant*, traduit de l'espagnol, Actes Sud, 2010.

DESAZARS DE MONTGAILHARD, Sylvie, *La Transition démocratique. Le pari du centre*, Toulouse, Ophrys-Cric, 1995. Très informé. Très utile pour la compréhension d'un processus mal connu en France.

DURROUX, Rose, *Les Auvergnats de Castille*, Université Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand, 1992. L'aventure multiséculaire des boulangers cantaliens de Madrid.

- ELORZA ANTONIO, *La Historia de ETA*, Temas de Hoy, Madrid, 2006.
- ESCUADERO, Xavier, *La Bohème littéraire espagnole. D'un art de vivre à un art d'écrire*, Publibook.com, Paris, 2011.
- ESPAÑOL BOUCHE, Luis, *Madrid 1939. Del golpe de Casado al final de la guerra*, Almena, Madrid, 2003. Quelques mois de bruit et de fureur.
- Exposición *La Movida*, Comunidad de Madrid. Esperanza Aguirre, Gil de Biedma et Blanca Sánchez Bercián (commissaire de l'exposition), Madrid, 2010. Illustrations remarquables ; essentiel pour connaître la Movida.
- FRASER, Ronald, *La Maldita Guerra de España, 1808-1814*, Crítica, Barcelone, 2006. L'auteur fait notamment le bilan précis des victimes du 2 mai.
- GARCÍA CÁRCEL, Ricardo, *El Mito de la nación indomable. Los mitos de la guerra de independencia*, Temas de Hoy, Madrid, 2007. Une vision lucide et souvent subtile des années 1808-1814.
- GEA ORTEGAS, María Isabel, *Fuentes de Madrid*, La Librería, Madrid, 2010.
- GIBSON, Ian, *Paracuellos, cómo fue*, Argos Vergara, Barcelone, 1983. Peut-être la première étude sérieuse à propos du drame de Paracuellos.
- GONZÁLEZ CALLEJA, Eduardo, *La Dictadura de Primo de Rivera. La modernización autoritaria*, Alianza, Madrid, 2006.
- GONZÁLEZ LÓPEZ, José, *Madrid y su Extrarradio. El distrito de Tetuán en el primer tercio del siglo xx*, thèse de master, Université Complutense, Madrid, 2008. Excellent travail sur les mutations d'un quartier de Madrid.
- HERNÁNDEZ CASTANEDA, Francisco, *El Madrid tremebundo. Crímenes celebres 1797-1958*, Avapiés, Madrid, 1983. Un Madrid « underground » exhumé.
- Historia de la arquitectura española*, tome II, Edizaragoza, Saragosse, 1982.
- JULIÁ DÍAZ, Santos, *Madrid 1931-34. De la fiesta a la lucha de clases*, Siglo XXI, Madrid, 2000. Un livre qui parvient à donner au lecteur l'intelligence d'une période.
- , « De la Revolución popular a la revolución obrera », *Cuadernos de historia social*, tome 1, 1988, p. 29-43. Article qui annonce le livre précédent.
- (sous la dir. de), *Victimas de la guerra civil*, Temas de Hoy, Madrid, 1999. Le texte essentiel est de Julián Casanova. La deuxième partie ne concerne pas Madrid.
- LAFAGE, Franck, *L'Espagne de la Contre-Révolution*, L'Harmattan, Paris, 1993.
- LECHADO, José Manuel, *Movida. Una crónica de los ochenta*, Algaba, Madrid, 2005. L'étude la plus complète d'un phénomène original.
- LIZCANO, Pablo, *La Generación del 1956. La Universidad contra Franco*, Grijalbo, Barcelone, 1981. Les premiers pas de nombreux personnages essentiels de la transition.
- LÓPEZ RODÓ, Laureano, *Memorias IV*, « Claves de la transición », Plaza y Janés, Barcelone, 1993.
- LUIS, Jean-Philippe, *L'Utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Casa Velázquez, Madrid, 2002. Un bel effort pour éclairer une période difficile à connaître.
- , *L'Ivresse du pouvoir. Alexandre Marie Aguado, un génie des affaires*, Payot, Paris, 2009.

- LYNCH, JOHN, *Bourbon Spain, 1700-1808*, Basil Blackwell, Oxford, 1989.
- MADOZ, Pascual, *Diccionario geográfico, estadístico, histórico, de España*, Madrid, 1846-1850, tome X, entrée « Madrid ». Une importante radiographie de l'économie madrilène au milieu du XIX^e siècle, mais qui a la sécheresse de la statistique toute nue.
- MARTÍNEZ RUS, Ana, *La Política del libro durante la II República*, Université Complutense, Madrid, 2004.
- MAZADE, Charles DE, *L'Espagne moderne*, Lévy Frères, Paris, 1855. On peut en trouver des extraits in Bartolomé et Lucile Bennassar, *Le Voyage en Espagne*.
- NOURRY, Philippe, *Juan Carlos*, Tallandier, Paris, 2011. Très bien informé à propos du rôle du roi, notamment lors du 23-F.
- PEREZ, Joseph, *Histoire de l'Espagne*, A. Fyard, Paris, 1996.
- PREGO, Victoria, *Memoria de la transición*, série télévisée de qualité éditée à Madrid, Taurus, 1996.
- PRESTON, Paul, *Franco. A Biography*, Harpers Collins Publishers, London, 1993. La plus fournie des biographies de Franco.
- , *El Holocausto español. Odio y exterminio en la Guerra Civil y después*, Debate, Madrid, 2011.
- , *El Triunfo de la democracia en España*, Barcelone, 2001. Cette étude très documentée démontre que ce triomphe fut plus difficile que ne l'indiquent les apparences.
- Revue d'urbanisme*. De nombreux numéros de cette revue française des années 2000 concernent Madrid et ses transformations.
- ROCQUET, Claude-Henri, *Goya. Biographie*, Buchet-Chastel, Paris, 2008, 522 p.
- RUIZ SANZ, Mario, *Enrique Tierno Galván. Aproximación a su vida, obra y pensamiento*, Université Carlos III y Dykinson, Madrid, 1997.
- SERRANO, Carlos (sous la dir. de), *Madrid 1936-1939. Un peuple en résistance ou l'épopée ambiguë*, Autrement, Paris, 1991.
- SUÁREZ, Adolfo, *Fue posible la concordia*, Ed. Abel Hernández, Espasa, Madrid, 1996.
- TAMAMES, Ramón, « La República. La era de Franco », in Miguel ARTOLA (sous la dir. de), *Historia de España Alfaguara*, Ed. Alianza, Madrid, 1983.
- TITOS MARTÍNEZ, Manuel, « La Caja de Madrid en el siglo XIX », in *Revista de Historia económica*, otoño 1989, n° 3, p. 557-582.
- TUSELL, Javier, « Sociología electoral de Madrid, 1903-1931 », in *Cuadernos para el dialogo*, Madrid, 1969. Instrument de travail fort commode.
- VALENZUELA RUBIO, Manuel, « Madrid. Una Región metropolitana entre la dispersión y el policentrismo », in *España y la Unión Europea. Un cuarto de siglo de mutaciones territoriales*, Casa Velázquez, Madrid, 2011, p. 211-253. Texte essentiel d'une concision remarquable, accompagné de plans, croquis, photos, graphiques.
- WAINDROP, Édouard, *Les Anarchistes espagnols, 1868-1981*, Paris, Denoël, 2012.
- Sources littéraires, reportages, récits de voyage, correspondances*

N.B. Ne sont cités ici que des ouvrages qui ont été consultés.

BAREA, Arturo, *La Forja de un rebelde*, Ed. Montjuich, México, 1959, 804 p.

PÉREZ GALDÓS, Benito, *Episodios nacionales : El Equipaje del rey José ; El*

Terror de 1824 ; Narváez ; Los Duendes de la camarilla ; España sin rey ; España trágica ; Amadeo I.

—, romans : *La familia de León Roch*, 1878 ; *Misericordia*, 1897 ; *La Desheredada*, 1881 ; *Miau*, 1888.

UMBRAL, Francisco, *Travesía de Madrid*, 1974 ; *Trilogía de Madrid*, 1984 ; *La Leyenda del César visionario*, 1992 ; *Madrid 1940. Memorias de un joven fascista*, 1993 ; *Madrid, tribu urbana*, 1999.

Reportages, récits de voyages, correspondances

BENNASSAR, Bartolomé et Lucile, *Le Voyage en Espagne. Anthologie des voyageurs français et francophones du XVI^e au XIX^e siècle*, coll. « Bouquins », Robert Laffont, Paris, 1998. Les pages 321-389 concernent intégralement Madrid et les *sitios reales*. Au hasard du livre, beaucoup d'autres textes traitent de Madrid (exécutions, autodafés, journées de mai 1808...).

BERTAUT, François, « Journal du voyage d'Espagne (1659) », in *Revue hispanique*, tome 47, 1919.

BLANQUI, Adolphe, *Voyage à Madrid (août et septembre 1826)*, Dondey-Dupré Père et Fils, Paris, 1826.

BLAZE, Sébastien, *Mémoires d'un apothicaire sur la guerre d'Espagne pendant les années 1808 à 1814*, Ladvocat, Paris, 1828 (2 vol.). Important témoignage sur la journée du 2 mai. L'ouvrage eut un grand succès lors de sa publication.

BOURGOING, Jean-François, baron DE, *Nouveau voyage en Espagne*, Regnault, Paris, 1789 (3 vol.).

BRUNEL, Antoine DE (1622-1696), « Voyage d'Espagne, curieux, historique et politique, fait en l'année 1655 », in *Revue hispanique*, tome 30, 1914.

BUSSY, P. G. DE, « Campagne et souvenirs d'Espagne », in *Revue hispanique*, tome 32, 1915.

COIGNET, Jean-Roch, *Cahiers du capitaine Coignet (1789-1815)*, éd. Lorédan Larchey, Hachette, Paris, 1909.

COX, Geoffrey, *La Defensa de Madrid*, Edición e introducción de Martín Minchom, Oberon, Madrid, 2005. Un grand journaliste à Madrid pendant la guerre civile.

CUSTINE, Adolphe, marquis DE (1790-1857), *L'Espagne sous Ferdinand VII*, Paris, 1838, rééd. François Bourin, Paris, 1991.

DEMBOWSKI, Charles, *Deux ans en Espagne et au Portugal pendant la guerre civile (1838-1840)*, Librairie Charles Gosselin, Paris, 1841.

MANET, Édouard, *Voyage en Espagne*, textes établis par Juliet Wilson-Barau, L'Échoppe, Caen, 1988.

MARBOT, Jean-Baptiste, général-baron DE, *Mémoires du général-baron de Marbot*, tome 2, Plon, Nourrit et Cie, Paris, 1891 (3 vol.).

MÉRIMÉE, Prosper, *Lettres d'Espagne 1830-1833*, Le Marzet, Paris, 1927.

—, *Les Combats de taureaux en 1830*, Climats, Castelnau-le-Lez, 1955.

PEYRON, Jean-François, *Essai sur l'Espagne. Voyage fait en Espagne en 1777 et 1778*, Genève, 1780.

QUINET, Edgar, *Mes vacances en Espagne*, coll. « Les Introuvables », Éditions d'Aujourd'hui, Paris, 1986.

REGNAULT, Henri, *Correspondance*, présentée par A. Duparc, Charpentier, Paris, 1872.

SAINT-SIMON, Louis de Rouvroy, duc DE (1675-1755), *Tableau de la cour d'Espagne en 1721*, in *Œuvres complètes*, tome XXXIII, A. Quantin,

Paris, 1880.

VIARDOT, Louis, *Souvenirs de chasse*, Paulin et Le Chevalier, Paris, 1849.

VILLARS, Pierre, marquis DE, *Mémoires de la cour d'Espagne depuis l'année 1679 jusqu'en 1681*, Jean-François Josse, Paris, 1733.

1. Voir J. Oliver Asin, *Historia del nombre « Madrid »*, CSIC, Madrid, 1950.
2. Bernard Bessière, *Histoire de Madrid*, p. 13-17. Cet auteur s'est livré à une glose spirituelle des origines du nom de Madrid.
3. Antonio Fernández García (sous la dir. de), *Historia de Madrid*, Instituto de Estudios Madrileños, CSIC, rééd. 2007, p. 68-74.
4. Bernard Bessière, *op. cit.*, p. 17.
5. Voir *La Aventura de la historia*, n° 155, p. 88-89.
6. Voir Christine Mazzoli-Guintard, *Madrid, pequeña ciudad de Al-Andalus (siglos IX-XXI)*, Ed. Almudaina, Madrid, 2011, p. 49. Je n'ai pu avoir accès qu'à la traduction espagnole de l'ouvrage, paru à Rennes en 2009. Mais il s'agit presque du même texte. L'auteur, maître de conférences à l'université de Nantes, est au courant des dernières recherches, auxquelles elle a souvent participé.
7. *Ibid.*, p. 54-57.
8. *Ibid.*, p. 89-109.
9. *Ibid.*, p. 122-194.
10. Les mudéjars jouèrent dans la Madrid chrétienne un rôle non négligeable. À ce propos, voir María Florencia Mendizabal, *Los Mudejares de Madrid. Estudio de una pequeña comunidad castellana*, t. VIII, in Fundación para la historia de España, Buenos Aires, Argentina, 2006-2007.
11. À propos de l'alfoz et de la féodalisation, voir notamment Juan Pablo Fusi (sous la dir. de), *España Autonomías*, Espasa Calpe, Madrid, 1989, p. 525-538.
12. La canonisation de San Isidro, laboureur, en 1622, bénéficia des canonisations, le même jour, en mars, de Thérèse d'Ávila, d'Ignace de Loyola, de François-Xavier et Philippe Néri. Il fallait marquer la possibilité pour un paysan de parvenir à la sainteté, même si le dossier manquait de preuves irrécusables.
13. À propos de Madrid à l'époque des Rois Catholiques, voir Antonio López Gómez, *Los Reyes Católicos en Madrid*, in Madrid desde la Academia, Real Academia de la Historia, 2001.
14. Il est significatif que María F. Carbajo Isla, dans son ouvrage essentiel sur la population de Madrid, ne prenne au sérieux les recensements et estimations de la population madrilène qu'à partir de 1597. Voir aussi José Luis de los Reyes León, « La población de la villa de Madrid desde finales del siglo XVI hasta mediados del siglo XIX », p. 132-137 ; « Evolución de la población », in *Madrid. Atlas histórico de la ciudad*, p. 140-143.
15. Voir José Manuel Barbeito, « La Capital de la Monarquía », in *Madrid. Atlas histórico de la ciudad*, *op. cit.*, p. 33-34.
16. Antoine de Brunel, *Le Voyage curieux, historique et politique*, fait en l'année 1655, p. 210-211.
17. Voir Antonio Fernández García (sous la dir. de), *Historia de Madrid*, *op. cit.*, p. 138-19. Argument invoqué notamment par Ramón de Mesónero Romanos, mais aussi par José Cepeda Adán, « Los "sitios" de Madrid », in *Cuadernos de historia moderna y contemporánea*, 1082, n° 3, Universidad Complutense, Madrid, p. 61-93.
18. Même si l'hypothèse lisboète a pu être envisagée sérieusement pendant quelques années.
19. Véronique Gérard, *El Alcázar. De castillo a palacio*, Bilbao, 1984.
20. Voir Feliciano Barrios, p. 167-183.
21. Pour tout ce qui concerne le Conseil de la ville et les *regidores*, voir Alfredo Alvar Ezquerro, *Historia de Madrid*, p. 148-156.
22. Ce merveilleux dessin, qui appartient toujours au marquis de Salisbury, a été publié notamment dans *Las Casas Reales. El Palacio*, IV, Centenario del Monasterio

del Escorial, Patrimonio nacional, 1986, p. 57.

23. Lors des séjours à l'Escorial, Philippe II se délectait de l'écoute du chant des rossignols qui peuplaient le parc et les jardins. On le sait grâce aux lettres qu'il écrivit à ses filles depuis Lisbonne : il se plaignait d'en être privé.

24. Jonathan Brown et John H. Elliott ont consacré un ouvrage remarquable au Buen Retiro : *A Palace for a King. The Buen Retiro and the Court of Philip IV*, Yale University Press, Newhaven et Londres, 1980.

25. Alfredo Alvar Ezquerro, *Historia de Madrid*, op. cit., p. 168-176.

26. Rappelons que les familiers constituaient une sorte de milice supplétive de l'Inquisition. Chaque tribunal avait droit à un nombre précis de familiers, dont les privilèges étaient considérables : ils pouvaient porter nuit et jour des armes offensives et défensives et, en cas de délit, ils étaient jugés par les tribunaux du Saint-Office.

27. Voir Pilar Corella Suárez, *Conventos de Madrid*, La Librería, Madrid, 2009, p. 121-123.

28. Voir María F. Carbajo Isla, *La población de la villa de Madrid, desde finales del siglo XVI hasta mediados del siglo XIX*, Éd. Siglo XXI, Madrid, 1987, p. 134-149.

29. Eugenio de Salazar, cité in José Miguel López García, *El Hinchimiento de Madrid. La capital de la monarquía hispánica en los siglos XVII y XVIII*, p. 47, Capitales Y Corte en la Historia de España, Universidad de Valladolid, 2003.

30. Miguel Álvarez Ossorio y Redín, *Discurso universal de las causas que ofenden esta monarquía*, Madrid, 1985.

31. María F. Carbajo Isla, op. cit. (voir le tableau de la p. 147).

32. Cristina Segura, David Ringrose et Santos Juliá, *Madrid capital imperial (1561-1833)*, Madrid, p. 231.

33. Julián Montemayor, *Tolède entre fortune et déclin*, Pulim, Limoges, 1996, p. 275-277.

34. Annie Molinié-Bertrand, *Au Siècle d'or. L'Espagne et ses hommes*, Economica, Paris, 1985.

35. David Ringrose, op. cit., note 14, p. 248-252.

36. Dans les grandes villes, les *padres* et *madres de mozas* étaient souvent accusés de servir de relais à la prostitution.

37. Antoine de Brunel, op. cit., p. 153.

38. Felipe Ruiz Martín, « Madrid, centro financiero (siglos XVI-XVII) », in *Madrid desde la Academia*, Real Academia de la Historia, Madrid, 2001, p. 204-211.

39. Raphaël Carrasco, *La Prostitution en Espagne de l'époque des Rois Catholiques à la II^e République*, Centre de recherches sur l'Espagne moderne, Besançon, 1994, p. 16-17 et 91-109.

40. José Miguel López García, op. cit., p. 68-69.

41. Voir María Isabel Gea Ortigas, *Fuentes de Madrid*, La Librería, Madrid, 2010, p. 11-22.

42. Rappelons que l'*alcabala* était un impôt qui frappait toutes les transactions. Comme il était impossible de le prélever sur chaque vente, une évaluation annuelle propre à chaque corps de métier ou à chaque catégorie de commerce était effectuée et son produit était prélevé par les fermiers des *alcabalas*.

43. Claude Larquié, 1981.

44. Voir Bartolomé Bennassar, *Velázquez. Une vie*, éd. De Fallois, Paris, 2010, p. 247-253.

45. Pour tout ce qui concerne le théâtre à cette époque, voir notamment Jacques Beyrie et Robert Jammes, *Histoire de la littérature espagnole*, PUF, Paris, 1994, surtout p. 217-218.

46. Jacques Beyrie et Robert Jammes, *Histoire de la littérature espagnole*, op. cit., p. 217-218.

47. Pour les collections royales de Philippe II (peinture, livres, manuscrits), voir en particulier *IV Centenario del monasterio de el Escorial. Las Colecciones del rey. Pintura y escultura et fé y sabiduría*, La Biblioteca, Patrimonio nacional, 1986.
48. Voir, entre autres, Bartolomé Bennassar, *Velázquez. Une vie, op. cit.*
49. Jonathan Brown et John H. Elliott, *A Palace for a King. The Buen Retiro, op. cit.*
50. À propos de l'Alcázar et de sa décoration, voir surtout Yves Bottineau, Velázquez, Paris, éd. Mazenod, 1998.
51. *Ibid.*
52. Le texte de cette longue lettre a été publié presque *in extenso* dans le livre de Bartolomé et Lucile Bennassar, *Le Voyage en Espagne*, coll. « Bouquins », éd. Robert Laffont, Paris, 1998, p. 782-790.
53. Le texte du marquis de Villars est également publié dans *Le Voyage en Espagne, op. cit.*, p. 849-850.
54. Saint-Simon, « Tableau de la cour d'Espagne en 1721 », p. 351-394, in Bartolomé et Lucile Bennassar, *Le Voyage en Espagne, op. cit.*, p. 897-898.
55. Les miquelets catalans étaient des mercenaires, à l'origine levés par un chef de bande pour mener des actions répressives. Le premier cas connu est celui d'une bande au service de Cesar Borgia, commandée par un certain Miquelot. Les miquelets avaient joué un rôle notable pendant la guerre des Moissonneurs (*segadores*).
56. John Lynch, *Bourbon Spain 1700-1808*, Basil Blackwell, Oxford, 1989, p. 47.
57. Pour une étude précise de la question, voir Anne Dubet, *Jean Orry et la réforme du gouvernement de l'Espagne*, Presses universitaires Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand, 2009.
58. John Lynch, *op. cit.*, p. 65-66.
59. Saint-Simon, *op. cit.*, cité in *Le Voyage en Espagne, op. cit.*, p. 898-908.
60. On trouve une belle description de la Granja de San Ildefonso dans Jean-François Bourgoing, *Nouveau Voyage en Espagne*, tome 3, p. 64-81. Texte cité dans *Le Voyage en Espagne, op. cit.*, p. 384-389.
61. À propos de l'incendie de l'Alcázar et des transformations qu'il suscite, voir d'abord *Los Inicios de la transformación borbónica, 1725-1765*, in *Atlas histórico de Madrid*, p. 56-63, Fundación Casa Madrid, Lunwerg Ed., 1995. Et une bonne description de Jean-François Peyron, *Essais sur l'Espagne. Voyages faits en Espagne en 1777 et 1778*, Genève, 1780, p. 5-39. Voir une partie de ce texte dans *Le Voyage en Espagne, op. cit.*, p. 327-338.
62. María F. Carbajo Isla, *op. cit.* ; voir « Vecindarios y censos de población en el siglo XVIII », p. 156-223.
63. Dolores Brandis, *El Paisaje residencial en Madrid*, Ministerio de Obras Públicas y Urbanismo, Dirección General de Acción Territorial y Urbanismo, Madrid, 1983, p. 45. Remarquable travail d'un grand intérêt pour la connaissance de l'immobilier à Madrid.
64. Jean-François Bourgoing décrit les processions madrilènes des flagellants. Voir *Le Voyage en Espagne, op. cit.*, p. 985-986.
65. María F. Carbajo Isla, *op. cit.*, p. 188.
66. Janine Fayard, *Les Membres du Conseil de Castille à l'époque moderne (1621-1746)*, Librairie Droz, Genève et Paris, 1979 ; voir surtout « Les conseillers madrilènes », p. 228-237.
67. Voir Santos Madrazo, *Los servicios urbanos*, in *Atlas histórico de Madrid, op. cit.*, p. 244-259. Voir également Jesús Cruz, « Propriedad urbana y Sociedad en Madrid, 1749-1774 », in *Revista de historia económica*, n° 2, Primavera-Verano, 1990, p. 239-269.
68. Voir *infra*, p. 173 et *sq.*
69. Information statistique procurée par l'*Atlas histórico, op. cit.* À propos des Cinco

Gremios, voir p. 201-202.

70. José Miguel López García, « El Hinchamiento de Madrid. La capital de la monarquía hispánica en los siglos XVII y XVIII », in *Capitales y Corte en la historia de España*, université de Valladolid, 2003, p. 86.

71. David Ringrose, *op. cit.*, p. 258.

72. Jacques Soubeyroux, *Paupérisme et rapports sociaux à Madrid au XVIII^e siècle*, 2 vol., éd. Champion, Paris, 1978, p. 72-91.

73. José Miguel López García, *op. cit.*, p. 91-92.

74. *Ibid.*

75. David Ringrose, *op. cit.*, p. 285.

76. À propos de ces questions (salubrité, ordre public, etc.), on peut se référer à l'article de Gonzalo Anes Álvarez de Castrillón, « El Madrid del Siglo XVIII », in *Madrid desde la Academia*, *op. cit.*, p. 215-254.

77. *Ibid.*

78. Voir *Atlas histórico*, *op. cit.*, p. 342.

79. María Isabel Gea Ortigas, *Fuentes de Madrid*, *op. cit.*, p. 23-36.

80. Jacques Soubeyroux, *op. cit.*, p. 206-210.

81. C'est la proximité du palais de Liria, rue Princesa, qui explique le choix du nom de Ventura Rodríguez pour la station de métro qui dessert ce quartier.

82. Voir María de los Santos García Felguera, « La Intervención de Carlos III en Madrid : caractère de la reforma interior », in *Revista de la Universidad Complutense*, Urbanismo e historia urbana en España, Universidad Complutense, Madrid, 1979, p. 483-488.

83. Traduisons ces titres : *Le Jeune Homme trop gâté*, *La Demoiselle mal élevée*, *Le Vieil Homme et la Jeune Fille*. *Le Oui des jeunes filles*. Cette dernière pièce a d'ailleurs été jouée en France.

84. Jacques Soubeyroux, *op. cit.*, p. 128.

85. Notre collègue René Andioc, récemment disparu, avait proposé une analyse suggestive de cette œuvre.

86. Le supplice du garrot, qui s'est maintenu jusqu'à l'abolition de la peine de mort à la fin du XX^e siècle, consistait à étrangler le condamné.

87. Jacques Soubeyroux, *op. cit.*, p. 115-126, 371-389, 721-780.

88. Jean-Joël Brégeon, *Napoléon et la guerre d'Espagne*, 1808-1814, éd. Perrin, Paris, 2006, p. 56.

89. Voir Ricardo García Cárcel, *El sueño de la nación indomable. Los mitos de la Guerra de Independencia*, ed. Temas de hoy, Madrid, 2007, p. 28. Un grand livre dont la lecture est indispensable à la compréhension de cette période.

90. La guerre des Oranges qui opposa l'Espagne au Portugal en 1801 fut provoquée par le refus du Portugal de participer au blocus continental imposé par Napoléon. Le nom du conflit vient sans doute d'une anecdote survenue en Algarve. Des soldats auraient cueilli des branches d'oranger que Godoy, qui commandait l'armée, aurait envoyées à Marie-Louise avec ce mot : « Je manque de tout, mais sans rien j'irai à Lisbonne. »

91. C'est en effet Godoy qui a réalisé les premiers « désamortissements », soit la confiscation au profit de l'État de biens de « mainmorte » appartenant à l'Église et dont la vente soulagea les finances royales. Ce mouvement connu deux autres étapes au cours du XIX^e siècle, dont on reparlera car il a eu une grande importance pour Madrid.

92. Ricardo García Cárcel, *op. cit.*, p. 98-102.

93. Ronald Fraser, *La maldita guerra de España, Historia social de la guerra de Independencia, 1808-1814*, Ed. Crítica, Barcelone, 2006, p. 93-100.

94. Selon les *Mémoires* du général-baron de Marbot, tome 2, Librairie Plon, Paris, 1892, p. 30-34.

95. Jean-Joël Brégeon, *op. cit.*, p. 98-99.
96. Ricardo García Cárcel, *op. cit.*, p. 101-102.
97. Jean-Joël Brégeon, *op. cit.*, p. 98.
98. Jean-René Aymes, *La Guerre d'Indépendance en Espagne, 1808-1815*, Paris, Bordas, 1984, p. 20-21.
99. Lorédan Larchey, *Cahiers du capitaine Coignet, 1789-1815*, Paris, Hachette, 1909.
100. *Ibid.*
101. Ricardo García Cárcel, *op. cit.*, p. 80-83 et 177-185.
102. Benito Pérez Galdos, « El Equipaje del Rey José », in *Episodios nacionales* 11, p. 7-13.
103. Voir Jean-Philippe Luis, *L'Utopie réactionnaire. Épuration et modernisation de l'État dans l'Espagne de la fin de l'Ancien Régime (1823-1834)*, Ed. Casa Velázquez, Madrid, 2002, p. 34-35.
104. *Ibid.*, p. 37-40.
105. Voir par exemple *Le Musée du Prado*, Paris, éd. Place des Victoires / Lunewerg, 1998, p. 16-24.
106. Franck Lafage, *L'Espagne de la contre-révolution. Développement et déclin (xviii^e-xx^e siècle)*, L'Harmattan, Paris, 1993, p. 96-102.
107. À ce propos, on peut lire avec profit Miguel Artola Gallego, « Madrid en el siglo XIX », in *Madrid desde la Academia*, *op. cit.*, p. 269-300.
108. Jean-Philippe Luis, *op. cit.*, p. 45-47 ; Franck Lafage, *op. cit.*, p. 104-107.
109. Franck Lafage, *op. cit.*
110. Claude-Henri Rocquet, *Goya*, Buchet-Chastel, Paris, 2008, p. 241 *sqq.*
111. Voir Philippe Nourry, *Le Roman de Madrid*, éd. du Rocher, Monaco, 2006, p. 149.
112. À propos d'Aguado et de son rôle, voir Miguel Artola Gallego, *La Hacienda del siglo XIX*, Madrid, 1986, et surtout Jean-Philippe Luis, qui a consacré à cet étonnant personnage une importante biographie : *L'Ivresse du pouvoir. Alexandre Marie Aguado, un génie des affaires*, Payot, Paris, 2009.
113. J'utilise ici P.-G. de Bussy, « Campagnes et souvenirs d'Espagne », in *Revue hispanique*, 1823 ; et Adolphe Blanqui, *Voyage à Madrid*, Gondey-Dupré Père & Fils, Paris, 1826. Ces textes peuvent aussi être consultés dans *Le Voyage en Espagne*, *op. cit.*
114. Cristina Segura, David Ringrose, Santos Juliá, *op. cit.*, p. 362.
115. Pour le personnage de Narváez, lire par exemple Benito Pérez Galdós, « Narváez », in *Episodios nacionales*, n° 32, 4^e série, Alianza Editorial, Biblioteca del Autor, Madrid, 2007, p. 112, 135-136, 177-182.
116. Dolores Brandis, *El Paisaje residencial de Madrid*, MOPU, Madrid, 1983. Cet ouvrage permet de suivre et de comprendre l'évolution et les transformations de l'immobilier madrilène de 1656 à 1970.
117. Franck Lafage, *L'Espagne de la contre-révolution*, *op. cit.*
118. Bernard Bessière, *op. cit.*, p. 184.
119. David Ringrose et Santos Juliá, *op. cit.*, p. 368-369.
120. *Ibid.*, p. 365-369.
121. *Ibid.*, p. 378.
122. Charles de Mazade, *L'Espagne moderne*, Michel Lévy Frères, Paris, 1855. Le texte cité a été publié dans *Le Voyage en Espagne*, *op. cit.*, p. 353-360.
123. Les Maragatos sont des habitants du Bierzo, région située au nord-ouest de l'Espagne, à l'ouest de León. Ils se sont adonnés pendant des siècles au commerce charretier à longue distance.
124. Charles de Mazade, *op. cit.*, p. 355-357.
125. María F. de Carbajo Isla, *op. cit.*, p. 306-331. Elle publie les statistiques de décès de toutes les paroisses pour cette période.

126. Louis Viardot, *Souvenirs de chasse*, Paulin et Le Chevalier, Paris, 1849, p. 338-343, 351, 354. Et *Le Voyage en Espagne*, *op. cit.*, p. 1179-1180.
127. *Ibid.*, p. 1180-1181.
128. María F. de Carbajo Isla, *op. cit.*, p. 121.
129. Prosper Mérimée, *Lettres d'Espagne 1830-1833*, éd. Le Marzet, Paris, 1927, p. 109-121. Ou *Le Voyage en Espagne*, *op. cit.*, p. 1047-1049.
130. Edgar Quinet, *op. cit.*, p. 1054-1055.
131. Pascual Madoz, *Diccionario geográfico, estadístico, histórico, de España*, Madrid, 1846-1850, tome X, entrée « Madrid ». Le dictionnaire offre une quantité considérable de données généralement fondées, mais l'auteur n'hésite pas à mettre certaines de ses sources en question.
132. Edgar Quinet, *op. cit.* Et *Le Voyage en Espagne*, *op. cit.*, p. 819-825.
133. Pascual Madoz, *Diccionario geográfico... op. cit.*, tome X, entrée « Madrid ». Voir aussi « La Enseñanza en el primer tercio del siglo XIX », in *Madrid. Atlas histórico de la ciudad*, *op. cit.*, p. 346-47.
134. Pascual Madoz, *Diccionario geográfico... op. cit.*, tome X, entrée « Madrid ».
135. Voir Francisco Hernández Castaneda, *El Madrid tremebundo. Crímenes celebres, 1797-1958*, El Avapiés, Madrid, 1983. Voir le cas des frères Marina, p. 71-80.
136. Charles Dembowski, *Deux ans en Espagne et au Portugal pendant la guerre civile 1838-1840*, Librairie de Charles Gosselin, Paris, 1841, p. 62-72. Ou *Le Voyage en Espagne*, *op. cit.*, p. 869-875.
137. Benito Pérez Galdós, *España tragica*, chap. I, 4^e série des *Episodios nacionales*.
138. Rose Durroux, *Les Auvergnats de Castille. Renaissance et mort d'une migration au XIX^e siècle*, publications de la faculté des lettres et sciences humaines de Clermont-Ferrand, 1992, p. 59-255. Passionnante enquête qui révèle un monde disparu dont l'empreinte reste forte. À propos de l'anecdote, voir Arturo Barea, *La Forja de un rebelde*, chap. VII.
139. Cette conjoncture est très clairement exposée par David Ringrose et Santos Juliá, *op. cit.*, p. 386-389.
140. *Ibid.*, p. 386-392.
141. Dolores Brandis, *op. cit.*, chap. IV, p. 97-128.
142. Bernard Bessière, *op. cit.*, p. 205-208.
143. Benito Pérez Galdós, *Miau, Fortuna y Jacinta*.
144. Benito Pérez Galdós, *La Familia de León Roch*. Comme *Miau, Fortuna y Jacinta*, *El Doctor Centeno* ou *Misericordia*, par exemple, ce livre ne fait pas partie des *Episodios nacionales*. Mais ce roman ne s'en inscrit pas moins avec force dans l'histoire du Madrid du XIX^e siècle. D'autant que le romancier a vécu à Madrid de 1862 à sa mort en 1920 et a souvent changé de résidence, de sorte qu'il avait une connaissance directe de nombreux quartiers.
145. David Ringrose et Santos Juliá, *op. cit.*, p. 373-374.
146. Dolores Brandis, *op. cit.*, p. 124-128.
147. Benito Pérez Galdós, *La Desheredada* (1881), *El Libro de bolsillo*, Madrid Alianza Editorial, p. 39, 93, 102.
148. Benito Pérez Galdós, *Misericordia*, chap. 5, 6 et 27. Le roman publié en 1887 est tout entier une chronique du paupérisme madrilène à la fin du XIX^e siècle.
149. *Ibid.*, chap. 1 et 2.
150. Dolores Brandis, *op. cit.*, p. 121-122.
151. Benito Pérez Galdós, *La Familia de León Roch*, *op. cit.*
152. David Ringrose et Santos Juliá, *op. cit.*, p. 374-375.
153. Benito Pérez Galdós, *La Familia de León Roch*, *op. cit.*, chap. 13.
154. Raymond Carr, « Spain 1808-1975 », in *Oxford History of Modern Europe*, Clarendon, Oxford, 2^e éd., 1982, p. 248.
155. Henri Regnault, *Correspondance*, présentée par A. Duparc, Charpentier, Paris,

1872. On peut aussi lire ces lettres dans *Le Voyage en Espagne*, op. cit., p. 1172-77. Voir aussi José Cepeda Adán, « Los Sitios de Madrid en el siglo XIX », in *Cuadernos de historia moderna y contemporánea*, n° 3, p. 61-94, Universidad Complutense, Madrid, 1982.

156. Edgar Quinet, *Mes vacances en Espagne*, op. cit., p. 49-76 ; ou *Le Voyage en Espagne*, op. cit., p. 1168-1170.

157. Benito Pérez Galdós, *España trágica*, op. cit., chap. 28 à 31.

158. Pour tout ce qui précède, voir Pascual Madoz, *Diccionario geográfico, estadístico, histórico, de España*, Madrid, 1846-1850, tome X, entrée « Madrid ». Dictionnaire qui sert de point de départ pour un tableau de l'économie madrilène vers 1850. À propos de la prostitution, voir María del Carmen Simón Palmer, « La prostitución en la novela madrileña del siglo XIX (Realidad social y representación novelística) », article de l'ouvrage dirigé par R. Carrasco, *La Prostitución en Espagne de l'époque des Rois Catholiques à la II^e République*, Centre de recherches sur l'Espagne moderne, vol. 2, 1994.

159. Benito Pérez Galdós, *España sin rey*, op. cit., chap. X.

160. Voir Manuel Titos Martínez, « La Caja de Madrid en el siglo XIX », in *Revista de historia económica*, automne 1989, n° 3, p. 557-582. La tante Encarnación, un personnage de *La Desheredada* de Pérez Galdós, avait son livret du mont-de-piété.

161. Ces deux dernières pages s'inspirent largement du livre fort intéressant de Franck Lafage, op. cit., p. 161-68.

162. Carlos Serrano, « Théâtre, sport et corrida : vers le spectacle de masse dans l'Espagne isabelline (1859-1867) », in *Fêtes et divertissements*, coll. « Iberica », Presses de l'université Paris-Sorbonne, 1997, p. 177-188.

163. Edmundo de Amicis, *L'Espagne*, Paris, Librairie Hachette, 1878, p. 112.

164. À propos du théâtre, je m'inspire principalement de Jacques Beyrie, dans *Histoire de la Littérature espagnole*, Paris, PUF, 1994, p. 313-327.

165. Voir Philippe Nourry, *Le Roman de Madrid*, op. cit., p. 247-249.

166. Edmundo de Amicis, op. cit., p. 141-142 et 146-170.

167. Voir Philippe Nourry, *Le Roman de Madrid*, op. cit., p. 247-249.

168. Au XIX^e siècle, le nombre des taureaux à l'affiche d'une corrida et combattus variait beaucoup. Ainsi Pepete avait pris l'alternative à Madrid, le 4 juillet, 1852 lors d'une corrida de quatorze taureaux qu'affrontaient avec lui Cúchares, El Chiclanero, El Cano, Pucheta (le torero des barricades) et un amateur (dit *aficionado practico*), don Gil Fernández Oliva. Pour un rappel plus complet de l'évolution de la corrida au XIX^e siècle, on peut consulter Bartolomé Bennassar, *Histoire de la tauromachie. Une société du spectacle*, Desjonquères, Paris. Et pour les biographies des toreros cités, Robert Bérard (sous la dir. de), *La Tauromachie. Histoire et dictionnaire*, « Bouquins », Robert Laffont, Paris, 2003.

169. John Lynch, op. cit., p. 406-408.

170. Philippe Nourry, op. cit., p. 195.

171. José Cepeda Adán, *Los Sitios de Madrid*, op. cit., p. 70-78.

172. *Ibid.*, p. 83-93.

173. Voir le récit de Charles de Mazade, *Les Révolutions de l'Espagne contemporaine*, Didier, Paris, 1869.

174. Voir le grand roman d'Arturo Barea, *La Forja de un rebelde*, 2^e partie, « Proletário », Ed. Montjuich, Mexico, 1959, p. 213-222. Ce roman autobiographique comporte des pages remarquables à propos de la population de Madrid avant 1914 et pendant la guerre civile.

175. Dolores Brandis, op. cit., p. 131-134.

176. Arturo Barea, op. cit., p. 213-222.

177. Dolores Brandis, op. cit., p. 134-137.

178. Voir Ayuntamiento de Madrid, *Informe sobre la ciudad*, 1929.

179. J'utilise l'excellent travail de José González López, *Madrid y su Extrarradio. El Distrito de Tetuán en el primer tercio del siglo xx*, thèse de master, Universidad Complutense, Madrid, 2008.
180. Arturo Barea, *op. cit.*, p. 83 et 218.
181. Dolores Brandis, *op. cit.*, p. 129-178.
182. Pour la connaissance de ces quartiers, on peut se référer aux romans de Pío Baroja qui a vécu à Madrid et parcouru la ville en tous sens à cette époque : par exemple *Mala Hierba*, *Aurora Roja* ou *La Busca*.
183. Voir par exemple l'étude de Gloria Nielfa Cristóbal, « La distribución del comercio en Madrid en la primera decada del siglo xx », in *Cuadernos de Historia Moderna y Contemporánea*, n° 4, Universidad Complutense, Madrid, 1983, p. 117-138.
184. Informations recueillies grâce aux tableaux de l'ouvrage de Javier Tusell, *Sociología electoral de Madrid, 1903-1931*, Ed. Cuadernos para el Dialogo, Madrid, 1969.
185. Arturo Barea, *op. cit.*, p. 218-222 et 241-244.
186. Statistiques établies d'après les données de Javier Tusell, *op. cit.*
187. À propos de ce congrès de Madrid, voir Edouard Waintrop, *Les Anarchistes espagnols, 1868-1981*, Denoël, Paris, 2012, p. 157-161.
188. Cette semaine (26 juillet-2 août 1909) avait été provoquée par l'insurrection des jeunes hommes mobilisés pour la campagne du Maroc. Les troubles avaient fait plus de 100 morts et contraint Antonio Maura à la démission.
189. Julián Besteiro (1870-1940), né à Madrid, qui fut étudiant de l'Institution libre d'enseignement et de la Sorbonne, puis de plusieurs universités allemandes, influencé par la social-démocratie allemande et le marxisme, élu à la chaire de logique de l'université de Madrid, adhéra au PSOE en 1912 ; conseiller municipal de la mairie de Madrid en 1913, il devint membre du Comité national de l'UGT en 1914. Il fut l'un des artisans du refus de l'adhésion du PSOE à l'Internationale communiste.
190. Les causes exactes de l'assassinat de Dato restent controversées.
191. Pour la dictature de Primo de Rivera, voir Eduardo González Calleja, *La dictadura de Primo de Rivera. La modernización autoritaria*, Ed. Alianza, Madrid, 2006.
192. Voir Luis Enrique Otero Carvajal, in Antonio Fernández García (sous la dir. de), *Historia de Madrid*, *op. cit.*, p. 693-725.
193. Voir « Manuel Azaña et l'Ateneo de Madrid », in *Azaña et son temps*, coll. « La Casa Velázquez », J.-P. Amalric et Paul Aubert éd., Madrid, 1993, p. 47-65.
194. À propos de la Residencia de Estudiantes, voir par exemple Joaquín Pérez Villanueva, *Ramón Menéndez Pidal. Su Vida y su Tiempo*, « Biografías Espasa », Madrid, 1991, p. 207-220. Luis Enrique Otero Carvajal insiste lui aussi beaucoup sur le rôle des cafés et *tertulias* (voir *op. cit.*, p. 702-704). Et Antonio Bonet Correa a consacré un beau livre aux cafés.
195. Je recommande le livre très neuf de Xavier Escudero, *La Bohème littéraire espagnole. D'un art de vivre à un art d'écrire*, Publibook, Paris, 2011.
196. Consulter Robert Jammes et Jacques Beyrie, *Histoire de la littérature espagnole*, *op. cit.*, p. 313-330 et 337-355.
197. Luis Enrique Otero Carvajal, *op. cit.*, p. 706-709.
198. À propos de ces faits divers et des commentaires qu'ils ont suscités, j'ai consulté Francisco Hernández Castanedo, *El Madrid Tremebundo. Crímenes celebres, 1797-1958*, *op. cit.*, p. 170. Et les quotidiens madrilènes de ces années.
199. S'agissant de la tauromachie, j'utilise mon propre ouvrage, *Histoire de la tauromachie. Une société du spectacle*, *op. cit.*, et *La Tauromachie. Histoire et dictionnaire*, *op. cit.*, dont j'ai rédigé une part notable.
200. Santos Juliá Díaz, « De la Revolución popular a la revolución obrera », in

Historia social, tome 1, 1988, p. 29-43.

201. Javier Tusell, *op. cit.*, p. 188-209.

202. Santos Juliá Díaz, *Madrid 1931-1934. De la fiesta popular a la lucha de clases*, Madrid, 1984, p. 150-190. Un livre très éclairant.

203. *Ibid.*, p. 2.

204. *Ibid.*, p. 437. Source : *Boletín del Ministerio de Trabajo*, mars 1934.

205. *Ibid.*, tableau 27.

206. *Ibid.*

207. À propos du coup de Sanjurjo et de l'affaire de Casas Viejas, voir ce qu'en écrit Manuel Azaña lui-même in *Diarios 1932-1933, Los cuadernos robados*, Ed. Crítica, Barcelone, 1997 (introduction de Santos Juliá). On sait que lors de cette affaire, quelques anarchistes qui ne menaçaient guère le régime furent tués dans leurs maisons, incendiées par les Gardes d'assaut.

208. La CEDA, c'est-à-dire la Confédération espagnole des droites autonomes, née à l'initiative du journal catholique *El Debate* et de son directeur Ángel Herrera Oria, rassemblait plusieurs petits partis de droite. Elle acceptait la république, mais soutenait que celle-ci était le résultat d'un accident : d'où la définition de sa position « accidentaliste » ou « possibiliste ». La CEDA voulait s'en tenir aux voies légales, mais elle se réservait de modifier la Constitution si elle parvenait au pouvoir. Elle ne méritait pas l'accusation de fascisme, même si quelques-uns de ses membres devaient évoluer dans ce sens. Et en refusant de la considérer comme un parti de gouvernement possible, la gauche, surtout l'extrême gauche, trahissait l'esprit (et la lettre) de la Constitution.

209. L'État catalan dura vingt-quatre heures. L'attitude ferme du général Batet, lui-même catalan, provoqua l'échec immédiat de Companys.

210. Je cite ici Antonio Fernández García, Ángel Bahamonde Magro et Jesús A. Martínez, *Historia de Madrid, op. cit.*, p. 613-614.

211. Largo Caballero et Indalecio Prieto commirent l'erreur (que Prieto reconnut plus tard) de déclencher un soulèvement évidemment contraire à la légalité républicaine. Même s'ils suspectaient sincèrement la CEDA de tendances fascistes, la participation à un gouvernement de trois membres du parti qui avait obtenu le plus de voix et de sièges à des élections incontestables se justifiait parfaitement.

212. Les *yunteros* étaient des paysans estrémègnes (originaires d'Estrémadure) pourvus d'attelages et d'un certain équipement, mais sans terres.

213. JAP : Jeunesses d'action populaire. Je reste convaincu que le problème agraire fut une des causes majeures de l'échec relatif de la république et surtout de sa chute. Lors du premier *biennio* (durée de deux ans), dont l'action fut positive à bien des égards, l'absence d'une réforme agraire réelle (dont les instruments législatifs étaient prévus par la Constitution) empêcha la paysannerie de soutenir le gouvernement de gauche et de le prolonger, provoquant la victoire des droites aux élections de novembre 1933. Après l'échec de la révolution d'octobre 1934 (qui compromit gravement la gauche socialiste), la droite eut une occasion exceptionnelle, offerte par le cédiste Manuel Jiménez Fernández, ministre de l'Agriculture, de prendre l'initiative d'une réforme agraire importante, sinon suffisante, et elle la perdit. La voie était libre pour les solutions extrêmes.

214. Voir J.-P. Amalric et P. Aubert (sous la dir. de), « Azaña et Madrid », in *Azaña et son temps*, Ed. Casa Velázquez, 1998.

215. Ana Martínez Rus, *La Política del libro en la Segunda Republica*, Trea Sel, Madrid, 2003.

216. Niceto Alcalá-Zamora, « Los Diarios robados », in *La Aventura de la Historia*, n° 158. Voir « Extractos », présentés par José Gil Pecharromán, p. 28-34.

217. *L'estraquerlo* était une roulette truquée dont Lerroux, alors au pouvoir, avait autorisé, par cupidité, l'usage dans les loteries et les foires populaires. Ce mot,

composé à l'aide des initiales des noms des inventeurs, désigna, par la suite, le marché noir.

218. Javier Tusell Gómez, *La Segunda Republica en Madrid. Elecciones y partidos politicos*, Madrid, 1970.

219. Niceto Alcalá-Zamora, « Los Diarios robados », *op. cit.*

220. Ronald Fraser, *Becuerdalo tu y becuerdalo a otros. Historia oral de la guerra civil española*, 2 vol., Ed. Critier, Barcelone, 1979.

221. Arturo Barea, *La Forja de un rebelde*, *op. cit.*, p. 533-555.

222. *Ibid.*

223. Le soulèvement du 18 juillet a été longtemps appelé en Espagne, après la fin de la guerre civile, le Movimiento (le Mouvement).

224. Santos Juliá Díaz, *Un peuple en armes ou l'épopée ambiguë*, Autrement, Paris, 1991, p. 36-57.

225. Antonio Fernández García (sous la dir. de), *Historia de Madrid*, Instituto de Estudios madrileños, CSIC, Madrid, 1991, 3^e éd. 2007, p. 617-618.

226. Arturo Barea, *op. cit.*, p. 586-604.

227. *Ibid.*, p. 584.

228. *Ibid.* Voir le chapitre « En la Telefónica », qui évoque les journalistes Delmer et Delaprée (entre autres), p. 642-654.

229. Voir Manuel Tuñón de Lara, « 1936-1937. La mobilisation partout », in *Madrid 1936-1939*, *op. cit.*, p. 58-68.

230. Voir Geoffrey Cox, *La Defensa de Madrid*, Ed. Oberón, Madrid, 2005. Les textes de Cox sont précédés d'une excellente introduction de Martín Minchóm. Cox, que Minchóm put interviewer alors qu'il était âgé de 95 ans, fut un journaliste d'exception. Il se trouvait toujours en un lieu où se passait un événement capital : il était à Nuremberg lors du meeting le plus fameux que tint Hitler ; il était à Vienne lors de l'entrée de Hitler et de son discours depuis le balcon de l'hôtel Imperial ; pendant la Seconde Guerre mondiale, il assista au Conseil de la guerre du Pacifique avec Churchill et Roosevelt... Les journalistes faisaient parfois allusion à « la chance de Cox ».

231. Geoffrey Cox, *op. cit.*, p. 155-156.

232. *Ibid.*, chapitre 31, p. 263-265.

233. On peut se référer à Ian Gibson, *Paracuellos, cómo fue*, Madrid, 1985, rééd. 2005 ; à Julián Casanova dans Santos Juliá (sous la dir. de), *Victimas de la guerra civil*, Ed. Temas de Hoy, Madrid, 1999, p. 131-136 ; et à Jaime Cervera Gil, « Violencia en el Madrid de la guerra civil. Los Paseos (julio-diciembre 1936) », in *Historia Contemporanea*, Universidad de Salamanca, vol. 13-14, 1995-1996, p. 63-82. Voir aussi Ricardo Gullón, in *Madrid 1931-1936*, *op. cit.*, p. 225-242. Et l'article de Fernando Hernández Sánchez, « Masacre en Paracuellos », *La Aventura de la historia*, n° 168, octobre 2012, p. 16-25, avec un excellent organigramme de l'appareil de la répression.

234. Voir Edward Baker, « Hemingway, l'hôtel Florida et le Chicote », in *Madrid 1931-1936*, *op. cit.*, p. 188-207.

235. Pour le rôle du cinéma à Madrid pendant la guerre civile : José Cabeza San Deogratias, *El Descanso del guerrero. El cine en Madrid durante la guerra civil española (1936-1939)*, Ed. Rialp, Madrid, 2005.

236. Les *requetes* étaient les volontaires carlistes, qui se révélèrent de remarquables combattants.

237. Vicente Rojo, *Alerta los pueblos*, Ed. Ariel, Barcelone, 1974, p. 124-125.

238. Julio Aróstegui, « L'agonie », in *Madrid 1931-1936*, *op. cit.*, p. 256-269. On trouvera une étude détaillée et très documentée de la fin de la guerre à Madrid, des intentions de Franco, du rôle exact de Casado, de Besteiro et de Negrín, de la conjoncture internationale, dans Luis Español Bouché, *Madrid 1939. Del Golpe de*

Casado al final de la guerra civil, Almena, Madrid, 2003.

239. Voir à ce propos Carlos Jiménez Díaz, « Memoria sobre el estado nutricional de la población madrileña (1941-1943) », in *Estudios de historia social*, n° 5-6, Madrid, 1978.

240. Francisco Umbral, *Madrid 1940. Memorias de un joven fascista*, Ed. Planeta, Barcelone, 1993, p. 34-38, 65, 129, 170, 175, 226.

241. *Ibid.*, p. 18-19, 59.

242. Attitude numantine, par référence à la résistance héroïque de la ville ibère de Numance face à l'invasion romaine de l'Espagne, entre 153 et 133 avant J.-C.

243. Pour les débuts de ce chapitre, je m'inspire surtout de Ángel Bahamonde Magro, in *Historia de Madrid*, *op. cit.*, p. 621-627.

244. Dolores Brandis, *op. cit.*, p. 181-185. Les municipes annexés par Madrid furent : Chamartín de la Rosa, Carabanchel Bajo et Alto, Canillas, Canillejas, Hortaleza, Barajas, Vallecas, El Pardo, Vicalvaro, Fuencarral, Aravaca et Villaverde.

245. *Ibid.*, p. 197.

246. *Ibid.*, p. 185-189.

247. Ricardo Méndez, in *Historia de Madrid*, *op. cit.*, p. 677-684.

248. Voir par exemple Luis Enrique Otero Carvajal, in *Historia de Madrid*, *op. cit.*, p. 725-728, et Francisco Umbral, *op. cit.*, p. 46-47.

249. Francisco Umbral, *op. cit.*

250. Voir par exemple Bartolomé Bennassar, *Histoire de la tauromachie*, *op. cit.*, p. 112-116.

251. Francisco Hernández Castanedo, *El Madrid Tremebundo...*, *op. cit.*, p. 181-190

252. Pour la connaissance des milieux universitaires, de la fermentation politique et des événements de février 1956, on se reportera au précieux livre de Pablo Lizcano, *La Generación del 56. La Universidad contra Franco*, Ed. Grijalbo, Barcelone, 1981. Ce livre est un véritable répertoire des gens qui jouèrent un rôle notable pendant cette période et pendant les années de la transition.

253. Les hasards de la vie ont fait que j'ai passé et vécu en Espagne cette passionnante année 1956 (dont trois mois à Madrid). Il va sans dire que j'ai suivi avec le plus vif intérêt le film des événements à travers la presse... et au fil des conversations !

254. Je me permets de renvoyer à mon livre, *Franco*, coll. « Tempus », Perrin, 2002.

255. Voir Pablo Lizcano, *La Generación del 56...*, *op. cit.*, p. 82.

256. Bartolomé Bennassar, *Histoire de la tauromachie...*, *op. cit.*, p. 80-83.

257. Voir Ricardo Méndez, in *Historia de Madrid*, *op. cit.*, p. 684-688 ; Ángel Magro Bahamonde et Luis Otero Carvajal, in Juan Pablo Fusi (sous la dir. de), *España Autonomías. Madrid*, *op. cit.*, p. 599.

258. Dolores Brandis, *op. cit.*, p. 244-337. Ce remarquable chapitre présente en une sorte de bilan l'état de Madrid en 1970.

259. *Ibid.*

260. *Ibid.*

261. *Historia de Madrid*, *op. cit.*, p. 688.

262. Tous les auteurs qui se réfèrent à cette période évoquent la « révolution du Seiscientos ». Pour en avoir été témoin moi-même en Espagne et à Madrid, je ne puis que m'associer à ce constat.

263. Luis Enrique Otero Carvajal, in *Historia de Madrid*, *op. cit.*, p. 729.

264. Bartolomé Bennassar et coll., *Histoire des Espagnols*, tome II, « Tempus », Perrin, 2011, p. 616.

265. Ángel Magro Bahamonde et Luis Enrique Otero Carvajal, in *España Autonomías. Madrid*, *op. cit.*, p. 599-604.

266. Javier Tusell, *Carrero. La Eminencia gris del regimen de Franco*, Ed. Temas de Hoy, Madrid, 1993.

267. Voir *Historia de Madrid*, *op. cit.*, p. 629-631. À propos des tractations entre Franco et son entourage, don Juan, Juan Carlos, voir surtout Philippe Nourry, *Juan Carlos*, éd. Tallandier, Paris, nouvelle édition, 2011, très bien informé. Voir p. 177-215. À propos de l'insistance des ministres de Franco pour obtenir la loi de succession, voir notamment Laureano López Rodó, *Memorias. Años decisivos*, Ed. Plazay Janes, Barcelone, 1991. Nombreux détails au long des années 1967 et 1968.
268. Bartolomé Bennassar, *Franco*, *op. cit.* ; Laureano López Rodó, *op. cit.*
269. *Historia de Madrid*, *op. cit.*, p. 632. Il est difficile d'imaginer aujourd'hui la violence des expressions des gens du « bunker » à l'égard du cardinal Enrique y Tarancón.
270. J'ai eu l'occasion en 1968 de visiter les Torres Blancas qui venaient d'être inaugurées. Voir aussi *Historia de la arquitectura española*, tome 6, p. 204-207.
271. Selon certaines rumeurs et quelques témoignages, la CIA n'aurait pas été étrangère à la préparation de l'attentat, car les États-Unis ne souhaitaient pas l'arrivée au pouvoir de l'amiral Carrero Blanco pour diverses raisons (problèmes des bases américaines, projet nucléaire espagnol). Francisco Umbral l'affirme sans contemplation dans *Madrid, tribu urbana*, Ed. Planeta, Barcelone, 2008, p. 1339 : « Les États-Unis, qui ne voulaient pas d'autre dictature militaire en Espagne, firent exploser Carrero Blanco [...] avec l'explosif brutal de l'ETA. » Mais on ne prête qu'aux riches.
272. Robert Jammes et Jacques Beyrie, *op. cit.*, p. 414-415 et 430-441.
273. Bartolomé Bennassar, *Histoire des Espagnols*, tome II, *op. cit.*, p. 633.
274. Bartolomé Bennassar, *Histoire de la tauromachie. Une société du spectacle*, *op. cit.*
275. Lire Francisco Umbral, *Travesía de Madrid*, 1966 ; « Hojas de Madrid », in *Madrid, tribu urbana*, *op. cit.*, p. 6-168. Le prologue de Miguel García Posada est aussi d'un grand intérêt.
276. Laureano López Rodó, *Memorias IV*, « Claves de la transición », Plaza y Janés, Barcelone, 1993, p. 178-205.
277. Voir notamment Sylvie Desazars de Montgailhard, *La Transition démocratique en Espagne : le pari du centre*, coll. « Ibericas », Cric, Toulouse, 1995, p. 40-52.
278. *Ibid.*, p. 33-44.
279. L'article de *Newsweek* est cité par Adolfo Suárez in *Fue posible la concordia*, Ed. Abel Hernández, Espasa Calpe, Madrid, 1996, p. 44.
280. Les *penenes* sont les *profesores no numerarios*, c'est-à-dire les professeurs non titulaires, autrement dit les bizuths. L'opinion « éclairée », commettant là une erreur de jugement, ne prenait pas au sérieux cette équipe.
281. Francisco Umbral, « Hojas de Madrid », in *Madrid, tribu urbana*, *op. cit.*, p. 1328-1330.
282. Sylvie Desazars de Montgailhard, *op. cit.*, p. 46-57. Voir également Adolfo Suárez, *Fue posible la concordia*, *op. cit.*, p. 46-62.
283. Voir notamment à ce propos Sylvie Desazars de Montgailhard, *op. cit.*, p. 48-52.
284. Il ne faut pas confondre ce Parti populaire, noyau de la future UCD (Union du centre démocratique), avec l'actuel Parti populaire, qui procède de l'Alliance populaire créée par Manuel Fraga Iribarne.
285. Cette Commission des neuf qui, en fait, était composée de dix personnes, mérite d'être connue, car plusieurs de ses membres joueront un rôle important au cours des années suivantes : elle était composée de Simón Sánchez Montero (PCE), Marcelino Camacho (Commissions ouvrières), Enrique Tierno Galván (PSP), Federico Zabala (Parti carliste), Enrique Múgica (PSOE), Francisco Fernández Ordoñez (FSD), Anton Cañellas (EDC), Joaquín Satrustegui (AL), Ramón Trías Fargas (EDC) et Jordi Pujol (CDC).
286. Adolfo Suárez, *op. cit.*, p. 56-57.
287. Rappelons que le Grapo, Groupe révolutionnaire antifasciste du 1^{er} octobre, se

livra à une activité terroriste d'une grande violence.

288. Pour « Terreur à Madrid », je m'inspire surtout de Victor Prego, « La dialectica de las pistolas », in *Memoria de la transición*, Ed. Taurus, Madrid, 1996, p. 173-179.

289. On peut trouver le texte complet de ce communiqué dans Laureano López Rodó, *Memorias IV*, op. cit., p. 308-309.

290. Francisco Umbral, « Hojas de Madrid », in *Madrid, tribu urbana*, op. cit., p. 1333-1335. Selon l'écrivain, les jeunes filles communistes s'intéressaient plus au sexe qu'à la Révolution.

291. Voir Sylvie Desazars de Montgailhard, op. cit., p. 72-83.

292. Adolfo Suárez, op. cit., p. 86-102. Ramón Tamames, économiste de talent, joua un rôle modérateur au sein du PCE et milita pour l'adoption des mesures économiques du pacte. *Al alimón* fait référence à une figure tauromachique, deux toreros tenant chacun le bout d'une cape afin de faire passer le taureau entre eux.

293. Adolfo Suárez, op. cit., p. 158-159.

294. Bernard Bessière, in *Histoire de Madrid*, op. cit., a commenté avec une grande justesse le mandat municipal d'Enrique Tierno Galván dont il a reproduit l'un des célèbres édits (*bandos*). On peut aussi consulter le livre très complet de Mario Ruiz Sanz, *Enrique Tierno Galván. Aproximación a su vida, obra y pensamiento*, Universidad Carlos III y Dykinson, Madrid, 1997.

295. Voir Paul Preston, *El Triunfo de la democracia en España*, Barcelone, 2001, p. 290-317 ; Adolfo Suárez, op. cit., p. 254-74.

296. Voir aussi Sylvie Desazars de Montgailhard, op. cit., p. 209-218.

297. Voir Paul Preston, op. cit., p. 244. Ce livre très documenté permet de comprendre que le *golpe* du 23-F ne survint pas dans une conjoncture apaisée, dans un ciel sans nuage. Il est évident que de nombreux militaires ne cessaient de comploter, même si l'armée dans sa majorité demeurait respectueuse de l'autorité.

298. On dispose en langue française de la traduction de l'admirable livre de Javier Cercas, *Anatomie d'un instant*, Actes Sud, 2010, analyse complète, extraordinairement précise, de la tentative de coup d'État. Ce livre montre le rôle exemplaire de trois des acteurs directs du drame : Adolfo Suárez, le général Gutiérrez Mellado et Santiago Carrillo. Par ailleurs, le nouveau livre de Philippe Nourry, *Juan Carlos*, op. cit., met naturellement en relief le rôle du roi, évidemment essentiel, dans sa quatrième partie, « Un roi sans divertissement », p. 337-411.

299. Paul Preston, op. cit. ; Javier Cercas, op. cit.

300. Francisco Umbral, « Hojas de Madrid », in *Madrid, tribu urbana*, op. cit., p. 1377.

301. José Manuel Lechado, *La Movida. Una cronica de los 80*, Algaba, Madrid, 2005, p. 1-35. Excellent ouvrage dont la lecture intégrale permet de mieux comprendre le phénomène. Est également conseillée la consultation du catalogue de l'exposition *La Movida*, organisée par la communauté de Madrid sous la présidence d'Esperanza Aguirre, et dont Blanca Sánchez Bercián fut la commissaire ; ce catalogue, admirablement illustré, est indispensable au public non initié qui veut comprendre ce que fut la Movida.

302. Bernard Bessière, *Histoire de Madrid*, op. cit., p. 296-297.

303. Le *botellón*, apparu en Espagne à la fin des années 1970 et au début des années 1980, est le plus souvent une réunion bruyante, mais en général pacifique, de jeunes garçons et filles, dans la rue, mais à proximité immédiate d'un bar propriétaire des tables (parfois absentes) qui facilitent la consommation abondante de bières ou d'alcools divers. D'abord emblème du samedi, le *botellón*, qui peut se prolonger très avant dans la nuit, a débordé sur d'autres jours de la semaine.

304. José Manuel Lechado, op. cit., p. 364.

305. « Le désir charnel », « Ce n'est pas un péché »...

306. José Manuel Lechado, op. cit., p. 166-167.

307. Bernard Bessière, *op. cit.*, p. 305-306.
308. *Ibid.*, p. 306.
309. Voir Francisco Umbral, « Hojas de Madrid », in *Madrid, tribu urbana, op. cit.*, p. 1476.
310. Consulter Robert Bérard (sous la dir. de), *Dictionnaire de la tauromachie*, coll. « Bouquins », Robert Laffont.
311. L'histoire de l'ETA (est-elle achevée ?) a suscité une littérature très abondante. On peut consulter Antonio Elorza (sous la dir. de), *La Historia de la ETA*, Ed. Temas de Hoy, Madrid, 2006 ; cet ouvrage manque un peu d'unité (mais les sources sont d'utilisation difficile).
312. La personnalité inquiétante de Iñaki de Juana Chaos, qui s'est constamment réjoui du succès des attentats, a suscité quantité d'articles et d'interviews. Voir Antonio Elorza, *op. cit.*
313. *Ibid.*
314. On peut le vérifier en confrontant les statistiques de population de la communauté autonome de Madrid et du municipe de Madrid. Voir surtout Manuel Valenzuela Rubio, « Madrid. Una Región metropolitana entre la dispersión y el policentrismo », in *España y la Unión Europea. Un cuarto de siglo de mutaciones territoriales*, Casa Velázquez, Madrid, 2011, p. 214 sqq.
315. *Ibid.*, p. 211.
316. Voir « Madrid. L'extension de la ville et la question du logement », in *Revue d'urbanisme*, n° 308, septembre-octobre 1999, p. 32-36.
317. Voir Manuel Valenzuela Rubio, « Madrid. Una Región metropolitana entre la dispersión y el policentrismo », *op. cit.*, p. 214-215.
318. Voir « Madrid. L'extension de la ville et la question du logement », in *Revue d'urbanisme*, n° 308, septembre-octobre 1999.
319. « Privatisation de la ville espagnole : les communautés fermées à Madrid », in *Revue d'urbanisme*, n° 339, novembre-décembre 2004, p. 48-51.
320. « Historia de la M30 », in *Revue d'urbanisme*, n° 368, septembre-octobre 2009, p. 33-36.
321. La personnalité et la créativité de l'architecte Rafael Moneo, qui a obtenu plusieurs prix internationaux, méritent une étude approfondie. Voir *El País*, 9 mai 2012.
322. Consulter Jean-Pierre Amalric, Bartolomé Bennassar, Joseph Pérez, Émile Temime, *Lexique historique de l'Espagne*, Armand Colin, Paris, 1976. La carte religieuse de l'Espagne se trouve p. 93.
323. Pour « le Madrid des gratte-ciels », voir le livre d'Álvaro Blázquez Jiménez, *El Paisaje urbano de Madrid*, Ed. La Libreria, Madrid, 2012, p. 191-198. Ce géographe propose trente-cinq itinéraires illustrés qui témoignent d'une grande connaissance de la ville, notamment de ses transformations récentes. Ce livre a été pour nous un guide précieux.
324. *Ibid.*, p. 68-73. D'autres éléments de ce chapitre sont dus au même auteur, par exemple le Pasillo Verde, p. 146-155.
325. Pour une introduction, voir « La Arquitectura moderna, 1950-1980 », in *Historia de la arquitectura española*, tome 2, Exclusiva de Ediciones, Saragosse, 1987, p. 1865-2021. Bernard Bessière a évoqué plusieurs de ces nouveautés dans les dernières pages de son *Histoire de Madrid, op. cit.*, p. 315-319.
326. María Isabela Gea Ortigas, *Fuentes de Madrid, op. cit.*, p. 51- 62.
327. *Ibid.*, p. 60-61.
328. Manuel Valenzuela Rubio, *op. cit.*, p. 227-232. L'étude de cet auteur, d'une clarté et d'une précision remarquables, illustrée par des photos de grande qualité, a été fondamentale pour une grande partie de ce chapitre. Je remercie infiniment Jean-Pierre Étienne de m'avoir recommandé ce livre.

329. *Ibid.*, p. 232-240.

330. J'utilise les résultats des élections municipales et des élections autonomiques publiés par Ángel Bahamonde Magro, « La Evolución política. De la dictadura a la democracia », in *Historia de Madrid*, *op. cit.*, p. 637-641.

331. On peut se référer aux diverses histoires de l'ETA et notamment à celle dirigée par Antonio Elorza, *op. cit.*

332. On peut considérer que cette figure est déjà réalisée : quatre clubs en Liga, et sans doute cinq, avec Alcorcón.

333. Voir Robert Bérard (sous la dir. de), *Histoire et dictionnaire de la tauromachie*, *op. cit.* On peut y trouver les biographies très documentées de Enrique Ponce, El Juli, César Rincón ou José Tomás, entre autres.

Index

- Aguado (Alexandre Marie), financier espagnol : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
Aguilera (Alberto), maire de Madrid : [1](#), [2](#)
Aguirre (Esperanza), sénatrice et ministre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
Agustín [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)
Agustín de Foxá [1](#)
Albéniz (Isaac), musicien : [1](#)
Alberti (Rafael), poète, député aux Cortes en 1977 : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
Albornoz (Álvaro de), ministre de la II^e République : [1](#), [2](#), [3](#)
Alcalá Galiano (Dionisio), homme politique : [1](#), [2](#)
Alcalá-Zamora (Niceto), premier président de la II^e République : [1](#), [2](#), [3](#),
[4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#)
Alcocer (Alberto), maire de Madrid après la victoire franquiste : [1](#)
Almodóvar (Pedro), cinéaste : [1](#), [2](#)
Alonso (Dámaso), philologue et poète : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)
Alonso Vega (Camilo), général, ami de Franco, ministre de l'Intérieur
après 1957 : [1](#), [2](#), [3](#)
Alphonse de Bourbon-Dampierre, prétendant au trône d'Espagne : [1](#), [2](#)
Alphonse XI, roi d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#),
[15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#)
Alphonse XII, roi d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#),
[15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#)
Alphonse XIII, roi d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#)
Altamira (Rafael), historien : [1](#), [2](#)
Álvarez del Manzano (José María), maire de Madrid de 1991 à
2003 : [1](#), [2](#), [3](#)
Álvarez del Vayo (Julio), politique socialiste proche du parti communiste
: [1](#)
Álvarez (Melquíades), homme politique. Exécuté à Madrid en
1936 : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#)
Álvarez Mendizábal (Juan), homme politique : [1](#), [2](#)
Amelot (Michel-Jean), ministre de Philippe V, envoyé par Louis XIV : [1](#),
[2](#)
Amicis (Edmundo de), écrivain italien : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
Anes (Gonzalo), historien : [1](#), [2](#)
Angoulême (Louis Antoine de Bourbon, duc d'), commandant en chef de
l'expédition des Cent Mille Fils de Saint Louis qui entra à Madrid en
1823 : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
Anne d'Autriche, fille de Philippe III, épouse de Louis XIII, roi de France
: [1](#), [2](#), [3](#)
Antoñete (Antonio Claudio, dit), torero madrilène : [1](#)
Aranda (Pedro P. Abarca de Bolea, comte d'), politique espagnol : [1](#), [2](#),
[3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)
Aranguren (Luis), politique socialiste : [1](#), [2](#)

Araquistáin (Luis) : 1
 Arburúa, ministre du Commerce en 1951 : 1
 Ardemans (Teodoro) : 1, 2
 Areilza (José María de), homme politique : 1, 2, 3, 4
 Arias Montano (Benito), humaniste : 1
 Arias Navarro (Carlos), maire de Madrid, puis président du gouvernement de Franco de 1973 à 1975 : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12
 Arias-Salgado (Rafael), directeur de la Censure : 1
 Armada (Alfonso), général, compromis dans la conspiration du 23-F : 1, 2, 3, 4
 Arniches (Carlos), auteur de théâtre : 1, 2, 3
 Arrese (José Luis), phalangiste, ministre jusqu'en 1957 : 1
 Arruza (Carlos), célèbre torero mexicain : 1, 2
 Asensio, général demeuré fidèle à la II^e République : 1
 Asin Palacios, universitaire, spécialiste du monde arabe : 1
 Aurelio (Nilo) : 1, 2, 3, 4
 Azaña (Manuel), deuxième président de la II^e République : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23
 Aznar (José María), président du gouvernement de 1996 à 2004 : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
 Azorín (José Martínez Ruiz, dit), écrivain : 1, 2, 3

 Bacon (Francis), peintre anglais mort à Madrid en 1992 : 1, 2
 Bakounine : 1, 2, 3
 Baltasar Carlos, infant, fils de Philippe IV et Elisabeth de Bourbon : 1, 2, 3, 4, 5
 Barbara de Bragance, épouse de Ferdinand V, reine d'Espagne : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
 Bardem (Juan Antonio), cinéaste : 1, 2
 Barea (Arturo), écrivain : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26
 Baroja (Pío), écrivain : 1, 2, 3
 Barranco (Juan), maire de Madrid : 1, 2, 3
 Batet, général : 1
 Bayeu, peintre : 1, 2
 Belmonte (Juan), torero célèbre : 1, 2, 3, 4, 5
 Benavente (Jacinto), écrivain, auteur de théâtre, prix Nobel de littérature : 1, 2, 3, 4, 5
 Benítez (Cirilo) : 1, 2, 3, 4
 Berenguer (Dámaso), général et homme politique : 1, 2, 3
 Bergamín (José), écrivain : 1, 2
 Berlinguer (Enrico), homme politique italien : 1
 Berruguete (Pedro), sculpteur et peintre : 1
 Berwick (Jacques de Fitzjammes, duc de), fils naturel de Jacques II, naturalisé français, un chef de guerre de l'armée espagnole pendant la guerre de Succession : 1, 2
 Bessière (Bernard), historien et hispaniste français : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18
 Besteiro (Julián), philosophe et politique socialiste : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
 Beyrie (Jacques), hispaniste français : 1, 2, 3, 4, 5, 6
 Bienvenida (Antonio et Manuel), toreros : 1

Bilbao Eguía (Esteban), président des Cortes : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#)

Blanqui (Adolphe) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Bombita (Ricardo Torres, dit), torero : [1](#)

Bonaparte (Napoléon) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Bosch (Jérôme) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#)

Bottineau (Yves), historien d'art français : [1](#), [2](#)

Bourgoing (Jean-François de), voyageur et chroniqueur français : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)

Boutelou (Étienne) : [1](#)

Brandis (Dolores), urbaniste et historienne espagnole : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#)

Bravo Murillo (Juan), avocat et homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)

Bretón de los Herreros (Manuel), auteur de théâtre : [1](#), [2](#)

Brown (Jonathan), historien d'art américain : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)

Brunel (Antoine de), voyageur et chroniqueur français : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Buñuel (Luis), cinéaste : [1](#)

Bussy (intendant de), chroniqueur français : [1](#), [2](#), [3](#)

Bustelo (Francisco) : [1](#)

Cabarrus (Francisco, comte de), financier et banquier espagnol : [1](#), [2](#), [3](#)

Cabrera de Córdoba (Luis), chroniqueur : [1](#), [2](#)

Cabrera y Griño (Ramón), général carliste : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Calder (Alexandre), peintre américain : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#)

Calderón de la Barca (Pedro), auteur de théâtre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Calderón (Rodrigo), collaborateur du duc de Lerme : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#)

Calderona (la), actrice, maîtresse de Philippe IV : [1](#)

Calvo Sotelo (José), juriste, homme politique assassiné en juillet 1936 : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#)

Camino (Paco), torero : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#)

Campoamor (Clara), apôtre du féminisme en Espagne : [1](#), [2](#)

Campomanes (Pedro Rodríguez de), ministre de Charles III et IV : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Canalejas y Mendez (José), homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Cano (Alonso), peintre et sculpteur : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)

Cánovas del Castillo (Antonio), homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#)

Caracol (Manolo), artiste gitan : [1](#)

Carbajo Isla (María), historienne démographe espagnole : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)

Cárdenas (Ignacio de), architecte de la Telefónica : [1](#)

Carlier (René) : [1](#)

Carlos, don, frère de Ferdinand VII : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#), [53](#), [54](#), [55](#), [56](#), [57](#), [58](#), [59](#), [60](#), [61](#), [62](#), [63](#), [64](#), [65](#), [66](#), [67](#), [68](#), [69](#), [70](#), [71](#), [72](#), [73](#), [74](#), [75](#), [76](#), [77](#)

Carranza : [1](#), [2](#)

Carreras (Jesús), communiste fusillé, à Madrid en 1945 : [1](#)

Carrero Blanco (Luis), amiral, collaborateur privilégié de Franco, assassiné en 1973

: 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18

Carrillo (Santiago), premier secrétaire du parti communiste espagnol : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17

Carr (Raymond), historien anglais spécialiste de l'Espagne : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53

Casado López (Segismundo), colonel républicain qui organisa le coup d'État contre Negrín : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7

Casanova (Julían), historien : 1, 2, 3, 4, 5, 6

Casares Quiroga (Santiago), ministre de la II^e République : 1, 2

Casillas (Iker), gardien de but du Real Madrid et de l'équipe d'Espagne : 1, 2

Castelar y Ripoll (Emilio), homme politique : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Castella (Sébastien), torero français : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22

Castiella (Fernando), ministre des Affaires étrangères de l'époque du Desarrollo : 1, 2

Castillo, lieutenant : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11

Castro (Americo), historien qui s'exila en 1939 : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10

Cazorla Maure (José), agent de la sécurité en 1936, fusillé en 1940 : 1, 2

Cea Bermúdez (Francisco), ministre de Marie-Christine : 1

Ceballos (Mariano) : 1, 2

Cebrián (José Luis), patron de presse et journaliste : 1

Ceesepe (Carlos María de), artiste de la Movida : 1

Cela (Camilo José), écrivain et prix Nobel de littérature : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20

Cepeda Adán (José), historien : 1, 2, 3, 4, 5, 6

Cervantès (Miguel de) : 1, 2, 3

Cervera (Carmen), collectionneuse d'art, épouse du baron Thyssen-Bornemisza : 1, 2, 3, 4, 5, 6

Cervera Gil (Jaime), historien : 1, 2, 3, 4

César d'Estrées : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Charles (archiduc d'Autriche), prétendant au trône d'Espagne contre Philippe d'Anjou : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106

Charles I^{er} d'Angleterre : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71

Charles II, roi d'Espagne : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54

Charles III, roi d'Espagne : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15,

[16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#),
[34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#)
 Charles IV d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#),
[17](#), [18](#)
 Charles Quint (Charles I^{er} d'Espagne), empereur ; Charles I^{er} comme roi
 de Castille et d'Aragón : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#),
[16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#)
 Chateaubriand [1](#)
 Chiclanero (José Manuel Rodríguez, dit El), torero : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Chirino (Manuel), sculpteur : [1](#)
 Chueca (Federico) : [1](#), [2](#)
 Churriguera (José Benito) : [1](#)
 Ciano (Galeazzo), comte, gendre de Mussolini, présent à Madrid en 1939
 : [1](#)
 Cierva (Juan de la), ingénieur aéronautique et homme politique : [1](#), [2](#), [3](#),
[4](#)
 Cintrón (Conchita), torera à cheval péruvienne : [1](#)
 Clarín (Leopoldo Alas, dit), journaliste et romancier : [1](#)
 Coignet (capitaine), grognard de la Garde, mémorialiste : [1](#), [2](#), [3](#)
 Colonna : [1](#)
 Comillas (Claudio López Bru, marquis de), promoteur de l'Action
 socialiste catholique : [1](#), [2](#)
 Companys (Lluís), homme politique qui proclama l'État catalan : [1](#), [2](#)
 Cordobés (Manuel Benítez, dit El), torero du Desarrollo : [1](#), [2](#)
 Costa y Martínez (Joaquín), chercheur, écrivain, auteur d'*Oligarchie et*
caciquisme : [1](#), [2](#), [3](#)
 Cotilla (la), célèbre meurtrière exécutée à Madrid : [1](#), [2](#)
 Cox (Geoffroy), journaliste néo-zélandais présent à Madrid en 1936 : [1](#),
[2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)
 Crescenzi (Jean-Baptiste), architecte du Buen Retiro : [1](#), [2](#)
 Cruz (Antonio), architecte : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#),
[15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#)
 Cruzada Villaamil Gregorio : [1](#)
 Cúchares (Francisco Arjona, dit), torero : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Custine (Astolphe de), écrivain français : [1](#)

Dalí (Salvador), peintre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Daoíz (Luis), capitaine espagnol, héros de la guerre d'Indépendance : [1](#),
[2](#)
 Dato (Eduardo), maire de Madrid et homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Delaprée (Louis), journaliste français en Espagne en 1936 : [1](#), [2](#)
 Delibes (Miguel), écrivain : [1](#)
 Delmer (Sefton) : [1](#), [2](#)
 Dembowski (baron Charles), écrivain et mémorialiste : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Di Stéfano (Alfredo), footballeur argentin, star du Real Madrid : [1](#), [2](#), [3](#)
 Domingo (Marcelino), ministre de la République : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)
 Domínguez (Edmundo) : [1](#), [2](#), [3](#)
 Domínguez Ortiz (Antonio), historien espagnol : [1](#)
 Dominguín (Luis-Miguel), torero célèbre : [1](#), [2](#)
 Dürer (Albrecht), peintre et graveur : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Durutti Dumange (Buenaventura), leader anarchiste : [1](#), [2](#)

Echegaray Eizaguirre (José), ingénieur, ministre, écrivain, prix Nobel de

littérature : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Elio (François-Xavier), général au service de Ferdinand VII : [1](#), [2](#)
 Élisabeth de Bourbon : [1](#), [2](#)
 Élisabeth de Valois, fille d'Henri II, troisième épouse de Philippe II : [1](#)
 Élisabeth Farnèse, deuxième épouse de Philippe V, reine d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
 Élisabeth II d'Angleterre : [1](#)
 Elliott (John Huxtable), historien anglais spécialiste de l'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Enrique y Tarancón (Vicente), cardinal et archevêque de Madrid à l'époque de la transition : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#)
 Erro : [1](#), [2](#)
 Escóquiz (Juan de), chanoine au service de Ferdinand VII : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)
 Espartaco (Juan Antonio Ruiz Román, dit), torero : [1](#)
 Espartero (Baldomero), duc de la Victoire, homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)
 Esquilache (Leopoldo de Gregorio, marquis de), ministre de Charles III : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)

 Falla (Manuel de), musicien : [1](#), [2](#), [3](#)
 Fanelli (Giuseppe), envoyé de Bakounine en Espagne : [1](#), [2](#)
 Fanjul (Joaquín), général, leader du soulèvement de 1936 à Madrid, fusillé : [1](#), [2](#), [3](#)
 Felipe González [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)
 Ferdinand, régent de Castille : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#), [53](#), [54](#), [55](#), [56](#), [57](#), [58](#), [59](#), [60](#), [61](#)
 Ferdinand I^{er} le Grand, comte de Castille et de León : [1](#), [2](#), [3](#)
 Ferdinand III de Castille : [1](#)
 Ferdinand IV de Castille : [1](#), [2](#)
 Ferdinand VI, roi d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#)
 Ferdinand VII d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#)
 Fernández Campo (Sabino), général secrétaire du palais de la Zarzuela : [1](#)
 Fernández de Córdoba (Francisco), réorganisateur de l'armée espagnole : [1](#)
 Fernández de Miranda (Torcuato), conseiller de Juan Carlos : [1](#), [2](#), [3](#)
 Fernández de Moratín (Leandro), fils de Nicolás, écrivain et dramaturge : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Fernández Ordoñez (Francisco), homme politique de la transition : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Fisac (Miguel), architecte : [1](#), [2](#), [3](#)
 Floridablanca (José Moñino, comte de), homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)
 Forner (Juan Pablo), *ilustrado* : [1](#), [2](#)
 Fraga Iribarne (Manuel), homme politique, l'un des fondateurs d'AP

(puis PP) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#)
 Franco (Francisco) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#),
[17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#),
[35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#),
[53](#), [54](#), [55](#), [56](#), [57](#), [58](#), [59](#), [60](#), [61](#), [62](#), [63](#), [64](#), [65](#), [66](#), [67](#), [68](#), [69](#), [70](#),
[71](#), [72](#), [73](#), [74](#), [75](#), [76](#), [77](#)
 François d'Assise de Bourbon : [1](#), [2](#)
 François de Paule, infant de Charles IV : [1](#), [2](#), [3](#)
 François Xavier (saint), jésuite : [1](#)
 Frascuelo (Salvador Sánchez, dit), torero célèbre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Fraser (Ronald), historien anglais spécialiste de l'Espagne contemporaine
: [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)
 Fuentes (Antonio), torero : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)
 Fusi (Juan Pablo), historien : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Gallo (Rafael Gómez Ortega, dit El), torero : [1](#), [2](#)
 Ganivet (Ángel), écrivain : [1](#)
 Garay, l'un des chefs du parti conservateur à Madrid de 1903 à 1910 : [1](#),
[2](#), [3](#)
 García Atadell (Agapio), bandit déguisé en révolutionnaire : [1](#), [2](#)
 García Berlanga (Luis), cinéaste : [1](#)
 García Carcel (Ricardo), historien espagnol : [1](#)
 García (Cristino), communiste,
héros : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#),
 García Lorca (Federico) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
 Gardner (Ava), actrice de cinéma américaine : [1](#), [2](#)
 Gargallo (Pablo), sculpteur : [1](#), [2](#)
 Garrido (Fernando), journaliste et pamphlétaire : [1](#), [2](#)
 Gaulle (Charles de) : [1](#), [2](#)
 Gautier (Théophile), écrivain français : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Gellhorn (Martha), journaliste : [1](#)
 Gento, footballeur célèbre du Real Madrid : [1](#)
 Gibson (Ian), historien : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Gil-Robles (José María), avocat fondateur de la CEDA : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#),
[8](#), [9](#), [10](#), [11](#)
 Giner de los Ríos (Francisco), fondateur de l'Institution libre
d'enseignement : [1](#), [2](#), [3](#)
 Giral y Pareira (José), chimiste et ministre de la II^e République : [1](#), [2](#), [3](#)
 Girón (César), torero vénézuélien : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)
 Girón de Velasco (José Antonio), phalangiste, ministre jusqu'en 1957 : [1](#),
[2](#)
 Godoy (Manuel), homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#),
[13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#)
 Gómez de la Serna (Ramón), auteur de théâtre : [1](#), [2](#), [3](#)
 Gómez de Mora (Juan), architecte de la Plaza Mayor : [1](#)
 Gordito (Antonio Carmona dit) : [1](#)
 Goya (Francisco de Goya y Lucientes) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#),
[12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#)
 Goyeneche (Francisco Miguel de) : [1](#)
 Goytisolo (Juan), écrivain : [1](#)
 Gramont, maréchal de : [1](#)
 Granados (Enrique), musicien : [1](#)
 Granero (Manuel), torero : [1](#)

Greco (Domenico Theotocopuli, dit El), peintre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)
Grimaldi (Jeronimo), ministre de Charles III : [1](#), [2](#), [3](#)
Grimaldo (José), ministre de Philippe V : [1](#)
Grimau (Julián), militant communiste fusillé en 1963 : [1](#), [2](#)
Gris (Juan), peintre : [1](#), [2](#)
Guerra (Alfonso), socialiste, vice-président du gouvernement de Felipe González : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)
Guerrita (Rafael Guerra, dit), torero : [1](#), [2](#), [3](#)
Guillén de Castro : [1](#), [2](#)
Gustave-Adolphe : [1](#)
Gutiérrez Mellado (général), ministre de la Guerre du gouvernement Suárez : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)

Hartzenbusch (Juan Eugenio), auteur de théâtre, écrivain : [1](#), [2](#)
Hemingway (Ernest) : [1](#), [2](#), [3](#)
Henri II, roi de France : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
Henri IV de Trastamare, roi de Castille et de León : [1](#), [2](#)
Herrera (Juan de), architecte de l'Escorial : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
Herrera Oria (Ángel), journaliste, directeur de l'Action catholique, évêque : [1](#), [2](#), [3](#)
Hijar, duc de : [1](#), [2](#)
Hurtado de Mendoza (Diego), humaniste : [1](#), [2](#)

Ibn Hayyan, chroniqueur musulman : [1](#), [2](#)
Iglesias (Pablo), premier député socialiste aux Cortes : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)
Ignace de Loyola (saint) : [1](#), [2](#)
Infantado (Pedro Alcantara de Toledo, 13^e duc de l'), homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)
Iriarte (Tomás de) : [1](#), [2](#)
Isabelle I^{re} la Catholique, reine de Castille et de León : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#)
Isabelle II, reine d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#)
Isidro (saint), patron de Madrid : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#)
Ivens (Joris), cinéaste néerlandais : [1](#)

Jacques II, roi d'Angleterre : [1](#)
Jammes (Robert) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
Jeanne de Castille, dite La Beltraneja, reine de Portugal : [1](#)
Jiménez Fernández (Manuel), universitaire et ministre de l'Agriculture de la République : [1](#), [2](#), [3](#)

Jiménez (Juan Ramón), poète : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#)
Joselito (José Gómez Ortega, dit), torero célèbre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
Joseph (Bonaparte), frère de Napoléon, roi d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#)
José Tomás (José Román Martín, dit), torero célèbre : [1](#), [2](#)
Jovellanos (Gaspar Melchor de), ministre de Charles III : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)

Juana Chaos (Ignacio de, dit Iñaki), chef du commando terroriste Madrid de l'ETA : [1](#), [2](#)

Juan Carlos (de Bourbon), fils de don Juan, roi d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#)

Juan d'Autriche (don), fils naturel de Charles Quint : [1](#)

Juan de Bourbon (don), fils d'Alphonse XIII, prétendant à la couronne : [1](#), [2](#)

Juan José d'Autriche, fils naturel de Philippe IV et de l'actrice la Calderona : [1](#)

Juli (Julián López Escobar, dit El), célèbre torero madrilène : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#)

Junot : [1](#), [2](#)

Juvarra (Filippo), architecte italien : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Koltsov (Mikhaïl), envoyé de Staline à Madrid : [1](#)

Kopa (Raymond), footballeur français, joueur du Real Madrid : [1](#)

La Cruz (Ramón de), auteur de théâtre : [1](#)

La Ensenada (Cenon Somodevilla

Bengoechea, marquis de), homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Laffargue (Paul) : [1](#)

Lafront (Auguste), journaliste : [1](#)

Lagartijo (Rafael Molina Sánchez, dit), torero célèbre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Laín Entralgo (Pedro), médecin, anthropologue, publiciste très actif : [1](#), [2](#)

Lamamié de Clairac : [1](#)

Landa (Matilda), animatrice du réseau communiste clandestin à Madrid en 1939 : [1](#)

Largo Caballero (Francisco), syndicaliste et leader socialiste : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#)

Larqué (Claude) : [1](#), [2](#), [3](#)

Larra (Mariano José de Larra y Castro), écrivain : [1](#), [2](#)

Lavila (Landelino), homme politique : [1](#), [2](#), [3](#)

Leal (José Luis), homme politique : [1](#), [2](#)

Leca (Mateo Vázquez de) : [1](#)

Léonard de Vinci : [1](#)

Leonardo (Jusepe), peintre italien à la cour d'Espagne : [1](#), [2](#)

León (Diego de), général et homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#)

Leoni (Leone), sculpteur italien : [1](#), [2](#)

Léon XIII, pape : [1](#)

Lerme (Francisco Gómez de Sandoval y Rojas, duc de), favori de Philippe III : [1](#), [2](#), [3](#)

Lerroux (Alejandro), homme politique lié au scandale de l'*estraperlo* : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)

Letizia, princesse : [1](#)

Lizcano (Pablo), écrivain : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Llorrente (Juan Antonio), chanoine *afrancesado* : [1](#), [2](#)

Lope de Rueda : [1](#)

Lope de Vega (Felix Lope de Vega y Carpio, dit) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)
 López Bravo (Gregorio), ministre de l'Industrie du Desarrollo : [1](#), [2](#)
 López García (José Miguel), historien espagnol : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)
 López Rodó (Laureano), juriste, secrétaire de la présidence du gouvernement en 1956 : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#)
 Luis (Jean-Philippe), historien français : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#), [53](#), [54](#), [55](#), [56](#), [57](#)
 Luján : [1](#), [2](#)
 Lynch (John), historien anglais, spécialiste de l'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

 Macanaz (Melchor Rafael de), ministre de Philippe V : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Machado (Antonio), poète : [1](#), [2](#), [3](#)
 Madoz (Pascual), journaliste, éditeur et homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)
 Madrazo (José de), directeur du musée du Prado : [1](#), [2](#)
 Maeztu (Ramiro de) : [1](#), [2](#)
 Malasaña (Manuela), héroïne populaire : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Manet : [1](#)
 Manolete, torero : [1](#), [2](#), [3](#)
 Manzanedo : [1](#), [2](#)
 Marañón (Gregorio) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
 Maravall (José Antonio), historien : [1](#)
 Maíno, peintre : [1](#), [2](#), [3](#)
 Marbot (général-comte de), général de Napoléon et mémorialiste : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
 Marguerite d'Autriche, épouse de Philippe III, reine d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Marianne de Neubourg, deuxième épouse de Charles II, reine d'Espagne : [1](#)
 Marías (Julián), écrivain : [1](#)
 Marie-Christine de Bourbon, dernière épouse de Ferdinand VII : [1](#), [2](#), [3](#)
 Marie de Hongrie, sœur de Charles-Quint, gouvernante des Pays-Bas : [1](#), [2](#)
 Marie de Médicis, reine de France : [1](#)
 Marie-Isabelle de Bragance, une des épouses de Ferdinand VII, initiatrice du musée du Prado : [1](#), [2](#)
 Marie-Louise de Parme, épouse de Charles IV, reine d'Espagne : [1](#), [2](#)
 Marie-Louise de Savoie, fille de Victor-Amédée II de Savoie et d'Anne-Marie d'Orléans, épouse de Philippe V, reine d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#)
 Marie-Louise d'Orléans, épouse de Charles II, reine d'Espagne : [1](#), [2](#)
 Marie-Thérèse, infante, épouse de Louis XIV, reine de France : [1](#), [2](#)
 Martínez-Bordiú (Carmen), petite-fille de Franco, épouse d'Alphonse de Bourbon-Dampierre : [1](#)
 Marsé (Juan), écrivain : [1](#)
 Martínez Campos : [1](#), [2](#)
 Martínez de Velasco (José) : [1](#), [2](#)
 Martínez Montañó (Francisco) : [1](#)
 Marx (Karl) : [1](#), [2](#), [3](#)
 Matute (Ana María), écrivain : [1](#)
 Maura (Miguel), homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#)
 Mayalde (comte de), maire de Madrid de 1952 à 1965 : [1](#)
 Mazade (Charles de), écrivain français : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Mazzantini (Luis), torero : [1](#)
 Mc Kinley (William), président des États-Unis : [1](#)
 Medina Sidonia (Gaspar de Gúzman y Sandoval, 9^e duc de), un de
 auteurs de la conspiration d'Andalousie : [1](#)
 Meléndez (Francisco) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Mena (Juan Pascal de) : [1](#)
 Menéndez de Luarda (Rafael), évêque de Santander : [1](#)
 Menéndez Pidal (Ramón), historien : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
 Menéndez y Pelayo (Marcelino), historien et professeur à l'université de
 Madrid : [1](#), [2](#), [3](#)
 Mengs (Antonio Rafael), peintre : [1](#), [2](#), [3](#)
 Mérimée (Prosper), écrivain français : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)
 Mesa (José), socialiste, traducteur en espagnol du *Manifeste*
communiste : [1](#), [2](#)
 Mesonero Romanos (Ramón de), écrivain et mémorialiste : [1](#), [2](#), [3](#)
 Milans del Bosch, général compromis dans la conspiration du 23-F : [1](#), [2](#),
[3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)
 Minchom (Martín), historien : [1](#), [2](#)
 Miró (Joan), peintre : [1](#), [2](#)
 Mitelli, peintre italien : [1](#)
 Molinié-Bertrand (Annie) : [1](#), [2](#)
 Monchito, surnom d'un assassin stupide qui souleva une vive polémique
 en 1951 : [1](#), [2](#)
 Moneo (Rafael), architecte : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
 Monnier, libraire français établi à Madrid : [1](#), [2](#)
 Monte Alto (marquis de), *corregidor* de Madrid : [1](#), [2](#)
 Montemayor (Julián), historien français : [1](#), [2](#), [3](#)
 Montiel (Sara), chanteuse et actrice de cinéma : [1](#)
 Montijo (comtesse de) : [1](#), [2](#)
 Montpensier (duc de), candidat français à la couronne d'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#)
 Moratín, écrivain : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)
 Moro (Antonio) : [1](#), [2](#), [3](#)
 Morral (Mateo) : [1](#)
 Moscardó (José), général qui défendit l'Alcazar de Tolèd [1](#)
 Muñoz Grandes, général : [1](#)
 Muñoz (Manuel) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
 Murat (Joachim), général de Napoléon : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#),
[12](#), [13](#), [14](#)
 Murillo (Bartolomé Esteban), peintre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)
 Mussolini : [1](#), [2](#)

 Narváez (Ramón), général et homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)
 Navarro Rubio (Mariano), ministre de l'Économie de l'époque du
 Dossarollo : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)
 Negrín (Juan), homme politique, dernier chef de gouvernement de la
 II^e République : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)
 Nin (Andreu), secrétaire général du POUM : [1](#)
 Nipho (Francisco Mariano), journaliste : [1](#)
 Nourry (Philippe), journaliste et historien français : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)
 Nuñez Granés (Pedro) : [1](#)

O'Donnell (Carlos, Enrique José, Leopoldo), hommes politiques et
 militaires qui combattirent pour et contre les carlistes

: 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
 Olavide (Pablo de), ministre de Charles III : 1, 2, 3
 Olivares (Gaspar de Guzmán, comte-duc d'Olivares), ministre de Philippe IV : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7
 Olózaga (Salustiano de), homme politique : 1
 Ordoñez (Antonio), torero célèbre : 1, 2, 3, 4, 5, 6
 Oreja (Marcelino) : 1
 Orlov (Alexander), agent du NKVD en Espagne : 1
 Oropesa (Manuel Joaquín Álvarez de Toledo, comte d'Oropesa), favori de Charles II : 1
 Orry (Jean), ministre de Philippe V, venu de France : 1, 2, 3, 4, 5
 Ors (Eugenio d'), écrivain : 1, 2, 3
 Ortega (Domingo), torero célèbre : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17
 Ortega y Gasset (José), philosophe : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14
 Ortiz (Antonio), architecte : 1, 2, 3
 Osorio (Alfonso), ministre du gouvernement Suárez : 1, 2, 3
 Otamendi (Miguel) : 1
 Otero Carvajal (Luis), historien : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8
 Ouka Leele (Barbara Allende Gil de Biedma, dite), artiste de la Movida : 1

Pajuelera, femme torera : 1
 Pantoja de la Cruz (Juan), peintre espagnol : 1, 2
 Paquiro (Francisco Montes, dit), célèbre torero : 1, 2, 3
 Paquirri (Francisco Rivera Pérez, dit), torero tué dans l'arène en 1984 : 1
 Pardiñas Serrano (Manuel), anarchiste, assassin de Canalejas : 1
 Pardo Bazán (Emilia), écrivain et journaliste : 1
 Pasionaria (Dolores Ibárruri, dite la), femme politique, leader communiste : 1, 2, 3, 4, 5, 6
 Patinir (Joachim) : 1
 Patiño (José), ministre de Philippe V : 1
 Pavia (Manuel) : 1, 2
 Peces-Barba (Gregorio), juriste et homme politique : 1
 Pepe-Hillo (José Delgado, dit), torero tué à Madrid : 1, 2
 Pepete (José Rodríguez) : 1, 2, 3, 4
 Pereda (Antonio de), peintre espagnol : 1, 2, 3
 Pérez
 : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25
 Pérez de Ayala (Ramón), écrivain et diplomate : 1, 2, 3, 4, 5
 Pérez Galdós (Benito), écrivain, auteur des *Episodios nacionales*
 : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25
 Peyron (Jean-François), voyageur et chroniqueur français : 1, 2
 Philippe II, roi d'Espagne : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57
 Philippe III, roi d'Espagne : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12
 Philippe IV, roi d'Espagne : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26
 Philippe (prince des Asturies), fils de Juan Carlos et Sofia : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25

Philippe Prosper, infant d'Espagne, fils de Philippe IV, mort en bas âge : [1](#)

Philippe V, roi d'Espagne (Philippe d'Anjou) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#)

Picasso (Pablo) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#)

Picornell (Juan) : [1](#)

Pidal y Mon (marquis de), créateur à Madrid du parti l'Union catholique : [1](#)

Pi i Margall (Francisco), homme politique, l'un des présidents de la 1^{re} République : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Piñar (Blas), fondateur du parti Fuerza Nueva : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Pita da Veiga, amiral, ministre de la Marine du premier gouvernement de Suárez : [1](#), [2](#)

Polo (Carmen), épouse du général Franco : [1](#), [2](#), [3](#)

Pompeo, sculpteur : [1](#)

Ponce (Enrique), torero célèbre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)

Pontejos (marquis de), gouverneur de Madrid, premier directeur de la Caisse d'Épargne : [1](#)

Pradera (Javier) : [1](#)

Preston (Paul), historien anglais, spécialiste de l'Espagne contemporaine : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Prieto (Indalecio), politique socialiste : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#)

Primo de Rivera (José Antonio), fils du suivant, fondateur de la Phalange en 1936 : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#)

Puerta (Diego), torero : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#)

Puskás (Ferenc), célèbre footballeur hongrois, joueur au Real Madrid en 1956 : [1](#), [2](#)

Quinet (Edgar), homme politique et écrivain français : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Quiñones (Heriberto), communiste fusillé à Madrid en 1941 : [1](#)

Quintana Lacaci (Guillermo), capitaine général de Madrid : [1](#), [2](#)

Rajoy (Mariano), chef du PP et du gouvernement depuis 2012 : [1](#)

Ramón y Cajal (Santiago), médecin et savant, prix Nobel de médecine : [1](#), [2](#), [3](#)

Raphaël (Raffaello Sanzio, dit), peintre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Raúl (Raúl González, dit), joueur de football emblématique du Real Madrid : [1](#)

Regnault (Henri), peintre français : [1](#), [2](#), [3](#)

Rembrandt (Harmenszoon Van Rijn, dit), peintre : [1](#)

Ribera (Pedro de), architecte : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)

Rico López (Pedro), maire de Madrid sous la II^e République : [1](#)

Ridruejo (Dionisio), phalangiste, combattant de la Division bleue, écrivain : [1](#), [2](#)

Riego (Rafael de), homme politique : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)

Rincón (César), torero colombien, idole de Madrid : [1](#), [2](#), [3](#)

Ringrose (David), historien anglais spécialiste de l'Espagne : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#),

6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21
 Ríos (Fernando de los), universitaire et politique socialiste : 1, 2, 3, 4, 5
 Rivas (Ángel de Saavedra, duc de), homme politique et auteur de théâtre : 1, 2, 3, 4, 5, 6
 Rizi (Francesco), peintre : 1
 Rodríguez de Valcárcel (Alejandro), président du Conseil de régence : 1, 2
 Rodríguez (Melchor), anarchiste, inspecteur des prisons, mit fin aux *sacas* : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23
 Rodríguez Sahagún (Agustín), maire de Madrid : 1, 2, 3
 Romanones (Alvaro de Figueroa, comte de), homme politique, ministre d'Alphonse XIII : 1, 2, 3, 4
 Rubens (Pierre-Paul), peintre et diplomate flamand : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9
 Ruiz (Felipe), historien : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19
 Ruiz-Gallardón (Alberto), président de la communauté de Madrid : 1, 2, 3
 Ruiz de Alda (Julio), aviateur : 1
 Ruiz-Giménez (Joaquín), philosophe catholique, ministre de l'Éducation avant 1957 : 1

Sabatini (Francesco), urbaniste et architecte de Charles III : 1, 2, 3

Sacchetti (Giovanni Battista), architecte italien : 1, 2, 3

Sáenz de Oiza (Francisco Javier), architecte : 1, 2

Sagasta (Práxedes Mateo), homme politique : 1, 2, 3, 4, 5

Saint-Simon (duc de), ambassadeur de France, mémorialiste : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Salas y Quiroga (Jacinto de) : 1

Salinas (Pedro), universitaire et poète. S'exila lors de la guerre civile : 1

Salvo y Vela (Juan), auteur de théâtre : 1

Sánchez (capitaine)

: 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25

Sánchez Coello (Alonso), peintre espagnol : 1, 2, 3

Sánchez Guerra (José) : 1, 2, 3, 4

Sánchez Mazas (Rafael), le premier fasciste espagnol : 1

Sánchez Mejías (Ignacio), auteur de théâtre et torero : 1

Sánchez-Albornoz (Claudio), historien, membre de la droite républicaine, s'exila en 1939 : 1, 2

San Carlos (duc de), ministre de Ferdinand VII : 1, 2, 3, 4

San Luis (comte de) : 1, 2, 3, 4, 5

Santana (Manuel), joueur de tennis : 1

Sartorius (Luis José), journaliste, fait comte de San Luis par Isabelle II : 1, 2, 3

Saura (Antonio), peintre : 1, 2, 3

Segura (Cristina) : 1, 2, 3, 4

Semprún (Jorge), homme politique et écrivain : 1, 2

Serrano Anguita (Francisco) : 1

Serrano Poncella (Segundo), responsable de l'ordre public à Madrid en 1936 : 1

Serrano Suñer (Ramón), beau-frère de Franco, ministre des Affaires étrangères : 1

Solana (José Luis Gutiérrez), peintre : [1](#)
Soria (Arturo), urbaniste : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
Sor Patrocinio : [1](#)
Soubeyroux (Jacques), hispaniste français : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
Soult, maréchal : [1](#)
Southwork (Matthew), journaliste, envoyé du *New York Times* à Madrid en 1936 : [1](#)
Staline (Iossif Djougachvili, dit) : [1](#), [2](#), [3](#)
Suárez González (Adolfo), président du gouvernement de la transition : [1](#)
Suquía Goicoechea (Ángel) : [1](#)

Tacca (Pietro) : [1](#)
Tamames (Ramón), homme politique et historien : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)
Tàpies : [1](#)
Tanucci : [1](#)
Tato (Antonio Sánchez dit El), torero : [1](#), [2](#)
Tejero (Antonio), lieutenant-colonel de la Garde civile, au premier plan du 23-F : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#)
Thérèse d'Ávila (sainte) : [1](#), [2](#), [3](#)
Thyssen-Bornemisza (Hans-Heinric, baron), collectionneur d'art : [1](#), [2](#), [3](#)
Tiepolo (Giovanni Battista), peintre : [1](#), [2](#)
Tierno Galván (Enrique), homme politique et maire de Madrid : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#)
Tintoret (Jacobo Robusti, dit le), peintre : [1](#), [2](#), [3](#)
Tirso de Molina (Gabriel Tellez, dit), auteur de théâtre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)
Titien (Tiziano Vecelli dit le), peintre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)
Tolède (Juan Bautista de), architecte de l'Escorial : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#), [33](#), [34](#), [35](#), [36](#), [37](#), [38](#), [39](#), [40](#), [41](#), [42](#), [43](#), [44](#), [45](#), [46](#), [47](#), [48](#), [49](#), [50](#), [51](#), [52](#), [53](#), [54](#), [55](#), [56](#), [57](#), [58](#), [59](#), [60](#), [61](#), [62](#), [63](#), [64](#)
Tomás y Valiente (Francisco), assassiné par l'ETA : [1](#), [2](#), [3](#)
Torres Rojas (Luis), général impliqué dans l'affaire du 23-F : [1](#), [2](#), [3](#)
Turina (Joaquín), musicien : [1](#), [2](#)
Tusell (Javier), historien : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)

Ullastres (Alberto), ministre du Commerce de l'époque du Desarrollo : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
Umbral (Francisco), journaliste et écrivain : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#), [15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#)
Unamuno (Miguel de), écrivain : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)

Vadillo (Francisco Antonio Salcedo, marquis de), *corregidor* de Madrid : [1](#), [2](#)
Valderrama (Juanito), chanteur populaire : [1](#)
Valdés Leal (Juan de), peintre : [1](#)
Valle-Inclán (Ramón de), écrivain et auteur de théâtre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#)
Vallellano (comte de) : [1](#), [2](#)
Vandergotten, tapisseries anversoises installés à Madrid : [1](#), [2](#)
Van der Weyden (Roger de La Pasture, dit), peintre wallon : [1](#), [2](#), [3](#)
Van Dyck (Antoine), peintre : [1](#), [2](#)
Vázquez (Manolo), torero : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#)

Velarde (Pedro), capitaine, héros de la guerre d'Indépendance : [1](#), [2](#)
Velázquez (Diego), peintre : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#), [8](#), [9](#), [10](#), [11](#), [12](#), [13](#), [14](#),
[15](#), [16](#), [17](#), [18](#), [19](#), [20](#), [21](#), [22](#), [23](#), [24](#), [25](#), [26](#), [27](#), [28](#), [29](#), [30](#), [31](#), [32](#),
[33](#), [34](#)
Vendôme (duc de), général français envoyé en Espagne pendant la
guerre de Succession : [1](#), [2](#)
Vera (Jaime), médecin, propagandiste du socialisme : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#), [7](#)
Véronèse (Paolo Caliari, dit), peintre : [1](#)
Viardot (Louis), écrivain français : [1](#), [2](#), [3](#)
Victoria-Eugenia de Battemberg, épouse d'Alphonse XIII, reine d'Espagne
: [1](#)
Vidal (César) [1](#), [2](#)
Villanueva (Jerónimo de) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)
Villars (Pierre de, marquis de), ambassadeur de France et chroniqueur
: [1](#), [2](#)
Villaverde (marquis de) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#), [6](#)
Viti (Santiago Martín, dit El), torero : [1](#)

Wellington (Arthur Wellesley, duc de) : [1](#)

Zaldo, banquier, homme politique : [1](#), [2](#)
Zapata (Juan) : [1](#), [2](#), [3](#), [4](#)
Zapatero (José Luis Rodríguez), socialiste, président du gouvernement
(2004-2012) : [1](#), [2](#)
Zidane (Zinédine), joueur de football français du Real Madrid : [1](#), [2](#)
Zuazo (Secundino), architecte : [1](#), [2](#)
Zuloaga (Ignacio), peintre : [1](#)
Zurbarán (Francisco), peintre [1](#), [2](#), [3](#), [4](#), [5](#)